ONS HÉMECHT.

Digitized by the Internet Archive
in 2019 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/onshemecht15unse

„Ons Hémecht".

Organ des Vereins

für

Luxemburger Geschichte

Litteratur und Kunst.

Herausgegeben

von dem Vorstande des Vereins.

Fünfzehnter Jahrgang.

1909.

Luxemburg.
Bahnhof-Druckerei Fr. Bourg-Bourger.
Selbstverlag des Vereins.
1909.

TABLES.

Ces tables renvoient à la fois aux pages de *Ons Hémecht* et à celles du tiré-à-part.

Les articles de ce travail ayant été répartis dans cinq volumes de la revue: les tomes XI (1905), XII (1906), XIII (1907), XIV (1908) et XV (1909), les renvois à la revue comportent l'indication du tome (en chiffres romains) et celle de la page du volume.

Les pages du tiré-à-part sont renseignées entre parenthèses.

I. — Table des Articles de la Revue.

1 : XI, . . . 263—270
2 : . . . 304—310
3 : . . . 387—392
4 : . . . 434—442
5 : . . . 485—493
6 : . . . 532 540
—
7 : XII, . . . 18— 23
8 : . . . 51— 56
9 : . . . 112—118
10 : . . . 138—143
11 : . . . 191—196
12 : . . . 244—250
13 : . . . 276—281
14 : . . . 304—310
15 : . . . 342—350
16 : . . . 397—407
17 : . . . 432—441
18 : XII, . . . 472—477
—
19 : XIII, . . . 53— 61
20 : . . . 92—100
21 : . . . 130—138
22 : . . . 170—177
23 : . . . 211—219
24 : . . . 261—269
25 : . . . 293—303
26 : . . . 333—345
27 : . . . 371—379
28 : . . . 411—418
29 : . . . 471—477
—
30 : XIV, . . . 9— 16
31 : . . . 56— 63
32 : . . . 122—131
33 : . . . 163—172
34 : XIV. . . . 202—210
35 : . . . 241—248
36 : . . . 289—296
37 : . . . 344—352
38 : . . . 362—369
39 : . . . 405—412
40 : . . . 441—449
—
41 : XV, . . . 57— 64
42 : . . . 97—107
43 : . . . 148—157
44 : . . . 201—214
45 : . . . 243—253
46 : . . . 282—292
47 : . . . 337—345
48 : . . . 362—369
49 : . . . 411—421
50 : . . . 451—492

II. — Table des Matières.

Introduction . . . . . XI, 263—(3)

Fondation du château d'Esch (925); Maingaud (d'Esch) et sa famille (925—929) XI, 264; XIV, 344—(4, 271)

Frédélon d'Esch (Seconde moitié du XIème siècle) et la terre de Clermont (XIème et XIIème siècles) XI, 304, 387, 434; XIV, 346—(10, 274)

Les croisés Henri et Godefroid d'Esch (1086—1098) XI, 440, 485, 532; XIV, 349—(28, 276)

Hubert d'Aische-en Refail (fin du XIème siècle) . . . . XI, 535—(41)

Godefroid, comte d'Esch (1123—1150 environ) XI, 538; XII, 18, 51, 112—(44)

Les enfants de Godefroid: XII, 114—(58)

La famille d'Uden-Esch XII, 116, 138, 191; XIV, 350—(60, 277)

Barthélemy d'Esch et ses enfants (1175—1214) XII, 244, 276; XIV, 362—(72, 280)

La terre de Hamm XII, 279, 304, 342—(81)

Robert II d'Esch (1220—1262) XII, 343, 397, 432 472; XIV, 363—(90, 280)

Les alliances matrimoniales de Barthélemy, Henri III et Robert II d'Esch XIII, 53, 92, 130, 170, 211—(121)

La famille de Bettingen XIII, 53—(121)

La famille de Conflans-en-Jarnisy XIII, 57, 92, 130—(125)
La famille d'Apremont XIII, 131, 170, 211—(138)
Henri IV d'Esch et les Bissen (1249–1408). La famille d'Useldange (1263—1341) XIII, 214, 261, 293, 333, 371—(156)
Les d'Esch à Bissen et à La Grange XIII, 214, 261 (156)
Les d'Esch à Useldange XIII, 293, 333, 371; XIV, 365—(169, 283)
Jean d'Esch, princier, puis élu de Verdun (1245—1253) XIII, 373—(195)
Robert III d'Esch (1259—1275) XIII, 411—(201)
Joffroi d'Esch (1261—1291) XIII, 413, 471; XIV, 9, 56, 122, 163, 171, 202—(203, 247)
Sa succession (1292—1300) XIV, 164—(240)
Ermengarde d'Esch, épouse de Ferry de Neuerbourg XIV, 205, 241—(251)
Adelaïde d'Esch, épouse de Gilles d'Ouren . . . . . XIV, 244—(259)
L'épouse de Bourcard de Geroldseck . . . . . XIV, 248, 289—(263)
Les armoiries des dynastes d'Esch XIV, 290—(265)
Ajoutes et rectifications XIV, 344, 362—(271)
Frédéric et Henri d'Aach (vers 1200) . XIV, 351—(279)
Tableau généalogique des dynastes d'Esch-sur-la-Sûre. . XIV, 367—(285)
Annexes.
I. — Les destinées ultérieures de la Seigneurie d'Esch XIV, 368, 405, 441; XV, 57, 97, 148, 201, 243, 282, 337, 362—(286)
A. — Les seigneurs d'Esch de 1292 à 1353 XIV, 368, 405—(286)
B. — Les différentes parts de la Terre d'Esch du XIVème siècle à la Révolution XIV, 411; XV, 57, 97, 148, 201, 243, 282, 337, 362—(293)
§. 1. — La moitié de Cronenbourg XIV, 411, 441; XV, 57, 97, 148—(293)
§. 2. — Le quart de Falkenstein XV, 150, 201, 243—(323)
§. 3. — Le quart de Brandenbourg XV, 245, 282, 337, 362—(345)
Huitième de Bolland XV, 250, 282, 338—(350)
Huitième de Bourscheid XV, 337, 362, 411—(363)
II. — Le record de 1201 XV, 414—(382)
III. — La famille d'Esch ou Dex, de Metz. . . . XV, 451—(389)
IV. — La famille de Hermalle, cadette d'Esch . . XV, 463—(401)
V. — Descendants illustres de la Maison d'Esch XV, 468—(406)
Le Grand-Duc de Luxembourg . . . . . XV, 468—(406)
La Maison Impériale de Lorraine-Autriche XV, 474—(412)
La Maison Royale des Pays-Bas . . . . . XV, 477—(415)
La Maison Impériale de Hohenzollern . XV, 477—(415)
VI. — Notices sur diverses familles d'Esch . . . . XV, 479—(418)
A. Dans la région d'Esch-sur-la-Sûre . . XV, 479—(418)
B. La famille d'Esch de Burg-Esch . . . . XV, 482—(421)
C. La famille d'Esch de Bitbourg . . . . XV, 485—(424)

III. — Table chronologique des chartes publiées intégralement.

1. — 3 *juin 925*. Charte de la fondation du château d'Esch XI, 266; XIV, 344—(6, 272)
2. — *929*. Échange entre Maingaud (d'Esch) et St. Maximin de Trèves XI, 269—(9)
3. — *Décembre 1221*. Robert d'Esch cède la moitié de la juridiction de la vallée de Diekirch XII, 345—(91)
4. — *Août 1237*. Robert d'Esch fait foi et hommage à Marguerite de Bar. . . . . XII, 400—(99)

5. — *1239.* Robert d'Esch donne à l'abbaye de Gorze la dîme de Brainville. . . . . XII, 400—(100)
6. — *Mai 1245.* Déclaration de Robert d'Esch et Conon de Schönberg, au sujet de l'engagère de Binsfeld . . . . . XII, 402—(102)
7. — *12 décembre 1248.* Charte de Robert, sire d'Esch, relative à Bissen . . . . . XII, 404—(104)
8. — *Décembre 1252.* Robert d'Esch autorise Richard d'Onville à disposer d'un fief . . XIV, 364—(282)
9. — *1256.* Robert d'Esch reprend en fief de l'abbé de Gorze tout ce qu'il a et tout ce qu'on tient de lui à Brainville XII, 439—(114)
10. — *Avril 1262.* Robert d'Esch et Gilles d'Ouren renoncent, au profit de l'abbaye de Himmerode, à leurs droits sur Schwickerath . . . . . XII, 472—(116)
11. — *2 août 1266.* Ferry, duc de Lorraine, autorise Joffroi, sire d'Esch, à disposer à son gré de ce qu'il tenait de lui en la justice de Diekirch . . XIII, 416—(206)
12. — *8 août 1266.* Joffroi d'Esch abandonne au comte de Luxembourg ses droits sur la justice de Diekirch . . . . XIII, 416—(206)
13. — *Février 1267.* Joffroi d'Esch donne à l'abbaye de Gorze une rente à recevoir à Brainville XIII, 418—(208)
14. — *18 mai 1277.* Joffroi, sire d'Esch, associe le comte de Luxembourg à tout ce qu'il tient de lui à Conflans et dans le Jarnisy . . . . . XIV, 12—(217)
15. — *23 mai 1277.* Charte de Thibaut, comte de Bar, au sujet de Conflans et du Jarnisy XIV, 13—(219)
16. — *22 janvier 1280.* Ferry de Chambley vend au comte de Bar tout ce qu'il a à Hadonville, du consentement de Joffroi d'Esch XIV, 16—(221)
17. — *22 janvier 1280.* Joffroi d'Esch promet l'agréation à cette vente du comte de Luxembourg XIV, 56—(222)
18. — *23 janvier 1280.* Joffroi d'Esch déclare tenir en fief du comte de Bar le fief qu'Erard de Jeandelize avait en ce lieu XIV, 57—(223)
19. — *Février 1280.* Charte de Joffroi d'Esch relative à la vente du fief de Hadonville XIV, 57—(223)
20. — *7 mai 1282.* Gui, comte de Flandre, donne à Joffroi d'Esch une rente de 100 l. tournois XIV, 59—(225)
21. — *20 juillet 1285.* Joffroi de Ranzières donne quittance, au nom de Joffroi d'Esch, pour un terme de la dite rente XIV, 122—(230)
22. — *23 février 1289.* Renaud de Neufchâteau reprend en fief du comte de Luxembourg des biens achetés de St. Martin de Glandières et relevant en fief de Joffroi. . . . . XIV, 126—(234)
23. — *28 février 1289.* Le dit Renaud fait encore connaître cette inféodation, que Joffroi d'Esch agrée en scellant la charte XIV, 126—(235)
24. — *8 mai 1290.* Joffroi d'Esch prie le receveur de Flandre de payer à Robert Dastices un terme de la rente sur les comptes de Flandre . . . . . XIV, 131—(238)
25. — *20 avril 1292.* Accord relatif à la succession de Joffroi d'Esch. . . . . XIV, 165—(242)
26. — *11 mars 1293.* Ferry de Neuerbourg et le sire de *Coure* donnent quittance pour un terme de la rente due par le comte de Flandre . . . . . XIV, 368—(286)
27. — *13 mars 1293.* Ferry de Neuerbourg et le sire d'Ouren promettent au comte de Luxem-

bourg de l'acquitter de toutes les cautions fournies par son père et lui pour le sire d'Esch XIV, 169—(245)
28. — *13 mars 1353.* Ferry, seign. de Cronenbourg et de Neuerbourg, déclare avoir partagé Esch avec Herman de Brandenbourg XIV, 409—(292

IV. — Table des Illustrations.

Ruines du château d'Esch en 1901 XII, 346—(94)
Projet de restauration du château, par M. Arendt . . . XII, 347—(95)
Plan topographique du bourg d'Esch . . . . . XII, 436—(110)
Plan du château d'Esch XII, 437—(111)
Armoiries des familles d'Esch-sur-la-Sûre, d'Esch (de Metz), d'Uden-Esch et de Burg-Esch XIII, 218 - (160
Sceau de Robert d'Esch (1262) XIV, 291—(266)
Scel et contre-scel de Joffroi d'Esch (1277) . . . . . XIV, 293—(268)
Autre contre-scel de Joffroi d'Esch (1289) . . . . . XIV, 294—(269)

V. — Table des Tableaux généalogiques.

Famille de Clermont-lez-Huy XI, 436—(24)
Parenté de Henri d'Esch et de Godefroid de Bouillon XI, 535—(40, 41)
Les descendants d'Hilduin de Rameru et d'Adélide de Roucy XII, 21—(49, 136)
Famille d'Uden-Esch. . XII, 191—(67)
Les descendants de Thibaut de Resnel et d'Ermentrude de Rameru. . . . . XIII, 93—(130)
Parenté d'Eble de Conflans et de Henri d'Esch . . . . XIII, 99—(136)
Parenté de Joffroi d'Apremont et de Robert de Bissen XIII, 131—(138)
Les quatre quartiers de Henri le Blondel et de Marguerite de Bar XIII, 132—(139)
Les quatre quartiers de Gui III de Dampierre . . . . XII, 133—(140)
Les descendants de Guillaume de Dampierre et d'Ermengarde de Mouchy . . . . . XIII, 175—(150)
La famille de Geroldseck-ès-Vosges XIV, 289—(264)
Les dynastes d'Esch-sur-la-Sûre XIV, 367—(285)
La moitié de Cronenbourg en la terre d'Esch de 1282 à 1580 XV, 63—(309)
Le quart de Falkenstein de 1339 à 1628 . . . . . XV, 210—(339)
Le quart de Brandenbourg, de 1339 à 1435 . . . . . XV, 250—(350)
Le huitième de Bolland, de 1437 à 1679 . . . . . XV, 338—(364)
Le huitième de Bourscheid, de 1437 à 1684 . . . . XV, 369—(378)
Sept tableaux indiquant la descencendance de la famille d'Esch jusqu'à la Maison régnante de Nassau-Luxembourg . XV, 468—(407)
Tableau récapitulatif de cette descendance . . . . . XV, 475—(413)
Tableau indiquant comment la Maison impériale de Lorraine-Autriche se rattache aux dynastes d'Esch . . . . XV, 476—(415)
Tableau semblable pour la Maison royale des Pays-Bas . XV, 477—(416)
Tableau semblable pour la Maison impériale de Hohenzollern XV, 477—(417)

VI. — Table des Noms de Lieux et de Familles.

Quoique sommaire, cette table renseigne tous les noms de lieux et de familles cités au cours de l'ouvrage.

Pour les renvois aux pages de *Ons Hémecht*, les tomes sont indiqués en abrégé comme suit: „1 = XI; 2 = XII; 3 = XIII; 4 = XIV; 5 = XV.“ — „3, 217; 5, 102“ renvoie à t. XIII, p. 217; t. XV, p. 102“.

Les renvois aux pages du tire-à-part suivent, *entre parenthèses.*

Pour réduire autant que possible la place prise par ce répertoire indispensable, on ne donne ici, pour les nombres succédant à d'autres faisant partie des mêmes dizaines ou des mêmes centaines, que les chiffres d'unités ou de dizaines respectivement; par exemple: „5, 9, 11, 4, 9, 56—9, 93, 115, 21, 4, 83“ renverra à: „t. XV, pages 9, 11, 14, 19, 56, à 59, 93, 115, 121, 124, 183.“

— A —

d'Aach: 4, 351—2 (279).
d'Aboncourt: 5, 284, 459 (355, 97).
Acteville: 3, 59 (127).
Afflighem: 1, 441, 90 (29, 35).
(d')Agimont: 1, 538; 4, 448; 5, 58, 467 (44, 302, 4, 405).
Agullia: 1, 269.
Ahiens: 5, 467 (406).
(d')Ahr: 2, 54—6, 112, 114; 3, 56; 5, 364, 8, 490 (54—56, 58, 124, 374, 7, 429).
de l'Aigle: 2, 21 (49).
Aillebaudières: 3, 171 (146).
Aincreville: 3, 59 (127).
de Ais: 4, 11 (217).
(d')Aische-en-Refail: 1, 491, 2, 536, 7 (36, 7, 42—4).
Aix-la-Chapelle: 1, 309, 491, 535, 6; 2, 51, 248; 3, 375, 477; 4, 246 (16, 36, 41, 2, 51, 76, 197, 214, 61).
d'Aix: 3, 266 (166).
Albigeois: 3, 136 (143).
d'Aldenbourg: 5, 285 (386).
Aldringen: 5, 211 (340).
Alf: 2, 345 (92); v. Bleialf.
Allemagne: 1, 486, 9; 3, 374; 4, 346 (31, 4, 196, 274). — Empereurs: 1, 304, 7, 9, 435, 40, 1, 535—7; 2, 21, 52, 3, 117, 39, 248, 9, 81, 305—8; 3, 136, 334; 4, 345; 5, 151, 474, 6, 8 (11, 3, 4, 6, 23, 8, 9, 41—3, 51-3, 61, 3, 76, 7, 83—7, 143, 82, 278, 324, 412, 4, 5, 7). — Rois: 1, 264—6, 9, 307; 2, 21, 51, 2, 117, 92, 3, 281, 306; 3, 215, 333; 4, 406, 48; 5, 151, 461, (4, 5, 9, 49, 52, 3, 61, 8, 83, 5, 157, 80, 1, 288, 302, 24, 99).
Alpen: 5, 61 (307).
Alpes: 2, 248 (76).
(d')Alsace: 1, 388, 9; 5, 468 (18, 9, 406)
Alscheidt: 5, 414 (382).
Alsdorf: 3, 299, 341 (175, 89).
Altena: 5, 61 (307).
Altenahr: 2, 55 (55).
Altenburg: 1, 486 (31).
Alt-Esch: v. Uden-Esch.
Altlinster: 5, 487, 8, (426, 7).
Alzingen: 2, 247 (75).
d'Amance: 4, 124 (232).
Amanges: 4, 170 (247).
Amblonville: 3, 377 (199).
d'Ambly: 1, 536 (42).
Ambrosy: 5, 244 (344).
(d')Amel: 3, 59, 60; 4, 444 (127, 8, 298).
d'Amelle: 4, 15 (220).
d'Ammel: 5, 345 (371).
Ancerville: 5, 457 (395).
Andenne: 3, 135 (142).
Andernach: 4, 210 (256).
d'Andlau: 4, 290 (264).
André: 5, 148 (321).
Andrinople: 1, 486 (31).
Angleterre: 2, 21, 192; 5, 157, 470—2, 5, 7 (49, 68, 330, 409, 10, 3, 6).
d'Anguedorf: 4, 163, 204 (240, 50).
d'Anhalt: 5, 469, 71, 7 (408, 10, 6).
(d')Ansembourg: 3, 216, 7; 5, 480, 3 (158, 9, 419, 22).
Anspach: 5, 470, 7 (409, 16).
Antioche: 1, 487—9, 533; 4, 349 (32, 4, 9, 276, 7).
Antweiler: 5, 368 (377).
Anven: 2, 118, 41 (62, 5).

Anvers ; 1, 534 ; 5, 59 (40, 305).
Anwen : 4, 129 (237).
Appert : 5, 286—8 (357—9).
(d')Apremont : 2, 348 ; 3, 58—61, 98—100, 131, 33—38, 170—7, 211—3, 5, 61, 2, 6, 9, 98, 337, 374, 6 (lire ici **Gobert**, au lieu de **Robert**) à 8, 413, 4, 75, 6 ; 4, 9, 15, 60, 122, 3, 30, 64—7 ; 4, 170, 365, 7, 8, 448 ; 5, 461 (93, 126—9, 34—6, 8, 40—55, 7, 62, 6, 9, 175, 84, 95, 8—200, 203, 4, 12—14, 21, 6, 30, 1, 8, 41—3, 6, 282, 3, 5, 6, 302, 99).
d'Arche : 1, 538 (44).
Ardenne : 1, 264—6 ; 2, 307 ; 3, 215 ; 4, 206, 344—6, 411, (4—6, 25, 76, 86, 157, 252, 72, 4, 94). Comtes : 1, 305, 6, 437, 533—5 (39—41).
Arenberg : 5, 205 (334).
de **Arenstein** : 2, 286 (82).
Arey : 4, 62 (228).
d'Argenteau : 5, 155, 282 (328, 53).
Argentz : 5, 485 (424).
Argonne : 4, 347, 8 (275, 6).
Arlon : 2, 117 ; 399, 400 ; 3, 55, 372 ; 4, 247 ; 5, 105, 284, 340, 4, 418 (61, 99, 100, 23, 94, 262, 319, 55, 66, 70, 86). — Comtes : 2, 280 ; 3, 98 (82, 134). — Marquis : 2, 276, 7, 432, 4, 5, 9, 73 ; 3, 262, 99, 417, 72, 7 ; 4, 12, 4, 58, 61, 130, 364, 8 ; 5, 452 (78, 9, 107, 9, 12, 4, 7, 62, 76, 207, 9, 14, 8, 9, 24, 7, 38, 81, 6, 390, 1). — Château et châtellerie : 2, 277, 399, 400 ; 3, 135 (79, 99, 100, 42).
d'Arlon : 2, 245—7, 76, 7, 434 ; 3, 472, 4 ; 4, 15, 408 (73—5, 8, 9, 109, 209, 11, 20, 91). Cf. de Wiltz.
d'Arloncourt : 2, 247, 8 (75, 6).
Arménie : 4, 367 (285).
Arnaville : 2, 276 (78).
Arnhem : 5, 62 (308).
Arnstein : 2, 116 (60).
Arragon : 2, 21 (49).
Arrancy : 2, 473 (117).
Arras : 2, 192 (68).
Ars : 2, 276 (78).
Arsdorf : 5, 149 (322).
Artis : 3, 96 (133).
Arwich : 5, 416, 18, 9 (384, 6, 7).
Asch : v. Esch.
Asch-en-Campine : 1, 490—2 (35—7).
Asie : 1, 486 (31).
(d')Aspelt : 2, 138, 41, 95, 247, 398 ; 3, 299 ; 4, 350, 1 (62, 5, 71, 5, 98, 176, 277, 8).
(d')Assche-en-Brabant : 1, 490, 2 ; 4, 350 (35, 7, 277).
(d')Asselborn : 2, 402, 3 ; 5, 287 (102, 3, 358).
(d'Assenois ; 4, 364 ; 5, 244 (281, 344).
de Assia : 2, 139 (63).
Assur : 1, 488 (33).
l'Astenois : 4, 347—9 (275, 6).
d'Ath : 2, 21 (49).
d'Audenarde : 3, 137, 215 ; 5, 467 (144, 57, 405).
(d')Audun : 3, 335, 6, 43 ; 5, 150 (183, 90, 323).
(d')Autel : 2, 194, 438 ; 5, 246, 8, 337, 41, 2, 62, 461, 84 (70, 113, 346, 8, 63, 7, 8, 71, 99, 400, 23).
(d')Autriche ; 1, 485 ; 4, 445—9 ; 5, 57, 156, 7, 201—4, 8, 10, 474, 5 (30, 299, 300—3, 29 33, 7, 9, 412, 4, 5).
Auwach : 2, 194 (70).
Auxerre : 3, 374 (195).
(d')Avesnes : 2, 21 ; 3, 131, 6, 76, 213, 5 (49, 138, 43, 51, 5, 7).
Avignon ; 3, 341 (189).
(d')Awans : 5, 465, 6 (403, 5).
(d')Awir : 5, 466 (404).

— B —

de Bade : 3, 344 ; 4, 448 ; 5, 57, 8 (192, 302—4).
de Bailleul ; 4, 123 (230).
Baisy : 1, 441, 89, 533 (29, 35, 9).
de Baldewin : 5, 289, 91 (360, 2).
de Bâle : 2, 305 (84).
Balthasar : 5, 366 (376).
la Baltique : 5, 455 (393).
Bar : 5, 209 (338). — Comtes, puis ducs : 2, 19, 280, 399, 400, 32, 3, 41, 75—7 ; 3, 58, 60, 97, 132, 71—3, 7, 219, 66, 9. 98, 300, 1, 34, 411, 3—5, 7, 8, 472, 5—7 ; 4, 9, 11—6, 56, 7, 62, 130, 71, 203—5, 347, 8, 442 ; 5, 150, 451, 61, 74, 6 (47, 82, 99, 100, 7, 8, 16, 9—21, 6, 8, 33, 9, 46, 7, 52, 61, 6, 9, 75, 7,

8, 82, 95, 201, 3—5, 7—9, 12—23, 28, 38, 47—51, 74, 5, 96, 323, 89, 99, 412, 5). — Comté: 3, 217; 4, 446, 7; 5, 203, 6, 7, (159, 300, 1, 32, 5, 6).
de Bar-sur-Seine: 3, 132 (139).
de Barbençon: 2, 248 (76).
Bardenborn: 2, 435 (112)
de Barisey: 5, 458 (397).
de Basenheim: 5, 155, 249 (328, 49).
Bastendorf: 4, 405; 5, 203, 8 (288, 332, 7).
(de) Bastogne: 3, 477; 4, 203, 4; 5, 154, 249, 51, 343 (214, 50, 1, 327, 49, 51, 69).
Bäsweiler: 1, 538; 5, 482 (44, 421).
Bataille: 4, 168 (244).
Batilly: 3, 262 (162).
de Baucourt: 3, 268 (168).
de Baudement: 3, 213 (155).
Baudoche: 3, 268, 9; 5, 454 (168, 9, 392).
Baur: 4, 410; 5, 208, 9, 11, 2 (293, 337, 8, 40, 1).
Baustert: 3, 55 (123).
Bavière: 2, 306; 4, 409; 5, 155 (85, 292, 328).
Bayer de Boppard: 3, 268, 9; 5, 153 (168, 9, 326).
Bazeilles: 2, 280 (82).
Bazoncourt: 5, 457 (395, 6).
Beauclair: 3, 135 (142).
(de) Beaufort: 2, 93, 398; 3, 171; 4 406, 45; 5, 98—100, 284, 5, 338 (69, 98, 146, 289, 99, 312—4, 355, 6.
(de) Beaumont: 2, 309, 432, 3; 3, 171; 2, 219, 377, 8, 411, 76 (88, 107, 8, 146, 7, 61, 99—201, 13).
Beaurain: 5, 467 (406).
de Beaurepaire: 2, 397—9, 438; 3, 299 (97—9, 113, 76).
Beauvais: 3, 93, 4, 172 (129—31, 47).
de Beauvau: 5, 458, 9 (396, 8).
Béchamps: 2, 276 (78).
(de) Beck: 5, 98, 9, 101 (312, 3, 5).
Beckerich: 2, 438; 3, 371 (113, 93).
Bedbur: 5, 58, 60, 1 (304, 6, 7).
Bedhart: 5, 489 (428).
Beiffels: 5, 486 (425).
Beissel de Gymnich: 5, 149, 285, 414 (322, 56, 82).
de Belchamps: 3, 95 (131).
Belgique: 1, 268; 5, 476 (8, 414, 5).
Belicha: 3, 268 (168).
de Bello Ramo: 3, 135 (142).
de Belrain: 3, 170, 413 (145, 203).
Belval: 3, 135 (142).
Bengel: 2, 192 (68).
(de) Berbourg: 2, 192, 4; 4, 351; 5, 59 (68, 70, 279, 305).
Berchem: 5, 58, 9 (304, 5).
(de) Berg: 1, 435; 2, 276, 305, 6; 5, 59, 104, 491 (23, 78, 84, 5, 305, 18, 430).
Bergem: 2, 247 (75).
Bergweiler: 5, 148 (321).
de Berlaymont: 5, 209 (338).
Berlé: 5, 249 (349).
Berlebourg: 5, 468, 9, 71, 5 (407, 9, 13).
Bernard: 5, 103, 213, (317, 42).
de Berncastel: 5, 341 (367).
Berschbach: 3, 338 (185).
(de) Bertrange: 2, 118, 41, 3, 92, 398; 3, 417; 5, 244, 453, (62, 5, 7, 8, 98, 207, 344, 91).
Bertrée: 1, 536, (42).
Berward: 5, 245 (345).
Besançon: 2, 20, (48).
Bettainvillers: 3, 411 (201).
(de) Béthune: 3, 131, 2, 76; 5, 211 (138, 9, 51, 340).
Bettembourg: 5, 367 (376).
Bettendorf, dép Bettingen: 2, 309 (88).
Bettendorf près Diekirch: 5, 487 (426).
Bettenfeld: 5, 246 (346).
(de) Bettingen-S.-Prüm: 2, 51, 246, 309, 42, 49, 97, 8, 402, 3; 3, 53—7, 130; 4, 365, 7; 5, 150—7, 202—6, 45, 482 (51, 74, 88, 9, 96—8, 102, 3, 21—25, 37, 282, 5, 323—35, 45, 421).
Bettinstorf: 4, 409 (291).
Betzest: 3, 268 (168).
Beuvillers: 1, 269 (9).
de Biber: 5, 148 (321).
de Bibra: 5, 457 (395).
Bidgau: 1, 305, 6, 437—9, 534, 5; 2, 306—8; 4, 363 (11, 3, 25—7, 40, 1, 85—7, 280).
Biersdorf: 5, 413, 486, 7 (381, 425, 6).
Biever: 5, 212 (341).
Billing: 1, 534 (40).
Billy: 3, 378 (200).
Bilsen: 1, 534 (40).

Bilsteym: 3, 300 (177).
Bingen: 2, 248 (76).
Binsfeld: 2, 402, 3 (102, 3).
Biourge: 5, 104, 5, 49 (318, 9, 22).
Birel ou Birelergrund: 2, 245, (73).
de Birgell: 5, 284 (355).
Birtingen: 3, 303 (179).
Birtrange: 5, 366—9, 412 (375—8, 80).
(de) Bissen: 2, 404, 5, 32, 75, 6; 3, 58, 131, 214—7, 9, 61—9, 293, 335—40; 4, 125, 31, 64—6, 9, 70, 203—5, 48, 92, 3, 366—8 (104, 5, 7, 19, 20, 6, 38, 56—9, 61—69, 83, 4, 6, 8, 233, 9, 41, 2, 5, 6, 50, 1, 63, 7, 8, 83, 5, 6.)
(de) Bitbourg: 3, 339—41 (187—9); 1. 439; 2, 192, 306, 7, 99, 400, 35, 74, 5; 4, 363; 5, 290, 365, 485—91 (27, 50, 68, 85, 6, 99, 100, 112, 8, 9, 280, 361, 74, 424—30).
Bitsch: 3, 265; 5, 152, 3 (165, 325, 6).
Bivers ou Biwisch: 1, 265, 6; 4, 345 (5, 6, 272).
Blanchart: 5, 289 (360).
(de) Blankenheim: 3, 303; 4, 163, 206, 47; 5, 59, 151, 204, 6, 10, 470, 3, 5, (180, 239, 52, 62, 305, 24, 33, 5, 9, 408, 11, 3).
Bleialf: 2, 306, 45, 476 (85, 92, 120).
Blettange: 5, 452, 6 (390, 1, 4).
de Bliescastel: 2, 435, 9 (112, 4).
Bliffer ou Blyver: 5, 285 (356).
Blissy: 2, 115 (59).
de Blochausen: 5, 104—6, 48 (318—21).
de Bo[illegible]holt: 5, 413 (381).
Boch[illegible], 208, 9, 11 (337, 8, 40).
Bock[illegible]ltz-s.-Sûre: 5, 213, 416, 8 (342, 84, [illegible]).
(de) Bodange: 5, 340 (366).
Boegheman: 4, 61 (227).
Bœvange: 3, 333, 41; 5, 282 (181, 9, 353).
Bohême: 2, 192, 3; 4, 407, 8, 11, 5, 9; 5, 150, 246, 418 (68, 9, 289—91, 4, 9, 303, 23, 46, 86).
Boignères: 1, 441 (29).
Boittersen: 4, 442 (296).
Bollendorf: 2, 440 (115).
(de) Bolland: 4, 410, 46; 5, 101, 249—53, 82—5, 91, 2, 338—40, 2, 3, 5, 68, 412, 3, 6, 20 (293, 300, 15, 49—56, 62—6, 8, 9, 71, 7, 80, 1, 4, 8). Cf. Rollé.
de Bomal: 5, 104, 5, 48 (318, 9, 21).
Bombardia: 4, 350 (277).
Boncourt: 4, 122 (230).
Boniface; 3, 342; 4, 366 (190, 284).
Bonnevoie: 2, 309; 3, 293, 4 (88, 170, 1).
Bonvillers: 2, 345 (92).
Boos de Waldeck: 5, 214, 341, 412 (343, 67, 80).
Borkeloe: 5, 205 (334).
Born: 3, 216, 7; 5, 480 (158, 9, 419).
Bosni: 2. 276 (78).
(de) Bost-Moulin: 2, 195; 4, 410; 5, 98—106, 48, 244, 90—2, 338, 411, 2 (71, 293, 312—21, 44, 61—4, 79, 80).
Bouconville: 5, 461 (400).
(de) Bouillon: 1, 388, 438, 41, 2, 85—9, 91, 532—5; 2, 113, 280; 4, 348, 9 (18, 26, 29—34, 8, 9, 40, 1, 57, 82, 4, 276),
(de) Boulay: 2, 194; 3, 342—4, 72, 3; 4, 442, 3, 7, 8; 5, 57, 63, 453, 4, 9, 75 (70, 190, 1, 2, 4, 296, 7, 301—3, 9, 91, 3, 7, 413).
de Boulich: 5, 207, 83, 6 (336, 54, 7).
de Boulogne: 1, 441, 533, 5; 3, 176 (29, 39, 41, 151).
(de) Bourbon: 3, 133, 171, 5, 213; 4, 122 (140, 6, 50, 5, 230),
de Bourcey: 3, 474 (211).
du Bourg: 1, 486; 4, 349 (31, 276, 7).
Bourglinster: 5, 488 (427).
(de) Bourgogne: 2, 20, 1, 194, 5; 4, 442, 3, 8, 9; 5, 203, 339, 456, 7 (48, 50, 70, 1, 296, 7, 302, 3, 32, 65, 94, 5).
Bourray: 5, 454 (392).
(de) Bourscheid: 1, 305—7, 440, 93; 2, 246, 9, 50, 435, 8, 9, 74; 3, 295, 7—9, 302, 72, 417, 71; 4, 62, 128, 64—6, 9, 70, 204, 367, 405, 6, 8—10, 45; 5, 60, 154, 203, 7, 46, 9, 50, 1, 88, 337, 39—45, 62—9, 416, 9, 20, 81 (11—3, 28, 9, 38, 74, 7, 8, 112—4, 8, 72, 4—6, 9, 193, 4, 207, 11, 28, 36, 40—2, 6, 50, 85, 8, 9, 91—3, 9, 306, 27, 32, 6, 46, 9, 50, 1, 9, 63, 65—78, 84, 7, 8, 420).
Bourss: 4, 170 (246).
(de) Bous: 5, 249, 413 (349, 81).

Bouvron: **4**, 60 (226).
Bouzonville: **5**, 483 (422).
Boven: **5**, 344 (370).
Boverrys ou **Boveris**: **4**, 248 (263).
de Bowilre: **3**, 476 (213).
Bra: **1**, 539 (45).
(de) Brabant: **1**, 490; **2**, 193; **3**, 176; **4**, 63, 168; **5**, 151, 467 (35, 69, 151, 229, 44, 324, 406).
Brachtenbach: **5**, 156 (329).
(de) Brainville: **1**, 307; **2**, 400, 1, 39, 40, 76; **3**, 94, 6, 7, 414, 8 (14, 100, 1, 14, 5, 20, 31, 3, 204, 8).
(de) Brandenbourg (Luxembourg): **2**, 193, 4, 403, 40; **3**, 297, 474; **4**, 62, 405, 6, 8—10; **5**, 60, 3, 101, 50, 1, 3, 5, 6, 202—12, 44—51, 83, 337—40, 2, 3, 5, 69, 411, 6, 9, 20, 74, 81, 2, 4, 7 (69, 70, 103, 15, 73, 211, 28, 88, 9, 91—3, 306, 9, 15, 23, 4, 6, 8, 9, 31—41, 44—51, 4, 63—6, 8, 9, 71, 8, 9, 84, 7, 8, 412, 20, 1, 3, 6).
de Brandenbourg (Prusse): **5**, 470, 7, 8 (409, 16, 7).
de Braubach: **2**, 54, 6 (54, 6).
(de) Brattert: **5**, 344, 5, 416, 9 (370, 1, 84, 5).
de Braz: **3**, 59 (127).
Breda: **3**, 219, 98 (161, 74).
Bredimus: **5**, 252 (352).
de Brederode: **5**, 99 (313).
de Breitscheid: **5**, 486—8 (425—7).
Brême: **1**, 307 (13).
Brenner de Niederlahnstein: **2**, 194; **5**, 245, 8, 339, 43 (70, 345, 8, 65, 9).
Bretagne: **1**, 533 (39).
Bretex: **4**, 123, 5, 204, 95 (230, 2, 50, 70).
de Brethseeit: **2**, 118 (62).
Briedel: **2**, 140, 1, 93; **4**, 245 (64, 5, 9, 260).
(de) Briey: **2**, 344; **3**, 59, 61, 212, 66, 9, 378, 411; **4**, 60—2, 171 (91, 127, 9, 53, 4, 66, 9, 200, 1, 26—7, 47).
Britt: **5**, 415, 21 (383, 9).
de Brochausen; **5**, 284 (355).
Brosinger d'Arnenberg; **5**, 486 (425).
Brottorf: **5**, 148 (321).
Brouennes: **4**, 445; **5**, 283, 484 (299, 354, 423).
(de) Bruch: **2**, 139, 42, 398; **3**, 216, 7, 67, 300; **4**, 130, 247; **5**, 364, 6 (63, 6, 98, 158, 9, 67, 77, 230, 262, 374, 5).
de **Brule**: **2**, 56 (56).
Bruley: **4**, 60 (226).
de Brumagne: **5**, 467 (406).
de Brunshorn: **3**, 300; **4**, 163, 242 (177, 239, 57).
de Brunswick: **3**, 176; **5**, 470, 8 (151, 409, 17).
Bruville: **3**, 262 (162).
Bruxelles: **1**, 533; **5**, 60, 98, 100, 157, 201 (39, 306, 12, 4, 30, 1).
de **Bu**: **3**, 96 (133).
(de) Bubange: **3**, 372, 3; **5**, 104 (194, 5, 318).
Bucche: **3**, 266 (167).
Buch: **5**, 344 (370).
Buchet: **2**, 305 (84, 5).
Büdesheim: **2**, 304 (83).
Budingen: **2**, 276 (78).
Buissoncourt: **4**, 63, 203 (229, 49).
Buista: **4**, 247 (262).
Bulgnéville: **4**, 442 (296).
de Bumagen: **2**, 142 (66).
de **Bure**: **2**, 54, 6 (54, 6).
Burel ou Burlebach: **2**, 245; **3**, 130; **4**, 365 (73, 130, 282).
de Burg-Esch: **3**, 218; **4**, 296; **5**, 462, 82—5 (160, 271, 400, 21—4).
Burgfrieden: **5**, 284 (355).
Burgos: **5**, 157 (330)
de Burleus: **5**, 148 (321).
Burne: **4**, 408 (291).
de Bürresheim: **3**, 55, 6 (123, 4).
Burtscheid: **1**, 535 (41).
de Busleyden: **2**, 195; **4**, 351; **5**, 156, 7, 202, 341 (71, 278, 329—31, 67).
Butgenbach: **5**, 365, 486 (374, 425).
Butricourt: **3**, 262 (162).
Butzweiler: **1**, 268 (8).
Buvrinnes: **1**, 490 (35).
Buxières: **4**, 57 (223).
de Buxy: **3**, 93, 4, 130 (129, 30, 7).
Buzy: **3**, 219, 476 (161, 213).

— C —

Cambrai: **2**, 278 (80).
de Canlers ou Candeler: **5**, 366, 7 (376).
Canzem: **5**, 150 (323)
(de) Capitaine: **5**, 103—6, 9 (317—20, 2).

de Cappelle: **5**, 208, 9, 11 (337, 8, 40).
Cardaun: **5**, 155 (328).
Carden: **2**, 276 (78).
Carele: v. Kahler.
(de) Carinthie: **1**, 304; **2**, 249 (11, 77).
Carouge: **5**, 207 (336).
de Cassal: **5**, 104, 5, 7, 48 (318, 9, 21, 2).
Castille: **2**, 21 (49).
(de) Cattenom: **2**, 244, 76 (72, 3, 8).
de **Cauen**: **2**, 23 (51).
Caule, Cavenes ou **Cavelre**: v. Kahler.
de **Caves**: **4**, 122 (229).
Chaligny: **5**, 208 (337).
de Châlon: **5**, 98, 9 (312, 3).
Châlons: **3**, 172, 213 (147, 55).
Chambley: **4**, 16, 56, 7, 60 (221—3, 6).
de Chambly: **2**, 115 (59).
(de) Champagne: **3**, 133—5, 71, 73, 213, 476 (140—2, 6, 8, 55, 213).
Champel: **3**, 266 (166).
de Chantemerle: **5**, 466 (404).
de Chanteraine: **5**, 466 (405).
Chappe: **3**, 377 (199).
Charff: **4**, 62 (228).
Charmoille: **5**, 468 (397).
Charny: **3**, 377 (199).
Chassepierre: **5**, 58 (304).
Chastel-Bréhain: **3**, 268 (168).
de Chastenay: **3**, 472 (209).
Châtel-St-Blaise: **5**, 458 (396). Cf. Neufchâtel.
Châtillon: **3**, 60, 92, 8, 477 (128, 9, 34, 214).
Chaumont: **5**, 465—7 (404—6).
la Chaussée: **4**, 171 (247).
Chauvency: **4**, 123, 204 (230, 50).
Chaverson: **5**, 457, 9, 60 (396, 8).
Chavery: **5**, 203 (332).
Chazelles: **5**, 461 (400).
le Chény: **5**, 458 (397).
Chérisey: **3**, 414; **4**, 204 (204, 50).
Chevigny: **2**, 304 (83).
Chèvremont: **1**, 439 (27).
de Chimay: **4**, 445; **5**, 204 (299, 333).
(de) Chiny: **2**, 21, 2; **3**, 60, 92, 6, 177, 219, 98; **4**, 62, 3, 124, 30, 64, 6, 203, 348; 443, 4; **5**, 59, 104, 5, 413, 7, 8 (49, 50, 128, 9, 32, 52, 61, 75, 228, 9, 32, 8, 41, 2, 9, 75, 97, 8, 305, 18, 9, 81, 5, 6).
Christnach: **5**, 209 (338).
Ciplet: **1**, 310 (17).
Clairefontaine: **2**, 403, 38; **3**, 297; **4**, 365 (103, 13, 74, 282).
Cleffer: **5**, 287, 8 (358, 9).
Clemarez: **5**, 105 (319).
Clenich: **2**, 143 (67).
(de) Clermont-lez-Huy: **1**, 308—10, 87—92, 434—40, 91, 2, 534—6; **2**, 51, 116; **4**, 346—8, 67; **5**, 463, 4 (15—28, 36, 7, 40—2, 51, 60, 274—6, 85, 401, 2).
Clermont (autres): **2**, 21, 2; **3**, 96; **4**, 346—8 (49, 50, 133, 274, 6).
Clervaux: **2**, 23, 249, 50, 308, 9, 43; **4**, 409, 10; **5**, 57, 149, 55, 203, 47, 8, 92, 339, 40, 2, 3, 5, 68, 411—4, 6, 9 (51, 77, 8, 87, 8, 90, 292, 3, 303, 22, 8, 32, 47, 8, 63, 5, 6, 8, 9, 71, 7, 79—82, 4, 7).
(de) Clèves: **3**, 174 (149).
Cluny: **1**, 310, 492 (17, 37).
Clüsserath: **1**, 441; **2**, 277; **5**, 289 (29, 79, 360).
(de) Cobern: **3**, 295, 475: **4**, 15, 203, 5, 7, 9, 42, 3, 6; **5**, 468, 73, 5 (172, 212, 21, 49, 52, 3, 5—8, 61, 406, 11, 3).
Coblence: **2**, 248; **4**, 242—4 (76, 257—9).
Coccignon: **5**, 453 (392).
Collard: **5**, 105 (319).
de Collenbach: **5**, 490 (429).
Cologne: **1**, 307, 8; **2**, 52—4, 6, 309; **3**, 303, 33; **4**, 427, 44, 7; **5**, 249, 339, 463, 83 (14, 52—4, 6, 88, 180, 1, 262, 98, 301, 49, 65, 402, 22).
Colre: v. Kahler.
de Compogne: **4**, 364 (281).
Condroz: **1**, 310 (16, 7).
(de) Conflans-en-Jarnisy: **2**, 276, 343, 8, 400, 1, 34, 39—41, 75—7; **3**, 57—61, 92—100, 30, 5, 73, 6, 7, 211, 62—4, 9, 95, 375, 414—6, 8, 75, 7; **4**, 9—15, 122, 30, 70, 204, 5, 91, 367, 8; **5**, 462 (78, 90, 3, 100, 1, 9, 14—6, 19—21, 25 37, 42, 8, 51—3, 62—4, 9, 72, 97, 204—6, 8, 12, 4, 5, 7—20, 30, 8, 46, 50, 1, 65, 85, 6, 401).
de Conflans-en-Champagne: **3**, 172—3 (147—8).

Cons-la-Grandville : **5**, 102 (316).
de Cons : **1**, 485; **2**, 398 (98).
Constantinople : **1**, 486 (31).
Constum : **4**, 245, 408 (260, 91).
Contern : **5**, 363 (373).
de Conty : **3**, 172 (147).
Cordel : **3**, 55 (123).
Cornelimunster : **1**, 307 (14).
(de) Cornet : **5**, 149 (322).
Corselius : **5**, 243 (343).
de Corswarem-Looz : **5**, 105, 7, 48 (319, 21).
Cottendorf : **5**, 484 (423).
(de) Coucy : **2**, 21, 115; **3**, 131, 2, 7, 70, 1, 5 (49, 59, 138, 9, 44—6, 50).
Coure : **4**, 368 (286).
le Courion : **3**, 418 (208).
de la Court : **5**, 454 5, (393, 4).
de Courtenay : **3**, 212 (154).
Courtrai : **3**, 170 (145).
Crames : **2**, 193 (69).
de Créange : **3**, 262, 7, 8; **4**, 445; **5**, 61, 2, 458 (162, 7, 8, 299, 307, 8, 97).
de **Creue** : **4**, 10, 1, 130 (216, 7, 38).
de **Crissey** : **2**, 19 (47).
de Cröf : **2**, 139; **5**, 341, (63, 367).
de Croix : **2**, 248 (76).
(de) Cronenbourg : **3**, 303; **4**, 407—12, 41—4; 6, 7; **5**, 57, 8, 62, 3, 153, 245, 368, 420, 81 (80, 289—98, 300, 1, 3, 4, 8, 9, 26, 45, 77, 88, 420).
de Croy : **4**, 444, 5 (298, 9).
Cruchten (Vianden) : **3**, 55 (123).

— D —

Dabo : **3**, 137 (144).
Dabrienne : **5**, 458 (396).
Daelhem : **1**, 437 (25).
de Dalem : **5**, 483 (422).
Dalhem (Schmidtheim) : **4**, 412 (295).
Dalle : **4**, 171 (247).
de Dalstein : **5**, 484, 5 (423, 4).
(de) Dammartin : **5**, 465, 6 (404, 5).
(de) Dampierre : **3**, 132, 3, 71, 3—7, 213 (139—40, 6, 8—52, 5).
Damvillers : **3**, 343 (191).
Dasbourg (Alsace) : **1**, 388 (18).
Dastices : **4**, 131 (238, 9).
(de) Daun : **2**, 117, 39, 40, 96, 438; **3**, 267, 8, 472, 4; **4**, 365; **5**, 151, 206, 490, 1 (61, 3, 4, 72, 113, 67, 8, 209, 11, 82, 324, 35, 429, 30).
de Dave : **5**, 486 (425).
le Deffois : **3**, 411 (201).
Deliechamps : **3**, 412 (202).
Dellen : **2**, 249; **5**, 153, 247, 91, 344, 67 (249, 326, 47, 62, 70, 6).
Delut : **3**, 342 (202).
Demer (le) : **1**, 437 (25).
Denis : **5**, 104 (318).
Densborn : **5**, 246 (346).
Desch : v. Esch.
Desmes : **4**, 171 (247).
Dessau : **5**, 471, 7 (410, 6).
Deu Amy : **5**, 456 (395).
(de) Deux-Ponts : **4**, 448; **5**, 152, 3 (302, 25, 6)
Deville : **2**, 306 (85).
Diekirch : **2**, 344, 5, 475, 6; **3**, 416, 7; **5**, 204, 86, 363—66, 418, 9 (91, 2, 119, 20, 206, 7, 50, 357, 73, 4, 6, 86, 7).
de Diest : **5**, 467 (405).
Diesdorf : **5**, 286 (357).
Dietz : **5**, 57 (304).
(de) Differdange : **2**, 398; **3**, 344; **4**, 248 (98, 192, 262).
Dijon : **4**, 443 (297).
Dillange : **5**, 243 (343).
Dinant : **1**, 388 (18).
(de) Dollendorf : **3**, 303; **4**, 128, 208, 9, 411, 12, 41, 2; **5**, 63, 202—5 (180, 236, 55, 94—6, 309, 31—4).
de Dommeldange : **3**, 54 (122).
Dompremy-la-Pucelle : **5**, 207 (336).
Doncourt : **3**, 262 (162).
Dondelange : **3**, 301 (178).
Donnange : **5**, 479, 80 (418, 9).
Donwen : **1**, 269, 70 (9, 10).
Dörbach : **2**, 142, 3, 92 (66—8).
de Dorsel ; **2**, 54, 6 (54, 6).
Douai : **4**, 59, 60 (225, 6).
Drachenfels : **2**, 54 (54).
de Dreux : **3**, 132, 71, 2 (139, 46, 7).
Dreis : **2**, 141, 92, 4 (65, 8, 70).
Drimporten : **5**, 205 (334).
Droitaumont : **3**, 262 (162).
Drouin : **5**, 454, 6, 9 (393, 5, 7).
Dudelange : **2**, 194 (70).
(de) Dudeldorf : **2**, 194; **4**, 406; **5**, 290 (70, 288, 361).

Dumont : **5**, 105 (319).
(de) Dun : **3**, 59, 133—5, 7, 75, 7, 213 (127, 40—2, 4, 50, 2, 4).
Duprel : **5**, 243 (343).
de Duras : **1**, 391, 2, 536 ; **5**, 463 (21, 2, 42, 401, 2).
(de) Durbuy : **1**, 539, 40 ; **2**, 18, 9, 21, 2, 113, 6, 277, 399, 435 ; **3**, 94, 299, 303, 417 ; **4**, 15, 58, 367, 448 (45—7, 9, 50, 7, 60, 79, 99, 112, 31, 76, 80, 207, 20, 24, 85, 302).
Dusemond : **5**, 490, 1 (429, 30).
Dusseldorf : **5**, 490 (429).
Duysbourg : **4**, 126 (234).
Duzey : **3**, 411 (201).
de Dyck : **2**, 54, 6 (54, 6).

— E —

Echternach : **1**, 305 ; **2**, 140, 92, 397, 9, 400, 33, 74, 5 ; **3**, 56, 299, 341 (12, 3, 64, 8, 97, 9, 100, 8, 18, 9, 24, 76, 89).
Abbaye : **1**, 264, 304—7, 439, 93, 537 ; **2**, 139, 40, 92, 249, 79, 307, 440 ; **4**, 243, 352, 67 (4, 10—2, 27, 38, 43, 63, 8, 77, 81, 6, 115, 258, 79, 85).
Couvent de Ste Claire : **5**, 344 (70).
d'Ecosse : **3**, 174 (149).
d'Ecry : **3**, 93—4 (129—30).
Ediger : **2**, 51 (51).
Edilman : **4**, 408, (291).
Edingen : **2**, 276 ; **4**, 352 (78, 279).
d'Eename : **1**, 490, 534 (35, 40).
d'Eghezée : **1**, 537 (43).
d'Egmond : **5**, 60, 4 (306, 10).
Egypte : **1**, 491, 533 ; **3**, 137 (36, 9, 144).
Ehnen : **2**, 406 (106).
Ehrang : **2**, 280 (82).
d'Ehrenbreitstein : **2**, 56, 117 (56, 61).
d'Eich : **2**, 342, 3 ; **3**, 303 (89, 90, 180).
(d')Einselingen ou Enselingen : **5**, 154, 341, 5 (327, 67, 71).
Eix-lez-Verdun : **3**, 374, 5 (195, 6).
Elange : **4**, 163 (240).
Eleutropolis : **5**, 483 (422).
Ell : **5**, 249 (349).
d'Ellentz : **5**, 485 (424).
d'Elmpt : **5**, 97 (311).
d'Elsenborn : **5**, 344 (370).
(d') Elsloo : **1**, 491, 536 ; **2**, 54, 6 (36, 42, 54, 6).
Eltene : **4**, 247 (262).
(d') Eltz : **2**, 196 ; **3**, 55, 473 ; **4**, 203, 8 ; **5**, 61, 341—5, 62, 7, 9 (72, 123, 210, 49, 54, 308, 67—71, 7, 8).
Engis : **5**, 464, 6 (402, 4).
(d') Ennery : **3**, 414 ; **4**, 60 ; **5**, 453, 4 (204, 26, 392).
(d') Enschringen : **2**, 195 ; **3**, 293, 4 ; **4**, 351 ; **5**, 249, 86, 9, 365—7 (71, 170, 1, 279, 349, 57, 60, 74—6).
Eparcy : **2**, 115 (59).
Epinal : **5**, 458 (396).
d'Eppenstein : **3**, 295, 475 ; **4**, 209, 42, 3 ; **5**, 473 (172, 212, 55, 7, 8, 411).
d'Erbach : **5**, 470, 3 (408, 12).
de Ercle : **2**, 246 (74).
Erdene : **4**, 405 (288).
Erlenbach : **2**, 192, 3 ; **4**, 350 (68, 9, 278).
l'Ermite, Pierre : **1**, 486 (31).
Ernster : **2**, 138, 41 (62, 5).
Ernzen : **4**, 352 (279).
(d') Erpeldange : **2**, 433 ; **4**, 206, 44 ; **5**, 207, 43, 86, 414 (108, 252, 9, 336, 43, 57, 82).
Ersingen : **2**, 307 (86).
Esch-sur-l'Alzette : **1**, 492 ; **2**, 247 (37, 75).
Esch-sur-la Salm : v. Uden-Esch.
Esch-sur-la-Sûre. Localité : v. passm. Château : **1**, 263—8, 487, 92 ; **2**, 53 248, 346, 7, 9, 436, 7 ; **3**, 416, 7 ; **4**, 62, 164, 6, 9, 204, 5, 344, 6, 67, 8, 406, 8, 10, 42—5 ; **5**, 58, 9, 101, 3, 212, 49, 87, 9, 92, 340, 64, 6, 411, 5, (3—8, 30, 2, 3, 6, 7, 53, 76, 94—6, 110, 1, 206, 7, 28, 41, 3, 6, 50, 1, 71—4, 85, 6, 9, 90, 2, 6-9, 305, 15, 7, 41, 9, 58, 60, 3, 6, 73, 5, 9, 83).
Famille d'Esch. Tableau généalogique : **4**, 367 (285).
Adelaïde, femme de Gilles d'Ouren : **3**, 213, 9, 97, 335 ; **4**, 164—6, 205, 44—8, 410 (155, 61, 74, 82, 241, 2, 51, 59—63, 92).
Barthélemy : **1**, 540 ; **2**, 55, 113, 4, 6, 244—50, 78, 343 ; **3**, 53, 7, 99. 100, 30 ; **4**, 290 ; **5**, 414 (46. 55, 7, 8, 60, 72-8, 80, 90, 121, 5, 36, 7, 265, 382).
Ermengarde, fille de Godefroid II : **1**, 540 ; **2**, 114, 6 (46, 58, 60).

Ermengarde, épouse de Ferry de Neuerbourg: **3**, 213, 9, 97; **4**, 15, 164—6, 205—10, 41—4, 8, 11; **5**, 62, 3, 208 10, 50 368, 468, 72, 3, 5, 6 (155, 61, 74, 221, 41, 2, 51—9, 63, 94, 308, 9, 37, 9, 50, 77, 406, 10, 1, 3, 5).
Frédélon: **1**, 304—9, 88, 9, 92, 436, 8—40, 87, 8, 90—3, 535, 6; **2**, 22, 55; **4**, 346, 8; **5**, 463, (10—9, 22, 4, 6—8, 33, 5, 6—8, 41, 2, 50, 274, 6, 401). Ermengarde, son épouse: **1**, 304, 10, 88, 92, 555, 6, 9; **2**, 22, 116; **4**, 346, 8, (10, 7—9, 22—4, 6, 7, 41, 50, 60, 274, 6).
Frédéric I: **2**, 53, 114, (53, 8).
Frédéric II: **1**, 540; **2**, 114, 6, 247 (46, 58, 60, 75).
Giselbert I: **1**, 304, 88—90, 2, 435, 6, 9, 40, 92, 3, 535, 6; **2**, 55; **5**, 463 (10, 18—20, 2—4, 7, 8, 37, 8, 41, 2, 54, 402); Aélaïde, son épouse: **1**, 389 (19).
Giselbert II: **2**, 54, 5, 114 (55, 8).
Godefroid, fils de Maingaud: **1**, 264—70, 493; **2**, 53; **4**, 345 (4—10, 38, 53, 272).
Godefroid I: **1**, 304, 440—2, 85—93, 532, 3; **2**, 113; **4**, 346, 9; **5**, 463 (10, 28—36, 8, 9, 57, 274, 6, 7, 401).
Godefroid II: **1**, 389, 440, 538—40; **2**, 19, 21—3, 51—6, 112—4, 7; **3**, 54, 92, 9, 211 (19, 28, 44—58, 61, 122, 9, 36, 53); Aélaïde, sa femme: **1**, 389, 539—40 (19, 45—50).
Godefroid III: **2**, 246, 8, 9, 78, 309, 43 (74—7, 80, 8, 90).
Guillaume: **2**, 278; **5**, 462 (75, 80, 400).
Henri I: **1**, 304, 438, 40—2, 85—93, 532—5; **2**, 113, 6; **4**, 346, 9; **5**, 463 (10, 26, 28—36, 8, 41, 57, 60, 274, 6, 7, 401).
Henri II: **1**, 540; **2**, 55, 114, 6 (46, 55, 8, 60).
Henri III: **1**, 441; **2**, 117, 39, 246, 76—9, 343, 4; **3**, 53, 7, 99, 100, 30; **4**, 290, 362, 3 (29, 61, 3, 74, 5, 7—81, 90, 1, 121, 5, 36, 7, 265, 80).
Henri IV: **2**, 349, 97, 8, 400, 1, 41, 73, 6; **3**, 53, 131, 263—5; **4**, 292, 363 (96, 104 - 7, 21, 38, 43, 55—8, 63—5, 267, 81).
Jean: **3**, 133, 7, 73—5, 213, 373—9, 413; **5**, 420, (140, 4, 8—50, 5, 95—200, 3, 388).
Joffroi: **1**, 441; **2**, 56, 441, 74—7; **3**, 58, 99, 131—3, 73, 5, 213, 4, 6, 7, 9, 61—5, 9, 95, 7, 335, 77, 413—8, 71—7; **4**, 9—16, 56—63, 122—31, 63—72, 202—6, 10, 41, 4, 6—8, 92—6, 8, 9 (29, 56, 116, 8, 9—21, 6, 35, 8—9, 48, 50, 55, 6, 8, 9, 61—5, 9, 72, 4, 83, 98, 203—52, 6, 7, 9, 61—3, 7 - 71, 86, 7).
Maingaud: **1**, 264—70, 493; **2**, 53; **4**, 344, 5 (4—10, 38, 53, 272); Hiledrude ou Biledrude, son épouse: **1**, 264 - 70; **4**, 345 (4, 10, 272).
Robert I: **1**, 539; **2**, 55, 114, 6; **3**, 100, 76 (45, 55, 8—60, 136, 51).
Robert II: **2**, 343—50, 97—407, 32—41, 72—7; **3**, 53, 4, 6—8, 97, 9, 100, 31, 73, 5, 211, 3—6, 63, 5, 9, 93, 335, 8, 75, 7, 8, 415, 8, 72, 5; **4**, 168, 205, 44, 90—2, 6, 363—5, 462, 75 (90—122, 4—6, 34—6, 8, 48, 50, 3, 5—8, 63, 5, 9, 70, 83, 6, 97—9, 205, 8, 9, 12, 44, 52, 9, 65—7, 71, 80—3, 401, 13). — Ermengarde, sa femme: **2**, 349, 97, 8, 400, 1, 41, 73, 6; **3**, 53, 131, 73—5, 211, 3, 93, 377, 475; **5**, 475 (96—8, 100, 1, 16, 7, 20, 1, 38, 48—50, 3, 5, 70, 98, 212, 413); cf. d'Apremont.
Robert III: **3**, 133, 73, 5, 213, 335, 77, 411—3; **4**, 293 (140, 8, 50, 5, 83, 98, 201—3, 68).
Une fille de Robert II, épouse de B. de Geroldseck: **3**, 214; **4**, 248, 89, 90 (156, 263—5).
Armoiries: **4**, 290—6; **5**, 102, 462 (265—71, 316, 400).
Cf. de Hermalle.
Familles d'Esch-sur-Sûre (en dehors des dynastes): **3**, 299, 345, 475; **4**, 405, 6; **5**, 245, 479—82 (176, 92, 212, 88, 9, 345, 418—21).
Famille d'Esch ou Dex de Metz: **3**, 218; **5**, 451—62, 85 (160, 389—401, 24).
Famille d'Esch de Bitbourg: **5**, 485—91 (424—30).
Eschdorf: **2**, 249; **5**, 101, 49, 211—3, 43, 87, 92, 340, 4, 66, 416 (77, 315, 22, 40—3, 58, 63, 6, 70, 6, 84).
Eschette: **2**, 247; **3**, 298; **4**, 369, 410; **5**, 419 (75, 175, 287, 92, 387).
Eschweiler: **1**, 491 (36).

d'Esneux : **5**, 463, 4 (402, 3).
Espagne : **2**, 21; **3**, 93, 4; **5**, 208, 474, 6 (49, 50, 129, 30, 337, 414, 5).
Esslingen : **3**, 56 (124).
Etain : **3**, 268 (168).
les Etangs : **5**, 457, 8 (395, 7).
Ettelbrück : **5**, 251, 340, 67 (351, 66, 77).
les Eurantes : **3**, 411 (201).
Eurecourt : **3**, 262 (162).
Euren : **1**, 487, 93; **3**, 342 (32, 8, 190).
Euville : **3**, 135 (142).
(d') Everlange : **3**, 343, 72, 3; **5**, 203—9, 11, 416, 9 (191, 4, 332-8, 40, 84, 7).
Evlange : **4**, 62 (228).
Eyrchières : **4**, 58 (224).

— F —

du Falcon : **5**, 466 (404).
(de) Falkenstein-sur-Our : **2**, 246, 398; **3**, 336, 72; **4**, 407, 8, 10, 43; **5**, 150—7, 202—4, 6, 8, 10, 2, 45, 368, 420, 74, 82 (74, 98, 183, 4, 93, 290, 1, 3, 7, 323—33, 5, 7, 9, 41, 5, 77, 88, 412, 21).
Falkenstein (Oberheim) : **5**, 153 (326).
de Falmagne : **1**, 438 (26).
le Farfar : **1**, 487 (32).
(de) Fauquemont-en-Limbourg : **2**, 51; **3**, 472, 4; **4**, 245; **5**, 152, 3 (51, 209, 11, 60, 325, 6).
Fauquemont-en-Lorraine : **4**, 171; **5**, 154, 204, 6 (247, 327, 33, 5).
du Fay : **2**, 195; **4**, 351 (71, 278).
Feitweilers : **5**, 98 (312).
Feil : **2**, 140, 1 (64, 5).
Felsberg : **4**, 128, 203 (236, 49).
von der Feltz : **5**, 363 (373). Cf. Larochette.
de Fénétrange : **2**, 193; **4**, 410, 45; **5**, 152—6, 202—7, 10, 49 (69, 293, 9, 325—9, 31—6, 9, 49).
Fentange : **5**, 342, 4 (368, 70).
Ferme : **5**, 465 (403).
Feulen : **2**, 193, 249; **4**, 408, 9; **5**, 155, 245, 7, 8, 88, 9, 365—8, 411, 3, 82 (69, 77, 291, 2, 328, 45, 7, 8, 59, 60, 74—7, 9, 81, 421).
Fexhe : **5**, 465, 6 (403, 5).
(de) Fischbach : **2**, 51, 247, 397, 438; **3**, 372, 3; **4**, 445; **5**, 154, 5, 204, 6, 49, 51—3, 82, 6, 338 (51, 75, 97, 113, 94, 5, 299, 327, 8, 33, 5, 49, 51—3, 7, 64).
(de) Flandre : **1**, 388; **2**, 21; **3**, 131—3, 7, 71, 3, 5, 6, 213; **4**, 58—60, 122—4, 131, 63, 72, 203, 368, 9; **5**, 468 (18, 49, 138—40, 4, 6, 8, 50, 1, 5, 224—6, 30, 2, 8, 40, 8, 9, 86, 7, 406).
Flévy : **5**, 453, 4 (391, 2).
Flône : **1**, 388—91, 440, 91, 537; **5**, 463—6 (18—21, 8, 36, 7, 43, 401—5).
(de) Florange : **2**, 398; **3**, 415, 76; **5**, 454, (98, 205, 13, 392).
Floreffe : **2**, 19 (47).
(de) Florennes : **1**, 438; **2**, 20 (26, 48).
Fock : **5**, 416, 8, 9 (384, 6, 7).
Foigny : **1**, 539, 40; **2**, 55, 114, 5; **3**, 100; **4**, 367 (45, 6, 58—60, 136, 285).
Folkendange : **5**, 364 (373).
de Fonte : **3**, 340 (187).
(de) Fontoy : **3**, 59; **4**, 171 (127, 247).
Forbach : **3**, 98, 137 (134, 44).
de Foro : **3**, 93, 4 (129, 30).
Forretin : **4**, 246 (261).
le Fosser : **3**, 343 (191).
Fosses : **1**, 441 (29).
(de) Fouron : **1**, 437 (25).
France (la) : **1**, 437, 9, 86; **2**, 20, 22, 114; **3**, 99, 134—7, 472, 6; **4**, 449; **5**, 57, 148, 208, 474, 6 (25, 7, 31, 48—50, 8, 136, 41—4, 209, 13, 303, 21, 37, 414, 5).
Francfort : **3**, 333, 4 (180, 2).
Franck : **5**, 365 (375).
Francheville : **4**, 60 (226).
de Franckenstein : **5**, 488, 91 (427, 30).
Franconie : **5**, 209 (338).
Francs (les) : **1**, 487, 8 (25, 32).
de Franei ou **Fraxino** : **3**, 60, 96, (128, 33).
Frauenberg : **5**, 483 (422).
Freierstein : **5**, 415 (383).
de Freisdorf : **5**, 246 (346).
Frenkingen : **3**, 55 (123); **5**, 203 (123, 332).
Frénois : **3**, 95 (132).
Freylange : **5**, 480 (419).
de Friauville : **2**, 434; **4**, 58, 9 (109, 224, 5).

Frisange : **2**, 140, 95 (64, 71).
Fusenig : **2**, 440 (115).

— **G** —

Gand : **1**, 490 (35).
Gastorp : **5**, 57 (304).
Gaule : **1**, 268, 487; **4**, 346 (8, 32, 274).
Gegen : **2**, 309 (88).
Geichlingen : **1**, 537; **2**, 307 (43, 86).
Genappe : **1**, 441, 89 (29, 35).
Genicourt : **5**, 458 (396).
(de) Gentingen : **2**, 440, 74, 6 (115, 8, 20).
George : **5**, 457 (395).
Gérisey : **3**, 414 (204).
(de) Geroldseck-ès-Vosges : **3**, 214, 9; **4**, 164—6, 70, 205, 48, 89, 90, 367, 8 (156, 61, 241, 2, 7, 51, 63—5, 85, 6).
Gerolstein : **5**, 472 (411).
Gerpinnes : **2**, 248 (76).
Gesves : **5**, 467 (405).
Geverey : **5**, 454 (392).
Geylesheim : **3**, 341 (189).
Gilsdorf : **3**, 416, 7 (206, 7).
Gingendorf : **5**, 246 (346).
Giraumont : **3**, 262 (162).
Gistoul : **5**, 467 (405).
Gladbach : **2**, 141 (65).
Glandières : **4**, 126—8, 71 (234, 5, 47).
Godart : **5**, 211 (340).
Godbringen : **5**, 59 (306).
Gœdert : **5**, 243 (343).
Gœsdorf : **5**, 213, 44 (342, 4).
de Gondersdorf : **5**, 286, 338, 67, 485 (357, 64, 76, 424).
Gondrecourt : **3**, 268; **5**, 457 (168, 396).
Gondreville : **4**, 60 (226).
de Görlitz : **5**, 153 (326).
Gorze : **2**, 276, 400, 1, 39, 40, 75—7; **3**, 59, 94, 7, 219; **3**, 415, 8, 76; **4**, 347, 64, 6 (78, 100, 1, 14, 5, 9—21, 7, 31, 3, 61, 205, 8, 13, 75, 82, 3).
Gostingen : **1**, 269, 70 (9, 10).
de Gourdinne : **1**, 245, 7 (73, 5).
de Gournay : **5**, 456—9 (394—8).
Græssen : **5**, 291 (362).
de Grande-Bretagne : **5**, 478 (417).
(de) Grandpré : **1**, 389, 539, 40; **2**, 18—22, 113; **3**, 60, 92, 9, 172, 266, 301, 2, 34; **4**, 367 (19, 45—7, 9, 50, 57, 8, 128, 9, 36, 47, 66, 78, 82, 5).
la Grange : **3**, 219, 61—3, 5—9, 414; **4**, 164, 6, 71, 204, 5, 93, 368 (161—3, 6, 8, 9, 204, 41, 3, 7, 50, 1, 67, 86).
Grehières : **2**, 434; **3**, 262 (109, 62).
de Greifenclau-Volraths : **5**, 149 (322).
Greisch : **2**, 438; **3**, 216, 7 (113, 58, 9).
Greveldingen, Greweldingen : **5**, 289 (360).
Greiveldange : **2**, 195 (71).
(de) Grevenmacher : **1**, 490; **2**, 192, 406 (68, 106).
de Grez : **1**, 441, 89 (29, 34).
(de) Grimberghen : **1**, 437; **3**, 473; **4**, 208 (29, 210, 54).
Grognat : **5**, 457 (395, 6).
de Grummelscheid : **5**, 416, 9 (384, 7).
Grupont : **1**, 437 (25).
Guédon : **3**, 412 (201).
(de) Gueldre : **3**, 132, 74, 97; **4**, 126, 72, 248; **5**, 368 (139, 49, 73, 233, 48, 63, 379).
Guenordin : **5**, 453 (391).
Guersant : **3**, 217 (159).
Guirsch : **2**, 195; **4**, 170, 351 (71, 246, 78).
Guircy ou Guercy : **4**, 170, 290 (246, 64).
de Guise : **2**, 21; **3**, 215 (49, 157).
Guttkäss : **5**, 415 (383).
de Gymnich : **5**, 285, 484 (356, 423).

— **H** —

Habay : **5**, 102 (316).
de Habsbourg : **5**, 476 (415). Cf. Autriche.
de Haccourt : **5**, 467 (406).
Hachenbourg : **5**, 469, 70, 5 (407—9, 13).
Hachiville : **5**, 286, 7 (357, 8).
de Hacke : **5**, 213 (342).
Hackenbroich : **5**, 61 (307).
Hadonville : **3**, 261; **4**, 10, 1, 6, 56—8, 170 204 (162, 216, 7, 21—4, 46, 51).
de Haen : **5**, 212, 44 (341, 4).
de Haga : **1**, 536 (42).
de Hagen : **5**, 488 (427).
de Haime : **5**, 105 (319).
(de) Hainaut : **1**, 486; **2**, 19—21, 192, 247, 8, 78; **3**, 133, 176, 213; **4**, 124 (31, 47—9, 68, 75, 6, 80, 140, 51, 5, 232).

Halanzy: **2**, 345 (92).
Halkeroid: **5**, 59, 60 (306).
sub Halla: **4**, 247 (262).
Haller: **2**, 194; **4**, 405 (70, 288).
Halloy: **5**, 465 (403).
Haltfast: **2**, 195 (71).
(de) Hamm-lez-Biersdorf: **2**, 246, 9, 77, 9—81, 304—10, 42—3; **4**, 363, 7; **5**, 413 (74, 7, 9, 81—90, 280, 5, 381).
(de) Hamm-lez-Luxembourg: **2**, 279, 80 (81, 2).
le Hamm-sur-la-Moselle: **5**, 342, 65—7, 413 (368, 75—7, 81).
Hamman: **4**, 289 (360).
van Hamme: **5**, 202 (331).
Hamont: **5**, 58 (224).
(de) Han-sur-Lesse: **1**, 441; **2**, 279, 80 (29, 81, 2).
Han-devant-Marville: **2**, 280 (82).
Han (divers): **2**, 279 (81).
Haneffe: **5**, 466 (405).
(de) Hannonville: **3**, 261, 2; **4**, 58, 170, 205 (162, 3, 224, 46, 51).
Hanovre: **5**, 478 (417).
(de) Haraucourt: **4**, 410; **5**, 203-6, 10, 418, 9 (293, 332—5, 9, 86, 7).
Hargemoulin: **3**, 130 (137).
Harsberch: **2**, 141 (65).
(de) Hart: **1**, 54, 6 (54, 6).
de Hartelstein: **5**, 362 (371).
Haslach: **4**, 289 (264).
Haspingau: v. Hesbaye.
Hass: **5**, 206; **5**, 363, 416, 8, 9 (335, 72, 84, 6, 7).
Hassel: **2**, 307 (86).
Hastière: **1**, 310, 437, 8, 534, 5; **4**, 347, 8 (17, 25, 6, 40, 1, 275, 6).
Hatrize: **2**, 434; **3**, 262 (109, 62).
de Hatton-Châtel: **3**, 59; **5**, 208 (127, 337).
Hausbach: **5**, 148 (321).
van den Hausen: **5**, 98 (312).
de Hauterive: **2**, 22 (50).
Hauteville: **3**, 137 (144).
Hayange: **4**, 60 (226).
de la Haye: **5**, 213 (342).
Hayzemoule: **4**, 243 (258).
Hebel: **5**, 106 (320).
Heffingen: **5**, 61, 97, 283 (308, 11, 54).
Heiderscheid: **2**, 249; **3**, 267; **4**, 408, 9, **5**, 154, 5, 213, 43, 88, 90, 1, 340, 1, 4, 5, 65, 68, 411, 3—6 (77, 167, 291, 327, 8, 42, 3, 59, 61, 2, 6, 7, 70, 1, 5, 7, 9, 81—4).
de Heinsberg: **1**, 441; **2**, 56 (29, 56).
Heinsberg dit Kirschbaum: **5**, 367 (376).
de Heisgen: **5**, 213 (342).
de **Heiskenges**: **3**, 474 (211).
de Helfenstein: **2**, 196; **5**, 245 (72, 345).
Helpert: **5**, 415, 21 (383, 9).
von der Helten: **5**, 246 (346).
Helzheim: **3**, 299 (175).
de **Hengebach**: **2**, 56 (56).
Herbeumont: **4**, 448; **5**, 58 (302, 4).
de Herbévillers: **5**, 459 (397).
Herlau: **2**, 141 (65).
(de) Hermalle-lez-Huy: **1**, 309, 88, 90—2, 439, 40, 53; **2**, 55; **4**, 367; **5**, 463—8 (16, 18, 20-2, 7, 8, 41, 55, 401—6).
de Hersdorf: **2**, 23 (51).
Hersele: **2**, 54 (54).
de Herverdingen dit Kevenich: **5**, 486—8 (425—7).
Hesbaye: **1**, 310, 437, 9, 537; **2**, 52; **5**, 465, 6 (17, 25, 7, 43, 52, 404, 5).
de **Heschi**: **2**, 276 (78).
Hespérange: **4**, 444, 8, 9; **5**, 57, 60—2, (298, 302, 3, 6—8).
Hess: **5**, 363 (372).
de Hesse-Cassel: **5**, 472 (410).
de Hesse-Darmstadt: **5**, 478 (417)
de Heu: **3**, 303; **4**, 411, 2; **5**, 98, 9, 453, 4 (180, 294, 5, 312, 3, 91, 2).
Heuschling: **5**, 244 (344).
Heutschen: **5**, 345 (371).
Hildesheim: **5**, 412, 3 (380, 1).
Himmelingen: **3**, 216, 7 (158, 9).
Himmerode: **2**, 139—42, 91, 3, 309, 49, 50, 97, 8, 440, 72, 3, 6; **3**, 53, 4; **4**, 206, 44, 5, 90, 1, 363; **5**, 344 (63—7, 9, 88, 96—8, 115—7, 20—2, 252, 9, 60, 5, 6, 80, 370).
Hirsutus (Comes): **4**, 246, 8 (261, 8) = Raugraf.
Hitz: **5**, 365 (374).
Hobscheid: **5**, 213, 479 (342, 418).
Hœcklin: **5**, 156 (329).
(de) Hohen-Geroldseck: **4**, 290, 448 (264, 302).

de Hohenzollern: **5**, 477, 8 (416, 7).
(de) Hollande: **1**, 304; **3**, 174, 6, 374, 7 (11, 149, 51, 95, 8).
(de) Hollenfels: **3**, 216, 7, 99, 300, 2; **5**, 342, 453 (158, 9, 176, 7, 9, 368, 92).
de Holler: **2**, 402, 3 (102, 3).
Hollerich: **2**, 140 (64).
de Holstein: **5**, 101, 473 (315, 412).
Hombourg: **3**, 371; **5**, 469 (193, 407).
de Hondelange: **5**, 249 (349).
von dem Hone, Hane ou Haene: **2**, 195 (71).
Hongrie: **1**, 268, 486, 532, 3; **4**, 346, 9, 445 (8, 31, 8, 9, 273, 4, 6, 99).
Honnecourt: **3**, 171 (146).
Honscheid: **2**, 349, 50, 97, 8, 473; **3**, 54—6; **4**, 363 (96—8, 117, 22—4, 280).
a Horgne-au-Sablon: **5**, 458 (397).
Hornbach: **5**, 419 (387).
(de) Hornes: **5**, 59, 60, 3, 4 (305, 6, 9, 10).
de Horst: **5**, 413 (381).
Hoscheid: **5**, 341, 419 (367, 87).
de Hosingen: **5**, 364 (373).
Hostert: **2**, 138, 41 (62, 5).
Hottine: **1**, 391; **5**, 463, 4 (21, 402).
(de) Houffalize: **2**, 277, 397, 400, 1, 35; **3**, 215, 66, 301, 472, 4, 7; **4**, 362, 364 (79, 97, 100, 1, 12, 57, 66, 78, 209, 11, 4, 80, 1).
de **Hoven**: **2**, 435 (112).
van der Hoven: **5**, 100 (314).
de **Hoxleden**: **2**, 433 (108).
Huart: **5**, 364 (373).
de Hubingen: **5**, 418 (386).
de Hukenswag: **2**, 56 (56).
Hulckraide: **5**, 285 (356).
d'Hulst: **1**, 263 (3).
(de) Huncherange: **2**, 398, 438; **3**, 371, 2, 417; **4**, 248, 407; **5**, 207, 481 (98, 113, 93, 207, 63, 90, 336, 420).
le Hungre: **5**, 459 (397).
Hunolstein: **2**, 141, 94 (65, 70).
Hupperdange: **5**, 413 (381).
Hurth de Schönecken: **2**, 193; **5**, 284, 338, 41 (69, 355, 64, 7).
Hussange: **2**, 404—6; **3**, 214; **4**, 292 (104—6, 56, 267).
Hutingen: **4**, 207 (253).
Huttert: **5**, 213 (342).
Huy: **1**, 310, 89, 536; **5**, 457, 64, 6 (16, 19, 395, 403, 4).

— I —

Igel: **1**, 269, 70 (9, 10).
Immerath: **2**, 51 (51).
Ingelheim: **2**, 306 (85).
de **Insula**: **3**, 60 (128).
d'Iré? **(Direy)**: **4**, 168 (244).
Irrel: **4** 352 (279).
Irsch: **2**, 141 (65).
(d') Isembourg: **2**, 53, 6, 117; **4**, 209; **5**, 57, 9, 468 (52, 6, 61, 255, 304, 5, 407).
de l'Isle: **2**, 400, 1 (100, 1).
Italie: **2**, 53 (53).
Izel: **5**, 104 (318).
d'Izier: **1**, 539 (45).

— J —

les Jacobites: **1**, 191 (36).
de Jametz: **4**, 168 (244).
Jaminelz: **3**, 477 (214).
Jamoigne: **3**, 95, 6 (132, 3).
le Jarnisy: **2**, 434, 76; **3**, 58, 99, 211, 4, 62, 95, 378, 415, 6; **4**, 11—5, 170, 204, 29, 368 (109, 20 6, 35, 53, 6, 62, 72, 99, 205, 6, 17—20, 46, 50, 1, 66, 86).
Jarny: **3**, 262, 418 (162, 208).
(de) Jeandelize: **2**, 434; **3**, 219, 66, 8; **4**, 57, 204 (109, 61, 6, 8, 223, 51).
Jentschen: **5**, 415 (383).
(de) Jérusalem: **1**, 485, 9, 533, 5; **3**, 60, 177; **4**, 349 (30, 6, 9, 128, 52, 277).
de Jeux: **2**, 19—22, 111—6; **3**, 99 (47—50, 8—60, 136).
de Joigny: **3**, 136, 212 (143, 54).
(de) Joinville: **3**, 93, 4, 136, 7, 212, 3 (129, 30, 43, 4, 54, 5).
Jonglet: **5**, 157 (330).
Jörger: **5**, 208 (337).
Jouy-aux-Arches: **5**, 461 (400).
Jöckels-Büsch: **3**, 296 (172, 3).
Julémont: **5**, 413 (381).
(de) Juliers: **2**, 51, 192; **3**, 215, 472, 4; **4**, 128, 72, 243, 6, 407, 44; **5**, 284, 473, 90 (51, 68, 157, 209, 11, 36, 48, 58, 61, 90, 8, 355, 411, 29).

Jungen Wald: **5**, 414 (382).
de Jussey: **3**, 94 (131).

— **K** —

(de) Kahler: **2**, 245, 77, 398, 403, 38; **3**, 96 (73, 4, 9, 98, 103, 13, 32).
Kahren: **5**, 489 (428).
Kaiserswerth: **2**, 305 (84).
de Kantfen: **5**, 481 (420).
Kärlich: **4**, 209, 42, 3, 6 (255, 7, 8, 61).
de **Kaune**: **2**, 398 (98).
Kayl: **3**, 131; **5**, 206 (138, 335).
Keck: **5**, 363, 4 (373).
Kehmen: **5**, 344, 5 (370, 1).
Keispelt: **4**, 247 (262).
(de) Kellenbach: **5**, 290, 1, 338 (361, 2, 4).
Kempenich: **2** 196 (72).
Kenne: **3**, 55 (123).
de **Kente**: **2**, 54, 6 (54, 6).
Kern: **5**, 342, 3 (368, 9).
(de) Kerpen: **3**, 54—6, 295; **4**, 407; **5**, 97, 252, 82, 3 (122—4, 72, 290, 311, 52—4).
Kersch: **4**, 352 (279).
de Kerspenich: **2**, 56 (56).
Kesselfeld: **4**, 245 (260).
de Kesselstadt: **5**, 155 (328).
Kettenheim: **5**, 485 (424).
(de) Keyl: **3**, 298-300; **4**, 169; **5**, 282 (175, 6, 246, 353).
Keylman: **5**, 344 (370).
de Keymich: **2**, 195 (71).
Kieselborn: **2**, 280 (82).
Kilburg: **5**, 487 (426).
Kilberger: **5**, 100 (314).
la Kill: **3**, 54 (122).
Kinheim: **5**, 341 (367).
de Kirchberg: **2**, 194; **5**, 469, 70, 5 (70, 407, 8, 13).
la Kire: **1**, 267, 8 (7, 8).
Kirn: **1**, 267 (7).
Kirschbaum: **5**, 367 (376).
Kirsinbach: **3**, 299 (175).
Kitzingen: **5**, 208, 9, 11 (337, 8, 40).
Kleber: **5**, 104 (318).
Knodsenbourg: **5**, 64 (310).
Kob de Nudingen: **5**, 486—8 (425—7).
(de) Kœrich: **2**, 194; **3**, 295, 417, 72, 4; **4**, 368, 407; **5**, 419 (70, 172, 207, 9, 11, 86, 90, 387).
Kontzerbrück: **5**, 204 (333).
de Koppenstein: **5**, 102 (316).
Krack: **5**, 213 (342).
Krackau: **5**, 60 (306).
Küborn: **5**, 345, 65 (371, 5).
Kuckelberg: **3**, 342 (190).
de Kuettner: **2**, 195, 6; **5**, 288—91, 338 (71, 2, 359—62, 4).

— **L** —

Laach: **2**, 56 (56).
Labeuville: **3**, 262 (162).
(de) Labry: **3**, 94, 418 (131, 208).
Ladonchamp: **5**, 458 (396).
de Laferwic: **3**, 59 (127).
Lahnstein: **5**, 245, 8, 343 (345, 8, 69).
Lahr: **4**, 207 (253).
de Laittres: **5**, 149 (322).
Lallingen: **2**, 345 (92).
de Lambertye: **5**, 102, 3, 48 (316, 7, 21).
de Lanci: **2**, 115 (59).
Landgraf: **1**, 441 (29).
Landouzy: **2**, 115 (59).
Landscheid: **4**, 405; **5**, 206 (288, 335).
Lange: **2**, 140 (64).
Langres: **3**, 172, 5; **4**, 347 (147, 50, 247).
Langwiesen: **2**, 196 (72).
Lanhère: **3**, 376, 8 (198, 200).
de Lannoy-Clervaux: **4**, 410; **5**, 149, 368, 411-4 (293, 322, 77, 9—82).
(de) Laon: **1**, 539; **2**, 19—22, 114—6; **3**, 93, 4, 171, 2, 5, 374, 5 (45—50, 9-60, 129, 30, 46, 7, 50, 96).
(de) Laroche: **1**, 539; **2**, 18, 52, 3, 277, 432, 4, 5, 9, 73; **3**, 216, 99, 417, 72; **4**, 129, 30, 364, 477; **4**, 10, 2 5, 61, 203, 443, 8; **5**, 452 (46, 52, 3, 97, 99, 107, 9, 12, 4, 7, 58, 76, 207, 9, 14—6, 8, 21, 7, 37, 8, 49, 81, 97, 302, 90, 1).
(de) Larochette: **2**, 246, 77, 398, 400, 1, 38; **3**, 267, 333, 43, 417; **4** 163, 350, 62, 411; **5**, 61, 97 8, 155, 252, 3, 82, 3, 63, 5, 479 (74, 9, 98, 100, 1, 13, 67, 81, 91, 207, 39, 77, 8, 80, 94, 307, 8, 11, 2, 28, 52—4, 73, 4, 418).
Laudolf: **5**, 485—8, 91 (424—7, 30).

Lausanne: **2**, 22, 115 (50, 9).
Leitha: **1**, 486 (31).
de Lembrin: **1**, 438 (26).
Lemé: **2**, 115 (59).
Lennep: **5**, 61 (37).
de Lenoncourt: **3**, 268, 9; **5**, 457 (168, 9, 396).
Leon: **2**, 21 (49).
Leuchen: **5**, 288 (359).
Leudelange: **2**, 140 (64).
Leveneur: **5**, 207 (336).
Leyen (von der): **5**, 366 (375).
de Lhéry: **2**, 115 (59).
de Lichtenberg: **5**, 153 (326).
Liége: **1**, 307, 10, 439; **2**, 248; **3**, 95, 172, 376; **5**, 105, 414, 57, 64—7 (14, 6, 27, 76, 132, 47, 98, 319, 82, 95, 403—6). — Evêques: **1**, 308—10, 87—92, 440, 1; **2**, 19; **3**, 172, 5; **4**, 246; **5**, 464, 5, 7 (15, 17—21, 8, 9, 47, 147, 50, 261, 402, 3, 6). — Monastères et églises: **1**, 308—9, 435, 7, 9, 40; **2**, 51; **3**, 172; **4**, 367 (15, 6, 23, 5, 7, 8, 51, 142, 285).
de Lierre: **5**, 58, 9 (304—6).
Lieser: **1**, 440, 1, 93, 532; **2**, 277; **4**, 63, 204 (28, 9, 38, 79, 229, 50). C'est par erreur qu'il est parlé de la Lieser).
Liessem: **3**, 341 (189).
Lissingen: **5**, 367, 412 (376, 7, 80).
de Ligne: **3**, 137 (144).
de Ligniville: **5**, 102 (316)
Ligny: **3**, 297, 472, 7; **4**, 12, 61, 125, 6, 63, 72 (173, 209, 14, 8, 27, 33, 40, 8, 9).
Lille: **4**, 59 (225).
Limbourg: **1**, 435, 536, 7; **2**, 51, 276—8, 305, 44, 5; **3**, 55, 132, 297; **4**, 63, 126; **5**, 61, 467, 73 (23, 42, 3, 51, 78—80, 4, 91, 2, 123, 39, 73, 229, 34, 307, 405, 11).
Limpach: **2**, 249; **5**, 100, 416, 9 (77, 314, 84, 7).
Linange: **3**, 137 (144).
de Linange-Hartebourg: **5**, 469 (407).
(de) Linster: **2**, 249, 398, 433; **3**, 369, 70, 476; **4**, 351; **5**, 282, 3, 6—9, 344, 416, 9, 88 (77, 98, 108, 87, 8, 213, 79, 353, 4, 7—60, 70, 84, 7, 427).
Lintgen: **3**, 301 (178).
de **Liscingo**: **2**, 23 (51).
de **Lisle** ou **Lille**: **4**, 10, 1 (216).
Livange: **2**, 247 (75).
Lockweiler: **2**, 306 (85).
Löf: **3**, 55 (123).
de Logenstein: **2**, 139 (63).
Logne: **2**, 53; **5**, 466 (53, 405).
Lohier: **3**, 415; **4**, 206 (205, 52).
de **Loinstorf**: **2**, 474 (118).
Longuyon: **3**, 295; **4**, 443; **5**, 212, 3 (171, 297, 341, 2).
Lonienbach ou **Loinbach**: **2**, 308 (87).
de Lontzen dit Roben: **5**, 489 (428).
de **Lonviller**: **4**, 170 (246).
(de) Looz: **3**, 171; **4**, 124, 6; **5**, 467 (146, 232, 4, 405).
Lorraine: **2**, 22; **4**, 346, 446, 7; **5**, 203, 6, 7 (50, 274, 300, 1, 32, 5, 6). — Famille ducale: **2**, 401, 32, 5, 9, 41, 73, 5, 6; **3**, 97, 136, 8, 214, 6, 7, 414—7, 71, 2, 6; **4**, 10, 5, 63, 125—8, 64—7, 70, 1, 202—4, 8, 9, 43, 5, 347, 8, 65, 442, 3, 6, 7; **5**, 156, 207, 8, 10, 454, 61, 68, 74, 6, 82, 3 (101, 7, 12, 4, 6, 7, 9, 20, 34, 43, 5, 56, 8, 9, 204—7, 9, 13, 5, 21, 9, 33, 4, 6, 41, 3, 4, 7—50, 5, 8, 60, 74, 5, 83, 96, 7, 300, 1, 29, 36, 7, 9, 93, 400, 6, 12, 4, 5, 21, 2).
de Lösenich: **2**, 192 (68, 9).
Lotharingie: **1**, 264—9, 307, 89, 436, 90, 2, 533, 4; **4**, 344—6 (4—8, 11, 2, 4, 9, 24, 35, 9, 40, 1, 272—4). Cf. Bouillon.
(de) Louppy: **4**, 170, 1, 290; **5**, 203, 4, 7 (246, 7, 64, 332, 3, 6). Cf. **Luxi**.
(de) Louvain: **1**, 533; **5**, 287 (39, 358).
Louve: **5**, 456 (394).
Loyde: **3**, 299 (176).
Lubus: **2**, 402, 3 (102, 3).
Lucei: **2**, 306 (85).
de **Luddeshem** ou **Liudesheim**: **2**, 56 (56).
le Luihgau: **1**, 437; **2**, 20 (25, 48).
Lullange: **2**, 140; **5**, 249, 343 (64, 349, 69).
(de) Lulshausen: **5**, 100 (314).
Lumay: **5** 465—7 (401—6).
Lumenesbach: **2**, 247 (75).
Lummen: v. Lumay.

Lunebourg : **5**, 470 (409).
Lunscheyt : **2**, 141 (65).
Lupus : **2**, 141 (65).
de Lustange : **5**, 454 (393).
Lützelstein : **4**, 443 (297).
Luxembourg : **1**, 538; **2**, 192, 3, 5, 245—8, 77—9, 309, 49, 98, 9, 401, 5, 6 74, 5; **3**, 217, 65, 94—7, 99, 334, 8; **4**, 61, 129, 30, 64, 5, 9, 70, 2, 247, 8, 92, 406, 7, 44; **5**, 60—2, 4, 97—100, 2, 4 - 6, 49, 50, 207, 8, 11—3, 43 - 6, 52, 84, 7—9, 344, 64, 6, 412, 4, 5, 7, 487—90 (68, 9, 71, 3—6, 9—82, 8, 96, 8, 9, 101, 5, 6, 18, 9, 59, 65, 71—3, 6, 82, 5, 227, 37, 8, 40, 2, 5, 6, 8, 62, 3, 6, 89, 90, 8, 306—8, 10 - 4, 6, 8—20, 2, 3, 36, 7, 40—6, 52, 5, 8—60, 70, 3, 6, 80, 2, 3, 5, 426—9) — Château : **1**, 266, 304; **4**, 164, 7 (6, 11, 240, 4). St Esprit : **2**, 141, 280; **4**, 129, 72; **5**, 342, 4, 482 (65, 82, 236, 48, 368, 70, 421). — Hôpital : **2**, 193, 404, 76, 7; **3**, 214; **4**, 363 (69, 104, 20, 1, 56, 281). — Frères Mineurs : **4**, 129 (237). — Ordre teutonique : **5**, 57 (303). — Jésuites : **5**, 101, 2, 287, 8, 92, 421 (315, 6, 58, 9, 63, 89).
Pays, comté, duché : **1**, 492; **2**, 117, 38, 92, 3, 5, 245, 8, 343, 99, 475; **3**, 55, 293, 5, 7, 334, 5, 9, 473; **4**, 126, 64, 5, 8, 9, 408, 43—9; **5**, 57—9, 61, 150, 4, 5, 202, 3, 6, 46, 51, 90, 339, 413, 7, 8, 54, 6, 81, 3 (37, 61, 2, 9—71, 77, 90, 9, 119, 23, 70, 2, 4, 81, 2, 7, 210, 33, 40—2, 4, 6, 91, 7 - 9, 300—5, 7, 23, 7, 8, 31, 2, 5, 46, 51, 61, 5, 81, 5, 6, 93, 4, 420, 2).
Comtes : **1**, 266, 306—8, 440, 536, 8, 9; **2**, 51, 116, 40, 245, 8, 77, 8, 80, 306, 9, 42, 4, 5, 8, 9, 50, 97—401, 3—6 32—5, 8, 9, 41, 73—6; **3**, 53—6, 8, 132, 5, 215—7, 9, 62, 333, 4, 6, 7, 9, 414, 16, 7, 71—7; **4**, 9 - 15, 56, 8, 60, 1, 3, 125—31, 63, 5, 7—9, 71, 2, 202—5, 7, 8, 10, 42, 3, 5—8, 363—5, 8, 9, 405—8, 11; **5**, 150, 3, 452 (6, 13, 4, 28, 42, 4, 5, 7, 51, 60, 4, 8—70, 3, 5, 9—82, 5, 88, 9, 91—3, 6—101, 3 - 9, 12—4, 6—24, 6, 39, 42, 57—9, 61, 2, 71—4, 6—82, 4, 5, 7, 204, 6, 7, 9—22, 4, 6, 7, 9, 33—41, 3—51, 3—8, 60—3, 80—2, 6—91, 4, 323, 6, 90, 1). (Cf. Bohême). — Ducs : **5**, 246, 418, 54, 74, 6, 82 (346, 86, 93, 412, 4, 5, 21). — Grands-Ducs : **5**, 468—73, 5, 7 (406—13, 6).
de Luxembourg : **2**, 141, 435, 8, 9; **3**, 295; **5**, 453, 6, (65, 112—4, 72, 391, 5).
Luxingen : **2**, 193 (69).
Luxi (Lupi, Louppy ?) : **5**, 207 (336).
Lymene : **4**, 244 (259).
Lyon : **3**, 171, 374 (146, 96).

— M —

Mâcon : **2**, 21, 2 (49, 50).
Maestricht : **1**, 441, 90, 1 (29, 35, 6).
de Maigny : **5**, 157 (330).
le Maire : **5**, 454 (393).
Maissin : **2**, 304 (83).
(de) Malberg : **2**, 139, 246, 80, 342, 8, 98, 473; **3**, 54—7, 94, 336, 41—3, 63; **5**, 248, 86, 339, 41, 483 (63, 74, 82, 9, 93, 8, 117, 22—5, 31, 83, 4, 9—91, 280, 348, 57, 65, 7, 422).
Malines : **1**, 437; **5**, 157, 489 (25, 330, 428).
Malismundere : **2**, 434, 76, (109, 20).
Malmédy : **1**, 307, 8, 439, 93; **2**, 51, 2 (13, 4, 27, 38, 52).
(de) Mamer : **2**, 140; **3**, 296; **5**, 345, 63 (64, 172, 3, 371, 3); cf. **Neumetzler**.
(de) Manderscheid : **2**, 140, 309, 50, 98, 473; **3**, 55, 131, 343; **4**, 245, 363; **5**, 58, 9, 61, 2, 155, 204—6, 89, 470, 2, 5 (64, 88, 97, 8, 117, 123, 38, 90, 1, 260, 80, 304, 5, 7, 10, 28, 33—5, 60, 408, 10, 11, 3).
Mangiennes : **3**, 60, 378 (128, 200).
de Mansfeld : **4**, 410; **5**, 61—4, 8, 9, 100, 363 (293, 307—10, 2—4, 73).
de Marcey : **3**, 94 (131).
de Marchant : **5**, 104 (318).
Marche : **4**, 443 (297).
Marchenville : **5**, 454 (393).
de **Marchia** : **2**, 406 (106).
de la Marck : **4**, 448; **5**, 58, 205 (302, 4, 34).
Mardigny : **5**, 458 (396).
Marienthal : **2**, 141, 406; **3**, 216, 7, 93, 5—7, 9, 301, 34, 7, 8, 71; **4**, 130, 247,

5, 479—81, (65, 106, 58, 9, 70, 1, 3, 5, 7, 8, 81, 4—6, 93, 237, 62, 418—20).
de Maringh: **5**, 104 (318).
Marle: **2**, 21 (49).
Marly: **5**, 461 (400).
Marmoutier: **4**, 289, 90 (264).
de Marteau: **5**, 458 (396, 7).
Marville: **2**, 432, 3, 73, 5; **3**, 411 (107, 8, 17, 9, 201).
la Massoure: **3**, 137 (144).
Mathilde, comtesse: **3**, 59 (127).
Mayen: **4**, 242 (257).
Mayence: **2**, 248; **5**, 208, 48, 9 (76, 337, 48, 9).
Mayenfeld: **2**, 308; **4**, 242 (87, 257).
Meaux: **3**, 171; **5**, 457 (146, 396).
Mechelen-sur-Meuse: **1**, 488, 90, 1 (33-5, 6).
Mecher: **5**, 340 (366).
Mecklembourg: **5**, 477, 8 (416, 7).
Medernach: **2**, 306; **3**, 294, 5 (85, 171, 2).
Mehaigne: **1**, 388 (18).
Mehring: **2**, 143, 348 (67, 93).
de **Mellerech**: **4**, 61 (227).
Mellich: **2**, 141, 92 (65, 8).
(de) Mellier: **3**, 336; **5**, 150 (183, 323).
de Mello: **3**, 134, 75, 374, 5 (141, 50, 95, 6).
Menchen: **5**, 246 (346).
de Mengen: **3**, 371 (193).
de Mensdorf: **5**, 283, 484, 5 (354, 423, 4).
de Menskirch: **5**, 453 (392).
de **Menssehrien (?)**: **5**, 486 (425)
Mercatoris: **5**, 366 (376).
Merck: **5**, 291 (362).
de Mercy: **2**, 19 (47).
Merjay: **5**, 211 (340).
Merkholz: **5**, 98 (312).
Merll de Retterich: **5**, 487 (426).
Mérovingiens: **1**, 534 (40).
Merreke: **2**, 141 (65).
de Mersch: **2**, 398, 9; **3**, 293—6, 9, 337—40, 4; **4**, 366, 443; **5**, 97, 212, 47, 9, 50, 2, 3, 83, 337, 41, 5, 62, 4, 5, 420, 79 (98, 9, 170—3, 6, 85—8, 92, 283, 4, 97, 411, 41, 7, 9, 50, 2—4, 63, 7, 71, 2, 4, 88, 428).
(de) Merscheid: **5**, 205, 11, 91, 415 (334, 40, 62, 83).
(de) Mertzig: **2**, 118, 280; **4**, 442 (62, 82, 296).
de Messancy: **3**, 297, 373 (174, 94, 5).
Mettendorf: **2**, 304 (83).
Metterich: **2**, 306 (85).
de Metternich: **4**, 410; **5**, 207, 87, 8, 362—6, 9, 418 (293, 336, 58, 9, 71—5, 8, 86).
Mettlach: **5**, 483 (422).
Metz: **1**, 269, 437, 40; **2**, 193, 276, 401, 5, 34, 9, 76; **3**, 98, 134, 5, 217, 62, 376, 415; **4**, 15 59, 60, 122, 68, 71, 206, 446, 7; **5**, 101, 451—62 (9, 25, 8, 69, 78, 105, 9, 15, 20, 35, 41, 2, 59, 62, 98, 205, 21, 5, 6, 9, 30, 44, 7, 52, 300, 1, 15, 89—400). — Evêques: **1**, 437, 536, 7; **2**, 276, 401, 5—7, 34, 5; **3**, 58, 9, 94, 7, 9, 134, 6—8, 72, 5, 378, 414, 5, 75, 6; **4**, 9, 10, 4, 63, 127, 30, 203—5, 363, 5, 366; **5**, 453, 4 (25, 42, 3, 78, 101, 5, 7, 9, 12, 26, 7, 31, 3, 5, 6, 41, 3—5, 7, 50, 200, 4, 12—5, 20, 9, 34, 5, 7, 49—51, 80, 2, 3, 392). — Evêché: **2**, 345, 405; **3**, 217 (92, 105, 59). — Abbayes et églises: **1**, 438; **2**, 276, 306, 44, 403—5, 32, 76; **3**, 96, 134, 5, 214, 6, 7, 63; **4**, 131; **5**, 452, 3, 5—9 (26, 78, 85, 91, 103—5, 7, 20, 33, 41, 2, 56, 8, 9, 163, 239, 390, 1, 4, 8).
de Metzenhausen: **5**, 287, 363, 488 (358, 72, 427).
Meuse: **1**, 387 - 91, 438 - 88, 90; **4**, 367; **5**, 464 (16 - 21, 5, 6, 35, 285, 402).
Mexique: **5**, 476 (415).
Meyeroth: **2**, 141 (65).
(de) Meysembourg: **2**, 246, 7, 77, 397—9, 434, 8, 9; **3**, 417; **4**, 125, 206, 7, 43 366, 406; **5**, 60, 247, 83, 6, 484, 7, 9 (74, 5, 9, 97—9, 109, 13, 4, 207, 32, 52, 3, 8, 83, 9, 306, 47, 54, 7, 423, 6, 8).
Michaëlis: **5**, 211 (340).
Michelau: **5**, 154 (327).
Michelbuch: **3**, 267; **5**, 211, 3, 416 (167, 340, 2, 84).
de Milburg: **5**, 286 (357).
Militus: **3**, 95 (131, 2).
de **Mirabel**: **2**, 398 (98).
de **Miroalt**: **3**, 61 (129).

(de) Mirwart: **1**, 538; **2**, 277 (44, 79).
Mittel-Esch: v. Burg-Esch.
(de) Mœstroff: **2**, 398; **5**, 486, 8 (98, 425, 7).
Mognéville: **5**, 458 (396).
(de) Moha: **1**, 388; **2**, 306; **5**, 465 (18, 85, 403).
Mohr de Waldt: **5**, 209 (338).
le Moine: **2**, 248 (76).
Molen: **5**, 247 (347).
Molesmes: **2**, 246 (74).
de **Mollereeh**: **4**, 61 (227).
Molobbl: **4**, 350 (277).
de Mombeeck: **5**, 97 (311).
Mompach: **5**, 154, 213, 43 (327, 42, 3).
Moncel: **3**, 262 (162).
Mönch-Esch: **2**, 55 (55).
Moncile: **2**, 142 (66).
Mons: **5**, 61 (308).
de Montarby: **5**, 458 (397).
(de) Montaigu: **1**, 309, 87—90, 2, 435—7, 40, 1, 86, 7, 536; **4**, 349; **5**, 58, 463 (15—20, 2—5, 8, 9, 31, 2, 42, 276, 304, 401).
Mont Cassin: **2**, 53 (53).
de Montclair: **4**, 350 (277).
de Montcornet: **3**, 93, 4 (129, 30).
Montdidier: **2**, 21 (49).
Mont-Dieu: **3**, 135 (142).
Montfaucon: **3**, 157 (144).
de Montfort: **3**, 93 (130).
(de) Montigny: **2**, 345; **5**, 103, 458 (92, 317, 97).
Montjoie: **2**, 473, 5; **3**, 472, 4; **4**, 171, 245, 6 (117, 9, 209, 11, 48, 60, 1).
de Montlhéry: **3**, 213 (155).
de Montmirail: **3**, 171 (146).
de Montmorency: **5**, 59, 60, 4 (305, 6, 10).
Montureux: **5**, 208 (337).
de Morialmé: **3**, 131, 2 (138, 9).
(de) Mörs: **4**, 442, 4, 6—9; **5**, 57—61, 3, 253 (296, 8, 300—7, 9, 53).
de Mortagne: **4**, 131, 72 (239, 48).
(de) Mortehan: **3**, 336; **4**, 292 (183, 4, 267).
Moselgau (le): **2**, 306, 7 (85, 6).
la Moselle: **1**, 440, 1; **2**, 276, 308, 43, 8, 406; **4**, 164 (28, 9, 51, 78, 87, 90, 3, 106, 240).
de Mouchy: **3**, 134, 75, 213 (141, 50, 5).
Moutfort: **5**, 412 (380).
Moyen Moûtier: **4**, 247 (274).
Moyeuvre-Petite: **5**, 451, 60 (390, 9).
Moyenvic: **2**, 345 (92).
de **Mucei**: **3**, 60 (128).
de Mühlbach: **5**, 245, 6, 8, 343 (345, 6, 8, 69).
Mulener: **5**, 344 (370).
(de) Müllenarck: **4**, 242 (257).
Müllerbach: **5**, 414 (382).
de Münchingen: **5**, 289, 91 (360, 2).
de Munichausen: **4**, 410; **5**, 63, 97—100; **5**, 421 (293, 310—4, 89).
Münsbach: **2**, 195; **4**, 351 (71, 279).
Munster, abbaye à Luxembourg: **1**, 440, 538; **2**, 116, 244—7, 76, 80, 573; **3**, 55, 297, 338, 473; **5**, 153, 247, 415 (28, 44, 60, 72—5, 8, 82, 117, 23, 73, 85, 210, 326, 47, 83).
Munsterbilsen: **1**, 534 (40).
Münstereifel: **2**, 281 (83).
Münster-maifeld: **4**, 207, 42, 3 (253, 7, 8).
Murville: **3**, 411 (201).

— N —

la Nahe: **1**, 267 (7).
Nahegau: **2**, 308 (87).
Nalbach: **2**, 307 (86).
Namur: **2**, 248; **4**, 131; **5**, 157, 413 (239, 330, 81). — Pays: **1**, 532, 8; **2**, 247 (38, 43, 4, 75). — Comtes, puis marquis: **1**, 309, 10, 439, 40, 93, 536; **2**, 18, 19, 52, 3, 244, 245, 7, 8, 398; **3**, 54, 131, 2, 295; **4**, 58—60, 131, 63, 72, 203; **5**, 247 (11, 2, 27, 9, 43, 4, 6, 7, 52, 3, 72, 3, 5, 6, 98, 122, 38, 9, 71, 224—6, 39, 40, 9, 347).
Nancy: **5**, 102, 207 (316, 36).
Nandrin: **1**, 309, 10, 439, 40, 93, 536 (15—7, 27, 8, 38, 42).
de Nantes: **1**, 533 (39).
Nassau: **2**, 117 (61).
de Nassau: **2**, 308 (87).
de Nassau-Dietz: **5**, 471 (410).
de Nassau-Idstein: **5**, 469 (407).
de Nassau-Katzenellenbogen: **5**, 60—2 (306—8).

de Nassau-Luxembourg : **5**, 468—73, 5 (406—13).
de Nassau-Orange : **5**, 62, 469, 71, 2, 5, 7, 8 (306, 407, 9, 10, 3, 6, 7).
de Nassau-Ottweiler : **5**, 470 (408).
de Nassau-Saarbrück : **4**, 447 ; **5**, 57, 60, 99, 468, 71, 3, 5 (301, 4, 6, 13, 407, 9, 11, 3).
de Nassau-Weilbourg : **5**, 469—71, 5, 6, (407—9, 13, 5).
de Nassau-Wiesbaden : **5**, 472 (411).
Naunheim : **4**, 210 ; **5**, 345 (256, 371).
Navarre : **2**, 21 (49).
de Naves : **4**, 122 (230).
de Nechtersheim : **5**, 285 (356).
Nesles : **3**, 171 (146).
de Nesselrode : **5**, 149 (322).
de Neuenahr : **5**, 57—64, 253 (304—10, 53).
(de) Neuerbourg (près Bitbourg : **2**, 309, 475 ; **3**, 213, 9, 415, 73—6 ; **4**, 10, 5, 126, 8, 63—6, 8, 9, 203, 5—10, 41—4, 367—9, 405—12, 441—3, 6, 7, 9 ; **5**, 57, 8, 62, 3, 208, 10, 45, 50, 367, 416, 9, 73, 5, 6, 81, 2 (88, 119, 55, 61, 205, 10—3, 6, 21, 34, 6, 9, 41, 2, 5, 9, 51—60, 85—97, 300, 1, 3, 4, 8, 9, 37, 9, 45, 50, 76, 84, 7, 411, 3, 5, 20, 1).
de Neuerbourg (lez-Wittlich) : **2**, 23, 194 ; **5**, 362, 3, 9 (51, 70—3, 8).
Neufchâtel-devant-Metz : **5**, 458 (396). Cf. Châtel.
Neufchâteau (Belgique) : **3**, 336 ; **4**, 448 ; **5**, 105, 467 (183, 4, 302, 19, 405).
(de) Neufchâteau-en-Lorraine : **2**, 276, 473, 5 ; **3**, 472 ; **4**, 60, 126, 7, 70, 351 (78, 117, 9, 209, 26, 34, 5, 47, 78).
de la Neufville : **4**, 168 (244).
de Neumagen : **2**, 348 ; **4**, 246 ; **5**, 483 (93, 261, 422).
Neumetzler dit de Mamer : **5**, 291, 415 (362, 83).
Neunhausen : **5**, 290, 1 (361, 2).
Neusiedel : **1**, 486 (31).
(de) Neuville : **2**, 115 ; **3**, 476 (59, 213).
la Neuville-en-Condroz : **5**, 413 (381).
Neuvilly : **3**, 373 (195).
Nevelon ou Neveron : **2**, 441, 76 ; **3**, 261, 3, 6, 8, 9, 414 ; **4**, 57, 170, 204 (116, 20, 62, 3, 6, 8, 9, 204, 23, 46, 50). Cf. la Grange.
Nevers : **3**, 137 ; **4**, 59 (144, 225).
Nicée : **1**, 486, 7 (31, 2).
Nieder-Breisig : **2**, 342 (89).
Nieder-Esch : **2**, 55 (55).
Nieder-Feulen : **2**, 249 ; **5**, 247 365, 8, 411, 3 (77, 347, 74, 7, 9, 81).
Nieder-Lahnstein : **2**, 194 (70).
Nieder-Mertzig : **5**, 416 (384).
Nieder-Prüm : **2**, 402 ; **4**, 247 ; **5**, 367 (102, 262, 377).
Niedersgegen : **2**, 440 (115).
Niederweiler : **2**, 309 (88).
Nimègue : **5**, 64 (310).
Niuenru, Niuenriu : **2**, 345 (92).
Nivelles : **1**, 441, 90 ; **5**, 60, 97 (29, 35, 306, 11).
Nœdlange : **5**, 286, 490 (357, 429).
Nœrdange : **2**, 438 ; **3**, 371 (113, 93).
Nœrtzange : **4**, 247 (262).
de Noméný : **4**, 60, 203 (226, 50).
Normands : **2**, 249 (77).
Norroy-le-Sec : **2**, 344, 476 ; **5**, 461 (91, 120, 400).
de **Nova Villa** : **4**, 168 (244).
(de) Noville : **4**, 364 ; **5**, 479 (281, 418).
de **Novo Castro** : **2**, 23 (51).
Noyon : **3**, 137, 71, 5 (144, 6, 50).

— **O** —

d'Obenge : **5**, 156 (329).
Ober-Esch : **2**, 55 ; **5**, 482, 3 (55, 421, 2).
Ober-Feulen : **5**, 340 (366).
Oberhausen : **5**, 419 (387).
Oberhecken : **4**, 352 (279).
Ober-Korn : **2**, 398 (98).
Ober-Lahnstein : **5**, 249, 339, 43 (349, 65, 9).
l'Oesling : **4**, 405, 8 (288, 91).
Oetrange : **2**, 247 ; **4**, 351 (75, 279).
Offémont : **3**, 171, 2 (146, 7).
Offendinc : **3**, 333 (181).
Olbrück : **2**, 342 (89).
Olegranges : **3**, 335 (183).
Olley : **2**, 276 ; **3**, 219, 62—4, 6, 8 ; **4**, 366 (78, 161—4, 6, 8, 283).
Olne : **1**, 536 (42).
Ombret : **1**, 391 ; **5**, 464 (21, 402).
d'Onville : **4**, 364 (281, 2).

Oppenheim : **5**, 208, 9 (337, 8).
d'Orange : Cf. Nassau :
d'Orchimont : **1**, 440, 538, 9 (28, 44, 5).
d'Orenhofen : **1**, 305 (11, 2).
d'Orléans : **5**, 208, 474 (339, 412).
d'Orley : **2**, 193, 5; **4**, 350, 1, 410, 45; **5**, 101, 2, 282–90, 2, 338, 441, 53 (69, 71, 278, 9, 93, 9, 315, 6, 353–61, 3, 4, 70, 92).
l'Orne : **3**, 97, 130, 219, 69, 418 (133, 7, 61, 9, 208).
(d') Orne : **3**, 377; **4**, 445; **5**, 283, 4, 338, 484, 5 (199, 299, 354, 5, 64, 423, 4).
Orval : **3**, 95—7 (131—3).
d'Otscheid : **3**, 474 (211).
d'Ottange : **2**, 435; **4**, 351 (112, 279).
d'**Ottyngher** : **2**, 195 (71).
d'Oupeye : **5**, 467 (405).
l'Our : **2**, 240, 474 (115, 8).
(d')Ouren : **2**, 276, 7, 308, 43, 98, 402, 3, 72, 6; **3**, 213, 9, 95, 8, 9, 333—5, 43, 417, 72—4, 6; **4**, 15, 60, 1, 126, 30, 64—6, 8—70, 205—8, 43—8, 91, 367—9, 406, 10; **5**, 100, 283, 413, 9, 81 (78, 9, 87, 90, 8, 102, 3, 16, 20, 55, 61, 72, 5, 81, 2, 90, 207, 9—11, 13, 20, 6, 7, 34, 8, 41, 2, 5, 6, 51, 2, 4, 8—63, 6, 85—7, 9, 92, 3, 314, 54, 81, 7, 420).
Oyrsloid : **5**, 246 (346).

— P —

Pagny : **2**, 276; **4**, 60 (78, 226).
de Palatio : **2**, 117, 8, 39 (61—3).
Palatinat : **5**, 290 (361).
Palatins, comtes : **2**, 52, 281; **3**, 174; **5**, 155 (52, 83, 149, 328).
Palestine : **1**, 533 : **3**, 136; **4**, 349, 67 (39, 143, 277, 85). Cf. Terre Sainte.
Pange : **5**, 458 (396).
Papes (Les) : **1**, 307, 90, 438; **2**, 247; **3**, 55, 95, 130, 341, 74, 5; **4**, 352; **5**, 151 (14, 20, 6, 75, 123, 32, 7, 89, 95, 6, 279, 324).
Papigny : **5**, 105 (319).
Parff : **4**, 62 (228).
de Pargny : **3**, 97 (133).
de Parme : **5**, 161 (307).
Parroye : **4**, 170 (247).
Partenheim : **2**, 140 (63).
Passavant : **2**, 439; **3**, 414; **5**, 459 (114, 204, 398).
Pays-Bas : **5**, 60, 1, 105, 474, 6, 7 (306, 7, 19, 414, 5, 6).
Peetz : **5**, 64 (310).
de Peissonriu : **2**, 398 (98).
Pepin, maire du palais : **1**, 439 (27).
le Perche : **2**, 21 (49).
Persant : **5**, 466 (405).
de Phason : **5**, 465 (403).
Pierrefort : **5**, 150, 454 (323, 92).
de Pierrepont : **2**, 21 (49).
Piesport : **2**, 142, 93; **4**, 246, 8, 350 (66, 9, 261, 3, 78).
Pins : **3**, 295, 344 (172, 92).
Pintsch : **5**, 415 (383).
(de) **Pirremont** : **4**, 207, 10 (253, 6).
(de) Pittange : **3**, 216, 66—9; **4**, 125, 406; **5**, 213 (158, 66—9, 232, 88, 342).
Platten : **2**, 142, 94, 5 (66, 70, 1).
Plein : **2**, 193—5 (69).
Plessis-lez-Lagny : **3**, 171 (146),
Pœlich : **3**, 55 (123).
Poilvache : **1**, 538; **4**, 58, 131, 72 (44, 224, 39, 48).
Poitiers : **3**, 333, 4 (180, 2).
le Polain d'Aleur : **5**, 466 (405).
(de) Polch : **4**, 207, 10, 42 (253, 6, 7).
de Pompadour : **5**, 207 (336).
Pont de Conflans : **3**, 414; **4**, 204 (204, 50).
Pont de Metz : **4**, 126, 7 (234, 5).
Pont à Mousson : **4**, 171 (247).
(du) Pont d'Oye : **5**, 102—6, 48 (316—21).
de Ponte : **2**, 118, 41; **3**, 54 (62, 5, 122).
Porcher : **2**, 434; **3**, 262 (109, 62).
Port : **3**, 413 (203).
Post : **5**, 104 (318).
Prague : **5**, 481 (420).
de Pranck : **5**, 490 (429).
(de) Pratz : **2**, 247; **3**, 298; **4**, 369, 410; **5**, 419 (75, 175, 287, 92, 387).
de Preisch : **2**, 245 (73).
du Prel : **5**, 243, 414 (343, 82).
Prémontré : **2**, 114 (58).
(de) Prény : **2**, 276; **3**, 96; **4**, 205; **5**, 461 (78, 133, 251, 400).
Pronsfeld : **2**, 305, 6, 402 (84, 5, 102).
Proth : **5**, 415 (383).

Proudom : **4**, 130; **5**, 245 (237, 345).
de Prouvy : **2**, 248 (76).
Prüm : **2**, 22, 304; **5**, 364 (60, 1, 83, 373). — Abbaye : **1**, 537; **2**, 22, 3, 139, 281, 304, 5, 7, 8, 45, 8, 76; **4**, 61, 2, 163, 203, 4, 43, 5, 405; **5**, 156, 204 (43, 50, 63, 83, 4, 6, 7. 92, 3, 120, 227, 8, 39, 50, 8, 60, 88, 329, 33). — Église de Notre-Dame : **2**, 305; **3**, 342; **4**, 163 (84, 5, 190, 239).
Prüm-zur-Lay : **5**, 204 (333).
Prusse : **5**, 455, 60, 78, 83 (393, 8, 417, 22).
Puchs : **5**, 490 (429).
Pumer : **5**, 344 (370).
de Puttelange : **2**, 194 ; **5**, 453, 85 (70, 392, 424).
Putzbach : **5**, 414 (382).
Puxieux : **2**, 345 (92).
Pyrmont : **5**, 477 (416).

— **Q** —

Quadriona : 3, 93 (130).
Querle : **5**, 454 (392).
de Quiévrain : **3**, 170 (145).

— **R** —

Rachecourt : **3**, 295, 7 (172, 4).
de Raesfeld, Raisfelt ou Raisselt : **2**, 194, 5 (70, 1).
de Raggi : **5**, 102, 3 (316—7).
de Raigecourt : **4**, 15; **5**, 456—8, 60, (221, 395, 6, 8).
Ramel : **5**, 419 (387).
de Ramerupt : **2**, 20–2, 116; **3**, 92—4, 8, 9 (48—50, 60, 129, 30, 5, 6).
Ramir : **2**, 21 (49).
Rangéval : **3**, 212 (154).
Ranguevaux : **5**, 451 (390).
Ranst : **5**, 58, 9 (305).
de Ranzières : **4**, 122, 3 (230).
Rappolstein : v. Ribeaupierre.
de Rappweiler : **5**, 483 (422).
Rastole : **3**, 261 (162).
(de) Raville : **3**, 97; **5**, 212, 483 (134, 341, 422).
Rédange-lez-Longwy : **1**, 269 (9)
de Reede de Saasfeld : **5**, 368, 9, 411, 2 (377—80).
Reffait : **1**, 538 (44).
Rehlingen : **2**, 406 (106).
Reichlange : **2**, 438 (113).
de Reiffenberg : **5**, 486, 8—91, (425, 7—30).
de Reifferscheid : **3**, 336 (183).
Reims : **2**, 22, 115; **3**, 96, 374; **4**, 346 (50, 9, 133, 96, 274).
Relange : **5**, 148 (321).
Rémerécourt : **4**, 63 (229).
Remich : **2**, 192; **5**, 97 (68, 311).
Remiremont : **5**, 102 (316).
Renardy : **5**, 212 (341).
Rendarche : **1**, 538 (44).
de Resnel : **2**, 21; **3**, 92—4, 8, 9, 130 (49, 129, 30, 5 - 7).
de Rethel : **2**, 20, 1; **3**, 170, 1, 336; **4**, 292 (47—9, 145, 6, 84, 267).
Rettel : **4**, 247 (262).
(de) Reuland : **2**, 247, 77, 402, 3; **3**, 343, 474; **4**, 62, 246, 406 (75, 9, 102, 3, 91, 211, 28, 61, 88).
Reulandt : **5**, 211 (340).
Reus : **5**, 59, 364 (306, 73).
Revenich, Rivenich : **2**, 195; **5**, 288 (71, 359).
le Rhin : **2**, 248; **4**, 346; **5**, 155 (76, 274, 328).
de Ribeaupierre : **4**, 290; **5**, 153 (264, 326).
(de) Richécourt : **3**, 137 (144).
Richemont : **2**, 276; **4**, 444, 6—9; **5**, 57, 61, 2 (78, 298, 300—3, 7, 8).
Rindschleiden : **5**, 57 (303).
Ringel : **5**, 291 (362).
Rischard : **5**, 243 (343).
Risnel : v Resnel.
de Riste : **2**, 473 (117).
(de) Rittersdorf : **3**, 55, 340 (123, 87).
la Rivière : **3**, 413 (203).
Robin : **3**, 266 (166).
(de) Rochefort : **1**, 388; **4**, 448; **5**, 58, 61 (18, 302, 4, 7).
Rochler Haus : 5, 287 (358).
Rockingen : **3**, 295; **4**, 246 (172, 261).
de Rode : **5**, 104 (318).
(de) Rodemacher : **2**, 276, 7, 398—400, 38; **3**, 303, 33, 417 ; **4**, 60, 1, 130, 205, 406, 10, 41—3, 5—9; **5**, 57—63, 97, 8, 338, 416, 9, 20, 53, 68, 72, 5, 84 (78,

9, 98—100, 113, 80, 1, 207, 25, 7, 38, 51, 88, 93, 5—309, 11, 2, 64, 84, 7, 8, 92, 406, 7, 10, 3, 23).
Rodenbusch: **2**, 139 (63).
Rodiché: **4**, 247 (262).
Rodt: **2**, 247; **3**, 298; **4**, 369, 410; **5**, 419 (75, 175, 287, 92, 387).
Roeser: **5**, 483 (422).
du Rœulx: **2**, 21, 248 (49, 76).
(de) Rollé: **4**, 445, 6; **5**, 250—2, 82, 338—40, 2—4, 420 (299, 300, 50—3, 64—6, 8—70, 88).
de Rolshausen: **5**, 365, 489—91 (374, 428—30).
Rome: **1**, 307; **3**, 60, 374 (14, 128, 96).
Romersdorf: **4**, 210 (256).
(de) Rommersheim: **2**, 23, 304, 42 (51, 83, 9).
Rondeil: **3**, 472 (209).
de Rosbach: **2**, 194 (70).
Rosselange: **5**, 451 2, 60 (390, 9).
Rossignol: **5**, 149 (322).
Rotart: **5**, 340 (366).
Rote: **2**, 192 (68).
Roth: **2**, 434 (109).
Rothelange: **4**, 62 (228).
de Roucy: **2** 20, 1, 115, 6; **3**, 99, 100 (48, 9, 59, 60, 136, 7).
(de) Roussy: **1**, 440, 538; **2**, 113, 398; **4**, 126, 63, 72 (28, 44, 57, 98, 233, 40, 9).
Rouvre: **3**, 134, 6, 376, 8 (141, 3, 98, 200).
Rouvrois: **3**, 376, 8, 411 (198, 200, 1).
Rouvroy: **3**, 137 (144).
Roxin: **5**, 457 (395).
Royaumeix: **4**, 60 (226).
Rozérieulles: **5**, 461 (399).
de Rozières: **3**, 217 (159).
(de) Rozoy: **3**, 131, 6, 7, 73, 5, 214, 5 (138, 43, 4, 8, 50, 6, 7).
Ru ou Rupt: **3**, 377 (199).
Rübenach: **2**, 196 (72).
Ruckingen: **2**, 141 (65).
Rufus: **2**, 402, 3; **5**, 480 (102, 3, 419).
(de) Ruldingen: **4**, 409; **5**, 419 (291. 387).
Rumes: **4**, 131 (239).
(de) Rumigny: **3**, 215; **4**, 125, 203 (157, 233, 49).
(de) Runckel: **4**, 448; **5**, 57 (302, 4).
Ruppe **5**, 208 (337).
Ruremonde: **3**, 297; **4**, 126 (173, 233).
de Russie: **5**, 477 (416).
Ruszemberg, Russinberg: **2**, 192 (68).
Ruwer; **3**, 342 (190).
Ruyss: v. Reus.
Ryle: **5**, 341 (367).

— S —

la Saar: **1**, 441; **5**, 150 (29, 323).
Saarbourg: **5**, 59, 149, 53 (305, 22, 6).
de Saarbrück: **3**, 132, 6, 7, 75, 376 (139, 43, 50, 98).
Saarwerden: **4**, 447, 8; **5**, 63 (301, 2, 9).
Saasfeld: **5**, 368, 412 (377, 9, 80). Cf. Reede.
Saeul: **2**, 438; **3**, 371; **4**, 443 (113, 93, 297).
St Bâle: **3**, 336; **4**, 292 (184, 267).
St Etienne: **2**, 434; **3**, 94 (109, 31). Cf. Metz.
St Hubert: **1**, 437, 41; **2**, 304, 5 (25, 9, 83, 4).
St Jacques en Galice: **5**, 457 (396).
St Laurent: **2**, 276 (78).
St Marcel: **4**, 15 (221).
St Mard: **5** 149 (322).
St Maur: **3**, 60, 378, 418 (128, 200, 8).
de St Maurice: **2**, 116 (60).
St Michel: **4**, 248 (263).
St Michel-en-Thiérache: **2**, 115 (59).
St Pancré: **3**, 343 (191).
St Pierremont: **3**, 59, 335 (127, 83).
St Pirmin: **3**, 55 (123).
St Prin: **5**, 458 (396, 7).
St Privat: **2**, 345 (92).
St Quentin: **2**, 115 (59).
St Remy: **5**, 103, 4, 6, 49 (317, 8, 20, 2).
St Symphorien ou St Séverin: **1**, 310, 431, 5 (17, 22, 3).
St Thomas: **2**, 52, 142, 435; **3**, 55; **5**, 367 (52, 66, 112, 23 376).
St Troud: **1** 536, 7 (42, 3).
St Vaune: **3**, 60, 96, 135, 77 (128, 33, 42, 52).
Ste Croix: **3**, 295 (371).
Ste Marie: **5**, 105 (319).
Ste Marie-aux-Chênes: **2**, 276 (78).

Ste Menehould: **3**, 60; **4**, 347, 8 (128, 275).
de la Salle: **5**, 243 (343).
la Salm: **2**, 138, 9 (62, 3).
(de) Salm: **1**, 306, 44, 538; **2**, 117, 276, 404—6; **3**, 94, 131, 215, 6, 64, 5, 300, 1; **4**, 245, 367; **5**, 205—8, 10, 363, 418, 9, 74, 6 (12, 28, 44, 61, 78, 104—6, 31, 8, 56, 7, 65, 77, 8, 260, 85, 334—7, 9, 72, 86, 7, 412, 5).
Salmon: **5**, 415, 7, 21 (383, 5, 9).
Salmrohr: **2**, 141, 2, 94, 5 (65, 6, 70, 1).
Sandweiler: **2**, 245, 7, 403 (73, 5, 103).
(de) Sanem: **3**, 302; **4**, 247; **5**, 483 (179, 262, 422).
de Sarnay: **3**, 413 (203).
de Sartanges: **4**, 349 (277).
de Sassenberg: **1**, 441 (29).
la Saulx: **3**, 130 (137).
Sauvages, comtes: **5**, 151 (324).
Savigny: **4**, 62 (228).
de Savoie: **5**, 102, 202 (316, 31).
de Saxe: **1**, 534, 5; **2**, 21; **3**, 174; **5**, 62, 244 (40, 1, 9, 149, 308, 44).
de Saxe-Altenbourg: **5**, 469 (408).
de Saxe-Eisenach: **5**, 470 (409).
de Saxe-Teschen: **5**, 474, 6 (414, 5).
de Saxe-Weimar: **5**, 478 (417).
de Sayn: **2**, 56; **4**, 242, 3, 448; **5**, 468—73, 5 (56, 257, 8, 302, 407—13).
Scerresgin: **5**, 343 (369).
Schaack, Schack: **5**, 213, 4, 43, 89—91 (342, 3, 60—2).
von der Schaar: v. Scheye.
Schaluenzer: **3**, 59 (127).
de Scharpillich: **2**, 193; **4**, 350 (69, 278).
Schauenbourg: **5**, 473 (412).
de Schauwenbourg: **5**, 212 44, 5 (341, 4, 5). Cf. Schowenberg.
Scheidel: **5**, 365 (374).
Scheit: **2**, 143 (67).
Schenck de Schmidbourg: **5**, 252 (352).
Schene: **4**, 442 (296).
von der Scheye: **5**, 368, 411 (377, 9).
Schieren: **5**, 251, 340 (351, 66).
(de) Schiffdange: **2**, 309; **5**, 244 86 (88, 344, 57).
Schinnen: **2**, 473 (117).
(de) Schleiden: **4**, 246, 412; **5**, 59, 151, 472 (261, 95, 305, 24, 410).
Schluscere: **2**, 143 (67).
de Schmidburg: **2**, 194 (70).
(de) Schönau: **4**, 246, 442 (261, 96).
de Schönberg: **2**, 402, 3; **5**, 362 (102, 3, 371).
(de) Schönecken: **2**, 192, 3; **3**, 341—3, 473; **4**, 62, 129, 30, 63, 203, 7—9, 43, 5, 7, 366; **5**, 152, 3, 284, 338, 41 (68, 9, 189, 90, 210, 28, 36, 7, 9, 40, 50, 3—5, 8, 60, 2, 84, 325, 6, 55, 64, 7).
(de) **Schonenburg**: **5**, 339, 485 (365, 424).
de Schoonvorst: **4**, 442 (296).
Schouweiler: **3**, 302 (179)
de **Schowenberg**: **5**, 483 (422).
Schurne: **4**, 350 (278).
Schutbourg: **5**, 249, 366 (349, 75).
Schüttern: **4**, 448 (302).
Schuttrange: **4**, 351 (279).
Schwab: **5**, 106, 7, 48 (320, 1).
de Schwartzenbourg: **5**, 252, 362 (352, 71).
Schweich: **3**, 341; **5**, 204 (189, 333).
Schweisthal: **5**, 486, 91 (425, 30).
Schwickerath: **2**, 472, 6; **4**, 244 (116, 20, 259).
de Sebourg: **2**, 248 (76).
Seffern: **2**, 304 (83).
Sehlem: **2**, 142, 3, 95; **5**, 288—90, 338 (66, 7, 71, 359—61, 4).
Seimerich: **5**, 209 (338).
Sellerich: **2**, 345, 476 (92, 120).
Senlis: **5**, 465 (403).
Senningen: **2**, 138, 41 (62, 5).
Sensenruth: **1**, 441 (29).
Seny: **1**, 491, 2, 536, 7 (36, 7, 42, 3).
Sentzig: **2**, 244; **5**, 454 (73, 393).
de Septfontaines: **3**, 299, 343, 72; **4**, 61, 246 (176, 91, 4, 227, 62).
de Serre: **2**, 20 (48).
de Serrières: **5**, 459 (398).
Sibrech: **5**, 454 (392).
Sicile: **2**, 21 (49).
de Sidelingen: **3**, 294 (171).
Siegburg: **1**, 536 (42).
(de) Sierck: **4**, 61, 171, 243; **5**, 153, 4, 6, 210, 473, 83, 4 (227, 47, 58, 326, 7, 9, 39, 411, 22, 3).
Siersberg: **5**, 482 (421).
Signeulx: **5**, 149 (322).
de Simmern: **4**, 448 (302).
Sinzig: **1**, 535 (41).

de **Smitesheim** : **2**, 23 (51).
Soissons : **2**. 21, 2; **3**, 315 (49, 50, 157).
(de) Soleuvre : **1**, 266; **2**, 141, 94, 398; **3**, 54, 302, 41; **5**, 59, 483 (6, 65, 70, 98, 122, 79, 89, 305, 422).
Solgne : **5**, 461 (399).
de Solms-Braunfels : **5**, 468, 71, 5, 8 (407, 10, 3, 7).
de Solms-Laubach : **5**, 469 (408).
de Sombreffe : **5**, 472 (410).
de Sorcy : **3**, 59 (127).
Sounvilles : **3**, 412 (202).
de Spanheim : **2**, 308, 9, 43; **3**, 344; **4**, 409; **5**, 57, 482 (87, 8, 90, 192, 292, 303, 421).
Speder : **5**, 345 (371).
Spire : **2**, 306, 8 (85, 7).
(de) Spontin : **4**, 129, 72; **5**, 467 (236, 48, 406).
de **Stadeneis** : **1**, 489 (34).
Stadtfeld : **2**, 305 (84).
de Stainville : **5**, 206, 7, 10 (335, 6, 9).
de **Stalburg** : **2**, 54, 6 (54, 6).
Stall : **5**, 489 (428).
Starkenberg : **2**, 308 (87).
(de) Stassin : **4**, 410; **5**, 102—4, 209, 11—4, 43, 4, 92, 412 (293, 316—8, 38, 40—4, 63, 80).
Stavelot : **1**, 264—8, 70, 307, 8, 539; **2**, 152, 3, 114, 306; **4**, 344; **5**, 3, 367 (4 à 8, 10, 13—15, 52, 3, 85, 272, 3, 85).
de Steenkerque : **2**, 248 (76).
(de) Steffesbausen : **2**, 402—3; **5**, 209 (102, 3, 338).
de Stein : **5**, 473 (411).
Steinbach : **5**, 419 (387).
Steinbrücken : **5**, 342 (368).
de Stein-Callenfels : **5**, 101, 2, 291 (315, 6, 62).
Steinheim : **4**, 352 (279).
de Steinsel : **2**, 405, 6 (105, 6).
Stenay : **4**, 347 (275).
(de) Sterpenich : **2**, 403; **3**, 295, 6, 339, 472—6; **4**, 12, 5, 58, 60, 2, 209, 47; **5**, 248, 341 (103, 72, 3, 87, 209—13, 8, 20, 4, 6, 8, 56, 62, 348, 67).
Stockem-lez-Arlon : **5**, 341 (367).
(de) Stockem-lez-Bitbourg : **2**, 22, 3, 139 (50, 1, 63).
Stolzembourg : **5**, 340, 413 (366, 81).
Stole : **2**, 402, 3 (102, 3).
de Strainchamps : **5**, 341 (367).
Strasbourg : **4**, 289 (264).
(de) Strassen : **2**, 118, 40, 92; **5**, 251 (62, 4, 8, 351).
Strelitz : **5**, 478 (417).
Stro : **5**, 487 (426).
Stuben : **2**, 51 (51).
les Suédois : **5**, 483 (422).
Sulm : **5**, 341 (367).
la Sûre : **1**, 265, 7, 8, 438, 40; **2**, 55; **4**, 345; **5**, 417, 9 (5, 7, 8, 26, 55, 272, 3, 385, 7).
Suréal : **5**, 466 (404).
Suttringen : **3**, 373 (194).
Syrin : **1**, 269 (9).

— T —

Tadler : **5**, 291, 416 (362, 84).
Talange : **5**, 457, 8 (396, 7).
Tavigny : **5**, 100, 412 (314, 80).
Tellbascher : v. Turbessel.
Temmels : **5**, 150 (323).
Temple (ordre du) : **3**, 93, 4, 135 (129, 30, 42).
Terre Sainte : **1**, 440, 93; **2**, 19, 20, 113; **3**, 136; **4**, 367 (28, 9, 38, 47, 57, 143, 285). Cf. Palestine.
Terzweich : **5**, 149 (322).
Testière, Testir : **4**, 62, 163 (228, 39).
de Tettange : **3**, 343 (191).
Teutonicus : **2**, 51 (51).
Teutonique (Ordre) : **2**, 404 (104). Cf. Luxembourg.
de Thaun : **5**, 154 (327).
Thelen : **2**, 307 (86).
Thenailles : **2**, 115 (59).
Thiaumont : **5**, 104, 480 (318, 419).
(de) Thionville : **2**, 399, 400, 75; **3**, 98; **4**, 60, 1, 125, 63, 4, 71, 2, 247 (99, 100, 19, 34, 226, 7, 33, 40, 7, 8, 62).
Thomas : **5**, 105 (319).
Thommen : **4**, 444 (298).
Thorn : **5**, 363, 4 (373).
(de) Thourotte : **2**, 401; **3**, 133, 4, 6, 7, 171—5, 376, 8 (101, 40, 1, 3, 4, 6—50, 98—200).
Thull : **5**, 243 (343).
Tichémont : **3**, 262 (162).
Tigny : **5**, 459 (398).

Tilliers : **5**, 207 (336).
de Tocy : **3**, 213 (155).
Tohogne : **2**, 19 (46, 7).
Tollenbourg : **1**, 485; **4**, 349 (31, 276).
Torote : v. Thourotte.
(de) Toul : **1**, 310, 487, 8; **3**, 93, 4, 133, 73, 411—3; **4**, 293, 367 (17, 32, 3, 129, 30, 40, 8, 201—3, 68, 85).
Toullons : **4**, 171 (247).
(de) la Tour-lez-Virton : **2**, 439; **3**, 268, 9 (114, 68, 9).
Tourinne : **2**, 52, 3 (52, 3).
Trajectum : **1**, 536 (42).
de Trazegnies : **2**, 248 (76).
Trechirgau : **2**, 308 (87).
Treis : **2**, 276 (78).
Trembleur : **5**, 413 (381).
Tréves : **1**, 267—9, 487, 92; **2**, 22, 51, 2, 117, 8, 39—42, 91, 2, 4—6, 248, 77; **3**, 268, 94, 300, 33, 40, 2, 476; **4**, 130, 243, 6, 346, 66, 408, 47; **5**, 106, 50, 3, 6, 205, 43, 5, 6, 82, 9, 364, 7, 487 (7—9, 32, 7, 50—2, 61, 3—6, 8, 70—2, 6, 168, 71, 7, 81, 7, 9, 213, 37, 58, 61, 73, 83, 4, 91, 301, 20, 3, 6, 9, 34, 43, 5, 6, 53, 60, 74, 7, 426). — Archevêché : **3**, 472; **4**, 168, 204, 42, 6; **5**, 211, 414 (209, 45, 50, 7, 61, 340, 83). — Archevêques : **1**, 268, 441; **2**, 22, 51, 2, 6, 116—8, 39, 40, 92—4, 6, 246, 76, 7, 80, 304, 6—8, 43; **3**, 54, 294, 333, 475; **4**, 9, 15, 63, 163, 72, 210, 42, 3, 6, 8, 50, 63, 412, 46; **5**, 148, 54, 341, 3, 482 (8, 29, 50—2, 6, 60—4, 8—70, 2, 4, 8, 9, 82, 3, 6, 7, 90, 122, 71, 80, 1, 212, 5, 21, 9, 39, 40, 8, 56—8, 61, 3, 78, 80, 95, 300, 21 7, 67, 9, 421). — Abbaye de St. Maximin : **1**, 267—70, 306; **2**, 51, 117, 40, 1, 246, 306—8, 438; **3**, 54—6, 95, 6; **3**, 295, 6, 337, 41, 2, 476; **4**, 366; **5**, 251, 3, 480, 2 (7—10, 51, 61, 4, 5, 74, 85—7, 113, 22—4, 31—3, 71, 2, 85, 9, 90, 213, 84, 351, 72, 419, 21). — St Mathias : **3**, 476; **4**, 242 (213, 57). — Ste Marie-aux-Martyrs : **3**, 294 (171). — St Paulin : **1**, 304 (11). — St Siméon : **2**, 117, 307 (61, 86). — Prêcheurs : **5**, 156 (329). — Églises : **2**, 141, 2, 93, [246, 77; **3**, 59, 95, 6, 8, 476; **5**, 149, 55, 210, 366 (66, 9, 74, 127, 32, 5, 213, 322, 8, 39, 75).
de Triagnel : **3**, 374 (195).
Trierweiler : **4**, 352 (279).
Trintingen : **2**, 307 (86).
Trisman : **5**, 453 (391).
de Trith ; **2**, 248 (76).
Trittenheim : **4**, 206 (252).
Trois-Vierges : **5**, 413 (381).
(de) Troyes : **3**, 171, 213, 374 (146, 55, 96).
Troyon-sur-Meuse : **4**, 11 (216).
Trymeleit : **3**, 342 (190).
Tunis : **3**, 137 (144).
Tuntange : **3**, 216, 7; **5**, 480 (158, 9, 419).
Turbessel (= Tellbascher) : **1**, 489, 532; **4**, 349 (34, 8, 277).
Turcs (les) : **1**, 487—9 (32—4).
Turnich : **5**, 489 (428).

— U —

d'Ubdingen : **2**, 195 (71).
Udelhoven : **2**, 305 (84).
(d') Uden-Esch : **1**, 440, 92; **2**, 23, 55, 116—8, 38—43, 91—6, 348, 98; **3**, 218; **4**, 350, 1; **5**, 247, 88—91, 338, 42, 3, 66 (28, 37, 51, 5, 6, 60—72, 93, 8, 160, 277, 8, 347, 59—62, 4, 8, 9, 75).
(d') Uerzig : **2**, 51, 139 (51, 63).
Ugny : **3**, 95 (132).
Ule : **5**, 155 (328).
(d') Ulmen : **3**, 303; **4**, 168 (180, 244).
Ungendorf : **2**, 139 (63).
(d') Useldange : **2**, 24, 5—7, 9, 79, 438; **3**, 269, 93—303, 33 45, 71—3, 4, 474, 5; **4**, 15, 61, 130, 64—7, 209, 46, 93, 365—9, 407, 10, 1, 3, 48; **5**, 57, 8, 60—3, 204, 421, 81 (73—5, 7, 81, 113, 69—95, 211, 2, 20, 7, 37, 41—3, 56, 61, 8, 83—7, 90, 2, 4, 6, 7, 302—4, 6—9, 33, 89, 420).
(d') Utrecht : **2**, 281; **5**, 485 (83, 424).

— V —

Val-sous-Apremont : **3**, 212 (154).
Valender : **5**, 247 (347).
de Valkenberg : **2**, 348 (93).
de Valleroy : **3**, 263, 6 (163, 6).
Vance : **2**, 345 (92).

Varniswilre: **2**, 141 (65).
Vaubexy: **5**, 207 (337).
Vaudémont: **2**, 309; **5**, 208, 10, 474, 6 (88, 337, 9, 412, 5).
Velaine-sous-Amance: **4**, 63 (229),
de Velbrück: **5**, 284, 5, 338 (355, 6, 64).
de Vellereux: **4**, 364 (281).
le Veneur; **5**, 207, 10 (336, 9).
Verdun: **2**, 20; **3**, 59, 60, 96, 7, 133, 73, 7, 211, 377, 418; **4**, 10, 447 (47, 127, 8, 33, 40, 8, 52, 3, 99, 208, 16, 301). — Évêché: **3**, 60, 268, 418 (128, 68, 208). — Évêques: **2**, 19, 20, 116, 401, 35; **3**, 59, 60, 92, 4, 8, 133—7, 72—5, 212, 373—9, 413, 76; **4**, 130, 347, 8, 64; **5**, 420 (47, 8, 60, 101, 12, 27—9, 31, 4, 40—4, 7—50, 4, 95—200, 3, 13, 38, 75, 82, 388). — Princier: **3**, 373, 4; **4**, 11, 367 (195, 6, 216, 85). — Églises: **1**, 440, 93, 539; **2**, 19, 116, 245, 345; **3**, 134, 70—3, 375, 7, 8, 411—3 (28, 38, 46, 7, 73, 93, 141, 5—8, 97—9, 201—3). — Abbaye de St Nicolas du Pré: **4**, 58 (224); de St Paul: **3**, 130, 377, 8, (137, 99, 200).
de Verdun: **1**, 308, 9, 437, 534; **2**, 20, (15, 25, 40, 7, 8).
Vermandois: **2**, 21 (49).
Verneville: **3**, 262 (162).
Verny: **5**, 458 (397).
Vervins: **3**, 170 (145).
de Veyder: **5**, 483 (422).
Vianden: **2**, 280; **4**, 207—8, 45, 408; **5**, 64, 97, 8 (82, 253—4, 60, 91, 310—2). — Comté: **3**, 265, 417, 73; **4**, 203 (165, 207, 10, 49). — Comtes: **1**, 491, 536, 7; **2**, 22, 52, 6, 117, 307—10, 42, 3, 48, 433; **3**, 299, 302, 417, 73; **4**, 63, 203, 6—9, 405—8, 11; **5**, 57, 482, (36, 42, 3, 50, 2, 6, 61, 86-90, 3, 108, 76, 9, 207, 10, 29, 49, 52—5, 88—91, 4, 304, 421). — Château: **2**, 309; **3**, 302, 417; **4**, 208, 405 (88, 179, 207, 54, 89).
de Vianden: **2**, 307 (86).
Vichten: **2**, 116, 217; **3**, 298; **4**, 369, 410, 42; **5**, 119 (60, 75, 175, 286, 92, 6, 387).
Vidimb: **5**, 99 (313).
Vienne: **4**, 348 (275).
Vigneville: **3**, 262 (162).
Vilein: **2**, 439 (114).
Villance: **2**, 304 (83).
Villancy: **3**, 95 (131, 2)
Villare: **1**, 269; **3**, 96 (9, 133).
de Ville-en-Hesbaye: **5**, 466 (405)
Ville-sur-Yron: **3**, 262; **4**, 364 (162, 282).
(de) Villers: **2**, 248; **4**, 364; **5**, 458 (76, 281, 396).
Villers (-Bettnach): **3**, 336 (183).
Villers-en-Brabant: **3**, 136; **4**, 350, 65 (143, 277, 83).
Villers-la-Ville ou V.-lez-Mangiennes: **3**, 377 (199).
Villette: **5**, 458 (397).
Viltz, Wyltz: **3**, 341, 2 (189, 90).
Vilwerding: **5**, 415 (383).
de **Vir** ou **Viry**: v. Jeux.
de Virnembourg: **2**, 54, 6; **3**, 217; **4**, 208, 10, 42, 443—9; **5**, 59, 153, 472, 5 (54, 6, 159, 254, 6, 7, 97—303, 5, 26, 410, 1, 3).
Vitry: **4**, 62 (228).
Vivegnis: **1**, 391 (21).
Viviers: **5**, 206—8 (335—7).
de Vizin: **3**, 266 (166).
Vouziers: **4**, 346 (274).
Vriestrate: **3**, 299 (175).
Vrigne: **3**, 336; **4**, 293 (184, 267),
de Vy: **5**, 456 (395).

— W —

de Wachenheim: **2**, 195; **4**, 410; **5**, 101—3, 286—91, 338, 413 (71, 293, 315—7, 57—62, 4, 81).
de Wachtendonk: **5**, 364—6 (374, 5).
Walde: **3**, 372 (193).
de Waldeck: **5**, 469, 72, 7 (407, 10, 6).
de **Waldenberk**: **2**, 54 (54).
Waldorf: **2**, 342, 3 (89, 90).
Walerami: **3**, 303 (179).
Walpod: **5**, 343 (369).
Walrave: **2**, 192 (68).
(de) Wampach: **5**, 64, 247, 343 (310, 47, 69).
Wanderhoven: **5**, 100 (314).
Wanderschay, Wanderscheidt: **5**, 411, 3 (379, 81). Cf. von der Schey.
Wanner: **5**, 211, 2 (340, 1).

la Warck: **5**, 344 (370).
Waremme: **5**, 465 (403).
de Warfusée: **5**, 465, 6 (404, 5).
de Wargnies: **2**, 248 (76).
de Warise: **5**, 457, 8 (395, 6).
de Warnant: **5**, 413 (381).
les Waroux: **5**, 465, 6 (403, 5).
de Warsberg: **4**, 410; **5**, 106, 48, 9, 414, 83, 5 (293, 320—2, 82, 422, 4).
Wartelstein: **5**, 148 (321).
de Wasselnheim: **5**, 154 (327).
Wasserbillig: **2**, 306, 7 (85, 6).
de Wasserliesch: **5**, 341 (367).
Watelle: **3**, 262 (162).
Watignies: **2**, 115 (59).
de Watronville: **3**, 476 (213).
Waudrevange: **5**, 483 (422).
Waulsort: **1**, 438 (26).
(de) Wawer: **2**, 142, 3; **5**, 486, 7, 91 (66, 7, 425, 6, 30).
Waville: **4**, 364 (282).
(de) Wavre: **5**, 465, 7 (404—6).
Wavrille: **3**, 95 (131, 2).
de Wawre: **2**, 473 (117).
Weckert: **5**, 98 (312).
Weiler-lez-Himmerode: **2**, 143 (67).
de Weiler: **2**, 398, 9, 402, 3; **3**, 372 (98, 9, 102, 3, 94).
(de) Weiler-la-Tour: **2**, 247, 9, 404, 76; **3**, 214; **4**, 363; **5**, 249 (75, 7, 104, 20, 56, 281, 349).
Weer: **5**, 465 (403).
Weimerskirch: **1**, 269; **3**, 295, 474; **4**, 203, 8 (9, 172, 211, 49, 55).
Welschbillig: **2**, 280 (82).
Welscheid: **3**, 299; **4**, 405; **5**, 481 (176, 288, 420).
Welter: **5**, 149, 213, 4 (322, 42, 3).
Welther: **5**, 365 (374).
Wenichpule: **4**, 210 (256).
Werede: **2**, 306 (85).
Werinespere: **3**, 97 (134).
de Westerbourg: **5**, 173 (411).
Westerich: **5**, 204 (333).
Weyher de Nickenich: **5**, 362, 3, 9 (371, 2, 8).
de Wied: **3**, 96; **4**, 148; **5**, 57, 8, 63 (132, 302, 4, 9).
de Wignacourt: **5**, 414 (382).
de Wildenberg: **4**, 442 (296).
Wilere: **4**, 352 (279).
Wille: **2**, 305 (84).
Willibrord, St: **1**, 304; **2**, 249 (11, 77).
Wiltange: **5**, 148 (321).
Wiltheim: **5**, 64 (310).
Wiltingen: **5**, 150, 4 (323, 7).
(de) Wiltz: **2**, 248, 397, 8, 402—3, 33; **3**, 297, 336, 42; **4**, 63, 364, 406, 44, 5; **5**, 103, 53, 213, 43, 7, 51, 2, 84, 340, 63, 415, 6, 18—20 (97, 8, 102, 3, 8, 74, 84, 9, 90, 229, 81, 9, 98, 9, 317, 26, 42, 3, 7, 51, 2, 5, 66, 72, 83, 4, 6—8). Cf. d'Arlon.
(de) Wilwerwiltz: **5**, 249, 340 (349, 66).
Winckrange: **5**, 148, 9 (321, 2).
Winterich: **1**, 441; **4**, 63, 204 (29, 229, 50).
Winterspelt: **2**, 345, 476 (92, 120).
Wirde: **5**, 60 (306).
Wis, Wys: **3**, 341; **4**, 206 (189, 252).
(de) Wisch: **5**, 205, 6, 10 (334, 5, 9).
Wiser: **3**, 299 (175).
Wittgenstein: **4**, 448; **5**, 468—73, 5 (302, 407—13).
Wittlich: **2**, 194, 5, 349, 98, 473; **5**, 245, 366 (69, 70, 96, 8, 117, 345, 75).
Wolfembuttel: **5**, 478 (417).
(de) Wolkrange: **2**, 435; **3**, 295, 8 (112, 71, 4).
Wolmerange: **5**, 61 (308).
Wolsfeld: **3**, 331, 41 (181, 9).
Wormeldange: **2**, 195 (71).
de **Wyhe**: **5**, 368 (379).

— **X** —

Xappey: **5**, 456 (395).
Xavin: **5**, 458 (396).

— **Y** —

l'Yron: **3**, 97 (133).
Ysenach: **3**, 341 (189).

— **Z** —

(de) Zandt de Merl: **4**, 410; **5**, 60, 342, 3, 62—9, 41—3 (293, 306, 68, 9, 71—81).
Zeven: **3**, 342 (190).
(de) Zievel: **5**, 290, 1, 362, 4, 9, (361, 2, 71—3, 8).

Dr. WEBER Franz=Joseph. L. D. S.

Zahnarzt, Italienischer General-Consul

Präsident des Vereines
für Luxemburger Geschichte, Litteratur und Kunst
„ONS HÉMECHT“

Geboren zu Erpeldingen (Wiltz), am 23. Juni 1856.
Gestorben zu Luxemburg, am 3. Oktober 1908.

Ons Hémecht.

Organ des Vereins für Luxemburger Geschichte, Litteratur und Kunst.

15. Jahrgang, 1. Heft. 1. Januar 1909.

Freundschaftliches Vergissmeinnicht

an den

in voller Manneskraft hingeschiedenen

Herrn

Dr. Franz-Jos. WEBER, L.D.S.,

den unvergesslichen Präsidenten

des Vereines

„ONS HÉMECHT",

J'espère que Vous ressentirez le plaisir, mélé d'amertune, il est vrai, que l'on éprouve à s'entretenir d'un disparu cher. Cela ne constitue-t-il du reste pas une vraie jouissance, quelque douloureuse puisse-t-elle être parfois, que de se remémorer les qualités de celui que l'on a perdu et, par là même, de mesurer l'étendue de la perte.

Diese Worte, welche unser hochgeehrte Landsmann, Hr. Archivist Julius Vannérus, in einem tiefempfundenen Nachrufe dem zu Beginne des vorigen Jahres in Arlon verstorbenen Präsidenten

des »Institut archéologique du Luxembourg«, Herrn Emil Tandel, gewidmet hat, dürfen wir wohl mit allem Fug und Recht anwenden auf denjenigen, dessen so plötzlicher, unvergesslicher Verlust so allgemein beklagt wird.

Hr. **Franz-Joseph Weber** ist nicht mehr; nicht weilt er mehr in seinem ihm so teuer gewesenen Familienkreise; nicht wandelt er mehr unter uns in den so lieben und trauten Bekannten- und Freundschaftszirkeln, nicht mehr unter den Mitgliedern so mancher geselligen und wissenschaftlichen Vereine, deren Ruhm und Zierde er gewesen.

Vor allen anderen aber ist es der Verein der »Hémecht«, welchem er, von der ersten Stunde an, als Gründungsmitglied angehörte und dem er in liebevollster Weise seine letzten Lebensjahre mit aller Kraft und Hingebung als Präsident gewidmet hat, welcher seinen Verlust auf's äusserste empfindet und auf's tiefste betrauert.

Deshalb wird gewiss Niemand einem langjährigen Freunde und Vertrauten des Verstorbenen es verdenken, wenn derselbe versucht, — allerdings in nur schwachen Umrissen — vor dem geistigen Auge der Mitglieder der »Hémecht« das Leben eines Mannes vorüberziehen zu lassen, welcher sich so eminente Verdienste um dieselbe erworben hat.

Die nachfolgenden Zeilen sollen deshalb sein ein Vergissmeinnicht an den edeln Verstorbenen und eine Dankbezeugung, niedergelegt im Organe dieses Vereines, für dessen verdienstvollen Präsidenten.

* * *

Weber war der Sohn eines unbemittelten, pflichttreuen Beamten, welcher sich vom einfachen Grenzaufseher bis zum Zolleinnehmer erster Klasse heraufgearbeitet hatte.

Aus der Ehe dieses würdigen Mannes, Franz-Joseph Weber, gebürtig aus Bad-Mondorf nnd Anna-Catharina Weyland, geboren zu Perlé, gingen drei Kinder hervor: Der Erstgeborene erhielt in der heiligen Taufe die Beinamen des Vaters, Franz-Joseph. Weil er aber bereits im zarten Kindesalter verstarb, so wurden die nämlichen Namen dem zweitgeborenen Sohne, der am 23. Juni 1856 zu Erpeldingen bei Wiltz (nicht bei Diekirch, wie verschiedene Zeitungsnotizen und Nachrufe in Fachzeitschriften meldeten), das Licht der Welt erblickte, beigelegt. Das dritte Kind, Rosalia, geboren den 10. Februar 1862, zu Frisingen, trat im Jahre 1880 zu Nanzig in den Orden der Schwestern von der

christlichen Lehre ein und wirkt, seit 1899 bis heute, unter dem Namen Schwester Franziska, als Oberin an den Mädchen-Primärschulen zu Hollerich.

Das Leben keiner Art von Beamten ist, wenn dieser Ausdruck erlaubt ist, ein derart unstätes, als das des Grenzbeamten, so dass man es fast mit einem Nomadenleben vergleichen könnte. Bald an diesem, bald an jenem Orte des Landes stationiert, muss er gar oft zum Wanderstabe greifen und so geschieht es denn nicht selten, dass seine Kinder an mehreren Ortschaften die Primärschule besuchen müssen. Dies war auch der Fall mit unserem Franz-Joseph. Als er noch nicht 5 Jahre zählte, erhielt sein Vater die Berufung zum Zollerheber (zuerst provisorisch, dann definitiv) zweiter Klasse nach Frisingen. Vom Herbst 1862 bis Herbst 1866, also die vier ersten Schuljahre hindurch, besuchte Weber die Schule des ausgezeichneten Lehrers Klein von Frisingen, dessen Andenken in jener Ortschaft auch heute noch ein gesegnetes ist. Weber behielt diesen guten, tüchtigen Lehrer in treuer, dankbarer Erinnerung und erzählte oft und mit Freuden die kleinen Episoden seines damaligen Schulbesuches. Er konnte nicht müde werden mit Lobsprüchen auf diesen würdigen Mann, den er als A-B-C-Schütze kennen gelernt und dem er die ersten Anfänge seiner späteren so glänzenden Bildung verdankte. Kaum hatte Hr. Klein den jungen Weber kennen gelernt, als dieser auch schon sein auserkorener Liebling wurde und zwar wegen seines musterhaften Betragens, seines unermüdlichen Fleisses und seiner anhaltenden Fortschritte. Schon als kleines Kind zeichnete sich Weber vor allen seinen Mitschülern und Altersgenossen aus durch ein „Etwas“, das Jedem, der mit ihm zusammenkam, imponierte. Es war dies ein eigentümlicher Charakterzug, der ihm auch sein ganzes Leben zu eigen blieb. „Er war nicht geartet, wie andere Kinder“, so erklärte uns ein Jugendgespiele des Verstorbenen, „er hatte etwas Imponierendes an sich, was einen Jeden zu ihm hinzog und ihn doch liebenswürdig machte“. Mancher hätte das als Stolz ansehen können; doch mit Unrecht: Weber war im Gegenteile frei von aller Eigenliebe; sein Betragen war ein so ungezwungenes und herzgewinnendes, dass es Jeden, der näher mit ihm bekannt wurde, mit unbezwinglicher Gewalt fesselte. Fügen wir gleich hinzu, dass Weber, wenn er einmal Jemanden seiner Freundschaft gewürdigt hatte, ihm diese auch treu bis in den Tod bewahrte. Wenn, was ja manchmal vorkam, irgendwo von einem dieser Freunde Rede ging, dann wurde er nicht müde, dessen guten Eigenschaften rühmend hervorzuheben,

ohne indessen offenkundige Fehler leugnen zu wollen. Diese aber suchte er alsdann, soviel als möglich, zu entschuldigen und mit dem Mantel der christlichen Nächstenliebe zu bedecken. Dass dem wirklich so ist, müssen namentlich seine früheren Mitschüler aus dem Athenæum, und so manche Andere, die erst später mit ihm in Verkehr traten, anerkennen. Dass Weber, wie des Lehrers, so auch des Pfarrers (des seligen Herrn Heynen) Liebling war, versteht sich, nach dem Gesagten, wohl von selbst. Wie froh war er darum denn auch, als Hr. Heynen ihn zum Messdiener auserkor! Wie sorgfältig bemühte er sich, die lateinischen Responsorien zum Dienen der hl. Messe zu erlernen! Schon damals begann die Liebe zum Sprachstudium sich bei ihm bemerkbar zu machen. Mit einem ausgezeichneten Gedächtnisse paarte sich eine so leichte und schnelle Auffassungsgabe, dass er in kürzerster Frist die lateinischen Messgebete fehlerlos herzusagen wusste, während seine Alters- und Spielgenossen dies noch nach langen Monaten kaum fertig brachten. Mit welcher Sittsamkeit und mit welch' inniger Andacht diente er am Altare! Man sah aus seinem ganzen Auftreten und Benehmen, dass er sein Amt als „Messdiener" im idealen Sinne auffasste und ausübte. Doch nicht allein in der eigenen Pfarrkirche zu Frisingen, sondern auch in der damals noch französischen (heute reichsländischen) Ortschaft Ewringen fungirte er als „Chorknabe". Der Pfarrer, Herr Mohr, ein ausgezeichneter Priester, ein wahrer Mann nach dem Herzen Gottes, hatte unsern kleinen Joseph, dessen Wohnstätte kaum fünf Minuten von Ewringen entfernt lag, gar bald liebgewonnen und so kam es denn, dass Letzterer in zwei verschiedenen Ländern (Luxemburg und Frankreich) und in zwei durch Sprache (deutsch und französisch) verschiedenen Pfarreien beim Messdienen und dem übrigen Gottesdienste aushalf. Hier in Ewringen bot sich auch unserm kleinen Schulknaben die Gelegenheit, die französische Sprache, deren Theorie er in der Schule zu Frisingen erlernte, in die Praxis überzusetzen, d. h. schon damals, besonders im Verkehre mit Herrn Mohr, begann er sich im Sprechen des Französischen zu üben, worin er es später zu so vollendeter Meisterschaft brachte.

Die zwei letzten Jahre des Primärschulbesuches (1866 bis 1868) brachte Weber, nachdem sein Vater im Oktober 1866 als Zollerheber nach Rodingen versetzt worden war, in dieser Ortschaft zu. Hier wurde ihm, unter Pfarrer Gloden, das hohe Glück zu teil, im Jahre 1868 zum ersten Male dem Tische des Herrn sich nahen und seine Seele mit dem himmlischen Manna nähren

zu dürfen. Unnötig darauf hinzuweisen, mit welchem Eifer er sich auf diesen so wichtigen Lebensschritt vorbereitete.

Mit Herrn Pfarrer Gloden blieb Weber, so lange ersterer lebte, im freundschaftlichsten Verkehre, was er, wie wir später noch zu zeigen Gelegenheit haben werden, auch durch seine Taten bewies.

* * *

Im Herbste dieses Jahres begann Weber die höheren Studien. Der Vater, welcher Joseph's ausserordentliches Talent längst erkannt hatte, willigte recht gerne in das Begehren des Sohnes ein, studieren zu dürfen. In den Jahren 1868—69 und 1869—70 besuchte Joseph daher das Collegium von Longwy, wo er stets die ersten Plätze nnd Preise davontrug. An allen Schultagen legte er, mit der Büchermappe unter dem Arme, die zwei starke Wegestunden weite Entfernung von Rodingen nach Longwy und vice-versa zurück. (Im späteren Leben äusserte er sich öfters: „Ich begreife heute noch nicht, wie ich als Kind diese Strapazen aushalten konnte, ohne krank zu werden".) Er tat das aber nicht, wie so manche andere Studenten, welche diese Zeit vertändeln mit allerlei nichtssagenden Beschäftigungen, sondern er benutzte sie ganz gewissenhaft, entweder, um die zu Hause schon gelernten Lectionen nochmals zu wiederholen, oder das in der Schule Gelernte seinem Geiste tiefer einzuprägen.

Der Besuch des Longwy'er Collegium's war Weber besonders deshalb angenehm, weil dieser ihm, wie er später öfters erklärte, Gelegenheit bot, „durch das praktische Studium der französischen Sprache sich vorzubereiten auf die klassischen Studien", welche zu betreiben er sich entschlossen hatte. Was in dieser Hinsicht bereits zu Ewringen war begonnen worden, ward also zu Longwy mit allem Eifer und Fleisse fortgesetzt.

Als in Folge des furchtbaren deutsch-französischen Krieges die Anstalt von Longwy geschlossen werden musste, siedelte Weber anfangs Oktober 1870 in die Sexta des Athenäums von Luxemburg über. Hier war er so recht in seinem Elemente; hier fand er auch, wie er gelegentlich einmal schrieb, „Rat, Hülfe und Aufmunterung." „Besonders," fügte er hinzu, „hat der selige Hr. Professor Wies Anrecht auf meine kindliche Dankbarkeit." Am Ende des Schuljahres wurde Weber mit dem zweiten Preise ausgezeichnet.

Im folgenden Schuljahre (1871—72) erhielt er in der Abteilung A der Quinta bereits den ersten Preis. Das Ende des

Schuljahres 1872—1873 brachte Weber einen doppelten Triumph. Nicht blos fiel ihm wieder der erste Preis unter 63 Mitschülern zu, sondern auch aus dem im August 1873 abgehaltenen Uebergangsexamen von Quarta auf Tertia ging er als Erster hervor. Auf Tertia (1873—1874), blieb er ebenfalls Sieger mit dem ersten Preise, während er auf Secunda (1874—1875) blos nur mehr den zweiten davontrug. Doch diese Scharte musste ausgemerzt werden und das geschah auch in glänzender Weise auf Prima (1875—1876). Nicht nur eroberte er sich hier wieder den ersten Preis, sondern er ging auch (mit seinem Rivalen aus Secunda) aus dem Abiturientenexamen mit dem Prädikat „Mit Auszeichnung" hervor. Die beiden Diplome des Uebergangsexamens (ausgestellt am 21. August 1873) und des Abiturientenexamens (ausgestellt am 18. August 1876) hat Weber unter seinen Familienpapieren sorgfältig aufbewahrt. Curiositätshalber teilen wir hier die Nummern, resp. Punkte mit, welche Weber im letzten Trimester des 1. und 6. Jahres seines Athenäumsbesuches erhalten hat:

Auf Sexta:

Religion 1.—52.
Deutsch 1.—51.
Französisch 1.—50.
Latein 1.—60.
Mathematik 2.—45.
Geschichte u. Geographie 1.—52.
Total der Punkte 313 (von 330)
Platz 1. (von 44 Schülern).

Auf Prima:

Religion 1.—50.
Deutsch 2.—49.
Französisch 1.—50.
Latein 1.—58.
Griechisch 2.—49.
Mathematik 2.—46.
Geschichte u. Geographie 1.—50.
Chemie 2.—40.
Total der Punkte 392 (von 438).
Platz 1. (von 37 Schülern).

So hatte Weber in glänzender Weise die Humanitätsstudien beendigt und die Frage, welchen Lebensberuf er wählen solle, war an ihn herangetreten. Doch schon längst hatte er bei sich den Entschluss gefasst, seine Kenntnisse in den Dienst der leidenden Menschheit zu stellen.

* * *

Bevor wir aber in unserer Lebensskizze weiter voranfahren, wollen wir noch einen Rückblick werfen auf verschiedene Einzelnheiten aus den Studentenjahren unseres Freundes.

Obwohl Weber's Vater (die Mutter war schon im Jahre 1871 in's bessere Jenseits hinübergegangen) bereit war, Alles und, wenn nötig, gar den letzten Heller zu opfern, um seinen Kindern

eine gediegene wissenschaftliche Bildung zu verschaffen, wollte Joseph doch ein solches Opfer von Seiten des Vaters nicht annehmen. Deshalb suchte er durch „Stundengeben“ (die ganze Zeit seiner Humanitätsstudien hindurch, also von 1870—1876) sich selbst einen Teil der zum Unterhalte am Athenäum erforderten Mittel zu verschaffen. Einem seiner Mitschüler, der heute eine geachtete Stellung bekleidet, half er in einzelnen Fächern nach und brachte es dadurch so weit, dass dieser sich bis unter die Preisgekrönten seiner Klasse heraufschwingen konnte. Aus Dankbarkeit empfahlen nun der Vater dieses Studenten, sowie auch Hr. Professor Wies, den jungen Weber bei Herrn Ingenieur Letellier, damit er dessen Sohne Maurice nicht nur als hülfsbereiter Ratgeber, sondern auch als treuer, zuverlässiger Freund zur Seite stehen sollte. Gar bald wurde Weber im Hause Letellier gleichsam als „zweites Kind“ betrachtet und behandelt und wurde er der ständige Studiengenosse, intimste Freund und unzertrennliche Reisegefährte des jüngeren Maurice. Alljährlich während der Ferien durchwanderten sie das Luxemburger Land nach allen Richtungen hin. Wohl selten haben sich aber auch zwei Seelen in einer solchen „Wahlverwandtschaft“ zusammengefunden, als eben Weber und Letellier. Maurice Letellier war seinem Freunde mit wahrhaft brüderlicher Hingebung zugetan. Seine Dankbarkeit gegen ihn war darum aber auch eine unbegrenzte, und wo sich nur irgend welche Gelegenheit fand, ihm dieselbe im Werke zu betätigen, wurde sie gewiss nicht versäumt. Seine grösste Freude bestand darin, ihm jeden nur möglichen Gefallen zu erzeigen. Gross war darum aber auch der Schmerz, welcher Weber's Herz zerriss, als der grausame Tod den zum Manne herangereiften Jüngling, den musterhaftesten Beamten, den zärtlichsten Ehegatten und den hingebendsten Vater, in der Blüte des Lebens († 4. Januar 1899, noch nicht volle 37 Jahre alt) dahinraffte. Gewiss ist seit dem Tode dieses seines intimsten Freundes kein Tag vergangen, an welchem Weber seiner nicht gedacht hätte.

Obschon Weber als Student eben nicht mit vielem Gelde um sich werfen konnte, sparte er sich doch gerne einen Bissen am Munde ab, um seinem göttlichen Heilande in der Person der verschämten Armen mit Rat und Tat hülfreich beizustehen, zu welchem Ende er schon als Sextaner (1870) dem „St. Vincenz-Vereine“ beitrat, in dem er auch als Universitaner noch zu Paris und London und dann später wieder in der Heimat verblieb.

Längere Jahre fungierte er hier als General-Sekretär und, seit dem 3. Dezember 1888, als Vize-Präsident der Conferenz von Liebfrauen in dieser ächt-katholischen philanthropischen Gesellschaft.

Als inniger Verehrer Mariens hatte er sich ebenfalls der Studenten-Abteilung der von Herrn Professor Wies gegründeten „Marianischen Sodalität" angeschlossen.

Dass Weber als Student das Muster und Vorbild eines ächt katholischen, überzeugungstreuen Jünglings war — was er auch als Mann bis zu seinem letzten Atemzuge geblieben ist, — bezeugen allgemein seine damaligen Studiengenossen, sowie alle Personen, welche in jener Zeit mit ihm zusammentrafen.

Hier möchte ich eine kleine Episode aus Weber's Studentenzeit einschalten, die sein edles Betragen so recht in's Licht zu stellen geeignet ist. Er befand sich bereits in einer der obersten Klassen. Es war der Vorabend der Osterferien, welche am nächsten Morgen um 10 Uhr ihren Anfang nehmen sollten. Ganz gewissenhaft hatte er sein Silentium abgehalten und sich auf die zwei letzten Unterrichtsstunden vorbereitet. Nach dem Abendessen ging er dann (was er überhaupt sehr selten getan) mit mehreren Mitschülern nach Clausen in ein Wirtshaus, wo selbe sich gemütlich bei einem Glase Bier unterhielten. Plötzlich gewahrte einer unter ihnen einen der gestrengen Herren Professoren, welcher (mit noch einem Begleiter) auf das Haus zuschritt. In einem Nu rannten alle aus der Wirtsstube in die Küche hinein und flüchteten sich von allda in den Keller hinab. Weber, der etwas kurzsichtig war, bemerkte aber die dahin führende Falltüre nicht frühzeitig genug und — so ward er dann erwischt, er ganz allein. Zur Rede gestellt, gestand Weber natürlich ganz offen seine Schuld ein, war aber trotz alles Drängens und Drohens von Seiten des Klassenlehrers nicht dahin zu bringen, einen seiner Mitschuldigen zu verraten. Ja, wenn ich gut unterrichtet bin, wurde ihm sogar Straflosigkeit in Aussicht gestellt, falls er nur seine Mitschuldigen nenne; doch auf alle diesbezüglichen Fragen antwortete er nur stereotyp: „Ich bin allein erwischt worden; ich bin bereit meine Strafe zu erdulden; weiter kann und will ich nichts sagen". Der Klassenlehrer musste im Stillen diese Festigkeit und Verschwiegenheit bewundern und entlies den Schuldigen mit einem Verweise, ohne weitere Strafe.

Das von Jugendjahren an in Weber's Brust schlummernde Talent für Litteratur und schöne Wissenschaften wurde im Athenäum geweckt und begann schon damals sich zur schönsten

Blüte zu entfalten. Bereits im zweiten Jahre seines Verweilens am Athenäum, als Schüler der Quinta, verstand er es, in der am 24. Januar 1872 abgehaltenen musikalisch-litterarischen Abendunterhaltung, durch den sehr correkten Vortrag eines französischen Gedichtes die Aufmerksamkeit der hohen Versammlung auf sich zu ziehen. „Ansprechend und gefällig war auch" — so heisst es in einem Berichte des „Luxemburger Wort" vom 26. Januar 1872 — „der deklamatorische Erstling des Schülers Joseph Weber aus der V. Gymnasialklasse: les dix francs d'Alfred, von Léon Guérin." Ihre Königlichen Hoheiten, Prinz und Prinzessin Heinrich der Niederlande hatten das Fest mit ihrer Gegenwart beehrt. Der Vortrag des jungen Weber hatte namentlich der Hohen Frau so gut gefallen, dass sie demselben eine goldene Vorsteckнadel als Belohnung versprach.

Einen weiteren Beweis für unsere obige Behauptung liefert das herrliche Gedicht: „A ma Sœur, dans son Album", welches er auf Secunda (1875) componierte, und das nicht weniger als 100 Verse (in 10 Strophen) zählt. Die Durchlesung desselben beweist, wie sehr er schon damals die französische Sprache beherrschte und wie meisterhaft er es verstand, sich in derselben auszudrücken.

* *
*

Zu jener Zeit, als Weber seine Gymnasialstudien beendet hatte, besas Luxemburg wohl schon Ärzte in bedeutender Anzahl, aber einen Arzt, der sich speziell mit der Zahnheilkunde befasst hätte, gab es damals noch im ganzen Luxemburger Lande nicht. Diese Spezialität hatte sich Weber auserkoren in der richtigen, zutreffenden Voraussetzung, einerseits ein Wohltäter der leidenden Menschheit werden, und andrerseits, sich eine ehrenvolle uad lucrative Stellung in der Gesellschaft erobern zu können. Deshalb bezog er denn auch gleich, nach den Herbstferien 1876, die Universität Paris, wo er während zweier Jahre die Curse an der medizinischen Fakultät und gleichzeitig den von Professor Caro gegebenen Philosophie-Cursus befolgte.

Ausser den Fächern der Herren Professoren (der medizinischen Fakultät) Fort, Brochard, Gubler und Delestre hörte er noch Vorlesungen über biologische Chemie, Physik, allgemeine Anatomie, Histologie und Geschichte der Arzneikunde.

Gleichzeitig mit dem Hören der Vorlesungen über die Medizin im Allgemeinen befolgte Weber auch noch verschiedene Curse

an der höheren Zahnarztschule, wo er die Herren Doctores Bing, Wallach und Mac Niel als Professoren hatte; ja während acht Monaten erteilte ihm der letztere sogar spezielle Privatcurse.

Wie Joseph bereits als Athenäumsschüler zu Luxemburg getan, so auch als Universitaner in Paris. Um seinem Vater Ausgaben zu ersparen, erteilte er am frühen Morgen, wie am späten Abend Privatstunden, deren Ertrag dazu dienten, ihm das Notwendigste zum Lebensunterhalte zu verschaffen.

Trotz dieses eifrigen Studiums und dieser aufregenden Tätigkeit im Dienste Anderer fand Weber doch noch Zeit, Musse und Mittel zur Ausübung der christlichen Charitas. Wie bereits oben erwähnt, blieb Weber auch während seines Aufenthaltes in Paris ein treuer Anhänger des St. Vincenzvereines. Den besten Beweis für diese unsere Behauptung bildet nachfolgender Auszug eines Briefes, den ein Freund an Weber gerichtet hat:

Paris, le 15 octobre 1878.

Mon cher confrère,

„. . . . . Je connais votre désir de continuer vos charitables travaux en vous adjoignant à une Conférence de St. Vincent de Paul, et pour vous en faciliter le moyen, je vous envoie ces lignes qui certifieront votre titre de membre de la Société et de membre sortant de la Conférence de Notre-Dame des Victoires à Paris.

Nous avons beaucoup de regrets de vous avoir perdu; mais nous nous consolons en pensant que votre zèle profitera à une autre Conférence. Nous n'avons pas d'ailleurs perdu l'espoir de vous retrouver un jour et alors nous profiterons de l'expérience que vous acquerrez de nouveau en fréquentant les Conférences si zélées de la Capitale de l'Ancienne Terre des Saints. . . . . "

(Signé:) **A. Citerne,**
Président de la Conférence de N.-D. des Victoires
à Paris.

Welch' gutes Andenken Weber in Paris hinterlassen hat, geht aus dem nachstehenden Passus des nämlichen Schreibens hervor:

„Veuillez, je vous prie, ne pas nous oublier. Vous savez que nous nous intéressons beaucoup à vous. que nous conservons le meilleur souvenir de votre passage au milieu de nous, et que nous recevrons toujours avec plaisir de vos bonnes nouvelles."

Fügen wir hier noch gleich bei, dass Weber im Mai 1883 dem 50jährigen Stiftungsfeste des St. Vincenz-Vereines zu Paris, als Delegierter der Luxemburger Conferenz, beiwohnte.

Von Paris aus begab sich unser angehende Zahnarzt nach London, um daselbst seine praktischen Studien fortzusetzen. Zu diesem Zwecke beteiligte er sich hier in dem „National dental hospital“ an den praktischen Uebungen, während er gleichzeitig auch noch die klinischen Vorlesungen hörte, die im St. „Bartholomews hospital“ gegeben wurden. Irrtümlich behaupten „Bunte Blätter“, „Korrespondenzblatt“ und Herr Zahnarzt A. Decker (in seiner Grabrede), Weber habe ebenfalls in Oxford studiert; denn das war niemals der Fall. Auch in Glasgow weilte er nur, so lange als notwendig, um das Examen zu machen, von dem noch bald Rede sein wird.

Von London aus kehrte Weber nach seiner Heimat zurück, woselbst das Medizinal-Collegium von Luxemburg ihm nach bestandenem Examen, das Diplom de „chirurgien-dentiste“ ausfertigte, wodurch er berechtigt wurde, im ganzen Grossherzogtum Luxemburg die Zahnheilkunde auszuüben. Der hierauf bezügliche Beschluss der Regierung ist datiert vom 14. März 1879.

* * *

Gleich nachher liess Weber sich als Zahnarzt in der Stadt Luxemburg nieder. Er wohnte im Hause Clasen, Pastorstrasse, und war im sogenannten „Cercle“ auf dem Paradeplatze bei Frl. Faber (beim Grêthchen“ genannt) in Pension. Dort war es auch, wo er bald mit den höchsten Staats- und Stadtautoritäten in nähere Berührung kam und von jener Zeit an datiert seine intime Freundschaft mit so vielen hochgestellten Persönlichkeiten.

Durch seine Zuvorkommenheit, seine Freundlichkeit mit den armen Leidenden, seine grosse Geschicklichkeit bei den Operationen, kurz durch alle jene Eigenschaften, welche den Arzt beim Publikum beliebt machen, ausgezeichnet, war sein Ruf bald im ganzen Lande fest begründet und hatte er sich schnell eine zahlreiche und auserlesene Kundschaft erworben. Im Jahre 1891 ernannte ihn Grossherzog Adolf zu seinem Zahnarzte. Von 1893 an, bis zu seinem Tode, fungierte Weber regelmässig als aktives Mitglied der Jury zur Verleihung des Diplomes für Zahnheilkunde und, bei Neuregelung des Medizinalwesens hierlands, wurde er im Jahre 1902 zum „membre suppléant“ des Grossherzogl. Medizinal-Collegiums ernannt. Auch eröffneten sein joviales, wenn gleich ernst angelegtes Wesen, seine hohe geistige Begabung, seine grosse wissenschaftliche Bildung ihm bald die Pforten der höheren, aristokratischen Familien, wo er stets ein gern gesehener Gast

war und die meisten philanthropischen, wissenschaftlichen und gesellschaftlichen Vereine rechneten es sich zur Ehre an, seinen Namen in ihre Mitgliederliste einschreiben zu können.

Obwohl die eigentlichen Berufsarbeiten Weber vielfach in Anspruch nahmen, fand der immer nach grösserem Wissen und höherer Ausbildung dürstende junge Mann doch noch Zeit, sich neben den Fachstudien, seinen Lieblingsfächern: der Naturkunde, den fremden Sprachen, der Schnellschreibekunst (Stenographie), der Dichtkunst und dem Journalismus hinzugeben.

Es versteht sich wohl von selbst, dass Weber vor Allem seine Fachstudien pflegte. Trotzdem er zu Luxemburg das Examen als „Chirurgien-dentiste" in glänzender Weise abgelegt hatte, genügte ihm das Luxemburger Diplom doch nicht. Er wollte demselben ein höheres Prestige verschaffen dadurch, dass er auch an einer eigenen chirurgischen Fakultät sich den Doktortitel verdienen wollte. Zu dem Ende legte er vor der „Faculty of Physiciens and Surgeons" zu Glasgow (England) ein Examen ab, worauf die Jury ihm am 2. April 1881 den Titel „Licentiate in Dental Surgery (Docteur en chirurgie dentaire) erteilte. Bemerken wir daher nebenbei, dass die drei Buchstaben L. D. S., die er seinem Namen auf Visitenkarten oder auch auf anderen Schriftstücken hinzuzufügen pflegte, bedeuten: Licenciate Dental Surgery (Docteur en chirurgie dentaire). Um sich aber noch immer mehr in seinem Fache auszubilden, hatte er abonniert auf die besten deutschen, französischen und englischen Zeitschriften, welche die Zahnheilkunde behandelen. „The British Journal of dental science" (London) bringt unter der Rubrik „Obituary" einen kurzen Bericht über Weber's Tätigkeit und hebt am Schlusse desselben ganz besonders hervor, dass er seit 1879 auf das Blatt abonniert war. (Vol. LI, N° 979, November 2, 1908, S. 1009—1010).

Diese Zeitschriften las und studierte er sehr fleissig. Auch die sonstige in dieses Gebiet einschlägige Litteratur blieb ihm nicht fremd, Beweis dafür seine reichhaltige Bibliothek medizinischer Werke. Auch hatte er beschlossen, seine Erfahrungen in mehreren kurzgefassten Broschüren zum Gemeingut der Gesamtheit und namentlich der Zahnärzte zu machen. Im Jahre 1892 veröffentlichte er daher seine „Études sur les affections nerveuses consécutives à la carie dentaire". Doch liessen ihm seine von Tag zu Tag immer mehr sich anhäufenden Beschäftigungen leider nicht die Zeit, noch, wie er sich das fest vorgenommen hatte, andere ähnliche Arbeiten im Druck erscheinen zu lassen.

Erwähnen wir schliesslich noch, dass Weber, aufgefordert dazu durch die Staatsregierung, im Jahre 1902 ein Projekt bezüglich der Reorganisation der Examina über Zahnheilkunde ausarbeitete, welches sowohl von dem Vorsteher des Bakteriologischen Institutes, Hrn. Dr. Praum, als auch von dem Staatsrate im grossen Ganzen beifällig aufgenommen und in den „Annexes et Documents" des „Compte-rendu des séances de la Chambre des députés du Grand-Duché", Année 1902—1903, Seite 243 ff. veröffentlicht wurde.

* * *

Schon im Athenäum zu Luxemburg hatte Weber sich ausgezeichnet durch seine grosse Sprachfertigkeit im Französischen, Deutschen, Lateinischen und Griechischen. Durch Lesung der klassischen Werke aus den betreffenden Litteraturen brachte er es in kurzer Zeit so weit, dass er alle diese Sprachen mit der grössten Leichtigkeit handhabte. Besonders aber hatte er es im Französischen zu einer so hohen Vollkommenheit gebracht, dass er diese Sprache mit einer Meisterschaft, wie kaum ein Zweiter im ganzen Lande, beherrschte.

Doch Alles das genügte seinem nach Wissensdrang dürstenden Geiste nicht. So beschloss er denn die übrigen europäischen Sprachen ebenfalls sich anzueignen. Durch rastloses Studium, brachte er es, (oft ohne Lehrmeister) dahin, dass er bald das Englische und das Italienische perfekt zu sprechen vermochte. Auch an das Studium der schwedischen, dänischen, flämischen und spanischen Sprachen wagte er sich heran. Wenn er auch — wie er selbst eingestand, das Schwedische nur wenig kannte, so bemeisterte er doch die anderen genannten Sprachen in der Art, dass er sich darin geläufig und fehlerlos ausdrücken konnte. Durch seine Sprachforschungen über unsern Luxemburger Dialekt (worauf wir später noch zurückkommen werden) trat er auch in Verbindung mit verschiedenen ungarisch-siebenbürgischen Gelehrten, namentlich mit den beiden Gymnasiallehrern Kisch und Schullerus, was ihn denn bewog, auch die magyarische (ungarische) Sprache zu studieren.

Im letzten Jahre seines Lebens hatte er zudem auch noch — wie Schreiber dieser Zeilen aus seinem eigenen Munde vernommen — das Studium der russischen und der rumänischen Sprache begonnen.

In der „Indépendance Luxembourgeoise“ (vom 5. Oktober 1908), illustriert Hr. Depoin Weber's Sprachentalent wie folgt:

> „..... Joseph Weber, le modèle du brillant élève, jouissait de facultés assimilatrices et déductives d'un exceptionnel éclat. En particulier, sa faculté d'acquisition des langues fut phénoménale. Nous l'entendîmes, dans un banquet où sept nationalités étaient représentées, improviser un toast se poursuivant tour à tour dans chacune des langues parlées à ses côtés, sans qu'on pût soupçonner le moindre effort dans l'envolée de la pensée, toujours souple et claire, à travers l'évolution des idiomes.“

Dass Weber bei seinem Drange nach Erlernen fremder Sprachen auch dem „Volapük“, d. h. der von Pfarrer Schleyer zu Constanz (Baden) erfundenen Weltsprache nicht fernblieb, ist ganz selbstverständlich. Mit grosser Begeisterung gab er sich denn darum auch dem Studium des „Volapük“ hin.

Wie weit er es darin gebracht, ersehen wir aus drei ihm von Schleyer ausgestellten Diplomen vom 22. März 1886, 28. Juli 1890 und 2. November 1896, worin seine Befähigung als „Professor“ des Volapük zu wirken, ausdrücklich anerkannt wird.

In der ersten Hälfte August 1890 fand zu Constanz die „Fahnenweihe des Volapükclub Constanz“ statt, welcher auch Weber beiwohnte. In einem Berichte über dieses Fest lesen wir:

> „Eine hinreissende Wirkung übte die schwungvolle, klassische Rede des Herrn Dr. Weber aus Luxemburg, aus, der die Verdienste Schleyers feierte und zu treuem Zusammenhalten aufforderte.“

Als überzeugungstreuer Katholik las Weber viel und gerne in der hl. Schrift. Der bekannte „Allioli“ (Deutsche Bibelübersetzung, mit Anmerkungen versehen und vom päpstlichen Stuhle, sowie den meisten deutschen Bischöfen approbiert) nahm in seiner Bibliothek einen Ehrenplatz ein. Doch genügte es ihm nicht, die hl. Schrift im deutschen, lateinischen oder griechischen Texte zu lesen; er wollte sie in ihrem Urtexte, im Hebräischen, kennen lernen und gab sich darum auch resolut an's Erlernen dieser schwierigen Sprache. Nachdem im Bischöflichen Priesterseminar zu Luxemburg, in den 80er Jahren, ein Cursus der hebräischen Sprache in das Studienprogramm aufgenommen worden war, erbat er sich beim damaligen Seminarspräses, Hrn. Schmitz, die Erlaubnis diesem Cursus beiwohnen zu dürfen, was er denn auch längere Zeit hindurch (1884) tat.

Da wir eben von dem Sprachenstudium und der Ueberzeugungstreue Weber's sprechen, sei es uns gestattet, en passant,

hier eine kleine Episode aus seinem Leben einzuflechten, deren Glaubwürdigkeit wir verbürgen können.

Auch das „Gebetbuch der Priester", das Römische Brevier, kannte er. Einen priesterlichen Freund, welcher ihn eines Abends besuchte, wollte er mit aller Gewalt zum Nachtessen bei sich zurückhalten. Weil Jener aber gerne bei Zeiten zu Hause gewesen wäre, schützte er, unter anderen Gründen vor, er müsse noch seine Matutin und Laudes für den folgenden Tag beten, habe aber kein Brevier bei sich. — „Oh," antwortete Weber lachend, „das ist das wenigste. Glauben Sie, ich hätte kein Brevier? Doch, ich habe eines. Ich will Sie in einem Zimmer allein lassen, bis Sie fertig sind. Ich gehe also mein Brevier für Sie holen". „Wissen Sie", fügte er dann noch hinzu, „ich lese manchmal gerne im Brevier". Wir denken, aus Bescheidenheit wollte er nicht sagen, ich „bete" manchmal gerne im Brevier. Jedenfalls ist sicher, dass er das Officium Marianum, wenn auch nicht täglich, so doch recht oft betete, wie ihm einmal dieses Geständnis in einem unbewachten Augenblicke in unserer Gegenwart entschlüpft ist. Ehre einem solchen Manne aus dem Laienstande!

* * *

Neben dem Sprachenstudium war es besonders die „Stenographie", welcher er sich mit Leib und Seele ergeben hatte. Die Vorliebe für diese Wissenschaft hatte er während seiner Universitätsstudien zu Paris sich angeeignet. Ein langjähriger Freund des Verstorbenen hat uns darüber Folgendes mitzuteilen die Güte gehabt:

„Herr Charles Henry de Weltzien (der spätere Schwiegervater Weber's), Hüttenmeister zu Brévilly bei Carignan, einer der ersten Anhänger der Stenographie Duployé, führte Weber in das Verständnis der Stenographie ein, und stellte denselben dem Herrn Depoin (dem jetzigen Luxemburger Haupt-Kammerstenographen) im Jahre 1878 wahrend des zweiten Jahres seines Aufenthaltes zu Paris, vor. Dieser Herr, welcher damals als General-Sekretär des von Hrn. Duployé gegründeten »Institut sténographique« fungierte, bestürmte Weber, er möge nach seiner Rückkehr in die Heimat, in der Stadt Luxemburg eine „Stenographische Gesellschaft" ins Leben rufen. Auch Hr. Henry de Weltzien nahm ihm das formelle Versprechen ab, diese Gründung zu bewerkstelligen. Nachdem Weber sich als Zahnarzt niedergelassen hatte, vergas er das in Paris gegebene Versprechen keineswegs. Unter seinen Bekannten und intimen Freunden gelang es ihm bald,

eine kleine Anzahl von Adepten für die Stenographiekunst zu gewinnen. (Wie es scheint, teilte er dieses Hrn. Henry de Weltzien mit, der nicht ermangelte, Hrn. Depoin davon baldmöglichst in Kenntnis zu setzen.) Letzterer gab damals zu Paris eine Zeitschrift heraus, unter dem Titel »Le Progrès sténographique«, auf welche Weber abonniert hatte. Welches war nun das Erstaunen unseres Freundes, als er plötzlich, in diesem Journal las, die Bildung eines »Cercle sténographique« in der Hauptstadt des Grossherzogtums Luxemburg sei nahezu eine vollendete Tatsache. Daraufhin schrieb denn Weber gleich an Hrn. Depoin, da jetzt seine Ehre im Spiele stehe, halte er darauf, seinem Versprechen nicht untreu zu werden und — einige Wochen später war wirklich der „Luxemburger Stenographen-Verein" gegründet. (Es war das im Jahre 1880.)

Hören wir was Herr Wagener, Büreauvorsteher an der Regierung (Finanzdepartement), ein ehemaliger Schulkamerad Weber's, in einem warmen Nachrufe, den er seinem verstorbenen Freunde in der Zeitschrift »Le Sténographe illustré. Organe des Comités sténographiques Parisiens« (Jahrg. IX, Nr. 210, vom 15. Oktober 1908) gewidmet hat, hierüber mitteilt:

> „M. Weber apprit la sténographie Duployé pendant son séjour à l'École de médecine de Paris. Il comprit aussitôt le parti que pourrait tirer de l'art abbréviatif toute personne, s'occupant d'un travail intellectuel quelconque. Rentré dans son pays, il se mit à l'œuvre pour initier ses compatriotes à la sténographie. Sa parole persuasive eut bien vite fait de trouver des adhérents. C'est en 1880 que le *Cercle sténographique luxembourgeois* fut fondé. M. Weber en devint le président, le professeur, l'âme en un mot. C'est dans sa garçonnière (Maison Clasen, rue du curé) que furent données les premières leçons de sténographie. Mais bientôt la place nous manqua. Nous trouvâmes un asile dans une vaste salle située dans l'ancien bâtiment du Cercle. Le loyer absorbait une bonne partie de nos ressources, que le président désirait employer avant tout à la propagation. Il s'adressa au Gouvernement et il réussit à nous faire ouvrir les portes du Collége de Luxembourg. C'était un pas décisif pour la réussite. Désormais, la sténographie était enseignée dans une salle de classe tout comme les autres branches d'enseignement! ....."

Nachdem die ersten Schwierigkeiten überwunden waren, dachte Weber auch an die Gründung eines eigenen Vereinsorganes, und so erschien denn am 1. November 1882 dessen erste Nummer unter dem trefflich gewählten Titel: **„Vorwärts"**. Unterhaltende und belehrende Monatsschrift. Organ des Luxemburger Stenographen-Vereins". Redigirt und herausgegeben vom Vereins-

Vorsitzenden in Luxemburg. Luxemburg. Druck von Peter Brück. (in 8°.)

Trotz seiner vielen anderwärtigen Beschäftigungen blieb Weber doch der Hauptredakteur des Blattes bis zum 1. Februar 1896, von wo an Hr. Hubert Brück, Secretär und Büreauvorsteher am Bezirksgerichte zu Luxemburg, dessen Leitung übernahm. Präsident des Vereines selbst aber blieb Weber bis an sein seliges Ende. In den „Bunte Blätter", herausgegeben von Prof. E. Ahnert und Dr. A. Schramm in Dresden (Jahrg. II, 1908, Heft 12, S. 479), äussert sich Dr. Robert Fuchs, ein langjähriger Bekannte Weber's, über diesen Verein und dessen Organ, wie folgt:

> **„Er (Weber) gründete vor etwa 25 Jahren den einzigen Stenographenverein des (Luxemburger) Landes, den „Cercle sténographique de Luxembourg", dem er von Anfang an bis heute vorstand. Seine grosse Rednergabe, sein weitreichender Einfluss gewann dem Vereine zahlreiche Mitglieder und Freunde. Konnte er doch mit einem jeden in seiner Muttersprache verkehren, gleichviel ob deutsch, französisch, englisch, italienisch oder spanisch. Durch diese Vielseitigkeit hob er das Vereinsorgan „Vorwärts" weit empor über ein blosses Mitteilungsblatt für einen engbegrenzten örtlichen Kreis."**

„Fast gleichzeitig" (mit Weber), so fährt unser obenerwähnte Gewährsmann fort, „hatte ein anderer Luxemburger, Hr. Weiler, Direktor der Steinbrüche zu Eragny bei Pontoise, die Stenographie erlernt. Dieser erbat und erhielt von Hrn. Duployé die Erlaubnis, dessen stenographisches System, der deutschen Sprache angepasst, dem Druck übergeben zu dürfen. Eine erste Auflage war sehr schnell vergriffen; die zweite wurde mit Verbesserungen versehen, welche er der Mitarbeiterschaft der HH. Depoin und Weber verdankte. (Hat bis heute 4 Auflagen erlebt und befindet sich die fünfte eben unter der Presse.)

Im Jahre 1897 stellte das Stenographische Institut von Frankreich genaue Regeln auf für die Lehrmethode des Duployé'schen Systems, dessen Schriftzüge unabänderlich und obligatorisch festgesetzt wurden. Später wurde eine weitere Reihe von Abkürzungen des Systems geschaffen, die „Métagraphie". Dadurch aber wurde, anstatt der Anpassungsmethode des Hrn. Weiler, ein anderes Werk benötigt, welches den Regeln des Institutes entsprach. Es erschien zu Paris im Jahre 1900, bearbeitet von den HH. Depoin und Weber, unter dem Titel »Adaptation de la Métagraphie directe à la langue allemande« und ist davon bereits die dritte Auflage erschienen. Seither veröffentlichten die nämlichen Autoren noch die »Adaptation de la Métagraphie directe à la langue

anglaise» und die »Adaptation de la Métagraphie directe aux langues italienne et latine«. (Paris 1902 und 1903.)

Ein ähnliches Werk beabsichtigten beide Herren für das Spanische zu schreiben; auch hatten sie ihre Vorbereitungen dazu schon getroffen, als sie vernahmen, ein Spanier habe bereits eine solche Arbeit veröffentlicht. Daraufhin standen sie von ihrem Vorhaben ab.

Auf dem VII. Internationalen Stenographie-Kongress, welcher 1900 zu Paris stattfand und dem auch die beiden Freunde Weber und Depoin beiwohnten, wurde in der Sitzung des 14. August ein »Office international de sténographie« in's Leben gerufen, das seinen Sitz in der (neutralen) Stadt Luxemburg haben sollte. Im Auftrage der Congressmitglieder arbeiteten die HH. Depoin und Weber ein »Règlement concernant l'office international de sténographie« aus, welches von dem »Comité de jonction français« approbiert und einem Referendum des »Comité de jonction international« unterbreitet wurde.

Mit allem diesem aber gab Weber sich noch nicht zufrieden. Sein Streben ging dahin, auch den weiteren Schichten der Bevölkerung die Wohltaten der Stenographie zu teil werden zu lassen. Er glaubte, dieser Zweck könne am besten erreicht werden, wenn unseren Studenten die Gelegenheit geboten würde, die Stenographie zu erlernen, um selbe im späteren Leben praktisch verwerten zu können.

> „Mais," schreibt Herr Wagner weiter, „il fallait obtenir pour la sténographie droit de cité dans les programmes. Weber réussit encore dans cette entreprise."

Durch Gesetz vom 28. März 1892 wurde die bis dahin dem Athenäum einverleibte Industrie-Schule von dem Gymnasium vollständig abgetrennt und eine eigene „Industrie- und Handelsschule" zu Luxemburg in's Leben gerufen. Art. 2 dieses Gesetzes bezeichnete unter den Lehrfächern auch die Stenographie, sowie die italienische Sprache. Mit Beginn des neuen Schuljahres 1892 auf 1893 trat die neue Anstalt in's Leben und wurde Hrn. Weber durch Brief des Hrn. General-Direktors Mongenast, vom 14. Oktober 1892, der Stenographie-Cursus angeboten, der in deutscher und französischer Sprache zu erteilen war (anfangs 4, später 8 Stunden wöchentlich). Als Hr. Weber sich einverstanden erklärte, erfolgte, durch Beschluss vom 12. November, die definitive Ernennung. Zu Anfang des Schuljahres 1894—1895 wurde Weber noch mit dem Cursus der italienischen Sprache (2 Stunden wöchentlich)

betraut. 1898—1899 wurde neben der Stenographie auch die Dactylographie (d. h. Die Fertigkeit, die Schreibmaschine zu handhaben) in Weber's Cursus aufgenommen.

In seiner Eigenschaft als Stenograph wurden Herrn Weber folgende uns bekannte Auszeichnungen zu teil:

1) Diplôme de „Membre fondateur de la Société pour la propagation de la sténographie", ausgestellt zu Paris, am 5. September 1881 und gezeichnet: E. Duployé, directeur général.
2) Diplôme d'honneur, délivré par la Société universelle de la Société de sténographie Duployé, de Londres, vom 20. September 1883 und gezeichnet: Duployé, président d'honneur.
3) Mention honorable decernée au Rédacteur du „Vorwärts" à Luxembourg, (dans la 1re division, 2me section: Journaux imprimés) par la ville de Luynes (Indre et Loire), au Concours international de sténographie, organisé par l'Union sténographique de la Tourraine.
4) Avis du Ministère du Commerce et de l'Industrie de France du 26 mars 1889, informant Mr Weber que, par arrêté de la même date, il a été nommé „Membre du Comité d'organisation du Congrès international de Sténographie" qui doit se tenir à Paris, durant l'Exposition universelle.
5) Diplôme de première classe et prix d'honneur décernés à Mr Weber, par la Société de sténographie du Sud-Ouest de la France, au Concours de sténographie et de machine à écrire, tenu à Bordeaux en 1895.
6) Diplôme de membre honoraire de la Fédération sténographique d'Espagne, vom 1. August 1907 (aus Madrid).
7) Successive wurde ihm vom „Institut sténographique de France" die bronzene, silberne und goldene Medaille zuerkannt, als Belohnung für seine in dieser Kunst geleisteten Dienste.

Auf Prima hatte Weber ein Tagebuch angelegt, welches er bis November 1896, also zwanzig lange Jahre hindurch, ununterbrochen fortgesetzt hat. In diesem kommen folgende Stellen vor:

„Le 4 février 1887 l'Institut sténographique m'a décerné une médaille d'argent; nos journaux l'ont su par Weiler et m'ont adressé des félicitations que j'aurais préféré ne pas recevoir. J'ai une peur bleue des envieux" Welche Bescheidenheit! — „Le 8 août 1889 avait lieu au Palais des Sociétés savantes (à Paris) l'Assemblée générale de l'Institut sténographique; j'en sortis porteur de la médaille d'or."

Gewiss wird es unseren Lesern angenehm sein, das Urteil einiger der bedeutendsten Stenographen über ihren Collegen Weber zu vernehmen:

„C'est, grâce à ses démarches, que s'implanta dans le Grand-Duché la sténographie phonétique, le système Duployé perfectionné par l'Institut sténographique de France. La fondation du Cercle sténographique luxembourgeois qui célébrait naguère son 25me anniversaire d'existence, prépara les voies à la consécration donnée par l'heureuse initiative du Gouvernement à l'enseignement d'un art si utile aux besoins de la vie moderne; le Luxembourg fut, après l'Allemagne, le premier État qui lui donna le caractère d'un enseignement obligatoire dans les établissements officiels. Joseph Weber représenta son pays dans les divers Congrès internationaux, depuis celui de Londres, en 1887, jusqu'à celui de Darmstadt, en août dernier, et provoqua la réunion à Luxembourg en 1902, sous les auspices du Gouvernement, du Comité de jonction de ces Congrès. A l'issue de celui tenu à l'Exposition de Paris en 1900, il reçut la rosette d'officier de l'Instruction publique."

(So, Hr. Depoin in der schon citierten Indépendance luxembourgeoise). Heben wir bei dieser Gelegenheit hervor, dass im Dezember 1890 Weber vom Präsidenten der französischen Republik bereits zum Officier d'Académie ernannt worden war. Mit Recht war er stolz auf diese Auszeichnung. Er schreibt darüber in seinem Tagebuche:

„Les Palmes académiques conférées par M. le Ministre de l'Instruction publique de France. Me voilà donc Officier d'Académie! je serai fier de porter ce ruban français marié à la Rosette pontificale."

(Anspielung auf den ihm von S. P. H. Leo XIII verliehenen Orden „pro Ecclesia et Pontifice". Das betreffende Diplom (gezeichnet: Cardinal Rampolla), ist datiert vom 20. Dezember 1888. S. M. der König-Grossherzog erlaubte ihm die Annahme und das Tragen dieses Ordens durch K.-G. Beschluss, (gezeichnet: Au Loo, le 13 août 1890, Guillaume, und gegengezeichnet von Hrn. Staatsminister Paul Eyschen.)

„Aber so sehr er (Weber) auch ein Mann der Oeffentlichkeit war, er war doch einer der Unsrigen (d. h. der Stenographen), wie wir mit Stolz bekennen können. Er war der Apostel des Duployé'schen Systems in seinem Vaterlande. Er bildete eine grosse Anzahl von Stenographen heran, meist für den Handelsstand. Er trat so warm für die Kunst ein, dass in den Mittelschulen, d. h. den höheren des Landes, die Stenographie als Lehrfach eingeführt wurde..... Sein Hauptverdienst in stenographischer Beziehung aber war die Pflege der Stenographie als friedenfördernden Bandes unter den verschiedenen Völkern. Auf keinem internationalen Stenographenkongress

von 1887 an bis heute fehlte er; überall lenkte er durch seine vornehme Ruhe, seine hinreissende Beredsamkeit, seine Liebenswürdigkeit, nicht minder durch die Gediegenheit seiner Ausführungen, die allgemeine Aufmerksamkeit auf sich. Noch auf dem Darmstädter Stenographenkongress im August dieses Jahres (1908) sprach er für die „entente cordiale" der Stenographenvölker in gewinnendster Form. Die luxemburgische Regierung ernannte ihn wiederholt, zusammen mit seinem Freunde Wagener, Büreauvorsteher an der Regierung, zum amtlichen Vertreter auf den Weltstenographentagen." (Bunte Blätter, l. c., S. 479—480.)

„ . . . . . Ein Hauptverdienst von ihm (Weber) war, dass er in seinem „petit pays qui, cependant, a un grand cœur" eine der ersten Stellen im Kreise derjenigen Völker zu erobern verstand, die durch die internationalen Stenographenkongresse den Nutzen der stenographischen Kunst der ganzen Welt zugänglich zu machen suchen. Von 1889 zu Paris bis 1908 zu Darmstadt war er eine der markantesten Persönlichkeiten jener Versammlungen. Aber seine glühende Begeisterung für die Stenographie, die er allenthalben bekannte und betätigte, stellte nur *einen* Zug in seinem an Streben so reich gesegneten Leben dar . . . . . Selten hat es einen Mann gegeben, der für sein Land auf stenographischem Gebiete und zugleich auf allen übrigen Gebieten edelster menschlicher Bestrebungen so erfolgreich gewirkt hat wie Weber, das ist das Dankeswort, das ihm die deutschen Stenographen, die sein Wirken aus eigener Anschauung kennen, bei seinem Scheiden herzbewegt auf sein Grab schreiben". (Korrespondenzblatt. Amtliche Zeitschrift des Königlichen Stenographischen Landesamts zu Dresden. Jahrg. LIII, 1903, Nr. 11, S. 331—333.)

Wie gross Weber's Ruf unter den Stenographen in Deutschland gewesen sein muss, beweist unter anderm der Umstand, dass er im Jahre 1884 eigens nach Berlin berufen wurde, um daselbst am 18. September, Abends 8 Uhr, in einer *ausserordentlichen* Generalversammlung des „Stolzeschen Stenographen-Vereins" einen Vortrag über das Duployé'sche System abzuhalten.

Fast hätten wir vergessen, mitzuteilen, dass, nach dem am 9. September 1893 erfolgten Ableben des Hrn. Kammerstenographen Theophil Schroell, Hr. Weber während eines oder zweier Jahre dessen Funktionen übernommen hatte. Unrichtig ist daher die Aussage im „Korrespondenzblatt", er habe mit seinem Freunde Depoin „im Luxemburgischen Parlamente die Verhandlungen bis heute (1908) stenographiert". Diese Behauptung wird auf einer Verwechslung der Namen Joseph Weber und Batty Weber (Gehülfe des Hrn. Depoin als Kammerstenograph) beruhen.

In dem von J. N. Moes gegründeten „Luxemburger Land" hat Weber verschiedene Aufsätze über die Stenographie veröffentlicht, welche wir in der Aufzählung seiner gedruckten litterarischen

Produkte namhaft machen werden. Ebenso erschien von ihm eine „Causerie-Conférence“ darüber im „Bulletin de l'Association des Voyageurs et Employés du commerce et de l'industrie de Luxembourg“. Sodann ist auch noch einer von ihm verfassten Broschüre: „Histoire de l'écriture“ zu gedenken.

* * *

Zum Studium der Medizin gehören in erster Linie die Naturfächer. Es ist also auch selbstverständlich, dass Weber diese besonders cultivierte. Namentlich war es die Botanik, zu der er sich besonders hingezogen fühlte. Die „Naturhistorische Gesellschaft“ (Société des sciences naturelles et mathématiques) von Luxemburg stellte ihm bereits am 17. Mai 1882 ein Diplom als „Membre agrégé“ und am 20. Februar 1904 ein zweites als „Membre effectif“ aus.

In der „Société médicale“ de Luxembourg finden wir seinen Namen ebenfalls seit 1890 unter denen der „membres effectifs“.

Kaum hatte Weber sich zu Luxemburg als Zahnarzt niedergelassen, als er sich auch beeilte, der daselbst früher in's Leben gerufenen „Société de Botanique“ als Mitglied beizutreten. In deren „Recueil des Mémoires et des Travaux“ veröffentlichte er eine „Notice biographique“ über den † Dr. A. Rollinger und seinen „Lezeburjesch-latein-fransesch-deitschen Dixionèr fun de Planzen“.

Nach zehnjährigem Bestande der „Fauna“, d. h. nachdem sie den Anfangs allzu enggezogenen Kreis ihres Studiums erweitert und ebenfalls die Naturfächer im Allgemeinen in ihren Bereich aufgenommen hatte, trat Weber auch dieser Gesellschaft bei.

> „Als wir in der alten Fauna mit Freuden den Zusammenschluss mit der Schwestergesellschaft (der botanischen Gesellschaft) berieten, war es gerade Weber, der von allen Seiten angegangen wurde, als Vermittler zu dienen, und seinem bereitwilligen und taktvollen Dazwischengreifen verdanken wir es vorzüglich, dass das schöne Werk so bald und so vollkommen gedieh. Was Wunder, dass man ihn im Zentralvorstand des neuen Vereines sehen wollte und ihn daher mit Einmütigkeit auf den Posten des Vizepräsidenten setzte, den er mit dem ihm eigenen Organisationstalente bis zu seinem jähen Tode versah. Seine klare Fassungsgabe, seine knappe und gediegene Ausdrucksweise, am meisten aber seine Herzenseigenschaften bleiben uns unvergessen. Sein Verschwinden legt in unsern Vorstand eine Lücke, die wir alle tief empfinden.“

So schildert Dr. Edm. Klein die Verschmelzung der beiden letztgenannten Gesellschaften und stellt dann weiter Hrn. Weber

ein so herrliches Zeugnis aus, dass wir uns nicht versagen können, diesen Passus hier wiederzugeben:

> „Wir wollen stets im Gedächtnis behalten, dass der Verblichene uns in allen Lagen als wertvoller Berater zur Seite stand, dass sein Genius höhern Flug in unsere Betätigung brachte und ein einmütiges Zusammengehen bewirkte, dass wir alle an ihn gekettet wurden durch den Zauber seiner Persönlichkeit. Wissenschaftliche Abhandlungen tragen in unseren Annalen nicht seine Unterschrift . . . . . aber die Ausgestaltung und Befestigung des inneren Baues unserer Gesellschaft, der eigene Schmelz, der so oft über unsern Zusammenkünften lag, die glückliche Vermeidung jeglicher Einseitigkeit, die uns mit allen uns umgebenden höheren Bestrebungen in Fühlung liess, das alles war zum grossen Teil sein Werk und das mag mehr gelten als umfassende Untersuchungen und dickleibige Publikationen. Daher werden die luxemburger Naturalisten ihres Vizepräsidenten Jos. Weber ohne Rückhalt gedenken als einer erhabenen Gestalt, als eines ganzen Menschen, der Jedem gegenüber war „edel, hilfreich und gut". (Bulletins mensuels de la Société des Naturalistes luxembourgeois, 1908, N° 10, p. 324—325.)

Wie Dr. Ernest Feltgen, Präsident der „Gesellschaft Luxemburger Naturfreunde" (für 1908), das Wirken Weber's als Naturhistoriker schildert, ist ersichtlich aus der weiter unten folgenden Rede, welche derselbe bei dem Begräbnis des Verstorbenen gehalten hat.

* * *

Unter allen linguistischen Studien gab sich Weber an keines mit solchem Eifer und solcher Begeisterung, als an dasjenige seiner Muttersprache, d. h. des Luxemburger Dialektes. Längst war ihm der Gedanke gekommen, drei darauf bezügliche Aufgaben zu lösen, nämlich:

1. Die Orthographie zu fixieren.
2. Eine Grammatik aufzustellen.
3. Ein Wörterbuch zu verfassen.

Sagen wir es gleich: er hat sie auch gelöst.

Wann er mit diesem Studium begonnen, ist uns unbekannt; das aber ist sicher, dass er schon Anfangs der Achtziger Jahre tüchtig an dem Wörterbuch gearbeitet hat. In N° XII. — 1887—1889 (gedruckt 1890) des „Recueil des Mémoires et des Travaux publiés par la Société botanique du Grand-Duché de Luxembourg" erschien bereits ein Auszug aus dem grösseren Werke unter dem Titel: „Lezeburjesch-latein-fransesch-deitschen Dixionèr fun de Planzen" (S. 43—144). Darüber schreibt er in der Vorrede:

„Vorliegendes Pflanzenwörterbuch . . . . . ist ein Auszug aus einem allgemeinen Glossarium, welches alle Wörter der Luxemburger Sprache mit französischer und deutscher Uebersetzung enthalten sollte. Ich habe das geplante Werk unvollendet gelassen, weil Dicks (d. h. Edmund de la Fontaine), der als gründliche Kenner seiner Muttersprache bekannte Nationaldichter, im Begriffe steht, ein ähnliches Buch zu veröffentlichen."

Dem Separat-Abdrucke dieses Pflanzenwörterbuches fügte Weber (im luxemburger Dialekt) nachfolgende Erklärung hinzu:

„Der letzte Bogen war bereits gedruckt, als ich Kenntnis erhielt vom Tode des guten Dicks. Gott tröste ihn! Das Luxemburger Land hat an ihm einen grossen Dichter verloren. Jetzt bin ich natürlich wieder frei, mit dem Wörterbuch, das ich in der Vorrede erwähne, zu tun, wie ich will."

Und sein Wille war, dasselbe zu vervollständigen und zu veröffentlichen. Hören wir, wie Hr. Professor Edmund Klein, gewiss eine Autorität erster Klasse in der Botanik, den „Dixionèr fun de Planzen" beurteilt:

„Seinen Neigungen entsprechend widmete er sich auf unserm Gebiete vor allem dem Studium der Pflanzennamen und der volkstümlichen Bezeichnung der einzelnen Arten. In seinem „Dixionèr" hat er eine mehr als erschöpfende Zusammenstellung aller Namen und Wörter gegeben, die sich in unserm Dialekte auf die Gewächse und ihre Kultur beziehen; der Dixionèr ist so vollständig und weitausgreifend, dass man dreist behaupten darf, auf diesem Felde sei mehr als anderswo die Arbeit beinahe abgeschlossen." (Loc. cit.)

In Weber's Tagebuche finden wir folgende auf das Luxemburger Wörterbuch bezügliche Stellen:

6 mai 1889. Résolution de faire un dictionnaire luxembourgeois complet.

12 mai 1889. Le dictionnaire absorbe tout mon temps.

15 juin 1889. Je suis attelé à mes travaux littéraires. Je cherche en ce moment à fixer les règles de l'ortographe; mes adversaires sont malheureusement beaucoup plus nombreux que mes partisans. Un jeune savant français, M. Bonnardeau, inspecteur des archives de la ville de Paris, venu ici pour étudier nos anciennes chartes, m'a encouragé à poursuivre mon travail qu'il croit établi sur une bonne base. Le Ministre d'État m'a d'ailleurs promis le concours pécuniaire du gouvernement. En attendant, travaillons!

Eine Zeit lang (in den Jahren 1891 und 1892) ging Weber mit dem Gedanken um, auf der katholischen Universität von Freiburg (Schweiz) sich den Doktorhut en philosophie et lettres zu erwerben. Welches mag wohl der Grund dazu gewesen sein?

Etwa Stolz? Oder aber Ruhmsucht? Oh nein! In einem diese Angelegenheit betreffenden Manuscript finden wir die Lösung des Rätsels:

„Si la Faculté de philosophie de la jeune et déjà renommée Université de Fribourg me juge apte à la promotion que je sollicite, je posséderai un titre qui me donne droit à affirmer avec quelque autorité mes idées sur la langue de mon pays. Aujourd'hui mon opinion compte peu, parce que nos docteurs en philosophie ne reconnaissent aucune compétence aux personnes qui ne possèdent pas de diplôme. Je ne leur donne pas tort, et voilà pourquoi j'aspire à la dignité de docteur en philosophie. Décerné par une Université catholique, ce titre qui est un honneur toujours, devient doublement précieux pour un catholique convaincu de l'excellence de sa foi et prêt à la défendre en tout lieu!"

Der gute Mann sah hierin denn doch zu schwarz. Uebrigens bewies ihm der spätere Erfolg, dass er, auch ohne Philosophischen Doktorhut, als Auktorität ersten Ranges, was unseren Dialekt betrifft, angesehen und hochgeschätzt wurde.

Weber arbeitete nun ohne Rast und Ruhe an dem grossartigen Werke, das er sich gleichsam zur zweiten Lebensaufgabe gemacht hatte. „Con amore", sagt er unzählige Male in seinem Tagebuche „je travaille à mon dictionnaire." Stets trug er ein Notizbüchlein in der Tasche mit sich herum; machte er sich in irgend welcher Gesellschaft befinden, sobald er irgend ein Wort ein Sprichwort, eine sprichwörtliche Redensart oder sonst irgend etwas im Luxemburger Dialekte hörte, was ihn besonders interessierte oder was ihm neu war, flugs wurde es notiert, damit es ja nicht vergessen werde.

So war der Oktober 1894 herangekommen, in welchem der Grund gelegt wurde zu dem noch heute bestehenden „Verein für Luxemburger Geschichte, Litteratur und Kunst" und zu dessen Organ „Ons Hémecht." Der ersten Versammlung, worin der Verein definitiv in's Leben gerufen wurde, am 18. Oktober 1894, konnte Dr. Weber Geschäfte halber nicht beiwohnen. In einem Briefe an die Veranstalter der Versammlung erklärte er, mit Freuden dem neuen Vereine beitreten und von vornherein die Beschlüsse der Versammlung gutheissen zu wollen. In der ersten am 15. November stattgefundenen Generalversammlung wurde er in den Vorstand des Vereines gewählt, nahm aber, zum Bedauern der übrigen Vorstandsmitglieder die Wahl nicht an, „weil er schon so vielen Gesellschaften angehöre und seine vielseitigen Beschäftigungen ihm nicht gestatteten, neue Verpflichtungen zu übernehmen." Erst später, nach dem Tode des zweiten Vereinspräsi-

denten, Hrn. Dr. Karl Müllendorff, Ehrenprofessor und Kanonikus, wurde Hr. Weber gleichsam gezwungen, die Präsidentschaft anzunehmen. Das ist so wahr, dass er **noch unmittelbar vor** der Generalversammlung, am 12. Juni 1902 (der er übrigens mit Absicht nicht beiwohnte) mehrere seiner Freunde gebeten hatte, ihn **nicht** zu stimmen. Trotzdem erhielt er die Majorität der Stimmen. Von allen Seiten gedrängt, gab er endlich seine Einwilligung und stand sodann, bis zu seinem Tode, dem Vereine in einer über alles Lob erhabenen Weise vor.

Im Jahre 1895 hatte Hr. Weber das Manuscript zu seinem grossen Wörterbuche der Hauptsache nach zu Ende gebracht; selbstverständlich fügte er später noch Verschiedenes bei und nahm auch manche Verbesserungen daran vor. Aber nun kam die Frage der Drucklegung, welche dadurch eine glückliche Lösung erhielt, dass durch Kammerbeschluss vom 19. Februar 1897 der Regierung ein Kredit von 3000 Franken dafür zur Verfügung gestellt wurde und so konnte dasselbe endlich unter dem bescheidenen Titel „Wörterbuch der luxemburgischen Mundart" im Jahre 1906 bei der Firma M. Huss erscheinen. Das Titelblatt trägt keinen Autor-Namen; aber allgemein ist es bekannt, dass das Ganze mehr oder weniger Weber's eigentlichstes Werk ist.

Regeln für die Orthographie (Rechtschreibung und auch Schreibweise) unseres Luxemburger Dialektes waren von den verschiedensten Autoren auch die verschiedensten aufgestellt worden. Der Zeitschrift „Ons Hémecht" dürfen wir wohl mit vollem Rechte das Verdienst vindicieren, in dieser Hinsicht bahnbrechend gewesen zu sein; brachte doch bereits die zweite Nummer ihres ersten Jahrganges einen diesbezüglichen Aufsatz und folgte etwas später eine weitere Abhandlung über denselben Gegenstand von J. B. Bourg (Jahrg. I u. II).

Herr Weber äusserte sich zuerst über die von Hrn. Bourg gemachten Vorschläge zur Verbesserung, oder richtiger gesagt, znr Festgestaltung unserer heimatlichen Rechtschreibelehre in einem Aufsatze „Zur Orthographie der luxemburgischen Sprache" (Jahrg. III, Heft 1), welchem er später „Noch ein Wort zur Orthographie des Luxemburger Idioms" folgen liess. (Ibid., Heft 7).

In N° 6, vom 1. Juni 1897, (S. 318) des nämlichen Jahrganges der „Hémecht" hatte der Vorstand des Vereines erklärt, er sei „fest entschlossen, energische Schritte bei der Regierung zu tun, auf dass, mit Hülfe derselben, für eine einheitliche Schreibweise des Luxemburger Dialektes Sorge getragen und die dazu nötigen

Massregeln getroffen werden" sollten. Bereits am 18. Juni desselben Jahres ernannte Herr General-Direktor Mongenast eine Spezial-Kommission, welcher die Aufgabe zufiel, „das von Hrn. Weber vorgelegte Manuscript zu einem luxemburgischen Wörterbuch zu prüfen und die luxemburgische Orthographie endgültig festzusetzen". Es ist nicht unsere Aufgabe, hier des Weitern über die Tätigkeit dieser Kommission zu berichten; das Nähere darüber findet sich übrigens in dem „Vorwort" des Wörterbuches der luxemburgischen Mundart; nur den Umstand möchten wir hervorheben, dass Hrn. Weber der Löwenanteil der Arbeit in dieser Kommission zufiel. Das Endresultat, d. h. die Fixierung der Orthographie möge man in „Ons Hémecht", Jahrg. 1900, S. 1—4 und 529—532 nachlesen.

Auch die Grammatik unseres Idioms verlor Weber nicht aus dem Auge. Seine Studien darüber veröffentlichte er ebenfalls in der „Hémecht" in zwei sehr gediegenen Arbeiten: „Essai de Lexicologie luxembourgeoise" (1896) und „Die luxemburgische Sprache (1898—1899.)

* * *

Auch die Dichtkunst fand in Weber einen gar warmen Verehrer. Hören wir, wie er in seinem Tagebuche sich einmal über dieselbe äusserte:

> „1er décembre 1888. La poésie est un vrai bienfait dont il faut savoir infiniment de gré au dispensateur suprême des jours. Sans la poésie que serait notre pauvre âme terrestre à nous qui sommes rivés au terre à terre, nous ne saurions vivre sans elle."

Über die „Biblische Poesie" schrieb er 1889 Folgendes:

> „4 heures. Dans une heure je serai aux tenèbres (Metten der Charwoche); cet office exceptionnel propre aux derniers jours de la semaine sainte exerce sur moi une singulière attraction. A écouter et à lire les psaumes et les leçons avec les lamentations de Jérémie, je me sens comme transporté dans un autre monde. Voilà le prophète, l'entendez-vous qui soupire et pleure . . . . . plorans ploravit in nocte . . . . il pleure sur la cité jadis pleine de peuple, désormais solitaire, veuve et reine tributaire; cette cité dont les rues désertes ne voient plus passer personne et dont les vierges sont désolées; elle même est plongée dans l'amertume. A ces accents sublimes d'une douleur sans nom mon âme tressaille, elle est envahie par le flot poétique qui s'échappe large et plein de la bouche inspirée des chantres bibliques. C'est de la poésie, de la vraie poésie qui rapproche de Dieu et rend l'homme meilleur. „Et immisit in os meum canticum novum, carmen Deo nostro."

Weber war eine äusserst poetisch veranlagte Natur, darum auch Dichter. Was wir aber am meisten an diesem Universal-Genie bewundern müssen, ist, dass er eine Menge von Gedichten in luxemburger, deutscher, französischer, englischer und italienischer Sprache verfasst hat, obwohl er nur einzelne davon veröffentlichte. Bei Aufzählung seiner schriftstellerischen Tätigkeit werden wir selbe zu erwähnen Gelegenheit finden. Der Leser staune darum nicht, wenn wir sagen, dass sich in seinem Nachlasse zwei ziemlich umfangreiche Hefte mit poetischen Ergüssen vorfinden, von denen wir hoffentlich verschiedene in der „Hémecht" werden abdrucken können.

Die Prosodie kannte er aus dem ff, und bevor Herr Professor Gœrgen dem Vorstande unseres Vereines angehörte, unterbreiteten wir gewöhnlich Hrn. Weber die uns zur Veröffentlichung zugesandten Gedichte. Seinem sicheren und unparteiischen Urteile überliessen wir stets die Aufnahme oder Nichtaufnahme derselben. Ueber alles aber liebte er die luxemburger-deutschen Gedichte, ging ihm ja seine Muttersprache über alle anderen Sprachen. Wir erlauben uns, an dieser Stelle ein Gedicht eines jungen, unbekannt bleiben wollenden Dichters einzufügen, welches so recht Weber's Ansicht über unsere „Hémechtssprôch" caracterisiert. Wäre es in seinem Nachlasse gefunden worden, wir hätten auch nicht einen Augenblick angestanden, ihn als dessen Autor zu betrachten, so sehr entsprechen Form und Inhalt dem innersten Denken und Fühlen unseres verstorbenen Freundes.

Hĕch ons Sprôch!

D'Sprôch ass d' Sĕl fun engem Volék,
S' ass sei' grêsst an hélegst Gutt.
Duôrfir losst mer hĕch se halen
An a' stänneg treier Hutt.

Losst mer nemmen sie gebrauchen,
Wa' mir kloen Gott onst Léd;
Ech si' secher dat den Himmel
Ons am beschten da' verstét.

Losst mer Hémechtslidder sangen,
Dĕ fum Dicks an dĕ fum Lentz.
Dat sin ons. Wuôrfir der bréngen
Fun dobaussen iwer d' Grentz?

Wuôrfir, dir gelĕert Hären,
Huôt dir mèscht ons Sprôch um Napp? .
„Unĕ Régel a' Grammatik“ !
Reselt spöttisch dir de Kapp.

Kent fleicht d' Nuôchtigal iéch froen
Wann si frŏ a leschtéch séngt,
Ob hirt Lid no èrer Régel,
Ob an dûr a' mol et klénkt?

Dir och, dir stodĕert Poppen,
Réngelt iwer sie fleicht d' Nuôs.
Schwètzt wĕ iéch èr Mamm gelĕert,
Wĕ de Schniéwel iéch gewuôs.

Gléwt dat dat wuôl zéngmol besser
Wĕ èrt schlecht Fransésch nach klénkt
An dat secher kén iéch duôrfir
Manner hĕch a' nobel dénkt.

Wat fun onser Sproch s' och soen
Sie bleiwt einfach, schĕn a' gutt.
Losst mer emmer hĕch se halen
Als onst grèsst an héligst Gutt.

D. S.

* * *

Weber's Bestrebungen auf dem wissenschaftlichen Gebiete werden noch weiter illustriert durch seine Stellungnahme den litterarischen Erscheinungen (Zeitschriften und Bücher) und Gesellschaften, sowie der Tagespresse seines Heimatlandes gegenüber.

Mit Freude und Begeisterung begrüsste er desshalb das Zustandekommen der von J. N. Mœs im Oktober 1882 herausgegebenen Zeitschrift „Das Luxemburger Land. Organ für Vaterländische Geschichte, Literatur und Kunst“, in deren ersten Nummer er bereits als Mitarbeiter auftrat, was er auch längere Zeit hindurch verblieb.

Bezüglich des Vereines „Ons Hémecht“ und dessen Zeitschrift haben wir bereits hervorgehoben, dass er sich daran gleich anfangs als Gründungsmitglied und Mitarbeiter in hervorragender Weise beteiligte. Seit dem Tode des Hrn. Dompropstes und Ehrenprofessors Dr. Karl Müllendorff hatte er, wie ebenfalls schon mitgeteilt, das

Präsidium des Vereines übernommen. Was er während dieser Zeit für unsere Gesellschaft getan und gewesen, vermögen nur deren Vorstandsmitglieder recht zu beurteilen. Wir können und wollen aber — um nicht allzu weitläufig zu werden — noch einmal hinweisen auf die so schönen Worte, welche Hr. Professor Dr. Edm. Klein ihm als „Vize-Präsident des Vereines der Naturfreunde" gewidmet hat und die auch in vollstem Maasse auf den „Hémechts-Verein" ihre Anwendung finden. Für diesen — das eine Wort möchten wir noch hinzufügen — war er aber weit mehr: **er war die Seele des ganzen Vereines**. Jene Mitglieder, welche den unter seiner Präsidentschaft stattgehabten General-Versammlungen beigewohnt und also Gelegenheit hatten, seine musterhaften Jahresberichte zu hören, sowie den feinen Takt zu beobachten, mit welchem er die Verhandlungen leitete, werden gewiss vollständig mit uns einverstanden sein.

Auch auf die so reich illustrierte Zeitschrift „Das Luxemburger Land in Wort und Bild", welche Mœs ebenfalls (1895) herausgab, hatte Weber abonniert und bedauerte er gar sehr, dass selbe so bald (sie erlebte nur 39 Wochennummern) wieder eingehen musste.

Als die Gesellschaft „Extension universitaire" vor einigen Jahren (1902) in's Leben trat, verhielt Weber sich derselben gegenüber Anfangs abwartend. Nachdem aber Männer, wie ein Dollo, unser Land mit ihren unchristlichen Ideen beglücken wollten, da trat er — in seinen innersten katholischen Ueberzeugungen verletzt — in verschiedenen, namentlich im Januar 1903 im »Luxemburger Wort" veröffentlichten geharnischten Artikeln gegen dieselben auf. Dass er unter solchen Umständen der genannten Gesellschaft nicht beitrat, ist selbstverständlich.

Mit Begeisterung begrüsste er dagegen die Gründung der „Université populaire", durch Herrn Dr. M. Grechen, im Vereine mit mehreren gleichgesinnten, katholischen Männern. Ganz besonders aber freute es ihn, einen seiner besten Freunde, Herrn Dr. Jakob Meyers, Professor am Gymnasium, mit den Funktionen des Sekretärs betraut zu sehen, den er stets als die „cheville ouvrière" der Gesellschaft — und mit vollem Rechte — bezeichnete. Wenn Weber auch nicht als Conferenzler auftrat, da seine vielen und mannichfaltigen Arbeiten ihm nicht erlaubten, sich noch solche Lasten, wie sie mit dem Ausarbeiten gediegener, öffentlicher Vorträge verbunden sind, aufzuladen, so versäumte er doch nicht, wenn andernfalls die Zeit es ihm nur

gestattete, den so belehrenden und interessanten Vorträgen unserer einheimischen und ausländischer Gelehrten beizuwohnen. Der letzte Jahrgang des Organes dieser Gesellschaft „La Revue luxembourgeoise" enthält dagegen mehrere, den Luxemburger Dialekt betreffende Aufsätze aus seiner Feder.

Auch der „Alliance pour la propagation de la langue française" war er — wenn wir nicht irren — beigetreten, verhehlte jedoch auch nicht seine Befürchtungen, dieselbe könnte vielleicht tendenziöse Zwecke anstreben. Wäre er zu dieser Ueberzeugung gelangt, sicherlich wäre er nicht als deren Mitglied gestorben.

Die neueste Erscheinung auf litterarischem Felde im Luxemburger Lande war der „Floréal". Als wir ihn eines Tages frugen, ob er auch diese Monatsschrift halte, erhielten wir zur Antwort: „Nein. Ich hätte darauf abonniert; aber die Herren, die an der Spitze dieses Unternehmens stehen, haben mich einer Probenummer nicht gewürdigt. Ich laufe ihnen aber auch nicht nach, um das Blatt zu erhalten". (Ipsissima verba.)

Wie gegenüber den luxemburgischen Zeitschriften, so verhielt sich Weber auch gegenüber den in Buch- oder Broschürenform erschienenen Erzeugnissen des Luxemburger Büchermarktes. Seine äusserst wertvolle und reichhaltige Bibliothek zählt eine recht bedeutende Anzahl von Werken luxemburger und ausländischer Autoren, welche Bezug haben auf die Geschichte unseres Heimatländchens und namentlich auch auf unseren luxemburger Dialekt. Verschiedene Gelehrte aus Siebenbürgen, namentlich die schon erwähnten Gymnasialprofessoren Dr. Kisch und Dr. Schullerus, (mit welchen Beiden er in regem Briefverkehre stand, und von denen der erstere ihm ein oder zweimal einen Besuch abgestattet hatte), beehrten ihn regelmässig mit der Zusendung ihrer Dialektforschungen, die teils in eigenen Büchern oder Programm-Abhandlungen, teils in siebenbürgischen Zeitschriften erschienen waren.

Im „Luxemburger Wort", im „Journal de Luxembourg" und in der „Hémecht" hat Weber eine grosse Anzahl von kritischen Referaten über solche Werke veröffentlicht. Auch hatte die „Section historique" des „Institut grand-ducal de Luxembourg" ihn zu ihrem „Membre correspondant" ernannt.

Ein ganz besonderes Interesse hegte Weber zeitlebens für die katholische Tagespresse. Unzählig sind die Aufsätze bald kleineren, bald grösseren Umfanges, welche er hauptsächlich im „Luxemburger Wort" und in dem von 1884 bis 1887 erschienenen „Journal de Luxembourg" veröffentlicht hat. Ja, man kann dreist

behaupten, dass er der *Hauptmitarbeiter* des letzteren Blattes war. Selbstverständlich rechnete Weber es sich zur Ehre, ja, er betrachtete es sogar als Gewissenssache, die katholischen Zeitungen des Landes zu halten. Doch das genügte ihm nicht. Er suchte auch, wo er nur konnte, Propaganda für dieselben zu machen, d. h. ihnen nicht nur neue Abonnenten zuzuführen, sondern auch tüchtige Mitarbeiter zu gewinnen. Dass er selbst unermüdlich die Feder für dieselben führte, ist allbekannt. Wenn er antikirchliche Blätter hielt, geschah es nur in der Absicht, Angriffe, welche diese sich gegen die katholische Kirche, die Religion, ihre Diener, ihre Einrichtungen, ihre Gebräuche, ihre Glaubens- oder Sittenlehre erlaubten, auf's energischste zurückzuweisen. So z. B. erinnern wir uns, dass er in einer längeren Serie von Artikeln im „Luxemburger Wort", betitelt »Les Jésuites.« Réponse à Mr. Joris, diesem Letzteren kräftig heimleuchtete, als Antwort auf die in der „Indépendance luxembourgeoise" gegen den Jesuiten-Orden gerichteten Angriffe, worin all der alte Kohl von Verdächtigungen und Verleumdungen gegen diesen bestgehassten aller kirchlichen Orden von neuem wieder aufgewärmt worden war. Ueberhaupt hatte Hr. Joris wohl neben dem Redakteur des „Luxemburger Wort", Herrn Nikolaus Breisdorf, keinen kräftigern und entschiedeneren Gegner als eben Herrn Weber.

Damit noch nicht zufrieden, las er auch noch verschiedene katholische Blätter, die in französischer oder italienischer Sprache verfasst waren. Er tat das, um sich bezüglich der kirchlichen Zustände, namentlich in Frankreich, Belgien und Italien stets auf dem Laufenden zu erhalten. Ob er auch in ausländische Zeitungen geschrieben, wissen wir nicht, glauben es aber doch voraussetzen zu dürfen und scheint auch der Inhalt mehr als eines seiner Zeitungsartikel darauf schliessen zu lassen.

Am Schlusse dieser unserer Arbeit werden wir die grösseren Aufsätze aus dem „Luxemburger Wort" und dem „Journal de Luxembourg" namhaft machen; denn sie alle aufzuzählen, wäre uns absolut unmöglich, auch würde der Raum dazu fehlen.

* * *

Wir haben bereits mehrere Auszeichnungen erwähnt, welche Weber — hauptsächlich seines wissenschaftlichen Strebens wegen — zu teil wurden. Auch seine am 24. Juli 1891 erfolgte Ernennung zum Ritter des luxemburgischen Ordens der Eichenlaubkrone gehört in diese Kategorie. Gar rührend klingen die Worte, die er darüber in seinem Tagebuche niedergeschrieben hat:

„La Couronne de chêne! — j'étais encore au lit lorsqu'on vint m'apporter un pli volumineux cacheté aux armes du Ministère d'État. Le jour même devait avoir lieu la cérémonie annuelle de la fête du Souverain et je savais qu'il était question de décorations; serais-je parmi les heureux?! — la lettre que je tenais me paraissait une réponse à cette muette question. Mais alors, quoi? — Chevalier! je n'osai y penser de peur d'une déception; mon cher et bon père qui a été un fonctionnaire modèle a dû se contenter de la médaille d'or, le fils dépasserait-il le père?! D'une main légèrement tremblante je brisai le cachet et le mot Chevalier frappa aussitôt mes yeux. J'appelait Jeanne (seine Gattin), elle comprit, nos yeux se mouillèrent de joie et d'orgueil peut-être; en m'embrassant elle dit: „Que ton père va être content." Oh oui, il fut content, heureux, glorieux en apprenant la bonne nouvelle. Son fils Chevalier, c'était mieux que la Croix pour lui. Et pourtant! Comme j'eusse été fier de l'attacher sur son honnête poitrine, c'était là sa véritable place, quoique je n'eusse pas de motif de me considérer comme indigne de la faveur souveraine. Me voilà donc le plus jeune Chevalier de l'Ordre national de la Couronne de chêne."

Auch über die bereits oben erwähnte ihm vom hl. Stuhl zu teil gewordene Ehrung finden wir einen Passus in seinem Tagebuche:

„Le 24 avril (1889) j'ai reçu une lettre m'annonçant que Sa Sainteté Léon XIII avait daigné me conférer la Croix de l'Ordre Pro Ecclesia et Pontifice. Il me serait difficile de peindre l'émotion avec laquelle j'allai annoncer la bonne nouvelle à ma chère femme. Décoré! — quel mot magique! — Décoré du Pape! quelle gloire! je courus à l'église pour remercier Dieu et lui demander de me rendre digne d'une aussi insigne faveur. Ce fut une joyeuse agitation pendant quinze jours, des félicitations venant de toute part."

* * *

Der Abschnitt über Weber's Studentenjahre am Athenäum war bereits gedruckt, als in einer Gesellschaft, worin von dem Verstorbenen Rede ging, folgende Episode aus jener Zeit erzählt wurde. Gleichzeitig bat man uns, dieselbe in seiner Biographie mitteilen zu wollen. Sie ist zu schön, als dass wir nicht gerne diesem Wunsche entsprochen hätten:

Wie kam Weber an sein erstes deutsch-französisches und französisch-deutsches Wörterbuch?

Als Student war Weber in Kost und Logis bei dem wackeren Metzgermeister Warisse in der Grabenstrasse. Wollte er sich einmal von den anstrengenden Studien erholen, dann griff er zu seiner — Flöte. Wenn wir nicht geradezu behaupten wollen, dass er eine Musik machte, welche „Stein' erweichen, Menschen rasend machen kann", so müssen wir aber denn doch eingestehen,

dass er weit davon war, ein „Orpheus“ zu sein. Solcher Meinung war auch ein Zimmernachbar unseres wackeren Studiosus, und dieser war kein geringerer, als der stadt- und landbekannte Buchhändler Peter Heintzé. Im nebenanliegenden (heute von der Papierhandlung P. Worré-Mertens benutzten) Erdgeschoss befand sich damals die Buchhandlung der Gebrüder Heintzé, während deren Privatwohnung sich auf dem ersten Stockwerke, gerade gegenüber Weber's Studierzimmer befand. Mochte Hr. Heintzé nun kein Freund der Musik sein, oder waren es nicht gerade lauter Zaubertöne, welche Weber seinem famosen Musikinstrumente entlockte, — wer vermag das zu ergründen? — kurz und gut, Hr. Heintzé wünschte gar manchmal unseren kleinen Musikus mit seiner Flöte in's Pfefferland. Doch bei diesem frommen Wunsche blieb es, und vor und nach störten Weber's Flötentöne Hrn. Peter Heintzé in seiner gemütlichen Junggesellenwirtschaft. Auf die Dauer konnte und wollte unser gute Hagestolz dieses ewige „Getraters“ — wie er in seinem Innern Weber's herrliche Musik schimpfte, nicht länger ertragen. Dem musste absolut ein Ende gemacht werden. Aber wie das anlegen? Verbieten konnte er es nicht, und Gewaltmassregeln zu ergreifen, wagte er nicht. Lange sann er nach, wie er seinen Zweck erreichen könne. Da, auf einmal, kam ihm urplötzlich ein guter Gedanke. „Heureka“, rief er freudig aus, und auch gleich war ein kühner Plan gefasst. Eines guten Tages hielt er in seinem Bücherladen Ausschau auf die Grabenstrasse, um unseres flotten Musikanten ansichtig zu werden. Richtig! da kommt er mit der Büchermappe. „Mit Honig fängt man Fliegen“, denkt unser Librarius und mit süss-lächelnder Miene winkt er unserm Studiosus in seinen Bücherladen hereinzutreten. „Bist du der Student, der so schön flöten kann“?, so frägt er Weber ganz unschuldig. „Ja gewiss“, antwortet dieser, ganz froh ob der Anerkennung seiner Kunstprodukte durch eine solche Auktorität. „Du hast mir mit deinem Spiele schon manche frohe Stunde bereitet“, fährt Hr. Heintzé schmeichelnd fort, aber ich habe manchmal Kopfschmerzen und dann tut mir deine Musik weh. Wolltest du nicht, da ich jetzt seit einiger Zeit wieder leidend bin, das Musizieren unterlassen, sagen wir während ein paar Monaten? dann magst du desto kräftiger wieder voranfahren“. Weber, der keinem Menschen absichtlich weh tun wollte, war gerne bereit, sich dem Wunsche seines Nachbarn zu fügen und gab darum das verlangte Versprechen. Als Hr. Heintzé unsern Virtuosen so bereitwillig fand, fuhr er, schlau lächelnd, fort: „Könntest du denn das Flöten nicht ganz aufgeben?“ — „O, das würde

mir aber doch schwer fallen", lautete die Antwort. — „Nun, ich will dir einen Vorschlag machen: Wenn du mir versprichst, so lange du bei Warisse wohnst, oder ich hier wohne, keine Musik mehr zu machen, dann kannst du dir in meinem Laden das schönste Wörterbuch aussuchen, welches dir gefällt; das will ich dir dann zum Geschenke machen." „In den Besitz eines »Molé« zu kommen, und zwar unentgeltlich", dieser Gedanke kam unserm Studiosus blitzschnell, „eines Molé", der mehrere Taler kostet, und nach dem ich mich schon so oft gesehnt habe, na! dafür kann ich das verlangte Opfer schon bringen". Gedacht, getan. — „Topp, es gilt!" Ein Handschlag, und Weber war ein paar Minuten später der glückliche Besitzer eines solid eingebundenen »Molé«, den er auch zeitlebens als „eine seiner süssen Jugenderinnerungen" recht sorgfältig aufbewahrt hat. Zur Erklärung für unsere Leser, die vielleicht den »Molé« nicht kennen, wollen wir hinzufügen, dass das der Name des Autors des damals allgemein als des besten französisch-deutschen und deutsch-französischen anerkannten Wörterbuches war.

* * *

Trotzdem Weber beständig — wir möchten fast sagen, Tag und Nacht, — arbeitete, machte er sich doch selbst den Vorwurf, er arbeite noch nicht genug. Unter'm 23. Juli 1889 wendet er sich in seinem Tagebuche an seine Frau mit den Worten:

„Ma chère Maman, vous craignez que je me surmène; n'ayez crainte, car on ne travaille jamais trop. Je me reproche, au contraire, de ne pas travailler assez; la vie est si désespérément courte que chaque heure de notre existence doit être mise à profit. Et encore! je me demande parfois avec découragement, si toutes nos études ne sont pas inutiles; la science est trop vaste, nous ne pouvons en posséder que des fragments insignifiants. Ne vaudrait-il pas mieux tendre uniquement vers le but final, qui est Dieu? C'est un redoutable problème; si j'étais plus pieux, j'en trouverais peut-être la solution. Peut-être. Parlons d'autre chose!"

In demselben Ideengange schrieb er auch die nachfolgenden Zeilen nieder:

„Je songe que la vie est en somme bien peu de chose, qu'il importe que nous employions fructueusement les quelques années dont Dieu nous a fait cadeau". — „Je voudrais pouvoir habiter la campagne, ne vivre que pour ma famille, mes études et Dieu; ce serait le comble de mes vœux, mais il est peu probable que ce rêve devienne une réalité". — „L'argent n'est pas un facteur négligeable dans l'existence; on a beau être philosophe ou chrétien, on ne saurait vivre de rien. Ah! nous avons des destinées si hautes, nous sommes créés pour

Dieu et il nous faut passer le meilleur de notre temps à la chasse de l'argent. Car au fond, ce que je suis obligé de faire, n'est pas autre chose. Je travaille parce que Dieu le veut. Soit! Mais si je pouvais oublier la constante préoccupation du gain, je travaillerais mieux. Le gain, quel mot vulgaire! c'est ainsi que je pense quelquefois, mais la réalité me force bien vite à transformer ma pensée: le gain, c'est le pain de chaque jour." — „27 Septembre 1889. Le travail, il n'y a que cela. Plus je l'aime et plus je suis heureux. Je ne parle pas des heures d'angoisse! Dans ma profession il s'en trouve. Haut le cœur! Une conscience nette donne le contentement et pardi! même la joie."

* * *

Werfen wir auf alles bisher Gesagte einen Rückblick, so müssen wir eingestehen, dass Weber die ihm vom Schöpfer geschenkte Zeit in ausgiebigstem Maasse ausgenützt hat. Doch würde man sich gar gewaltig irren, wollte man glauben, damit sei das so reichhaltige Arbeitsfeld unseres Freundes vollständig erschöpft gewesen. O nein! auch auf sozialpolitischem Gebiete hat er so Vieles geleistet, dass es uns fast unmöglich erscheint, seine Wirksamkeit nach dieser Seite hin auch nur einigermaassen gebührend schildern zu können. Wir wollen jedoch versuchen, soviel dies uns möglich ist, wenigstens das Hauptsächlichste herauszugreifen:

Am 7. Februar 1878 war in einer vom Hrn. Staats-Tierarzt Eugen Fischer präsidierten General-Versammlung die Gründung der vom Herrn Pfarrer Nikolaus Gloden projektierten „Schutzgesellschaft für Waisenkinder" (Société protectrice des Orphelins) beschlossen worden. Weber weilte damals noch als Student auf der Universität zu Paris. Kaum aber hatte er sich als Zahnarzt zu Luxemburg niedergelassen (1879), als er sich auch schon beeilte, der von seinem väterlichen Freunde und früheren Pfarrer Gloden in's Leben gerufenen philanthropischen Gesellschaft beizutreten. Abgesehen von dem jährlichen Beitrage von 20 Franken, welchen er für das gute Werk gezeichnet hatte, suchte er auf alle nur mögliche Weise und mit allen ihm zu Gebote stehenden Mitteln das so eminent charitative und patriotische Unternehmen zu befördern. In den katholischen Zeitungen des Landes (besonders im „Journal de Luxembourg") schrieb er eine grosse Anzahl von Aufsätzen zu Gunsten dieses Liebeswerkes.

Im Jahre 1883 veröffentlichte er — im Auftrage des Verwaltungsrates — in Verbindung mit seinem Freunde Dr. Andreas Rollinger, einen recht günstigen Bericht über die Anstalt „sous le rapport de ses conditions hygiéniques". Derselbe ist abgedruckt in dem sechsten Jahresberichte der Gesellschaft (1883) auf Seite

21—28. Unbekannt jedoch dürfte es wohl den meisten unserer Leser sein, dass der ebendaselbst auf Seite 29—40 anonym erschienene äusserst begeisterte Appell an die Grossmut der Luxemburger gleichfalls aus Weber's Feder stammt. „Le style c'est l'homme". Diese Worte können wir mit Fug und Recht auf diese herrlichen Worte Weber's anwenden, worin er so recht sein edeles für alles Schöne und Gute empfängliche Herz in wahrhaft grossartiger Weise offenbarte, ohne es zu wollen, ja ohne auch nur daran zu denken.

So lange das — leider durch allerlei missliche Umstände später zu Grunde gegangene — Institut bestand, war und blieb Weber einer seiner treuesten Anhänger, und gar schmerzlich bedauerte er später dessen Untergang, blieb jedoch Hrn. Gloden bis zu dessen seligen Ende in unwandelbarer Freundschaft verbunden.

* * *

Auch dem Luxemburger Gesellenvereine blieb Weber nicht fremd. Er, der ein so warmfühlendes Herz für den Arbeiterstand hatte, erkannte gar bald den unermesslichen Nutzen, den dieses von Mgr. Dompropst und Dechant Bernard Haal bereits am 2. Juli 1864 gegründete Liebeswerk zu leisten berufen war. In dem „Bericht über Leben und Wirken des Luxemburger Gesellen-Vereins, sowie des von den Gesellen patronierten Lehrlings-Vereins. Von Juli 1882 bis Juli 1883, finden wir Weber's Namen zum ersten Male in dem Verzeichnis der Schutzmitglieder eingetragen.

Am 22. April 1889 wurde der „Meister-Verein" im Anschluss an den „Gesellen-Verein" gegründet und Weber zu dessen Präsident erwählt, eine Ehrenstelle, welche ihm bis zu seinem Tode auch verblieb.

Seit dem Jahre 1882 bis 1908, also während 26 Jahren, fand im Luxemburger Gesellenhause wohl keine besondere Feierlichkeit statt, an der Weber nicht in hervorragendem Maasse sich beteiligt oder worüber er nicht in einer oder der anderen Zeitung Bericht erstattet hätte. Erwähnen wir nur die bedeutendsten derselben:

Als im Jahre 1889 an den 3 Pfingstfesttagen (9—11 Juli) der Gesellenverein sein silbernes (fünfundzwanzigjähriges) Jubiläum feierte, gehörte Hr. Dr. Weber als Ehrenmitglied zum vorbereitenden Festcomité.

Während des am zweiten Jubeltage im Gesellenhause stattfindenden Festmahles ersuchte Hr. Ehrenpräses Haal den Dr. Weber, er möge zwei Ergebenheitsadressen, die eine an S. H. Papst Leo XIII, die andere an S. M. König-Grossherzog Wilhelm III verfassen, worauf er auch mit der grössten Bereitwilligkeit einging. Zum Verlesen der Telegramme aufgefordert, erhob sich Hr. Dr. Weber und hielt auf Luxemburger Deutsch eine echt patriotische, mit köstlichem Humor gewürzte Ansprache, welche mit brausendem Applaus aufgenommen wurde. Auch die Fassung der beiden Telegramme fand den ungeteilten Beifall der ganzen Versammlung.

Einen längeren Bericht über die gesammten Jubiläumsfeierlichkeiten sandte Hr. Weber dem „Luxemburger Wort“ zu.

Am 14. September des nämlichen Jahres hatte Hr. Weber die hohe Ehre, in Begleitung des Hrn. Haal und einiger anderer Mitglieder des Gesellenvereines, den Hochwürdigsten Hrn. Dr. Gruscha, Armeebischof (seither Cardinal und Fürstbischof von Wien) und Central-Präses aller österreichischer Gesellenvereine, am Bahnhofe zu Luxemburg begrüssen und abholen zu können. Am folgenden Tage wohnte er am Ehrentische der dem hochw. Herrn zu Ehren gegebenen Festversammlung bei und veröffentlichte sodann in recht jovialer und origineller Schreibweise, einen Bericht darüber, betitelt: „Armeebischof Mgr. Gruscha im Luxemburger Gesellen-Verein“. (Lux. Wort.)

Anfangs 1891 hatte Herr Nikolaus Klosen, seit 1880 Vikar zu St. Michael, einen Ruf als Pfarrer nach Berlin erhalten. Ihm, als zehnjährigem Vorsteher der Gesellen-Abteilung, wollten die braven Handwerker absolut in feierlicher Weise Lebewohl sagen.

Zu dem Ende fand am 30. März im Gesellenhause eine wirklich rührende Abschiedsfeier statt, an deren Schlusse Herr Weber aufgefordert wurde, eine Rede zu halten. Er tat das in der Muttersprache, d. h. auf Luxemburger Deutsch. Er wies auf die Berliner Arbeiterschutzkonferenz hin, berührte die soziale Frage und zeigte, wo deren teilweise Lösung für die luxemburger Handwerker zu finden sei.

„Etwas lebhaft“ — so äussert sich der Berichterstatter über diese Feier im „Luxemburger Wort“ — „mögen die markigen Worte gewesen sein, sie wirkten zündend auf die Zuhörer, aber echt luxemburgisch waren sie gewiss. Es ist gut, dass die Handwerker unserer Stadt sich einmal ermannen und in friedlicher, keines Menschen Rechte gefährdender Weise eine Besserung der jetzigen Verhältnisse anstreben lernen.“

Am Ostermontag des Jahres 1900 fand eine eigenartige Festfeier statt zu Ehren aller jener Mitglieder, die wenigstens 25 Jahre dem Vereine angehörten. Einem Jeden derselben wurde eine Erinnerungsmedaille überreicht. Die erste, goldene Medaille, wurde dem Vereinsstifter selbst, die zweite, eine silberne, Herrn Staatsminister Paul Eyschen zuerkannt. Hr. Dr. Weber hatte den ehrenvollen Auftrag erhalten, die Glückwünsche Sr. Excellenz für den Verein zu übermitteln und dessen Dank auszusprechen für die Auszeichnung, die er mit grosser Freude annehme und in Ehren halten wolle; er bedauere, von der Festlichkeit zu spät gehört zu haben, sonst hätte er sich eine Ehre daraus gemacht, derselben persönlich beizuwohnen.

Auch bei dem am 2. Juli 1904 gefeierten 40ten Stiftungsfeste des Gesellenvereines musste Hr. Dr. Weber wieder herhalten. Mit einigen tiefdurchdachten Worten hob er die Bedeutung der schönen Feier hervor. Er wies nach, wie die Erinnerungsschleife, welche den Gründern des Gesellenvereins bei dieser Gelegenheit verehrt wurde, mit Recht ein „Ehrenzeichen" genannt zu werden verdiene, auf das die Empfänger stolz sein dürften. Er beglückwünschte zugleich in warmen Worten die Auszuzeichnenden und bat sie alsdann, zum Empfang des Ehrenzeichens hervorzutreten. Mit sichtlicher Genugtuung und unter dem lauten Jubelrufen der Anwesenden heftete sodann Hr. Weber das Ehrenzeichen auf die Brust von Mgr. Haal, und darnach auf die der anderen Mitglieder, namentlich von dreien aus Köln, (welche mit Hrn. Haal im Jahre 1864 den Grund zum Gesellenverein gelegt hatten, indem sie damals als Soldat zu Luxemburg in Garnison lagen.)

Auch an den Ausflügen des ganzen oder eines Teiles des Gesellenvereines beteiligte sich Weber gerne, wenn nur Zeit und Umstände es ihm gestatteten. So z. B. reiste er, auf eine Einladung des als warmen Arbeiterfreundes bekannten Herrn Grafen de Saintignon, hin, mit der Musik und Gesang-Abteilung des Gesellen-Vereines im Juli 1889 nach Lasauvage (bei Differdingen). Bei dieser Gelegenheit hielt er, in Gegenwart der gräflichen Familie und der höheren Beamten des dortigen Eisenwerkes, in französischer Sprache, eine trefflich durchdachte Anrede an den Hrn. Grafen und dessen erlauchte Gemahlin, die auf alle Anwesenden den tiefsten Eindruck machte und in beifälligster Weise aufgenommen wurde.

In seinem „Handbüchlein für die ehrsamen Meister, Gesellen

und Lehrlinge", resümiert Herr Gesellenpräses Sevenig Weber's Tätigkeit für den Gesellenverein in den zwar kurzen, aber doch recht bedeutungsvollen Worten, welche wir zum Schlusse dieses Absatzes citieren müssen: „. . . . . Hr. Consul Dr. Weber, der durch eine glühende Begeisterung für die Gesellensache im Lauf der Jahre sich mehr als einen Rechtstitel auf unsere Dankbarkeit erworben hat". (Seite 11.)

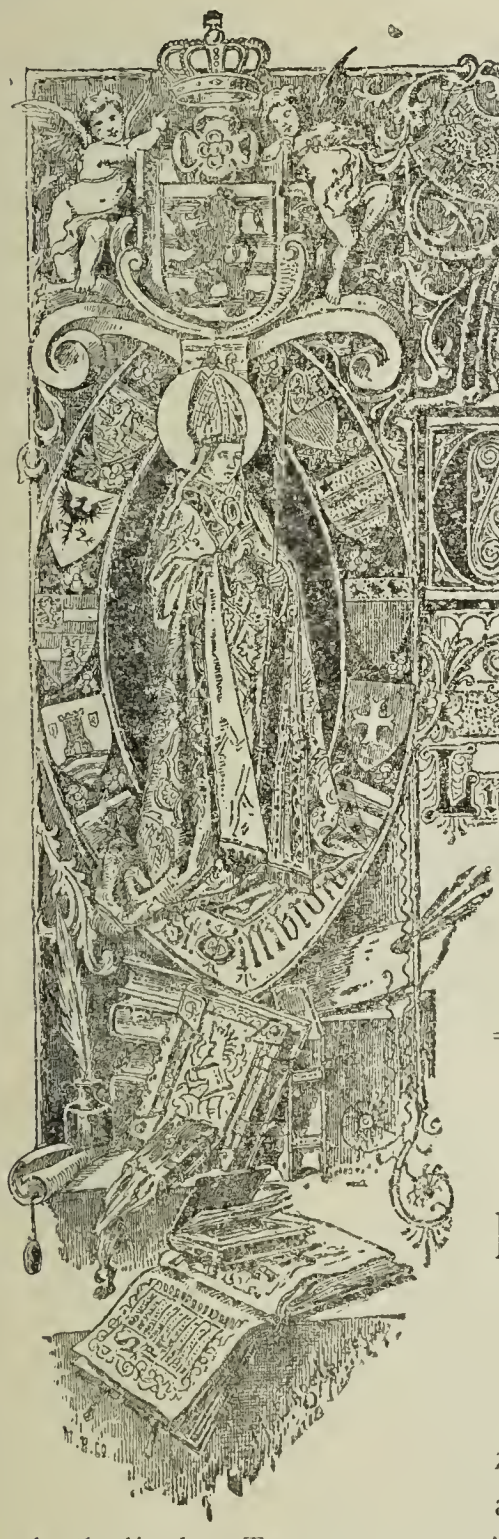
Allein nicht blos im Inlande, sondern auch im Auslande produzierte sich Weber als begeisterter Arbeiterfreund. Am zweiten Sonntag September 1893 hatte er, einer Einladung des „Bon Père" (wie Herr Félix Harmel, Fabrikbesitzer in Val-des-Bois, bei Reims, allgemein genannt wurde) Folge geleistet, um der „Fête de Notre-Dame de l'Usine au Val-des-Bois" beizuwohnen. In der Zeitung „La Croix de Reims" vom 12. September 1893 lesen wir, in einem Berichte über dieses Fest, das Folgende:

„A. M. Dufresne succède le Dr. Weber de Luxembourg — parent et membre de la famille — qui vient apporter aux ouvriers français le „cordial salut des ouvriers luxembourgeois dont il est le président". (Applaudissement.) C'est avec joie et émotion, dit M. Weber, que je vous entendais acclamer tout à l'heure Léon XIII, l'illustre Cardinal Langénieux et M. Harmel. Laissez-moi vous dire que nous autres étrangers, nous partageons votre admiration pour votre Cardinal et celui que vous appelez si bien le Bon Père. (Applaudissement.) Je ne saurais exprimer le bonheur que j'éprouve en présence du spectacle que j'ai sous les yeux, en voyant la joie et l'enthousiasme qui fait en ce moment vibrer toutes vos âmes.

Aujourd'hui mieux que jamais je comprends la parole de mon ami Windhorst, qui me disait un jour: „Le secret pour dominer la foule et la moraliser, c'est de lui donner de l'enthousiasme". Il me semble que j'ai retrempé mon âme ici, au contact des bons patrons et des bons ouvriers que j'ai rencontrés, et puisque en fait de bien il n'y a pas de frontières, j'irai redire à mes chers ouvriers de Luxembourg, tout le bien que j'ai trouvé et les merveilles accomplies par la corporation chrétienne du Val-des-Rois!

Les paroles du Dr. Weber, exprimées avec chaleur, élégance et conviction sont très applaudies."

(Schluss folgt im nächsten Hefte.)



Ons Heemecht

Organ des Vereines für Luxemburger Geschichte, Litteratur und Kunst

15. Jahrgang, 2. Heft. 1. Februar 1909.

Freundschaftliches Vergissmeinnicht

an Herrn

Dr. Franz-Jos. WEBER, L.D.S.

(Fortsetzung.)

Bereits oben hatten wir Gelegenheit zu betonen, wie Weber es sich so sehr angelegen sein liess, die heimatliche, katholische Tagespresse nicht nur durch Abonnement, sondern noch durch zahlreiche Zuschriften zu unterstützen. Aber auch in praktischer Weise wusste man bald seinen Wert zu schätzen.

Durch zwei notarielle Akte vom 20. November 1886 und 3. Februar 1887 war die „Sankt Paulus-Gesellschaft" zur Verbreitung der katholischen Presse in Luxemburg gegründet worden. Ein Königlich-Grossherzoglicher Beschluss vom 9. Februar 1887 genehmigte sowohl die Errichtung dieser Gesellschaft, als auch deren Statuten.

Es ist das eine anonyme, auf Aktien gegründete Gesellschaft, an deren Spitze sich ein Verwaltungsrat befindet, bestehend aus einem Präsidenten und mehreren Mitgliedern, welche auf je drei Jahre ernannt werden, wieder wählbar sind und gemäss Art. 30 der Statuten die ausgedehntesten Vollmachten besitzen zur Abwickelung der Geschäfte. Dass die Hauptarbeit dem Präsidenten obliegt, ist selbstverständlich. Seit langen Jahren, und bis zu seinem Tode, war Weber in dieser Eigenschaft tätig. Was Alles er für die Unterstützung, Förderung und Hebung der St. Paulus-Gesellschaft getan, entzieht sich naturgemäss der Kenntnis des Publikums. Allgemein aber ist bekannt und anerkannt, dass kein Akt von irgend welcher Wichtigkeit gesetzt wurde, an welchem Weber nicht in hervorragender Weise durch Rat und Tat teilgenommen hätte. Es genüge hier, die paar Worte anzuführen, welche die Redaktion des „Luxemburger Wort" bei Mitteilung seines Todes darüber schrieb (1908, n° 277 und 278):

> „Jos. Weber war **Präsident des Verwaltungsrates der St. Paulus-Gesellschaft.** Es ist bekannt, wie viele Verbesserungen speziell in dem letzten Jahrzehnt die St. Paulus-Druckerei in ihrem Betriebe vorgenommen hat. Das Gutachten des Präsidenten der Gesellschaft war jederzeit eingegeben von der grössten Liebe zur Sache und von der Begeisterung für die stetige Entwickelung des Betriebes, der ausschliesslich dem so notwendigen Werk der Verbreitung der guten Presse dient."

Die nach Weber's Hinscheiden veröffentlichte Lettre de faire part de décès (Todtenzettel) enthielt die den tiefgläubigen Verstorbenen so sehr ehrende Bitte, alle Blumen- und Kränzespenden durch hl. Messen für seine Seelenruhe zu ersetzen. Dieser letzte Wunsch des Sterbenden war denn auch für die St. Paulus-Gesellschaft ein wirklicher Befehl. Am 20. Oktober fand darum in ihrem Auftrage, ein feierliches, ministriertes Hochamt, in der Kathedrale für den Verstorbenen statt, dem das gesamte Personal von der Direktion, Redaktion, dem Setzer- und Druckerpersonal bis zum letzten Laufburschen in corpore anwohnte. Manche Freunde des Verstorbenen hatten sich, ausser den Familien-Mitgliedern, auch noch an diesem Trauergottesdienste beteiligt.

* * *

Nachdem Herr Weber im Jahre 1883 in den Hafen der Ehe eingelaufen war und so einen eigenen Hausstand gegründet hatte, musste er natürlich sein Junggesellenheim verlassen und sich nach einer grösseren Wohnung umsehen. Er siedelte daher in

das Haus Wolff-Schweitzer auf dem Krautmarkt über und wurde dadurch ein Mitglied der St. Michaelspfarrei. Diesen Umstand wusste Mgr. Haal, Dechant von Sankt Michael, klug zu benutzen, und erkor, da er Weber's eminente Eigenschaften schon längst kennen und schätzen gelernt hatte, ihn zum Mitgliede seines Kirchenrates, womit er gewiss einen glücklichen Griff gemacht hatte. Doch damit begnügte Hr. Haal sich nicht. Auf seinen Antrag wurde Hr. Weber im Oktober 1892 einstimmig zum Schatzmeister erwählt. Als Weber später (1899), nachdem er sich sein eignes „Home" erbaut hatte, nach dem Theaterplatze verzog, welcher zur Pfarrei von Liebfrauen gehört, hätte er eigentlich nicht mehr als Fabrikrat von St. Michael fungieren können, da gemäss Artikel 3 des Dekretes über die Kirchenfabriken, vom 30. Dezember 1809, deren Räte auch in der eigenen Pfarrei wohnhaft sein müssen. Mgr. Haal, der aber um keinen Preis seinen so lieben, treuen und gewissenhaften Schatzmeister verlieren wollte, tat nun beim Hochw. Hrn. Bischofe die nötigen Schritte, damit Herrn Weber, obwohl in einer andern Pfarrei wohnend, doch die erforderliche Dispens und Erlaubnis zu teil würde, auch noch fernerhin im Fabrikrate von St. Michael bleiben zu dürfen. Recht gerne wurde Beides gewährt und so funktionierte Hr. Weber in seiner so ehrenvollen und ihm liebgewordenen Stellung bis zu seinem seligen Tode. Dass Weber's Rat stets gerne beachtet und befolgt wurde, und zwar in manchen oft kritischen Angelegenheiten, das wird Mgr. Haal recht gerne bezeugen.

* * *

Belehrt durch die Erfahrungen des furchtbaren deutsch-französischen Krieges (1870—1871) über die Unzulänglichkeit der Hülfsmittel für die unglücklichen Verwundeten, suchten später sowohl Deutschland, als auch Frankreich, Vorbeugungsmassregeln zu treffen, um, im Falle eines nochmaligen Krieges, für eine wirksamere Unterstützung der armen Soldaten Sorge zu tragen. Dr. Duchaussois, praktischer Arzt und Professor an der Medizinischen Fakultät zu Paris, gründete allda, zu besagtem Zwecke, im Jahre 1879, die »Association des Dames françaises«, deren Hauptaufgabe gipfelt in den Worten: „Secours au militaires blessés ou malades en cas de guerre; Secours éventuels aux civils en cas de calamités publiques ou de désastres." Am 18. Oktober 1892 wurde in der Stadt Luxemburg ein Zweigverein gegründet unter dem Namen: »Association des Dames françaises. Comité de Luxem-

bourg«, dem auch Hr. Weber gleich von Anfang an mit seiner Frau Gemahlin beitrat.

> „Allié à une famille française, ancienne et honorée", schreibt Hr. Depoin in der bereits mehrmals citierten Notiz: „Joseph Weber témoigna sa profonde sympathie pour la France en s'associant à la fondation du Comité luxembourgeois de l'Association des Dames françaises dont il était secrétaire général."

In dieser seiner Eigenschaft als General-Sekretär der Gesellschaft oblag es ihm, die Aufnahme- und Bittgesuche entgegenzunehmen, die Protokolle der jeweiligen Versammlungen niederzuschreiben, die jährlichen Berichte zu verfassen und die Vereins-Correspondenz zu führen. Mit dem grössten Eifer und der scrupulösesten Gewissenhaftigkeit waltete er dieses Ehrenamtes (und zwar absolut unentgeltlich) bis zu seinem Tode, also 16 Jahre lang. Fünfzehn von ihm verfasste Jahres-Berichte über das Wesen, das Wirken und das Personal des Vereines (1893—1907) sind im Druck erschienen. Dass Weber, in seiner bekannten Bescheidenheit, darin kaum mit einem oder dem anderen kurz hingeworfenen Worte über seine eigene Tätigkeit berichtet, hingegen das Verdienst der übrigen mehr oder weniger hervorragenden Mitglieder desto mehr herausstreicht, ist selbstverständlich. Nur einzelnes konnten wir darum aus der Sammlung der Vereinsberichte herausheben, was jedoch genügt, um uns den Beweis zu liefern, dass der Verstorbene der Gesellschaft gar wichtige Dienste geleistet hat.

> „C'est le moment de parler également de la causerie féministe par laquelle notre secrétaire général a terminé la grande assemblée annuelle. Mr. Weber y a parlé du rôle de la femme dans la société moderne. C'est lui aussi qui a représenté le comité au congrès international d'assistance en temps de guerre." (8me Compte-Rendu annuel 1900, p. 3.)

An allen die Gesellschaft betreffenden Ereignissen, schmerzlichen, wie freudigen, nahm Weber den innigsten Anteil.

Wie weh tat es ihm z. B., wenn einzelne Mitglieder des Vereines austraten oder starben! Das zeigte er so recht in nachfolgenden Worten, die, vom Herzen kommend, sicherlich auch in die Herzen seiner Zuhörerinnen und Leserinnen drangen:

> „Il est un chapitre que nous abordons toujours avec une véritable tristesse. Comment ne nous sentirions nous pas envahi par la mélancolie, lorsque notre devoir de rapporteur nous oblige à parler de....., défections et de décès? Ce sont des ..... volontés défaillantes qui n'ont plus le courage de nous suivre; nous regrettons la perte des

premiers ..... Qui sait si ..... la réflexion ne nous rendra pas leur sympathie? Mais il en est, hélas! qui ne nous reviendront pas et dont le souvenir seul nous reste. Nous n'oublions pas nos membres défunts". (10me Compte-Rendu. 1902, p. 7—8)

„Hélas, pourquoi devons-nous chaque année parler de pertes autre-autrement cruelles que les quelques démissions; pourquoi la mort est-elle si impitoyablement régulière à réclamer sa part de chronique?" (11me Compte-Rendu. 1903, p. 8 et 8.)

Grösser war aber noch sein Herzeleid, dass er über den Tod der Gründerin und ersten, langjährigen Präsidentin der Association Bericht erstatten musste:

„Le fait saillant, celui auquel notre attention est rivée malgré tout, nous remplit de tristesse. Madame Lamort s'est éteinte le 16 mai 1906, une de ses dernières paroles fut pour sa chère Association qu'elle avait fondée, dont elle avait été la première présidente et qu'elle continuait à diriger avec un dévouement et un zèle sans bornes. On peut dire que jamais personne n'a pris à cœur plus qu'elle, les intérêts d'une œuvre qui était devenue la grande préocupation de sa vie. Elle présidait toutes les réunions et ne reculait devant aucune démarche, quand elle espérait gagner un nouveau membre, raviver une volonté défaillante ou ramener au bercail une brebis égarée.

Et comme elle aimait ses collaborateurs, quelle sincère reconnaissance elle avait pour tous ceux qui, de près ou de loin, l'aidaient dans sa délicate mission! Les fonctions de présidente exigent, outre le dévouement, un tact tout particulier que feu Madame Lamort possédait à un haut dégré. C'est ce savoir-faire autant que le charme spécial, se dégageant d'une femme de cœur, qui a eu le rare bonheur d'être encore jeune à quatre-vingt ans, qui explique la sympathie respectueuse dont on entourait sa personne.

Elle n'est plus, mais sa mémoire vivra parmi nous, car son nom est inscrit dans nos annales en lettres ineffaçables". (14e Compte-Rendu. 1906, p. 3—4.)

Wie jubelte aber auch sein Herz auf, wenn er Freudiges zu berichten hatte, namentlich über tüchtige Arbeit und Zunahme der Mitgliederzahl!

„Marchons-nous constamment vers le but?

Oui, l'Association est restée, pendant l'année écoulée, fidèle aux principes posés dès l'abord, ses membres ont rempli chacun la mission dont la confiance de l'Assemblée générale l'avait investi, les séances de couture n'ont pas chômé, le cours d'instruction médical (donné par le Dr. Koch) a été assidûment suivi par bon nombre de dames désireuses de devenir d'expertes infirmières, la marche ascendante est marquée par une augmentation du nombre des membres". (2me Compte-Rendu. 1894, p. 2.)

„C'est avec une vive satisfaction que nous annonçons dès maintenant une conférence qui aura lieu dans le courant de l'hiver au profit de notre œuvre par un orateur parisien des plus distingués."

(8e Compte-Rendu. 1900, p. 3.) — „Nous pouvons nous déclarer satisfaits de l'état actuel (de l'Association) . . . . . 12 nouveaux membres sont venus remplir les vides et grossir notre effectif. Leurs noms (darunter Freifrau von Apor, Mgr. Koppes, Canonikus Lech, Hr. Heinrich Vannérus) prouvent surabondamment que notre œuvre possède les sympathies de la société luxembourgeoise." (9e Compte-Rendu. 1901, p. 6) — „Pour finir, nous sommes heureux de pouvoir annoncer à nos membres que la direction de l'hôpital des Dames Françaises à Paris a déclaré que les malades luxembourgeois envoyés par nous seraient reçus au même titre que les français. Cet hôpital installé à Auteuil est un modèle du genre". (11e Compte-Rendu. 1903, p. 9.) — „Nous sommes heureux de pouvoir annoncer dès maintenant qu'une conférence d'apparat sera donnée en hiver par un savant de Paris". (12me Compte-Rendu. 1904, p. 7.) — „C'est un spectacle charmant que de voir toutes les semaines ces dames et ces jeunes filles réunies autour d'une longue table chargée de toile; leurs mains agiles manient mètre, ciseaux et aiguilles tandis que l'une d'elles lit à haute voix quelque chapitre d'hygiène. D'autres fois la lectrice est remplacée par un des conférenciers qui ont accepté de faire une leçon de médecine domestique". (13me Compte-Rendu. 1905, p. 6.) — „Nous avons placé au commencement du compte-rendu la radieuse figure de notre première présidente; qu'il nous soit permis de présenter, à la fin, celle qui lui succède . . . . . C'est pour le comité de Luxembourg une vraie bonne fortune d'avoir à sa tête la femme du Ministre de France. Nous en sommes reconnaissants". (14e Compte-Rendu. 1906, p. 8.)

Seit dem Bestehen der Gesellschaft wurden den Damen, welche sich allwöchentlich, Dienstags von 2—4 Uhr, in einem Saale des Rathauses der Stadt versammelten, um durch gemeinschaftliche Handarbeit Verbandgegenstände, Kleidungsstücke u. s. w. für die armen Verwundeten oder Kranken anzufertigen, von verschiedenen Herren Ärzten aus Luxemburg, nach geschlossener Arbeitszeit, belehrende medizinische Vorträge gehalten, welche von den Damen und Fräulein des Vereines recht fleissig besucht wurden.

Dass Weber aber nicht bloss andere Herren (die HH. Dr. Koch, Forman, Praum, Herriges Sohn und Apotheker Kuborn) allein sich mit dem Abhalten solcher Vorträge abmühen liess, sondern auch selbsttätig als Conferenzler auftrat, geht hervor aus der Aufzählung einiger Themata, über welche die Comptes-rendus annuels uns berichten. So redete er u. a. am 24. November 1903 über die „Hygiène de la bouche; am 22. Dezember 1903 über die „Mastication et digestion"; am 25. October 1904 über die „Hygiène de l'habitation"; am 12. Dezember 1905 über „Un chapitre d'hygiène domestique" und an einem nicht näher bezeichneten Tage (1903) über die „Hygiène du vêtement".

Gewiss sind das nur einige der von Weber gehaltenen Conferenzen; wir sind aber überzeugt, dass er deren eine ganze Menge gehalten hat. Gott allein weiss, wieviel des Guten er in dieser Hinsicht gewirkt und wird ihm auch gewiss den verdienten Lohn nicht vorenthalten haben.

Ungemein freute sich Weber, wenn er sah, dass, dank der so fleissigen Handarbeit so vieler wohltätigen Damen der Association, die Vorräte sich in den Vereinsschränken immer bedeutender häuften.

„Nos dames alignent avec plaisir les piles de linge que leurs mains habiles ont formées durant les séances hebdomadaires d'ouvroir. Quoique nous ne sachions pas nous-même manier l'aiguille à coudre, nous avons fait une visite critique aux armoires bondées d'objets de tout genre et, sans avoir vu travailler, nous savons que nos devouées ouvrières n'ont pas perdu leur temps. Si une calamité soudaine nous faisait ouvrir tout grands les bahuts à provision, on y trouverait de quoi panser bien des plaies, bander bien des membres, chaudement et douillettement envelopper bien des corps endoloris et frissonnants." (10e Compte-Rendu. 1902, p. 5).

Um der vielen Verdienste willen, welche Weber sich in seinem Wirken für die Association erworben hatte, verehrte ihm diese Gesellschaft im Jahre 1901 eine silberne Medaille mit rotem Kreuz und der Umschrift »Association des Dames françaises«, welche er hoch in Ehren hielt und welche auf einer Photographie, die ihn in Gala-Uniform als Italienischen General-Consul dardarstellt, in erster Linie prangt.

Dankbar wurde darum seiner auch bei dem Tode gedacht:

„Au moment de terminer ce compte-rendu une bien douloureuse nouvelle nous parvient: Monsieur Joseph Weber, notre devoué Secrétaire n'est plus!

Pendant 16 ans Monsieur Weber avait mis au service de notre œuvre son talent de conférencier et sa science éclairée. L'appui de ses conseils sûrs et de son zèle infatigable nous avait apporté un secours précieux. Sa mort laissera parmi nous un vide immense; sa vie restera comme un grand exemple de droiture et de charité". (16e Compte-Rendu. 1908, p. 6.)

Citieren wir auch noch zum Schlusse dieses Abschnittes die warmen Nachrufsworte, welche Madame Denaut in der General-Versammlung der Gesellschaft, am 13. Oktober 1908, dem Verblichenen gewidmet hat:

„Il me reste à aborder un sujet bien triste!

Nous avons tous été douloureusement surpris par la mort prématurée de M. le Dr. Weber, notre regretté Secrétaire général.

Le long cortège d'amis, qui l'ont accompagné à sa dernière demeure a marqué l'estime dont il était l'objet; des voix, plus autorisées que la mienne, ont dit ce qu'avait été sa vie, si remplie par de multiples devoirs, je dirai mieux, par „le Devoir". Pour nous, il fut toujours le défenseur fidèle et le soutien constant, et nous tenons à ajouter ä ces divers témoignages de sympathie l'expression de notre vive émotion et le souvenir de notre profonde reconnaissance."

* * *

Den Schwerpunkt der sozial-politischen Tätigkeits Weber's während der letzten 15 Jahre seines Lebens bildeten unstreitig seine Bemühungen für das materielle, culturelle und spirituelle Wohl der zahlreichen in unserm Lande angesiedelten oder zeitweilig darin residierenden Italiener.

Italienischer Consul in Luxemburg war bis zum Jahre 1886 der damalige Bankier, Hr. Anton Fehlen. Nachdem er sein Amt niedergelegt, wurde der belgische Consul Hr. Van Damme provisorisch mit der Vertretung der Interessen der Italiener betraut; ihm folgte dann später in derselben Eigenschaft der Industrielle Hr. Emil Dupret in Luxemburg.

In jener Zeit war das Contingent der braunen Söhne des Südens hierlands noch ein verschwindend kleines, nahm aber nach und nach in immer grösseren Proportionen zu. Ende des Jahres 1892 bezifferte sich deren Anzahl bereits auf über 300 Seelen. Damit stellte sich das Bedürfnis heraus, in der Stadt Luxemburg einen definitiven Consul für Italien zu besitzen. S. E. Herr Staatsminister Dr. Paul Eyschen, welcher die italienische Sprachgewandtheit des Hrn. Dr. Joseph Weber recht gut kannte und auch zu schätzen wusste, schlug der italienischen Regierung vor, diesem Herrn, der zugleich auch sein persönlicher Freund war, den höchst ehrenvollen, zugleich aber auch äusserst wichtigen Vertrauensposten zu übertragen. Recht gerne willigte König Humbert I. ein und so ward dann Hr. Weber am 23. Januar 1893 zum Italienischen Consul zweiter Klasse ernannt. Dass der Hr. Staatsminister sich bei dieser Wahl nicht getäuscht, sondern im Gegenteil die passendste und geeignetste Persönlichkeit des ganzen Landes für dieses schwierige Amt gefunden hatte, sollte die Zukunft in glänzendster Weise dartun.

„C'est le désir", schreibt hierüber Hr. Depoin in der schon mehrmals citierten „Indépendance") „de soutenir les faibles et le sentiment de la solidarité humaine affiné par le christianisme qui le poussèrent à accepter, sans souci de la lourdeur d'une tâche parfois périlleuse et toujours délicate, les fonctions de consul d'Italie dans le Grand-Duché.

Son dévouement à la population ouvrière, confiée à sa protection, ne recula devant rien. Dans les périodes les plus difficiles de la crise industrielle, il resta sur la brèche, multipliant ses démarches et défendant pied à pied les intérêts des travailleurs."

Das italienische Consulat wurde in jener Zeit von gar Vielen als so ein „kleines Nebenämtchen", eine Art von „Sinecure" betrachtet; doch waren sie gar sehr im Irrtum. Dank dem grossen Fleisse und dem unermüdeten Diensteifer, welchen Weber bei Allem, was er unternahm, bekundete, konnte es nicht ausbleiben, dass alle seine Musestunden dem Interesse für seine Pflegebefohlenen gewidmet wurden, die italienische Consularswürde aber auch dadurch ein bis dato nie erlangtes Ansehen genoss. Wie sehr, schon gleich von Beginn seiner Tätigkeit an, Weber sich das Vertrauen der Italienischen Regierung zu erobern gewusst hatte, wird am besten dadurch bewiesen, dass er, nach noch nicht einmal voller dreijährigen Wirksamkeit, bereits zum Ritter des hohen Italienischen Kronenordens ernannt wurde. Das Diplom datiert vom 9. Januar 1896. Die Erlaubnis, diesen Orden anzunehmen und zu tragen, erhielt Weber durch Beschluss S. K. H. des Grossherzogs Adolph vom 22. Februar 1896 und gegengezeichnet von Hrn. Staatsminister Eyschen, welcher durch offizielles Schreiben vom 26. desselben Monates seinem Freunde diese Autorisation notifizierte.

Hätte es bei Weber eines Spornes bedurft, um ihn zu noch stets regerer Tätigkeit anzuspornen, gewiss wäre ein solcher Vertrauensbeweis dazu ein vorzügliches Mittel gewesen. Doch bei der grossen, zarten Gewissenhaftigkeit und zähen Ausdauer Weber's war dies gewiss nicht nötig. Dass die Auszeichnung ihn freute, darf man ihm gewiss nicht verdenken, hatte er sie doch vollauf und redlich verdient.

Aber, mit der Auszeichnung wuchs auch die Arbeitslast und die — Liebe zur Arbeit.

In den Jahren 1893—1896 hatte sich die Zahl der italienischen Arbeiter im Grossherzogtum bereits bedeutend gehoben und sie stieg von Jahr zu Jahr dergestalt, dass bei Weber's Tode die stattliche Zahl von über 10,000 Seelen bereits überschritten war. Dass, was früher als Nebenamt hatte erscheinen können, jetzt gewiss alle Zeit und die Arbeitskraft eines „ganzen" Mannes in Anspruch nahm, liegt wohl ausser allem Zweifel. Ja, Weber war schliesslich nicht mehr im Stande, allein und persönlich die ganze Arbeitslast zu bewältigen. Für die vielfältigen Schreibereien und sonstigen laufenden Geschäfte musste er vor Allem einen

tüchtigen und gewissenhaften Gehülfen — und wenn möglich in der Arbeits-Metropole Esch-an-der-Alzette — finden. Das Glück war ihm hold. In Herrn Johann-Peter Claude, Gemeinde-Sekretär von Esch-an-der-Alzette fand er den richtigen Mann, welcher seit einer langen Reihe von Jahren, als Kanzler des Italienischen Consulates, an Weber's Seite, mit unermüdlicher Ausdauer und freudiger Schaffenskraft wirkt. Ja noch mehr, auch die zwei ältesten Kinder Weber's, Magdalena und Karl, mussten dem Vater schon, so viel sie konnten, helfend zur Seite stehen. Ausserdem war, wegen der vielen oft schwierigen und verwickelten Rechtsfragen, die sich bei einer solchen massenhaften Einwanderung der Italiener notgedrungen aufdrängten, noch ein besonderer Rechtsbeistand erfordert. Auch dieser fand sich in der Person des Hrn. Advokat-Anwaltes Faber, welcher, nachdem er zum Friedensrichter in Redingen ernannt worden war, durch Hrn. Eugen Steichen, ebenfalls Advokat-Anwalt, ersetzt wurde. Beide Herren leisteten sowohl dem Consul Weber als auch den hier ansässigen Italienern die schätzenswertesten Dienste.

Von Anfang seiner Consulatstätigkeit an verstand es Hr. Weber, sich das vollste Vertrauen der Italiener zu erobern. Er wurde von ihnen betrachtet — und war es auch in Wirklichkeit — nicht blos als ein leutseliger Vorgesetzter und eifriger Beschützer, sondern — wie es ja auch seinem Charakter entsprach — als ein gütiger Vater.

Wenn auch an der Eingangstüre des Weber'schen Wohnhauses ein Plakat die Sprechstunden für die Italiener anzeigte, so darf man doch dreist behaupten, dass die Zahl derjenigen, denen er ausserhalb dieser Stunden zur Verfügung stand, wohl noch bedeutender war, als die, welche innerhalb der Sprechstunden zu ihm kamen. Wir selbst, die wir diese Worte niederschreiben, haben zu den verschiedensten Tageszeiten das Bureau Weber's mit Italienern total besetzt gefunden, wenn wir, was nicht selten vorkam, bei ihm vorsprachen.

Und dennoch — trotz dieses Ueberlauftwerdens blieb Weber immer ruhig, immer munter, immer heiter, immer leutselig und zuvorkommend gegen „seine" Italiener und desshalb ging auch keiner derselben unbefriedigt von ihm fort.

Eigentlich war Weber nur berufen, seine Dienste jenen Italienern zu leisten, welche sich innerhalb der Grenzen des Grossherzogtums niedergelassen hatten. Doch bald drang der Ruf seiner grossen Leutseligkeit auch hin zu Italiens Söhnen jenseits der Grenzen unseres Ländchens und bald kamen sie massenhaft, aus

den Erzbecken Frankreichs (von Longwy und Briey) und Lothringens (von Metz, Hayingen und Diedenhofen) um ihm, den sie so gerne „unseren guten Consul“ nannten, ihre verschiedenartigsten Anliegen vorzutragen und er wusste Allen — Alles zu werden. Die italienische Kanzlei zu Luxemburg sah darum gar oft einem wahren Arbeiterbureau, doch nein, sagen wir lieber, einem Bienenkorbe ähnlich; denn buchstäblich gab es Tage und Stunden, wo Einer dem Andern die Türklinke in die Hand gab. Und dennoch für Alle und Jeden hatte „unser gute Consul“ stets Aufmunterung, Rat und Hülfe.

In Anerkennung dieser wirklich grossartigen Verdienste wurde Weber durch Dekret des Italienischen Königs vom 20. Juli 1902 zum General-Consul Italiens ernannt. Das Exequatur wurde ihm durch Hrn. Staatsminister Eyschen am 18. Oktober desselben Jahres zugestellt. (Siehe Memorial, 1902, S. 1345.)

Weber, welcher schon längst die Zersplitterung der Italiener unter sich mit Bedauern beobachtet hatte, suchte diesem Uebelstande abzuhelfen, indem er seinen Kanzler, Hrn. Claude, anspornte, überall im Minettbassin die Italiener in Corporationen zu vereinigen, und so entstanden denn, in Folge ihrer beiderseitigen Bemühungen, gar bald, wie in Luxemburg selbst, so auch in Esch, Düdelingen, Differdingen, Niederkorn, Rümelingen und Rodingen italienische Arbeitervereine. Gar oft, namentlich an den Sonntagen, besuchte Weber sowohl diese Arbeiterkolonien im Inlande, als auch jene, welche sich in Frankreich und Lothringen gebildet hatten. Doch damit nicht zufrieden, die Italiener in den vorgenannten Zentren in Corporationen vereinigt zu haben, suchte er letztere auch in Unterstützungs-Vereine umzubilden, welche ihn auch fast alle zu ihrem Ehrenpräsidenten erwählten, während Hr. Claude deren wirklicher Präsident ist. Öfters wohnte er denn auch deren General-Versammlungen bei, überall belehrend, ratend und unterstützend.

„Il consacrait“, fährt Hr. Depoin fort, „ses dimanches à parcourir le bassin minier, réunissant les Italiens pour les conseiller, les initier au fonctionnement des lois d'assurance. Frappé des premières difficultés que rencontrait l'exécution de ces lois, il s'imposa d'aller, deux fois par semaine, au siège de la Commission chargée de recevoir les plaintes, étudiant les dossiers et formulant des préavis judicieux grâce auxquels la plupart des procès furent désormais évités.

Il n'avait pas attendu la constitution des caisses d'assurance pour soulager la population ouvrière en organisant, avec son collaborateur dévoué M. Claude, secrétaire de la ville d'Esch et chancelier du Consulat, une caisse de secours qui rendit les plus grands services.“

In soleher Weise unausgesetzt arbeitend und wirkend, hat Weber allein, in sozialer Hinsicht und auf sozialem Gebiete, zum Wohle des Arbeiterproletariates im Stillen mehr geleistet, als alle unsere heutigen „Volksbeglücker“ und „Auch-Sozialisten“ des ganzen Landes zusammen.

Doch Weber war nicht blos für das materielle Wohl seiner Schutzbefohlenen, wie ein liebreicher Vater besorgt; ihm lag deren höheres, geistige Wohl noch viel mehr am Herzen.

Ausgehend von dem Grundsatze, dass der Mensch nicht blos aus dem vergänglichen Leibe, sondern auch aus einer unsterblichen Seele besteht, war er denn auch stets auf's sorgfältigste bemüht, die Italiener zur Befolgung ihrer religiösen Pflichten anzuspornen. Auf den Einwand hin, den Manche ihm machten, sie könnten ja keine Predigt verstehen und fänden keine Priester, welche ihre Beicht in italienischer Sprache — und eine andere verständen sie ja nicht — entgegennehmen könnten, suchte er auch diesem Missstande, soviel wie möglich, abzuhelfen. Vorerst wies er sie an einzelne Priester, welche der italienischen Sprache mächtig waren, und bewog letztere, von Zeit zu Zeit in ihren Kirchen eigens für die Italiener bestimmte Predigten in ihrer Sprache abzuhalten, und auch bestimmte Tage und passende Stunden zu bezeichnen, an denen selbe zur hl Beicht kommen könnten. Dies geschah bereits Anfangs der Neunziger Jahre. Später liess der hochw Hr. Bischof, dank den Instanzen Weber's, auch eine Art von ambulantem Gottesdienst durch einen oder den anderen italienischen Priester im Minettsbassin, und dies besonders während der hl. österlichen Zeit und an den Hauptfeiertagen des Jahres, abhalten. Weber's unauthörlichem Drängen ist es auch zu verdanken, dass seit mehreren Jahren ein oder zwei italienische Priester mit der ständigen Seelsorge ihrer Landsleute hierlands betraut werden konnten, und wurde dies ermöglicht, dank dem Entgegenkommen unserer hochlöblichen Kammer, welche eine zu diesem Zwecke bestimmte feste Summe in's Staatsbüdget eintragen liess. Sein ganz besonderes Augenmerk hatte Weber namentlich gerichtet auf das italienische Missionswerk in Esch-an-der-Alzette, und wenn allda ein ständiger italienischer Missionar seine Wohnstätte aufgeschlagen hat und allda auch in den letzten Jahren die sogenannte „Italienische Notkapelle“ erbaut worden ist, so gebührt Weber hierfür vor Allem das Verdienst.

Viele Italiener sind als „Opfer der Arbeit“ im Rhamhospiz zu Luxemburg gestorben. Einem jeden derselben widmete Weber

einen Trauerkranz; auch unterliess er es nie — wenn es ihm nur absolut möglich war — ihnen die letzte Ehre zu erweisen, dieselben, ferne von der sonnigen Heimat, zur letzten Ruhestätte zu geleiten und — für sie zu beten. Deshalb dürfen wir uns auch nicht wundern, dass die Italiener in so zahlreicher Schaar zu seinem Begräbnis herbeigeeilt waren und dass deren Vertreter aus Differdingen und Niederkorn in ihren Grabreden, welche wir weiter unten wortgetreu (und in deutscher Uebersetzung) mitteilen werden, ausrufen durften, er sei ihnen Allen „ein wahrer Vater" gewesen.

Auch Hr. Advokat-Anwalt Steichen hat in seiner tiefdurchdachten und pietätvollen Rede vor der offenen Gruft des Verstorbenen sich ganz besonders zum Zwecke gestellt, Weber's Verdienste um die italienische Arbeiterwelt in gebührender Weise hervorzuheben, weshalb wir denn auch noch auf diese Rede verweisen.

Es sei uns gestattet, hier noch einer Begebenheit Erwähnung zu tun, welche so recht beweist, welch' mächtigen Einflus Weber auf die so leicht erregbaren italienischen Naturen zu gewinnen verstanden hatte:

Vor einigen Jahren wurde in einer bekannteren Ortschaft des Gutlandes eine sehr bedeutende Arbeit ausgeführt und, weil es an geeigneten Arbeitskräften mangelte, sah sich der Unternehmer genötigt, ein halbes Hundert Italiener anzustellen. Die Söhne des Südens gründeten nun, wohl um ihren Lebensgewohnheiten nachkommen zu können, eine sog. „Compagnie", durch welche sie gemeinsam Alles, was sie zu ihrem Lebensbedarf nötig hatten, bezogen. Eines Tages erhob der Bevollmächtigte der Compagnie beim Oberaufseher die zur Bezahlung der Rechnungen des Bäckers, des Metzgers u. a. m. erforderten Gelder und — verduftete, ohne irgend welchen Schuldposten getilgt zu haben. Durch diesen Zwischenfall waren die Italiener natürlich sehr aufgebracht, aber ihr Unwille steigerte sich gewaltig, als die Lieferanten die ihnen gerechter Weise geschuldeten Gelder reklamierten. Die Haltung der Italiener wurde immer drohender, ja schliesslich so gefährlich, dass der Oberaufseher — der doch an der ganzen Diebesgeschichte unschuldig war — nach welchem aber die Italiener emsig suchten, um an ihm ihre Wut auszulassen, sich drei Tage lang auf dem Speicher eines Hauses versteckt halten musste. Die aufgebotene Gendarmerie stand den Italienern, die trotz ihrer drohenden Haltung, sich gegen keinen

Gesetzesparagraphen verfehlten, machtlos gegenüber. Als die Lage absolut unhaltbar geworden war, wandte sich die öffentliche Macht an Hrn. Consul Weber, mit der Bitte, doch hier zu intervenieren. Er erschien sodann auch gleich unter den heissblütigen Söhnen des Südens. Nachdem er einige Zeit hindurch mit denselben unterhandelt hatte, legte er die Sache bei und die Arbeiten nahmen wieder ihren gewohnten Fortgang.

* * *

Dieselben Ursachen, welche in den Neunziger Jahren das Italienische Consulat an Bedeutung zunehmen liessen, nämlich der stetig wachsende Andrang der italienischen Arbeiter, verfehlten auch ihre Wirkung nicht auf die Arbeiterschaft anderer Nationen und besonders auf die sprachverwandten Tiroler. Infolgedessen musste denn auch das Auswärtige Amt in Wien darauf bedacht sein, im Interesse der circa 400 bis 500 im Luxemburger Lande weilenden Österreichisch-Ungarischen Untertanen eine Vertretung zu gründen.

Zu diesem Zwecke wurde ebenfalls Hr. Weber auserkoren, welcher sich auch dieser ihm gewordenen ehrenvollen Aufgabe auf's gewissenhafteste unterzog. Italiener und Österreicher galten von nun an ihm gleich; den einen wie den anderen liess er seinen ganzen Schutz und seine ganze Hilfe angedeihen. Und wenn auch zuweilen die beiden Nationen sich in den Haaren lagen, so machte das bei Hrn. Weber nichts aus. Er trat dann — wie das seinem Charakter entsprach — vermittelnd und versöhnend zwischen den beiden Parteien auf.

In Anerkennung seiner Dienste übersandte ihm denn auch am 22. Februar 1898 S. K. & K. Apostolische Majestät, der Kaiser von Oesterreich und König von Ungarn, das Ritterkreuz der Eisernen Krone Österreichs, womit der persönliche Adelstitel (für die in den österreichischen Kronländern wohnhaften Personen) verbunden ist.

Was Hr. Weber für die Italiener als nützlich erkannt, das tat er auch für die Oesterreicher. Auch für diese liess er zu Esch einen eigenen Unterstützungs-Verein gründen, um auf diese Weise die guten Elemente zu sammeln und zusammen zu halten. Und so konnten wir denn auch den Österreichisch-Ungarischen Unterstützungs-Verein mit schwarzumflorter Fahne an Weber's offenem Grabe trauern sehen.

Hier müssen wir hinzufügen, dass noch im selben Jahre 1898, gelegentlich des 50jährigen Regierungs-Jubiläums S. M. des

Kaisers und Königs Franz-Joseph von Oesterreich-Ungarn, eine goldene Denkmünze zum immerwährenden Gedächtnis an diese hehre und seltene Feier geprägt wurde und dass Herrn Weber die hohe Ehre zuteil wurde, ebenfalls eine solche als Geschenk, resp. als Anerkennung, für seine dem Kaiser-Staate geleisteten Dienste zu erhalten.

* * *

Als im Jahre 1904 die Handelsverbindungen zwischen Luxemburg und Spanien einen gewissen Umschwung zu nehmen schienen, stellte sich die Notwendigkeit heraus, in Luxemburg ein spanisches Vice-Consulat zu errichten.

Der damalige spanische Gesandte im Haag, welcher Herrn Weber persönlich kannte und seitens seines österreichischen Kollegen daselbst nur Vorteilhaftes von ihm sagen hörte, machte ihm im November 1904 den ehrenvollen Antrag, die Funktionen eines spanischen Vice-Konsuls im Grossherzogtum Luxemburg zu übernehmen.

Als nach einigem Zögern Hr. Weber, welcher bereits mit Arbeit überhäuft war, dennoch zusagte, wurde das spanische Vice-Konsulat in Luxemburg gegründet und Hr. Weber am 24. März 1905 von der spanischen Regierung zu Madrid als erster Titular ernannt.

Das Exequatur seitens des Grossherzogs erfolgte am 25. April 1905.

Obgleich dieses Amt als „Sinecure" betrachtet werden konnte, da im Lande keine Spanier wohnen, so ermangelte Hr. Weber doch nicht, zur Hebung und zum Aufschwunge der kommerziellen Beziehungen zwischen beiden Ländern, durch Einsenden diesbezüglicher Berichte und Informationen, das Seinige dazu beizutragen.

Doch wir kämen an kein Ende, wollten wir — was uns übrigens rein unmöglich ist, — alle guten Werke aufzählen, an denen Weber sich beteiligt hat. Heben wir nur noch in ein paar kurzen Sätzen einige davon hervor:

Weber war Mitbegründer und Vorstands-Mitglied der unter dem Präsidium der Dame Wittwe Furcy Raynaud stehenden »Bibliothèque catholique populaire«, (zuerst im Gesellenhause und jetzt in dem Lokale der früheren Internationalen Bank untergebracht) die bezweckt, den Interessenten eine echt katholische und doch unterhaltende und belehrende Lektüre zu bieten. All-

jährlich traf Weber — wie er uns selbst gesagt — aus seiner reichhaltigen Bibliothek eine bestimmte Auswahl von Büchern und schenkte selbe an besagtes Institut.

Als in den Achtziger und Neunziger Jahren das Werk der Congo-Mission des P. Sand gegründet und lange Jahre hindurch gepflegt wurde, war Weber, neben der ihm so rasch im Tode nachgefolgten Dame Wittwe August Letellier, den Carmeliterinnen und den Zitaschwestern, eine der Hauptstützen dieses Werkes, das des Guten so immens viel für die Ausbreitung des Glaubens unter den schwarzen Kindern Afrika's getan hat. Die bekannte Broschüre des P. Sand „Das Kind in Afrika" übesetzte Weber, nachdem Dame Letellier selbe bereits in's Französische übersetzt hatte, ebenfalls in's Italienische und erfreute sich gar gewaltig, dass selbe eine so grossartige Verbreitung in Italien fand (an die 20,000 Exemplare wurden abgesetzt), weil der Reinertrag in die Missions-Kasse des guten P. Sand fliessen konnte.

Als in dem jetzigen Jahrzehnt Madame Wittwe A. Letellier den „Luxemburger Missions-Verein" zur Unterstützung der Luxemburger Missionäre und deren Missionswerke in der ganzen Welt gründete, war Hr. Weber ihr erster und bester Berater, ihre treueste Stütze und der eifrigste Beförderer dieser so segensreich wirkenden Einrichtung. Recht königlich freute er sich alljährlich, wenn er sah, wie grossartig die Ausstellung der für die verschiedenen Missionen bestimmten Geschenke sich gestaltete, und — niemals kargte er mit seinen Beiträgen.

Als grosser Freund der „Deutschen Katholiken-Versammlungen" verfehlte er nicht, wenn Zeit und Umstände es erlaubten, denselben anzuwohnen und Herz und Gemüt zu erfrischen am Anhören der so grossartigen Reden der hervorragendsten Männer deutscher Zunge. So z. B. wohnte er im Jahre 1882 (wenn wir nicht irren) der Katholiken-Versammlung in Bonn bei und schrieb dann später darüber an einen Freund: „Das waren schöne Tage, voll Sonnenschein und Begeisterung. In der hohen Beethoven-Halle waren viele Gäste versammelt, und auserlesene Redner warfen das Feuer ihrer Ueberzeugung in die Versammlung hinein. Ein echt katholisches Fest und echt katholische Männer, die da sassen! Ich werde es nie vergessen".

(Fortsetzung folgt.)

LES ANCIENS DYNASTES
D'ESCH-SUR-LA-SÛRE

par

Jules VANNÉRUS.

(Quarante-et-unième article.)

Malgré cela, Vincent de Mörs et Bernard de Rodemach, „usant du vice d'ingratitude", oubliant la grâce faite „audit feu de Rodemach, père [1]) dudit Bernard, et depuis, au mépris du sèrement de fidélité que le dit Vincent, comte de Morse, tant pour luy que comme mambour et tuteur dudit Bernard, son petit-fils", avait prêté à Maximilien, en reprenant de lui Boulay, „se sont tacitement tirez" en France et, „ensuivant le mauvais trayn et vestige dudit feu sgr. de Rodemach", ont intrigué contre Maximilien et Philippe. Aussi ceux-ci se sont-ils vus obligés de confisquer toutes leurs places, terres, seigneuries, rentes, revenus et biens quelconques. Ils donnent à leur cousin, Christophe, marquis de Bade et comte de Spanheim, leur lieutenant-général du Luxembourg, Rodemacher, Boulay, Richemont et Hespérange, ainsi qu'Useldange, acheté naguère par ledit comte de Mörs au sg. de Clervaux [2]).

Que devenait Esch dans cette débâcle?

Il paraît que cette terre, du moins la part de Cronenbourg, suivit d'abord le sort des biens octroyés au marquis de Bade, car c'est ce dernier qui donna en fief à l'ordre teutonique à Luxembourg, le 26 mars 1498, les biens féodaux de Rindschleiden (nous signalerons cet acte en parlant des fiefs tenus d'Esch).

D'autre part, Neuerbourg ne fut pas confisqué ou en tout cas ne le resta pas longtemps, puisque le 31 juillet 1505 nous voyons Jean, comte de Nassau, Vianden et Dietz, etc., donner en fief à Guillaume, comte de Wied et de Mörs, sgr. de Ronckel et d'Isenbourg, son neveu et féal, au nom d'Anne, sa fille, procréée avec noble dame Marguerite, née de Mörs et Rodemacher, comtesse de Wied, etc., sa femme, le château et la ville de Neuerbourg, avec toutes seigneuries et juridictions, telles que les

1) Il faut lire: *grand-père*.

2) *Table* de Würth-Paquet, t. 35, n° 656.

possédait feu Gérard, sgr. de Rodemacher, Cronenbourg et Neuerbourg, ainsi que d'autres biens [1]).

C'est cette fille, Anne de Wied, qui recueillit finalement la moitié d'Esch, qui ne dut donc pas rester en la possession de la famille de Bade. Elle épousa Guillaume, fils de Guillaume, comte deNeuenahr, sgr. à Bedbur et à Gastorp, mort en 1498, et de Walburge, comtesse de Manderscheid; c'est ainsi que le 25 juillet 1531 Guillaume, comte de Neuenahr, sgr. de Bedbur, etc., comme époux d'Anne, comtesse de Wied et de Mörs, héritière de feu Gérard, sgr. de Rodemacher, pour toutes les seigneuries sises dans le Luxembourg, donna procuration pour le représenter en justice et revendiquer les dites seigueuries [2]).

Le 24 août 1533, Louis (III) de la Marck, comte de Rochefort et de Montaigu, sgr. à Agimont et à Herbeumont, et son cousin *(vetter)* Guillaume, comte de Neuenahr et de Mörs, sgr. à Bedbur, firent une transaction au sujet de l'hérédité de la famille de Rodemacher: il y fut entre autres stipulé que Louis cédait les droits qu'il avait sur les biens des Rodemacher (en dehors de la terre de Chassepierre, qu'il avait reçue dès 1498) en échange de la terre d'Useldange, qui devait retourner à Guillaume ou à ses hoirs si Louis mourait sans hoirs [3]).

Le 5 février 1539, le sgr. de Neuenahr figure parmi les coseigneurs d'Esch [4]) et quinze jours après la St Mathias 1541 n. st., Burchart, bailli à Esch, rendit compte des recettes de la part de Rodemacher en la seigneurie d'Esch, part appartenant à Guillaume, comte de Neuenahr et de Mörs [5]).

Quelques années plus tard, Guillaume et son fils Hermann aliénèrent leur part d'Esch. En effet, lisons-nous dans Neyen, le mardi, 20 août 1549, Jean de Lierre, sgr. de Berchem et de Boust (lisez: *Ranst*), déclare devant le Siége des nobles avoir acheté de Guillaume et Herman, comtes de *Nuevnaer* et de *Moers,* père et fils, leur part de la forte maison et seigneurie d'Esch avec dépendances; que l'acte de vente est écrit; qu'au moment d'opérer le transfert devant le Siége, une difficulté est survenue au sujet du prix de vente. Devant s'absenter du pays, il prie le

---

1) *Table* de Würth-Paquet, t. 37, nº 580.

2) *Arch. de Clervaux*, nº 1734.

3) De Chestret de Haneffe, *loc. cit.*, pp. 143 et 326—330.

4) V. plus loin, les difficultés des seigneurs d'Esch avec ceux de Wiltz.

5) *Publ.* de la soc. arch. de Luxembourg. t. 27, p. XXV, d'après l'original, au Fonds Vannérus (Sect. Hist.)

Siége d'admettre pour le remplacer en temps et lieu trois personnes, qu'il désigne.

Des journées furent tenues à ce propos les 23 janvier, 3 juillet et 21 octobre 1550: absent à la première, Jean de Lierre comparut en personne aux deux autres.

Le 24 août 1550: le comte Thierri de Manderscheid fit part au Siége des nobles de son intention d'exercer le retrait lignager de la moitié de la terre d'Esch, acquise par le sgr. de Lierre du comte de Neuenahr et dont le transport avait été affectué [1]).

„Semblable notification a été faite le 26 août subséquent à Philippe de Montmorency, comte de Haïn (lisez: *Horn*), et à Walburge, sa femme [2]). Et, en effet, en 1551 Dietrich, comte de Manderscheid, envoya au greffier du Siége des nobles une somme de 2200 fl. d'or du Rhin, outre une seconde somme de 180 fl. d'or pour un dixième en sus, destinés à exercer ce retrait de la moitié de la terre d'Esch, vendue par Guillaume et Henri (lisez: *Hermann*) de Nuevenaer et Moers, etc. Le greffier a refusé d'accepter ce dépôt“ [3]).

En effet, ce retrait ne fut pas admis et Jean de Lierre resta en la possession de la moitié d'Esch, puisque le 20 janvier 1550 n. st., à Saarbourg, sire Jean *von Liere* (van Lier), fils de Jean, sgr. à Berchem, Ranst et Esch-sur-la-Sûre, conseiller de S. M., commissaire en chef de guerre dans les pays allemands et gouverneur ordonné pour le duché de Luxembourg et le comté de Chiny, faisant un contrat de mariage avec Anne d'Isenbourg, veuve de François, jeune comte de Manderscheid-Blankenheim, sgr. de Berbourg, Berg et Soleuvre, apporta en dot, outre de nombreux biens dans les environs d'Anvers, la moitié des château et seigneurie d'Esch-sur-la-Sûre [4]).

Cependant, il faut croire que cette cession à Jean de Lierre n'était qu'une engagère ou une vente à réméré, puisque de 1551 à 1559 parait en qualité de seigneur d'Esch, Jean comte de Neuenahr et Mörs, sgr. de Godbringen, Halkeroid, etc. [5])

1) Thierri, comte de Manderscheid, était fils de Conon I, comte de Manderscheid-Schleiden, et de sa seconde épouse Mathilde, comtesse de Virnembourg, fille de Guillaume et de Françoise de Rodemacher. Il était donc cousin issu-de-germain de Marguerite de Mörs, belle-mère et grand-mère des vendeurs de 1549.

2) Sœur de Hermann de Neuenahr, comme nous allons le voir.

3) Neyen, pp. 244—245, d'après des notes du gouverneur de la Fontaine.

4) De Raadt, *Sceaux armoriés*, II, 345 et 415, avec la description du sceau de Jean de Lierre.

5) Neyen, p. 245. Il faut certainement lire: *Hermann* au lieu de *Jean*. En effet, il existe aux Arch. du Gouvern. à Luxembourg (Fonds Vannérus) un compte rendu le 5 février 1557 n. st. par Ruyss, bailli d'Esch, pour la moitié d'Esch ap-

Trois ans après, le 3 février 1563 n. st., Hermann, comte de Neuenahr et de Mörs, sgr. de Bedbour, Rodemacher et Esch, et Madel. de Nassau-Katzenellenbogen, sa femme, sgr. et dame de la moitié d'Esch, font donation de cette part, ainsi que des seigneuries et châteaux de Rodemacher, Useldange, Hespérange, etc., à l'époux de leur sœur unique, Walburge, comtesse de Neuenahr, Philippe de Montmorency, comte de Hornes, baron de Nivelles, etc., chevalier de la Toison d'or, amiral.

Après la mort de Hermann, — qui n'avait alors pas d'enfants de son épouse Madeleine, fille de Guillaume de Nassau le Vieux et de Walburge, comtesse d'Egmond —, Walburge jouira des biens en question, s'il décède sans laisser d'héritier. Si elle-même meurt sans enfants, le tout passera au comte de Hornes. Si, enfin, celui-ci meurt aussi sans descendance, ces biens reviendront à son frère, Florent de Montmorency [1]).

Philippe de Montmorency, plus connu sous le nom de comte de Hornes — qui n'avait été institué héritier de Jean, comte de Hornes, en 1540, qu'à la condition d'épouser Walburge — était le malheureux et inséparable ami du comte d'Egmond, avec lequel il fut décapité sur la grand'place de Bruxelles, le 5 juin 1568. Ce n'est pas la place ici de rappeler le beau rôle joué par ces deux défenseurs des libertés des Pays-Bas; signalons simplement que Philippe était dans un état de fortune précaire, près de la ruine, ce qui explique la donation que lui fit ainsi qu'à sa femme, son beau-frère Hermann. Il ne put d'ailleurs jouir de cette donation puisque le donateur lui survécut: nous retrouvons, en effet, celui-ci en qualité de co-seigneur d'Esch en 1568 [2]), le 26 mars 1572 [3]), en 1575 [4]) et le 12 mai 1579 [5]). Cette dernière mention le qualifie

---

partenant à Hermann, comte de *Neuenar* et de *Murss*, sgr. à *Bedborenn*, *Hoelckeraidtt*, *Krackau* et *Esch off der Saurenn:* un autre compte est rendu au même pour l'année 1560 n. st.

1) Neyen, *Ibidem*, p. 245, et J. Grob, *Pierre-Ernest, prince et comte de Mansfelt*, 1898, pp. 109—110. Orig. aux Arch. du Gouv., Fonds Vannérus.

La donation ayant eu lieu en l'absence de Walburge, celle-ci la ratifia par acte passé à *Wirde* le 25 mai 1563 et donna procuration à Jean de Brandenbourg, sgr. à Meysembourg, et Werner Zandt, sgr. à Bourscheid, pour renouveler cette agréation, ce qu'ils firent le 13 juillet suivant par devant le Siége des nobles à Luxembourg. (Orig., Fonds Vannérus, aux dites Arch.)

2) Neyen, p. 245.

3) Dans le règlement du métier des drapiers d'Esch (orig., aux arch. de la Sect. hist.); cf. Neyen, p. 246.

4) Neyen, pp. 247—248, avec l'appellation erronée „*Bernard*, comte de Nuwenaar". La même année, son épouse, Madeleine de Nassau-Katzenellenbogen, prenait également la qualité de dame de la moitié d'Esch (Neyen, p. 248).

5) Acte relatif à la cure d'Eschdorf (dont je parlerai plus loin).

de défunt: il était en effet, mort le 4 décembre 1578, sans laisser d'enfants de son épouse Madeleine de Nassau-Katzenellenbogen.

Dès lors, sa sœur Walburge restait seule en la possession d'Esch, mais ce ne fut pas pour longtemps: le 19 janvier 1580, en effet, par acte passé à Mörs, alors qu'elle était remariée avec son cousin Adolphe, dernier comte de Neuenahr, comte de Mörs et de Limbourg, sgr. d'Altena, Bedbur, etc., son mari et elle donnèrent leur moitié de la terre d'Esch à Pierre-Ernest, comte de Mansfeld, gouverneur du Luxembourg, et, *ordine successivo*, à son fils légitime Octavien-Sigismond. Par un autre acte, Adolphe et Walburge firent don à ce dernier des terres de Rodemacher, Useldange, Richemont et Hespérange, ainsi que de leurs actions à charge des héritiers des comtes de Rochefort et de tous les droits qu'ils peuvent avoir dans le Luxembourg.

Le 20 janvier, les donateurs constituent le prévôt de Luxembourg, Paul-Christophe et Oswald, frères de Larochette, et Thierri de Manderscheid, leur ancien bailli d'Esch, pour faire réaliser cette donation par le Siége des nobles [1]).

De son côté, le comte de Mansfeld constitua également procureurs aux mêmes fins, mais le justicier des nobles, Wéry, seigneur de Créange, ne voulut recevoir le transport, les procutions n'étant pas en règle d'après lui. Malgré l'intervention du prince de Parme, gouverneur général, auprès duquel le comte de Mansfeld avait fait de vives instances, le justicier ne voulut pas en démordre et allégua à nouveau, à l'assemblée tenue par le Siége le 28 avril 1580 [2]), que les procurations devaient être passées

---

[1]) Cf. Grob, *op. cit.*, p. 108, et *Public.* de Luxembourg, t. 27 (1873), p. XXVI d'après le Fonds Vannérus (à la Sect. Historique).

Les donateurs, Adolphe et Walburge, comte et comtesse à *Neuwenar, Mörss* et *Lymburgh*, sgr. et dame à *Alpen, Bedbur, Hackenbroch, Lenneph* et *Althena*, déclarent faire la dite donation à P.-Ern. comte et sgr. à Mansfeld, etc., *unser freundtlicher lieber herr vetter, schwager unndt bruder*, pour les nombreuses marques d'amitié et de bienveillanec (*die vielfaltige freundtschafft, ehr unndt wollthatt*) qu'il leur a témoignées.

Le conseil déclara ne procéder au transport en question que sur les instances du comte de Mansfeld et par ce que le justicier avait été appelé aux Pays-Bas par le Prince de Parme, gouverneur.

[2]) La veille, 27 avril 1580 (et non 1589, comme le dit l'inventaire imprimé), le comte de Mansfeld, alors à Mons, donne procuration à Godefroid, sgr. d'Eltz, et de Wolmerange, et à Oswald de Larochette, sgr. de Heffingen, pour faire réaliser par le Siége des nobles la donation que lui avait faite, ainsi qu'à son fils, ses chers parents (*vetter und bass*), Adolphe et Walburge (*Arch. de Reinach*, n° 3450; Grob, *op. cit.*, pp. 106—107).

devant le justicier et deux assesseurs et que les biens donnés avaient déjà fait l'objet d'une donation le 3 février 1563.

Le 19 mai, le gouverneur général réitéra au justicier l'ordre de recevoir et passer les œuvres de la dite donation; en cas de nouveau refus, le conseil de Luxembourg avait à accépter et à passer le transport. Wéry de Créange refusant toujours, le conseil réalisa la donation le 25 juin [1]).

Comme cette procédure était irrégulière, le comte de Mansfeld s'adressa au souverain, qui par patentes du 18 juillet 1580 autorisa les deux transports effectués le 20 juin par devant le conseil de Luxembourg, au sujet de la moitié d'Esch et des terres et seigneuries de Rodemacher, Useldange, Richemont et Hespérange. Le roi décreta que ces transports auraient la même valeur que s'ils avaient été passés pardevant le siége des nobles [2]).

La moitié de Cronenbourg en la seigneurie d'Esch sortit dès lors définitivement de la possession des descendants de Ferry de Neuerbourg et d'Ermengarde d'Esch: elle y était resté pendant près de trois siècles. Le tableau ci-contre permettra de se rendre compte des divers changements de propriétaires qu'elle subit de 1282 à 1580.

Quant à Walburge de Neuenahr, elle devint veuve pour la seconde fois le 8 octobre 1589, jour où Adolphe fut tué par une explosion de poudre à Arnhem; elle lui survécut jusqu'au 26 mai 1600. La même année, elle avait, n'ayant pas d'enfants, institué comme héritier Maurice, comte de Nassau-Orange, fils de Guillaume le Taciturne et d'Anne de Saxe, neveu de la belle-sœur de Walburge, Madeleine de Nassau [3]).

* * *

Dès le 3 juillet 1580, le comte de Mansfeld exerçait les droits de propiétaire de la moitié d'Esch, en nommant comme bailli de cette part Thierri de Manderscheid, qui avait déjà rempli ces fonctions [4]). Il agissait sans doute, en faisant cette nomination, aussi bien pour son fils Octavien-Sigismond qu'en son nom propre: en effet, ce fils était encore enfant, car il était né du second ma-

---

1) *Publ.*, t. 27 (1873), p. XXVI; Arch. de Reinach, nº 3356, à la date du 20 juin 1580.

2) *Arch. de Reinach*, nº 3356, et J. Grob, *op. cit.*, pp. 107 à 112.

3) Cf. pour les Mörs-Saarwerden et les Neuenahr, Bärsch, *Eiflia illust.*, I, 1ère p., 1824, pp. 147—153.

4) Neyen, p. 248.

La moitié de Cronenbourg en la terre d'Esch de 1282 à 1580.

Frédéric de Neuerbourg, fils de Frédéric et d'Ermengarde d'Esch, succède à son père dès janvier 1282. Mort en 1330.
Possédait Esch en indivision avec les Brandenbourg.

Lucie de Neuerbourg, enfant unique. Ép. Jean, seigneur de Dollendorf et de Cronenbourg (1302—1322.)

Frédéric, fils aîné, cité depuis 1307, seigneur de Cronenbourg (1325—1340).

Frédéric de Cronenbourg, hérite de la moitié d'Esch de son arrière grand-père en 1330. Mourut en 1357.

Frédéric, fils aîné, mort sans enfants. Co-sgr. d'Esch?

Pierre, cité 1357; sgr. de Cronenbourg et de Neuerbourg (1360): co-sgr. à Esch (1395—1407); mort peu avant janvier 1418.

Godard, sgr. de Cronenbourg et de Neuerbourg (1360—1410); Co-sgr. à Esch (1395).

Enfant unique: *Mathilde de Dollendorf*, héritière de Cronenbourg et de Neuerbourg et de la moitié d'Esch, morte avant 1410.
Ép. en 1391 Gérard, sgr. de Boulay et d'Useldange (encore vivant en 1413).

Enfant unique: *Ermengarde de Boulay:* apporta la moitié d'Esch à son marie Jean, sgr. de Rodemacher (1418—1439).

Gérard, sgr. de Rodemacher, de la moitié d'Esch, etc. (1439—1486) † avant nov. 1492.

Élisabeth de Rodemacher. Ép. en premières noces Frédéric, fils aîné du comte de Mörs et de Saarwerden.

Bernard de Mörs et Saarwerden, cité 1486—1492. Mort non marié.

Marguerite de Mörs et de Saarwerden (1486—1505).
Ép. Guillaume, comte de Wied (1505).

Anne, comtesse de Wied et de Mörs (1505—1533), enfant unique.
Ép. Guillaume, comte de Neuenahr (1531—1541).

Hermann, comte de Neuenahr, † sans enfants, le 4 déc. 1578.

Walburge, comtesse de Neuenahr (1550—1600). Ép.: 1) Philippe, comte de Hornes (1562—1568); 2) Adolphe, comte de Neuenahr. Donne avec Walburge la moitié d'Esch au comte de Mansfeld et à son fils, le 19 janvier 1580.

riage de son père avec Marie de Montmorency, mariée le 22 février 1562 et morte le 5 août 1570 [1]).

Octavien-Sigismond mourut une dizaine d'année après, sans laisser de postérité, en juillet 1591, alors qu'il donnait l'assaut au fort de Knodsenbourg près de Nimègue [2]).

Mansfeld devint dès lors seul propriétaire à Esch [3]), mais il ne le resta plus longtemps, car le 2 décembre 1598, il mande aux officiers, justice et habitants d'Esch-sur-Sûre que par acte du 27 novembre 1598, il a vendu, sous clause de rachat, sa moitié de la seigneurie d'Esch-sur-Sûre au sieur de Munichausen, son bailli en chef à Vianden, pour 14000 écus; il a donné procuration à Jean Wiltheim, secrétaire de S. M. et greffier du conseil de Luxembourg, pour décharger les dits habitants de leur serment.

Le 11 décembre, Eustache de Munîchausen, devenu sgr. héréditaire d'Esch, reçoit l'hommage de ses sujets en la sgr^ie^ d'Esch. Le lendemain, 12 décembre 1598, à Esch, il est mis en possession de la moitié de la dite terre en présence de J. Wiltheim et du notaire P. Pectz [4]).

Le nouveau propriétaire d'Esch, bailli en chef du comté de Vianden depuis le 10 juillet 1580, cité comme colonel depuis 1590, est mentionné le 29 juillet 1598 comme seigneur engagiste d'Esch et de Wampach et les 11 mai et 2 décembre 1599, comme seigneur engagiste à Esch; par contre, les 31 mars 1599, 14 septembre 1601, 24 janvier 1603, 1er juin 1604, 9 décembre 1605, 24 septembre 1607, 29 mai et 24 octobre 1608, 27 janvier 1610 et 23 février 1613, il est appelé seigneur à Esch [5]), bien que la cession de 1598 ne fût qu'une engagère.

(A suivre.)

---

1) Grob, *op. cit.*, pp. 37 et 52—53. Marie de Montmorency, fille de Josse et d'Anne d'Egmond, était la sœur de Philippe, comte de Hornes, époux de Walburge de Neuenahr. Cette parenté explique la donation de 1580.

2) Grob, *op. cit.*, p. 113.

3) D'après Neyen (p. 248), le gouverneur de Mansfeld aurait dès 1583, engagé la moitié de la terre d'Esch à Eustache de Munichhausen, son bailli à Vianden, pour 27000 fl., y compris la reconstruction du château. Ce doit être une erreur, car Eustache est cité dans des actes des 3 et 4 novembre 1583 et 1er mars 1584, comme agissant en vertu des pouvoirs, instructions et ordres reçus de P.-E. comte de Mansfeld, co-sgr. à Esch (Fonds Vannérus, aux Archives du Gouv. et de la Sect. Hist à Luxembourg), et le comte apparaît en maintes circonstances comme seigneur d'Esch en partie.

4) *Arch. de Reinach*, n°s 3559 à 3561, et Fonds Vannérus, aux Arch. du Gouvern. à Luxembourg.

5) Cf. *Arch. de Reinach*, n°s 3354, 3576, 3629, 3666 et 3703; *Arch. de Marches de Guirsch*, II; Neyen, pp. 249 et 250; *Arch. de Clervaux*, n°s 2587. 2596, 2602 et 2603.

Das Großherzogtum Luxemburg
unter Wilhelm III. 1849—1890.

(Fortsetzung.)

5. Die Mitglieder der Regierung. 1849—1890.[10])

Recht interessant ist die Zusammenstellung der verschiedenen Regierungsmitglieder, welche während der 41jährigen Herrschaft Wilhelm's III. an der Spitze des Landes standen. Die einen hatten die Ehrenstelle länger, andere kürzer inne; doch waren alle ohne Ausnahme redlich bemüht, den Wohlstand des Großherzogtums nach Kräften zu fördern.

1.) Vom 6. Dezember 1848 bis zum 23. September 1853 bestand die Regierung aus den 4 Mitgliedern: Willmar J. J. M., Regierungs-Präsident und den General-Administratoren: Ulrich Mathias, Metz Norbert und Ulveling Johann.

2.) Vom 23. September 1853 bis zum 23. September 1854 bestand die Regierung aus den fünf Mitgliedern: Simons Mathias, Regierungs-Präsident; Würth Franz Xaver, General-Administrator der Justiz, Jürion Wendelin, General-Administrator des Innern, Wellenstein Mathias, General-Administrator der öffentlichen Arbeiten und Servais Emmanuel, General-Administrator der Finanzen.

3) Vom 23. September 1854 bis zum 24. Mai 1856 bestand die Regierung aus den fünf Mitgliedern: Simons Mathias, Regierungs-Präsident, Würth Franz Xaver, General-Administrator der Justiz, Jürion Wendelin, General-Administrator des Innern, Servais Emmanuel, General-Administrator der Finanzen und Thilges Eduard, General-Administrator der Gemeinde-Angelegenheiten.

4) Vom 24. Mai 1856 bis zum 2. Juni 1857 bestand die Regierung aus den fünf Mitgliedern: Simons Mathias, Regierungs-Präsident, Würth Franz Xaver, General-Administrator des Innern, Servais Emmanuel, General-Administrator der Fi-

[10]) Die nachfolgende Liste ist ein Auszug aus dem Werke: **Ruppert Pierre.** Statistique historique du Grand-Duché de Luxembourg. — Le Gouvernement, le Conseil d'État et la Chambre législative du Grand-Duché de Luxembourg de 1831 à 1889 et la Représentation de la Province de Luxembourg de 1815 à 1839, d'après les documents officiels. 15 septembre 1889. Luxembourg. V. Bück, p. 86—106.

nanzen, Eyschen Karl Gerard, General-Administrator der Justiz und de Scherff Paul, General-Administrator der öffentlichen Arbeiten.

5) Vom 2. Juni 1857 bis zum 29. November 1857 bestand die Regierung aus den sechs Mitgliedern: Simons Mathias, Regierungs-Präsident, Würth-Paquet Franz Xaver, General-Administrator des Innern, Servais Emmanuel, General-Administrator der Finanzen, Eyschen Karl Gerard, General-Administrator der Justiz, de Scherff Paul, General-Administrator der Eisenbahnen und Augustin Wilhelm Mathias, General-Administrator der öffentlichen Arbeiten.

6) Vom 29. November 1857 bis zum 12. November 1858 bestand die Regierung aus den drei, resp. vier Mitgliedern: Simons Mathias, Staatsminister und Regierungs-Präsident, Würth Franz Xaver, General-Direktor des Innern und Augustin Wilhelm Mathias, General-Direktor der Justiz und der Finanzen. Der frühere General-Administrator der Eisenbahnen blieb zeitweilig in diesen Funktionen bis zum 5. Februar 1858.

7) Vom 12. November 1858 bis zum 23. Juni 1859 bestand die Regierung aus den drei Mitgliedern: Simons Mathias, Staatsminister, Präsident der Regierung, Augustin Wilhelm Mathias, General-Direktor der Justiz und der Finanzen, und Ulveling Johann, General-Direktor des Innern.

8) Vom 23. Juni 1859 bis 15. Juli 1859 bestand die Regierung provisorisch aus den beiden Mitgliedern: Simons Mathias, Staatsminister und Regierungs-Präsident und Ulveling Johann, General-Direktor des Innern und provisorisch mit den Finanzen betraut.

9) Vom 15. Juli 1859 bis zum 26. September 1860 bestand die Regierung aus den drei Mitgliedern: Simons Mathias, Staatsminister und Regierungs-Präsident, Ulveling Johann, General-Direktor der Finanzen und Thilges Eduard, General-Direktor des Innern und der Justiz.

10) Vom 26. September 1860 bis zum 9. September 1863 bestand die Regierung aus den drei Mitgliedern: Baron von Tornaco Viktor, Staatsminister und Regierungs-Präsident, Ulveling Johann, General-Direktor der Finanzen und Jonas Michel, General-Direktor des Innern und der Justiz.

11) Vom 9. September 1863 bis zum 31. März 1864 bestand die Regierung aus den drei Mitgliedern: Baron von Tornaco Viktor, Staatsminister und Regierungs-Präsident, Ulveling Johann, General-Direktor der Finanzen und Neumann Bernard Hubert, General-Direktor des Innern und der Justiz.

12) Vom 31. März 1864 bis zum 26. Januar 1866 bestand die Regierung aus den vier Mitgliedern: Baron von Tornaco Viktor, Staatsminister und Regierungs-Präsident, Ulveling Johann, General-Direktor der Finanzen, Simons Ernest, General-Direktor des Innern und der öffentlichen Arbeiten, Vannerus Heinrich, General-Direktor der Justiz.

13) Vom 26. Januar 1866 bis zum 3. Dezember 1866 bestand die Regierung aus den vier Mitgliedern: Baron von Tornaco Viktor, Staatsminister, Präsident der Regierung, Ulveling Johann, General-Direktor des Innern, Simons Ernest, General-Direktor der Finanzen und Vannerus Heinrich, General-Direktor der Justiz.

14) Vom 3. bis zum 14. Dezember 1866 bestand die Regierung aus den drei Mitgliedern: Baron von Tornaco Viktor, Staatsminister, Regierungs-Präsident, Ulveling Johann, General-Direktor des Innern, de la Fontaine Leo, General-Direktor der Justiz und der Finanzen.

15) Vom 14. Dezember 1866 bis zum 18. Juni 1867 bestand die Regierung aus den vier Mitgliedern: Baron von Tornaco Viktor, Staatsminister, Präsident der Regierung, de la Fontaine Leo, General-Direktor der Justiz, de Colnet d'Huart Joh. Franz Leonhard, General-Direktor der Finanzen und Baron von Blochausen Felix, General-Direktor des Innern.

16) Vom 18. Juni 1867 bis zum 3 Dezember 1867 bestand die Regierung aus den drei Mitgliedern: Baron von Tornaco Viktor, Staatsminister, Präsident der Regierung, de Colnet d'Huart J. Fr. L., General-Direktor der Finanzen und Baron von Blochausen Felix, General-Direktor des Innern.

17) Vom 3. Dezember 1867 bis zum 30. September 1869 bestand die Regierung aus den vier Mitgliedern: Servais Emmanuel, Staatsminister, Regierungs-Präsident, Thilges Eduard, General-Direktor der Gemeinde-Angelegenheiten, Vannerus Heinrich, General-Direktor der Justiz und de Colnet d'Huart, General-Direktor der Finanzen.

18) Vom 30. September 1869 bis zum 12. Oktober 1869 bestand die Regierung aus den drei Mitgliedern: Servais Emmanuel, Staatsminister, Regierungs-Präsident, Thilges Eduard, General-Direktor der Gemeinde-Angelegenheiten und Vannerus Heinrich, General-Direktor der Justiz.

19) Vom 12. Oktober 1869 bis zum 7. Februar 1870 bestand die Regierung aus den vier Mitgliedern: Servais Emmanuel, Staatsminister, Regierungs-Präsident, Thilges Eduard,

General-Direktor der Gemeinde-Angelegenheiten, Vannerus Heinrich General-Direktor der Justiz, Ulveling Georg, General-Direktor der Finanzen.

20) Vom 7. Februar 1870 bis zum 25. Mai 1873 bestand die Regierung aus den vier Mitgliedern: Servais Emmanuel, Staatsminister, Regierungs-Präsident, Vannerus Heinrich, General-Direktor der Justiz, Ulveling Georg, General-Direktor der Finanzen und Salentiny Nikolaus, General-Direktor des Innern.

21) Vom 25. Mai 1873 bis zum 26. Dezember 1874 bestand die Regierung aus den vier Mitgliedern: Servais Emmanuel, Staatsminister, Regierungs-Präsident, Vannerus Heinrich, General-Direktor der Justiz, Salentiny Nikolaus, General-Direktor des Innern und de Roebe Viktor, General-Direktor der Finanzen.

22) Vom 26. Dezember 1874 bis zum 26. April 1876 bestand die Regierung aus den vier Mitgliedern: Baron von Blochausen Felix, Staatsminister, Regierungs-Präsident, Salentiny Nikolaus, General-Direktor des Innern, de Roebe Viktor, General-Direktor der öffentlichen Arbeiten und Funk Alphons (gest. 20. April 1876), General-Direktor der Justiz.

23) Vom 26. April 1876 bis zum 8. Juli 1876 bestand die Regierung aus den drei Mitgliedern: Baron von Blochausen Felix, Staatsminister, Regierungs-Präsident, Salentiny Nikolaus, General-Direktor des Innern und de Roebe Viktor, General-Direktor der öffentlichen Arbeiten.

24) Vom 8. Juli 1876 bis zum 6. August 1878 bestand die Regierung aus den vier Mitgliedern: Baron von Blochausen Felix, Staatsminister, Regierungs-Präsident, Salentiny Nikolaus, General-Direktor des Innern, de Roebe Viktor, General-Direktor der Finanzen und Eyschen Paul, General-Direktor der Justiz.

25) Vom 7. August 1878 bis zum 21. September 1882 bestand die Regierung aus den vier Mitgliedern: Baron von Blochausen Felix, Staatsminister, Regierungs-Präsident, de Roebe Viktor, General-Direktor der Finanzen, Eyschen Paul, General-Direktor der Justiz und Kirpach Heinrich, General-Direktor des Innern.

26) Vom 21. September 1882 bis zum 12. Oktober 1882 bestand die Regierung aus den drei Mitgliedern: Baron von Blochausen Felix, Staatsminister, Regierungs-Präsident, Eyschen Paul, General-Direktor der Justiz und Kirpach Heinrich, General-Direktor des Innern. (Fortsetzung folgt.)

ÉTUDES SUR LE LUXEMBOURG

A L'ÉPOQUE CAROLINGIENNE.

Les ducs de Lotharingie. — Le moine Sigehard de Trèves, qui rédigea en 963 les *Miracula Sancti Maximini*, après avoir relaté la concession par Arnoul au **duc Meingaud** de l'abbaye de Saint-Maximin, ajoute:

„*Post* **Megingaudum** (anno 892 interfectum), *potestatibus et usibus* **hujus regni Ducum** *haec abbatia subjacuit; his tantum exceptis quae fratrum sustentationi sequestrata fuerunt, quae tamen — sicut et adhuc — eorum (Ducum) defensioni a Regibus committebantur.*“

Il est inconcevable qu'on puisse prétendre que Sigehard, dédiant un livre à son abbé, y ait inséré une contre-vérité aussi scandaleuse que d'attribuer l'administration des biens de l'abbaye, depuis soixante-dix ans, à des ducs n'ayant existé que dans son imagination. Il y avait sûrement à Saint-Maximin ou dans le clergé de Trèves des octogénaires et des nonagénaires qui avaient vu de leurs yeux Meingaud et tous ses successeurs.

Ce passage est précédé par un récit qu'on retrouvera dans la biographie de Meingaud et qui constate la cession du temporel de l'abbaye, à la mort de l'abbé Erchembert, „*cuidam* **Megingaudo, regni hujus duci**.“ Parisot lui-même, à propos d'une charte de Stavelot, prend soin de relever le sens fort net de ces mots: „*istius regni*“, dans un texte lorrain [341]). *Meingaud a donc été duc de toute la Lotharingie.*

Si nous possédions, comme pour Echternach ou Stavelot, des catalogues d'abbés pour Saint-Maximin, le récit de Sigehard nous fournirait par application la suite des ducs successeurs de Meingaud. Mais ces listes font défaut. La *Chronicon Sancti Maximini* éditée par Hontheim [342]) se borne à dire après Erchembert: „*Ab anno 888 usque ad annum 934 abbatia ista per* **comites et duces** *fuit detenta, et per praepositos fuit administrata, per annos circiter 45.*“

341) Parisot, p. 672, note 1.

342) *Prodromus Historiae Trevirensis*, II, 1005.

Comme l'*Erchembertus* ou *Herkumbertus* des textes hagiographiques — qui ne figure pas au nécrologe de Saint-Maximin sous ce nom — n'est autre apparemment que le *Regumbertus abbas* non identifié par Hontheim, et dont ce nécrologe enregistre l'obit au 27 octobre [343]), c'est au moment de la proclamation d'Arnoul ou peu après (11 novembre 887) que Meingaud reçut l'abbaye, des mains du souverain; et déjà il était investi du titre de duc ou désigné pour cette fonction.

Meingaud *fut donc duc de Lotharingie de 887 au 28 août 892.*

Ricoin lui succéda, comme nous le verrons au chapitre traitant des comtes du Verdunois. Il mourut, d'après le *Livre de vie de Remiremont,* le 18 novembre (en 894).

Bevoin aurait succédé à Ricoin, — si l'on en croit la *Vita Meingoldi comitis* qui lui donne le titre de duc, — et serait mort en 895.

Regnier II figure comme duc dans deux passages de la chronique de Reginon, en 897 et 898, où il est qualifié „*dux fidelissimus*" du roi Zuentebold. C'est aussi en 897 qu'il fut nommé abbé d'Echternach.

Gebhard, frère de Conrad de Hesse et oncle paternel du roi Conrad Ier de Germanie, fut désigné comme duc de Lotharingie par Louis IV, probablement dès son avènement en 900. Il périt le 12 juin 910, en repoussant les Hongrois sur les bords du Lech [344]).

Eberhard, neveu de Gebhard, fut abbé de Saint-Maximin, comme on le voit par une charte à laquelle est attribuée la date — tout au moins douteuse — du 1er janvier 900 [345]).

En 911, Louis IV concéda des bénéfices „*per interventum Cunradi et Eberhardi venerabilium comitum atque amabilium nepotum nostrorum* [346])". Eberhard était donc abbé, comme Conrad, puisqu'il reçoit l'épithète de vénérable. Tous deux avaient pour mère Glismode, sœur utérine de Louis IV.

Regnier II fut rétabli dans ses fonctions de duc et recouvra l'abbaye de Saint-Maximin: au rapport de Sigehard, il

---

343) *Prodromus*, II, 990.

344) Parisot, p. 573.

345) Heinrich Beyer, *Mittelrheinisches Urkundenbuch*, I, n. 154. — *Chronicon S. Maximini* ap. Hontheim, *Prodromus*, II, 1000.

346) Diplôme original de l'église de Würzbourg, édité par Eckhart, *Commentarius de rebus Franciae orientalis*, II, 829.

les transmit à son fils Gislebert. Sa mort se produisit en 915, d'après les *Catalogues des abbés d'Echternach,* et après le 25 août [347]); il ne figure plus au plaid d'Héristal tenu par Charles-le-Simple le 19 janvier 916.

Gislebert fut d'abord placé sous la tutelle de sa mère *Alberade* ou *Auberée*; il était donc né au plus tôt en 903. Il figure au plaid d'Héristal, mais après le comte du palais Wigeric. Plus tard il fut privé de ses honneurs; du moins furent-ils confiés provisoirement par Charles-le-Simple à Haganon son favori.

Haganon est inscrit au *Nécrologe de Saint-Maximin* où son anniversaire est marqué au 19 avril [348]). On le rencontre déjà, sans titre, au plaid d'Héristal; il ne tarda pas à conquérir la faveur de Charles-le-Simple, dont il causa la ruine. La première révolte de Gislebert, racontée par Richer et qui se place en 918, n'a pu avoir d'autre cause que le refus par Charles de lui rendre les honneurs de Regnier, attribués à Haganon [349]). Kalckstein a donc eu raison d'ajouter foi à la *Vita Gerardi Broniensis* qui donne à Haganon le titre de *dux Austrasiorum.* Pour que la jalousie des grands ait pu être excitée au point de leur faire exiger la disgrâce de ce favori, il faut admettre que le roi lui avait octroyé des charges exceptionnelles. D'ailleurs quand en 920, Gislebert fut proclamé *prince de Lotharingie*, et que Saint-Maximin échappa à Haganon, Charles enleva l'abbaye de Chelles à sa propre tante, Rothilde, pour donner à son intime conseiller une compensation.

Gislebert reprit possession de Saint-Maximin, où la réforme fut établie en 934; mais, comme on a pu le constater déjà par le témoignage de Sigehard, les domaines de l'abbaye restèrent au pouvoir des ducs d'Austrasie. Nous avons établi, d'après le

347) Parisot, p. 609.

348) „XIII kal. Maii. Hagano abbas." — Hontheim (*Prodromus*, II, 974) n'a pas identifié Haganon, dont le nom n'est pas rappelé — pas plus que celui des autres abbés-laïcs — dans la Chronique de Saint-Maximin, rédigée au XVe siècle avec fort peu de critique.

349) Haganon figure sans titre, au plaid d'Héristal en 916. Le 9 septembre 920, il intercède auprès du roi pour Etienne, évêque de Cambrai, avec Raoul (de Gouy, comte de Cambrai, allié à une fille de Charles et de Fréderone ou Frérone) (Böhmer, *Reg.* n. 1967). Cette intervention d'Haganon, nommé avant le comte même du lieu, est tout à fait analogue à celles où figurent simultanément le duc de la région et le comte local; elle vient à l'appui de l'adhésion donnée par Kalckstein (p. 144) à la *Vita Gerardi.*

Nécrologe de Remiremont du XIVme siècle, que le duc Gislebert périt, en traversant le Rhin, le 2 octobre 939 [350]).

VII.

Les comtes de l'Ardenne luxembourgeoise de 870 a 907.

Le relevé des mentions concernant le *pagus Arduennsis* dressé par Hontheim montre que la partie de cette région réunie en 870 à la Germanie s'étendait du Nord au Sud, de Lengeler et Bellain (Beslang) par Clervaux, Bastogne, Wiltz, Ettelbrück et Mersch jusqu'à la *vallis Alsoncensis* aboutissant à cette dernière paroisse, et comprenait encore Lorenzweiler [351]).

Un acte de précaire, que nous avons étudié dans nos recherches sur le *Domaine de Mersch*, nous apprend qu'à la fin de 881, Udingen près de Mersch était dans le comté de Bernier, *in comitatu Berneri* [352]).

Nous avons rencontré ce Bernier dans la biographie du roi Hugues du Luxembourg.

C'est lui ce partisan du fils de Lothaire II, à qui la beauté de sa femme, dont Hugues vint à s'éprendre, coûta la vie.

Mais il est intéressant de rechercher quels liens unissaient Bernier et Hugues. Tout d'abord, constatons que *Bernier* est la forme romane du nom franc *Bern-gari (Berengarius, Bérenger)*, qui se compose des deux mots germaniques: *Baeren-gehaarig*, littéralement: *velu* (comme) *les ours*.

Il a existé en Lotharingie, dans la seconde moitié du IXme siècle, deux personnages du nom de *Berengarius*. Le premier fut, nous le savons par une lettre du pape Nicolas Ier, marié à une fille de l'empereur Lothaire, Hiltrude *(Helletrudis)*.

Contrairement à l'opinion de Parisot — dépourvue d'ailleurs d'un fondement historique — nous ne croyons pas que Lothaire Ier ait eu deux filles mésalliées à de petits vassaux. A nos yeux, Hiltrude, femme du comte Bérenger ou Bernier Ier, ne fait qu'une avec la fille (anonyme) de l'empereur, dont Gislebert, comte de

---

350) *La mort du duc Gislebert de Lorraine*, dans le *Moyen-Age*, mars-avril 1907.

351) Il y a lieu d'interpréter ainsi le *Villare in pago Ardenna super fluvio Aisona* (corr. *Alisona*) qu'un diplôme d'Otton Ier confirme en 966 à l'abbaye de Nivelles, qui s'en dessaisit sans doute en faveur de Saint-Laurent de Liège. Ce *Villare* est dit *in comitatu Waudrici*; il s'agit de *Gaudri* ou *Gozelon I*, fils et successeur de Gislebert I; la forme hypocoristique *Gozelo* est à *Godricus* ce que *Wezel* ou *Wizelo* est à *Wedricus* ou *Widricus*.

Le bassin des deux Ernz, comme nous l'avons vu, est hors *du pagus Arduennensis*; la limite passe donc entre Lorenzweiler et Junglinster. Sur la topographie de l'Ardenne on peut aussi consulter le travail de Croll *(Acta Academiæ Theodoro-Palatinæ*, V, 269*)*.

352) *Études sur le Luxembourg*, I, pp. 35—37.

Maëstricht fut le ravisseur et devint le mari légitime. Cette conclusion nous semble résulter de ce fait qu'un lien — que nul auteur n'a mis en doute bien qu'aucun texte ne l'établisse — rattache à ce Gislebert son homonyme, le duc de Lotharingie, tué le 2 octobre 939, laissant, entre autres enfants, une fille nommée *Wiltrude* (variante de *Hiltrude*), mariée plus tard à Berthold, duc de Bavière.

Destitué par Lothaire Ier, en 842, pour avoir pris parti, deux ans plus tôt, en faveur de Charles-le-Chauve [353]), Gislebert, comte du Maësland (*comes Mansuariorum),* se vengea en enlevant la fille de l'empereur, qu'il emmena au fond de l'Aquitaine. En 846, l'auteur du rapt fut découvert, et l'intervention du Pape fit régulariser le mariage, en dépit des premiers refus du père irrité. Plus tard, Hiltrude convola avec un comte du royaume de Germanie, Bérenger. Ayant pris part à une conspiration tramée par le duc Ernest de Bavière, son parent, Bérenger fut expulsé en 860; il se réfugia près de Charles-le-Chauve, qui lui donna un comté à défendre contre les Normands. Bérenger, allié du comte Adalard, fut en 866 destitué avec celui-ci pour impéritie en face des envahisseurs.

Il se retira alors en Lorraine, où il mourut peu après, et Lothaire II, que l'exiguïté de son royaume obligeait à tirer parti des moindres ressources [354], enleva à sa sœur les biens situés dans ses états, et dont Hiltrude avait été dotée par leur père. Le pape Nicolas Ier prit alors la défense de la veuve et des orphelins qu'elle avait à soutenir; il écrivit à Louis-le-Germanique et à Charles-le-Chauve en leur faveur [355]).

Parmi ces biens qui furent restitués soit par Lothaire II lui même, sous la pression de ses oncles, soit par ceux-ci après sa

353) Parisot, p. 36, note I.

354) Lothaire II lui-même invoque cet argument comme excuse d'avoir dû disposer d'une partie du patrimoine de l'abbaye de Stavelot, *„necessitate compulsi, propter parvitatem ipsius regni."* (Diplôme du 13 avril 869; *Recueil des chartes de Stavelot-Malmédy*, n. 34, p. 81).

355) Ces lettres ne se placent certainement pas en 862, comme le propose, on ne sait vraiment par quel caprice et contre l'avis de tous les savants, Robert Parisot (p. 264, note 2). Le pape y dit qu'il *a rompu tout commerce avec Lothaire*, et c'est pourquoi il doit prendre des intermédiaires. Hefele *(Conziliengeschichte*, IV, 308) a donc toute raison de placer cette correspondance après le 25 janvier 867, date à laquelle Nicolas Ier a adressé sa dernière épitre au roi de Lorraine. — Nicolas Ier mourut le 13 novembre 867. — Les *Annales nécrologiques de Fulda* notent en 868 avec un retard d'une année, la mort du comte Bérenger (Pertz, XIII, 178).

mort, se trouvait le domaine de Bures [356]). Ce dernier fut donné à Saint-Vanne de Verdun, dans le but d'y assurer sa sépulture, par Hildebert, fils du comte Bérenger I, et aussi pour racheter son âme, celles de ses parents et de son frère Bérenger II, par un acte passé à Preisch [357]) le 18 septembre 882 [358]).

Bérenger II, le frère d'Hildebert ne fait qu'un, croyons-nous, avec Bernier, comte de l'Ardenne luxembourgeoise qui touche à la Vèvre septentrionale. C'est en effet, au *comté de Vèvre (in comitatu Wabrensi)* que se trouve le domaine de Bures, cédé par Hildebert à Saint-Vanne sous diverses conditions auxquelles souscrit au nom d'un chapitre acéphale, l'abbé-comte Mafroi IV [359]).

Reginon, relatant sous l'année 883 le meurtre de Bernier, dit que sa femme *Friderada (Frérée* ou *Ferrée)* avait épousé en premières noces Enguerran, vassal de Charles-le-Chauve et l'un des principaux du royaume; en effet, Louis-le-Germanique l'avait désigné avec Hincmar de Reims pour garant du traité conclu entre lui et son frère à Tusey en 865, tandis que Charles choisissait parmi les prélats de Germanie, l'archevêque de Mayence et l'évêque d'Hildesheim [360]). C'est peut-être à cette occasion qu'Enguerran, alors qualifié d'*aulicus* — ce qui semble indiquer un des grands officiers du palais — sollicita du roi le don en

---

356) Commune de Tressange, canton d'Audun-le-Roman, arr. de Briey (Meurthe-et-Moselle).

357) Château situé dans la commune de Nieder-Rentgen, dans la circonscription de Thionville, et appartenant à M. le baron de Gargan.

358) „*Ego Hildebertus, filius quondam Berengarii comitis, cupiens sepulturam in requie habere . . . trado res proprietatis mee in comitatu Wabrinse prope fluvium qui vocatur Cherus, villam videlicet Beuram . . . fratribus ecclesie Sancti Vitoni . . . quatinus omni tempore et per capitaneum suum* (corr. *ut per capitulum suum) et per nostros animales* (corr. *annuales*, anniversaires) *prescripti canonici pro meo et pro genitore meo Berengario vigilia, et psalmos, et missas ceterasque orationes devote peragent . . . pro animabus nostris redimendis, me videlicet atque parentibus meis simulque pro germano meo Berengario . . . Actum Prisvillare sub die XIIII kalendas octobris, anno I regnante domno nostro Karolo imperatore in regno germani sui Ludovici. S. Hildeberti nobilis viri qui hanc cartulam fieri et firmari rogavit. S, Stephanus comes testis. S. Matfridus comes et consentiens. S. Witpertus comes. . .*" *(Cartulaires de Saint-Vanne,* Bibl. Nat., nos 5435, 5214, etc ; Parisot, p. 764—765)

359) Ce n'est pas à la cession de la propriété que consent le comte, puisqu'elle est personnelle à Hildebert qui la détient en toute souveraineté : „*Res proprietatis mee . . villam videlicet Beuram . . . trado et spontanea voluntate concedo cum mancipiis . . , cum silvis, pratis, pascuis, exitibus et regressibus, et cum omnibus adjacentiis suis.*" Le premier comte nommé est Etienne, qui agit comme *témoin*, donc comme comte du pays où est Bures.

360) *Annales Fuldenses,* 864. — Parisot, p. 272 et note 2.

bénéfice de la terre de Vandières [361]) sur la Marne. Mais l'archevêque Hincmar, qui disposait sinon d'archives, du moins de chartistes, trouva avec un grand à-propos un diplôme de Thierri Ier d'Austrasie, donnant à un saint abbé Thierri, son homonyme, cette terre en reconnaissance de la guérison de sa fille, et Charles renonça à son dessein.

Enguerran fut encore désigné par le roi de France comme l'un de ses représentants, chargés de négocier en son nom avec Louis-le-Germanique des accords qui, conclus à Aix-la-Chapelle le 6 mars 870, se nomment les *Pactiones Aquenses* [362]).

Il était chambrier du roi, donc l'un des quatre grands officiers, lors du mariage de Charles avec Richilde ; il ne se montra pas l'un des courtisans de la favorite, qui, devenue souveraine, lui fit enlever sa charge. Aussi fut-il de ceux, qui, en novembre 875, allèrent trouver à Metz Louis-le-Germanique pour lui donner leur foi, abandonnant le parti de son frère [363]).

Il n'est pas impossible qu'après la conquête de la Lorraine par les rois de Germanie, Enguerran qui avait dû perdre ses honneurs en France, ait reçu en compensation, par suite de son mariage, le comté d'Ardenne, que Louis III eut à pourvoir d'un nouveau titulaire.

La démarche qu'il fit pour obtenir Vandières, prouve qu'il avait déjà des attaches ou des intérêts à l'est de la Neustrie, en Champagne, bien que son comté fût celui du Gâtinais [364]).

C'est du reste, à un comte de Verdun, Ricoin, que fut mariée la fille d'Enguerran et de Frérée, après la mort de Bernier [365]).

Ricoin nous est connu aussi comme tuteur du jeune Hugues II, comte de Tonl, fils du roi Hugues et de Frérée.

---

362) Les autres étaient Thierri comte de Beauvais, Aleaume comte de Laon et un autre Aleaume probablement comte d'Arras, ainsi que l'évêque de Beauvais Eudes I. Ces trois derniers appartenaient à la famille de Robert-le-Fort. Enguerran jura le premier la convention, il y a donc lieu de penser qu'il remplissait déjà les fonctions de chambrier.

363) Parisot, p. 412 et note 2.

364) Sa femme fut accusée, d'adultère, ce qui aurait eu pour résultat de priver son unique enfant de sa succession. Elle fut défendue par le jeune Engeuger (*Ingelger*) qui plus tard devint comte d'Anjou. On la nomme à cette occasion „comtesse de Château-Landon". En 875 un Engeuger était comte dans la partie de l'Austrasie redevenue française depuis 870.

365) „*Antequam Bernario sociaretur, copulata fuerat* (Friederada) *Engelranno potenti viro, ex quo filiam peperit, quam postmodum Richwinus comes in conjugium accepit, quam etiam propter stuprum decollari jussit*". (Reginon, Chron. 883, ap. Pertz, *Scriptores*, I, 594).

361) Canton de Châtillon, arr. de Reims (Flodoard, *Hist. eccl. Remensis*, I, 24).

Mais le nom de Ricoin n'est qu'une variante assourdie de celui de Riquier *(Ricarius)*. Le *Cartulaire de Stavelot* nous montre le 30 octobre 891, un *Ricarius comes* qui donne à ce monastère des biens à Bourcy et à Bœur, au nord de Bastogne, en y comprenant *„quicquid sive ex comitatu, sive ex fisco pertinet."* Il est avéré par là que ce Riquier (Ricoin) exerce les fonctions comtales en Ardenne, et dès lors nous devons l'identifier avec le beau-fils de Bernier son prédécesseur [366]).

Ricoin, qui reçut le titre de duc après la mort de Meingaud, étant mort en 894, nous voyons en 901 le comté d'Ardenne, et notamment la ville d'Ettelbrück, placés sous l'administration d'*Odacre II*, comte du Sargau, l'un des serviteurs, puis des adversaires de Zuentebold. Odacre est un occupant temporaire. Le *Cartulaire de Stavelot*, à la date du 9 avril 907 [367]), nous révèle l'existence d'un comte résidant à Bastogne, *Otbert*, qui est devenu titulaire du comté d'Ardenne par son alliance avec *Hiltrude*. Ce prénom relevé justifie l'identification de Bernier, comte d'Ardenne, avec Bérenger II, fils d'Hiltrude, veuve du comte Gislebert de Maësland.

La comtesse Hiltrude de 907 est donc fille de Bernier II et de Frérée, et petite-fille de Bernier Ier et d'Hiltrude, sœur de Lothaire II. Dès lors l'appui donné par Bernier II à son cousin Hugues s'explique logiquement.

Hiltrude, étant veuve d'Otbert, épouse un Meingaud [368]) qui bientôt construit un château-fort à Esch-sur-la-Sûre et, par son fils Godefroi, devient la tige des dynastes dont M. Jules Vannérus a ressuscité l'histoire.

(A continuer.)

---

366) *Recueil des chartes de Stavelot-Malmédy*, n. 43, p. 108.

367) *Recueil des chartes de Stavelot-Malmédy*, n. 50, p. 120.

368) Meingaud se fit reconnaître, tout au moins après la mort du duc Gislebert, le titre de comte. Il se l'arroge en souscrivant après le duc Otton I de Lorraine, le 15 mars 943, à l'acte épiscopal par lequel Adalbéron I substitua les Bénédictins aux chanoines de l'ancienne collégiale, à Saint-Arnoul de Metz.

Litterarisches.

Luxemburgische Dialektdichtung.

I) **Kandsléift oder 't Vergiszmeinnicht vum Mammegrâf. Volks- an Zaldotesteck vum N. Warker. Arel.** Verlag beim N. Warker, Letzeburger-Str. 32; G. Everling, Buchhändler, Krautmârt; A. Willems, Buchhändler, Groûszgasz. 1908.

II) **Op Niklòsdâg. Dem ale Fiéschter sei Bittgank. Zwe Gedichter vum N. Warker.** Alp. Willems, Buchdröcker, Groûszgâsz, 56, Arel. 1908.

Der Arloner Athenäumsprofessor, Hr. N. Warker entfaltet, besonders in den letzten Jahren, auf dem Gebiete der luxemburgischen Dialekt-Dichtung eine sehr rege Tätigkeit. Nachdem seine Muse — wir dürfen sagen mit Glück — sich in den verschiedensten poetischen Gattungen versucht, hat sie nunmehr zum ersten Mal in einem Volks- und Soldatenstück aus der alten bereits legendenhaft angehauchten Napoleonischen Zeit die weltbedeutenden Bretter der Bühne beschritten. Dem Drama liegt eine anziehende, sehr originelle Fabel zu Grunde:

Ein junger Arloner, dem seine sterbende Mutter dringend empfohlen, das erste ihrem Grabe entblühende Vergißmeinnicht zu pflücken, da ein solches den Kindern Glück bringe, befindet sich zur Zeit der Napoleonischen Herrschaft mit Kameraden aus allen Teilen des Luxemburger Landes in der französischen Garnison zu Straßburg. Ein Brief bringt ihm die Nachricht von dem Aufblühen des verheißungsvollen Blümchens auf dem Muttergrabe. Unwiderstehlich zieht es ihn an die geliebte Stätte; er eilt dorthin. Bei seiner Rückkehr aber sieht er sich gezwungen, einen betagten Familienvater gegen die blutigen Mißhandlungen eines französischen Offiziers zu schützen. Er erfüllt die Ritterpflicht, ohne darauf zu achten, daß die Frist seines Urlaubes bereits verstrichen ist. Der Schändliche jedoch, der dem Kriegsgericht als Mitglied angehört, schwört dem braven Arloner Rache und bewirkt dessen Verurteilung wegen Fahnenflucht. Ein glücklicher Zufall aber fügt es, daß ein Luxemburger als General in der Festung kommandiert. Dieser erwirkt beim Kaiser Gnade für den Unschuldigen und die Verurteilung des Elenden, der durch eine Kugel sich von einem befleckten Dasein befreit.

Um diesen Kern gruppieren sich eine Anzahl von Nebenhandlungen, die teils eng, teils etwas lose mit dem Ganzen verbunden sind und ihm Leben und dramatische Fülle verleihen. Wie die Haupthandlung, sind auch diese Episoden von eigenartigem Reiz; sie sind zart, fast zu

zart behandelt und mit etwas zu behaglicher Breite ausgeführt. Überhaupt scheint der Verfasser des im Ganzen verdienstvollen Dramas die sentimentale Note, die von dem Auftrag der sterbenden Mutter bis zur Rettung des braven Arloners die Handlung wehmütig durchzieht, etwas stark zu bevorzugen. Auch der Technik des Stückes möchten wir das wohlverdiente Lob nicht vorenthalten, bemerken jedoch, daß der rettende deus ex machina am Schlusse desselben sich allzu gefällig den Bedürfnissen der Handlung anbequemt und fast wie auf Bestellung erscheint.

Die beiden sehr anerkennenswerten Erzählungen von N. Warker teilen mit dem besprochenen Drama die Mehrzahl der beregten Mängel und Vorzüge. N. S.

Litterarische Novitäten u. Luxemburg. Druckschaen.

Administration des postes et des télégraphes (du Grand-Duché de Luxembourg.) Tarif postal, télégraphique et téléphonique. 1er novembre 1906. Luxembourg. Imprimerie Jos. Beffort. 1908. -- 85 + IV pp. in 8°.

Arendt Karl. Das römische Mosaïk von Nennig. Mit einer Tafel. Vortrag gehalten am 20. September 1908, vor den an Ort und Stelle versammelten Mitgliedern des Vereins Luxemburger Naturfreunde. Separat-Abdruck aus der Vereinsschrift der Gesellschaft „Luxemburger Naturfreunde". Luxemburg. Druck von P. Worré-Mertens. 1908. — 10 SS. in 8°, mit 1 Tafel.

*__Arendt Charles.__ Un portrait inédit de Clément Lefebvre, 54me abbé de St. Hubert. Extrait du Journal „Ons Hémecht". — Année 1908. Luxembourg-Gare. Imprimerie François Bourg-Bourger. 1908. — 3 pp. in 8°, avec 1 portr. et 1 grav.

Idem. Porträt-Gallerie hervorragender Persönlichkeiten aus der Geschichte des Luxemburger Landes von ihren Anfängen bis zur Neuzeit. Mit biographischen Notizen. IV. Band. Luxemburg. Druck von M, Huss. 1908. — 79 + 1 SS. pet. in fol., mit 2 Wappen und 72 Portraits.

Idem. Esch-sur-Sûre (Esch le Trou). Site. Château. Seigneurie. Particularités locales. Guide du touriste. Illustré de 15 clichés. Luxembourg. Imprimerie M. Huss. 1909. — 27 + 1 pp. in 8°, avec 3 plans, 1 carte topogr. et 12 grav. dans le texte.

Association des Dames Françaises. Comité de Luxembourg. 16me Compte-Rendu annuel. Luxembourg. Imprimerie Joseph Beffort. 1908. — 14 pp. in 8°.

Bauernfreund. (Der Luxemburger) Kalender für Acker- und Gartenbau für das Jahr 1909, welches ein gewöhnliches Jahr von 365 Tagen ist. Herausgegeben vom Acker- und Gartenbau-Verein

* = Separat-Abdruck aus „Ons Hémecht".

des Großherzogtums Luxemburg. Fünfundfünfzigster Jahrgang. Druck und Verlag von M. Huss. 1909. — XXIII + 188 + 36 SS. in 8°.

Bauernkalender. (Luxemburger) Kalender für Acker- und Gartenbau für das Jahr 1909, welches ein gewöhnliches Jahr von 365 Tagen ist. Siebenter Jahrgang. Luxemburg. Druck und Verlag von Joseph Beffort. 1900. (1908.) — VIII + 196 + 76 SS. in 8°.

Blum Martin. Bibliographie Luxembourgeoise ou Catalogue raisonné de tous les ouvrages ou travaux littéraires publiés par des Luxembourgeois ou dans le Grand-Duché actuel de Luxembourg. Première partie. Les auteurs connus. Cinquième et Sixième livraisons. K—L. (Ergänzungshefte zu „Ons Hémecht". — Hefte V und VI.) Luxembourg. Imprimerie Fr. Bourg-Bourger. 1906—1908. Se vend chez l'auteur. — pp. 497—756, in 8°. (Fin du premier volume).

Brill P. & Sevenig Jos. Zar und Zimmermann. Komische Oper in drei Aufzügen von Albert Lortzing. Bearbeitet und herausgegeben. Libretto (Inhalt und Musiktexte.) Luxemburg-Bahnhof. (Druck der St. Paulus-Gesellschaft. O. D. (1909.) — 32 SS. in 8°.

(Brück-Faber Jean-Pierre.) La Question du Concessible de Differdange devant la Cour de Cassation. Mémoires présentés pour les propriétaires du sol. Luxembourg. Imprimerie de la Société Saint-Paul. 1908. — 63 pp. in 4°, avec 2 planches.

Dr. Calmès Albert. La Comptabilité industrielle. (Extrait de la Suisse économique. Conférences données au 1er cours international d'expansion commerciale à Lausanne. Lausanne. Payot & Cie, Éditeurs. 1908. — 23 pp. in 8°.

Compte-rendu de l'Administration de la Justice pour les années judiciaires 1900 à 1908. Luxembourg. Imprimerie P. Worré-Mertens. 1908. — XVI + 50 pp. in 8°.

***Depoin Joseph.** Études sur le Luxembourg à l'Époque Carolingienne. I. Le Domaine de Mersch et ses possesseurs. Deuxième édition. Luxembourg. Librairie de la Cour, J. Heintzé. 1908. — 98 pp. in 8°.

Diderrich Emil. Die Freiherren Vesque von Püttlingen (Sonder-Abdruck aus der Obermosel-Zeitung. Grevenmacher. (Esslen. Söhne). 1909. — 4 SS. in 8°.

Duchscher Ändre'i. Theatersteker an eechdernoacher Monndoart. 8. D'n dawe Jang. Lostspill an zwin Akten. D'Stek spillt zou Roodt (Syr) gint d'Een voam virige Joherhonnert. Et stetzt sich op'n wuher Geschîcht. Motto: Ween „sein Hämichssproach net e'ihert, as seiner Hämicht net wärt". 1908. Bouchdrekerei J. Schrœll (Paul Schrœll, Noafolger) zou De'ikrich. — 89 + 1 SS. in 8°.

Eltz (von) Jan. Lebens- und Anstandsfragen. Altes und Neues über die Kunst zu leben, über Liebe und Ehe, die geselligen Sitten und den Anstand in besonderen Verhältnissen. Zweiter Band des Goldenen Anstandsbuchs. Essen (Ruhr). (Druck und) Verlag von Fredebeul & Koenen. O. D. (1908.) — XII + 554 + 2 SS. in 8°.

Dr. Faber G. Administration des postes et des télégraphes (du Grand-Duché de Luxembourg.) Compilation de renseignements concernant

l'exécution des conventions et arrangements postaux internationaux. Luxembourg. Imprimerie Joseph Beffort. 1908. — 87 pp. in 4°.

Dr. Hamélius Ernest. . Compte-Rendu des opérations et de la situation de la Caisse d'épargne et du Crédit foncier de l'État du Grand-Duché de Luxembourg. Année 1907. S. l. ni d. ni nom d'impr. (Luxembourg. 1908.) — 64 pp. in 8°.

Huberty J. P. & Winkel Aug. Die Lokal-Berichterstattung der Katholischen Presse. Ein Leitfaden für alle Freunde der guten Presse. Als Manuscript gedruckt. Luxemburg. Druck der St. Paulus-Gesellschaft. 1908. — 16 SS. in 8°.

Hygiène et Économie des Habitations à bon marché. Règles applicables à la construction des maisons ouvrières. Luxembourg. Imprimerie M. Huss. 1908. — 32 pp. in 4°, avec 5 planches.

Jèze Gaston. La Chambre des comptes du Grand-Duché de Luxembourg. (Extrait de la Revue de science et de législation financières, N° 1, 1909.) Luxembourg. Imp. Jos. Beffort. — 4 pp. in 4°.

(Dr Kauffman Leo) Das Arbeiterrecht (im Grossherzogtum Luxemburg.) Zusammenstellung der die Rechtsverhältnisse des gewerblichen Arbeiterstandes und der verwandten Berufe regelnden Gesetze und Beschlüsse. Bearbeitet im Staats-Ministerium, Abteilung für Arbeiter-Versicherung. Luxemburg. Buchdruckerei Ch. Praum. 1908. — V + 298 SS. in 8°.

Kellen Tony. Die beiden Geschlechter innerhalb des Arbeiterstandes. Sonderabdruck (des Siebenten Kapitels) aus dem dritten Band von „Mann und Weib". Herausgegeben von Professor Dr. Jul. Weiß. O. O. u. D. (Stuttgart, Union. 1908.) — 46 SS. in 8°, mit 1 Tafel und 25 Abbildungen.

Keltinger Elise. Lehrbuch für Dienstmädchen in bürgerlichen und vornehmeren Häusern. Dritte verbesserte Auflage. Essen-Ruhr. Druck und Verlag von Fredebeul & Koenen. 1909. — VIII + 185 + 3 SS. in 8°.

Landes-Kalender (Luxemburger) für das Jahr 1909. Mit Preisräthseln, Erzählungen, Belehrungen und Adressen, Kirchweihfesten des ganzen Landes, Jahrmärkten von Luxemburg und den Grenzländern sowie einem Anzeigen-Anhang. 12. Jahrgang. Luxemburg. Buchdruckerei Ch. Praum. (1908.) — 94 + 18 SS. in 4°.

Logeling Johann. Leitfaden für den Zeichenunterricht in den Luxemburger Fortbildungsschulen. Erstes Jahr. Genehmigt von der Grossh. Unterrichtskommission zu Luxemburg. Im Auftrage der Oberbehörde ausgearbeitet. Luxemburg. Druck und Verlag von M. Huss. 1908. — 24 + 1 SS. in 8°, mit 15 Tafeln.

Bitte.

Unsere verehrten Mitglieder sind gebeten, ihren Jahresbeitrag (sechs Franken) im Laufe dieses Monates an den Vereins-Kassierer, Herrn **Nikolaus Enisch,** Eigentümer, Arsenal-Avenüe, 1, in Luxemburg, **franco,** einsenden zu wollen, widrigenfalls dieser Beitrag per Postquittung im folgenden Monate März erhoben wird.

Ons Hémecht.

Organ des Vereines für Luxemburger Geschichte, Litteratur und Kunst.

Herausgegeben vom Vereins-Vorstande.

15. Jahrgang. — 3. Heft. 1. März 1909.

Freundschaftliches Vergissmeinnicht

an Herrn

Dr. Franz-Joseph WEBER. D. L. S.

(Fortsetzung.)

Wie dem Gesellenvereine, so war Weber auch der am 27. April 1889 gegründeten „Association des voyageurs & employés du commerce et de l'industrie" in Luxemburg als „Ehrenmitglied" beigetreten. Er bezweckte dabei, den Mitgliedern dieser Gesellschaft hülfreich zur Seite zu stehen und namentlich die Liebe zur Stenographie bei ihnen zu wecken und zu fördern. So haben wir ja bereits erwähnt, dass er in einer ihrer Versammlungen eine »Causerie-Conférence« hielt über den eminenten Nutzen, den diese Kunst namentlich dem Handelsstande zu leisten berufen ist.

Auch den übrigen, besonders im letzten Jahrzehnt gegründeten christlich-sozialen Veranstaltungen unseres Ländchens, als da sind: der katholische Volksverein, der katholische Frauenbund, der katholische Arbeiterverein, die Volksküche u. s. w., stand Weber äusserst sympathisch gegenüber, wenn ihm auch Zeit und Amt nicht erlaubten, in besonders hervorragender Weise sich an denselben zu beteiligen.

* * *

Schon während seiner Studienjahre am Athenäum zu Luxemburg hatte Weber öfters Gelegenheit gehabt, einzelne Mitglieder der Familie Henry de Weltzien im Hause der Dame Letellier-Neyen, welche mit denselben verwandt war, kennen zu lernen.

Später, als Universitaner zu Paris, trat er dann auch in nähere und öftere Beziehungen zu Herrn Charles Henry; schliess-

lich verlobte er sich im Jahre 1883 mit Fräulein Jeanne Henry; die Vermählung des jungen Paares fand statt zu Menouville bei Paris am 8. September desselben Jahres. Weber hatte die Freude, unter den Hochzeitsgästen seine edele Gönnerin, Dame Letellier, zu sehen.

Die Ehe des jungen Paares war eine überaus glückliche: denn gegründet auf gegenseitige Herzensneigung, fussend auf recht katholischer Grundlage und getragen von wechselseitiger Hochschätzung, Liebe und unerschütterlicher Treue, konnte dem wohl auch nicht anders sein. Gottes Segen ruhte sichtlich auf den Neuvermählten. Als der Storch zum ersten Male Einkehr in der glücklichen Familie hielt, wussten sich die Eltern vor Freude kaum zu fassen.

Magdalena, die Erstgeborene, erblickte das Licht der Welt am 12. Juli 1884. Gewiss stiegen recht heisse Dankgebete aus der Brust des Vaters und der Mutter zum himmlischen Vater empor, und dürfen wir nicht daran zweifeln, dass beide gelobten, dieses und die anderen Kinder, die Gott ihnen etwa noch schenken würde, in aller Gottesfurcht recht brav und christlich, zu erziehen. Wirklich wurde ihre Ehe noch mit sieben anderen Kindern gesegnet: Karl, geboren am 14. Dezember 1885; Elisabeth, geb. 19. Februar 1888; Maria Louise, geb. 2. Juli 1892; Germana, geb. 23. April 1896; Moritz und Yvonne (Zwillinge), geb. 26. September 1900 und Maria Theresia, geb. 12 April 1905.

Es kann uns selbstverständlich nicht einfallen, hier das innere Familienleben Webers näher zu schildern; es möge genügen zu erwähnen, dass er an verschiedenen Stellen seines Tagebuches sein stilles Familienglück schildert und dem allgütigen Vater im Himmel dafür seinen herzlichsten Dank ausspricht. Wer, wie Schreiber dieses, Gelegenheit gehabt hat, zu öfteren Malen und bei verschiedenen Gelegenheiten in Webers Hause zu verkehren, wird uns gewiss beipflichten, wenn wir behaupten, dass es ein gar trauter Familienkreis war, zu dem man sich stets hingezogen fühlte und in welchem man sich stets heimisch fand. Wie hätte dem denn auch anders sein können bei der tiefen Religiösität Webers, die wie eine geistige Atmosphäre all sein Tun und Handeln beherrschte! Dass Weber ein durchaus überzeugungstreuer Katholik war, der stets und überall, mit allem Mannesmute offen und ohne Menschenfurcht für seinen hl. Glauben auftrat, ist stadt- und landbekannt. Man möge es uns

nicht übel nehmen, wenn wir zum Beweise unserer Aussage wieder einige Auszüge aus seinem Tagebuche hier mitteilen, von denen er gewiss nicht gedacht hatte, dass sie jemals in der breiten Öffentlichkeit bekannt würden, die also auch gewiss nicht »pour le gain de la cause« geschrieben wurden:

1875. „Ich komme aus der Kirche, wo ich dem lieben Gott die „missa defunctorum" für meine verblichene Mutter aufgeopfert habe.

Das Todtenofficium macht immer einen sehr ergreifenden Eindruck auf mich. Wenn das „Dies irae" klagend durch das Gotteshaus bebt, erschauert in mir jeder Nerv und bei den rührend schönen Noten des „Pie Jesu" ist es mir, als schwebe eine lichte Engelsgestalt auf mich zu, blicke mir tief in die Augen und frage: Weinst du nicht? — Dann muss ich weinen."

10. September 1877. „Ich habe in Thomas Moore gelesen und unter seiner Eingebung einige Strophen geschrieben:

Trug ist die Welt und berückender Schein,
Die schnelle vergehenden Menschen zu täuschen;
Das Lächeln des Ruhmes und Freud' und Zähr',
Sie sind nur ein Schimmer, nur flücht'ge Mähr;
Nichts ist schön, als der Himmel allein.

Falsch ist die Freiheit in Ruhmes Verein,
So falsch als des Abends verschwindende Schatten;
Und Liebe und Hoffen sind Schönheitsduft,
Sind Blüthen gereift für die dunkle Gruft;
Nichts ist schön, als der Himmel allein.

Arme Verirrte im dunkelnden Hain,
Wir werden vom jagenden Schicksal getrieben.
Begeisterung, kalter Verstand und Rath
Erhellen uns spärlich den rauhen Pfad;
Nichts ist schön, als der Himmel allein."

1880. „Es ist mir ein Vorgenuss, zu denken, dass morgen Ostern ist — Ostern, das herrliche Jubelfest, der Triumph des erstandenen Heilandes, der Sieg des ewigen Lebens über den Tod.

Heil Dir, Christus, Freudenbringer! Wir jauchzen Dir entgegen und bringen Dir unsere Herzen dar. Auch die seelenlose Natur stimmt ein in das Loblied: strahlend steht die Sonne am Himmelsdom, die Bächlein rieseln Dir zum Preis und jubelnd schmettern die Vögel ihre Lenzeslieder hinaus in die blaue, laue Luft."

Doch ein anheimelndes Bild, welches er über die Neujahrsnacht von 1886 auf 1887 in demselben Tagebuche niederschrieb, können wir uns nicht versagen, an dieser Stelle zu reproduzieren:

1887. „Ein schönes Bild habe ich von der Sylvesternacht her. In einem Bettlein und einer Wiege liegen zwei schlafende Kinder; daneben sitzen die Mutter nähend und der Vater schreibend. Ein Holzfeuer summt im Ofen, und auf dem Tische steht ein voller Bierkrug. Es ist

so urgemüthlich in der Schlafstube, so heimisch, so lauschig: Die Lampe wirft eine zagende Helle auf die Bilder und Statuen an der Wand, welche sich im Spiegelschrank abmalen; nur auf die lebende Gruppe fällt ein volleres Licht, und die Gesichter sind rosig angehaucht. — Das ist Gesundheit: Der Vater denkt es stille und dankt Gott für jeden Tropfen frischen, pulsierenden Herzblutes seiner Lieben. Da hebt die Uhr zum Schlage aus: eins, zwei ..... bis zwölf; der Vater zieht die Mutter an sich; sie beten Beide. Die Kindlein schlafen ruhig weiter; im Ofen fällt die Gluth knisternd zusammen. — Leise wie aus weiter Ferne hallt wogende Ballmusik herüber in's traute, lautlose Gemach.

Das war unsere Neujahrsnacht."

1889. 7 avril. „Pâques approche, il n'est que temps de faire quelque bien et de songer à Dieu, que les préoccupations matérielles font trop souvent perdre de vue. Ma femme tient même à ce que notre appartement fasse peau neuve pour le grand jour de la résurrection: on brosse, on frotte, on lave dans tous les coins, ça sent véritablement la propreté. J'aime à voir coïncider ce remue-ménage avec la venue du renouveau dans la nature et l'approche de cette belle fête du Christ triomphant. Rattacher ainsi les événements réguliers de la vie aux anniversaires de l'Église, marquer pour ainsi dire chaque étape du cycle ecclésiastique par une occupation spéciale ou un plaisir, est plus important qu'on ne pourrait croire à première vue. Ainsi, je tiens beaucoup pour l'éducation des enfants d'abord, pour ma satisfaction personnelle ensuite, à ce que les dimanches soient marqués par une toilette plus soignée, une nourriture plus succulante ou plus variée, les grandes fêtes par quelque présent ou un repas d'amis. Ce sont là des signes extérieurs qui se gravent dans les esprits des petits enfants et leur font aimer des choses qu'ils ne sauraient encore comprendre. Il va sans dire que l'accessoire ne doit rien enlever à l'importance du fond et qu'une fête de Pâques sans communion et sans charité serait bien banale et bien peu chrétienne."

1889. 18. avril. „Laissez-moi vous dire la joie de mon cœur; ce matin j'ai fait mes pâques et me sens inondé d'allégresse. Une nouvelle vie, une nouvelle année va commencer; je ne sais pas si je suis appelé à faire encore une fois la communion pascale, mais je sais que je puis remplir le temps que Dieu m'accordera encore d'œuvres saintes, que je puis amasser des biens impérissables, gagner le Ciel. Je n'ai qu'à vouloir; eh bien, je veux, je veux de toute la force de ma volonté. Je veux être chrétien partout et toujours, glorifier Ton nom trois fois saint, ô Dieu des miséricordes, T'aimer, Te servir, T'être à jamais fidèle.

Chante, ô mon âme purifiée, chante les grandeurs indivisibles de ton Créateur, de ton Sauveur, de ton Dieu, chante Son amour, chante Sa gloire rayonnante, Son éternelle bonté!

O Dieu de l'Eucharistie, j'aime à Te contempler aujourd'hui dans ce mystère insondable que nul esprit humain ne peut comprendre, à raviver ma foi devant ce tombeau, symbole touchant du plus grand

abaissement & de l'élévation la plus haute, à animer mes espérances célestes, à Te dire que je suis Ton enfant. „Repleatur os meum laude, ut cantem gloriam tuam, tota die magnitudinem tuam."

An allen hierlands stattgefundenen katholischen Veranstaltungen nahm Weber in hervorragender Weise Anteil. Des längeren uns hierüber auszulassen, ist unnötig. Nur ein einziges Faktum wollen wir deshalb erwähnen: Am 5. Februar 1888 fand in der katholischen Lesegesellschaft zu Luxemburg eine herrliche Feier statt zu Ehren des 50jährigen Priesterjubiläums S. H. des Papstes Leo XIII., unter dem Vorsitze des hochw. Hrn. Bischofes. Bei dieser Gelegenheit hielt Weber eine begeisterte Lobrede auf das Papsttum, welche von der überaus zahlreichen Versammlung mit den lebhaftesten Beifallsbezeugungen aufgenommen wurde.

Ein schönes Zeugnis stellte, nach Webers Tode, S. Em. der jetzige Cardinal Erzbischof von Mailand dem Verstorbenen aus. Gelegentlich einer Reise nach London kam dieser hohe Kirchenfürst im September 1908 auch nach Luxemburg und begab sich von hier aus, in Begleitung des Italienischen Generalkonsuls, auch nach Esch, um von der religiösen Lage der Italiener allda persönlich Einsicht zu nehmen. Nach seiner Rückkehr nach Mailand veröffentlichte er einen Bericht über seine Reise (Archidiœcesi di Milano. Dopo i Pellegrinaggi di Londra e di Roma. Milano, Novembre 1908), dem wir folgende Stelle entnehmen:

„Di là (a Bruxelles) a Lussemburgo una notte intiera in ferrovia, e da Lussemburgo, dove fummo accolti dai Padri Redentoristi con tanta cortesia e dal Console Italiano (una perla d'uomo, vero cristiano e cattolico, che passò poco dopo a miglior vita, lasciando di sè vivo desiderio) in poche ore fummo ad Esch, grossa borgata di quel Granducato." — (Von dort [Brüssel] reisten Wir während einer ganzen Nacht in der Eisenbahn nach Luxemburg. Von Luxemburg, wo Wir mit der grössten Herzlichkeit von den Redemptoristen-Patres empfangen wurden und von dem Italienischen Kousul [eine Perle eines wahrhaft christlichen und katholischen Mannes, welcher kurze Zeit darnach in's bessere Leben hinüberging, indem er ein recht lebendiges Andenken an sich hinterlies] gelangten Wir in einer guten Stunde nach Esch, einer bedeutenden Ortschaft des Grossherzogtums".)

Wenn Weber auch tief gläubig war und aus seiner katholischen Ueberzeugung niemals Hehl machte, so war er doch weit davon entfernt, mit dieser Gesinnung prahlen zu wollen; deshalb liebte er auch nichts weniger als religiöse Streitigkeiten. Wenn er manchmal den von den Gegnern der katholischen Sache dargeworfenen Handschuh authob und die katholischen Lehren, Institutionen u. s. w. vertheidigte, so tat er das stets ganz sach-

gemäs, ohne je in Persönlichkeiten auszuarten. Er tat nicht, wie manche seiner Gegner, die, wenn sie mit ihrem Latein zu Ende sind, eine schlechte These dadurch zu verteidigen suchen, dass sie ihre Gegner verleumden oder beschimpfen oder aber die Tatsachen entstellen, verdrehen, ja manchmal geradezu in Abrede stellen. Nein, solche Argumente (!) verschmähte Weber. Er befleissigte sich stets einer natürlichen, höflichen und edlen Sprachweise, welche aber denn doch auch manchmal recht humoristisch oder gar sarkastisch werden konnte, namentlich wenn es galt, nichtssagende oder lächerliche Behauptungen seines Partners zu widerlegen.

Auch die leidige Politik konnte Weber nicht ausstehen. Wie oft beklagte er diejenigen, welche von Amts oder Standeswegen dazu verurteilt sind, stets im Fahrwasser der Politik herumschwimmen zu müssen. Öfters wurde er von einflussreichen Freunden gebeten, er möge für die Gemeindewahlen der Stadt oder für die Kammerwahlen seine Kandidatur aufstellen; doch wollte er niemals etwas davon wissen. In den Strudel der politischen Leidenschaften sich hineinzustürzen, schien ihm geradezu töricht und lächerlich; er zog die stillen Freuden im Kreise der Seinen allen anderen Genüssen vor. Namentlich hielt er, in vollster Übereinstimmung mit seiner Frau, auf eine echt katholische Erziehung seiner Kinder. Auch lag ihm deren geistige und wissenschaftliche Ausbildung gar sehr am Herzen. Da er aus persönlicher Erfahrung wusste, von welch eminentem Nutzen die Kenntnis der verschiedenen lebenden Sprachen für das bessere Fortkommen in der Welt ist, so suchte er auch seine Sprösslinge in den verschiedenen Sprachen, namentlich der deutschen, französischen, englischen und italienischen, zu unterrichten. Dazu befolgte er eine ganz einfache und doch äusserst sinnreiche Methode, welche wir selbst mehrmals zu beobachten Gelegenheit hatten. In der Unterhaltung im Familien- und Freundeskreise kam es nämlich nicht selten vor, dass er sich gleichzeitig verschiedener Sprachen bediente. Mit dem einen sprach er französisch, mit einem zweiten englisch, mit einem dritten italienisch, mit einem anderen deutsch, und so brachte er es in kurzer Zeit dahin, dass seine Kinder, namentlich die älteren, diese verschiedenen Sprachen gleichsam spielend sich aneigneten.

Mehr aber noch lag ihm die Charakterbildung seiner Kinder am Herzen. »Ehre und Treue«, pflegte Herr Weber zu sagen, »sind von jeher unser Familienwahlspruch gewesen«. Dieser

Grundsatz sollte und musste, seiner Meinung nach, sich auch auf seine Nachkommen fortpflanzen; das zu erreichen, war sein unaufhörliches Streben.

Gar gerne bewegte sich Weber, besonders nach vollendetem Tagewerke, im Kreise von ihm gleichgesinnter und gleichdenkender Freunde, sei es, dass er dieselben aufsuchte oder aber sie zu sich in sein Haus einlud. Besonders tat er letzteres öfters, seit er sich (1899) ein eigenes Haus gebaut hatte und er also über grössere Räumlichkeiten verfügen konnte, als das in den bisher gemieteten Wohnungen der Fall gewesen war. Unvergesslich bleiben uns so manche gemütliche Abende, welche wir in dem trauten Familienkreise, in Gesellschaft verschiedener Damen und Herren, lauter Freunde des Hauses, in dem gastlichen Heime des Verstorbenen auf dem Theaterplatze zugebracht haben. Doch auch während des Tages, wenn Zeit und Arbeit es gestatteten, liebte er es, seine Freunde zu empfangen und sich mit denselben gemütlich zu unterhalten.

Eines Tages befanden wir uns allein mit Hrn. Weber in seinem Atelier. Während er, mit einer weissen Arbeitsschürze angetan, an der Herstellung eines künstlichen Gebisses arbeitete, unterhielten wir uns im trauten Gespräche über verschiedene wissenschaftliche Gegenstände, die uns beide sehr interessierten. Über diesem Geplauder waren mehrere Stunden verflogen, ehe wir es recht gemerkt hatten. Als nun aber doch schliesslich die Zeit kam, uns zu trennen, sagte er: »Da haben wir aber einmal einen recht gemütlichen Nachmittag miteinander zugebracht. So sollten Sie öfters hiehinkommen. Damit würden Sie mir eine grosse Freude bereiten. Kommen Sie nur, so oft Sie wollen; Sie werden mir stets recht herzlich willkommen sein«.

Weber war auch Mitglied mehrerer geselligen Vereine, deren Mitglieder sich an bestimmten Tagen und Stunden, nach vollendeter Arbeit, in ihren respektiven Lokalen versammelten, um bald in heiterem Geplauder, bald in Besprechung wichtiger Fragen, einige genussreiche Stunden mit einander zuzubringen. Bekannt waren z. B. seinerzeit die Zusammenkünfte im Café Thein-Erpelding, in der sog. »Mühle«, (le Cercle patriotique du »Moulin«), wo unter anderm die erste Idee zur Sammlung des Luxemburger Wortschatzes und zur Ausarbeitung des Luxemburger Wörterbuches auftauchte und bald feste Gestalt gewann. Erinnern wir auch hier im Vorübergehen, dass am 4. Mai 1889 dem Herzog Adolf von Nassau, als er nach seiner ersten Re-

gentschaft Stadt und Land wieder verliess, vom vollzählig versammelten »Cercle patriotique« eine eigenartige Huldigung zu teil wurde. Gemäss vorher getroffenem Abkommen hielt der fürstliche Wagen beim Café Thein-Erpelding. Einem Zeitungsausschnitte entnehmen wir hierüber Folgendes:

„M. l'architect Kintzelé, doyen du cercle, s'avança vers la voiture, tenant par la main la petite Madeleine Weber, mignonne fillette de quatre ans, ornée d'un large ruban tricolore qu'elle portait en sautoir; des deux mains elle tenait embrassé un énorme bouquet aux coul urs nationales qu'elle offrit au Duc en lui envoyant un baiser. Son Altesse, très émue, serra affectueusement les menottes de l'enfant pour laquelle parlait un banderole de soie blanche retenue aux fleurs. Cette banderole disait:

„Monsieur,

„Au nom du Cercle patriotique du „Moulin", une enfant Vous offre l'expression de l'affection la plus vive et du respect le plus profond que jamais Luxembourgeois ont ressentis pour un Prince vénéré.

„Place de la Constitution, 4 mai 1889."

M. Kintzelé ajouta:

„Monseigneur,

„Daignez accepter ce bouquet, présenté par une charmante petite fille, symbole de la pureté des sentiments patriotiques et d'attachement de notre petit cercle à l'auguste Représentant de la dynastie qui nous a été chère de tout temps."

Plusieurs dames s'étaient approchées entretemps, pour ajouter de nouvelles gerbes multicolores aux fleurs qui convertissaient déjà l'équipage princier en un parterre émaillé de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel.

Les cris cent fois répétés de Vive le Roi! Vive le Duc! Vive le Prince! remplissent l'air. Au Revoir! répercutait l'écho; au revoir! Foi de patriote, ces Messieurs avaient l'air convaincu et leurs poumons étaient solides. Leurs Altesses eurent bien vouloir maîtriser l'émotion qui les étreignait, mais elle se trahissait clairement sur leurs visages.

Nous ne trahirons pas le secret de quelques larmes furtives glissant dans des barbes d'hommes au cœur sensible et bon; nous dirons seulement que nous avons assisté là à une scène d'une grandeur imposante. Le patriotisme sincère inspire toujours le respect."

Weber war auch ein stets gern gesehener Gast im »katholischen Leseverein« (Cercle de lecture), an dessen von Zeit zu Zeit stattgehabten Festlichkeiten und Veranstaltungen er stets regen Anteil nahm.

In Webers Tagebuche finden sich gar manche Stellen, in welchen er seinen Freundschaftsgefühlen gegen verschiedene Personen recht lebendigen Ausdruck verleiht. Natürlich können und wollen wir davon keinen weiteren Gebrauch machen; nur sei es uns — weil er uns selbst näher angeht — gestattet nachfolgenden Auszug mitzuteilen:

„7 février 1890. Le curé de Mondorf est à la mort; son médecin dit qu'il n'a plus que quelques heures à vivre, mais je crois qu'il se trompe. L'excellent abbé Blum a l'âme chevillée au corps et il n'est pas impossible que sa robuste nature dompte le mal. En attendant, il est prêt pour le voyage suprême; ses paroissiens prient pour lui avec ferveur et portent déjà son deuil sur leurs physionomies inquiètes. Veuille Dieu prolonger les jours de cet homme de bien, à qui j'ai voué une sincère amitié."

(Un peu plus tard suit la relation de la mort et de l'enterrement du curé de Mondorf, comme elle se trouve imprimée dans le »Luxemburger Wort«, 1890, N° 50.)

Wem es gegönnt wäre, Webers Tagebuch von einem Ende zum andern (nur schade, dass er es nicht bis an sein Lebensende fortgeführt hatte) zu durchlesen, der würde darin eine Autobiographie finden, wie sie gewiss keine Feder zu schildern vermag. Es enthält unter andern auch die detaillierten Beschreibungen seiner jährlichen Ferienreisen, mit gar prächtigen Federzeichnungen illustriert, das Verhältnis zu seinen sämtlichen Familienmitgliedern, kurz und gut, alles was ihn begeisterte und was ihn schmerzte, bald in französischer, bald in deutscher Sprache, bald in Prosa, bald in Versen, oft in blumenreichem, schwungvollem Stile ausgedrückt.

Und dass dieser Mann »una perla«, wie S. E. der Kardinal Erzbischof von Mailand sich ausdrückte, uns so schnell entrissen werden musste!!!

* * *

Am 27. September 1908 starb, nach einer ganz kurzen Krankheit, das jüngste, erst dreijährige Töchterlein Webers. Der Tod dieses Kindes, des Vaters »Augapfel«, welches er scherzweise immer »ma petite femme« nannte, des Lieblings des ganzen Hauses, ging dem Vater ungeheuer zu Herzen. Obwohl schon leidend — und zwar viel mehr, als er es selbst ahnte und glaubte — wollte er, trotz dem Einspruche seiner Gattin, doch dem Kinde den letzten Liebesdienst erweisen und dessen irdische Hülle zu Grabe geleiten.

Ein naher Verwandter, welcher zum Begräbnisse herbeigeeilt war, musste noch am selben Abend die Rückreise in die Heimat antreten. Weber wollte es sich nicht nehmen lassen, denselben in Begleitung seines intimsten Freundes, des Herrn J.-P. Brück-Faber, zum Bahnhofe zurückzuführen. Hier angekommen fühlte Weber sich aber so matt und schwach, dass er glaubte, die Beine könnten ihn nicht mehr tragen. Sie mieteten nun eine

Kutsche und fuhren direkt nach Hause zurück. Er musste sich gleich zu Bette begeben, — um dasselbe nicht mehr zu verlassen. Anfangs glaubte man, die Aufregung der letzten Tage, der Schmerz über den Verlust des teuern Kindes und die Müdigkeit seien die alleinige Ursache seines Unwohlseins. Er selbst hoffte, dass, wenn er etwas ausgeruht habe, er bald wieder seinen gewohnten Beschäftigungen werde nachgehen können. Doch wie sehr hatte er sich getäuscht! Eine schleichende Krankheit, an welcher er schon über ein Jahr lang laboriert hatte, ohne aber weiter darauf zu achten, war jetzt plötzlich zum Ausbruche gekommen und brachte ihn schnell an den Rand des Grabes. Die aufopferndste Sorgfalt seiner Gattin, die sorgsamste Pflege seitens vier ihm befreundeter Ärzte waren nicht imstande dem Übel Einhalt zu gebieten. Schon am Freitag, den 2. Oktober hatte sich das Gerücht von Webers Tode verbreitet; doch war dies noch verfrüht. Mit den heiligen Sterbesakramenten bei vollem Bewusstsein versehen, nahm er von der untröstlichen Gattin und den weinenden Kindern, die er noch an sein Sterbebett berufen hatte, um ihnen seine letzten Ermahnungen und seinen letzten Segen zu geben, Abschied und starb dann, wohlvorbereitet, in der Nacht vom Freitag auf Samstag gegen 3 Uhr morgens.

Allgemein war die Bestürzung in Stadt und Land, als diese unerwartete Kunde, die wie ein Blitz aus heiterem Himmel sich urplötzlich verbreitete, bekannt wurde. Das Sterbehaus wurde vom Samstagmorgen bis zur Stunde des Begräbnisses nicht leer von Personen jeden Ranges und Standes, welche darauf hielten, der so schwer getroffenen Gattin ihr Beileid auszudrücken. Das Begräbnis wurde auf Montag, den 5. Oktober, vier Uhr nachmittags, der Leichendienst auf Dienstag um 9 Uhr festgesetzt. Inzwischen liefen aus allen Gegenden des Landes, sowie aus dem Auslande zahlreiche Beileidsschreiben und Beileidstelegramme im Sterbehause und auf der italienischen Kanzlei ein.

Natürlich ist es uns unmöglich, sie alle auch nur zu erwähnen; doch einzelne, welche sowohl die Absender, als auch den teuern Toten ganz besonders ehren, müssen wir doch namhaft machen, so wie das »Luxemburger Wort« darüber (1908, Nr. 279) berichtet hat:

Aus **Rom** an das italienische Konsulat:

„Bedauere den Verlust des geschätzten Generalkonsuls Weber und bitte der Familie meine Beileidsbezeugungen ausdrücken zu wollen.

Tittoni, Minister des Auswärtigen."

Aus dem **Haag** an Frau Weber:

„Ich nehme aufrichtig teil an Ihrem grossen Schmerze und demjenigen Ihrer Kinder und bin tief betrübt über den Verlust eines so kostbaren Mitarbeiters und hochgeschätzten Beamten.

Duc Cavello, italienischer Gesandter."

Aus dem **Haag** an das Generalkonsulat:

„Tief ergriffen von der traurigen Nachricht des Ablebens des Hrn. Generalkonsuls bitte ich mir Tag und Stunde des Begräbnisses zu telegraphieren, an dem ich teilnehmen werde.

Duc Cavello, königlicher Gesandter."

Von Schloss **Hohenburg** an Frau Weber:

„Ich nehme den aufrichtigsten Anteil an dem Verluste, den Sie erlitten, und denke an Sie und Ihre Kinder mit Sympathie.

Maria-Anna."

Von Schloss **Hohenburg** an Frau Weber:

„II. KK. HH. der Grossherzog und die Grossherzogin haben mich zu beauftragen geruht, Ihnen zu dem schmerzlichen Verluste, den Sie erlitten, Höchstihre aufrichtigste Teilnahme auszusprechen.

Speller, Ordonnanzoffizier."

Aus **Mailand** an Familie Weber:

„Übersende inniges Beileid und bete für die Seelenruhe des tiefbetrauerten Konsuls. Kardinal **Ferrari.**

Aus dem **Haag** an die Generalkonsulats-Kanzlei:

„Tief ergriffen von der Nachricht des Ablebens des Hrn. Generalkonsuls bitte ich Sie, der Familie meine schmerzliche Teilnahme auszusprechen. Österreichisch-Ungarischer Gesandter."

Aus dem **Haag** an die Konsulats-Kanzlei:

„Ich bin beauftragt der Familie des verewigten Generalkonsuls das wärmste Beileid des Ministeriums des Äusseren auszudrücken. Bitte dies zu vermitteln.

Österreichisch-Ungarischer Gesandter."

Aus dem **Haag** an die spanische Konsulatskanzlei:

„Ich bitte Sie unsere Gesandtschaft bei dem Begräbnis des tiefbedauerten Hrn. Weber zu vertreten und in meinem Namen, einen Kranz niederzulegen.

Spanische Gesandtschaft."

Alle Zeitungen des Landes, von den verschiedensten Schattierungen, brachten längere oder kürzere nekrologische Notizen über den Verstorbenen, und zwar in den ehrendsten Ausdrücken.

Am Begräbnistage vereinigte sich der Vorstand der »Hémecht« und beschloss in corpore am Leichenzuge teilzunehmen, sowie einen Trauerkranz, im Namen des Vereines zu spenden. Anfangs wollte man, dem Wunsche des Verstorbenen entsprechend, von einem Trauerkranze nichts wissen; als aber Hr. Brück erklärt hatte, die meisten Gesellschaften, denen Hr. Weber

angehört habe, hätten einen solchen gespendet, da sah sich auch die »Hémecht« gezwungen, das Nämliche zu tun. Und wirklich war der Totenwagen förmlich überladen mit Kränzen, die von allen möglichen Gesellschaften uud Familien eingesandt worden waren.

Das Begräbnis, welches Hr. Dompfarrer Lech unter Assistenz zweier seiner Herren Vikare sowie von sechs Priestern im Chorröcklein vornahm, gestaltete sich zu einer so imposanten Trauerkundgebung, wie eine solche schon seit langen Jahren in der Stadt Luxemburg nicht mehr stattgefunden hatte.

Den Leichenzug eröffneten die Schüler der Industrie- und Handelsschule; dann folgten eine grosse Anzahl von Gesellschaften, luxemburgische und italienische, denen Dr. Weber in irgend einer Weise nahe gestanden hatte; wir erwähnen u. a. Abordnungen der »Hémecht«, der »Gesellschaft Luxemburger Naturfreunde«, des »Gesellenvereines«, der »Association des voyageurs et employés du commerce et de l'industrie«, des »Cercle sténographique«, des »Österreicher-Vereines« von Esch, der italienischen Vereine von Differdingen und Niederkorn, das gesamte Personal der St. Paulus Gesellschaft u. s. w. Die Zahl der am Zuge sich Beteiligenden belief sich auf mehrere Tausende, während jene der Zuschauer, die auf beiden Seiten der Strassen, durch welche der Zug sich bewegte, Spalier bildeten, eine nicht mindere war. Man kann sich einen Begriff machen von der Grösse dieses Trauerzuges, wenn wir sagen, dass, als die ersten Glieder desselben bereits am Kirchhofstore angelangt waren, die letzten eben an der Oktroi-Aubette am Rond-Point (auf dem Glacis) defilierten. Alles was die Stadt an Notabilitäten zählte, von Sr. Excellenz dem Herrn Staatsminister angefangen bis zu den verschiedensten Beamten-Klassen herab, hatten darauf gehalten, an der Feier sich zu beteiligen. Der Herzog de Cavello, italienischer Gesandte in Holland, war eigens aus dem Haag herbeigeeilt, um dem Verstorbenen die letzte Ehre zu erweisen. Das Nämliche taten auch die Minister-Residenten der verschiedenen Staaten, die am Grossherzoglichen Hofe akkreditiert sind.

Nachdem die ergreifenden Trauergesänge verstummt und die kirchlichen Begräbnis-Ceremonien beendigt waren, trat Hr. Zahnarzt **Dr. Aloys Decker** an die offene Gruft, um seinem verehrten Kollegen und Freunde den folgenden Nachruf zu halten:

Messieurs,

Ce n'est pas sans une poignante émotion que devant cette tombe prématurément ouverte, je prends la parole pour adresser

un surprême hommage au regretté et vénéré confrère que nous venons de perdre.

Joseph Weber est le sénior de l'art dentaire dans notre pays.

Né à Erpeldange, en 1856, Weber fit à l'Athénée de Luxembourg des études brillantes; marchant à la tête de ses condisciples à travers toutes les classes du gymnase, il se fit remarquer par des aptitudes scientifiques et littéraires qui, depuis ses plus jeunes années lui apportèrent les distinctions les plus flatteuses.

Après avoir terminé ses humanités, il se rendit d'abord à l'Université de Paris, puis à celle d'Oxford (lisez: de Glasgow), où il acquit le titre de docteur en chirurgie dentaire. Muni de ce grade, il vint s'établir à Luxembourg, en 1879; c'est lui qui le premier chez nous exerça notre profession avec honneur et succès et sut lui donner l'importance et la valeur scientifique qu'elle comporte. Le premier aussi il régla les conditions de notre branche et les examens jusqu'alors inconnus dans notre patrie.

Comme confrère, Weber était un homme d'une rare noblesse, d'une distinction d'esprit et de cœur qui lui assurait le respect et la sympathie de ses collègues de la première heure aussi bien que ceux de la jeune génération et qui contribuait puissamment à faire valoir le prestige et les intérêts de notre profession.

C'est en plein épanouissement de sa carrière et de son talent que notre pauvre confrère est enlevé inopinément à l'affection de sa dévouée compagne et de ses enfants chéris.

Pour nous il restera un modèle de confraternelle amitié dont nous regretterons toujours les conseils intelligents et désintéressés, expression de sa nature chevaleresque qui se sentait constamment portée vers le dévouement et la grandeur d'âme.

L'amour de ses devoirs professionnels dirigea tout naturellement les efforts de Weber vers les choses de la science. Pendant sa longue carrière, il n'a cessé de s'intéresser vivement, non seulement aux questions de la science médicale, mais à toutes les conquêtes et au magnifique essor des sciences naturelles auquel nous assistons à notre époque; il prit une part active à la création et au développement des sociétés scientifiques de notre pays, notamment de celle des naturalistes luxembourgeois sur les destinées de laquelle, à un moment donné, il exerça une influence décisive.

Je cède la parole à une voix plus éloquente et plus autorisée pour retracer devant vous sa carrière de littérateur, pour décrire son talent d'orateur et ses facilités extraordinaires pour l'étude des langues étrangères.

Que la douleur profonde que ses confrères et ses nombreux amis apportent à sa tombe soit une légère consolation à sa famille si cruellement éprouvée et qu'elle puisse aider à adoucir et à guérir cette blessure si brusque et si inattendue.

Darnach ergriff Hr. **Dr. Jakob Meyers**, Professsr am Gymnasium zu Luxemburg, das Wort zu folgender längeren Rede:

Messieurs.

Autour de ce cercueil, nous ne voudrions que des larmes et le silence.

Des larmes, parce qu'elles seules peuvent dire les sentiments de nos cœurs oppressés; le silence, parce que la vie et les œuvres de *Joseph Weber* suffisent à sa mémoire. Aussi ne faisons-nous que céder à d'impérieuses volontés, en venant prêter une voix aux témoignages d'estime et de sympathie attendrie qui se multiplient devant les restes mortels de l'homme distingué que nous pleurons.

On vient de dire les mérites du praticien et de l'homme de science. Permettez moi, au nom d'une vieille amitié et en souvenir d'aspirations communes qui ne se sont jamais démenties, de rendre un suprême hommage à l'homme d'idéal que fut le regretté défunt.

A la nouvelle terrifiante de sa mort, au milieu du concert de regrets, de sentiments tristes et affectueux qui éclatèrent de toutes parts parmi nous, une voix se fit entendre, particulièrement touchante et sympathique: ce fut celle de ses anciens camarades d'études; l'un d'eux, hier encore, me raconta avec une visible émotion, combien il y avait, en Weber, dès ses plus jeunes années de collège, de distinction et de naturelle élévation de la pensée et du cœur.

Doué de brillantes facultés littéraires, notamment d'une merveilleuse facilité pour l'étude des langues anciennes et modernes, le jeune Weber se fit de bonne heure remarquer par ses aptitudes intellectuelles, par ses goûts élevés et par ses succès extraordinaires dans toutes les branches d'enseignement. Il avait apporté à l'Athénee de Luxembourg des trésors d'intelligence qu'un inlassable travail, guidé par d'habiles maîtres, avait richement consolidés et augmentés. Il en emporta plus que cela: je veux dire un caractère prématurément formé par la lutte et cette expérience des grandes difficultés de la vie, qui trempe si fortement les jeunes âmes qu'elle n'écrase pas.

Les études universitaires terminées, Weber vint se fixer à Luxembourg comme médecin-dentiste. Une voix autorisée vient d'exalter la mémoire de celui qui le premier, chez nous, fut le digne représentant de cette branche si importante de l'art médical.

Cependant ses travaux professionnels ne pouvaient suffire à l'infatigable activité de Weber. Toutes les questions de science, de littérature et de linguistique l'intéressaient vivement; il y prenait une part active et dévouée; le premier, il cultiva avec succès et fit entrer dans nos établissements d'enseignement la science mondiale de la sténographie; toutes les idées de progrès et de propagande scientifique trouvaient en lui un adepte et un défenseur ardent et enthousiaste; et l'on peut dire sans exageration qu'il fut l'un des instigateurs les plus dévoués du mouvement scientifique et littéraire qui se dessine dans la jeune génération luxembourgeoise.

Ce que nous avons admiré, sans réserve, chez Joseph Weber, c'était le culte désintéressé des lettres qui devint pour lui une source de jouissances les plus élevées, en même temps qu'il fut un charme pour ses amis. Son goût était sûr, sa critique d'une justesse et d'une fermeté singulières, dégagée d'ailleurs de tout

caractère d'intolérance. Il aimait les œuvres nouvelles, mais il cherchait toujours la sévère beauté des antiques et ne laissait pas défaillir en lui cet attachement aux règles traditionnelles qui est le salut des faibles, aussi bien que la sauvegarde du génie. Aisément, dans ses lectures et dans ses études, il allait de Virgile à Dante, de Dante à Shakespeare.

Weber savait écrire et tenir une plume.

Il savait aussi manier la parole. Et, pour ne rien dire de trop, je rappellerai seulement de quelles flammes s'animait sa parole, quand, sortie des premières timidités, elle éclatait au service d'un généreux élan du cœur. Souvent alors il était vraiment éloquent: il avait dans le geste et dans la voix ces vibrations sympathiques dont la puissance est si sûre, et qui ne demandent, pour être irrésistibles, que d'être réglées et contenues.

Nous avons tous connu, Messieurs, le goût sensible de Joseph Weber pour les lettres; cette passion, chez lui, s'unissait harmonieusement au culte des beaux arts. Le culte, ennobli et purifié par sa foi religieuse, l'avait de bonne heure attaché au culte et à l'amour de l'Italie, et il était de ceux qui ne sentiront jamais sans frémissements palpiter d'espérance cette mère commune des nations chrétiennes. Appelé, par l'intelligente et prévoyante sollicitude de notre Gouvernement, à s'occuper du sort et des intérêts des nombreux sujets du royaume d'Italie qui viennent demander à notre industrie nationale le travail et les honnêtes moyens de subsistance, c'est à l'Italie qu'il consacra ses derniers travaux, c'est le nom de l'Italie qui tomba le dernier de sa plume, c'est aux intérêts de cette seconde patrie et de ses habitants qu'il donna les derniers feux de sa pensée; il s'est endormi dans ce travail et dans cet enthousiasme. Il avait raison, ce prince de l'Église d'Italie qui, se souvenant de tout ce que Weber a fait pour ses compatriotes, s'est empressé de prendre une part sincère à la douleur qui afflige sa vénérée famille.

Pour cela, il n'avait garde d'oublier sa première patrie, la chère patrie luxembourgeoise. Il l'aimait passionnément; jamais il ne traversait une partie du sol luxembourgeois, sans être ému par son histoire, autant qu'ébloui par sa beauté. Quiconque aime sincèrement ce pays, doit s'incliner avec respect et reconnaissance devant la tombe du vaillant chercheur et travailleur qui, pendant de longues années, a consacré ses laborieuses veillées à l'étude désintéressée de notre idiome national et à la direction d'une de nos revues patriotiques les plus méritantes.

C'est l'amour de la patrie aussi qui le décida à aller tous les jours consacrer une partie de ses labeurs aux jeunes élèves de notre école industrielle et commerciale, s'efforçant de leur inculquer, avec l'amour des langues, le dévouement envers la patrie et envers l'humanité.

Et je comprends que de toutes les marques de sympathie qui sont venues se déposer devant ce cercueil, celle de notre bien-aimée Maison Souveraine ait été une des premières et la plus significative.

C'est que cet homme avait l'âme haute et sereine de ceux qui se sont mis au service d'une grande cause et d'un idéal impérissable. Le sien, en dernière analyse, était un idéal immortel; c'était celui de ses croyances chrétiennes. Car Weber était un catholique convaincu et enthousiaste. Large, condescendant, il ne pesait sur les convictions de personne, mais il gardait fièrement les siennes; il jugeait les autres et non leurs intentions. Pendant toute sa carrière, il est resté fidèle à la foi de sa maison paternelle; maintes fois il s'en est fait le défenseur généreux; toutes nos œuvres chrétiennes trouvaient en lui un appui et un soutien. La Société de St. Paul, la maison des œuvres, la société de St. Vincent de Paul, sa chère paroisse primitive de St. Michel sont restées jusqu'à son dernier soupir l'objet de son généreux et inaltérable dévouement.

Tel il a été, tel il nous apparaît au seuil de la tombe, dans cette perspective désormais sans mirage où la mort, qui ne sait pas mentir, fixe ceux que nous voulons juger.

Cher consul-général, pauvre et regretté ami, dans un de ces entretiens familiers, où nous causions littérature et religion, nous lisions un jour, d'un commun enthousiasme, les belles et chrétiennes paroles d'adieu que l'illustre Louis Veuillot avait mises à la fin d'un de ses plus beaux livres. Permettez-moi de vous les dire aujourd'hui comme paroles de suprême adieu en ce monde:

Placez à mon côté ma plume,
Sur mon cœur le Christ, mon orgueil;
Sous mes pieds mettez ce volume,
Et clouez en paix le cercueil.
Après la dernière prière,
Sur ma fosse plantez la croix;
Et si l'on me donne une pierre,
Gravez dessus: J'ai cru, je vois.

Pour nous chrétiens, la mort c'est la fin du voyage ici-bas; c'est le moment suprême, où Dieu juge nos actions et accorde les éternelles récompenses. Il y a quelques jours seulement, cher ami, vous veniez ici, dans le déchirement du cœur paternel, conduire à sa dernière demeure un de ces êtres chéris pour lesquels vous travailliez si allègrement et si assidûment. Pour vous, l'enfant c'était plus que la fleur et le printemps, plus que le rayon et la lumière. C'était le lien sacré des âmes, c'était le ciel en terre; sur sa blonde tête ruisselait la vie divine, et, dans sa naïve prière, il s'élevait de lui-même vers les demeures célestes où sont, dans la paix de Dieu, ceux dont au foyer familial on ne prononce qu'en pleurant le nom adoré et béni.

Avec le cher ange qui s'est envolé avant vous, vous continuerez, du haut du ciel, à veiller sur votre foyer désolé, y répandant les douceurs de cette résignation chrétienne qui, sans rien faire oublier, donne le courage de survivre et au nom de laquelle nous envoyons nos profondes et sincères condoléances à ceux que votre mort a plongés dans le deuil et dans la douleur.

Adieu, cher consul, au revoir dans la patrie éternelle!

(Schluss folgt.)

LES ANCIENS DYNASTES
D'ESCH-SUR-LA-SÛRE

par

Jules VANNÉRUS.

(Quarante-deuxième article.)

En février 1613, il n'était cependant plus seigneur sans partage, car lorsque, par contrats passés les 18 et 28 janvier 1610, à Remich, Charles de Munichhausen (fils d'Eustache, sgr. d'Esch, bailli en chef du comté de Vianden, et de feu Agnès de Mombeeck, sa femme) épousa Madeleine de Larochette, fille de feu Paul, sgr. de Larochette, Mersch et Heffingen, et d'Apollonie de Kerpen, il reçut en dot la seigneurie d'Esch (du moins la moitié de cette terre). [1])

Dès le 29 novembre 1610, Charles de Munichausen est qualifié de seigneur d'Esch. [2]) Cependant, son père devait avoir conservé certains droits sur cette terre, puisque le 10 mars 1612 le greffier du conseil de Luxembourg constate qu'Eustache de Munichausen, *sgr. d'Esch,* colonel, surintendant du comté de Vianden, a déclaré avoir disposé de ses biens en faveur de ses enfants: son fils Charles est institué son héritier universel, à charge de payer à ses deux sœurs, Marie et Jeanne, chanoinesses à Nivelles, une rente annuelle de 200 fl. carolus à 20 sols. [3])

Le 18 juin 1612, par contre, Charles de Munichausen apparait comme co-seigneur à Esch et surintendant à Vianden. [4])

Bien que Marie ait résigné dans la suite, puisqu'elle épousa par contrat du 1er mars 1615 Daniel, sgr. d'Elmpt (en Gueldre) [5]), Charles resta seul possesseur de la part de Rodemacher à Esch.

Il la conserva jusqu'à sa mort, arrivée le 20 décembre 1627 [6]); il était alors capitaine et prévôt de Luxembourg et conseiller de courte robe à Luxembourg. Son testament fut ouvert le 16 janvier 1628 [7]); le 21 octobre 1628, sa veuve, Madeleine de Laro-

---

1) *Arch. de Reinach*, nos 3665 et 3667.

2) *Arch. de Reinach*, no 3682.

3) *Ibidem*, no 3691.

4) Fonds Vannérus, Arch. du Gouv. à Luxembourg.

5) *Arch. de Betzdorf*, no 577.

6) Neyen, p. 252.

7) *Arch. de Reinach*, no 3834.

chette, fit reprise pour la moitié de la terre d'Esch, part dite *de Rodemacher* et acquise à titre d'engagère. [1])

Elle resta dame de cette part jusqu'au 24 novembre 1639: par acte de ce jour, passé à Luxembourg, Gaspard de Bost-Moulin, sgr. de Beaufort, dégagea de Madelaine de Larochette, veuve de Charles de Munichausen, sgr. d'Esch, conseiller de courte robe et prévôt à Luxembourg, la moitié de la Srie d'Esch, pour 27,000 florins.

Il est dit dans l'acte que le père de Charles, Eustache de Munichausen, colonel, sgr. d'Esch, surintendant du comté de Vianden, avait avancé 7000 écus au gouverneur de Mansfeld; que ce dernier lui avait, pour ce et autres sommes, donné en engagère la moitié de la seigneurie d'Esch: que Gaspard de Bost-Moulin et Bonne de Châlon, sa femme, petite-fille du dit gouverneur, ont — de l'assentiment du grand-oncle de celle-ci, Charles de Mansfeld, doyen de Ste Gudule à Bruxelles — fait le rachat sur l'import de la somme leur payée par le gouverneur Beck, pour l'acquisition de la terre et seigneurie de Beaufort. [2])

Trois jours après, le 27 novembre 1639 — à en croire Neyen [3]) —, par devant le notaire Jean Wickert de Luxembourg, Gaspard du Bost-Moulin, sgr. de Beaufort, colonel au service de l'empereur, veuf de dame Bonne de Châlon, fille de feu Adèle de Heu, dame de Beaufort, et nièce de Charles de Mansfeld, conseiller de courte-robe à Luxembourg, vicaire général des armées de par deçà et doyen de Ste Gudule à Bruxelles, ratifie la vente et l'échange opérés le 4 février 1620, à Bruxelles, devant le notaire H. van den Hausen, „constituant testament de la dame Bonne de Chalon, par lequel le dit Gaspard avait acquis la moitié de la seigneurie d'Esch, à titre de remploi de la terre de Beaufort appartenant à la dite dame et vendue par le même acte à Jean, baron de Beck". Ces renseignements de Neyen contiennent force erreurs et ne correspondent qu'en partie à ce que stipulait l'acte de vente de Beaufort, passé le 27 novembre 1639, devant le notaire J. Weckert.

Voici, en effet, ce que nous y lisons. Avec feu Bonne de Chaalon, son épouse, Gaspard de Bost-Moulin, sgr. de ce lieu et

---

1) Neyen, p. 257, d'après le Fonds Vannérus; je n'ai pas retrouvé cet acte. Par contre, le dit 21 octobre 1628, Madeleine de Larochette accorde en fief à Feitweilers Class de Merckholz divers biens sis en ce lieu (Fonds Vannérus, Arch. du Gouv. à Luxembourg).

2) *Arch. de Reinach*, no 3920; cf. Neyen, p. 261, en note.

3) *Op. cit.*, pp. 260 et 261.

de Beaufort, colonel au service de S. M. I., avait pris la résolution de vendre la terre de Beaufort, pour se décharger des grandes dettes dont eux et la dite s^rie^ étaient obérés; lors de sa dernière maladie, la dite dame, du chef de laquelle provenait la terre, avait, par testament, autorisé son mari, avec Charles de Mansfeld, son oncle, à la vendre. Forts de cette autorisation, ils vendent à Jean, baron de Beck, sgr. de Vidimb, etc., les sept huitièmes des château, terre et seigneurie de Beaufort, ainsi que les époux de Bost Moulin les avaient possédés depuis que leur mère et belle-mère, Odile de Heu, dame de Beaufort, les leur avait cédés en dot. Cette vente est conclue au prix de 109,375 fl. carolus à 20 patards.

De plus, le s^r^ de Bost-Moulin vend à Beck, pour 1500 fl. carolus, les droits de sa femme et de ses enfants sur le dernier huitième, que d'aucuns prétendent n'avoir été possédé par la dite Odile qu'à titre de gagère; l'acheteur devra donc payer en tout 110,875 fl. carolus . . . .

L'acte donne ensuite sur le rachat de la moitié d'Esch les renseignements suivants: „Comme la disposition testamentaire „de la dame Bonne de Chaalon porte que du prix de la vente de „Beaufort se fasse le payement des debtes de sa maison et que „le surplus s'employe en acquest d'autres biens ou rentes au prouf„fict de ses dits enfans et dudit seigneur vendeur, son marit, et „son première desseing ayant esté (lequel luy at continué jusques „à la morte) que la moictié de la seig^rie^ d'Esch sur la Sauur, en„gagée à feu le s^r^ colonel de Munichausen par Monsr le comte „et prince de Mansfeldt, son bisayeul [1]), seroit acquittée, le dit „seig^r^ achapteur payerat promptement sur et en tant moins du „prix de l'achapt de Beaufort à la dame vefve de feu le seigneur „de Munichausen, prévost de ceste ville de Luxembourg, filz du „dit colonel de Munichausen, premier gager, une somme de 27,000 „fl., à quoy porte le prix de la dite engagère et les bastimentz „faictz par permission du dit feu seig^r^ comte de Mansfeldt; la„quelle moictié de seig^rie^ d'Esch ainsy acquittée tiendra au dit

1) Polixène de Mansfeld, née avant 1552, fille de Pierre-Ernest, comte de Mansfeld, et de sa première épouse, Marguerite de Brederode, épousa, vers 1570, contre le gré de ses parents, Palamède de Châlon, fils naturel de René de Nassau, prince de Châlon. Elle mourut entre 1591 et le 20 décembre 1602, laissant entre autres enfants Henri de Châlon; celui-ci, mort entre le 20 décembre 1602 et le 25 mai 1604, épousa Odile de Heu, dame de Beaufort, dont il eut Bonne de Châlon, l'épouse de Gaspard de Bost-Moulin (Grob, *op. cit.*, pp. 49—51; Neyen, p. 258, etc.

„s[r] de Bostmoulin et à ses enfans mesme nàture et qualité que „faisoit la dite terre de Beaufort, et sera et demeurera spécialle- „ment affectée et hypothecquée audit seig[r] achapteur pour l'as- „seurance et garantise de son achapt.

„Et comme la mesme dame de Munichausen et feu son ma- „rit ont achapté en la mesme seig[rie] d'Esch pour la commodité „de la maison une rente de 3 malders de seigle affectée sur le „moullin bannal du dit Esch, avec 6 pouilles, 8 dallers et 6 pa- „tars en argent et 6 bichept d'avainne dheus au village de Hulst- „hausen (*lisez:* Lulsthausen), dépendant de la dite seig[rie], pour „. . . 500 dallers, y comprins les droictz du transport passé par „devant le justicier des nobles, et une prairie au mesme lieu „d'Esch, pour . . . 198 dallers, revenans ensemble à 1047 fl., „ayans esté convenu avec elle pour le bien des dits enfans et „commodité de la maison qu'elle laisseroit suivre aux mesme „prix des premiers achaptz, le dit s[r] achapteur payerat aussy „promptement la dite somme, et tiendront pareillement les dites „pièces mesme nature, condition et qualité audit s[r] de Bostmoullin „et ses enfans que faisoit ladite terre de Beauffort et seront af- „fectées audit s[r] achapteur pour son asseurance comme la rest „de la dite seig[rie] . . .“

Le 4 février 1640, par devant le notaire H. Wanderhoven, de Bruxelles, Charles de Mansfeld, conseiller de courte-robe à Luxembourg et vicaire des armées de S. M. de par deçà, doyen de Ste Gudule, donné son consentement à l'aliénation de Beaufort. Le transport solennel s'en fait devant le Siége des Nobles, le 2 mars 1640 [1]).

Gaspard du Bost-Moulin, qui était originaire du Bost en Forez, dans le diocèse de Lyon [2]), avait épousé Bonne de Châlon par contrat du 23 octobre 1632; il mourut le 7 mai 1658, laissant la moitié d'Esch à son fils Philippe-Alexis [3]).

---

[1]) Copie délivrée le même jour par J.-Charles d'Ouren, sgr. de Tavigny et de Lympach, etc., commis à la desservitude de l'office de justicier des nobles; elle est signée N. Kilberger et scellée du sceau de J.-C. d'Ouren (Reg. relatif à Beaufort, en ma possession.)

[2]) Voir, pour les renseignements généalogiqnes sur les du Bost-Moulin, Neyen, *op, cit.*, pp. 258—259 et 262—263, d'après les manuscrits du curé Welter; *Annuaire de la Noblesse belge,* vol. 31, pp. 119—122; J. Vannérus, *Les Familles luxembourgeoises au chapitre noble de Ste. Waudru à Mons*, 1906, pp. 11—13; etc.

[3]) D'après Neyen, p. 267, un frère de Philippe-Alexis, Jean-Baptiste, avait en 1672 une part dans la moitié d'Esch. Si le fait est exact, il ne conserva pas long-temps cette part, car, dès 1681, Philippe-Alexis possédait la moitié tout entière.

Celui-ci, né le 30 novembre 1634, cité de 1659 à 1665 comme co-sgr. d'Esch et capitaine d'une compagnie d'infanterie du régiment de Beck, en 1666 et 1668 comme capitaine d'une compagnie de cavalerie du régiment de Holstein, arrondit la part qu'il possédait dans Esch, en acquérant le 8 avril 1679 le huitième de la haute-justice qu'y possédait la famille de Wachenheim, par succession des Brandenbourg, Bolland et Orley (nous y reviendrons plus loin).

Le 10 avril 1683, à Esch, Philippe-Alexis du Bost-Moulin, écuyer, seigneur-chef de la franchise et terre d'Esch-sur-Sûre et lieux en dépendants, déclare tenir du roi les biens suivants, pour lesquels il a rendu foi et hommage le 10 novembre 1681 :

a) La moitié du château d'Esch, avec certaines dépendances ;

b) la moitié de toute la haute-justice, plus le quart dans l'autre moitié, par acquisition faite des héritiers de la maison d'Orley, par toute l'étendue du circuit de la terre d'Esch ; etc.

Il a le droit de retirer la part du château d'Esch et des rentes en dépendantes, nommées *la part d'Orley*, tenue actuellement en engagère par les Jésuites de Luxembourg, sauf la haute-justice, qui lui a été cédée avec le droit de retrait . . . [1])

Le 30 avril 1683, la chambre royale de Metz ordonne la publication de cet aveu et dénombrement par trois dimanches, à l'issue des messes paroissiales des lieux où les fiefs sont situés ; le 10 juillet suivant, le justicier héréditaire et les échevins hauts-justiciers des franchise et terre d'Esch attestent que cette publication a été faite les dimanches 13, 20 et 27 juin, devant l'église paroissiale d'Eschdorf, „principale de toute la dite terre", sans que personne y ait trouvé à redire [2]).

Philippe-Alexis, qui s'intitulait »seigneur-chef« à Esch, mourut en ce lieu le 13 février 1706 [3]). Il avait épousé par contrat du

---

[1]) Déclaration origin. dans le reg. 45713[a] de la Chambre des Comptes de Bruxelles ; copie de 1782 dans les Arch. de la Sect. Histor. à Luxembourg (Fonds Vannérus, l. II) ; cf. Neyen, pp. 269 à 279.

[2]) Documents en ma possession.

[3]) D'après Neyen (p. 269), le 4 juillet 1684 est citée comme douairière d'Esch, Jeanne-Elis. de Stein-Callenfels, veuve de Phil.-Alexis du Bost-Moulin ; plus loin, (p. 281), il fixe la mort de Philippe-Alexis en 1684 ou 1685 ; cependant, il dit ailleurs, d'après les notes Welter, que Philippe-Alexis ne mourut que le 13 février 1706. Le 18 mai 1693 est mentionné Phil.-Alexis du Bost-Moulin, sgr. de la franchise et terre d'Esch ; d'après Neyen (p. 281), qui le trouve cité en 1698, c'était un fils puîné de Phil.-Alexis et de Jeanne-Élis. de Stein. Tout n'est donc que contradictions chez cet auteur.

16 novembre 1670 Jeanne-Elisabeth de Stein-Callenfels, fille de Jean-Renard et de M.-Elisabeth de Koppenstein; son épouse, morte à Esch, le 25 (ou le 26) novembre 1684, lui avait donné:

Charles-Bernard du Bost-Moulin, né à Esch, baptisé à Eschdorf le 8 octobre 1672, intitulé par la suite baron du Bost-Moulin, seigneur haut-justicier d'Esch (pour cinq huitièmes); il fut tué en duel en avril 1721. Son épouse, Marie-Marg.-Charlotte de Stassin, qu'il avait épousée le 13 octobre 1696, lui donna neuf enfants, nés à Luxembourg de février 1705 à juillet 1719.

L'aîné des fils, Claude-François, né en février 1706, devait hériter d'Esch, mais il mourut célibataire le 12 janvier 1740. Le 7 janvier 1729, sa mère lui avait donné procuration pour dégager la part dite d'Orley ou de Wachenheim, soit un huitième, hypothéquée aux Jésuites de Luxembourg; ce retrait eut lieu le 8 mars 1730 [1]).

A la mort de Claude-François, le droit d'aînesse revint à son frère puiné, Christophe-Charles (né le 7 mars 1714), qui s'empressa de quitter le régiment du prince Eugène de Savoie, où il servait comme officier, et de venir se faire admettre à l'état noble de Luxembourg, le 24 octobre 1740. Cette même année, encore du vivant de Marie-Marguerite de Stassin (qui ne mourut qu'en août 1758), il apparaît avec les qualifications de »baron d'Esch, marquis du Bost-Moulin et du Pont d'Oye, sgr. d'Esch.« Ce titre de marquis ne pouvait encore être valablement porté par lui que dans l'expectative de la succession lui promise par François-Théodore-Laurent de Raggi, alors marquis du Pont d'Oye (près de Habay), qui ne mourut que le 4 février 1742 [2])

Par contrat du 3 mai 1742, Christ.-Ch. du Bost-Moulin épousa à Nancy Louise-Thérèse de Lambertye, ex-chanoinesse de Remiremont, fille de Nicolas-François, marquis de Lambertye et de Consla-Grandville, etc., et d'Elisabeth de Ligniville.

Le Philippe-Alexis de Bost-Moulin, cité dans des actes de 1659, 1664, 1673, 1678, 1693 et 1704, ne forme, comme l'indiquent les signatures apposées au bas de ces différents documents, qu'un seul et même personnage.

Notons, à ce propos, que le cachet apposé par lui à un acte du 15 févr. 1672 (Arch. Sect. histor., Chartes et Doc., à la date du 15 mai 1718) montre un écartelé: aux 1er et 4me, du Bost; aux 2me et 3me d'Esch (représenté par 4 fasces). Un autre sceau, dont il usait au 2 avril 1693, présente le même écartelé, mais les quartiers 2 et 3 sont exactement gravés cette fois, *burelés de 10 pièces.* (Arch. Sect. hist., Doc. non classés.)

1) Neyen, p. 285.

2) Neyen, p. 289.

Le 3 juillet 1743, au château d'Esch, Christophe du Bost, baron d'Esch et marquis du Pont d Oye, et Louise-Thérèse, marquise de Lambertye, son épouse, furent mis par le notaire Bernard, de Wiltz, »en la réelle possession de la moitié de la dite terre d'Esch et encore un quart de l'autre moitié, dite *la part de Wachenheim,* acquise passé environ douze ans par Marie-Marg. de Stassin, douairière de Ch.-Bern. du Bost. Les mayeurs, échevins, tant de la cour haute que foncière, et les sujets dudit seigneur ont prêté le serment de fidélité« [1]).

Le 16 octobre 1748, Christophe-Charles du Bost, sgr. d'Esch, du Pont d'Oye, etc., fut autorisé à continuer le titre de marquis du Pont d'Oye, terre qui lui avait été léguée par le marquis François-Laurent de Raggi, par testament du 22 septembre 1733 [2]).

On sait comment le marquis du Pont d'Oye et son épouse dissipèrent en quelques années, en dépenses folles, la grande fortune qui leur était échue et comment ils finirent dans la misère la plus noire: alors qu'elle mourut le 30 décembre 1773, dans une écurie déserte de son ancien domaine, lui même termina ses jours, en juin 1784, chez le curé de Montigny-sur-Chiers, qui lui avait accordé généreusement l'hospitalité [3]).

Quatre ans après leur mariage, déjà, ils en étaient réduits à emprunter la somme considérable de dix mille écus: ils commençaient ainsi la série des emprunts, jamais remboursés, qui les acculèrent peu à peu à la ruine complète.

Le 10 novembre 1746, au Pont d'Oye, Christophe-Charles du Bost du Pont d'Oye et Louise-Thér. de Lamberty, son épouse, reconnaissent devoir à la D^elle^ Jeanne-Marie Capitaine et aux enfants du s^r^ Capitaine, sgr. de St Remy, 10,000 écus à 56 sols de Luxembourg (non compris une rente viagère de 50 écus portée par le testament de feu le marquis de Raggy en faveur de la dite demoiselle). Ne pouvant les rembourser, ils s'engagent à payer les intérêts annuels de 8000 des dits écus au denier vingt, soit 400 écus (ou 1120 fl. de 20 s.), et obligent pour ce tous leurs biens en général, et spécialement leur terre et s^rie^ du Pont d'Oye.

---

[1]) Neyen, pp. 289—290. d'après le Fonds Vannérus.

[2]) Neyen, pp. 262 et 290; E. Tandel, *Les Comm. Luxemb.*, III, pp. 508 et 523—526. *L'Annuaire de la Nobl. belge* place cet octroi, par erreur, au 3 mai 1742: il y a eu confusion avec la date du contrat de mariage du seigneur d'Esch.

[3]) Neyen, p. 291, d'après Léon Wocquier, *La dernière Marquise du Pont d'Oye.* Cf. Prat, *Les deux Habay et le Pont d'Oye (Annales d'Arlon,* 1874), et Tandel, *Les Communes Lux.*, t. III, pp. 508—531.

De plus, ils s'engagent à rembourser à Mr Capitaine de St Remy, comme tuteur de ses enfants et au nom de sa sœur, 2000 écus, le 1er janvier suivant [1]).

Le 11 octobre 1749, par devant le notaire F. Kleber, de Luxembourg, Messire Christ.-Ch. marquis du Bost du Pondoye, sgr. d'Esch, du Pondoye et autres lieux, crée au profit de Melles Marie-Gisberte et Marie-Joséphine de Blockhausen, résidant à Berg (acceptant par Mr J.-Mathias de Blockhausen, leur frère), une rente de 700 fl Brabant, à 20 s., payable annuellement le 11 octobre, à la forge de Berg, »par l'officier admodiateur de la srie d'Esch, des deniers plus liquides de son admodiation«; et ce, jusqu'au remboursement du capital de 11,200 fl., reçu ce jour par le débiteur.

En assurance, ce dernier hypothèque tous ses biens en général, et spécialement sa terre d'Esch, et Madame la douairière baronne d'Esch se constitue volontairement plaige et caution pour lui [2]).

Le 12 décembre 1750, nouvel emprunt: par devant le notaire J.-B. Denis, de Luxembourg, Messire Charles-Christ. marquis du Bost et du Pont d'Oye, sgr. d'Esch, Thiaumont et Post, déclare que la dame A.-Barbe-Pétronelle de Rode, baronne de Cassal et de Bomal, lui a prêté 8200 écus à 56 sols de ce pays, pour lesquels il lui payera annuellement les intérêts au denier vingt, soit 410 écus. Cette somme provient de la dot de feu la dame Louise de Marchant, belle-mère de la créditrice.

Le débiteur affecte en assurance tous ses biens, et spécialement sa seigneurie d'Esch: la créditrice pourra »tirer ses intérêts hors du rendage de la dite srie« et les exiger, à son choix, de l'officier de cette terre ou du débiteur même. Celui-ci promet endéans quinze jours la ratification de son épouse [3]).

---

1) L'original signé *Du Bost du Pont d'Oye* et *Lambertye du Pont d'Oye*, a été réalisé, à la requête de la Delle J.-M. Capitaine de Biourge, le 26 oct. 1753, à Ysel, par le prévôt féodal et le clerc-juré de Chiny, gardes du scel du tabellion du comté de Chiny et sries y enclavées; et le 9 mai 1758, au siége des nobles à Luxembourg (Cahier de 1761, en ma possession).

2) L'original était signé *Marquis du Bost du Pondoye — M. Stassin du Bost Moulin*, avec leurs armes.

Le 5 nov. 1753, le sr de Maringh de Bubange et son épouse, née de Blockhausen, reconnurent, à Berg, avoir été remboursés par Melle de Blockhausen, leur sœur, de 2000 écus, avec les intérêts échus, et lui cédèrent leur part daus la susdite obligation. Le 14 avril 1757, Marie-Gisb. de Blochausen fit réaliser l'acte du 11 oct. 1749, par devant le Siége des Nobles (Cahier de 1761).

3) L'original, signé *le Marquis du Bost du Pont d'Oye,* avec ses armes, a été réalisé le 3 déc. 1753 au siége des nobles à Luxembourg, en même temps que l'acte du 27 février 1751.

Deux mois après, le marquis du Pont d'Oye était de nouveaü sans argent: le 27 février 1751, il reconnaît, par devant le notaire P. Thomas, de Luxembourg, avoir encore reçu de la baronne de Cassal de Bomal 500 écus à 56 s., dont il paiera les intérêts au denier vingt, conformément à l'obligation de 8200 écus passée l'année précedente; la somme totale, 8700 écus, est garantie par les hypothèques et obligations stipulées dans l'acte de decembre 1750. Il promet l'approbation de son épouse; celle-ci la donna par la suite, en signant *de Lambertye du Pont d'Oye* [1]).

A la fin de l'année 1755, le marquis du Pont d Oye devait déjà 25,900 écus de Luxembourg: 4000 écus à Melle de Blockhausen; 2400 écus à Mre de Papigni de Clemarez; 8000 écus aux héritiers de Melle de Capitaine de Biourge; 8700 écus à Mme de Cassal; 2000 écus à Mr Dumont, prévôt de Chiny; 800 écus à d'autres particuliers.

Désirant n'avoir plus affaire qu'à un seul créancier, il conclut le 5 janvier 1756, par devant le notaire J.-M. Collard, de Neufchâteau, un arrangement avec le duc de Corswarem-Looz, auquel il devait, d'autre part, 6000 écus, cours de la province, à raison de semblable somme reçue de lui en une lettre de change sur la dame douairière de Haime, à Liége.

Ne pouvant rembourser cette dernière somme, il promet d'en payer annuellement au duc, en son château de Ste Marie, les intérêts au denier vingt, soit 300 écus de 56 sols; il oblige et hypothèque pour ce tous ses biens généralement quelconques, présents et à venir.

Il autorise en même temps le duc à faire le remboursement de toutes les dettes reprises plus haut, qui sont, »sur sa foi et son honneur«, les seules charges grevant ses biens. Le duc sera donc alors »vrai et seul créancier«, pour une somme de 31,900 écus [2]).

Le remboursement permis au duc ne s'effectua cependant pas et le marquis du Pont d'Oye se trouva simplement en face d'un créancier de plus. La situation s'aggrava bientôt au point que le Gouverneur des Pays-Bas dut confier à un conseil, le 25 mai 1759, l'administration des biens du marquis et de la mar-

---

[1]) Cahier de 1761.

[2]) Cet acte, réalisé devant les prévôt, hommes et échevins des ville, prévôté et marquisat d'Arlon, le 12 janvier 1756, le fut ensuite le 14 avril 1757, à la requête du duc de Corswarem-Looz, au siége des nobles, à Luxembourg (Extrait authentique, en ma possession, et cahier de 1761).

quise du Pont d'Oye. Peu après, ils durent recourir à l'aliénation de leurs biens d'Esch.

Le 10 décembre 1760, à Trèves, nous voyons le baron de Warsberg constituer son secrétaire Franç.-Ad.-Georges Hebel, à l'effet de s'accorder avec le marquis du Pont d'Oye et les créanciers de celui-ci, au sujet de la seigneurie d'Esch et de ses dépendances, qu'il voudrait acquérir.

Les négociations aboutirent, le 12 janvier 1761, à la conclusion, à Luxembourg, d'un traité provisoire entre le sr du Bost-Moulin, marquis du Pont d'Oye, et Hebel, secrétaire et fondé de pouvoir du Baron Anselme de Warsberg, au sujet de la vente d'Esch-sur-Sûre. Le marquis céda les cinq parts qu'il avait dans cette terre *(seine in bemelter herrschafft undt derselben einverleibten dorffschafften, sambt allen dependentzien zu funff theile competirende recht undt gerechtigkeiten, zinsen, pachten, fischerey- und jagtbahrkeitten, zehnden, gefällen und allen aisementen, auch leibsunterthanen, mitt einbegriff der hoch-, mittel- undt grundtgerechtigkeit, wie diese und jene von uralter observantz possessions rechten, auch krafft glaubwurdigen und documentirten urkunden und brieffschafften hergebracht und begründet seyndt)*, moyennant 28,500 *reichsthaler* d'Espagne à 56 sols [1]).

Le 1er août 1761, un décret du conseil intervint dans le procès entre Christophe-Charles du Bost, marquis du Pont d'Oye, impétrant lettres de répit et attermination, et tous les créanciers et prétendants droit réel aux parts lui compétant dans la terre d'Esch.

Du Bost est autorisé à consommer la vente de ses parts en la terre d'Esch, arrêtée le 12 janvier, moyennant 28,500 écus.

Sur cette somme, l'acheteur aura à payer:

Aux héritiers de Jeanne-Marie Capitaine et du sr Capitaine, sgr. de St Remy, 8000 écus de capital, 1755 écus 52 sols pour intérêts dûs jusqu'au 10 novembre 1760, ceux dûs jusqu'au remboursement du capital, plus 34 écus 14 s. pour frais de réalisation.

A la delle Marie-Gisberte de Blockhausen, 11,200 fl. de Brabant de capital, 750 écus pour intérêts échus au 11 octobre 1760, les intérêts échus le jour du remboursement, 18 écus 14 s. pour frais de réalisation, et 7 écus 11 s. 3 d. pour frais adjugés par sentence du 15 octobre 1757;

---

[1]) Protocole du notaire Schwab de Luxembourg, 1761, no 54 (renseign. N. van Werveke), et cahier de 1761.

A messire Pierre-Ant.-Jos.-Phil. baron de Cassal, 8700 écus de capital, 870 écus pour intérêts échus le 12 décembre 1760, les intérêts dûs le jour du remboursement et 34 écus 7 escal. pour frais de réalisation;

Au duc de Corswarem-Looz, 307 écus 36 s., pour intérêts échus au 5 janvier 1761 d'un capital de 6000 écus, et ce qui pourra rester encore du prix de vente, en déduction de ce capital; ce, sans préjudice à son hypothèque sur les autres biens de l'impétrant, pour le restant du capital [2]).

(A suivre.)

---

[2]) Protoc. du notaire Schwab, 1761, n° 54, en expédition authentique (ren seign. N. van Werveke), et cahier de 1761.

Das Großherzogtum Luxemburg
unter Wilhelm III. 1849—1890.

(Fortsetzung.)

27) Vom 12. Oktober 1882 bis zum 20. Februar 1885 bestand die Regierung aus den vier Mitgliedern: Baron von Blochausen Felix, Staatsminister, Regierungs-Präsident, Eyschen Paul, General-Direktor der Justiz, Kirpach Heinrich, General-Direktor des Innern, und Mongenast Matthias, General-Direktor der Finanzen.

28) Vom 20. Februar 1885 bis zum 12. September 1888 bestand die Regierung aus den vier Mitgliedern: Thilges Eduard, Staatsminister, Regierungs-Präsident, Eyschen Paul, General-Direktor der Justiz, Kirpach Heinrich, General-Direktor des Innern, und Mongenast Matthias, General-Direktor der Finanzen.

29) Vom 22. September 1888 bis zum Tode Wilhelms III. (23. November 1890) bestand die Regierung aus den vier Mitgliedern: Eyschen Paul, Staatsminister, Regierungs-Präsident, Kirpach Heinrich, General-Direktor des Innern, Mongenast Matthias, General-Direktor der Finanzen und Thorn Viktor, General-Direktor der öffentlichen Arbeiten.

6. Die Ministerien unter Wilhelm III. 1849—1890.

Die Zahl der Generaladministratoren oder Generaldirektoren, die während der langen Regierung Wilhelms III. an der Spitze des Landes standen, ist eine relativ große, und ihre Namen haben oft

geändert bald durch Entlassung, bald durch Tod, bald durch Antritt anderer Funktionen oder durch sonstige Ursachen.

Wenn man aber die Präsidenten der Regierung oder die nach ihnen bezeichneten Regierungs-Collegien in Betracht zieht, so findet man, daß einzelne Ministerien relativ lange sich behaupteten.

1) Das Ministerium von Willmar J. J. M. stand an der Spitze des Landes vom 6. Dezember 1848 bis zum 23. September 1853.

2) Das Ministerium von Simons Matthias leitete die Geschicke des Landes vom 23. September 1853 bis zum 26. September 1860.

3) Das Ministerium des Barons von Tornaco Viktor trat an dessen Stelle am 26. September 1860 und blieb am Ruder bis zum 3. Dezember 1867.

4) Das Ministerium von Servais Emmanuel löste ersteres ab am 3. Dezember 1867 und leitete die Geschicke des Landes bis zum 26. Dezember 1874.

5) Das Ministerium des Barons von Blochausen Felix stand an der Spitze des Landes vom 26. Dezember 1874 bis zum 20. Februar 1885.

6) Auf kurze Zeit trat an dessen Stelle das Ministerium von Thilges Eduard vom 20. Februar 1885 bis zum 22. September 1888.

7) Er wurde ersetzt am 22. September 1888 durch das Ministerium von Eyschen Paul, der bis zum Tode Wilhelms III. (23. November 1890) und auch noch später bis heute (1909) an der Spitze der Regierung des Landes sich behauptete.

7. Militärwesen.

Weil das Großherzogtum zum deutschen Bunde gehörte und die Festung Luxemburg unter der Oberhoheit der deutschen Bundes-Militärbehörde stand, mußte die Luxemburger Armee auch nach deutschen Vorschriften eingerichtet und geregelt werden.

Durch Beschluß vom 25. August 1863 wurde festgesetzt, daß das luxemburgische Kontingent zum deutschen Heer bestehen soll auf dem Friedensfuß: aus einem Militärkommando, 2 Feldbataillonen, jedes zu 4 Kompagnien und einer Depot-Abteilung zu zwei Kompagnien. Die Feldbataillone sollen die Benennung führen: „Kgl. Grßh. luxemburgische erstes und zweites Jägerbataillon" und die Gendarmerie: „Kgl. Grßh. Gendarmerie Kompagnie".

Auf dem Kriegsfuß formiert den Ersatz die jüngste Altersklasse

der Miliz, welche durch Milizleute der früheren Aushebungen und durch Freiwillige auf die Stärke der Bundesforderung ergänzt werden.

Durch denselben Beschluß wurde für Friedenszeiten die kleine Nationalarmee auf die bedeutende Ziffer von 1525 + 9 Mann ausschließlich des Majorstabes und des Offizierkorps, in der Zahl von 39 + 8 Nichtkämpfenden, festgesetzt. In Kriegszeiten sollte dieselbe bis auf 1866 + 75 Mann und 47 + 12 Offiziere steigen.

Das Luxemburger Kontingent war in den Städten Diekirch und Echternach einquartiert, indes die Festung Luxemburg von deutschen Bundestruppen besetzt war.

Erst nach dem Abzug der deutschen Truppen im Herbst 1867, kamen die Luxemburger Soldaten nach der Hauptstadt, wo sie die Heilig-Geist-Kaserne bezogen.

Als nach dem Londoner Vertrag von 1867 das Land keine große Armee mehr bedurfte, wurde diese vollständig reformiert durch das Gesetz vom 16. Februar 1881.

Die Miliz wurde gänzlich aufgehoben. Die bewaffnete Macht des Landes soll bestehen aus zwei Kompagnien unter einem einzigen Kommandanten, nämlich einer Kompagnie Gendarmen und einer Kompagnie Freiwilliger. Der Offizierstab umfaßt 1 Major, 2 Kapitäne und 4—6 Leutnante.

Die Gendarmen-Kompagnie soll bestehen aus 125 Mann in 29 Stationen. Ihr Bestand wurde später erhöht, im Jahr 1885 auf 135 Mann in 32 Stationen und im Jahr 1903 auf 145 Mann in 34 Stationen.

Die Freiwilligen-Kompagnie soll außer den Musikanten 140 bis 170 Mann, Unteroffiziere und Soldaten, begreifen.

Die Musik sollte höchstens 29 Mann betragen, von denen 6 Gagisten sein konnten. Durch Gesetz vom 22. April 1897 wurde das Effektiv der Musik auf 29 bis 39 Mann festgesetzt, von denen 10 Gagisten sein konnten.

In Ausnahmefällen, wo die öffentliche Ordnung oder Sicherheit gefährdet sind, kann die numerische Macht der Freiwilligen-Kompagnie zeitweilig auf 250 Mann gebracht werden.

8. Verdienstorden.

Für das Militär wurde durch Beschluß vom 22. Februar 1850 und vom 15. Mai 1859 die Verleihung besonderer militärischer Ehrenzeichen beschlossen für Soldaten und Unteroffiziere nach 10, 20 und 30jährigem und für Offiziere nach 15 und 25jährigem treuen Dienste.

Neben dem Orden der Eichenkrone, der 1841 gegründet worden war, wurden noch als weitere Auszeichnungen eingeführt der Nassauische Hausorden vom Goldenen Löwen und der Herzoglich Nassauische Militär- und Verdienstorden Adolfs von Nassau.

Der Nassauische Hausorden vom Goldenen Löwen besteht aus einer Klasse und ist ein für beide Linien des Hauses Nassau am 16. März 1856 gestifteter gemeinschaftlicher Orden, dessen Recht der Verleihung den Chefs der beiden Linien des Nassauischen Hauses zusteht, welche dasselbe entweder gemeinschaftlich oder getrennt, jeder für sich, ausüben können.

Der Nassauische Verdienstorden Adolfs von Nassau ist gegründet durch Statut vom 8. Mai 1858. Er ist ein Hausorden in vier Klassen und steht dem Nassauischen Hausorden vom Goldenen Löwen nach. Sein Großmeister ist der jeweilige Chef des Nassauischen Hauses.

(Fortsetzung folgt.)

ÉTUDES SUR LE LUXEMBOURG

A L'ÉPOQUE CAROLINGIENNE.

VIII.

Les deux Comtés du Pays de Vèvre.

La vaste région dénommée *la Vèvre,* c'est à dire *la Brousse* ou le pays des broussailles, tirait son nom d'un terme local analogue au latin *vepres:* aussi la plus ancienne forme de son nom est-elle *pagus Vaprensis.* Elle se développait sur les côtes buissonneuses d'où sourdent, vers le nord, l'Alzette qui, par la Sûre, regagne la Moselle; vers l'ouest, la Chiers et la Semois, qui successivement iront grossir la Meuse.

L'importance de ce point stratégique n'échappait pas aux Romains; dans cette région surveillée par les cohortes qui gardaient le pays des Trévères, l'*oppidum* de Dalheim, entre la Moselle et l'Alzette, et celui du Titelberg, émergeant au milieu des marais, furent reliés par une chaussée. [369])

[369]) Elle passait entre Differdange et Niederkorn, entre Soleuvre et Sanem, à Steinbrücken (Pont-de-Pierre), franchissait l'Alzette près de Rœser et atteignait Dalheim par Weiler-la-Tour. Des restes considérables de l'*oppidum* du Titelberg (*mon-*

On ne saurait s'étonner si, après le traité de 843, Lothaire Ier voulut constituer là un duché-frontière, le *ducatus Waverensis* [370]) qui explique la subdivision du *pagus* dont il tire son nom en plusieurs comtés.

Quels étaient les comtés formés par le *pagus Wabrensis?*

Le *Cartulaire de Gorze* va nous éclairer complètement à cet égard. L'un est le *comté de Verdun.* A la limite du Toulois et du Charmois vers Commercy, se trouve à peu de distance d'Apremont, Broussey-en-Woëvre [371]); plus près de Verdun, Rupt-en-Woëvre sur le Rupt, et Fresnes-en-Woëvre sur le Longeau: au confluent de ce ru et de la Seigneulle, Brainville-en-Woëvre; sur l'Yron qui se confond plus loin avec ces cours d'eau, Latour-en-Woëvre. En se fusionnant, ces affluents réunis tombent dans l'Orne à Conflans-en-Jarnisis. Or un texte de 914 [372]) place la *villa qui dicitur Confluentes super fluvium qui vocatur Horna* dans le pays de Vèvre au comté de Verdun *(in pago Wabrinse, in comitatu Virdunensi).* Dès 885 Jeandelize *(locus qui dicitur ad Gandralisia)* sur l'Orne, un peu au dessus de Conflans, est dit [373]) *in pago Virdunense seu Wabrinse.* En 959, Gremilly *(villa Grimineias vocata),* situé près d'Ornes (vers le point où apparaît la rivière de ce nom) et de la source de l'Azannes qui se dirige au nord-ouest, dans un sens rigoureusement opposé au cours de l'Orne,

---

tagne de Tetricus) existaient au temps de Wiltheim; il n'y a pas trente ans que la dernière des portes a disparu. On y a recueilli d'innombrables objets antiques, et les dernières fouilles opérées en 1907 par M. **Ch. Arendt,** architecte honoraire de l'État, ont été encore fructueuses. Le nom de Titelberg ne vient pas de Titus, au gré du vulgaire, mais du César austrasien *Tetricus (Diderich).* Le nom de Luxembourg, *Licilin-burhut* en 963, ne viendrait-il pas d'un autre empereur, *Licinius?* Ces souverains n'appartenaient pas plus aux souches illustres du Latium que les consuls *Dagalaifus, Merobaudes, Ricimer,* que le comte romain de Trèves *Arbogast,* et bien d'autres naturalisés.

370) *Etudes sur le Luxembourg,* I, 92.

371) Rien ne justifie l'orthographe moderne donnée au mot Vèvre, et qui est devenue officielle. Elle a été, certainement, influencée par le livre audacieux de Jeantin, qui voulait encore compliquer ce nom si simple en ajoutant un *p* et une *s*: *les Woëpvres.* L'élucubration de l'impertinent mystificateur qui sous le nom plaisamment déguisé de *Geunilulus* (Jeannetin) a fabriqué la pseudo-chronique de Signy, est suffisamment discréditée pour qu'on en finisse avec l'orthographe absurde qu'il a mise en honneur.

372) *Cartulaire de Gorze,* n° 90; *Mettensia,* II, 165.

373) *Cartulaire de Gorze,* n° 75; *Mettensia,* II, 138. En 903, *Gauderlisia* est *in pago Virdunensi* (ib., n° 86); la confusion s'établit entre la division géographique et le district politique.

Gremilly est dit comme Amel [374]) *in eodem pago Waprensi et comitatu Virdunensi.*

La limite du comté de Verdun s'étendait, d'après un texte du IXme siècle, jusqu'au ru de Mance ou Woigot, qui arrose Briey et se jette dans l'Orne près de Valleroy, au dessous de Conflans [375]).

L'autre *comitatus* compris dans le pagus *Wabrensis,* nécessairement au-dessous du premier vers le nord, est constitué par la région qu'arrose le premier affluent que la Meuse s'annexe en continuant sa course, la Chiers. Nous avons vu, dans la charte d'Engilbert pour Saint-Remi de Reims, toutes les localités importantes du bassin de la Chiers, jusqu'à Messempré et Bazeilles, comprises dans la région de la Vèvre, *in ducatu Waverensi* [376]). Le chef-lieu de ce second comté a varié. Charbeaux, près d'Ivoy (Carignan) qui en 862 était *in pago Wabrinse* [377]) est dit, au début du règne de Charles-le-Simple en Lorraine vers 911 [378]) *in comitatu Evodiense* et *in pago Waverense.* Ivoy était donc alors le chef-lieu d'une subdivision du *pagus Wabrensis.* C'est là que Gislebert reçut Henri l'Oiseleur, son beau-père, le 24 octobre 931 [379])

Après la mort de Gislebert, ou peut-être à la suite des invasions hongroises en Lorraine, et des ruines nombreuses qui

---

374) *Cartulaire de Gorze*, n° 107; *Mettensia*, II, 197. Dans le texte qui précède, l'église d'Amel est dite *in pago et comitatu Virdunensi.* C'est une omission visible du copiste, il faut suppléer *in pago Waprensi*, puisque, quelques lignes plus loin, le copiste a conservé *in eodem pago Waprensi*; et sûrement *eodem* n'est pas une interpolation. Nous avons signalé l'étourderie de ce scribe à propos de la confusion entre le pagus *Scarponensis* et le pagus *Arduuensis. (Etudes sur le Luxembourg*, I, 35).

375) Liénard, *Dictionnaire topographique du département de la Meuse*, p. xiii. Marichal a confirmé par ce texte l'identification, regardée comme douteuse par d'Herbomez, de *Manciola in comitatu Virdunensi* dans un acte de 910 *(Cartulaire de Gorze,* n° 87) avec Mancieulles sur la rive droite du Woigot *(Mettensia,* II, 158, 160, 481; III, 72), donné par Gorze en usufruit à l'impératrice Richilde, veuve de Charles-le-Chauve, avec Varangéville en Chaumontois, le seul de ces deux domaines que Gorze recouvra dans la suite.

376) *Etudes sur le Luxembourg*, I, 93.

377) Diplôme de Lothaire II, conservé d'après une copie très défectueuse du XIIIme siècle: „*Ceran in pago Mamensi*" qu'il faut corriger en „*Cerbau in pago Wavrensi*". *(Recueil des chartes de Stavelot-Malmédy*, n° 35, p. 90.)

378) Gislebert, fils de Regnier, est alors abbé de Stavelot par cession de son père, car il ne porte aucun titre, contrairement aux chartes suivantes *(Recueil des chartes de Stavelot-Malmédy*, n° 54, p. 130).

379) Parisot, p. 673. — *Diplomata regum Germaniae*, I, 56.

s'ensuivirent, le chef-lieu du second comté de la Vèvre fut rapproché de l'Est, et nous croyons pouvoir proposer de le fixer alors à Médy.

Médy ou *Mady* est le nom primitif de Montmédy; cette dernière dénomination qui a prévalu, désignait exclusivement jusqu'au XVIIIe siècle la ville haute, la ville basse se nommant alors *Médy-bas*. C'est dans la seconde moitié du XIIIe siècle qu'apparaît, dans le *Cartulaire d'Orval*, l'appellation géographique *Montmaidei* (1284). Elle est encore précédée en 1253 par *Madi*, dont la forme latine, cinquante ans avant, est *Mediacus* [380]).

Il semble impossible, en effet, de tirer d'ailleurs que de Médy, le nom du *Methingowe* ou *Mithegowe* qui n'est connu sous cette forme germanique, que dans trois seuls textes authentiques des règnes de Henri l'Oiseleur et d'Otton Ier, en 926, 960, 963 [381]). Dans la carte dressée par Auguste Longnon, le rénovateur de la géographie carolingienne a placé dans le *Methingowe* Bailleu *(Ballodium)*; or cette localité, donnée à l'église St-Vanne de Verdun par un comte Leutard, est dite en 1015, *in comitatu de Casteri* [382]) et *in pago Vaprensi*. Ainsi le comté de Castrice, que Henri II avait donné à Frédéric de Luxembourg, fils de Sifroi, et qui comprenait aussi Donchery [383]) s'étendait jusqu'à Bailleu. Dès lors on doit identifier le comte Leutard, bienfaiteur de Saint-Vanne, avec le *comes Leutardus de Longui, pater Maingaudi* dont Aubri de Trois Fontaines fait un *nepos* du roi de Germanie Conrad II; ce terme étant pris sans doute alors avec l'extension saxonne, n'a d'autre valeur que celle de *collatéral*.

Nous établirons ailleurs, par la concordance de textes qui ont été jusqu'ici méconnus et suspectés injustement de corruption ou de fausseté, que le comte Godefroi du *pagus Methigowe* en 960 et 963 n'est autre que Godefroi II le filleul de Brunon que ce prélat fit placer en 964, à la tête des duchés de *Francia* et de *Lotharingia*, et qui mourut de la fièvre en Italie. D'un frère

---

380) Goffinet, *Cartulaire d'Orval*, pp. 120, 126, 139, 325, 524. Cf. Marichal, *Remarques, Mettensia*, III, 77.

381) Une quatrième mention, de la fin du Xme siècle, appartient à une charte d'Echternach, dont M. l'abbé Grob nous a signalé la fausseté: c'est la prétendue donation de Mondercange par Sifroi Kunuz en 997.

382) *Comes etiam Lutardus qui, eodem monasterio monachus factus, dedit in pago Waprensi, in comitatu de Casteri predium Ballodium, ecclesiam cum dote...*

Calmet, qui a orthographié *Decosteri*, reconnaît que ce comté n'a rien de commun avec celui de Dextry *(Dextroch)* en Saulnois *(Histoire de Lorraine*, t. II, Preuves, col. ccl).

de Godefroi II descendait Conrad II de Germanie; d'une sœur nommée Gerberge (femme du comte Meingaud qui fonda Vilich), Leutard de Longwy et la femme de Frédéric de Castrice [383]).

Ce qui est d'ailleurs incontestable, c'est que le *pagus Wabrensis* s'étendait, dès le règne de Pepin, jusqu'à la frontière du *pagus Bedensis* auquel appartenait Echternach. Cette abbaye acquit, sous Pepin, Christnach *(in Wabrense Crucinach)*, qu'il faut bien se garder de traduire par Creuznach quoique les noms aient, au fond, le même sens [384]) — et Nommern *(Humiaren in Wabrense), villae* [385]) données à St-Willibrord par Tassilon II de Bavière (*Casilo* dans le texte actuel du *Liber aureus*).

(A suivre.)

---

[383]) Cf. notre étude sur *Sifroi Kunuz, comte de Mosellane*, p. 30. -- Vers le milieu du XIe siècle, le titulaire du comté de Longwy fut Adalbert, tige de la seconde maison des ducs de Haute-Lorraine, fils d'Eve de Luxembourg, sœur de Frédéric de Castrice, et descendant par son père Gérard d'un frère de Godefroi II.

[384]) „Christnach, à 13 kil. d'Echternach et 12 de Diekirch, endroit très ancien, carrefour — comme l'indique son nom — de voies romaines et où l'on a trouvé, dans les substructions de l'église, les restes d'un temple de Diane." (Jean d'Ardenne, *l'Ardenne*, III, 232, d'après l'abbé Engling, *Das Müllerthal, vorst und jetzt*).

[385]) Le frère de l'abbé Engling a retrouvé, en 1840, la *villa* de Christnach sur la hauteur appelée Wolfsberg ou Wolfsfeld. Nommern est aussi fort ancien, comme le démontre la dénomination du plateau voisin, *Nommèrley*.

Johannes Bertels, Abt zu Echternach.

(Fortsetzung).

Am 21. September kam Erzherzog Albrecht von Österreich nach Luxemburg. Der Echternacher Abt Bertels, davon verständigt, begab sich zur Hauptstadt und langte dort um ein Uhr Nachmittags an, der Fürst aber traf erst um drei Uhr ein. Zu Fuß begab er sich in den königlichen Palast und empfing nach seiner Umkleidung die Prälaten, Räte und Adeligen; Johann von Hattstein hielt die Anrede. Am dritten Tage wohnte er um zehn Uhr in der St. Nikolauskirche der hl. Messe bei und empfing vor seinem Abschiede noch den Rat, unter denen sich auch Bertels befand.

Sodann reiste er zu Pferde mit seinem hohen Gefolge, worunter sich der Kronprinz, der Herzog von Aumale, sowie viele Edelleute aus Flandern und Brabant befanden, über Sierck nach Prag, um den Deutschen Kaiser zu besuchen. Von da begaben sie sich mit der zukünftigen Königin von Spanien, der Tochter Ferdinands, an den spanischen Hof, wo die Doppelheirat stattfand.

Am 24. September befreite Bertels gegen Bürgschaft in Echternach einige wegen Teilnahme an einem Morde verhaftete Männer.

Am 26. September ließ er sich vom Küchenmeister Dom Bartholomäus die Rechnung des Jahres 1597 vorlegen, welche er auch genehmigte.

Am 2. Oktober empfing die Abtei Echternach den Besuch des Hrn. Präsidenten Hattstein mit seiner Hausfrau und Familie, weil das Kloster damals „Missel und Zwietracht" mit den 4 Gemeinden Rippig, Zittig, Breitweiler und Christnach hatte wegen des Hemscharz-Holzes, indem sie nur gestatteten, daß das Kloster Holz für „Latten" nehmen könne, aber selbe im Walde selbst zurichten müsse. Der Präsident entschied, daß sie auch Holz für Knettrog („Maulhels") im Backhaus, „Compf" im Stall und „Bauch" in der Küche beziehen dürften; jedoch müßte alles Holz verarbeitet („verappert") werden. Zwei Aktenstücke, das eine für das Archiv, das andere für die Gemeinden, wurden vom Präsidenten ausgefertigt und unterschrieben. Am 4. Oktober verließ Hattstein Echternach und kehrte nach Luxemburg zurück.

Am 6. Oktober starb zu Luxemburg Joh. Reyniers, Bachalaureus beider Rechte, Offizial und Scholtes, Bertels treuester Freund und Verwandter, des Klosters diensteifrigster Verwalter.

Abt Masius von Echternach hatte 1584 die Lieferung von sieben Maltern Hafer an den Vogt Elter in Ettelbrück vorenthalten, weshalb dieser einen Prozeß in Luxemburg anhängig gemacht hatte, der sich bis 1595 hinschleppte und mit der Verurteilung der Abtei endete. Der ebenernannte Abt Bertels, welcher gar nicht mit der Sachlage vertraut war, mußte an das Obergericht nach Mecheln appellieren. Als er sich jedoch etwas Einsicht in den Tatbestand und die Beweisgründe des Klosters verschafft und sich so von der unsinnigen Prozeßführung überzeugt hatte, suchte er auf alle mögliche Weise eine friedliche Vereinbarung und Ausgleichung herbeizuführen. Aber trotz allem Zureden von Bertels blieb der Vogt dennoch taub und wollte absolut den Richterspruch abwarten, der 1598 das Kloster in alle Kosten und zu einer Buße von 60 Carolinger Gulden, sowie zur Lieferung aller seit 1584 bis jetzt vorenhaltener Malter verurteilte, was eine Summe von 307 Talern ausmachte.

Am 11. Oktober, dem Kirchweihfeste der Basilika, erteilte Bertels zwei Novizen, Nikolaus und Valentinus aus Trier, das Ordenskleid. Die Äbtissin von Bonneweg, Clara Vollaerts, eine Tante von Bertels, kam am selben Tage mit einigen Nonnen nach Echternach auf Besuch, bei welcher Gelegenheit der Abt den Clerus, den Magistrat und die vornehmsten Einwohner Echternachs zur Tafel einlud.

Am 13. Oktober starb Joh. Crable, der bis jetzt von der Echternacher Abtei 300 Carolinergulden bezogen hatte. Sein Begänguis,

bei welchem Bertels ein Pontifikal-Hochamt hielt, feierte die Genossenschaft am 29. Oktober.

Am 9. November rief ihn eine Geschäftsreise an die Mosel. Kesselstatt, der Obervogt von Eych und Crueff hatte den Prälaten brieflich nach Cröf berufen, weil der Graf von Spanheim verschiedene Forderungen an die dortigen Klostergüter gestellt hatte. Der Abt schiffte nach Trier, Kynheim und Cröf, wo Kesselstatt ihm alle Beschwerden und die Sachlage genau auseinander setzte. Es wäre auf dem Punkte, sagte er, daß man die dem Kloster zugehörigen Weine in Beschlag genommen hätte. Am andern Tage (13. November) begab sich Bertels nach Sprum-Kyrsbach, wo er Rat einholte und sich entschloß, die Streitsache nach „Speier" zur Entscheidung zu bringen. Kesselstatt entfernte sich auf einige Tage, während welcher Zeit der Klosterwein nach Echternach gebracht wurde. Der Abt kehrte nach Cröf zurück. Am 14. November speiste er beim dortigen Herrn zu Mittag, verabschiedete sich und zahlte der Gastgeberin für ihre Unkosten ein Malter Weizen. Da sie demnächst heiraten sollte, schenkte er ihr überdies einen geprägten Dukaten. In Kynheim verbrachte er die Nacht und vergab dem Pächter die Neu-Bedachung und Ausbesserung des Gehöftes, wofür ihm hundert Taler nebst zwei Maltern Weizen bezahlt werden sollten. In der Küche gab er drei Taler Trinkgeld und fuhr per Schiff nach Ürtzich, wo ebenfalls die Klostergebäude in mehr als ruindrohendem Zustande sich befanden. Er nahm den Morgenimbiß dort ein und schenkte der Hoffrau einen Dukaten. Dann fuhr er weiter, übernachtete zu „Nunagen" und langte am andern Tage Abends im Kloster ad Sanctos Martyres an. Am Morgen zahlte der Abt dem Siegelträger 221 Frankfurter Gulden, da der Steuerbeamte die Weine des Echternacher Klosters in Pfalz mit Beschlag belegt hatte. Drei Tage verblieb Bertels zu Trier. Von der Witwe Mayer in Ehrang kaufte er damals das sogenannte „Haus zum blauen Schilde" in der Brittannierstraße zu Trier für 1100 Gulden[11]). Mit Genehmigung des Kapitels verkaufte er, zur Abtragung dieser Schuld, eine alte, beim Refugium von Prüm gelegene Abteibesitzung für 400 Taler; auch eine Rente in Traverbach, von 4 Moselgulden, ward gegen 400 Moselgulden abgetreten. Den Rest der Kaufsumme bezahlte Bertels mit erspartem Gelde.

Aber auch der Aufenthalt in Trier dünkte dem Echternacher Prälaten nicht mehr sicher genug, als Ende Dezember 1596 luxemburgische und trierische Verräter ergriffen wurden, welche durch Verrat die Stadt Trier den Holländern und den Franzosen übergeben wollten. Auf der

11) In der Folgezeit erstand die Abtei in der Umgebung noch neun andere Häuser, die der baulustige Abt Fisch im Jahre 1639 zu einem Ganzen abrundete und so daselbst das Echternacher Refugium gründete.

Folterbank gestanden die Verräter ihren Plan ein. Deshalb begab sich Bertels in die sichere Festung Luxemburg, wo er sich am 17. Januar 1597 bei seinen Verwandten Reyniers aufhielt. Sodann bezog er wieder das Haus in Trier, dessen Fortbau und Ausstattung er zur Muße und Beschäftigung betrieb. Öfters machte er von hier auf 2—4 Tage einen Ausflug nach seiner Abtei, um die Brüder zu leiten und zu überwachen. An Stelle des gestohlenen Abtsstabes ließ er einen neuen, kupfervergoldeten herstellen für 40 Taler.

Um das Jahr 1596 war Echternach von einer großen Überschwemmung heimgesucht worden, so daß mehrere Häuser einstürzten. An der alten Brücke wühlte die Sauer einige Grundsteine heraus, an denen man, als die Fluten sich verlaufen hatten, heidnische Götterbilder erblickte.

Im nämlichen Jahre 1596 ließ sich Bertels die Ausbesserung des verwahrlosten Klostergebäudes angelegen sein und baute den Kreuzgang als Sprach- oder Spaziergang, mit viereckigen Hausteinen auf. Er hatte den Plan gefaßt gehabt, den ganzen Bau zu verschönern, war aber durch den leidlichen Überfall an der Ausführung verhindert worden.

Im Herbste nahm er fünf Brüder in die Genossenschaft auf und gab ihnen das Ordenskleid. Nach Jahresfrist wurden nur drei zur Profeß zugelassen: Johann von Luxemburg, Remaklus aus St. Hubert und Paulus aus Remich. Die beiden andern traten aus.

1597.

Anfangs dieses Jahres verlieh Abt Bertels dem Bernard von Metzenhausen das Mannlehen auf dem Hunsrück, bestehend in den Ortschaften Dornweiler, Sebenig, Bethem, Manebach, Sabershausen, Demershausen, Ebershausen, Lutz und Moretten.

Am 8. Januar 1597 ward Bernard Pfalzner aus Wasserliesch als lebenslänglicher „Vikar" in Echternach angestellt, woselbst der Abt Pastor sei. Er verpflichtete sich, der Abtei jährlich 100 Taler zu 30 Schillingen, nebst 40 Goldgulden zu zahlen. Die letzte Summe wird der Universität Trier, altem Abkommen gemäß, übersandt.

Der Rat Phil. Boxhorn aus Brabant versprach für die Einkünfte der Klostergüter in Brabant, Seeland und im Herzogtum Cleve vor Martini zwölftausend (12,000) gangbare Brabanter Gulden in die Hände des Abtes oder seines Delegierten zu zahlen. Die jetzigen Lehenträger sollten alle Register und Verzeichnisse nach Ablauf ihrer Lehenzeit besagtem Rate Boxhorn einhändigen. Für die notwendigen Ausbesserungen in den Kirchen mußte dieser Boxhorn in Zukunft sorgen.

Am 21. Juli wurde die Nichte des Abtes Bertels, Valeria Bertels, mit dem Sohne des luxemburger Schöffen Peter Post verheiratet.

Tags darauf, am 22. Juli, traten die Luxemburger Stände zusammen, um aus jedem Stande zwei Deputierte nach Brüssel zu entsenden zur Huldigung, welche am 20. August stattfand. Aus dem Clerus waren dazu der Abt von St. Maximin, Regnier Biener, und der Abt von Orval, Remaclus, bezeichnet worden; aus dem Adel, der Herr von Raville, Probst in Arlon, Gerard van der Horst, Probst in Bittburg, Herr in Ham und der Gouverneur d'Allamont aus Dampvillers; seitens der Städte endlich die Luxemburger Schöffen Philipp Drouckman und Georg Meuchin. Glänzend und großartig war die Huldigungsfeier, an der sich alle Vertreter der Provinzen des ganzen Landes verhältnismäßig in gleicher Auswahl und Anzahl beteiligten. Am andern Tage lud Albrecht alle Deputierten zur Tafel ein.

Bertels reiste am 4. August nach Luxemburg zur Heirat der Tochter des Johann Breisgin. Bruder Walther aus Luxemburg, der ebenfalls, aber nur zu seiner Erholung abreiste, erhielt dreiundzwanzig Stüber. Zur Tafel beim General-Prokurator geladen, schenkte der Abt seiner „Taufgödel", der Haustochter, vier Gulden. Ein Schulmeister dedicierte Bertels ein von ihm in deutscher Sprache geschriebenes und gedrucktes Werk, weshalb der Abt dessen Hausfrau »gulde comps doll und dicke« (?) gab.

Am 3. September fuhr der Abt Geschäfte halber zu Wasser nach Trier.

Am 17. September empfing er in Echternach den Besuch des Abtes von Marimont und des Abtes von Wyler Bettenach mit 10 Pferden, die andern Tags aber schon wieder abreisten.

(Fortsetzung folgt.)

Litterarische Novitäten u. Luxemburg. Drucksachen.

(**Amberg Adolf.**) Cercle des Philanthropes Luxembourgeois: Luxembourg-Gare. D'Revue fum Joer 1908, an 3 Akten a 6 Tablôen, mat Musék, Gesang an Danz. Imprimerie Ch. Hermann. Luxembourg-gare. (1909.) — 40 SS. in 8°.

Bulletin de l'Administration de l'enseignement moyen et supérieur. Année scolaire 1908—1909. Impr. M. Huss. Luxembourg. — in 8°. — Journal paraissant à des époques inderterminées. — Le premier Numéro a paru en janvier 1909.

Dr. Fallize Joh.-Bapt.-Olaf (Mgr) Fastehyrdebrev for 1909. O Ort noch Druckerfirma. (Kristiania. St. Olafs-trykheri. 1909.) — 6 SS. in 4°.

Institut archéologique du Luxembourg. Annales. Tome XLIII. Année 1908. Arlon. Imprimerie et Lithographie F. Brück. 1908. — LX +

173 + 179 + 2 pp. in 8°, avec 1 portr., 138 grav., 3 planches et 1 carte topographique. Ce volume comprend les travaux suivants:

Vannérus Jules. Émile Tandel, Président de l'Institut archéologique du Luxembourg. Note lue à l'assemblée du 6 juillet 1908. — p. V—XXIX, avec le portr. de Mr Tandel.

Sibenaler J. B. Éloge funebre de feu Mr Émile Tandel. — p. XXXIII.

Lœs François Rapport sur la situation financière et morale de la Société. sur le budget et sur l'impression des Annales — p XL—XLVI.

Sibenaler J. B. Rapport sur la situation des Musées et sur ses accroissements. p. XLVI—XLVIII.

(Anonyme). Nécrologe 1907—1908. — p. LIX—LX.

Sibenaler J. B. Quelques pages de l'Histoire de la Province de Luxembourg reconstituée aux moyen des produits de l'industrie métallurgique de cette région du XVIme jusqu'à la fin du XVIIIme siècles. Taques et Plaques de Foyer etc. — p. 1—173, avec 138 grav.

Vannérus Jules. Tables méthodiques des Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg (Tomes I à XLII, 1851-1907) — p. 1 (bis) — 65 (bis).

P. Berlière Ursmer. O. S. B Frédéric de Laroche, Évêque d'Acre et Archevecque de Tyr. Envoi de reliques à l'abbaye de Florennes (1153 — 1161). — p. 67 (bis) — 79 (bis), avec 2 planches.

Lœs François. Le Luxembourg romain. Les Établissements romains dans les environs d'Arlon. — p. 81—130, avec 1 carte topographique.

Leuze (de) Am Fiefs du Comté de Laroche. Suite. Quatrième partie. Pleins-fiefs. — p 132—168.

Jacob-Duchesne. Miettes historiques. Le Château de Termes. Le Village. — p. 169—174.

T(andel) É(mile). La Procession de Laroche. — p. 175, avec 1 planche

Koppes Johannes-Joseph. (Mgr.) Fastenhirtenbrief für das Jahr 1909. (Die göttliche Macht und Autorität der hl. Kirche über unsere Seelen und unsere Verpflichtung, ihre Anordnungen und Gebote treu zu beobachten.) Luxemburg. Sankt Paulus-Gesellschaft. (1909.) — 7 + 1 SS. in 4°.

Lois sur l'organisation de l'enseignement primaire et sur les traitements du personnel enseignant (dans le Grand-Duché de Luxembourg.) Luxembourg. Imprimerie Charles Beffort. 1908. — 111 + 2 pp in 8°.

Mädchen-Schutzverein (Marianischer) der Diözese Luxemburg. (Aufruf zum Beitritt. — Statuten.) Luxemburg. St. Paulus-Gesellschaft. (1908.) — 4 SS. in 4°.

Metz Léon et Sevenig Jean Pierre. Rapport général sur la situation de l'industrie et du commerce (dans le Grand-Duché de Luxembourg) pendant l'année 1907. Luxembourg. Imprimerie de

la Cour Victor Bück (Veuve Léon Bück, successeur.) 1908. — 116 pp. in 4°.

Dr. Meyers Jacob. Zur Erinnerung an J. B. Kuborn. Leichenrede gehalten in der Kathedrale zu Luxemburg. Luxemburg. Sankt Paulus-Gesellschaft. 1909. — 16 SS. in 8°.

Müller-Storck Michel. Statistische Angaben über die Lehrer und die weltlichen Lehrerinnen, welche von Beginn des Jahres 1864 bis Ende 1907 aufgehört haben, dem Lehrkörper der Primär- und Oberprimärschulen des Großherzogtums Luxemburg anzugehören. Gesammelt und bearbeitet. Luxemburg. Hofbuchdruckerei Viktor Bück (Wittwe Leo Bück, Nachfolger), Pastorstraße. 1908. — 69 SS. in 8°.

Obst- und Gartenbau-Kalender (Luxemburger) für das Jahr 1909. Herausgegeben vom Vorstand des Vereins, gegründet von Herrn J. Aug. Neyen, Ehrenpräsident des Luxemburger Landes-Obstbauvereins. Dietirch. Buchdruckerei J. Schroell (Paul Schroell, Nachfolger). (1908.) — 136 + 28 SS. in 4°.

Ordo divini officii recitandi sacrique peragendi ad usum Cleri diœcesis Luxemburgensis RR. DD. Joannis-Josephi Koppes Episcopi Luxemburgensis jussu et auctoritate editus pro anno MCMIX. Luxemburgi. Ex typographia ad S. Paulum. 1908. — 84 pp. in 8°.

Priesterjubiläum (Das 50jährige) des Herrn Peter Hoffmann, Pfarrer zu Wormeldingen, gefeiert am 29. August 1907. Grevenmacher. Buchdruckerei der Neuen Mosel-Zeitung (Mich. Braun). 1908. — 24 SS. in 8°.

Dr. Schmitz Emilius et Scotili J. Bibliophoros decurrentis literaturæ scientiæ catholicæ præcipuos in hoc genere libros exhibens quos omnis natio in dies affert una cum de operibus judiciis ex clarioribus Periodicis excerptis vel a peculiaris disciplinae Professoribus prolatis. Volumen I. Fasciculus I. October. — Fasciculos II. Januarius. Romae. MCMVIII (et) MCMIX. M. Bretschneider. Librarius Editor. Via del Tritone, 60. — pp. 1—57 (et) 57—112 in 8°.

Dr. Schweisthal Martin. Das belgische Bauernhaus in alter und neuer Zeit. (Sonderabdruck aus Band XXXVIII (der dritten Folge Band VIII) der Mitteilungen der Anthropologischen Gesellschaft in Wien.) Wien. (Ohne Druckerfirma.) Im Selbstverlage der Anthropologischen Gesellschaft. 1908. — 19 SS. pet. in fol.

Situation sanitaire du Grand-Duché de Luxembourg pendant l'année 1907. Rapports du Collège médical et des Médecins-inspecteurs. (Annexe au Mémorial du 9 octobre 1908.) Luxembourg. Imprimerie de la Cour Victor Bück (Veuve Léon Bück, successeur.) 1908. — 36 pp. in 4°.

Spedener Gregor. Die Stenographenpost. Monatsschrift zur Belehrung und Unterhaltung. (System Duployé-Weiler). Luxemburg. 1909. — in 12°. — Monatlich erscheinende Zeitschrift für Stenographie. — N° 1 erschien am 15. Januar 1909.

Sterbekasse-Verein (Luxemburger). Mitglieder-Verzeichnis. Oktober 1908. Luxbg. Druck von Victor Beffort. (1908.) — 15 + — 1 SS. in 8°.

Ons Hémecht.

Organ des Vereines für Luxemburger Geschichte, Litteratur und Kunst.

Herausgegeben vom Vereins-Vorstande.

15. Jahrgang. — 4. Heft. 1. April 1909.

Freundschaftliches Vergissmeinnicht

an Herrn

Dr. Franz-Joseph WEBER. D. L. S.

(Schluss.)

Als dritter Redner folgte Herr **Dr. Eugen Steichen**, Advokat-Anwalt, welcher, in seiner Eigenschaft als Rechtskonsulent der Italienischen Kanzlei, Webers Verdienste um die italienische Arbeiterbevölkerung mit folgenden trefflichen Ausführungen beleuchtete:

Messieurs,

C'est sous le coup d'une émotion douloureuse que les collaborateurs du Consul Général d'Italie viennent s'incliner respectueusement devant la dépouille mortelle de l'homme de bien qui vient de nous quitter.

Des voix plus autorisées que la mienne ont dit et diront avec éclat ce que fut le docteur Weber comme médecin et comme savant.

Je ne vous parlerai que modestement du grand rôle qu'il a joué depuis quinze ans, en sa qualité de Consul d'Italie.

Rarement un homme a pris sa mission tant à cœur que Weber. C'était le Consul modèle; jour et nuit, dirais-je, sa maison était ouverte aux administrés, la plupart de pauvres ouvriers qui venaient chercher conseil et protection auprès de leur père, comme ils avaient l'habitude de s'exprimer.

Le Consulat c'était un vaste champ à l'activité inlassable, à l'intelligence ouverte et au dévouement profond de Joseph Weber qui se sentait irrésistiblement attiré vers une carrière où il y avait tant de bien à réaliser. Il était appelé à rendre des services quotidiens à une population dépassant nombre de milliers d'ouvriers ayant besoin, à chaque instant, d'aide et de protection dans des contrées parfois trop peu hospitalières: le docteur Weber parvint

à surmonter toutes les difficultés ; il a su faire respecter les nationaux italiens ; il a réussi à leur inculquer l'idée de l'épargne ; il leur a fait comprendre les avantages multiples de la mutualité et d'un groupement solide.

L'immense majorité de ses administrés étant des ouvriers, la question des lois contre les accidents et contre les maladies l'intéressait vivement ; quel ne fut pas son bonheur de voir le vote-acquis de ces lois, en 1901 et 1902!

Quelles ne furent pas ses préoccupations depuis la promulgation de la loi-accident, lorsque des duretés d'application de loi se manifestaient ; quel plaisir pour lui de voir amender cette loi en faveur des étrangers !

Grâce à sa persévérance, un grand nombre de difficultés dans cette loi ont disparu pour ses protégés, ou ont trouvé une application meilleure ; des changements de loi ont été proposés et mis à l'étude ; d'autres viennent d'être votés par la Chambre des députés.

La question de rapatriement des Italiens l'intéressait au même point ; Weber n'aurait pas manqué de trouver une solution à cette question délicate, s'il n'avait pas été appelé à une vie meilleure.

Il se rendit le plus souvent possible dans les localités où il y avait des Italiens pour encourager, pour organiser et pour donner de bons conseils.

On peut dire qu'il a rempli sa mission souvent pénible et parfois délicate avec le plus grand zèle et avec une intelligence des plus rares.

Le docteur Weber justifia entièrement les espérances qu'on avait placées en lui comme consul d'Italie. Le Gouvernement italien lui décerna en 1892 l'Ordre de la Couronne d'Italie et lui accorda en 1902 le titre de Consul-Général. Le Gouvernement luxembourgeois, pendant toute la durée de la gestion Weber, avait pour lui toutes les sympathies et tous les égards possibles. A raison de ce dévouement, l'Autriche-Hongrie et l'Espagne ont également confié à Monsieur Weber leurs affaires consulaires.

Sa droiture, sa bienveillance, son infatigable serviabilité, sa modestie à toute épreuve lui ont conquis dans nos cœurs une place que rien ne pourra diminuer.

En retour de tant de dévouement et de générosité, les Italiens de notre pays et des pays limitrophes avaient pour leur consul un attachement sincère et un respect filial.

J'en vois un témoignage touchant dans cette manifestation spontanée de ses administrés italiens qui sont venus avec leurs bannières de toutes les directions du pays déposer sur la tombe de leur regretté Consul-Général, le tribut de leur gratitude et de leur vénération.

Puisse la part active que nos Italiens prennent avec les collaborateurs du vénéré Consul-Général, au deuil où nous plonge

sa mort prématurée, consoler l'épouse si fortement éprouvée et ses nombreux enfants si cruellement abandonnés d'un père bien aimé qui était leur orgueil et leur principal appui dans cette vallée de larmes; que la bénédiction paternelle donnée, au moment de se séparer de sa famille, par Weber avec une entière confiance en Dieu qui était son compas durant toute sa vie, porte largement ses fruits et les préserve d'autres malheurs.

Au revoir, cher Consul-Général et ami, dans une vie meilleure!

* * *

Nach diesen so sehr sympathischen Worten der verschiedenen Redner aus Luxemburg, sollten dem teuern Konsul aber auch Dankesworte in italienischer Sprache gewidmet werden. Zwei italienische Arbeiter, die Herren Albino Ruscitti, Präsident des »Italienischen Vereines« in Differdingen und Antonio Masi, Präsident des »Italienischen Vereines« in Niederkorn, gaben ihren Gefühlen in rührender Sprache Ausdruck.

Wir geben diese beiden Reden sowohl in freier, deutscher Übersetzung, als auch im Urtexte, wieder.

Zuerst äusserte sich Hr. **Ruscitti**, wie folgt:

Im Namen des italienischen Arbeitervereines von Differdingen lege ich vor der irdischen Hülle unseres allverehrten Konsuls, der uns Italienern soviel Gutes erwiesen hat, einen ehrfurchtsvollen, letzten Gruss nieder.

War er doch für die grosse Arbeiterfamilie das Sinnbild des fernen Vaterlandes, an das er uns so innig angeschlossen hatte: denn sowohl als Ratgeber als auch als Ehrenpräsident war er immer an unserer Seite durch seine reichlich unterstüzende und helfende Wirksamkeit.

Vor seinem offenen Grab, das seine sterbliche Hülle birgt, beugen wir Italiener uns in tiefster Rührung: bleiben wir doch stets eingedenk, wie er sein Leben zu einem fruchtbaren Apostolat zum Schutze unserer Interessen gestaltete. Wenn er unter uns weilte, dann zeichnete sein hehres Beispieluns die richtige Lebensnorm, dann liess er durch unsere Muttersprache das patriotische Gefühl erglühen.

Kameraden! Haltet sein Andenken in Ehren, befolget die nützlichen Winke, der er euch erteilt hat!

Blumen und Kränze, Tränen und Grüsse, Ehren und Gebete: alles sei heute für ihn, und möge ihm den Lohn für seine Werke erflehen!

Ruhe in Frieden! Von deinem Grabe scheiden wir, dein Andenken bewahrend, und werden unsere irdische Tätigkeit so gestalten, wie du sie verwirklicht sehen wollest zum Besten der italienischen Arbeiterschaft!

Die Gruft umschliesse mit ihrer friedlichen Ruhe hienieden die sterbliche Hülle dieses Mannes, der seine ganze Tatkraft und seine tüchtigen Eigenschaften im Interesse der Nation und zur besseren sozialen Stellung der arbeitenden Klasse aufopferte. Die Erde, die deinen Sarg umhüllt, sei dir leicht! Und wir, Söhne Italiens, vereinigen wir unser Beileid mit dem Schmerz der Familie unseres allverehrten Konsuls: er war uns allen ein zweiter Vater in diesem fremden Lande!

Du hast deine ganze Energie zum Besten von uns Italienern aufgeopfert; dein Name bleibt auf immer unauslöschlich in unseren Herzen eingeschrieben.

Adieu! auf Wiedersehen im Himmel! *)

* * *

Sodann sprach Hr. **Masi**:

Italienische Kameraden!

Wer hätte je gedacht, dass unser unermüdlicher Ehrenpräsident, Hr. Dr Weber, ein Mann, der in der Fülle seiner Lebenskraft

---

*) A nome della Società operaia italiana di Differdange, mando l'ultimo saluto riverente alla salma del compianto nostro Console che tanto bene ha fatto a noi Italiani.

Egli era, per la grande famiglia operaia come il simbolo della patria lontana alla quale eravamo per mezzo suo più intimamente legati, era il nostro Consigliere, era il nostro Presidente onorario, e fu sempre con tutti noi, largo di appoggi, di aiuti, di assistenze!

Davanti alla tomba che racchiude per sempre le spoglie sue, noi Italiani ci inchiniamo commossi e vogliamo ricordare che la sua vita fu un intero apostolato speso nel tutelare il nome e l'interesse italiano. Egli veniva tra noi, e coll' esempio ci indicava la retta via da seguire, e nell' idioma nostro faceva vibrare il sentimento patriottico.

Italiani! abbiate nella memoria e nel cuore il nome di Lui, e sappiate profittare di quanto egli vi ha insegnato!

A Lui vadano oggi fiori e corone, saluti e pianti, preci e onori, per che le opere sue domandano la loro ricompensa!

Riposi oggi in pace! Alla sua tomba verremo, memori di Lui, a riconfortarci, per continuare nella vita, quello che egli sempre volle per il bene dell' operaio d'Italia!

O tu tomba che ricevi quell' uomo che ha dedicato tutta la sua opera, tutta la sua valentia per il bene della nazione e per i miglioramenti delle masse operaie, conservalo si caramente nella sua pace perpetua. O tu terra, sii leggiera sopra questo feretro che tu ricopri eternamente. E noi, figli d'Italia, uniamoci al doloro della famiglia del distinto Cavaliere, che fu per noi un secondo genitore che tutti trovammo in questa terra straniera!

Cavaliere, tu che sacrificasti tutta la tua opera per il bene dei figli d'Italia, il tuo nome resterà scolpito in perpetuità nei nostri cuori!

Addio! addio! Ci rivedremo in Cielo!

trotz seines Alters eine jugendliche Geistesfrische zur Schau trug, uns so unerwartet schnell verlassen müsste?

Wie aus einem Traume erwachend, umstehen wir in tiefer Niedergeschlagenheit seine Bahre und können den herben Schicksalsschlag kaum für möglich halten. Ein solch arbeitsvolles Leben, das eine wahre Fülle von Taten in sich barg, dürfte gewiss auf eine eingehendere Besprechung Anspruch erheben.

Der Verblichene nährte in seinem edlen Herzen, das allen grossmütigen Gefühlen begeistert entgegenschlug, eine unzerreissbare Anhänglichkeit an unser teures Vaterland; sein vielseitiger Geist konnte, dank einer schnellen Auffassungsgabe, das sofort Erkannte in die richtigen Worte einkleiden. Der Wille und das reiche Wissen dieses wackern Kämpen stand nur im Dienste seiner erhabenen Mission.

Mochten dann auch in den trüben Lebensstunden dunkle Schatten unsere Vertreter und unsere Interessen umziehen, dann richtete ein Blick auf die edle Persönlichkeit unseres Generalkonsuls uns wieder auf und flösste uns neuen Mut und neues Vertrauen ein.

Vor unsern Augen stand dann Dr Weber im Glorienschein eines Helden, im Strahlenglanz eines Ehrenmannes, der nur nach der Devise seines hohen Amtes lebte. All die Opfer, die du als Vertreter unseres Vaterlandes gebracht, das glänzende Tugendbeispiel, das du als ehrenvolles Erbstück deinen Nachfolgern vermacht hast, drängen uns, dir ein warmes Dankeswort nachzurufen!

Im Namen des italienischen Verbandes »*Regina Elena*« entbiete ich dir den letzten irdischen Abschiedsgruss! Dein Andenken wird uns allen als das eines Geistes- und Tugendmannes lieb und teuer bleiben!

Deine Seele möge in Frieden ruhen! *)

* * *

*) *Fratelli Italiani!*

Chi, o signori, avrebbe mai immaginato che l'infaticabile nostro Presidente onorario Dott. Cav. Weber dalle candide canizie, ma baldo arzillo, pieno di vita e di energia, di spirito sempre alacre e giocondo, dovesse d'improvviso lasciarci?

Noi ci troviamo qui dinanzi alla sua bara atterriti, trasognati, quasi increduli del triste avvenimento. La sua vita attivissima, densa di opere, e di avvenimenti meriterebbe una vera biografia.

Dotato d'un cuore nobile e aperto a generosi sentimenti, sentì fortamente l'amore della nostra bella Italia, d'animo gagliardo e corragioso come era pronto nell' esprimere i propri pensieri.

Agiva colla sua testa e colla sua scienza, fiero come un soldato, fisso nel concetto puro della sua alta missione.

Oh! si, nell' amarezza dell' ora presente in cui ombre di sospetto si sten-

Auch der italienische Geschäftsträger im Haag, Herzog **von Cavello**, wollte Namens seiner Regierung einige Worte der Anerkennung an Webers Grabe sprechen. Sie lauteten;

Je m'associe entièrement aux paroles si éloquentes et si élevées qui viennent d'être prononcées sur la tombe de Monsieur le Consul-général Joseph Weber.

Je suis venu personnellement pour apporter au regretté défunt, au nom de mon Roi et de mon pays, l'hommage de notre estime et de notre gratitude. Nous n'oublierons jamais ce qu'il a fait pour nos nombreux compatriotes dans le pays de Luxembourg.

* * *

Zum Schlusse ergriff Hr. Dr. **Ernst Feltgen**, als Präsident des »Vereines der Luxemburger Naturfreunde«, das Wort:

Au nom de la Société des Naturalistes Luxembourgeois, j'ai l'honneur d'adresser un dernier adieu à notre cher membre et estimé vice-président, Joseph Weber.

Nous n'avons rien à ajouter aux belles paroles que nous venons d'entendre et qui font l'éloge bien mérité du regretté défunt. Seulement, il nous reste à préciser que Joseph Weber était comme membre de notre Société, un fervent admirateur de la belle nature qu'il étudiait avec zèle et avec grand succès, qu'il était pour nous, comme membre du comité, un conseiller plein de sagesse, de franchise et de valeur.

La Société des Naturalistes Luxembourgeois n'oublira jamais son excellent ami et collaborateur.

Qu'il repose en paix!

* * *

Am folgenden Tage, Dienstag, den 6. Oktober, fand um 9 Uhr in der Kathedrale das vom hochw. Herrn Dompfarrer Lech celebrierte Traueramt für die Seelenruhe des Verstorbenen statt. Zwei seiner Herren Vikare ministrierten, indes der Hochw. Herr Bischof Johannes Joseph Koppes im Chore assistierte. Auch auf mehreren Seitenaltären wurde das hl. Messopfer für den Hingeschiedenen dargebracht. Aus allen Kreisen und Schichten der Bevölkerung von Stadt und Land war eine recht zahlreiche As-

---

dono sui magistrati e sulle cose nostre, la memoria del Console generale Italiano Dott. Cav. Weber, sfolgorante di tanto virtù ci inorgogliesce e ci conforta.

Egli risorge dinanzi agli nostri occhi coll' aureola di un' eroe, coll' effigie di un cittadino che ha indossato degnamente la divisa di Console generale. Che tu sii benedetto per le fatiche che soportasti per la nostra Patria, per gli esempi e per il retaggio d'onore che hai lasciato alla magistratura.

A nome delle societa italiana *Regina Elena*, porgo il saluto estremo, o Dott. Weber, la cui memoria per virtù e ingegno rimarrà cara a noi tutti.

Pace alla tua anima benedetta!

sistenz versammelt. Mit vollem Rechte konnte daher auch das »Luxemburger Wort« folgenden Satz niederschreiben: »Wir sahen neben kirchlichen Würdenträgern Vertreter der Regierung, der Diplomatie, der Ärztewelt, der gelehrten Gesellschaften, denen Weber angehört hatte.« Und so war es auch Recht. Besonders wohltuend berührte es die zahlreichen Freunde (und ganz gewiss auch die Mitglieder der Familie) des so tief Betrauerten, zu sehen, dass der Hochw. Hr. Bischof darauf hielt in eigener Person, — gewiss zum Beweise der Anerkennung der Verdienste des nun in Gott Ruhenden — nach Beendigung des hl. Messopfers die Absolution am herrlich geschmückten Katafalke vorzunehmen und so die letzten Fürbittgebete der Kirche für ihn zum Vater der Barmherzigkeit emporzusenden.

* * *

Obschon wir bereits in dem Novemberhefte der »Hémecht« des vorigen Jahrganges (1908) das so herzlich rührende Gedicht »Zw n D dekränz« veröffentlicht haben, wollen wir es doch an dieser Stelle nochmals abdrucken. Wir glauben, dass wir eben damit unsere Weber'sche Biographie am treffendsten abschliessen können.

Zwĕn Dŏdekränz.

(Zur Erönnerong un den Dr. **Jos. WEBER** gorttrĕscht.)

De Park ass wĕ e Grâf sŏ steḷ,
All Blietchen hĕert ên, dât fallt;
Dûrch d'bronkech Loft kuckt d'Sonn sŏ meḷ,
Sŏ treisch erôf op Hĕcht ann Dällt.

Aus wêisser Muttergottesseid
Hänkt hĕch èng Girland iwer d'Strôss;
Vun alle Sêite komme Leit,
Wĕ d'Gruefklack jĕmmert zu Neklôs.

E Kannerliewen ass zu Ènn,
Dât nach voll Blĕen hong ann Drêm;
Dĕ dabbrech Fĕss, dĕ spill'rech Hänn,
Heṇt rŏ'n s'am kâle Kirfechshêm.

Zwê A'n sŏ klôer wĕ Kristall,
Dĕ göscht vu Fréd gefenkelt nach:
Fir ömmer stin s'op êmol stall,
Se si verwielecht a gebrach.

De Möndchen, dén sŏ kischterŏt,
Wât huet e Papp a Mamm gelâcht,
Bis dass de bëse, bësen Dŏd
En ĕwech stomm a blêch gemâcht.

Wĕ hun dĕ Ärm sŏ schmêchlech ronn
Sech un den Halș vum Papp gehâng!
Ann dach ass kom dĕ batter Stonn,
Wŏ hat fir ömmer fort ass gâng.

Sŏ voller Liewe wor d klèng Sprĕf,
Wĕ si dĕ't op de Kirfech drô'n.
O Dŏd, wât mechs d'ons d'Aen drĕf!
O Dŏd, wĕ kanns d'ons dât dach dô'n!

. . . . . .

Ann d'Stonne lâfen unĕ Rascht a Rŏ,
Des brengt e Lêd, dĕ nach e Lêd derzŏ.
Kaum âcht Dêg si mam Kând an d'Èwechkêt,
Ann op demsèlwe Wé dem Kirfech zŏ
Gi mir mam Papp fir d'lèseht Môl zu Gelêt.

Dât ass en Trauer unĕ Ènn, èng Lêieh,
Wĕ èn se sélen an der Stât gesêit;
Dĕ Hĕch a Nidderech, dĕ Arm a Rêich,
Se sin erbêigestrummt vun nô a wêit.

Wel dén der Dŏd getraff sŏ onerwârd,
Dât wor e Man mat èngem wârmen Hîerz,
Dé Kapp hât ann derbêi èng Riedensârt,
Dĕ dûrch è gong wĕ d'Glŏss dûreh Stên ann Ierz;

E Man vun èchtem Letzebûrjer Stâm,
Dé frêi a frank seng Ménong huet bekant;
Dé fir seng Hémecht Feier wor a Flâm
Ann d'Hîerz geaffert hätt fir Fra a Kand.

Dem Arbechsman, dé wêithier schaffe kent,
Dém wolt en d'Korwé manner schwĕer mâ'n;
Dass hien e vill mĕ wor ewĕ e Frend,
Dât sô'n hir Trauerfiendel ann hir A'an.

Fir d'Konscht ann d'Wössenschâft huet hie geglŏsst,
Si wor sein Drâm, seng Hoffnong göscht ann haut;
Sêi Liewen huet op sengem Glâf gefŏsst,
Sêi Föllemènt wor vu Granit gebaut.

Sŏ frĕ schonn huet hie misse fort nu gô'n,
Dén d'Hêrz ann d'Hänn voll Lĕft nach hât a Glek.
Wuefir? — Wie kann et wössen a verstô'n? —
Ann dach! — Zum Himmel hieft emôl de Blek!

Do ass e Kaŋd, dem önnrem Strâlekraŋz
Am A nach huet geblenkt èng hêmlech Trĕn;
Vergiesse koŋt den Engel nach net gaŋz,
Wĕ't och dohém sŏ guddech wor a schĕn.

Dem Härrgott ass dât sŏ zu Hêrze gâng,
Dass hien de Papp och ênzock bei sech höllt;
Den Himmel hât dé sech verdengt 'wel lâng,
Mat 'lâuter Gudds sêi Liewensboch geföllt.

Nu sin s'rem beienên, de Papp ann d'Kaŋd,
A mat de Stiere kucken s'ôf op d'Erd;
Hir Lĕft ass wĕ èng hêlech Séjenshand,
Dĕ d'Mamm mat hire Kanner lêde wèrd
Um hârde Wé zum schĕnen Himmelsland.

E Frend.

* * *

Im Verlaufe der Darstellung des Lebens und Wirkens Webers hatten wir verschiedentlich Gelegenheit, auf seine schriftstellerische Tätigkeit aufmerksam zu machen; wir wollen hier im Zusammenhange, wenn auch nicht alle, so doch die hauptsächlichsten seiner literarischen Erzeugnisse namhaft machen:

1. A ma sœur, dans son album. (Luxembourg. Pierre Brück. 1875.) — 2 pp. in 4°. — *Gedicht.*
2. »Vorwärts«. Unterhaltende und belehrende Monatsschrift. Organ des »Luxemburger Stenographen-Vereines«. Redigirt und herausgegeben vom Vereins-Vorsitzenden in Luxemburg. Paris (Später in Luxemburg). — Monatsschrift in Verbindung mit Hrn. Johann Josef Weiler herausgegeben. (1882 1893.)
3. Histoire de l'écriture. Publication de la Société française de sténographie. Paris. 1884. — 46 pp. in 8°.
4. Lezeburjesch-latein-fransesch-deitschen Dixionèr fun de Planzen. (Luxemburg. Leo Bück. 1891.) — 102 SS. in 8°.
5. Études sur les affections nerveuses consécutives à la carie dentaire. Chateauroux. 1892. — 14 pp. in 8°.

6. Association des Dames Françaises. Comité de Luxembourg. Comptes-Rendus annuels de 1893 — 1907. — 15 Broschüren in 8° von je 8 bis 18 Seiten.
7. Il fanciullo in Africa ossio misera condizione del fanciullo africano descritta fedelmente dal Padre Gius. Sand, Missionario della Congregazione dello Spirito S., Provicario Apostolico del Congo. Operetta tradotta dall' originale tedesco e offerta ai fanciulli d'Italia da una lore sincera amica. Si vende a profitto dei poveri fanciulli africani. Roma. (1896.) — 48 pp. in 8°.
8. Zur Orthographie der luxemburgischen Sprache. Separat-Abdruck aus »Ons Hémecht«, Organ des Vereins für Luxemburger Geschichte, Litteratur und Kunst. (Luxemburg. P. Worré-Mertens. 1897.) — 102 SS. in 8°.
9. Lexicologie de la langue luxembourgeoise. Luxembourg. P. Worré-Mertens. 1897. — 38 pp. in 8°.
10. Verzeichnis der hauptsächlichsten Wörter des Luxemburger Dialektes. Luxemburg. P. Worré-Mertens. (1898.) — 77 SS. in 8°.
11. Die luxemburgische Sprache. Luxemburg. P. Worré-Mertens. 1899. — 49 SS. in 8°.
12. Adaptation de la métagraphie directe à la langue allemande. Paris. 1900. — 64 pp. in 4°.
13, Adaptation de la métagraphie directe à la langue anglaise. Paris. 1902. — 40 pp. in 4°.
14. Adaptation de la métagraphie directe aux langues latine et italienne. Paris. 1903. — 44 pp. in 4°. — Diese 3 »Adaptations« hat Weber gemeinschaftlich mit Herrn Kammerstenograph Josef Depoin bearbeitet. *Autographiert.*
15. Rapport du Président (du Cercle historique, littéraire et artistique de Luxembourg) présenté à l'assemblée générale du 19 janvier 1905. Luxembourg. Société St. Paul. 1905. — 7 pp. in 8°.
16. Usprôch vum Presidènt (vum Verein fir Letzeburger Geschicht, Litteratur a Konscht) an der Jenerolversammlong vum 25. Januar 1906. — Letzeburech. Sankt Paulus-Gesellschaft 1906. — 7 SS. in 8°.
17. Wörterbuch der luxemburgischen Mundart. Luxemburg. M. Huss. 1906. — XV + 532 SS. in 8°. (Dasselbe wurde zum Teil auf Grund seines Manuscriptes von ihm gemeinsam mit der »Wörterbuch-Kommission« ausgearbeitet.)

Auch hat Weber in verschiedenen Zeitschriften und Zeitungen noch gar viele Aufsätze veröffentlicht, von denen wir *nur* einzelne aufzählen wollen:

18. In den Berichten der »Société protectrice des orphelins à Rodange«:
    - Rapport sur l'orphelinat de Rodange présenté à l'assemblée générale de la Société protectrice des orphelins par MM. A. Rollinger et J Weber. – Sixième année. 1883, p. 21–28.
    - Appel à la générosité des Luxembourgeois en faveur de l'Orphelinat de Rodange. — Ibid., p. 29—40.
    - Das Waisenhaus von Rodingen. — Septième année. 1884, p. 18–23.
    - Compte-rendu de l'assemblée générale de la Société protectrice des orphelins à Rodange, du 26 mars 1885. — Huitième année. 1885, p. 11–13.
19. In der Zeitschrift: Das Luxemburger Land. Organ für vaterländische Geschichte, Kunst und Literatur, herausgegeben von J. N. Mœs und Karl Mersch.
    - Eine Mosel- und Rheinfahrt. Reisebilder. — Jahrg. I, 1882, Nrn. 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9 und 10.
    - Shakspeare. Essai. — Ibid., Nrn. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 und 9.
    - Le salaire. Étude d'économie politique par Noël. (Lue au Cercle sténographique luxembourgeois.) — Ibid., Nrn. 2, 3, 4, 5, 12 und 13.
    - Pensieri spensierati. — Ibid., Nrn. 5, 6 und 7.
    - Random readings. — Ibid,, Nrn. 8, 9, 10 und 11.
    - Quelques considérations sur le commerce. (Causerie philosophique.) — Jahrg. II, 1883, Nrn. 1 und 3.
    - Tiron le sténographe. Esquisse biographique. — Ibid., Nrn. 10, 11 und 12.
    - Hypnotisme et magnétisme animal. — Ibid., Nrn. 18, 23, 24, 25, 26, 28 und 31.
20. Im Recueil des Mémoires et travaux de la Société botanique du Grand-Duché de Luxembourg:
    - Dr. André Rollinger. Notice biographique. — Année 1883—1884, livraison IX–X, p. 23—24.
21. In der Zeitschrift: Ons Hémecht. Organ des Vereines für Luxemburger Geschichte, Litteratur und Kunst:
    - Noch ein Wort zur Orthographie des Luxemburger Idioms. — Jahrg. III, 1897, S. 358–359.

Aufruf der »Luxemburger Wörterbuch-Kommission«. — Jahrg. VI, 1900, S. 1—4.

Rechtschreibung der Luxemburger Mundart. — Ibid., S. 529—532.

Anfrage bezüglich verschiedener Wörter des Luxemburger Dialektes. — Jahrg. VIII, 1902, SS. 576 und 644.

Bericht des Herrn Präsidenten über das Vereinsjahr 1906 der Generalversammlung erstattet, am 7. Februar 1907. — Jahrg. XIII, 1907, S. 81—84.

Usprôch vum Presidènt an der Jenerolversammlong vum 30. Januar 1908. — Jahrg. XIV, 1908, S. 82—86.

Ausserdem eine bedeutende Anzahl von Rezensionen über Werke von Luxemburger Autoren.

Wie wir bereits hevorzuheben Gelegenheit hatten, enthalten die Zeitungen »Luxemburger Wort für Wahrheit und Recht« und »Journal de Luxembourg« eine äusserst bedeutende Anzahl von Aufsätzen aus Webers Feder, vou denen wir einzelne schon erwähnt haben. Anfangs dachten wir, wenigstens die hauptsächlichsten derselben am Schlusse unserer Arbeit anzeigen zu können; doch »Wahl macht Qual«, und so verweisen wir denn unsere Leser auf die hoffentlich in nicht allzuferner Zeit erscheinende Lieferung unserer »Bibliographie luxembourgeoise«, in welcher der Name des Dr Joseph Weber eine ehrenvolle Stelle einnehmen wird.

M. BLUM.

ÉTUDES SUR LE LUXEMBOURG

A L'ÉPOQUE CAROLINGIENNE.

Une donation de Bertrand en 768 concernant Hellange *(Heldingen)* et Frisange, les localise *in pago Wabrense.* Le cours de l'Erenz appartient à ce *pagus* en 862, comme le montre la charte d'Adalwi concernant Junglinster *(villa Linciren super fluvium Arantia)* sur l'Erenz noire. Il en est de même du cours de l'Alzette, dès 803 [386]) et, comme nous l'avons vu, en 881, jusqu'à *Braucelingas*, le dernier point du *pagus Wabrensis* [387]).

386) Charte d'Erembald: „*Hilde in pago Wabrinse super fluvio Alsantie.*" — Hontheim *(Historia Trevirensis diplomatica,* I, 54) dans ses recherches sur les *pagi* de la Mosellane, si souvent pillées sans qu'on ait daigné rappeler son nom, a réuni les citations que nous donnons. Il s'est fourvoyé, comme plus d'un de ses émules, sur certaines attributions, par exemple pour *Crucinach.*

387) Un village limitrophe, *Udingas*, est dit appartenir à un autre *pagus* (l'*Ar-*

Ainsi, après le traité de Meerssen, le *pagus Alsecensis* où se trouve en 926 Weimerskirche *(Wimariseccl*esia), le *pagus Alsontiae* où l'empereur Lothaire III en 1224, place Steinsel [388]) est simplement une subdivision du pays de Vèvre, du *pagus Wabrinsis*, et comme ce *pagus* n'a que deux comtés, le bassin de l'Alzette appartient conséquemment à celui qui fait suite, le long de la Meuse, au comté de Verdun.

Puisque en 926, le *comitatus Methingowensis* renferme le *pagus Alsecensis* et la *villa cognominata Wimaris ecclesia*, il faut nécessairement en conclure, comme nous l'avons fait, à l'identité du *comitatus Methingowensis* cité de 926 à 963 avec le second des *duo comitatus ex pago Wabrense* de 870 qui furent réunis à la France.

Comme toute la Lorraine occidentale, ces deux comtés firent retour en 879, au royaume de Germanie et rejoignirent, dans la Lorraine réunifiée, le troisième des comtés du *pagus Wabrensis* qui était resté allemand de par le traité de Meerssen, le *comitatus Scarponensis* ou Charmois [389]).

Pour simplifier notre lexique et ne donner prise à aucun débat, nous désignerons, dans la suite de ces recherches, la partie de la Vèvre qui comprenait le *pagus Alsecensis* ou l'Alzençois, sous le nom de *Vèvre septentrionale.*

Parmi les anciens comtes de la Vèvre septentrionale il faut sans doute inscrire *Guibert (Wicbertus)* qui dans le procès-verbal des décisions d'un plaid tenu à Thionville en 775 par Charlemagne, est cité comme *missus dominicus*: il avait, après la mort de Lambert, petit-fils de saint Leutoin de Trèves, poursuivi la

---

dunensis), bien que situé comme *Braucelingas* sur l'Alzette. *(Etudes sur le Luxembourg*, I, 36).

388) *Ecclesiam Steinsele in pago Alsontiae*, que l'année précédente Thierri, archevêque de Trèves, appelait *ecclesiam de Petrisola in pago Alsontie.* (Hontheim, *Hist. Trev. dipl.*, I, 57).

389) En 959, le *comitatus Scarponensis* fusionnait avec le *comitatus Virdunensis.* Cela résulte bien d'une charte de Frédéric Ier de Haute-Lorraine, donnée à Gondreville, où l'on trouve trois villages limitrophes avec cette indication au singulier: *„in pago et comitatu Scarponensi et Wabrensi, Virdunensi quoque"*. Le principal de ces villages est Rembercourt, entre le Rupt de Mad et l'Yron; et *Geverardi fossa* sur l'Yron *(super fluvium Orontem)* est encore dite *in pago Wabrensi et in comitatu Scarponensi* en 991. *(Cartul. de Gorze*, nos 108 et 120; *Mettensia*, II, 199, 218) La dernière mention d'un *pagus* qui soit faite dans les chartes de Gorze (on commença dès 946 à omettre ces désignations) se rencontre en 1053 pour la *villa Careica in pago Wabrense* (n° 128, p. 229): c'est Charey, entre Rembercourt et Saint-Julien-lès-Gorze.

restitution au fisc royal de l'abbaye de Metlach conférée en bénéfice autrefois aux héritiers du fondateur [390]).

Le 25 juin 786, Guibert concède à l'abbaye de Prüm, pour les recevoir ensuite en précaire de l'abbé Assuérus, à charge d'un cens annuel d'un sou pour le luminaire de l'église, trois terres situées en Vèvre, *in pago Wabrinse*, qui jusqu'ici sont restées sans identification sûre, parce que deux d'entre elles échappèrent bientôt à l'abbaye et qu'on n'en retrouve dès lors aucune trace dans ses polyptyques. Ce sont: *Lullingas, Addeobace, Acaliauuo.* Beyer avait identifié d'abord *Lullingas* avec Lullange (*Lüllingen*) près de Beuvange, au canton de Clervaux [391]); il s'est ravisé en interprétant le polyptyque de l'abbé Farabert et y a vu Lollange (*Lallingen*) près d'Esch-sur-l'Alzette. Farabert place en effet *Lullingen* au sud, entre Remich et *Rivat* (Saint-Privat) que suit *Montini* (Montigny-lès-Metz). L'abbé Césaire annotant ce recueil en 1222, constate qu'on ignorait le sort de ces biens et leur situation exacte: »*Curias istas, videlicet* Lullingen, *Rivat, Montini . . . . puto esse in episcopatu Mettensi* [392]). En effet, précisément à la même époque, le *Lullingas* du Nord, *in pago Ardinensi* (d'après des chartes de 787 et 803) devenait la propriété d'Echternach par les libéralités de *Bertilda* et *Rechowinus* (770) et de *Waldrada* (770).

On doit donc chercher ailleurs le village homonyme donné à l'abbaye de Prüm. Dès lors, comme il s'agit, dans la donation, selon toute apparence, d'un complexe, on n'a, grâce à de très légères rectifications, qu'à diviser le second des noms géographiques exprimés en *Ad Deobace* et le troisième en *Acalia vico* pour y reconnaître *Dippach* et *Kayl*, dont l'existence se trouve ainsi constatée sous Charlemagne [393]). M. l'abbé Grob nous a signalé que ces deux seigneuries furent, à l'origine de la féodalité, des propriétés directes des comtes du Luxembourg. Ces comtes ont donc remplacé ceux de la Vèvre septentrionale, au nombre desquels fut Guibert.

IX.

Les comtes du Verdunois.

Les archives nous fourniraient peu de renseignements sur les comtes du Verdunois ou de la Vèvre méridionale, si nous

390) Beyer, I, 32.

391) Beyer, I, 40, 797.

392) Beyer, I, 773.

393) L'initiale *A*, qui n'en est peut-être pas toujours une et, doit répondre à la préposition *à*, en latin *ad*, disparaît, dans tous les cas, assez souvent, par la suite des temps; ainsi *A duna*, dans un texte de 955, correspond à *Dun* (Beyer, I, 773).

n'avions une source intéressante dans le fonds de Saint-Mihiel. L'abbaye en question étant dans la zone d'influence de ces dignitaires, il y a lieu de tenir un compte important de deux mentions les concernant, l'une de 844, l'autre de 895.

Le 21 octobre 843, Lothaire Ier restitue à l'abbaye de Saint-Denis — c'est une des suites de la pacification obtenue grâce au traité de Verdun — l'abbaye de Saint-Mihiel, par l'intercession de l'archi-chancelier Hilduin, de l'abbé de Saint Denis Louis (cousin-germain de l'empereur) — enfin du comte Mafroi (*Malfridus*). L'intervention d'Hilduin s'explique s'il n'est autre, comme l'a pensé M. Levillain, que l'ancien abbé de Saint-Denis destitué en 840; en tout cas, il lui était certainement parent et peut-être un ancien religieux de l'abbaye royale. Quant au comte Mafroi, il agit ici comme administrateur-laïc des biens du monastère verdunois, qui n'a point à sa tête d'abbé [394]). Mafroi est assurément le fils de Mafroi I, comte d'Orléans, destitué à deux reprises en 829 et en 831, qui s'était retiré près de Louis le Germanique, puis auprès de Lothaire et qui succomba lors de la grande peste de 836 [395]).

Mafroi I avant d'être investi du comte d'Orléans, avait été comte du pays voisin de Gorze, car il intervint le 23 mars 815 auprès de Louis-le-Débonnaire *(petente Madefrido, fideli nostro)*, pour obtenir en faveur d'Hermann, comte du Charmois, la continuation viagère de la jouissance d'un grand nombre de terres, dans son comté, dépendant de l'abbaye de Gorze [396]).

Mafroi II fut père d'Engeltrude qui épousa le comte Boson II de Saint-Dizier, et de Mafroi III, le comte d'Eifel que nous retrouvons sous Lothaire II; c'est du chef de cette alliance d'Engeltrude avec Boson II que plus tard Boson IV, petit neveu du premier, revendiqua le comté de Verdun et s'en rendit maître

---

394) Böhmer-Mühlbacher, n° 1075. D. Bouquet, *Rec. des Histor. de France*, VIII, 375.

395) Pertz, *Scriptores*, II, 293, 602.

396) *Cartulaire de Gorze*, n° 45; *Mettensia*, II, 82. — L'abbé Autier *(Optarius)* avait concédé cette jouissance, pour toute la durée de sa propre vie; son successeur, l'évêque Mayoul *(Magulfus)*, ne se croyait plus engagé et voulait recouvrer les biens aliénés, sis à Thiaucourt *(fine Teodalciaga)*, à Xammes (*fine Scamnise*), à Onville (*fine Audoniaga*), à Charey (*fine Halaricense*), au bois des Varieux (*fine Walaburicense*), à Ansoncourt *(fine Adsoloniaga)*, à Beney (*fine Bedernecinse*), à Bavonville (*fine Bavoniaga*), à Amblonville (*fine Cimboloniaga*, corr. *Amboloniaga*), à Doncourt (*fine Dodoniaga*), qui tous avaient été donnés par Hermann (*Hartmannus comes*), en échange de la seigneurie de Bavonville, qui appartenait à Gorze pour la presque totalité.

pour le meurtre de Ricoin IV [397]). Comme compensation à la cession de Saint-Mihiel Lothaire Ier confia à Mafroi II en 844, l'abbaye de Saint-Vaast [398]).

Le 14 août 895, Zuentebold, étant en France, à Trosly [399]) où il accompagnait Charles-le-Simple au siège de Laon, attribuait à la mense des religieux de Saint-Mihiel, sur la demande de leur abbé Etienne, deux chapelles, l'une en Charmois à *Aci* (Essey) *in pago Scarmis, in comitatu Irenfridi,* l'autre *in pago Virdunensi, in comitatu Richuini* [400]).

Ce Ricoin paraît se rattacher à un comte Ricoin II, fils de Ricoin I, comte de Kibourg en Thurgovie, et de Cunégonde — nom qui implique une origine royale. — On le trouve cité dès 839 et dix ans plus tard il régla avec ses cohéritiers Autier (*Otgarius*) et Géroud (*Geroldus*) la succession de ses parents [401]).

Ricoin II qu'il ne faut pas confondre avec un comte de Reims son contemporain [402]) fut avec Ermenaud III d'Auxerre — passé au service de Lothaire Ier — et Frédéric, l'un des envoyés de l'empereur qui jurèrent la trêve après Fontenoy (841); en 864 il donna Colmar à l'abbaye de Münster pour le repos de l'âme de son neveu (le duc) Odalric III [403]); il possédait des vignes à Crœv, en Blois, où Lothaire II avait une chapelle royale [404]).

(A suivre).

---

397) Voir sur la généalogie des Bosons, nos *Etudes sur le Luxembourg*, I, 66—69.

398) Pertz, *Scriptores*, XIII, 708.

399) „*Actum in villa Drosley, juxta Noviona civitate*". C'est Trosly-Loire, cant. de Concy-le-Château, arr. de Laon. (Parisot, p. 526, note 3). L'acte se trouve transcrit au *Cartulaire de Saint-Mihiel* (Nouv. acq. lat. 1283).

400) Cette chapelle, localisée *in Bannuncurte*, est peut-être celle de Boncourt près Conflans-en-Jarnisis.

401) Neugart, *Codex Alamanniae diplomaticus*, nos 293, 323.

402) Celui-ci se rattachait peut-être à Ricoin, comte de Poitiers sous Louis le Débonnaire. Il fut fait prisonnier en 844 à la bataille que gagna Pepin VI d'Aquitaire sur l'armée de Charles-le-Chauve; *missus dominicus* en 853 en Champagne et en Ardenne, il fut envoyé en 856 par Charles pour négocier avec les grands révoltés. (Parisot, p. 137, note 2).

403) Schoepflin, *Alsacia dipl.*, I, Preuves, p. 474. — Sur Odalric III, appelé ici *Adalricus*, voir *Etudes sur le Luxembourg*, I, p. 56.

404) Au cercle de Wittlich (Prusse Rhénane). Lothaire II donna sa chapelle à Stavelot *(Recueil des chartes de Stavelot-Malmédy*, no 34, p. 81). Crœv appartient au comté de Salm que possèda plus tard Gislebert, arrière-petit-fils de Wigeric, comte du Blois mosellan.

Das Großherzogtum Luxemburg
unter Wilhelm III. 1849—1890.

(Fortsetzung.)

9. Bau der Eisenbahnen.

Die Regierung erkannte frühzeitig die große Bedeutung der Eisenbahnen zur Hebung der Industrie und besonders zur Ausbeutung der reichhaltigen Eisenerzlager des Landes.

Bereits im Jahr 1845 kam eine englische Gesellschaft in das Großherzogtum und machte schöne Versprechen. Die Unterhandlungen führten sogar zu einer Übereinkunft, die am 4. Juni 1846 unterzeichnet wurde. Aber diese Gesellschaft hatte kein Glück. Durch die Ereignisse von 1848 wurden ihre Mittel vollständig brach gelegt, und die Angelegenheit blieb ruhen.

Nicht lange nachher führte ein Vorschlag, der in der Kammer der Abgeordneten gemacht wurde, zu dem Gesetze vom 7. Januar 1850; dieses ermächtigte die Regierung, mit irgend einer beliebigen Gesellschaft über die Anlage einer Eisenbahn zu unterhandeln auf der Basis der Garantie eines Minimums von 3 Prozent Zinsertrag. Aber auch diesmal blieben die Verhandlungen erfolglos.

Im Jahr 1852 legte die französische Regierung durch Dekret vom 25. Januar der Ostgesellschaft die eventuelle Verpflichtung auf, die Eisenbahnlinie von Diedenhofen bis zur französischen Grenze in der Richtung nach Luxemburg fortzusetzen.

Unsere Regierung suchte Nutzen aus dieser Bestimmung zu ziehen, und ihre Bemühungen führten zu dem Vertrag vom 10. Juni 1857, welcher die Vereinigung der Eisenbahn-Linien an der Grenze beider Länder sicher stellte.

Anderseits wurden auch Unterhandlungen angeknüpft mit der großen Gesellschaft der belgischen Provinz Luxemburg, einer englischen Gesellschaft, die an die Stelle jener anderen getreten war, mit welcher unsere Regierung bereits 1846 verhandelt hatte.

Diese Bemühungen führten unter anderen Resultaten zu der Verpflichtung, die diese Gesellschaft am 6. Oktober 1852 übernahm, die Linie von Arlon bis zur Luxemburger Grenze in der Richtung nach der Stadt Luxemburg fortzuführen. Aber später erfuhr man, daß die Gesellschaft sich durch einen Vertrag vom 26. November 1853 verpflichtet hatte, ihre Eisenbahnlinie direkt von

Arlon nach Longwy zu führen und so das Großherzogtum Luxemburg, nebst dem Punkt des Zusammentreffens der Linien an dessen Grenze, seitlich liegen zu lassen.

Die Regierung hatte ferner mit dem belgischen Staate am 5. Oktober 1853 einen Vertrag abgeschlossen, um die Verlängerung der belgischen Linie bis zur Luxemburger Grenze in der Richtung nach Steinfort und von dort sogar bis zur preußischen Grenze in der Richtung nach Saarbrücken fortzuführen. Aber auch dieser Vertrag blieb ohne Erfolg; denn er wurde nicht genehmigt.

Trotz dieser Enttäuschungen und dieser vielen fruchtlosen Versuche ließ unsere Regierung kein Mittel unversucht, um ihr projektiertes Eisenbahnnetz an drei Seiten mit Belgien, Frankreich und Preußen zu verbinden. Endlich gelang es, dieses Ziel zu erreichen.

Auch fanden sich schließlich Gesellschaften, welche die Konzession zum Bau dieser Linien begehrten.

Ein Gesetz vom 25. November 1855 genehmigte den Vertrag vom 9. November, wodurch die Regierung an Favier Adolf, Bankier, und Jouve Stephan, Zivilingenieur, beide wohnhaft zu Danzig, folgende Eisenbahnlinien übertrug: von der belgischen Grenze durch oder bei Steinfort nach der preußischen Grenze durch oder bei Wasserbillig, bei der Stadt Luxemburg unter den Kanonen des Festungsplatzes vorbei, mit Abzweigung nach der französischen Grenze zwischen Düdelingen und Frisingen.

Dasselbe Gesetz genehmigte einen zweiten Vertrag vom 9. November, wodurch an Favier allein und unter besondern Bedingungen die Konzession einer Eisenbahnlinie übertragen wurde, die durch Diekirch nach der nördlichen Grenze in der Richtung nach Weiswampach führen sollte.

Aber mit diesem Gesetz und diesen beiden Verträgen sollte die Regierung noch keinen unmittelbaren Erfolg haben.

Eine Finanzkrisis und andere Nebenursachen bewirkten, daß Favier keine Gesellschaft zum Bau der Eisenbahnlinien zu gründen vermochte, und daß die Angelegenheit sich wieder in die Länge zog.

Ein neuer, wesentlich veränderter Vertrag vom 4. 28. November 1856 kam zu stande und wurde genehmigt durch Gesetz vom 1. Dezember 1856. Darin kam man den Konzessionären zu Hilfe; denn um die Nordlinie zu bauen, wurde denselben staatlicherseits eine Geldunterstützung von drei Millionen Franken versprochen und ihnen gestattet, zu den Ausgaben der mit der Linie verbundenen Festungsarbeiten bei Luxemburg, die damals auf mehr als eine Million Franken geschätzt wurden, nichts beitragen zu brauchen.

Eine andere große Schwierigkeit bot die Auswahl des Platzes für den hauptstädtischen Bahnhof. Die Delegierten der Stadt hatten dafür das Plateau vom Heiligen Geist vorgeschlagen; andere hatten das Fort Rheinsheim oder das Fort Bourbon vorgezogen; wieder andere wünschten dafür den Limpertsberg oder das Tal oder den Berg von Rollingergrund; ein fremder Ingenieur hatte dazu das Petrustal ausersehen mit einem Tunnel, der unter der Stadt in der Richtung des Kongregationsgebäudes mit dem Ausgang im Neuenweg im Pfaffenthal führen sollte. Diese und noch andere Vorschläge, die von den höheren Offizieren der Festung und selbst von fremden Ingenieuren untersucht werden mußten, nahmen auch viel Zeit in Anspruch.

Bald kamen noch andere, größere Schwierigkeiten zu den bereits angeführten. Gegen den Unternehmer Favier wurden viele ernste Klagen laut.

Am 4. Januar 1857 hatte derselbe sogar das ganze Unternehmen einer Gesellschaft übertragen, die nachher die Wilhelm-Luxemburg-Gesellschaft wurde. Auch wurde das Aktien-Kapital, angeblich um mehrere Millionen Franken, geschädigt durch die Zahlungsunfähigkeit des Bankiers des Unternehmens, Prost mit Namen. Noch andere Zwischenfälle und Schwierigkeiten traten in großer Zahl ein, um die Arbeiten aufzuhalten oder in die Länge zu ziehen; so unter anderen: der Prozeß mit Favier, die Nichtigkeitserklärung des Vertrages vom 4. Januar 1857 und endlich die Übereinkunft mit der Wilhelm-Luxemburg-Gesellschaft, welche dieser schwere finanzielle Lasten auferlegten. Kurz und gut, Favier und Jowe mußten gänzlich abtreten und an ihre Stelle trat gesetzlicherweise die Wilhelm-Luxemburg-Gesellschaft.

Diese wurde gegründet zu Paris am 4. Januar 1857. Sie verständigte sich mit Favier. Ihre Statuten wurden genehmigt durch Kgl. Großherzoglichen Beschluß vom 2. März 1857.

Zugleich trat sie in die Rechte und Verpflichtungen der alten Konzessionäre ein. Auch ihre neuen Statuten wurden gutgeheißen durch Beschluß vom 23. Juni 1859.

Damit sollten die Schwierigkeiten für die Regierung noch nicht ganz zu Ende sein.

Der im Jahre 1856 an Favier versprochene Geldbeitrag wurde als unzulänglich erkannt in anbetracht verschiedener mißlicher Umstände. Man mußte zu neuen, sehr schweren Opfern sich entschließen. Das geschah durch den Vertrag mit der Wilhelm-Luxemburg-Gesellschaft vom 15. Mai 1858, der am 31. Oktober

unterzeichnet und durch Gesetz vom 18. Dezember 1858 genehmigt wurde.

Zu demselben Zweck wurde auch später durch das Gesetz vom 26. Dezember 1860 eine Anleihe von neun Millionen Franken genehmigt, als Beihilfe zum Bau der Eisenbahnen und anderer öffentlichen Arbeiten.

Besonders wegen der großen Schwierigkeiten auf der Nordlinie mußten diese großen Geldopfer vom Lande gebracht werden.

Auf allen Linien mußten die Grunderwerbungen und die Kunstarbeiten von Anfang an für Doppelgeleise gemacht werden, indes der Ausbau des zweiten Geleises auf spätere Zeiten verschoben wurde.

Die Wilhelm-Luxemburg-Gesellschaft schloß am 27. Mai 1858 einen Vertrag mit den englischen Unternehmern, den Gebrüdern Waring, welche nun die Arbeiten wieder übernahmen und mit Fleiß und Ausdauer rasch vorantührten.

Am 30. Oktober 1858 legte der Prinz Statthalter, Heinrich der Niederlande, feierlich den ersten Stein zum Zentralbahnhof von Luxemburg, dessen Gebäude wegen der Festung nur in Holz aufgeführt werden durfte.

Schon am 11. August 1859 wurde die französische Linie (17 Kilometer) dem Betrieb übergeben; desgleichen am 15. September 1859 die belgische Linie (19 Kilometer) und die Abzweigungen nach den Minettsgruben (16 Kilometer) am 23. April und 1. Juni 1860. Die Linie nach Preußen (38 Kilometer) wurde eröffnet am 29. August 1861. Von der Nordlinie wurde die Strecke bis nach Schieren (30 Kilometer) am 24. März 1862, die Strecke von dort bis nach Diekirch (4 Kilometer) am 5. November 1862 und die zweite Abteilung bis zur belgischen Grenze (46 Kilometer) im Dezember 1866 dem Betrieb übergeben.

Bis zum 1. Januar 1867 zählte das Luxemburger Land einen Eisenbahnbetrieb von zusammen 170 Kilometer, die zusammen 9,367,554 Franken, (wovon 653,000 Franken auf den Petruß-Viadukt kommen), oder 55,103 Franken per Kilometer kosteten.

Am 4. Oktober 1859 fand zu Luxemburg das Einweihungsfest der Eisenbahnlinien nach Arlon und Diedenhofen statt. Der Apostolische Provikar und die Spitzen der Landesregierung, der Prinz von Oranien, Sohn des Königs-Großherzogs Wilhelm III., der Prinz-Statthalter, Heinrich der Niederlande und dessen hohe Gemahlin, viele ausgezeichnete fremde Würdenträger und Generäle, die Landstände und die Bürgermeister der Städte,

viele Beamte und hervorragende Personen, und Tausende von Zuschauern wohnten dieser erhabenen Feier bei, wo der Bahnhof und die ersten Lokomotiven von der kirchlichen Behörde eingesegnet wurden.

Bei dieser Gelegenheit wurde zum ersten Mal das schöne Lied »De Feierwòn« gesungen, das bald zum Nationallied des Luxemburger Volkes wurde.

(Fortsetzung folgt.)

A propos d'enseignement primaire.

Les Écoles dans la paroisse de Mondorf au XVIIIme siècle.

L'histoire de l'enseignement primaire dans notre pays avant la Révolution est d'actualité. Bien que nous possédions sur la matière quelques ouvrages de grande valeur, il est cependant à prévoir qu'une enquête minutieuse dans les archives communales et paroissiales fournirait, si non du nouveau, du moins des indications complémentaires. Nous réunirons en ces quelques pages les notes relatives au personnel enseignant de la paroisse de Mondorf au XVIIIme siècle, que nous avons trouvées soit aux archives de l'église, soit aux registres de l'ancien état-civil. Malheureusement nos investigations ne se rapportent qu'au XVIIIme siècle, puisque les sources consultées sont muettes sur les époques antérieures. Nous ferons remarquer que les villages de Mondorf, Altwies et Elvange qui composaient anciennement la paroisse de Mondorf et qui avaient chacun son école, relevaient avant 1769 du bailliage de Thionville (France), mais que la paroisse a toujours dépendu du chapitre de Remich. En publiant ces notes, nous nous abstiendrons de toute appréciation personnelle, laissant aux hommes compétents le soin d'en tirer les conclusions.

A) Mondorf.

Au XVIIIme siècle la maison d'école de Mondorf se trouvait à proximité de la sacristie et du cimetière, probablement donc à l'emplacement actuel de l'école des garçons. Un moment, lors du pastorat du curé Ungeschick [1]), vers 1766, l'école se tint dans la maison curiale. — Le maître d'école était payé par la communauté et engagé tous les ans à la St. Jean. Nous n'avons aucune indication concernant le montant de ses gages.

1) L'abbé Nicolas Ungeschick (ou Ungeschück) est né à Grevenmacher en 1728: il était curé à Itzig de 1754 à 1764 ensuite curé à Mondorf, où il est décédé, en 1800.

Voici la liste des maîtres d'école de Mondorf que nous avons pu dresser; ils figurent pour la plupart au bas des actes de décès qu'ils ont signés comme témoins lors des enterrements.

Ostel Martinus-Laurentius, pro tempore ludimagister de Mondorf, 1709; laïque.

Bredemus, ludimagister in M., 1733; marié.

Neu (*Nei, Neyen*) *André*, marié. Ludimagister in M. 1735; id. in Altwies 1741—45; id. in M. 1747—51.

Conter Jacques, ldm. in M. 1736—40; marié.

Valentin Nic., aliquoties ldm. in M., 1748; (alors âgé de 20 ans, fils de feu P. Valentin, ludimagister in Rennange) laïque.

Gassius Jean, ldm. in M. 1767, 68, 70, 78; laïque.

Useldinger Nic., ldm. in M. 1783; laïque.

Tintinger Math., ldm. in M. 1790—96; marié.

Jusqu'en 1770, l'école de Mondorf était mixte. Mais le nombre des élèves ayant augmenté, la surveillance devint difficile et insuffisante pendant les heures de classe. Alors le curé Ungeschick adressa au Conseil Provincial de Luxembourg une requête appuyée sur ces deux motifs, le suppliant d'interdire à Jean Gassius de recevoir à l'avenir les jeunes filles à ses cours. Le curé proposa en même temps la création d'une école pour les jeunes filles, en s'offrant de fournir la salle nécessaire sans qu'il y eût eu la moindre augmentation de dépense pour la communauté, et en recommandant comme institutrice une jeune fille qu'il jugea capable d'apprendre encore aux enfants, outre les matières ordinaires, à tricoter et à coudre. La communauté et le maître d'école furent informés de cette requête, le 17 novembre 1770, et invités à faire parvenir leurs objections, par écrit, à la Cour. En attendant défense fut faite sous peine d'amende, au maître d'école d'admettre à ses cours des jeunes filles. Nous ignorons la suite de cette affaire, mais quelques années plus tard — en 1774 — nous trouvons la signature suivante, tracée d'une belle écriture: *Magdalena Durst*, Lehr-meisterin . . . . . .

L'un des registres aux décès de la paroisse contient un acte assez curieux que nous allons reproduire, puisqu'il signale l'intervention d'un ancien maître d'école pour diriger la cérémonie d'un enterrement, lors de l'absence des prêtres en fuite devant les soldats de la République.

„26ta 8bris 1792. Circa decimam matutinam Jacobus Vigreux,

di laurier [2]), Annae Mariae Welter conjux legitimus ex Mondorf, baronis de pouilli [3]) comitis in Ruttghen redituum susceptor, tempore persecutionis gallicae violenta equitis gallici spoliantis manu innocenter et proditorie perfossus, accepta in platea absolutione, statim expiravit et altero die sub vesperum ob parochi et omnium vicinorum sacerdotum fugam absque caeremoniis ecclesiasticis a joanne conter aedituo in ellingen et ejus fratre jacobo conter, olim ludimagistro in Mondorff inter magnas lamentationes suspiriaque in coemeterio parochiali fuit sepultus, vir quadraginta sex circiter annorum.

J. Adelving, vic.

(La fin au prochain numéro.)

---

2) Il faudrait lire: Vigreux, dit de Laurier, ainsi que Jacques Vigreux signait toujours. La maison Philippe à Mondorf-Dorf, construite en 1740, exploitée pendant un certain temps sous l'enseigne de „Hôtel du Nord", porte encore aujourd'hui la dénomination de „maison de Laurier".

3) Albert-Louis, baron de Pouilly et de Chauffort, sgr. de Quincy, Lucie, Villone et autres lieux, colonel du régiment de Rouergue, fut comte de Roussy par suite de son mariage avec Marie-Antoinette-Philippine, née comtesse de Custine et de Roussy. Le baron de Pouilly duquel descendent les comtes de Mensdorf-Pouilly établis aujourd'hui en Autriche, est décédé à Miltenberg-s.-Mein en 179. . . . — Mondorf était situé dans le comté de Roussy.

Johannes Bertels, Abt zu Echternach.

(Fortsetzung).

1598.

Äußerst interessant ist die von Bertels in seinen »Éphémérides« gegebene Beschreibung des Überfalles der Stadt Arlon durch die holländischen Freibeuter, am 11. November dieses Jahres. Wir lassen darum diesen Auszug in unveränderter Schreibart hier folgen:

Surprise d'arlon par les gueuz, 1598.

Il est advenu en cest temps ung terrible cas a la ville d'Arlon. Au jour de st. Martin ont ceux d'Arlon une foire excellente. Ennemy hollandais sachant cecy sont party de Nymegen en nombre de cincq cent chevaux soubs le commandement du jeune comte de Hollack, lequel nuyt et jours cheminant par vallez et bois sont venuz devant la ville d'Arlon, sans que personne scavait a parler. Et vers le unze heures devant disner. Incontinent surpris les deux portes et tuez la guarde incontinent occupé la ville et tout ce qu'ils ont rencontré en la première furie, tout tuez et saccage; tuez entr'autres le justicier et pillé la ville, après brantzquetté la

ville a cent mille florins carolus et pour meilleure asseurance amenez diz des principaux de la ville prisonniers en Hollande. Après sont sortiz et pillé tout ce qu'ont trouvé sur la foire et prins beaucoup des prisonniers jusqu'a le nombre de IIIc, entre autres le curez de la ville, nommé Petrus Wyltzius, lequelle a esté rantzonné a XV mille dallers. Item l'amptman de Elter, nommé Jean Breisgin, lequel at esté rantzonné a XX mille rychsdaller. Aussi prins ung religieux de l'abbaye de Munster à Luxembourg, lequel avait été envoyé de (la part du) Ier prélat Pierre Roberti pour faire provision de boeufz, nommé d. Lorentz et ast été rantzonné à Vc Rychsdaller et beaucoup aultres ont esté tant tuez que blessés. Cinq cents (hommes) chassés; vrayment pituable, et grand desastre, hardi faict de l'ennemi et grand négligence, qu'on laisse la ville sans garnison.

Doch fahren wir — nach dieser Abschweifung — mit den weiteren Erlebnissen des Abtes Bertels fort:

In diesem Jahre trug Bertels von der geliehenen Summe des Lösegeldes 8000 Taler und 120 Malter Getreide ab. Ferner kaufte er mit 700 Moselgulden von Barbara Brem, nicht weit von Kess, eine Rente von 40 Gulden zurück. Vom Pastor in „Dyckirch" kaufte er die Rente von 15 Malter Weizen mit 600 Taler zurück; ferner kaufte er von Joh. Marian den Zins von 12 Taler mit 100 Taler zurück. Dem kränkelnden Bruder Paulus aus Remich, der seine Mutter besuchen ging, gab der Abt 24 Stüber Reisegeld.

Am 7. Dezember des nämlichen Jahres erhielt er vom Kardinal Andrea, General-Gouverneur von Österreich, ein Schreiben, worin er eingeladen wurde, an dem Leichenbegängnis für König Philipp II. in der St. Gudula-Kirche zu Brüssel teilzunehmen. Er möge, so hieß es in dem Schreiben, Mitra, Stab und die übrigen Abtszeichen mitbringen, um den Metten (am Vorabend) und dem Hochamte anzuwohnen. Bertels war wegen der großen Kälte und seiner Unpäßlichkeit unentschieden und entschuldigte sich deshalb beim Grafen von Mansfelt in Luxemburg. Darauf erhielt er die Antwort, er müsse in einem eigenen Schreiben sich bei Ihrer Königlichen Hoheit entschuldigen; da der Gouverneur aber eine Kutsche zur Reise notwendig brauche, möge Bertels ihm die seinige samt seinen Pferden schicken. Dies Begehren versetzte den Abt in eine andere mißliche Lage. Ohne sich lange zu besinnen, sandte er dem Herrn Grafen am andern Tage ein halbes Fuder guten Weines, ging selbst zu ihm, blieb bei ihm zu Gast und brachte es leicht dahin, von der lästigen Dienstleistung entbunden zu werden. Bei dem Kardinal entschuldigte er sich mit seiner in Folge der Reise nach Holland zerrütteten Gesundheit.

Bertels teilt sodann einen Brief mit, den er aus Spanien erhielt, in welchem sich eine umfangreiche Beschreibung der letzten Augenblicke Philipps II. befindet, und welcher von großer Wichtigkeit für die Weltgeschichte ist.

In denselben Jahre 1598 hatte Bertels für die Abteikirche in Echternach drei Gemälde herstellen lassen: das erste, bestimmt für den Altar des hl. Stephanus, stellte diesen Heiligen dar; das zweite repräsentierte den hl. Martinus; das dritte endlich war für den Altar der Apostelfürsten Petrus und Paulus bestimmt. Außer dem Honorar für den Maler und das erforderliche Material kostete ein jedes dieser drei Bilder noch 40 Taler.

1599.

Im Januar 1599 hatte Junker Karl Kesselstadt auf Befehl des Kurfürsten von Trier einen Land- oder Kommunikations-Tag ausgeschrieben, um alle Güter der Prälaten, Adeligen und sonstigen Einwohner von Cröf mit Schatzungen zu belegen. Bertels ließ gleich alle Freiheitscharten und authentischen Abschriften sammeln, um die Rechte seiner Genossenschaft verteidigen zu können.

Gegen Anfang März reiste er geschäftshalber nach Luxemburg. Hier bewohnte er das „Deutsche Haus" beim St. Udalrichs-Tore (im Stadtgrund), hatte seine eigene Haushaltung und verbrauchte dazu, für sich und sein Gefolge, die Summe von 80 Talern.

Nach Ostern 1599 schwirrten aufs neue Kriegsgerüchte durch die Luft. Der Herr von Esdain sammelte eine große Anzahl Truppen, und an der Grenze Frankreichs schweiften Freibeuter umher, weshalb Bertels von Luxemburg aus neuerdings den ernsten Rat erhielt, aus Echternach sich auf einige Tage zu entfernen. Mit der Dienerschaft zog er sich auf die Burg Bollendorf zurück, ließ die eisernen Kanonen zurecht machen und Nachts Wachen ausstellen. Nach vier Tagen kehrte er nach Echternach zurück. Am St. Markustag, den 25. April, empfing er ein neues Schreiben aus Luxemburg, das ihn der Gefahren wegen in die Hauptstadt rief. Bald entfernten sich die Soldaten von der französischen Grenze, und Bertels durfte wieder in seine Abtei zurückkehren.

In diesem Jahre starb Bruder Paulus zu Remich.

Der Herr Beyer von Boppart, Lehnträger der Abtei, war 1598 in Ungarn von feindlicher Hand getötet worden.

Um nun sichere und glaubwürdige Erkundigungen über die Einkünfte von Strosbusch, Junneradt und Steinberg einzuziehen, entsandte Bertels seinen Kellner Heydenberg und den Schultheiß Landolf nach Ungarn.

In „Strosbusch" hatten die Beyer jährlich 5 Malter Korn, 3 Malter

Hafer, einen kleinen Zehent, „Loesenung“ genannt, von ungefähr 4 Malter, das „geneseld“ und einige Häuser mit Kurmuth.

In „Immeradt“ den Drittel des kleinen Zehent.

In „Steynbergh“ waren bloß Lehngüter; davon hatte der Herr jährlich den Zehent oder 6 Malter Hafer zu verlassen und von jedem Malter 9 Pfennig Geld. In keinem Dorfe hatte er aber Gebot noch Verbot (Gerichtsbarkeit). Der Herr von Criechingen erhob auf diese Zehent Ansprüche. Er hatte einen Bruder unter den holländischen Rebellen, einen anderen bei den französischen Hugenotten, einen dritten bei den deutschen Protestanten, welche das Kloster auf dessen Anregung allenthalben in seinen Besitzungen schädigen konnten. Es ward im Rate beschlossen, dem Herrn von Criechingen diese Lehen zu übertragen, im Hinblick auf dessen Schwager Beyer, der wegen des katholischen Glaubens in Ungarn gefallen war.

Am 4. Juli feierte Bruder Johannes von Luxemburg seine Primiz und erhielt Theodor Nunhausen aus Luxemburg das Ordenskleid.

Am 12. Juli wurden, auf Befehl des neuerwählten Trierer Erzbischofes Metternich, drei Tage lang in allen Klöstern der Trierer Diözese Begängnisse für den verstorbenen Erzbischof gehalten.

Am 20. August reiste Bertels nach Luxemburg, wo sich die Stände versammelt hatten, um das neue Herrscherpaar, die Infantin Clara-Isabella-Eugenia und ihren Gemahl, den Erzherzog Albert von Österreich, in gebührender Weise zu empfangen. An verschiedenen Stellen schildert uns Bertels, in lateinischer wie in deutscher Sprache, den Hergang bei dieser Feierlichkeit. Hier in Kürze der Hauptinhalt der Bertelsschen Mitteilungen:

Die hohen Herrschaften kamen von Diedenhofen her. Am Samstag, den 21. August, drängten sich die Bürger in Festtagskleidung und wohlbewaffnet vor die Stadtmauern, wo sie Spalier bildeten. Der Klerus sollte, auf Anordnung des Gouverneurs, des Grafen Ernst von Mansfelt, in Prozession bis an die Stadttore kommen, wo die Äbte von Münster und Orval in Mitra warteten. Der eine sollte der Fürstin das Kreuz zum Küssen hinreichen, der andere ihr Weihwasser anbieten. Die zwei andern Äbte von St. Maximin (Reyner Biever) und Echternach (Bertels) sollten zu Pferd mit der ganzen Ritterschaft, dem Adel und dem Gouverneur sich zur Begrüßung auf dem weiten Ackerfeld zwischen Bonneweg und Hagenwald (Hesperingerwald) aufstellen.

Gegen 6 Uhr langte das fürstliche Paar an. Der Graf steigt aus seinem Wagen, der Adel folgt ihm, und nach den üblichen Begrüßungsformeln hält der Graf von Manderscheid-Kay, an Stelle des abwesenden Erbmarschalls, eine Anrede in deutscher Sprache; dann besteigen alle auf Aufforderung des hohen Fürsten ihre Pferde, und der Zug geht

zur Stadt. Plötzlich fangen von den Wällen herab die Kanonen und das Grobgeschütz zu donnern an.

An der Judenpforte steht der Stadtmagistrat; eine neue Rede voll hoher Freudengedanken wird gehalten; dann steigt das Fürstenpaar aus dem Wagen, küßt das Kreuz, nimmt Weihwasser, besteigt wieder den Wagen, und es hält der Abt von Münster eine Rede, worin er dem Fürstenpaar den Klerus empfiehlt. „Ihr wisset," entgegnete der Prinz, „was ich Euch früher bereits zugesagt, daß ich der Schirmherr des Klerus sein werde". Die Schlüssel der Stadt werden von den Schöffen angeboten, aber nicht angenommen. Man bringt einen sehr wertvollen Baldachin, der 700 Pfund kostete; er wird von vier Schöffen getragen. Unter denselben reitet das Fürstenpaar. Man begibt sich in die Franziskaner-Kirche (Cordiseras, Knodlers). Nach feierlichem Te Deum bezogen die fürstlichen Herrschaften den Palast, und die vielen Fremden eroberten sich, so gut sie es konnten, einen Platz für die Nachtherberge. Bertels, Abt von Echternach, einer der höchsten Würdenträger des Landes, mußte sich mit einem kleinen Zimmer am Fischmarkte begnügen. Die Majestäten hatten nämlich 1000 Mann mit Maulesseln bei sich. Von allen Seiten war aus dem luxemburgischen Lande die Menge herzugeströmt, besonders die sogenannten „Leuden und francs hommes". Am Sonntag versammelte sich der Adel mit den Äbten im Palaste, wo zuerst der hohe Rat (vertreten durch Huart von Stavelot, Faber von Virton und Christoph Busbach von Luxemburg) und dann die drei Stände eine Ansprache hielten. Letztere boten ein Ehrengeschenk von 30,000 Karolinergulden als „Spingelgeld" an. Darnach wohnte man bei den Franziskanern einem feierlichen Musikamte bei. Der Gouverneur nahm das Fürstenpaar nach Beendigung des Hochamtes mit in seinen „Clausen"- oder Brunnen-Palast und hatte im „Feuilliers" oder Buchengarten (Park Mansfeld), ein fürstliches Mahl bereiten lassen. Viele elegant gekleidete Ritter sollten die Ehrenbegleitung abgeben. Es verehrte der Graf der Fürstin einen sehr kostbaren Edelstein mit den Worten: „Erlauchte Herrin, das ist das Kleinod, das Euer Großvater Karl V. mir an meinem Hochzeitstage verehrte. Ich verehre es nun aus ganzem Herzen als wertes Angebinde Ew. Hoheit". Huldvoll und mit großer Freude nahm die Fürstin es an. Man stieg den Berg hinauf in die Stadt, wo das Abendessen bestellt war. Am folgenden Tag, 23. August, bereitete man den Abzug nach Arlon vor. Um 3 Uhr Nachmittags eröffnete Graf Manderscheid-Kayl, da der Erbmarschall Ernst v. Frisingen verhindert war, in Tracht den Zug zur Abreise. Es folgten die vier Prälaten (der Abt von St. Hubert war krank), dann die gesamte Ritterschaft. Das Ehrengeleit ward bis Mamer gegeben.

Um den Monat September war in diesem Jahre die Weinlese beendet; der Ausfall war günstig zu nennen. Das Kloster hatte alles in allem 80 Fuder Wein „geherbstet". Ein Prozeß mit der Gemeinde Lörich betreffs des alten „Hoffs" wurde zu Gunsten der Echternacher Abtei durch Richterspruch erledigt. Eine Streitfrage mit den Maltheserrittern von Trier wegen gewisser Zehenten in Niedercontz fand durch Schiedsgericht eine friedliche Beilegung.

(Fortsetzung folgt.)

LES ANCIENS DYNASTES
D'ESCH-SUR-LA-SÛRE

par

Jules VANNÉRUS.

(Quarante-troisième article.)

Le 15 septembre 1761, à Luxembourg, l'acte de vente fut passé devant le notaire Schwab, de cette ville: Messire Christophe-Charles du Bost, marquis du Pont d'Oye, sgr. d'Esch-sur-la-Sûre, député résident de l'état noble, et Louise-Thérèse marquise de Lamberty, sa femme, cèdent à messire Charles-Anselme, baron de Warsberg, sgr. de ce lieu, Wartelstein, Winckrange, Wiltange, Relange, Hausbach, Brottorf, Bergweiler et autres lieux, chambellan de l'électeur de Trèves, maître de camp de cavalerie au service de la France, pour 28500 écus à 56 sols de Luxembourg, leurs cinq huitièmes de la seigneurie d'Esch sur-la-Sûre, avec toutes les dépendances; et ce suivant la transaction du 15 janvier 1759 et l'acte du 12 janvier 1761.

L'acquéreur devait payer cette somme sans retard aux créanciers du vendeur, dans l'ordre prescrit par le recès du conseil du 1er août 1761 1).

Le jour même, Hebel versa aux différents créanciers les sommes qui leur étaient dues: à l'avocat de Burleus, recevant au nom de la Dlle de Blockhausen; à Ignace de Biber, écuyer, commissaire pour le service de S. M. I., au nom du baron de Cassal et de Bomal; au Sr André, curé de Sainte-Marie, au nom de Jos.-Phil.-Hiacinthe, duc de Corswarem-Looz (qui reçut 307 écus 36 s., pour intérêts, et 3238 écus 16 sols, en déduction du capital de 6000 écus.) Quant aux sommes adjugées aux consorts

1) Protoc. du notaire Schwab, 1761, nº 54 (Anal. de M. van Werveke), et cahier de 1761.

L'original était signé: *Le Marquis du Bost du Pont d'Oye* et *Lambertye, marquise du Pont d'Oye.*

Les vendeurs s'engageaient à „remettre incessament à Mr l'acquéreur ou à ses „commissionnés tous les titres, papiers et documens concernans ladite terre et srie „d'Esch, duement inventoriés".

Neyen mentionne cette vente sous trois dates différentes: au 17 août 1751, au 1er janvier 1759 et au 15 septembre 1761 (pp. 293—294), d'après des actes du Fonds Vannérus; il y a certainement erreur pour la première date; quant à la seconde, elle ne peut s'appliquer, si elle est exacte, qu'à un projet de vente, non suivi d'exécution.

Capitaine, elles furent payées le 21 septembre 1761, à Théod.-Ignace de Laittres, gentilhomme, sgr. au Rossignol et à Saint-Mard, représentant Ursule-Jos. de Capitaine, son épouse (héritière universelle de feu J.-Pierre de Capitaine, sg. de St-Remy, et de feu Jeanne-Marie de Capitaine, de Biourge), ainsi que Gabrielle-Jos. (de) Cornet, veuve dudit J.-P. de Capitaine, dame en partie de Signeulx et de St-Remy, résidant au dit St-Remy, et A.-Elisab. de Capitaine, de Biourge, usufruitières de partie des 8000 écus.

Enfin, la cession au baron de Warsberg fut réalisée le 27 octobre 1761 par devant le siége des nobles, selon le cérémonial accoutumé, » hors de la chambre, sous le ciel, . . . par tradition de main, paille et buchette« [1]).

La terre d'Esch resta entre les mains de la famille de Warsberg jusqu'à la Révolution. Le sgr. de Warsberg est mentionné en 1770 comme co-sgr. d'Esch et le 4 octobre 1774 comme *schafftherr* à Arsdorf [2]); le 12 avril 1777, le conseil de Luxembourg accorde son placet à Théod.-Henri Welter, présenté à la cure d'Eschdorf par le comte de Lannoy-Clervaux et par le baron de Warsberg [3]).

Le 14 avril 1778, est mentionnée la baronne de Warsberg, née comtesse de Nesselrode; en 1779 et en 1789, elle se qualifiait de dame d'Esch en partie [4]).

L'administration des biens et revenus du baron de Warsberg à Esch fut longtemps confiée à Charles-Gaspard-Godefroid, baron de Beissel de Gimmich, chanoine capitulaire à Trèves, qui apparaît comme administrateur de ces biens et revenus les 14 juin 1766, 14 avril 1778, 27 août 1788 et 1er avril 1791 [5]). Il

[1]) Expédition délivrée le 27 octobre 1761, sous le sceau du Siége, par le greffier F. Terzweih (en ma possession); elle comprend un gros cahier, donnant la copie des actes d'obligations, des procurations délivrées pour recevoir, etc.).

[2]) Neyen, p. 294; *Publ. S. A. L.*, t. 27, 1873, p. XXXVII (arch. Sect. Hist., Fonds Vannérus, 2me l.)

[3]) Arch. au Conseil, Placets (Anal. de M. N. van Werveke).

[4]) Neyen, pp. 294 et 295.

[5]) Note ajoutée à la fin du dénombrement d'avril 1683 (Fonds Vannérus, l. II) et Analyses manuscr. en ma possession.

Anselme-Charles, baron de Warsberg, l'acquéreur d'Esch, fut bailli de Saarbourg en 1761 et en 1768; il était sans doute fils de Charles-Henri-Ignace, bailli de Saarbourg en 1760, sgr. de Winckrange en 1757, et d'Anna-Leoba de Greiffenclau-Volraths. Sur les de Warsberg, établi dans la région de la Sarre dès le XVIme siècle, voir Hewer, *Geschichte der Burg und der Stadt Saarburg*, 1862, et J. Vannérus, *Les Familles luxembourgeoises au chapitre de Mons*, 1906, vo Warsberg.

reçut à cet effet deux octrois du conseil de Luxembourg, les 18 mai 1765 et 13 mai 1785 [1]).

§ 2. — Le quart de Falkenstein.

Le 30 mai 1339, avons-nous vu, Jean, sgr. de Falkenstein, et Herman, sgr. de Brandenbourg, obtiennent par partage la moitié de la seigneurie d'Esch, et le 31 mai 1340, Jean de Falkenstein et Herman de Brandenbourg scellent un acte relatif à un fief tenu d'Esch.

Jean de Falkenstein était fils de Thierri de Brandenbourg (mort entre le 19 août 1317 et le 23 février 1319); il est cité à partir du 26 mars 1316 n. st., jour où il est mentionné avec son frère Frédéric de Brandenbourg, à propos d'une expédition en Bohême. Il était dès lors chevalier, semble-t-il; en tout cas, il portait ce titre le 23 février 1319 [2]).

Il devint seigneur de Falkenstein par son mariage avec Helwide, veuve de Jacquemin de Mellier, écuyer, sire de Falkenstein, cité du 7 décembre 1302 au 1er juillet 1307, mort avant 1311, sans enfants, fils d'Arnould de Mellier, sire de Falkenstein, et de Catherine, dame d'Audun [3]).

Il est cité de nombreuses fois, car il joua un rôle important dans le Luxembourg, dont il devint le sénéchal (1347); le 20 janvier 1333, il était écoutète de la ville de Trèves. Le 10 avril 1334, il acquit, pour 6000 livres de petits tournois noirs, de Pierre de Bar, sire de Pierrefort, et de son fils aîné, le château et la seigneurie de Bettingen-sur-la-Prüm [4]).

Quant à Falkenstein, dont Boémond et Catherine de Mellier, frère et sœur de Jacquemin, avaient vendu leurs parts à Jean l'Aveugle en juin 1317, Jean de Brandenbourg, finit par le posséder sans partage; il nous faut donc supposer qu'il racheta les droits acquis par son souverain; ce rachat dut s'effectuer après le 4 mars 1321 n. st., jour où le comte Jean engagea les localités de Wiltingen, Canzem et Temmels, sur la Saar, qui dépendaient de son château de Falkenstein.

---

1) P. Ruppert, *La Registrature du Conseil provincial* (*Public. S. A. L.*, 1874, p. 299).

2) *Table* de Würth-Paquet, 1862, p. 48; *Arch. de Clervaux*, nos 103 et 104; etc.

3) Sur cette alliance, cf. J. Vannérus, *Les seigneurs de Mellier, Neufchâteau et Falkenstein, de la maison de Chiny*, dans les *Annales* d'Arlon, t. XLII, 1907, pp. 301—.341 Cf. également, pour toute l'histoire de la part de Falkenstein à Esch, Th. Bassing, *Beitrag zur Geschichte des Schlosses und der Herrschaft Falkenstein*, publié en 1899 dans *Ons Hémecht*, t. V.

4) Würth-Paquet, *Table*, t. 22 des *P. S. A. L*, no 2067.

De son épouse Helwide, dont j'ignore l'origine et qui est citée avec lui le 26 février 1331, le 12 mars 1334 et le 2 avril 1335, Jean de Brandenbourg, cité pour la dernière fois le 14 avril 1351, n'eut qu'un enfant, une fille, appelée Blanchefleur [1]).

Blanchefleur de Brandenbourg, dame de Falkenstein, de Bettingen et d'un quart d'Esch-sur-la-Sûre, épousa en premières noces Arnold de Blankenheim (fils de Gérard V de Blankenheim et de la comtesse Sauvage Anna [2]), mentionné comme sire de Bettingen et de Falkenstein le 21 décembre 1351 [3]), le père de Blanchefleur devant donc être mort dès lors.

En 1352, Arnold reçut en fief de l'empereur Charles IV Falkenstein, Bettingen et le quart d'Esch [4]).

Le 1er mars 1353, Arnold, sire de Blankenheim, et son fils aîné Arnold, déclarent que leur fils et frère cadet Henri (*sic; il faut sans doute lire*: leur *cousin* Arnold) a donné en douaire à sa femme Blankeflors de Falkensteyn la moitié du château de Blankenheim, tenu en fief du Brabant, et 200 deniers d'argent [5]). Ce douaire donna lieu à des difficultés, car le 14 mai 1354 le sire de Daun et sa femme notifient un arrangement conclu par le roi des Romains entre Arnold de Blankenheim, sgr. de Falkenstein, et Arnold, sire de Blankenheim, son cousin, d'une part Jean de Schleiden et Didier de Daun, de l'autre, au sujet du douaire de Blanchefleur, femme d'Arnold de Falkenstein [6]).

Arnold, encore mentionné le 7 septembre 1355 [7]), mourut en 1358, à en croire Fahne, qui ne lui attribue aucune postérité, avec raison, d'ailleurs.

Blanchefleur ne resta veuve que quelques années, pendant lesquelles elle est citée, les 31 mai 1359, 12 mars et 31 octobre 1360, comme dame de Bettingen et de Falkenstein [8]).

---

1) Par contre, il eut un fils illégitime, nommé Jean, auquel le pape Clément VI permit, le 16 novembre 1344, d'entrer dans les ordres et de recevoir un bénéfice ecclésiastique (Sauerland, *Urkunden . . . aus dem Vatikanischen Archiv*, III, 1905, n° 409).

2) Fahne, *Geschichte der Grafen zu Salm-Reifferscheid*, I, 2me p., 1866, p. 13.

3) Würth-Paquet, *Table*, t. 23 des *P. S. A. L.*, n° 316.

4) Baersch, *Eiflia illustrata*, II, 1re p., 1829, p. 128.

5) Würth-Paquet, *Table P. S. A. L.*, t. 24, n° 29, d'après une analyse qui ne semble guère exacte: le tableau de la famille de Blankenheim dressé par Fahne, ne cite pas un seul Henri.

6) Würth-Paquet, *ibid.*, n° 80.

7) *Arch. de Reinach*, n° 442.

8) Arch. de la Section Historique à Luxembourg, C. 14; *Arch. de Clervaux*, nos 369 et 385.

Elle se remaria, avant le 15 août 1361, avec Bourchard de Fénétrange, qui est cité le dit jour comme seigneur à Schönecken et à Falkenstein [1]); il était veuf de Marguerite de Fauquemont, veuve elle-même de Hartard, seigneur de Schönecken [2]); c'est lui semble-t-il, dont Froissart décrit les prouesses pendant la guerre de Cent Ans, en 1359, sous le nom de »messires Brokars de Fenestrages, uns appers et hardis chevaliers durement et renommés et usés d'armes . . .« [2 bis]).

Bourchard, cité à diverses reprises (en 1361, 1362, 1367, 1369), vivait encore le 11 avril 1371, mais dut mourir peu de temps après (en 1372, d'après Fahne), car en 1373 dame Blanchefleur de Falkenstein remboursa une partie d'une dette de Hartard de Schönecken, et le 5 juillet 1374, qualifiée de dame de Fénétrange, veuve de Bongarts (*sic*), sire de Fénétrange et de Schönecken, elle renonce en faveur d'Ulrich, sire de Fénétrange, à ses droits de douaire [3]).

Quant à Blanchefleur, elle est encore citée, comme dame de Falkenstein et de Bettingen, le 15 août 1378 [4]), puis disparaît de nos documents.

Le 1er avril 1386, est mentionné Jean, seigneur de Fénétrange et de Falkenstein [5]); était-ce un fils de Bourchard? C'est probable.

Deux actes du 4 février 1378 nous apprennent bien que Bourchard laissa un fils portant le même prénom que lui [6]), mais ce fils, l'aîné sans doute, n'apparaît plus dans nos actes par la suite.

Quant à Jean, il figure dans de nombreux actes comme seigneur de Fénétrange et de Falkenstein et nous devons bien, avec M. Bassing [7]), supposer qu'il hérita la seconde de ces terres

---

1) Arch. de Coblence, fonds de l'abb. de Prüm.

2) Cf. Fahne, *op. cit.*, II, p. 15.

2bis) *Oeuvres de Froissart*, ed. Kervyn, t. VI, 1868, pp. 156 à 176 et 191 à 194, et XVII, 1872, pp. 378 à 379.

3) *Table* de Würth-Paquet, nos 617, 671 et 692.

4) *Ibid.*, no 832.

5) *Ibid.*, t. 25, no 99.

6) *Ibid.*, t. 24, nos 804 à 806.

Il semble que Bourchard eut également une fille, Marguerite: en effet, D. Calmet (*Notice de la Lorraine*, I, 1835, p. 364) rapporte qu'en 1424 sont mentionnées Marguerite de Fénétrange, veuve de Harman, comte de Deux-Ponts, sgr. de Bitche, et son neveu, Simon de Fénétrange, fils cadet de . . . Fénétrange, son neveu. Or, ce Simon doit être le fils cadet de Jean de Fénétrange, que je suppose fils de Bourchard.

7) *Op. cit.*, p. 29.

comme fils de Blanchefleur de Brandenbourg: si celle-ci était morte sans postérité, Falkenstein et le quart d'Esch auraient certainement fait retour à la famille de Brandenbourg [1]).

Quoi qu'il en soit, Jean de Fénétrange intervint le 6 novembre 1395 au bourgfrieden d'Esch; le 4 décembre 1403, il approuve avec Jean de Brandenbourg et Pierre de Cronenbourg, une transaction passée entre leurs sujets de Dellen et le couvent de Munster; le 9 juillet 1405, il figure avec lesdits Pierre et Jean comme co-seigneurs à Esch, dans un jugement arbitral relatif aux difficultés avec Wiltz; le 4 avril 1407, les mêmes co-seigneurs désignent des arbitres pour trancher le même différend, toujours indécis [2]).

En dehors de ces actes où il intervient comme co-seigneur d'Esch, Jean de Fénétrange (qualifié de chevalier en janvier 1414 et en mars 1442), apparaît aussi comme seigneur à Bettingen (actes des 9 mai 1398, 27 sept. 1407, 20 février 1428); désigné comme »aîné« en octobre 1440, il est cité pour la dernière fois, le 28 mars 1442, jour où une trêve de 32 jours fut conclue à Trèves entre Elisabeth de Görlitz et Jean, sire de Fénétrange et de Falkenstein, chevalier, ainsi qu'entre leurs aidants).

Jean de Fénétrange, qui avait épousé Adelaïde de Lichtenberg, citée avec lui les 9 décembre 1410 et 22 juillet 1414 [4]), laissa au moins deux enfants: deux fils, Bourchard et Simon, dont je vais m'occuper successivement.

I. *Bourchard* épousa par contrat du 30 décembre 1439, passé à Sarrebourg, Jeannette de Sierk, née vers 1410, fille d'Arnold de

---

[1]) D'après M. Florange, Brocard, époux de Marguerite de Fauquemont et de Blanchefleur de Falkenstein, laissa de ses deux unions:

a) Marguerite, veuve en 1400 de Hanemann, comte de Deux-Ponts-Bitsch;

b) Brocard, 1372—1380, sgr. de Schönecken en 1377; qui semble être le même qu'un Brocard qui épousa en 1371 Elisabeth de Ribeaupierre (Rappolstein en Alsace) et qui fut père de Blanchefleur de Fénétrange, mariée vers 1398 à Thierry Bayer de Boppart.

c) Jean, mineur en 1377, cité de 1372 à 1449, épousa en 1396 Adelaïde de Lichtenberg, dont il eut Simon et Brocard (renseignements manuscrits).

[2]) Nous reviendrons plus loin sur ces divers actes.

[3]) Arch. de la Sect. Hist., à Luxembourg, F. 15 (anal. due à M. N. van Werveke).

On a écrit que la seigneurie de Falkenstein était échue, à la mort de Jean de Fénétrange, à Guillaume, comte de Virnebourg, qu'on a porté sur la liste des seigneurs de Falkenstein-sur-Our, pendant les années 1442—1454. Il y a eu, ici, confusion avec la localité de Falkenstein sise au pied du Donnersberg, dans l'ancien cercle d'Oberheim; voir à ce sujet: Bärsch, *Eiflia illust.*, 1er vol., 1ère p., 1824, pp. 526 et 530; 2me p., 1825, p. 1053; et passim.

[4]) Bärsch, *op. cit.*, III, 2me p., II, 1855, p. 235; *Arch. de Reinach*, nº 1232.

Sierk, le vieux, qui l'avait dptée dès le 3 mars 1437; elle était, au dit contrat, assistée de son frère Jacques, nommé archevêque de Trèves là même année 1439 [1]).

Des différents actes où est cité Bourchard, nous ne retiendrons que celui du 8 février 1446, par lequel l'archevêque, son beau-frère, lui accorde, ainsi qu'à sa femme, le rachat du huitième du château et de la terre de Bettingen, lui vendu pour 500 fl. [2]), et le bourgfrieden du château de Bettingen conclu le 4 mai 1449, entre l'archevêque, Bourchard et Simon, frères, sgrs. de Fénétrange, et Pierre, bâtard de Fénétrange, tous communs seigneurs [3]).

Qualifié seigneur de Fénétrange et de Falkenstein en 1444 et le 8 février 1446, il dut mourir peu après mai 1449, car le 9 août 1451, Jeannette de Sierk, dame et veuve de Fénétrange, déclara, an nom de ses enfants, tenir en fief du pays de Luxembourg, Falkenstein, Falkenburg, Bettingen, *Esche*, Wiltingen et Mompach [4]).

Le 24 février 1452 n. st. ladite dame figure comme tutrice de ses enfants, parmi les seigneurs communs d'Esch, lorsqu'ils jurèrent d'observer le bourgfrieden de 1395 [5]).

Le 22 juillet 1454, Cone d'Einselingen reconnaît tenir en fief de la même Jeanne, en qualité de tutrice de son fils aîné, Arnold, seigneur de Fénétrange, des biens à Enselingen, Heuderscheid, etc.; et le 17 novembre 1454, Bernard, sgr. de Bourscheid, relève d'elle comme tutrice de son fils aîné, une rente de 12 fl. *mangelts* à Michelau, que le père de Bernard tenait en fief de feu Bernard (*lisez:* Bourchard), sire de Fénétrange [6]). Jeanne de Sierk, qui se remaria avec Wautier de Thaun de Wasselnheim, vécut jusqu'en 1484 [7]).

Le fils aîné de Bourchard était émancipé de la tutelle maternelle le 26 mai 1462, jour où Jean de Fischbach et Marguerite de Bastogne, sa femme, reconnaissent devoir à Frédéric de

---

1) J. Florange, *Histoire de Sierk*, 1895, p. 147.

2) *Table* de Würth-Paquet, t. 29, n° 95. L'engagère de cette part de Bettingen datait de 1444 (Bärsch, *Eiflia illust.*, III, 1ère p., 1er fasc., p. 439).

3) *Ibidem*, n° 213.

4) *Ibidem*, t. 30, n° 2, d'après le cartul. de 1546.

5) *Arch. de Clervaux*, n° 1004 (original et vidimus de 1476). — *Table* de Würth-Paquet, t. 29, n° 263, à la date erronée du 15 mars 1451; texte *ibidem*, t. 30, n° 24, avec la datation erronée du 21 février 1452 (date: „fritag negst nach dem sontag Scheufffassnaychtz" 1451).

6) *Table* de Würth-Paquet, t. 30, nos 107 et 121.

7) Florange, *op. cit.*, tableau généalogique. Jeanne est mentionnée comme vivant en 1482, dans Calmet, *Not. de la Lorraine*, I, 1835, p. 364.

Brandenbourg, sgr. de Clervaux, et à Françoise d'Argenteau, son épouse, 200 fl. du Rhin, avec engagère de leur part des héritages que le père dudit Jean tenait en fief des seigneurs de Fénétrange à Esch. Arnold, sgr. de Fénétrange et de Falkenstein, agrée cette engagère, comme seigneur féodal, et scelle [1]). Par un autre acte de ce jour, Jean de Fischbach et son épouse avaient prié Arnold de sceller la dite reconnaissance [2]).

Arnold, sire de Fénétrange, Falkenstein et Bettingen en partie, est mentionné à maintes reprises dans la suite, du 9 janvier 1463 n. st. au 14 septembre 1489 [3]); de ces actes, je ne mentionnerai que le dernier, relatif à la terre d'Esch.

Le 14 septembre 1489, Arnold, sgr. de Fénétrange et de Falkenstein, déclare que Godard, sgr. de Larochette, est sa caution, du chef de son père défunt, Arnold, sgr. de Larochette, envers Jean de Kesselstadt, et doit de ce chef payer audit Jean une rente de 9 fl. par an, jusqu'au remboursement de la somme capitale. Pour dédommager sa caution, Arnold lui assigne sa part dans les cens et rentes à Feulen et à Heiderscheid [4]).

La dernière date à laquelle apparaît Arnold est le 10 septembre (vendredi après la nativité de la Vierge) 1490, jour où le gouverneur du Luxembourg, terminant un différend qui avait surgi entre les frères Jean de Fénétrange, chanoine et chorévêque, à Trèves, et Arnold, sire de Fénétrange et de Falkenstein, d'une part, le comte Thierri de Manderscheid et son fils Jean, d'autre, au sujet du château de Bettingen, adjuge celui-ci aux deux frères de Fénétrange [5]).

Arnold se maria-t-il et eut-il des enfants? C'est ce que je ne saurais dire, bien qu'il semble ne pas avoir laissé de descendance.

Quant à son frère Jean, nous savons qu'il devint chanoine du Dome à Trèves et fut nommé archidiacre de St-Castor de Cardaun, à Trèves, le 24 avril 1469 et qu'il remplissait encore ces importantes fonctions en 1500 [6]). Mentionné comme seigneur

---

1) *Arch. de Clervaux*, n° 1138.

2) *Ibidem*, n° 1139, d'après l'orig., auquel restent appendus trois sceaux en partie, dont celui de Died. *de Bosenhem* dit *Ule*.

3) *Arch. de Reinach*, n°s 1823, 1974, 1975, 2045, 2178, 2182 et 2183 ; *Arch. de Clervaux*, n°s 1192, 1307, 1317 et 1405.

4) *Arch. de Reinach*, n° 2183.

5) Bärsch, *Eiflia illust.*, I, 1re p., 1824, p. 219 ; 2me p., 1825, p. 793.

6) Browerus et Masenius, *Metropolis eccl. Trevericae*, ed. de Stramberg, I, 1855, p. 164. Son successeur Frédéric, comte palatin du Rhin, duc de Bavière, prêta serment comme archidiacre le 21 août 1501.

de Falkenstein le 12 janvier 1482 n. st., il l'est comme sire de Bettingen et de Falkenstein le 20 octobre 1484; de Fénétrange, le 8 avril 1488 [1]).

Le 28 janvier 1494 n. st. l'abbé de Prüm déclare que le sire de Brandenbourg a, dans le temps, pour lui et le sire de Fénétrange, relevé des biens tenus de l'abbaye; ce jour même, Jean, seigneur de Fénétrange et de Falkenstein, fait relief pour sa part [2]); le même personnage scelle le 14 mai suivant un acte d'engagère de biens sis à Brachtenbach [3]). Il s'agit bien ici, je pense, de notre archidiacre de Trèves.

En tout cas, l'archidiacre céda en 1494 au duc René II de Lorraine, pour 14000 fl. d'or, sa part de la terre de Fénétrange [4]).

Jean de Fénétrange dut mourir, nous l'avons vu, en 1500 ou 1501 [5]). Peu avant sa mort, il fit son testament, dans lequel il régla le sort de sa part de Falkenstein, de Bettingen et d'Esch: il ordonna que »après son trespas les parties et portions qu'il avoit et lui compétoient et appartenoient ès terres, seigneuries et maisons fortes de Falkensten, Bettinghen et Essche-sur-la-Soure, leurs appartenances et appendences, avec certaines menues rentes appartenans à icelles, le tout scitué, tenu et mouvant de nous (= *le souverain*) en fief, à cause de nostre duchié de Lucembourg«, seraient délivrées par ses exécuteurs testamentaires au domaine du souverain (Philippe le Beau), pour y être incorporées, moyennant 800 fl. du Rhin d'or.

Valérien de Busleyden, conseiller et receveur général de Luxembourg, demanda alors à l'archiduc «que, en ayant regard à ses services et que les parties dessusdites lui estoient et seroient de nulle ou petite valeur oultre ladicte somme et autres charges dont elles sont chargées, son plaisir feust les lui donner et transporter aux charges dessous dictes«.

La requête examinée, l'archiduc manda à Henri Hoecklin, greffier, et à Thielman d'Obenge, procureur général du Luxem-

---

1) *Arch. de Clervaux*, n°s 1351 et 1405; *Table* de Würth-Paquet, t. 35, n° 136.

2) Même *Table*, n° 717.

3) Würth-Paquet, *Arch. de Marches de Guirsch*, I, n° 125.

4) H. Lepage, *Les Communes de la Meurthe*, I, 1853, p. 340. En 1478, Arnould de Fénétrange (le frère de Jean?) avait déjà cédé au duc une part de la même seigneurie, avec ouverture perpétuelle de la ville.

Jean est encore mentionné dans une charte du 11 septembre 1499, par laquelle le prieur des Prêcheurs de Trèves déclare que Jean de Vinstingen a déposé entre ses mains différents titres (*Arch. de Reinach*, n° 2309).

5) Calmet, *op. cit.*, p. 364, cite sous les années 1482 et 1494 „Jean de Fénétranges, archidiacre de Trèves, frère de Catherine": s'il ne se trompe, nous devons donc admettre que Bourchard de Fénétrange et Jeannette de Sierk eurent au moins trois enfants: Arnold, Jean et Catherine.

bourg, de s'informer »de la valeur d'icelles parties. Lesquelz, par vraye et deue informacion, trouvèrent: quant ausdictes places, maisons et seigneuries de Falkensten et Bettinghen, que les revenues d'icelles à grant peyne pouroient furnir ne satisfaire aux gaiges des chastellains et gardes desdictes places et autres charges ordinaires que y sont. Et quant à la part et porcion dudit feu messire Jehan en ladicte seigneurie d'Essche, qui estoit la moictié en ung huitiesme, elle pourroit valoir, l'une année portant l'autre, tant en argent, grains, porcs, chappons, gelynes, chire que autres choses, environ 28 ou 29 florins par an, dont feroit à déduire ung huitiesme de ce que monteroient les gaiges et sallaires des portiers, guetteurs, entretènemens des maisons, réparacions et autres choses nécessaires . . .«.

La chambre des comptes de Bruxelles, consultée, émit un avis favorable: l'archiduc pourrait céder tous les droits et actions auxquels il avait droit en vertu du susdit testament, à Valérien et à ses successeurs, qui devaient les tenir en fief du duché, à perpétuité. Avant tout, Valérien devait verser aux exécuteurs testamentaires les 800 fl. susdits et au profit de l'archiduc 200 fl. d'or philippus; de plus, il devait prendre à sa charge »toute la despence que l'on trouveroit par ses comptes ou autrement avoir esté faicte pour l'entretènement et réparation des maisons dessus dictes depuis le trespas dudit feu messire Jehan; et oultre plus, que icelles maisons et places demoureroient subgectes à icellui seigneur et ses successeurs, ducz de Luxembourg, pour y avoir entrée et yssue, forts et fèbles, toutes et quanteffoiz que bon leur sembleroit«.

L'avis de la chambre des comptes, adressé au s^{r} de Maigny, chancelier, et aux gens du conseil et des finances, alors à Malines, fut renvoyé avec avis conforme à Philippe-le-Beau, alors en Angleterre (où il séjourna du 15 janvier au 23 avril 1506); par lettres signées de sa main et datées de Burgos (*Bourgues*) le 8 septembre 1506, l'archiduc octroya à Valérien de Busleyden l'objet de sa requête.

Survint la mort de Philippe (à Burgos, le 25 septembre 1506) et Valérien ne put obtenir aucune expédition des lettres en question; craignant que »toute la poursieulte qu'il a pour ce faite lui tourne en vain«, il s'adressa à l'archiduc Maximilien, qui ordonna à son conseiller et maître de requêtes ordinaire, Maître Jean Jonglet, président de Namur, de faire une nouvelle enquête.

(A suivre.)

Rezension.

Lebens- und Anstandsfragen. Altes und Neues über die Kunst zu leben, über Liebe und Ehe, die geselligen Sitten und den Anstand in besonderen Verhältnissen. Von F. v. Elz. (Zweiter Band des „Goldenen Anstandsbuches".) 1. bis 5. Tausend. Verlag von Fredebeul & Koenen in Essen-Ruhr. XII, 553 Seiten Groß-Oktav. Preis: Geheftet 4 Mark, elegant gebunden als Geschenkwerk 5 Mark.

Wer nach Vollendung strebt, wird nie müde, zu lernen. Dieses Wort gilt auch von den Sitten und Gebräuchen im geselligen Leben, nicht bloß den einfachen Anstandsfragen. Besonders aber trifft das Wort auf die Kunst zu leben zu, d. h. auf die praktische Lebensweisheit, die wir zunächst nur mühsam erlernen können. Wie viele Menschen kommen im Leben nicht voran, weil sie nicht verstehen, mit der Welt umzugehen und in schwierigen Lagen keinen Rat wissen. Da ist es denn sehr erwünscht, daß F. von Elz, dessen „Goldenes Anstandsbuch" bereits in vielen Tausenden von Familien Eingang gefunden hat, ein neues Buch veröffentlicht, das seine reifen Erfahrungen in volkstümlicher Form bekannt gibt. Dieses Werk, betitelt „Lebens- und Anstandsfragen", wird sicher noch eine weitere Verbreitung als der vorhergehende Band finden, da er sich nicht auf Anstandsregeln beschränkt, sondern auch zu zahlreichen Fragen des modernen Lebens Stellung nimmt. Während der erste Band naturgemäß das Schwergewicht auf die allgemeine praktische Unterweisung legt, behandelt der vorliegende Band eine Menge von Einzelfragen und schwierigen Fällen, sowie die Entstehung und Entwicklung der Anstandsformen und deren Zustand bei den verschiedenen Völkern. Deshalb ist dieser Band zugleich eine Ergänzung zu den verschiedensten andern kleineren und größeren Anstandsbüchern. Als ein Lehrbuch des weltlichen Lebens ist das Werk außerdem ein Gegenstück zu den mannigfachen Schriften, die nur der religiösen Belehrung und Erbauung dienen.

In dem ersten Abschnitt werden Lebensfragen behandelt, die für jeden Menschen von Interesse sind. Der zweite Abschnitt ist der Liebe und der Ehe gewidmet, und es werden dabei auch mancherlei Fragen erörtert, die gerade in neuerer Zeit im Vordergrund der öffentlichen Diskussion standen, so z. B. die geschlechtliche Aufklärung der heranwachsenden Jugend. In den Ausführungen über Liebe und Ehe steht der Verfasser durchaus auf christlichem Boden, und es ist sehr zu wünschen, daß gerade dieser Abschnitt gelesen werden möge, um manchen von der Lektüre von Schundwerken über Liebe und Ehe abzuhalten. Die übrigen Abschnitte des Werkes befassen sich mit Anstandsfragen der verschiedensten Art. Sie bilden kein systematisches Lehrbuch sondern behandeln eine Menge von Einzelfragen, wie sie bald hier, bald dort im Leben auftauchen und zuweilen zu erregten Erörterungen Anlaß geben Da, wo die verwickelteren Fragen nicht ohne weiteres mit dem gesunden Menschenverstand entschieden werden können, ist versucht worden, eine Lösung zu finden, die frei von jeder Kleinlichkeit und Engherzigkeit dem Geiste der modernen Kultur, der gesitteten Menschheit entspricht.

In seiner Gesamtheit bildet das vorliegende Werk eine Ergänzung des mit so großem Beifall aufgenommenen Goldenen Anstandsbuches. Es kann aber auch ganz unabhängig von diesem gelesen werden, da es durchaus selbständig und in sich abgeschlossen ist. Zudem eignet es sich vorzüglich als Geschenkwerk bei den verschiedensten Gelegenheiten.

Litterarische Novitäten u. Luxemburg. Drucksachen.

Handverkaufs- bezw. Ergänzungstaxe und Pharmacopoea oeconomica nebst Anhang für die Kranken- und Unterstützungskassen des Grossherzogtums Luxemburg. 1909. Th. Schroell (Emil Schroell, Nachfolger). Luxemburg. — 59 + 1 SS. pet. in 4°.

Jahresbericht der Arbeitsnachweisstellen des Großherzogtums Luxemburg. Geschäftsjahr 1908. Luxemburg. — Januar 1909. Ohne Druckerfirma. — 13 SS. pet. in 4°.

Dr. Reuter Pierre. Lettres inédites de Fenélon publiées. (Extrait de la „Revue luxembourgeoise", Tome IV, n° 3.) Luxembourg. M. Huss. 1909. — 25 pp. in 8°.

Union des Sociétés Luxembourgeoises de Gymnastique. XIme Fête Fédérale Luxembourgeoise. IV. Tournoi international. Grand Concours International de Gymnastique organisés par les sociétés de Luxembourg et ses environs. Luxembourg, les 1er, 2, 3 Août 1909. Luxembourg-Gare. Imprimerie Bourg-Bourger. 1909. — 36 pp. in 8°.

Vander Linden E. Moniteur luxembourgeois des tirages. Imprimerie Charles Beffort, rue du St. Esprit, Luxembourg. — pet. in fol. — Journal financier mensuel. — Le N° 1 a paru le 15 janvier 1909.

Vannérus Jules. Revue des Bibliothèques & Archives de Belgique. Le dépôt des Archives de l'État à Anvers. (Extrait du Tome VI, fasc. 6). Hors commerce. Bruxelles. G. Van Oest & Cie, Éditeurs, 16, Rue du Musée. 1908. — 9 pp. in 8°.

Idem. Les Avoués de Luxembourg et de Chiny. Extrait des Publications de l'Institut archéologique du Luxembourg, 1909, Tome XLIV des Annales. Arlon. Imprimerie et Lithographie F. Brück. 1909. — 58 pp. in 8°, avec 1 planche.

Verhandlungen des Vereins für Volks- und Schulhygiene während des Vereinsjahres 1908. Fünfter Jahrgang. Luxemburg. Druck von P. Worré-Mertens. 1909. — 98 + 10 p. in 8°, mit 2 Figg.

Verzeichnis der Kirchen und der Geistlichen in der Diözese Luxemburg für das Jahr 1909. Luxemburg. Druck der St. Paulus-Gesellschaft. 1908. — 56 SS. in 8°.

Wagner Jean-Philippe. Les Oseraies de la Maison Mercier & Cie à Kopstal (Grand-Duché de Luxembourg.) Conférence. Extrait du Journal de la Société centrale d'Agriculture de Belgique. Tome LVI, n° 1, novembre 1908. Bruxelles. Imprimerie Vromant & C°, éditeurs, 3, Rue de la Chapelle, 3. 1903. — 11 pp. (à 2 col.) in 8°, avec 1 planche.

Wagner Jean-Philippe & Büchler M. Mathématiques. Commerce. Comptabilités agricoles. A l'usage de l'enseignement et de l'agriculture. Troisième édition, revue et considérablement augmentée. Ouvrage couronné à différentes reprises aux Expositions universelles; inscrit sur la liste des livres d'agriculture recommandés et honorés de souscriptions par le Ministère des Travaux publics et de l'Agriculture, de l'Instruction publique et de la Guerre en Belgique, de l'Agriculture et de l'Instruction publique en France ;

adopté par le Conseil de perfectionnement en Belgique, etc., etc. Namur. Ad. Wesmael-Charlier, Éditeur, Rue de fer, 53. Paris. Charles Amat, Librairie des Sciences agricoles, Rue de Mézières, 11. Luxembourg. Joseph Beffort, Librairie, Place d'armes. 1908.— XIII + 855 pp. in 8°, avec 470 + 102 figg. dans le texte.

Wagner Joseph. Fabrication des toles noires. (Extrait du Bulletin de l'Union des Ingénieurs sortis des Ecoles spéciales de Louvain). Bruxelles. L'Imprimerie Nationale. 4, Impasse de la Fidélité, 4. 1908. — 43 pp. in 8°, avec 25 figg. dans le texte.

Wampach N., Probst N. & Broos P. Luxemburger Lehrerkalender. 1909. Unter Mitwirkung namhafter Lehrkräfte des Landes veröffentlicht. 1908. Buchdruckerei J. Schrœll (Nachfolger Paul Schrœll), Diekirch. — 135 + 17 + 80 + 33 SS. in 8°.

Warker Nikolaus. Kandsléift oder 't Vergiszmeînnicht vum Mammegrâf. Volks- an Zaldotesteck a 5 Akten. Arel. Verlâg beim N. Warker, Letzeburger-Str. 32; G. Everling, Buchhändler, Krautmârt; A. Willems, Buchhändler, Groûsgasz. 1908. Drock vum G. Everling, Krautmârt, Arel. — 86 + 2 SS. in 8°.

Idem. Op Niklɔsdâg. — Dem ale Fiéschter sei' Bittgank. Zwê Gedichter. Alph. Willems, Buchdröcker, Groûszgâsz, 56, Arel. 1908. — 8 SS. in 8°.

Weiler J.-Joseph. Die Stenographie Duployé für die deutsche Sprache bearbeitet. Fünfte revidierte Auflage. Verlag: Duployé, 36, Rue de Rivoli Paris. O. D. (1909.) — 5 + 30 + 4 SS. in 8°.

Dr. Welter Nikolaus. Ueber den Trümmern. Ein Menschheits-Psalm. Vorgetragen bei Gelegenheit des in Luxemburg am 17. Januar 1909 zu Gunsten der Opfer des Erdbebens in Unter-Italien veranstalteten Wohltätigkeits-Konzerts. Luxemburg-Hollerich. Bahnhof-Druckerei Fr. Bourg-Bourger. 1909. — 4 SS. in 8°.

Idem. In Staub und Gluten. Neue Gedichte. Leipzig. Verlag für Literatur, Kunst und Musik. 1909. (Buch-Druckerei C. Süthen, Gernrode a. H.) — 4 + 119 + 2 SS. in 8°.

Wenger Tony. Deuxième Congrès international pour l'extension et la culture de la langue française. Arlon-Luxembourg-Trèves, 20—23 septembre 1908. I. Section de propagande. A. Les Associations. Note concernant l'action de l'Alliance française dans le Grand-Duché de Luxembourg. S. l. ni nom d'impr. — 13 pp. in 8°.

Wolff Bernard. Das Herzogthum Luxemburg unmittelbar vor der französischen Revolution von 1789. Entworfen. Anhang zu der „Bürgerlich-statistischen Geschichte des Herzogthums Lützemburg von Dom. Constant. München. Herausgegeben und mit Anmerkungen und Zusätzen vermehrt von Martin Blum. Luxemburg. P. Worré-Mertens. 1901. Massstab 1 : 250,000. O. O. n. D. (Luxemburg. Lithographie Th. Schaefer. 1908). — 1 Blatt in Gross-Quart.

Wolff Eugène. Manuel d'histoire de l'art. Luxembourg. Imprimerie Joseph Beffort. 1908. – 90 pp. in 8°.

Zahnen Johann Peter. Rechnen und praktische Geometrie. Uebungsbuch für landwirtschaftliche Winterschulen und ländliche Fortbildungsschulen. Mit 73 Abbildungen. Stuttgart. 1909. Verlagsbuchhandlung Eugen Ulmer. Verlag für Landwirtschaft und Natnrwissenschaften. — VI + 144 + 10 SS. in 8°, mit 73 Abbildungen im Texte.

Zieser Johann. Das amtliche Inventarium des gräflichen Schlosses zu Wiltz vom Jahre 1648. Separat-Abdruck aus „Ons Hémecht". Luxemburg-Bahnhof. Druck von Fr. Bourg-Bourger. 1908. — 22 SS. in 8°.

Ons Hémecht.

Organ des Vereines für Luxemburger Geschichte, Litteratur und Kunst.

Herausgegeben vom Vereins-Vorstande.

15. Jahrgang. — 5. Heft. 1. Mai 1909.

Wann d'Klacke lauden.

1.

Aus menger lĕwer Kannerzêt
Klenkt mir en Tŏn am Ŏer nach;
A wöllt ech gô'n wêss Gott wĕ wêt,
Dé Frend blĕf ömmer bei mir dach.
Dât ass den hêl'je Klackeklaŋk,
Dé mir an d'Sĕl grêift wĕ Gesaŋk;
A klôer get mir haut erĕscht
Dât Wûrt vu menger Mamm gotttrĕscht:
(*Refrain.*) Wann d'Klacke lauden (Bam-Bam-Bam-Bam),
Hief hĕch zum Himmel Hierz ann Hand!
Wel onser Härrgott schekt seng Engel
Mat Gnôde fir all Menschekand;
Gesént ass d'Arbecht, Bierg ann Daļ,
Wann driwer schwieft de Klackeschaļ.

2.

Kaum ass erwächt de jongen Dâg,
Da klappt a klénkt et am Kirchtûr.
»Un d'Arbecht!« rifft de Klackeschlâg,
»Un d'Arbecht!« schaļt et dûrch d'Natur.
Geschafft muss gi vu Klèng a Grŏss,
Wel d'Liewen ass en deiert Kraût;
Net rŏen dârfen Hand a Fŏss,
Bis Feierowend get gelâud.
(*Refrain.*) Wann d'Klacke lauden etc.

3.

Wât ons vu Lĕft a Suerg a Schmierz
Begĕnt op onser Liewensrond,
Dât spîrt a fillt och d'Klackenhierz,
Dât sengt a klôt och hire Mond.
Kèng Uerjel klénkt sŏ hèll, sŏ schĕn,
Wĕ wann hir Stömm onst Glek verzîelt;
Wĕ Mammentrĕne fâlen d'Tĕn,
Wann ons der Dŏd ons Fréde stîelt.
(*Refrain.*) Wann d'Klacke lauden etc.

4.

Huet hire fromme Séjensklaṇk
Dûrch Sonn a Stûrm mech trei beglêd,
Da sô'n ech hinnen hierzlech Daṇk,
A keṇt der Dŏd, ech si berêt.
Drôt dir mech dann an d'ĕwech Rŏ,
Duer wŏ kê Frend mĕ mat mir rêd:
Da rifft vum Tûr èng Stömm iech zŏ
Mei lèschte Wonsch, mei lèscht Gebêt:
Wann d'Klacke lauden (Bam-Bam-Bam-Bam),
Hieft hĕch zum Himmel Hierz ann Hand,
Dass onser Härrgott schekt sên Engel
Mat Gnôde fir e Menschekand
A fĕert an de Stieresaṇ
Sengârem Sĕl beim Klackeschaṇ!

W. G.

Auszug

aus dem vom

Sekretär der Gesellschaft erstatteten Berichte

über das

Wirken des Vereines im Jahre 1908,

vorgetragen

in der Generalversammlung vom 28. Januar 1909.

Meine Herren!

Das verflossene Jahr war für unseren Verein ein sehr verhängnisvolles, ein richtiges Unglücksjahr. Sie alle bedauern schmerzlich mit mir den so plötzlichen und unerwarteten Verlust unseres vielgeliebten und hochverehrten Vereinspräsidenten, des Hrn. Dr. *Josef Weber*.

Am Tage seines Begräbnisses, 5. Oktober, vereinigte sich unser Vorstand und er beschloss in corpore am Leichenzuge teilzunehmen, sowie einen Trauerkranz im Namen des Vereines zu spenden.

Ich habe nicht nötig, des weiteren ein Charakterbild des Verstorbenen zu entwerfen. Sie alle haben ihn gekannt, den Mann mit dem goldenen Herzen, dessen unverwüstliche Arbeitskraft — namentlich im Dienste der Anderen — sprichwörtlich

geworden ist. Sie alle haben ihn am Werke gesehen; Sie alle kennen dessen vorzügliche Eigenschaften allzugut, als dass ich noch weiter darauf einzugehen bräuchte.

Doch möge es mir gestattet sein, meine Herren, aus einem Berichte, welchen Hr. Dr. Weber, als General-Sekretär der »Association des Dames françaises« du Comité de Luxembourg, im Jahre 1906 erstattet hat, einen Passus zu citieren, welchen er der in jenem Jahre verstorbenen Gründerin und Präsidentin besagter Gesellschaft, der hochverehrten Dame Lamort, gewidmet hat.

»Le fait saillant, celui auquel notre attention est rivée malgré tout, nous remplit de tristesse. Madame Lamort s'est éteinte le 16 mai 1906. Une de ses dernières paroles fut pour sa chère Association qu'elle avait fondée, dont elle avait été la première présidente et qu'elle continuait à diriger avec un dévouement et un zèle sans bornes. On peut dire que jamais personne n'a pris à cœur, plus qu'elle, les intérêts d'une œuvre qui était devenue la grande préoccupation de sa vie. Elle présidait toutes les réunions et ne reculait devant aucune démarche, quand elle espérait gagner un nouveau membre, raviver une volonté défaillante ou ramener au bercail une brebis égarée.

»Et comme elle aimait ses collaborateurs, quelle sincère reconnaissance elle avait pour tous ceux qui, de près ou de loin, l'aidaient dans sa délicate mission! Les fonctions de présidente exigent, outre le dévouement, un tact particulier que feu Madame Lamort possédait à un haut degré. C'est ce savoir-faire autant que le charme spécial, se dégageant d'une femme de cœur . . . . . qui explique la sympathie respectueuse dont on entourait sa personne.«

Können wir nicht, mutatis mutandis, mit Fug und Recht jedes einzelne dieser Worte auf den uns so teueren Hingeschiedenen, Herrn Dr. Weber selbst anwenden? Hat er darin nicht selbst sich so gezeichnet, wie er als Präsident der »Hémecht« gewirkt, wie er als solcher uns allen bekannt und von uns allen hochgeschätzt war? Ja, meine Herren, in dem der Dame Lamort gewidmeten Nachrufe, hat Hr. Weber, ohne es zu wissen und zu wollen, seine eigene geistige Photographie, sein eigenes Fühlen und Streben, in der herrlichsten Weise gezeichnet.

Eines weiteren auf das Leben und Wirken dieses so ausserordentlichen Mannes hier einzugehen, glaube ich nicht nötig zu haben. Dafür verweise ich auf dessen Biographie in der »Hémecht« von 1909.

Ebenso werden Sie alle, meine Herren, mit mir einverstanden sein, wenn ich auf unseren seligen Präsidenten auch noch die folgenden Worte anwende, mit welchen er seinen Nachruf an Dame Lamort abschliesst: »Elle n'est plus, mais sa mémoire vivra parmi nous, car son nom est inscrit dans nos annales en lettres ineffaçables.«

Ich möchte Sie, meine Herren, deshalb ersuchen, sich zu erheben, zum Zeichen der Trauer über den Hingang unseres Präsidenten, sowie der übrigen Mitglieder unseres Vereines, welche im Laufe des verflossenen Jahres gestorben sind. (*Diesem Wunsche wird entsprochen.*)

Ja, der grausame Tod hat arg in unseren Reihen gewütet: nicht weniger als acht Mitglieder hat er, ausser dem Präsidenten, uns entrissen. Es sind (alphabetisch geordnet) folgende:

1. Hr. *Binsfeld Philipp*, Pfarrer zu Hellingen;
2. Dame *Collart- de la Fontaine Eugenie*, Rentnerin zu Luxemburg;
3. Hr. *Delvaux Valentin*, Ehren-Notar zu Weiswampach;
4. Hr. *Kuborn Johann*, Kanonikus, Professor und Seelsorger am Gymnasium zu Luxemburg;
5. Hr. *Meyers Johann*, Pfarrer zu Berg-Colmar;
6. Hr. *Petry Prosper*, Ehren-Friedensrichter zu Roodt-an-der-Syr;
7. Hr. *Reuter-Chomé Franz*, Ehrenprofessor zu Luxemburg und
8. Hr. *Wolff Eugen*, Professor am Gymnasium zu Luxemburg.

Mögen sie alle sanft ruhen in Gottes heiligem Frieden!

Mein erstes Wort nach dem Abschiedsgruss an unsere lieben Verstorbenen sei ein Willkommengruss an Sie, meine Herren, die Sie so zahlreich zu unserer heutigen Generalversammlung herbeigeeilt sind. Dank für Ihr Erscheinen!

Unser Verein zählte im verflossenen Jahre, ausser 5 Ehrenmitgliedern, genau 225 Mitglieder, darunter 202 hierlands, 8 in Belgien, 2 in Österreich, 5 in Deutschland, 1 in der Schweiz, 2 in den Reichslanden, 1 in Italien und 4 in Amerika.

In Tauschverbindung standen wir mit genau 50 Gesellschaften, wovon 18 in Belgien, 20 in Deutschland, 5 in Frankreich, 2 in Österreich, 3 in den Reichslanden, 1 in Russland und 1 in der Schweiz.

Wegen der Beschränktheit unserer Geldmittel mussten wir schon seit den beiden letzten Jahren unsere Monatshefte auf je

40 Druckseiten reduzieren; wenn demungeachtet in dem Bande von 1907 die Seitenzahl von 480 weit überstiegen werden konnte, so war das nur geschehen, weil ein Freund unseres Blattes uns dafür einen ausserordentlichen Zuschuss gewährt hatte. Einen solchen Freund aber haben wir für 1908 leider nicht wieder gefunden.

Wenn auch im Jahre 1908 die normale Seitenzahl nicht überschritten werden konnte, so haben doch drei Umstände dazu beigetragen, unsere Vereinsschrift reichhaltiger und vornehmer zu gestalten. Es sei mir erlaubt, etwas näher hierauf einzugehen:

a) Nur 3 von den seit 1895 –1907 erschienenen 13 Jahrgängen haben den letzten Jahrgang (1908) an Zahl der Illustrationen übertroffen. Alle übrigen aber enthielten deren weniger — und sogar viel weniger — als der letzte, welcher, ausser 2 Porträts, 16 Illustrationen aufweist.

b) Wie Sie alle, meine Herren, wissen, hatte ich im Jahre 1901, am Schlusse des von mir herausgegebenen Werkes von Dominik Constantin München »Versuch einer kurzgefassten statistisch-bürgerlichen Geschichte des Herzogthums Lützelburg«, versprochen, dass demselben später noch eine »Karte des Herzogtums Luxemburg aus der Zeit unmittelbar vor der französischen Revolution« beigegeben werden sollte. Dieses Versprechen hatte ich gemacht, infolge eines vom damaligen Vereinsvorstande gefassten Beschlusses. Herr Michel Engels selig hatte sich nämlich erboten, eine solche Karte zu dem genannten Werke zu zeichnen. Leider starb er, bevor er sein Versprechen einlösen konnte. Anderwärts sollte nun aber dieser Plan ausgeführt werden, doch auch daraus wurde nichts. Ich nahm die Sache nun selbst energisch in die Hand und war so glücklich einen Freund zu finden, der bereit war, **unentgeltlich** eine solche Karte zu zeichnen. Die Sache zog sich wohl etwas in die Länge; schliesslich aber hatte ich doch die Genugtuung, mit dem letzten Dezemberhefte die recht schöne Karte an Sie alle versenden zu können. Ehre und Dank deshalb dem Zeichner, Herrn *Bernard Wolff*, Sparkassen-Beamter zu Limpertsberg, für diese unserem Vereine erwiesene Wohltat. (*Allgemeiner Beifall.*)

c) Trotz der beschränkten Mittel war ich endlich so glücklich, Ihnen mit dem letzten Dezemberhefte auch noch eine Doppellieferung der »Bibliographie luxembourgeoise« (begreifend die mit den Buchstaben *K* und *L* beginnenden Autor-Namen) zusenden zu können. Mit den beiden Lieferungen V und VI ist der erste Band dieses mit ausserordentlich vieler und beschwer-

licher Arbeit verbundenen Werkes zum Abschlusse gelangt. Möchten in Zukunft die Mittel es gestatten, den zweiten Band eher fertig stellen zu können. Dies ist mein heissester Wunsch.

Wenn ich nun auf den Inhalt der von uns im Jahre 1908 gelieferten Arbeiten einen Rückblick werfe, dann darf ich frei behaupten, dass wir in dieser Hinsicht hinter keinem der anderen Jahrgänge zurückgeblieben sind.

Die Dichktunst ist vertreten mit 13 Stücken, wovon 8 in hochdeutscher Sprache und 5 in unserem Luxemburger Dialekte abgefasst sind. Eine ganz besondere Erwähnung verdienen die in so rührenden, klagenden Tönen zum Herzen dringenden »Zwĕn Dŏdekränz«, gezeichnet: E Frend.

Dann möchte ich noch hinweisen auf ein anderes, recht nettes Gedicht »Fir dĕ Arem«. Es stammt her von einem jungen, bisher noch unbekannten Dichter, der in seiner Bescheidenheit das Anonymat bewahrt wissen will. Das aber darf ich verraten, dass er auch der Verfasser des Gedichtes »Hĕch ons Sprŏch!« ist, welches in Webers Biographie vorkommt.

Ihnen beiden, sowie auch den Herren *Lamesch*, *Hostert* und *Hülsemann* sei ebenfalls der beste Dank der Gesellschaft für ihre Gedichte ausgesprochen.

Herr Pfarrer *Koenig* hat die so interessante »Geschichte des Klosters der Trinitarier zu Vianden« zu Ende geführt, dagegen eine neue Arbeit „das Grossherzogtum Luxemburg unter Wilhelm III.", begonnen. Diese Arbeit bildet den Schlussstein seiner über unsere Regenten des XVIII. und XIX. Jahrhunderts bereits früher veröffentlichten Arbeiten und kann also einigermassen als Abschluss zur »Geschichte des Luxemburger Landes« von Dr. *Johann Schætter* gelten, welche bereits im Jahre 1880 von den Herren Professoren *Herchen* und *van Werveke* herausgegeben wurde. Es ist das ein Verdienst des Hrn. *Koenig*, welches gebührend hervorzuheben ist.

Auf dem Felde der Luxemburger Biographie finden wir verschiedene Arbeiten der Herren *Hülsemann* (Leben des Pfarrers Nikolaus Leonardy), *Zieser* (Dom Bernard Weis, letzter Abt zu Maria-Münster), *Arendt* (Un portrait inédit de Clement Lefebvre, 54ᵉ abbé de St. Hubert) und Jesuitenpater *Fox* (P. Johann Thierry, von Macher, S. J.), welche vollständig abgeschlossen sind. Namentlich erwähnenswert ist der Aufsatz des P. *Fox*, welcher unumstösslich nachweist, dass unser berühmter Landsmann P. Mæcherentinus, ein Grevenmacherer Kind ist und *dass es überhaupt keinen Königsmacherer* Jesuiten Thierry gibt. Ausserdem

ist noch von Hrn. *Reiners* der Anfang einer Biographie über den berühmten Abt Bertels, den ersten Verfasser einer luxemburgischen Geschichte, erschienen.

Bezüglich der Geschichte adeliger Häuser haben wir ebenfalls mehrere Arbeiten zu verzeichnen: Vor allem die Fortsetzung von »Les anciens Dynastes d'Esch-sur-Sûre«, Arbeit des Hrn. *Vannérus,* die im In- und Auslande, namentlich in Belgien und Frankreich, berechtigtes Aufsehen erregt hat und die im laufenden Jahrgang ihren Abschluss finden wird; sodann »Das amtliche Inventarium des gräflichen Schlosses zu Wiltz vom Jahre 1648«, nach einem alten Hrn. *Koenig* angehörigen Manuscripte, von Hrn. *Zieser* veröffentlicht. Hierzu können wir auch einigermassen zählen die Arbeit des Hrn. *Diderrich* »Analyse raisonnée des Registres de la paroisse de Puttelange-lez-Rodemack. 1748—1792.«

Auch der von Hrn. *Depoin* zu Ende geführte erste Teil seiner »Études sur le Luxembourg à l'Époque Carolingienne«, betitelt: »Le domaine de Mersch et ses possesseurs«, ist eine für die Geschichte unseres Landes hochwichtige Arbeit, welche sich auf ein recht reichhaltiges Quellenmaterial stützt und die gewiss in Gelehrtenkreisen ihre volle Anerkennung finden wird.

Die Archäologie ist vertreten durch die »Studie über mittelalterliche Kriegsmaschinen« unseres bewährten Kunstarchäologen Hrn. Ehrenstaatsarchitekten *Arendt,* die »Causerie sur les ruines du château de Vianden«, von einem angehenden jungen Luxemburger Architekten, und die »Traces de substructions romaines à Hamm« von Hrn. Distriktsarchitekten *Knepper.*

Die von mir veröffentlichten »Beiträge zur kirchlichen Geschichte des Luxemburger Landes« mussten einstweilen ausfallen, um anderen Herren für ihre Arbeiten Platz zu lassen; hoffentlich werde ich aber in nicht allzuferner Zeit mit deren Fortsetzung aufwarten können.

Sodann habe ich die »Sammlung von (meist ungedruckten oder nur auf fliegenden Blättern erschienenen) Aktenstücken zur Geschichte unseres Gnadenbildes« um 17 Stücke vermehrt und gedenke auch in diesem Jahre noch weitere zu veröffentlichen.

Um einem uns schon öfter gemachten Einwande zu begegnen, »es erschienen fast nur längere Aufsätze, während doch kleinere auch von Interesse seien, ja das Blatt dadurch an Reichhaltigkeit nur gewinnen könne«, habe ich begonnen, die »Mélanges relatifs à l'histoire de Luxembourg« zu veröffentlichen, und gedenke ich auch in Zukunft dasselbe zu tun. Auch der von Hrn. *Koenig*

veröffentlichte »Bau-Vertrag über ein Wohnhaus, Kelterhaus und Stall zu Wormeldingen 1792« gehört in diese Kategorie.

In seinem vorjährigen Berichte hatte Hr. Präsident *Weber* Klage geführt, es seien 1907 nicht genug Referate über Luxemburger Werke erschienen. Das letzte Jahr nun brachte solche über 12 verschiedene Bücher (darunter einige in unserm Dialekt von *Menard* und *Warker*), von denen ich namentlich die längeren Abhandlungen unseres Landsmannes Dr. *Martin Schweisthal* in Brüssel über zwei Inaugural-Dissertationen junger siebenbürgischer Philologen über die Verwandtschaft ihrer Sprache mit unserm Dialekte ganz besonders erwähnen möchte.

Aus diesem kurzen Ueberblicke ersehen Sie, meine Herren, welch reichhaltigen und mannigfaltigen Stoff die »Hémecht« im Jahre 1908 gebracht hat. Sie haben auch gehört, wie vieles wir mit wenigem Gelde zu stande gebracht haben.

An uns allen nun ist es zu sorgen, dass auch in der Zukunft *noch recht viele Jahrgänge* sich demjenigen von 1908 ebenbürtig anschliessen, und das vermögen wir, wenn wir treu und unentwegt festhalten an unserem Vereine und dessen Organ unterstützen durch Abonnement, durch Beiträge aller Art und auch namentlich dadurch, dass wir uns alle bestreben, demselben stets neue Freunde und Gönner zu verschaffen.

Zum Schlusse möchte ich Hrn. Professor Dr. *Jakob Meyers* noch danken für die schönen Worte, mit welchen er der »Hémecht« in seiner Leichenrede auf Dr. Weber gedacht hat, »une de nos revues aussi les plus méritantes.«

M. BLUM.

Ankündigung.

Am zweiten Donnerstag des Monates Mai, d. h. am **13. Mai,** präzis um **halb drei Uhr** Nachmittags, findet eine

General-Versammlung

der »**Hémecht**« statt im **Gesellenhause, erste Türe links vom Eingange,** wozu alle Mitglieder höflichst und freundlichst eingeladen sind. Unter anderem wird Hr. **Arendt** einen Vortrag halten:

Allgemeines über Burgenkunde, mit Bezugnahme auf inländische Burgen und Schlösser.

Um zahlreiche Beteiligung bittet ergebenst

Der Vorstand.

Verzeichnis der Mitglieder[1)]

des

Vereines für Luxemburger Geschichte, Litteratur und Kunst.

(Ons Hémecht).

A. Vorstands-Mitglieder.

Hr. **Dr. Gœrgen Wilhelm**, Professor am Gymnasium, Luxemburg, Präsident.
Hr. **Brück-Faber Johann Peter**, Verwalter der Staatlichen Besserungs-Anstalten, Stadtgrund, Vize-Präsident.
*Hr. **Blum Martin**, Beneficiat zu U. L. Fr. an der Kathedrale, Hollerich, Schriftführer.
Hr. **Ensch Nikolaus**, Eigentümer, Luxemburg, Schatzmeister.
Hr. **Arendt Karl**, Ehren-Staatsarchitekt, Luxemburg, Arsenalavenue, 1, Mitglied.
Hr. **Kœnig Alexander**, Pfarrer zu Mensdorf, Mitglied.
Hr. **Dr. Meyers Jakob**, Professor am Gymnasium, Luxemburg, Mitglied.

B. Ehren-Mitglieder (Membres d'honneur).

Exc. Hr. **Dr. Eyschen Paul**, Staatsminister, Präsident der Regierung, Luxemburg.
Hr. **Dr. Mongenast Matthias**, Finanzminister, Luxemburg.
Mgr. **Koppes Johannes-Josef**, Bischof von Luxemburg.
Hr. **Dr. Kurth Gottfried**, Direktor des historischen Institutes von Belgien, Rom.
Hr. **Dr. Waltzing Johann-Peter**, Professor an der Universität Lüttich.

C. Wirkliche Mitglieder.

Hr. **Bassing Theodor**, Gemeinde-Sekretär, Vianden.
Hr. **Beck Christian**, Pfarrer, Hemsthal.
Hr. **Bellwald N.**, Steuer-Einnehmer, Fels.
Hr. **Clemen Paul**, Inspektor des Enregistrements, Luxemburg.
Mr. **Depoin Joseph**, Sténographe de la Chambre des Députés, Président de l'Institut sténographique, 150, Boulevard St.-Germain, Paris.
Hr. **Diderrich Emil**, Grand Hôtel de l'Europe, Bad-Mondorf.
Hr. **Duchscher Andr.**, Industrieller, Wecker.
*Hr. **Dr. Gredt Nic.**, Ehren-Direktor am Athenäum, Luxemburg.
Mgr. **Dr. Haal Bern.**, Domprobst, Dechant zu St.-Michel, Luxemburg.
Hr. **Dr. Held Ludwig**, Domherr, Professor am Priester-Seminar, Luxemburg
*Hr. **Dr. Herchen J.-A.**, Professor am Gymnasium, Clausen.
Hr. **Hostert Michel**, emeritierter Pfarrer, Keispelt.
Hr. **Hülsemann Wilh.**, Pfarrer, Bœgen (Clerf).
Mgr. **Dr. Kirsch Joh.-Pet.**, Universitäts-Professor, Freiburg (Schweiz).
Hr. **Dr. Klein Edmond**, Professor an der Industrie- und Handels-Schule, Luxemburg.

[1)] Die Namen der Herren Gründungsmitglieder sind mit einem * bezeichnet.

*Hr. **Knaff Arthur,** Ehren-Telegraphen-Inspektor, Luxemburg.
Hr. **Knepper Joh.-Peter,** Distrikts-Architekt, Diekirch.
Hr. **Kuborn Heinr.,** Pfarrer, Düdelingen.
Hr. **Lamesch Wilh.,** Lehrer, Schüttringen.
Hr. **Lech Friedrich,** Kanonikus und Dompfarrer, Luxemburg.
Mr. **Lefort Alfred,** notaire honoraire, 5, Rue d'Anjou, Reims (France).
Mr. **Loes Fr.,** curé, Hondelange-lez-Arlon.
Hr. **Ludovicy P.,** Beamter, Esch-a.-Alz.
Hr. **Müller-Stork Michel,** Lehrer, Luxemburg-Limpertsberg.
Hr. **Pint Peter,** emeritierter Pfarrer, Binsfeld.
Hr. **Dr. Pünnel Joh.-Peter,** Dechant, Remich.
Hr. **Reiners Adam,** emeritierter Pfarrer, Hollerich, Feldchenstrasse.
Hr. **Dr. Schmitz Jakob,** Professor am Gymnasium, Luxemburg.
Hr. **Schneider Edm.,** Pfarrer, Fischbach (Mersch.)
Hr. **Spedener Gregor,** Postbeamter, Luxemburg.
Hr. **Spoo C.-M.,** Deputierter und Industrieller, Esch-a.-Alz.
Hr. **Dr. Thorn Aug.,** Advokat-Anwalt, Luxemburg.
Mr. **Vannérus Jules,** Conservateur des Archives de l'État, 9, Chaussée de Mons, Cureghem-Bruxelles.
Hr. **Wenger Tony,** Einnehmer der Hospize, Luxemburg.
Hr. **Werner Heinrich,** Pfarrer, Sandweiler.
Hr. **Wolff Joh.-Peter,** Liquidator, Eich.
Hr. **Zorn Wilh.,** Pfarrer, Sæul.

D. Korrespondierende Mitglieder.

Hr. **Berens J.,** Industrieller, Rümelingen (Esch a. Alz.)
Dom. Berlière Ursmer, O. S. B., Maredsous (Belgique).
Mr. **Bertrand E.-P.,** President of the Farmers' and Merchants' State-Bank Sleepy Eye, Minn. (United-States) of North-Amerika.
Hr. **Dr. Bestgen Joh.-Peter,** Professor am Gymnasium, Echternach.
Hr. **Dr. Bian Felix,** Deputierter und Notar, Redingen-a.-Att.
Hr. **Biel Peter,** emeritierter Pfarrer, Grevenmacher.
Hr. **Bisdorff Joh.,** Pfarrer, Oberkerschen.
Hr. **Biver Nic.,** Pfarrer, Pfaffenthal.
Hr. **Blum Franz,** Eigentümer und Rentner, Burglinster.
Hr. **Dr. Blum Ludw.,** Chemiker, Esch-a.-Alz.
Hr. **Bomb Nic.,** Paramentenhändler, Luxemburg.
R. P. **Bohn Vict.** C. SS. R., au couvent des PP. Rédemptoristes, Echternach.
Hr. **Bormann Joh.,** Pfarrer, Oberkorn.
Hr. **Bové Pet.,** emeritierter Pfarrer, Diekirch.
Mr. **Brasseur Camille,** Ingénieur, Luxembourg-gare, boulevard de Hollerich.
Hr. **Dr. Brincour Jos.,** Deputierter und Advokat-Anwalt, Luxemburg.
Hr. **Brücher P.,** Gendarmerie-Brigadier, Bad-Mondorf.
Hr. **Brück Hubert,** Sekretär der Staatsanwaltschaft, Luxemburg.
Hr. **Bourg-Bourger Franz,** Buchdrucker, Luxemburg-Bahnhof.
Hr. **Chomé Emil,** Direktor des Syndikats für Roheisen, Luxemburg.
Hr. **Claude Joh.-Pet.,** Gemeinde-Sekretär, Esch-a.-Alz.
Hr. **Clemen Heinr.,** Domherr und Dechant, Mersch.
Hr. **Clement Victor,** Kaufmann, Luxemburg.

Hr. **Dr. Conzemius Alfr.**, Pfarrer, Lenningen.
Hr. **Cravat Nic.**, Pfarrer, Mertert.
Hr. **Dr. Dasburg Victor**, Arzt, Fels.
Hr. **Dr. Decker Aloys**, Zahnarzt, Luxemburg.
Hr. **Dr. Delvaux**, Arzt, Luxemburg-Bahnhof.
Hr. **Demander Nic.**, Pfarrer, Syren.
Hr. **Demuth A.**, Pfarrer, Wahl.
Hr. **Demuth Peter**, Pfarrer, Brandenburg.
Hr. **Derulle Ern.**, Konsular-Agent der Vereinigten Staaten, Nordamerika's Luxemburg.
Hr. **Dondelinger**, Minen-Ingenieur, Luxemburg.
Hr. **Donven Nicolaus**, Pfarrer, Tetingen.
Hr. **Dutreux Tony**, Rentner, Luxemburg.
Hr. **Düttmann-Krombach**, Rentner, Luxemburg.
Hr. **Eichhorn Alfr.**, Deputierter und Notar, Mersch.
Hr. **Elinger Joh.**, Kaplan, Breidweiler.
Hr. **Erasmy Matthias**, Privatpriester, Studiosus an der Universität Bonn.
Hr. **Dr. Ewen**, Professor am Gymnasium, Trier.
Hr. **Dr. Faber**, Professor am Theresianum, 10, Alois Drasche Park, Wien IV. (Österreich.)
Hr. **Faber**, Notar und Bürgermeister, Bettemburg.
Hr. **Fischer Julius**, Ingenieur, Mitglied des Staatsrates, Hollerich.
Hr. **Flammang Nic.**, Lehrer, Luxemburg.
Hr. **Frantz Bern.**, Pfarrer, Eischen.
Löbl. **G. Franz'sche Buchhandlung**, 5, Perusa-Strasse, München.
Hr. **Gemen Ed.**, Industrieller und Kaufmann, Diekirch.
Hr. **Gengler Alfons**, Pfarrer, Oberpallen.
Hr. **Gindorff Alfons**, Rentner, Luxemburg, Neutor-Strasse.
Hr. **Dr. Grechen Matth.**, Arzt, Luxemburg.
Hr. **Gushurst Felix**, Pfarrer, Tarchamps.
Mr. **Habran Victor**, curé, Erneuville (Belgique.)
Hr. **Hartmann J.-P.**, Weingrosshändler, Ettelbrück.
Hr. **Heinericy Gottfr.**, Pfarrer, Mertzig.
Hr. **Hemmer Ed.**, Deputierter und Notar, Cap.
Hr. **Hemmer Karl-Ferd.**, Perceptor, Ettelbrück.
Hr. **Dr. Henrion J.-P**, Regierungsrat, Luxemburg.
Hr. **Herr Phil.**, Supernumerar des Enregistrements, Esch-a.-Alzette.
Hr **Herzig-Müller**, Goldschmied, Luxemburg.
Hr. **Heynen Aug.**, Notar, Niederanven.
Löbl. **J.-C. Hinrich'sche Buchhandlung**, 32, Grimmaische Strasse, Leipzig.
Hr. **Dr. Hostert Alfons**, Domherr und Dechant, Echternach.
Hr. **Dr. d'Huart Mart.**, Direktor am Gymnasium, Echternach.
Mr. **Dr. Huss Matth.**, Advoc. and Notary publ. 55, Deaborn Street, Chicago, Ill. (United-States of North-Amerika)
Hr. **Dr. Huss Matth.**, Redakteur, Buchdrucker und Deputierter, Luxemburg.
Hr. **Jentgen Bonav.**, Pfarrer, Bauschleiden.
Hr. **Johannes Wilhelm**, Oekonom am Bischöfl. Konvikt, Luxemburg.
Hr. **Kæseh Joh.-Peter**, Eisenbahn-Sekretär, Luxemburg.
Rev. Fath. **Kasel John-M.**, Professor of the catholic Normal-School, St.-Francis (United-States of North-America.)

Hr. **Kauffmann Johann**, emeritierter Lehrer, Bürgermeister, Bartringen.
Hr. **Kaufmann Joh.**, Pfarrer, Derenbach.
Hr. **Kaufmann Wilh.**, Professor am Priesterseminar, Luxemburg.
Hr. **Kayser Heinrich**, Pfarrer, Schieren.
Hr. **Kayser Johann-Peter**, Pfarrer, Rambruch.
Hr. **Kayser Peter**, Pfarrer, Lellig.
Hr. **Keriger Nic.**, Pfarrer, Schuweiler.
Hr. **Dr. Kieffer Georg**, Professor am Priesterseminar, Luxemburg.
Hr. **Klingenberg**, Hypotheken-Bewahrer, Luxemburg.
Hr. **Kneip Peter**, Hypotheken-Bewahrer, Luxemburg.
Hr. **Kœnig Joh.-Peter**, Architekt, Luxemburg.
Mr. **Koltz Eugène**, Directeur des brasseries Van Tilt, Louvain.
*Hr. **Kraus Matth.**, Buchhändler, Luxemburg.
Hr. **Dr. Krombach Wilh.**, Arzt, Luxemburg-Bahnhof.
Mme **Laval-Metz**, Eich.
Mr. le **Dr. Leclerc**, Chanoine et professeur au Grand-Séminaire. Namur.
Hr. **Leonardy Franz-Josef**, Pfarrer, Elvingen (Ospern).
Hr. **Macher**, ehemaliger Deputierter, Remich.
Hr. **Majeres Joh.**, Pfarrer, Reisdorf..
Hr. **Majerus Leo**, Notar, Luxemburg.
Hr. **Majerus Mich.**, Pfarrer, Syr.
Hr. **Dr. Massarette Joseph**, Publicist, Borgo di San Spirito, 41, Roma (Italia.)
Hr. **Mathieu Karl**, Deputierter, Wiltz.
Hr. **Mergen J.-P.**, Pfarrer, Esch-a.-Alz.
Hr. **Mille Jos.-Nestor**, Pfarrer, Bad-Mondorf.
Hr. **Mirgain Michel**, Pfarrer, Hoscheid.
Hr. **Mœs Nic.**, Pfarrer, Berburg.
Hr. **Mousel Emil**, Brauereibesitzer, Clausen.
Hr. **Müllenberger Fr.**, Geometer, Redingen a. Attert.
Hr. **Dr. Müller Heinr.**, Pfarrer, Ettelbrück.
Hr. **Dr. Müller Matth.**, Pfarrer, Hamm.
Mr. **Müller**, curé, Sampont-lez-Arlon.
Hr. **München Alfons**, Ingenieur, Bürgermeister und Deputierter, Luxemburg.
Hr. **Dr. Nepper Dom.**, Direktor der Staats-Ackerbauschule, Ettelbrück.
Mr. **Nitschké Pierre**, Professeur honoraire, 29, Rue Dodœns, Anvers.
Hr. **Peffer J.-P.**, Dechant, Clerf.
Hr. **Peters Alb.**, Buchhalter, Luxemburg (Tiergarten.)
Hr. **Pinth J.-P.**, Professor an der Staats-Handwerkerschule, Luxemburg.
Hr. **Pinth Theophil**, Hauptkassen-Rendant, Differdingen.
Hr. **Poncelet M.**, Postinspektor, Luxemburg.
Hr. **Post Nic.**, Domherr und Dechant, Grevenmacher.
Hr. **Pütz Johann**, Minendirektor, Differdingen.
Hr. **Prüm Emil**, Deputierter und Bürgermeister, Clerf.
Hr. **Razen Emil**, Vikar, Düdelingen.
Hr. **Rehlinger M.**, Pfarrer, Oetringen.
Hr. **Reichling J.-P.**, Pfarrer, Reckingen-an-der-Mess.
Hr. **Reinard Joh.**, emeritierter Gendarmerie-Wachtmeister, Hollerich.
Hr. **Reiter Peter**, Pfarrer, Hagen-Kleinbettingen.
Dom Renaudin Paul, O. S. B., Abbé de Saint-Maur, Baronville, par Beauraing (Belgique.)

Rev. Fath. **Reuland John**, 501, Park-Street, Syracuse, New-York (United-States of North-Amerika.)

Hr. **Rodenbour Nic.**, Pfarrer, Holler.

Hr. **Ross M.**, Gemeinde-Sekretär, Bettemburg.

Hr. **Rouff P.**, Beamter der Prinz-Heinrich-Bahn, Luxemburg.

Hr. **Salentiny Lucien**, Notar, Ettelbrück.

Hr. **Sax Joh.**, Pfarrer, Niederdonven.

Hr. **Sax Johann-Baptist**, Regierungsrat, Pfaffenthal.

Hr. **Dr. Schaack Hyac.**, Ehren-Professor am Athenäum, Luxemburg.

Hr. **Schadecker Nic.**, Pfarrer, Bech-Kleinmacher.

Hr. **Schaul** Nik., Vikar, Bonneweg.

Hr. **Schaus Joh.**, Coadjutor am Bischöflichen Konvikt, Luxemburg.

Hr. **Dr. Schilz Pet.**, Ehren-Domherr, Direktor des Bischöflichen Convictes und Deputierter, Luxemburg.

Hr. **Schlechter Dominik**, Bevollmächtigter der Emmericher Waren-Expedition, Luxemburg, Bädergasse.

Hr. **Schmit Dom.**, Lehrer, Weiler-zum-Turm.

Hr. **Schmit Joh.**, Gefängnis-Seelsorger, Stadtgrund.

Hr. **Schock Thomas**, Pfarrer, Bissen.

Hr. **Schuller Matth.**, Pfarrer, Roodt (Redingen a. Att.)

Hr. **Dr. Schumacher Aug.**, Arzt, Luxemburg.

Hr. **Schumann Ed**, Steuerkontrolleur, Diekirch.

Hr. **Sevenig Jos.**, Vikar zu St. Michel und Gesellenpräses, Luxemburg-Bahnhof.

Hr. **Dr. Steichen Eug.**, Advokat-Anwalt, Luxemburg.

Hr. **Stein Matth.**, Professor an der Normalschule, Luxemburg.

Hr. **Stifft E.**, Ehemaliger Hüttendirektor, Luxemburg, Eicherberg.

Hr. **Stirn Joh.**, Pfarrer, Nœrtringen.

Hr. **Stomps Wilh.**, Hof-Musikalienhändler, Luxemburg.

Hr. **Theves Heinr.** Pfarrer, Mörsdorf (Mersch).

Hr. **Dr. Thill** Joh., Religionslehrer und Almosenier am Gymnasium, Luxemburg.

Hr. **Thill Joh.**, Domherr und Dechant Diekirch.

Hr. **Thinnes Peter**, Pfarrer, Bonneweg.

Hr. **Tudor**, Rentner, Rosport.

Hr. **Urbany Phil.**, Kassierer der Grund-Credit-Anstalt, Luxemburg.

Hr. **Dr. Vannérus Heinrich**, Grossherzogl. Geschäftsträger und Obergerichtshofs-Präsident, Luxemburg.

Hr. **Wagner Joh.-Phil.**, Ehren-Professor an der Staats-Ackerbauschule, Ettelbrück.

Hr. **Dr. Wagner Victor**, Vikar, Pfaffenthal.

Hr. **de Waha Fr.-K.**, Pfarrer, Arsdorf.

Hr. **Dr. de Waha Matth.**, Ehren-Professor am Athenäum, Luxemburg.

Hr. **Waltzing Jac.**, Pfarrer, Kopstal.

Dame Witwe **Weber Joseph**, Theaterplatz, Luxemburg.

Hr. **Weiker**, Agronom, Sandweiler.

Hr. **Welter Gabriel**, Student, Kurzel-Urville (Lothringen.)

Hr. **Wengler Mich.**, Minen-Aufseher, Luxemburg.

Hr. **Dr. Wilhelm Jul.**, Professor am Gymnasium, Clausen.

Hr. **Dr. Wilhelmy**, Advokat-Anwalt, Luxemburg.

Hr. **Winkel Aug.**, Pfarrer, Kaundorf.

Hr. **Witry A.**, Notar, Echternach.
Hr. **Wolff Bernard,** Sparkassen-Beamter, Limpertsberg.
Hr. **Dr. Woltrink Joh.** Professor am Priesterseminar, Luxemburg.
Bibliothèque nationale (Athénée), Luxemburg. (2 exemplaires).
Löbl. **Lese-Gesellschaft,** Luxemburg (Gesellenhaus).
R. P. **Rektor des Redemptoristenklosters,** Luxemburg.

ÉTUDES SUR LE LUXEMBOURG

A L'ÉPOQUE CAROLINGIENNE.

Ricoin III fut créé duc de Lotharingie par Arnoul après le 28 août 892, date où périt assassiné Meingaud de Wormsfeld. Il figure avec le titre de duc dans un diplôme d'Arnoul qui nous est connu seulement par une confirmation émanant de l'empereur Frédéric II [405]).

Ce document rappelle un jugement rendu par le roi de Germanie, à Constance où l'évêque de Toul Arnaud était allé le trouver à son retour d'Italie, à l'automne de 894.

Le prélat représentait au roi un précepte de Dagobert III [406]) interdisant d'élever des défenses militaires *(munitiones castelli)* dans un ban de quatre lieues autour de la cité de Toul. Au mépris de ce privilège, des forteresses avaient été construites dans ce périmètre par les comtes Etienne (de Chaumontois), Gérard et Mafroi IV. Sur la plainte de l'évêque [407]), Arnoul manda

---

405) Calmet, t. II, Preuves, p. clx. Il n'y a pas à s'émerveiller si „les formules de cet acte" — telles qu'elles sont transcrites par la chancellerie d'Allemagne au XIIIme siècle — „dénotent une époque bien postérieure" à celle d'Arnoul; d'ailleurs „il ne s'ensuit pas — déclare Parisot (p. 507), — de ce que le diplôme ait été fabriqué (*disons* remanié) au XIIme ou au XIIIme siècle (*sûrement* au XIIIme), que les faits relatés soient inventés." Évidemment.

406) Ce précepte émane, sans nul doute, de Dagobert III qui, d'après sa vie fut pourvu tout d'abord, du vivant de son père Childebert, du gouvernement de l'Austrasie, région dans laquelle il périt assassiné le 24 juin 715. C'est seulement au VIIIme siècle que les prescriptions relatives à la construction des forteresses se conçoivent.

407) Arnaud mourut un 4 décembre d'après le *Liber vitae* de Remiremont (*Neues Archiv*, XIX, 66). Comme il est certain que son successeur Ludelme ne fut intronisé qu'à la fin de 895, son élection ayant été retardée par l'incendie de la ville le 31 mars de cette année, il est tout-à-fait impossible de supposer, avec Parisot, que le siège resta vacant depuis le 4 décembre 893. C'est donc le 4 décembre 894 qu'Arnaud finit ses jours, et le diplôme daté du 13 juin, qui parle de sa mort, doit être fixé à 895 et non à 894, comme l'indiquent les *Regesta* de Bœhmer-Mühlbacher (n° 1849).

les transgresseurs au parlement de Worms, qui les condamna à payer une somme de dix livres au fisc, et à une amende honorable [408]).

Le précepte de Dagobert III fut confirmé *interventu filii nostri Zuenteboldi et Riccovindi ducis,* dit le roi. Il est bien connu par Réginon qu'en 894 Arnoul, de retour d'Italie, tint à Worms une assemblée où il convoqua les seigneurs lorrains et essaya, mais en vain, de leur imposer son fils naturel comme souverain. De ce chef donc, le diplôme dont nous parlons trouve une confirmation qui a son intérêt.

Dans le texte qui nous est parvenu par la transcription faite sous Frédéric II, le nom de *Riccovindus* s'est transformé en *Vilcovindus*; il est pourtant encore assez reconnaissable; mais nul ne songerait à le deviner sous l'étrange graphie *Vizemundus* adoptée par Robert Parisot.

Le *Liber vitae* de Remiremont confirme la qualité prise alors par Ricoin III et note au 15 novembre l'obit de *Riquinus dux*; or la valeur de ce manuscrit, exclusivement utilisé de 860 à 970, et où les mentions ont toutes été faites extemporanément, est hors de toute contestation [409]).

Nous ne connaissons pas le nom de la femme de Ricoin III; on peut se demander si ce ne serait pas la *Ricuvara ductrix* dont parle un diplôme de Henri II en 1015, confirmant à Saint-Vanne de Verdun des vignes à Arnaville (*Arnaldi villa*) au confluent du Rupt de Mad et de la Moselle [410]). Elle devait être de très-haute naissance, car le fils et successeur de Ricoin III à Verdun, Ricoin IV, reçoit de Charles-le-Simple l'épithète de *vir nobilissimus,* qui implique une parenté [411]) avec la maison royale.

Ricoin III est mort — presque aussitôt après l'assemblée de Worms, — le 15 novembre 894, puisque l'homonyme qui ad-

---

[408]) On faisait porter aux délinquants un objet vulgaire — une bûche, par exemple, ou un chien, — hors des murs jusqu'à la première borne milliaire. Cette cérémonie expiatoire *disparut* au XIVme siècle, elle était un reste de vieilles mœurs, et il faudrait bien se garder de la considérer comme une institution alors récente.

[409]) *Neues Archiv*, XIX, 70. Parisot (p. 663, note) reconnaît que ce duc Ricoin est certainement différent du comte de Verdun assassiné par Boson IV, car à ce dernier Ricoin aucun document ne donne le titre de *duc.*

[410]) Ce diplôme a été publié d'après un texte correct dans les *Jahrbücher der Gesellschaft für Lothringische Geschichte*, 1898, p. 428. Il porte: „vineas in Arnaldi villa ex dono Ricuvare ductricis, cum manso indominicato." Le terme de *ductrix* ne se rencontre guère qu'au Xe siècle.

[411]) Nouv. acq. lat. 1283, fol. 65.

ministre le Verdunois en août 895 n'a que le titre de comte. Il est à présumer qu'Arnoul ne désigna pas de suite un duc, afin d'éviter un conflit d'autorité entre un nouveau titulaire et son fils Zuentebold qu'il comptait bien — comme cela se fit en 895 — élever sur le trône de Lorraine. C'est donc à Ricoin IV qu'il faut attribuer l'intervention en faveur de l'église de Trèves auprès du roi Zuentebold, conjointement avec Wigeric du Blois, le 13 janvier 899 [412]).

Ricoin IV succéda à son père à Verdun et nous est connu par ses divers mariages. Le premier fut contracté avec la fille d'Enguerran, belle-fille du roi Hugues de Lorraine. Hugues ayant eu un fils de Frérée, qui fut Hugues II comte de Toul, on conçoit que, pendant la minorité de cet enfant, le Toulois ait été administré par Ricoin III, père du beau-frère de l'héritier, puis par Ricoin IV.

De la première union de Ricoin IV sortit un Enguerran (*Angilramnus*) qui fut fait archidiacre de Toul par l'évêque Dreux, très probablement fils de Hugues de Lorraine et de Frérée, car Charles-le-Simple le qualifie son *consanguineus* [413]). Le 12 février 912, Charles-le-Simple étant à Rouffach, peu après son entrée en Lorraine, approuvait un précaire très-avantageux pour cet archidiacre [414]).

Ricoin IV qui figure comme intercesseur avec Dreux dans ce diplôme, fut donc un des premiers partisans de l'annexion de la Lorraine à la France. Le 11 juin 913 on le retrouve auprès de Charles-le-Simple, à l'abbaye de Saint Arnoul de Metz où le roi vient prier sur la tombe de l'auteur de sa race. Il obtient du prince la confirmation d'un diplôme de Louis l'Enfant, donné le 26

---

412) Parisot, p. 548, note 2.

413) *Nos videntes rectam predicti pontificis, Drogonis scilicet, proclamationem, . . . pro anime nostre remedio, seu* pro fidelitate et consanguinitate ipsius, . . . (Diplôme de 912 pour Bonmoutier. Calmet, *Hist. de Lorraine*, t. II, Preuves, col. clxx).

414) „*Adeuntes genua Serenitatis nostrae Drogo praesul et Riquinus comes, humiliter precati sunt ut cuidam fideli nostro et praefati praesulis archidiacono, nomine Angilramno, super precariam quam fecerat ex rebus S. Stephani Tullensis ecclesiae, praeceptum nostrae auctoritatis confirmare dignaremur. Dedit Angelramnus . . . mansos duos . , in comitatu Calmuntinse, in villa qui vocatur Portus super fluvium Mort* (Port-sur-Meurthe) *et recepit in comitatu Sarponensi, in villa quae vocatur Sasiriaca* (Saiserey), *ecclesiam unam . . . ut ille et nepos ejus Hiimo post ipsum praedictas res datas valeant possidere*". (Calmet, t. I, Preuves, col. cccxxxm). — Immon est sans doute le comte qui joue un rôle important sous le principal du duc Gislebert: il devait être fils d'une sœur de l'archidiacre Enguerran, fille, elle aussi, de Ricoin IV et de sa première femme.

novembre 904 en faveur d'un moine de Saint-Mihiel, à la prière de l'abbé Etienne, évêque de Liège [415]). Ce moine, Vougri, avait relevé de ses mains et de ses deniers un prieuré ruiné par les Normands, Vieux-Moutier, et pour lui procurer des ressources, Louis IV lui concéda la jouissance de l'ancienne *villa* royale de Fresnes-en-Woëvre, appartenant au monastère. Charles le confirma à la demande de Ricoin IV, devenu l'administrateur de l'abbaye et qui, dans cet acte, est qualifié *nobilissimus*.

En 915, l'abbaye est attribuée à un abbé-laïc, Raoul, allié de Ricoin et du comte du Charmois Erlebaud.

Le 24 novembre, Charles III étant à Thionville, maintient à la sollicitation de ces vassaux, qu'il dénomme *comites venerandi*, c'est-à-dire abbés-comtes, le règlement établi par Lothaire Ier lors de la sécularisation du temporel de Saint-Mihiel, affectant un certain nombre de revenus fonciers aux portions congrues des religieux [416]).

En 914, Ricoin IV présidait un mail public à Verdun [417]).

Peu après, Charles-le-Simple confie à Ricoin IV les fonctions de comte du palais de Metz, précédemment tenues par Wigeric, son allié, dans le début de son règne [418]). Le 1er février 917, Ricoin consent une charte de précaire au nom de l'abbaye de Saint-Pierre de Metz qu'il administre. Il est accompagné du neveu de sa première femme, Hugues III comte de Toul; la charte est délivrée par un chancelier de Ricoin, dont les formules ne laissent aucun doute sur l'autorité exercée alors à Metz par le comte de Verdun [419]).

---

415) Parisot, p. 567, n. 4 et 606. Ici Parisot a perdu de vue ce qu'il avait bien expliqué précédemment. La confirmation de Charles III en faveur du moine Vougri (*Vucritus*, mal lu par tous les historiens *Uncritus*) porte bien qu'il fut, non le restaurateur *de l'abbaye*, mais le reconstructeur d'un prieuré nommé Vieux-Moutier: „*quandam cellam, Vetus Monasterium nuncupatam, olim succensam et penitus desertam, facultatis suae laboratione et manuum operatione restauravit.*“ (Nouv. acq. lat. 1283, fol. 65. — Bouquet, *Recueil des Histor. de France*, IX, 525.)

416) Nouv. acq. lat. 1283, fol. 67. Parisot, p. 609.

417) „*Actum in Virduno, in mallo publico, coram Ricoino comite, anno ab Incarnatione Domini DCCCCXIIII . . . anno III regnante domno Karolo rege in regno Lotarii quondam regis feliciter.*“ (*Cartul. de Gorze*, n. 90; *Mettensia*, II, 167).

418) Wigeric ne figure plus au plaid d'Héristal le 13 juin 919: il n'était donc plus vivant, car on ne saurait croire qu'il ait trahi la cause de l'oncle de sa première femme. Du reste le *comitatus palatii* dont il fut investi en Lorraine s'applique au palais de Metz, ville capitale des rois d'Austrasie.

419) „*Data precaria Metis in ipso monasterio publice, sub die Kalendarum Februarii, anno VI regnante domno Carolo rege glorioso, in Dei nomine feliciter. Amen. — Signum Riquini comitis qui hanc precariam firmavit . . . Hugo comes*

En 919, on voit de nouveau »*Richuin venerabilis comes*« passer un acte au nom de Saint-Mihiel [420]).

(A suivre.)

. . . . — *Ego Adalgaudus cancellarius atque notarius, jubente seniore nostro Riquino, scripsi.*" (Tabouillot et Jean-François, *Hist. de l'église de Metz*, III, 57. — *Cartulaire de St. Pierre de Metz*, ms. lat. 10027, fol. 20).

L'acte débute ainsi: „*In nomine Donii* Riquinus misericordia Dei comes *et abba monasterii Sancti Petri,*" et Ricoin emploie des formules royales: „*Reindrudis Deo sacrata et Ehilolfus filius suus* (le texte actuel porte *Remdindis* et *Theilalfus) Nostram adierunt Serenitatem, ut eis de rebus dicti monasterii precariam concederemus . . . in comitatu Scarponense, in villa Campels* (Chambley) *Maniacus . . .*" Les précaristes offrent *in Becernaco* (Beney) *mansum indominicatum; inter Aciaco* (Essay) *et Balionivilla* (Bouillonville) *mansa IV, mancipia XLIV.*"

420) Baluze, *Miscellanea*, IV, 427.

Das Großherzogtum Luxemburg

unter Wilhelm III. 1849—1890.

(Fortsetzung.)

Am 5. Oktober 1859 legte der Prinz von Oranien feierlich den Grundstein zum neuen Viadukt über das Petrußtal, „Passerelle" genannt, um die Stadt direkt mit dem Bahnhof zu verbinden.

Diese neue Brücke, welche den Fuhrwerken, die vom Bahnhof zur Stadt wollten, einen Umweg von fünf Kilometern ersparten, hat eine Länge von 300 Metern, und eine Höhe von 43 Metern, und kostet die Summe von 653,000 Franken, welche die Regierung und die Stadt gemeinsam bestritten.

Am 14. August 1861 fand die Feierlichkeit der Eröffnung der Linie von Luxemburg nach Trier statt.

Am 15. November 1862 konnte auch die Stadt Diekirch die Eröffnung der Eisenbahn von Ettelbrück nach Diekirch festlich begehen.

Im Dezember 1866 wurde auch die Eisenbahnlinie von Ettelbrück nach Ulflingen dem öffentlichen Verkehr übergeben.

Mit der Eröffnung der verschiedenen Eisenbahnlinien erhielten Industrie und Handel einen großartigen Aufschwung. Erst jetzt

erlangten die mineralischen Schätze des Landes, besonders das Eisenerz, welches bisher wegen Mangel an internationalen Handelsverbindungen wenig verwertet werden konnte, immer größere Bedeutung. Es wurde nun allseitig erforscht und emsig durch den Bergbau zu Tage gefördert und in vielen Hochöfen des In- und Auslandes geschmolzen und verarbeitet. Besonders die Erzlager im Kanton Esch erhielten eine große Bedeutung und verhalfen jener Gegend zu raschem Emporblühen und großem Reichtum.

Bis zum Jahr 1871 wurden die luxemburgischen Eisenbahnlinien exploitirt durch die Gesellschaft der französischen Ostbahn, welchen sie bereits 1858 übergeben worden waren. In dem Frieden von Frankfurt am Main, am 10. Mai 1871, nach dem deutsch-französischen Krieg, hat die Ostbahngesellschaft auf den Betrieb der Bahnen der Wilhelm-Luxemburg Gesellschaft Verzicht geleistet zu gunsten der französischen Regierung und diese übertrug ihrerseits der Regierung des deutschen Reiches die Rechte der Ostbahngesellschaft.

Ein Vertrag vom 11. Juni 1872 zwischen der luxemburger Regierung und dem deutschen Reich in betreff des Betriebes dieses Bahnnetzes, verband dieselben mit der Verwaltung der Eisenbahnen Elsaß-Lothringens, deren Sitz zu Straßburg ist.

Der Betrieb wurde der Generaldirektion der Eisenbahnen Elsaß-Lothringens (bis zum Ablauf des frühern Pachtvertrages mit der Ostbahngesellschaft) vorläufig bis zum 31. Dezember 1912 übertragen.

Ein anderer Vertrag zu Berlin wurde am 11. Juli 1872 zwischen Belgien und dem deutschen Reich abgeschlossen. Darin wurde bestimmt, daß von der Pachtsumme im Betrag von 3 Millionen Franken, welche gemäß dem Vertrag vom 21. Januar 1868 jährlich zu gunsten der Wilhelm-Luxemburg-Gesellschaft bezahlt werden muß, von der belgischen Regierung 500,000 Franken und von der deutschen Regierung 2,500,000 Franken sollen entrichtet werden.

Das Netz der Eisenbahnen wurde später stets vergrößert. Durch ein Gesetz vom 19. März 1869 wurde ein Teil der Prinz Heinrichbahnen konzediert und der Vertrag vom 14. Dezember 1868 zwischen der Regierung und der Prinz Heinrich-Gesellschaft gutgeheißen.

Durch Gesetz vom 27. Dezember 1872 wurde ein Vertrag mit Belgien vom 26. Oktober 1872 genehmigt, wodurch die Prinz Heinrichbahn von Rodingen bis Athus, bis zur Verbindung mit der belgischen Bahn, sollte fortgeführt werden.

Am 25. Oktober 1873 wurden die mit der Prinz Heinrich-Gesellschaft durch Vertrag vom 24. Juli 1873 vereinbarten neuen Linien genehmigt. Dadurch wurde die Eisenbahnlinie von Diekirch nach Echternach fortgeführt und später bis nach Wasserbillig zur Verbindung mit der Linie Trier-Luxemburg ausgebaut.

Durch Gesetz vom 7. Juli 1876 wurde auch der Vertrag vom 20. Oktober 1875 genehmigt, wonach die Wilhelm-Luxemburg Gesellschaft ihre Linie von Esch nach Deutsch-Oth weiterführen durfte.

Durch Gesetz vom 24. August 1877 wurde die Prinz Heinrich-Gesellschaft fester gestellt und der Vertrag mit den Obligationsinhabern, vom 22. Juli 1877, gutgeheißen.

Auch wurde durch Gesetz vom 27. August 1877 der Vertrag vom 25.—29. Mai 1877 genehmigt, der die Fortführung der Nordlinie zur preußischen Grenze in der Richtung nach Stolberg und Aachen bezweckte. Der Bau dieser Linie wurde aber erst durch Gesetz vom 7. Mai 1884 endgiltig beschlossen und genehmigt.

Durch Gesetz vom 12. Mai 1878 wurde der Bau der Eisenbahnlinie von Kautenbach nach Wiltz genehmigt.

Am 17. April 1880 wurde die Attertlinie von Ettelbrück nach Petingen feierlich eröffnet, indes die Strecke von Esch an der Alzette über Differdingen nach Petingen bereits seit längerer Zeit dem Verkehr übergeben worden war.

Den Verkehr zwischen weniger bedeutenden und industriellen Ortschaften sollten die schmalspurigen Bahnen vermitteln, deren Bau nicht so teuer und deren Betrieb leichter war.

Schon durch Gesetz vom 8. Oktober 1880 wurden schmalspurige Bahnen konzedirt für die beiden Strecken Luxemburg-Mondorf-Remich und für Cruchten-Fels.

Durch Gesetz vom 12. April 1882 wurde der Bau verschiedener Zweiglinien in den Tälern von Rümelingen und von der Höhlen, sowie von Bettemburg nach Düdelingen genehmigt.

Durch Gesetz vom 28. April 1886 wurde ferner der Bau von drei weiteren schmalspurigen Linien genehmigt und zwar von Nördingen nach Martelingen, von Diekirch nach Vianden und von Grevenmacher nach Wasserbillig. Letztere Strecke wurde jedoch später breitspurig ausgebaut als direkte Fortsetzung der Prinz Heinrichbahn von Diekirch-Echternach-Wasserbillig.

So durchziehen zahlreiche Eisenbahnen, sowohl schmalspurige als breitspurige, alle Teile des Landes in allen Richtungen.

Mit Ausnahme Belgiens und Englands giebt es kein Land

in Europa, das sich in Hinsicht der Landstraßen und Schienenwege mit dem Großherzogtum Luxemburg messen könnte. Im Jahr 1900 hatte dasselbe bereits 416 Kilometer Eisenbahnen, oder 16,8 Kilometer Schienenstrang per ein Myriameter Oberfläche.

(Später kamen noch hinzu die Linien Bettemburg-Aspelt und Luxemburg-Echternach.)

10. Post, Telegraph und Telephon.

Nach der Besitzergreifung des Großherzogtums durch Wilhelm I. bestand am 23. Juni 1839 das Personal der Postverwaltung:

a) zu Luxemburg, aus 1 Direktor, 1 Kommis, 2 Stadtbriefträgern und 2 Kantonsbriefträgern.

b) in den 9 andern Ämtern, aus 1 Perzeptor (Diekirch), 8 Distributoren (Wiltz, Klerf, Steinfort, Bettemburg, Mersch, Grevenmacher, Echternach und Remich), 1 Stadtbriefträger, 8 Landbriefträgern, 8 Kantonsbriefträgern und 7 Fußboten (piétons), also zusammen aus 39 Beamten.

Durch verschiedene Beschlüsse der Regierung wurde der Postdienst verbessert und erweitert. Eine überaus wichtige Anordnung bestimmt die tägliche Austeilung der Korrespondenzen in allen Ortschaften des Großherzogtums vom 1. Januar 1850 an.

Dementsprechend wurde die Zahl der Briefträger bei den einzelnen Postämtern vermehrt und durch Beschluß vom 9. Dezember 1849 auf 49 erhöht.

Luxemburg (Perzeption) erhielt 8, Frisingen 2, Mersch 3, Esch an der Alzette 3, Steinfort 2, Remich 3, Echternach 4, Diekirch (Perzeption) 4, Ettelbrück 3, Redingen 4, Grevenmacher (Perzeption) 3, Wiltz (Perzeption) 3, Klerf 2 und Weiswampach 3 Briefträger.

Im Jahr 1839 bestanden im Lande 3 Pferdepost-Relais, nämlich zu Luxemburg, Grevenmacher und Frisingen für die Hauptpoststraßen Luxemburg-Trier, Luxemburg-Diedenhofen und Luxemburg-Arlon. Die Pferdepost-Relais, welche unter der französischen Regierung zu Steinfort und Roodt an der Syr bestanden hatten waren schon früher aufgehoben worden.

Im Laufe der Zeit wurde die Zahl der Pferdepost-Relais vermehrt; so bestanden im Jahr 1850 bereits 9 Pferdepost-Relais, nämlich zu Luxemburg, Frisingen, Grevenmacher, Mersch, Diekirch, Hosingen, Weiswampach, Heiderscheid und Wiltz.

Nach und nach hatten die Pferdepostmeister sich das Monopol des Transportes von Waaren und Reisenden verschafft, worunter

der Postdienst sehr zu leiden hatte. (So besaß z. B. der Postmeister Wirtgen zu Luxemburg im Jahr 1842 die Konzession des Transportdienstes von Personen und Messagerien von Luxemburg nach Diekirch, von Luxemburg nach Arlon, von Luxemburg nach Remich und die täglichen Doppeldienste von Luxemburg nach Trier und von Luxemburg nach Metz.)

Angesichts dieser Mißstände und weil die Pferdepost ihre Bedeutung verlor, als die Erbauung der Eisenbahnen in den benachbarten Ländern und der Dienst der Dampfschiffe auf der Mosel den Verkehr der Reisenden und der Güterseudungen von den alther gewohnten Reisestraßen des Großherzogtums ablenkten, wurde durch Beschluß vom 6. Dezember 1856 die Pferdepost vom 1. Januar 1857 an abgeschafft.

Die Verwaltung der luxemburger Posten wurde am 1. Januar 1842 neu geschaffen, und durch Beschluß vom 20. August 1842 geregelt, um endgiltig am 1. Januar 1843 in Wirksamkeit zu treten.

Unter die Direktion der Posten fiel sowohl der Dienst der Briefpost und der Pferdepost, als auch der Messagerien und der anderen erlaubten Arten des Gütertransportes. Auch wurden die Grade der Beamten und ihrer Gehülfen, sowie deren Zahl und Attributionen festgesetzt. Ein Beschluß vom 24. Dezember 1842 bestimmte die Zahl und den Sitz der Distributionen und der Perzeptionen, die Gemeinden, welche zu dem Ressort einer jeden derselben gehörten, die Zahl der dabei angestellten Fußboten (piétons) und Briefträger nebst deren Gehältern und verfügte über die Ernennung der einzelnen Perzeptoren, Distributoren und Briefträger.

Am 1. August 1843 umfaßte die Postverwaltung 1 Direktor, 1 Kontroleur, 4 Perzeptoren, 8 Distributoren, 1 Kommis und 35 Briefträger, also im ganzen 50 Personen.

Die fortwährende Ausdehnung des Netzes der guten Staatsstraßen, die Resultate des Gesetzes über den Primärunterricht vom Jahr 1843, sowie der Bau der Eisenbahnen breiteten den Handel und den Verkehr aus bis in die entlegensten Ortschaften. Dies alles trug wesentlich bei zum intellektuellen und materiellen Wohl des Landes und half auch mächtig zur steten Vervollkommnung und weiteren Entwicklung des Postdienstes.

Die ersten luxemburger Briefmarken wurden am 10. September 1852 ausgegeben und zwar im Werte von 10 Centimes (schwarz) und 1 Silbergroschen (rosa). Später, am 2. Dezember 1858 kamen andere Werte hinzu.

Das Gesetz vom 19. Dezember 1865 begründete den Dienst der Postanweisungen.

Durch Beschluß vom 14. Juni 1871 wurde die Post mit dem Zeitungsdebit von Staatswegen betraut.

Im Jahr 1839 erschienen im ganzen Lande blos 2 Zeitungen mit 2 Nummern wöchentlich. Ausländische Zeitungen konnten damals, wegen der hohen Stempel- und Portogebühren, nur reiche Leute halten. Heute sind in der kleinsten Ortschaft, neben den vielen verschiedenartigen inländischen Zeitungen, auch ausländische Tagesblätter und Zeitschriften in großer Anzahl verbreitet.

Die Einführung der einfachen Korrespondenz-Karten geht zurück auf den 22. August 1870, und die der Korrespondenz-Karten mit bezahlter Rückantwort auf den 31. Januar 1873.

Die ersten Postkarten (einfache und doppelte mit Rückantwort), mit eingeprägter Briefmarke zur Frankatur erschienen am 16. Juni 1874.

Die Packetpost wurde geregelt durch Gesetz vom 31. Mai 1873. Neben den Postanweisungen kamen seit dem 30. Oktober 1877 die Postaufträge und seit dem 28. Mai 1884 die Postbons zur Anwendung.

Auch trat unsere Postverwaltung dem am 9. Oktober 1874 zuerst unter 19 europäischen Staaten, Egypten und den Vereinigten Staaten Nordamerikas geschlossenen „Weltpostverein" bei, der die Vereinfachung der gegenseitigen postalischen Abrechnungen, gleiche Tarifsätze und sonstige Verbesserungen im postalischen Weltverkehr herbeiführte.

Der elektrische Telegraph besteht in Luxemburg seit 1855. Infolge eines Vertrages vom 31. März 1854 errichtete Preußen eine telegraphische Verbindung von Luxemburg mit Trier für die Garnisonsbedürfnisse der Bundesfestung. Für den luxemburger Staatsdienst wurden monatlich 6000 Zeichen angewendet. Privatdepeschen kosteten je nach der Entfernung 2,50 Franken (von Luxemburg bis Trier) bis 17,50 Franken (von Luxemburg bis Königsberg oder zur russischen Grenze).

Diese allzu großen Kosten veranlaßten die Regierung, der Anlage einer elektrischen Leitung auf eigene Kosten näher zu treten. Die inzwischen entstandenen Eisenbahnlinien erleichterten das Unternehmen. Die Eisenbahngesellschaften mußten für ihren Dienst längst den Bahnen Telegraphenlinien anlegen, welche das Publikum gegen Bezahlung benutzen durfte. Nach langen Verhandlungen kaufte die Regierung durch Vertrag vom 30. Dezember 1865 bis 6. Januar

1866 die längst den Eisenbahnlinien errichteten Telegraphenlinien von den Gesellschaften zurück, um damit die Privatdepeschen befördern zu können und übertrug den Bahngesellschaften das Recht, durch eigene an denselben Telegraphenstangen angebrachte Drahtleitungen ihre Dienstdepeschen unentgeltlich zu befördern.

In der Stadt Luxemburg wurde ein eigenes Telegraphenamt bereits durch Beschluß vom 22. Juli 1861 vorgesehen.

Die Telegraphen-Verwaltung bestand 1867 aus 1 Direktor, 1 Telegraphist und 1 Telegraphist-Rechnungsführer.

Im Jahr 1868 zählte sie bereits 5 Telegraphisten und Depeschenträger.

Die Wichtigkeit und die Ausdehnung des Telegraphendienstes nahm stets zu.

Seit dem 1. Oktober 1871 zählte die Telegraphenverwaltung bereits 1 Direktor, 1 Kommis 1ter Klasse, 3 Kommis 2ter Klasse, 2 Kommis 3ter Klasse, 2 Supernumerare, 1 Kommis-Aufseher, 1 Depeschenträger 1ter Klasse, und 1 Depeschenträger 2ter Klasse, also zusammen 12 Personen.

Nur die Stadt Luxemburg hatte ein eigenes Telegraphenbüreau. Anderwärts wurden die Telegramme überall durch die Postämter oder die Eisenbahnbeamten zugleich mit ihren Dienstsachen befördert.

Durch Beschluß vom 17. April 1883 wurden die beiden bisher getrennten Verwaltungen der Post und der Telegraphen unter einer einzigen Direktion vereinigt.

Welch großen Aufschwung der Telegraphendienst in kurzer Zeit genommen, läßt sich wohl daraus entnehmen, daß 1862 der Telegraph 68,707 Meter Linie und 68,707 Meter Draht umfaßte, indeß im Jahr 1889 bereits 404,121 Meter Linie mit 760,035 Meter Draht vorhanden waren.

Der Telephondienst wurde eingeführt durch das Gesetz vom 20. Februar 1884, welches dem Staat einerseits das Monopol der Telegraphie vorbehält und ihm anderseits das ausschließliche Recht der Ausbeutung der Telephonie gegen Gebühren zuerkennt.

Bei der Eröffnung des ersten Telephon-Netzes zu Luxemburg am 1. Oktober 1885, zählte dieses 15 Gratis-Abonnenten und 17 Gratis-Apparate und 76 Privatabonnenten und 92 Privat-Apparate, also im ganzen 91 Abonnenten mit 109 Apparaten.

Diese Zahl wuchs beständig. Denn am 31. Dezember 1889 gab es bereits 48 Telephon-Netze mit 124 Gratis-Abonnenten und 130 Gratis-Apparaten nebst 534 Privat-Abonnenten und 696 Privat-Apparaten, also zusammen 658 Abonnenten und 826 Apparaten.

Der Telephondienst, welcher 1885 mit einem einzigen Netze eröffnet worden, zählte bereits im Jahr 1887 — 15 Netze mit 210,528 Meter Länge und 790,378 Meter Draht, welche bis zum Jahre 1889 auf 42 Netze mit 512,389 Meter Länge und 1,561,592 Meter Draht gebracht wurden.

Welch gewaltigen Aufschwung der Post-, Telegraphen und Telephondienst unter der Regierung Wilhelms III. genommen, läßt sich auch daraus ersehen, daß im Jahr 1849 die Einnahmen sich auf 69,468 Franken und die Ausgaben auf 71,654 Franken beliefen, dieselben jedoch, mit Einschluß derjenigen für Telegraph und Telephon, im Jahr 1889 auf 640,328 Franken Einnahmen und 781,354 Franken Ausgaben gestiegen waren.

II. Das Unterrichtswesen.

Unter Wilhelm III. nahm das Unterrichtswesen, sowohl in den höheren Lehranstalten, als auch in den Primärschulen, einen großartigen Aufschwung.

A. Der mittlere Unterricht

wurde immer mehr gefördert und den jeweiligen Interessen gemäß weiter ausgebildet und vervollkommnet.

a) das Athenäum zu Luxemburg umfaßte seit dem Gesetz vom 23. Juli 1848, außer den höheren Kursen zur Vorbereitung auf die Kandidaturen in der Philosophie und der Literatur, in den physikalischen und mathematischen Wissenschaften, sowie in den Naturwissenschaften, das Gymnasium mit den Humanitätskursen und die industriellen Kurse. Beide wurden zwar durch das Gesetz vom 21. Juli 1869 vollständig von einander getrennt, bildeten aber immer noch zusammen nur eine Anstalt. (Erst durch das Gesetz vom 28. März 1892 wurde die bisherige Industrieschule vom Athenäum vollständig abgetrennt, so daß dieses seither zwei ganz selbstständige Anstalten bildet, deren jede ihren eigenen Direktor besitzt. Durch dasselbe Gesetz wurde die bisherige Industrieschule erweitert und umgeändert in die Industrie- und Handelsschule, deren Organisation mit 6 Klassen in 2 Gruppen von je 3 Studienjahren durch Beschluß vom 10. August 1892 festgestellt wurde und deren Eröffnung am 6. Oktober 1892 stattfand.)

b) das Gymnasium zu Diekirch war am 4. November 1830 als Mittelschule eröffnet und durch Beschluß vom 26. Februar 1841 zu einem Progymnasium umgebildet worden. (Durch Gesetz vom 27. Juni 1891 wurde es zu einem vollständigen Gymnasium erweitert.)

c) das Gymnasium zu Echternach war durch Beschluß des ersten Konsuls Bonaparte vom 16. Frimaire des Jahres XII. (= 8. Dezember 1803) als Sekundärschule errichtet, durch Beschluß vom 18. April 1825 aber zu einem Collegium und durch Beschluß vom 26. Februar 1841 zu einem Progymnasium erhoben worden. Das Gesetz vom 23. Juli 1848 machte aus dieser Anstalt eine Mittel- und Gewerbeschule, bis sie durch Gesetz vom 21. Juli 1869 wieder in ein Progymnasium umgewandelt wurde. (Durch Gesetz vom 27. Juni 1891 wurde die Anstalt mit einer dritten Gymnasialklasse bereichert und schließlich durch Gesetz vom 17. April 1900 zu einem vollständigen Gymnasium erweitert.)

Auch für den Unterricht im Ackerbau und in den technischen Fächern wurde durch Errichtung besonderer dazu geeigneter Lehranstalten Sorge getragen.

a) die Staats-Ackerbauschule zu Ettelbrück. Bereits durch das Gesetz vom 10. März 1856 war eine Ackerbauschule zu Echternach ins Leben gerufen worden. Sie bestand vom Oktober 1856 bis zum August 1867, mußte dann aber aus Mangel an Schülern eingehen, und wurde durch Gesetz vom 29. Mai 1868 auch wirklich aufgehoben. Gemäß Gesetz vom 3. März 1880 wurden mit der am 19. Oktober 1855 gegründeten Oberprimärschule zu Ettelbrück versuchsweise Ackerbaukurse verbunden, weshalb diese Anstalt von 1880 bis 1883 den Titel „Oberprimär- und Ackerbauschule" trug. Durch Gesetz vom 28. Februar 1883 wurde sie zu einer Staats-Ackerbauschule erhoben.

(b) In späteren Jahren entstand die allgemeine Staats-Handwerkerschule zu Luxemburg. Sie wurde durch Gesetz vom 10. März 1896 ins Leben gerufen und am 15. Oktober 1896 eröffnet. Sie hat zum Zweck, den Zöglingen durch theoretischen Unterricht und durch praktische Übungen diejenigen Kenntnisse zu vermitteln, welche die gesteigerten Anforderungen der Praxis heute auch vom einfachen Handwerksmann fordern.) (Forts. folgt.)

A propos d'enseignement primaire.

Les Écoles dans la paroisse de Mondorf au XVIIIme siècle.

(Fin).

B) Altwies.

Le record de justice d'Altwies, dressé en 1693, [4]) nous ap-

[4]) Hardt, Weisthümer.

prend que la maison d'école, „das schulhaus, ahm endtt des dorffs, langs die bach“ [5]) relevait de la juridiction des Seigneurs de Roussy. [6])

Maîtres d'école:

Hann, ludimagister in Altwies, 1700; laïque.
Besselinger, ldm. in Altwies, 1701, 09, 14; marié.
Klein Math., ldm. in Altwies, 1723, 29; laïque.
Textor Pierre, ldm. in Altwies, 1735, 36, 46; laïque.
Nei André, ldm. in Altwies, 1741—45; voyez sub Mondorf.
Weisgerber Nic., (né à Altwies en 1728) ldm. in Altwies, 1749—64; laïque.
Neumann Mich., ldm. in Altwies, 1764—67; laïque. Décédé à Altwies, le 1er décembre 1792.
Bouvert Math., ldm. in Altwies, 1768, 69; marié.
Gassius Jean, ldm. in Altwies, 1778; voyez sub Mondorf.
Muller Nic., ldm. in Altwies, 1787—89; marié.
Reisdorffer André, ldm. in Altwies, 1793—96; marié.
(*Reisdorffer Pierre*, fut maitre d'école à Altwies en 1804).

* * *

Le lecteur aura remarqué que les maitres d'école que nous avons signalés pour Mondorf et Altwies sont exclusivement des laïques; nous n'avons en effet trouvé aucun vicaire de la paroisse, qualifié de ludimagister, dans aucune de ces deux localités.

M. van Werveke a établi, d'après les actes qu'il avait sous main, une statistique relative au résultat obtenu en fait d'enseignemet primaire. Pour Altwies il a trouvé en 1771 20 analphabètes sur 43, en 1776, 14 sur 39, et en 1777, 11 sur 32 personnes intervenues dans les actes examinés [7]).

Les noms de quelques sacristains que nous avons trouvés nous permettent d'ajouter que cette fonction n'a pas été remplie par des maitres d'écoles.

C) Elvange.

Le „primissarius“ résidant à Elvange pouvait, en suite d'une

---

5) D'après un dessin à la plume que nous avons rencontré dans un manuscrit conservé à la Section historique de l'Institut grand-ducal de Luxembourg, titré „Mémorial de l'abbé Zender d'Echternach, anno 1697“, l'ancien village d'Altwies se trouvait sur la hauteur. A partir de l'emplacement de l'école actuelle jusqu'à la Castelmüble, ni sur la rive droite de la Gander, il n'y avait aucune maison.

6) Altwies dépendait des Seigneurs de Roussy — Seigneurie des Seigneurs de Puttelange et des margraves de Bade, comme Seigneurs de Rodemack.

7) Esquisse de l'histoire de l'Enseignement et de l'Instruction dans le Luxembourg; p. 124.

permission expresse du curé de Mondorf, accepter les fonctions de maître d'école par un engagement qui se renouvelait tous les ans à la St.-Jean. Néanmoins il y eut aussi des maîtres-d'école laïques :

Jacoby Jean, 1702, et *Textor Adam*, 1705, tous les deux qualifiés de *ludimagister*. M. van Werveke cite encore un *Kremer Math.*, »*schulmeister*« à Elvange, le 14 février 1737; marié.

Le 3 septembre 1717 la communauté d'Elvange reconnaît, en présence de J. G. Pickius, curé de Waldbredimus, doyen du chapitre de Remich, et de Pierre Toutschen, définiteur du même chapitre, que le curé de Mondorf a seul le droit de présenter et d'admettre un prêtre pour la charge de maître d'école à Elvange, qui devra être payé par la dite communauté.

L'année suivante, le 2 juillet, la communauté constate le même droit du curé; elle reconnaît comme faveur, »pure Gunst, Gnadt undt wohlgefallen«, de la part du curé Alberti [8]) qu'il a permis l'engagement pour un an au prêtre Math. Steinmetz de Remich : Steinmetz aura la primisserie; il accompagnera les fidèles lorsqu'ils se rendront à l'église paroissiale de Mondorf, il enseignera la religion et tiendra l'école. La communauté ne lui demandera aucun autre service, pour ne pas causer, par rapport au casuel, de préjudice au curé de Mondorf. Témoins furent: Le Père P. Binsfeldt, prieur d'Echternach, le Père Guillaume Hardt, religieux de l'abbaye d'Echternach, [9]) résidant à Berg (sur-Moselle) et Pierre Guelf, curé de Puttelange, définiteur du chapitre de Remich.

Henckes Hubert, primissarius et ludimagister 1720—25.

Le 28 juin 1731 le curé de Mondorf alité pour cause de maladie grave ordonne, par l'intermédiaire de son chapelain Michel Stifft[10]), à la communauté d'Elvange, de renvoyer au plustôt le prêtre Schanus, qu'elle venait seulement d'engager, »newgedingten«.

Quant aux autres primissaires d'Elvange nous ne saurions leur attribuer la qualité de maîtres d'école. Nous les signalons néanmoins : *Klensch Bernard* 1740; *Klein J.-B.* 1745—68; *Felten* 1775—76;[11]) *Theis Nicolas* 1793—94.

Entretemps il y avait un nommé *Ruckert D.* « Sacerdos, primis-

8) Alberti Nicolas, curé à Mondorf à partir de 1697, y décédé le 13 juillet 1731.

9) La présence de ces deux bénédictins s'explique par le fait que la collation de la cure de Mondorf appartenait à l'abbaye d'Echternach.

10) Stifft Michel, aedituus et sacellanus 1721—25, Sacellanus 1729—31, vicepastor 1731 (août) — 1732.

11) Renvoyé pour cause d'insubordination envers le curé Ungeschick.

sarius et ludimagister in Elvingen«, qui, le 17 octobre 1780, invita la communauté à mettre dans un certain délai la maison d'école d'Elvange en état convenable »liefferhaften standt« et déclara que, le cas contraire, il ne pourrait plus ni dire la sainte messe, ni tenir l'école dans la dite localité.

P. S. En outre nous avons encore rencontré les noms suivants dans les registres de l'état-civil de Mondorf: *Hain Antonius,* ludimagister in Munhoven, 1743, marié; *Ries Pierre,* ldm. in Beuren (Lorraine), 1794, marié.

Nous renvoyons encore à l'article »Maîtres-d'école« dans notre notice »Analyse raisonnée des registres de la paroisse de Puttelange, 1740—92«, publiée en 1908 dans »Ons Hémecht«.

* * *

Afin d'épuiser la matière, il nous faut encore signaler la »Confrérie de la Doctrine chrétienne«, intéressante sous le rapport de l'instruction religieuse bien qu'elle s'adressât plutôt aux adultes. Elle a été érigée dans la paroisse de Mondorf à la fin du XVIIme siècle par le P. Phil. de Scouville S. J. pendant la pastoration du curé *Corneille Rodemacher*[12]). Cette institution paraît avoir exercé pendant le XVIIIme siècle une certaine influence dans la paroisse. La faveur d'un autel privilégié lui avait été accordée en 1736 et en 1757. Elle a existé jusque vers l'an 1800.

E. Diderrich

[12]) Cornelius Rodemacher, curé à Mondorf de 1678 à 1694, décédé à Luxembourg, au mois de novembre 1697.

Sôen aus dem Syrdal.

D'Bichelgre^i^tchen.

I.

Fu Mènster gêt no Iwersyren
E Wé lanscht d'Bichel dûrch d'Gewân;
Am Do kann ên net gutt do iren,
Mais Nu^e^ts — ech konnt et sèlwer spiren! —
Gre^i^t licht ên an de Bösch erân.

Am Bösch rege^i^ert d'Bichelgre^i^tchen,
Dât wössen d Leit hei allegu^e^r;
Am Bèschten wèss et Wèltesch Pe^i^tchen,
D'lèscht wollt hi^e^ plecken e Poke^i^tchen
Mère^i^schen do, we^i^ hi^e^n 't erfu^e^r.

De⁽ⁱ⁾ Blummen an der Bichel ble⁽ⁱ⁾en
Mat Dausenden 'so⁽ᵘ⁾ dofteg fr⁽ö⁾sch,
D'Leit Sonndes träppweis dohin ze⁽ⁱ⁾en,
Sie brauche blo⁽ᵘ⁾ss de Reck ze be⁽ⁱ⁾en,
Ze plecken dürch de ganze Bösch.

Am Do ass Neischt hei ze riske⁽ⁱ⁾'ren,
Mais aus dem Bösch, wann d Sonn sech sènkt!
Soss wèrd i⁽ᵉ⁾ch d'Bichelgre⁽ⁱ⁾tche le⁽ⁱ⁾'ren,
D'Nu⁽ᵉ⁾tsro⁽ᵘ⁾h an sengem Reich ze ste⁽ⁱ⁾'ren,
Dass dir um Do⁽ᵘ⁾tsbètt nach drun dènkt!

D'lèscht kent de Wèltesch Pitt fu Mènster
Am Lichteschein em Hâlefnu⁽ᵉ⁾cht,
Grad d'Stonn, wo⁽ᵘ⁾ li⁽ᵉ⁾weg gin d'Gespènster,
Wo⁽ᵘ⁾ fèst ferspârt sin Dir a F'ènster,
A Gottes Èngel hâle Wu⁽ᵉ⁾cht.

Beim Bösch de Pe⁽ⁱ⁾tchen dènkt: Ech plecken
E Bouque⁽ⁱ⁾ nach fir onst Marèch!
Kaum wollt e fir um Gru⁽ᵉ⁾f sech becken,
Ass d'Gre⁽ⁱ⁾tchen do, fir hi⁽ᵉ⁾n ze zwecken;
'T get net fir Neischt seng Ro⁽ᵘ⁾h ewèch!

'Trént rèchts a lénks i⁽ᵉ⁾ch O⁽ᵘ⁾erfeien:
A wels du net, du kriss der dach!
'T klengt him wi⁽ⁱ⁾ honnertdausent Geien
Am Kapp, dass hi⁽ᵉ⁾n âcht Dég muss leien
Um Reck am Bètt ewe⁽ⁱ⁾ e Plach!

Johannes Bertels, Abt zu Echternach.

(Fortsetzung).

Das Jubeljahr 1600.

Der Winter von 1599 auf 1600 war ein überaus strenger und dauerte bis zum 4. Mai 1600, wo man hie und da erst einen grünen Zweig erblickte.

Das Heer ward um Lichtmeß zurückgerufen und nach Belgien gelegt. Der größte Teil jedoch verblieb im Herzogtum Luxemburg. So waren in Echternach allein 300 Schützen.

Am 20. Februar berief der Trierer Churfürst seine Stände nach Coblenz und verlangte von ihnen acht Tonnen Goldes. Groß war

das Murren und der Unwille der Vertreter über diese Forderung, so daß beinahe ein Ausstand ausgebrochen wäre. Zuletzt bewilligten sie ihm 270,000 Thlr. auf 16 Jahre.

Der bereits erwähnte Herr von Esdain, ein Aufrührer, schickte, da er sich in seinen Erwartungen getäuscht fand, die Festung Odomar zu erhalten, seinem Schwager in Holland 500 Schützen zu Hülfe.

Gegen Ende Februar fand eine große, allgemeine Ueberschwemmung statt. Ein Echternacher Fischer, Michel Feltz, ertrank bei Feltzbuch und blieb 3 volle Tage verloren. Von seinen Genossen ward er beim Taubenhaus in „Mummerley" gefunden, vom Richter herausgezogen und am folgenden Tage begraben. Ein Mann aus Bollendorf ertrank, ward nach 14 Tagen gefunden und nur auf die dringendsten Bitten ward die Beerdigung in Bollendorf zugestanden.

Am 18. April fand eine gemeinsame Prozession in Echternach statt, die zur Erflehung einer glücklichen Regierung des Erzbischofs Lothar von Metternich angeordnet worden war.

Auf den 20. April wurden die Stände, zu denen auch Bertels gehörte, nach Luxemburg einberufen, um einige Vertreter zu den auf den 26. April nach Brüssel einberufenen Generalstaaten zu entsenden. Aus dem Clerus, wurden die Aebte von Münster und Orval, aus dem Ritterstand der Graf von Kayl und der Herr von Eltz, aus den Städten Dr. Bock und Peter Dronckmann, Schöffen in Luxemburg, delegiert. Sie erhielten die ausdrückliche Weisung, in Brüssel die Vorschläge entgegenzunehmen und dann die Erlaubnis zu begehren, zum Befragen und zur Beratung mit den Ständen nach Luxemburg zurückkehren zu können; jedoch dürften sie mit den Andern nicht gemeinsam verhandeln, sondern das Getrenntsein von ihnen beanspruchen; sie sollten die Armut des Landes vorschützen und, falls Geld abgezwickt würde, dürften sie höchstens 80—100,000 Gulden bewilligen.

Ende Mai versammelten sich die Stände auf's Neue zu Luxemburg und bewilligten dem Fürsten 300,000 Pfund Steuern, wovon der Klerus den vierten Teil aufbringen mußte. Die Summe war auf sieben Jahre zu verteilen.

Am 23. Juni 1600 erhielten Christoph, Freiherr von Criechingen und Pittingen, sowie Johann, Freiherr von Chatelet und Thonn vom Abt Bertels und dem ganzen Convent die Güter in Himmerode, Weinberg und Strotzbusch. (Original im Luxemburger Staatsarchiv.)

Gegen Ende Juni wurde am Eingange des großen Klostergartens ein steinernes Tor erbaut. Beim Graben der Fundamente stieß man auf einen Grenzstein, der wahrscheinlich vor siebzig Jahren gesetzt worden war, um die Grenze zwischen dem Garten und den Gräben der Stadt-

mauern zu bezeichnen. Dem Baumeister Egidius Maes zeigte man diesen Stein, damit fürderhin etwaigen Streitigkeiten vorgebeugt würde.

Bertels erhielt die Regalien vom Erzbischof von Trier erst am 28. September 1600.

Gegen Ende desselben Monates fielen die Holländer wieder in die luxemburgische Provinz ein und führten aus einigen benachbarten Dörfern Gefangene ab. Bertels wurde zu spät davon benachrichtigt, als daß er nach Luxemburg oder sonst wohin an irgend einen sicheren Ort sich hätte begeben können. Er bestieg darum einen Kahn und fuhr die Sauer hinab nach Trier, wo er bis zum 20. April des nächsten Jahres verblieb.

1601.

Im Jahre 1601 war Abt Bertels die ganze Fastenzeit hindurch, eines Fußübels wegen, an's Zimmer gefesselt.

Am 1. Mai feierten Bruder Th. Nunhausen, und am 8. Mai, Bruder Valentin aus Trier ihre Primiz. Am Feste „Commemorationis St. Benedicti" feierte Nicolaus aus Trier die seinige, und am selbigen Tage nahm auch ein Verwandter des Abtes, Regnery aus Luxemburg, das Ordenskleid.

Ein trauriges Ereignis spielte sich im Mai 1601 in Echternach ab. Aus Alsdorf wurde eine ganze Familie herbeigeführt. Der Vater wurde am 13. Juli wegen Diebstahls gehängt, der Sohn am selbigen Tage verbrannt, die Tochter und die Mutter aber wurden, schrecklicher Vergehen wegen, am 24. Juli um 1 Uhr Nachmittags enthauptet.

Am 1. August kamen die holländischen Freibeuter über Rheinberg bis ins Luxemburgische Gebiet und versuchten am 17. August das Städtchen Bitburg um Mitternacht zu erstürmen und zu brandschatzen. Sie hatten bereits die Leitern an die Stadtmauern angelegt, aber die wackeren und tapferen Verteidiger schlugen sie zu ihrem großem Schimpfe zurück. Um die Morgendämmerung erschienen die Raubhorden bei Trierweiler, verbargen sich auf einige Zeit im Walde und überfielen dann gegen Mittag das Dörfchen Igel, plünderten dasselbe und führten den Maier als Gefangenen mit sich fort. Dann wollten sie Wasserbillig überfallen. Weil sie aber das Brückentor verriegelt fanden, schwammen vier Mann durch den Sauerfluß, erbrachen gewaltsam das Tor und nun stürmten die Mordbrenner in's Dorf hinein. Glücklicherweise war der Maier abwesend. Die Freibeuter stiegen den Rapsberg hinan und kamen an Berburg vorbei nach Bech, wo sie Frankfurter Ochsenhändler antrafen, welche von ihnen rein ausgeplündert wurden. Ihr Weg ging dann weiter über Vianden nach Gerolstein. Doch hier wartete ihrer ein spanisches Streifcorps, das sie von beiden Seiten

einschloß, sie aber blos zwang, ihren Raub und ihre Gefangenen herauszugeben. Mit Unrecht ließ man dieses Freibeutergesindel so frei und gnädig abziehen; denn kaum ein paar Tage später kehrte es in verstärkter Anzahl zurück und versuchte ein zweites Mal, wenn auch diesmal ohne Erfolg, Bitburg zu plündern.

Am 20. August ging ein Klosterknecht der Erholung wegen mit einem Gewehr auf's Feld. Nicht weit von Froenberg (Fromburg) beim Tiergarten traf er plötzlich auf einen Keuler, dem er gleich eine todtbringende Ladung zuschickte. Er verfolgte das tötlich getroffene Tier und fand es auch bald. Weil ein Schweinhirt ihm die Beihülfe versagte, um das Tier nach Haus zu bringen, mußte er bis nach Herborn Hülfe suchen gehen. Der Maier fuhr nun aber mit seinem Ochsengespann das getödtete Wild nach Berburg, ungeachtet des Widerspruchs des Klosterknechtes. Der Prior verlangte nun mit Recht von der verwitweten Schloßherrin die Herausgabe des Wildes. Diese wollte sich vorerst Rat bei ihrem Schwiegersohne, Steuereinnehmer in Trier, holen. Letzterer erkannte wohl gleich das Recht des Klosters an, sandte aber doch nur ein Viertel des Tieres an Bertels nach Trier, mit der Bitte, er möge der Witwe den Rest schenken, da sie nächstens ein Jahrgedächtnis für ihren Mann abhalten lassen wolle.

Seit langer Zeit hatte die Echternacher Abtei mit der Witwe von Nassau und ihren Kindern einen strittigen Handel wegen des Vogteirechtes in Overecken. Da derselbe bereits zweiundzwanzig Jahre währte, wollte Bertels mit Beihülfe treuer Freunde einen Ausgleich zu Stande bringen. Deshalb erteilte er in einem Hause zu Luxemburg, in Gegenwart einiger Rechtsgelehrten, deren ältestem Sohne, wiederum mit Eid und Hulde, das Lehen, wogegen dieser einen Revers ausstellen mußte. Zur Belohnung soll er dann, nach Gewohnheit, zwei Malter Getreide auf Christag erhalten. Wegen der Uffhabe (Vorenthaltung) soll das Kloster aus den Hofrenten zu Overecken 4 Malter Weizen und 2 Malter Korn beziehen.

Der Pfarrer Friedrich Bourgelter von Mondorf wurde als Präbendar in's Kloster Echternach aufgenommen, erhielt aber, gegen Vergütung von einem Neuntel, den Zehnten. Elf Brüder beglaubigten diese Aufnahme durch ihre Namensunterschrift: 1. Abt Johann, 2. Math. Dron Prior, 3. Heinrich Montanus, 4. Arnold Heß, 5. Heinrich Scapulus, 6. Walter Puteanus, 7. Barth. Heindenbergh, 8. Johann aus Luxemburg, 9. Remaclus Gulart, 10. Valentin Kilburgh, 11. Theod. Rumhausen.

In einem Codex Helmont des luxemburgischen Regierungsarchivs, von Bertels Hand geschrieben, befindet sich ein Verzeichnis der Güter,

welche die Abtei Echternach zu Bertels Zeiten in Campin, Seeland, Walchern und Cleveland besaß. Das Echternacher Gotteshaus bezog bis zum Jahre 1596 jährlich aus diesen Gütern 1300 Caroliner-Gulden, wovon es dem Feind (den Holländern) 300 Caroliner-Gulden geben mußte. Nach dem Überfall der Freibeuter in diesem Jahre fand man es für ratsam, diese Güter zu versetzen, nicht aber zu verkaufen. Es fand sich auch der edle, ehrenwerte, hochgelehrte Philipp Boxhorn, Ratsherr zu Brüssel, der 8000 Taler vorstreckte unter der Bedingung, diese Güter 21 Jahre lang behalten zu können, ohne eine sonstige Geldsumme entrichten zu müssen. Nach Verlauf dieser Zeit sollten dann diese Güter dem Gotteshause wieder ganz und ohne irgend welche Bedingung zufallen.

1602.

Bertels berichtet nichts von Belang aus diesem Jahre.

1603.

Am 21. Mai hat der Junker zu Sterpenich sein Vogteirecht, das neben dem des Herrn Elter bestand, dem Maier Nikolaus Hormann für 333 Thaler (1000 fl. Gulden) abgetreten.

Um diese Zeit zeigten sich die Freibeuter wieder. Die allgemeine Unsicherheit war so groß, daß Bertels einem Boten, der in Trier Einkäufe zu besorgen hatte, die Anweisung gab, einen genau bestimmten Weg einzuhalten, da der andere durch Wegelagerer unsicher gemacht werde und es schwer sei, deren Händen zu entkommen. Bertels schrieb von Luxemburg aus unterm 19. Juli 1603 an seinen Kellner Johann, er möge die Abtei ja gut bewachen, und die Pferde nicht auf die andere Seite der Sauer gehen lassen, diesseits drohe keine Gefahr; auch solle Bruder Arnold in Bollendorf nicht mit den Pferden nach Hause zurückkehren; fünfzig Reiter seien Tags vorher nach Bitburg entsandt worden, andere würden, um die Grenze zu schützen, nachfolgen; auch befahl er, den in Echternach einquartirten Soldaten sollten sie Unterstützungen angedeihen lassen, denn „aus einem Malter kann man viel Brod backen". Im selben Schreiben trägt Bertels seinem Kellner auf, das Gewicht des Brodes nach alter Gewohnheit abzuwägen, den Betrug des Franken Clais aber möge man der Schwere gemäß ahnden; er solle den Prior darüber zu Rate ziehen.

Am 20. November 1603 wurde das Abteistädtchen Echternach ein zweites Mal von den holländischen Geusen überfallen und mit einer Summe von 3500 Talern gebrandschatzt.

Jetzt kamen auch zwei Weiber und klagten, ihre Männer Palm und Eulenhaus würden von den Holländern gefangen gehalten. Der

Abt hatte ihnen angeraten, sich an die Feinde selbst zu wenden, was sie aber nicht taten. Er aber konnte nicht helfen, da die Bürgerschaft dieselben als Geiseln mitgegeben hatte, die Stadt sie also auch befreien mußte.

Im Jahre 1600 hatte der Abt durch Vermittlung von Freunden ein Haus im St. Udalrichs-Viertel zu Luxemburg für 1045 Taler erworben. Er richtete es im folgendem Jahre mit allem Notbedurfe ein. Im Jahre 1603 erbaute er nächst dem schönen Hofe eine kleine Stube, welche 1500 Taler kostete.

(Fortsetzung folgt.)

MÉLANGES

RELATIFS

A L'HISTOIRE DU PAYS DE LUXEMBOURG.

VII. — Tableau des foires (Jahrmärkte) du Département des Forêts, fixé par Napoléon Ier, le 14 mars 1808.

DÉCRET IMPÉRIAL

Contenant le Tableau des Foires du département des Forêts.

Au palais des Tuileries, le 14 Mars 1808.

NAPOLÉON, Empereur des Français, Roi d'Italie, et Protecteur de la Confédération du Rhin;

Sur le rapport de notre ministre de l'intérieur;

Notre Conseil d'état entendu,

Nous *avons décrété* et *décrétons* ce qui suit:

Art. Ier. A l'avenir, les foires du département des Forêts se tiendront chaque année, aux époques et dans les communes désignées dans le tableau ci-joint.

Art. II. Notre ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur:

Le Ministre Secrétaire d'état, signé Hugues B. Maret.

TABLEAU GÉNÉRAL des Foires du département des Forêts.

NOMS DES COMUMNES.	JOURS DES FOIRES.	Leur durée.
	ARRONDISSEMENT DE BITTBOURG.	Jours.
Artzfeld	19 mars	1
Bittbourg	4 mars	1
	29 mai, jour de Saint-Maximin	1
	5 août	1
	4 octobre, jour de Saint-François	1
Boucholtz	le 1er lundi après le 2 juillet, jour de la Visitation de Notre-Dame	1
	30 septembre	1
Dudeldorff	le 1er mardi après *Jubilate*	1
	2e dimanche après la Quasimodo	1
	le 2e mardi après le 8 septembre, Nativité de Notre-Dame	1
Echternach	le 20 janvier, jour de Saint-Sébastien	1
	15 mars	1
	la veille du dimanche des Rameaux	1
	le lundi après la Pentecôte	4
	le mardi avant le dimanche suivant la Nativité de Notre-Dame	1
	7 novembre, jour de Saint-Villibrod	1
Groscampen	13 juillet	1
Kaschebach	21 septembre, jour de Saint-Thomas	1
Lambertsberg	17 septembre, jour de Saint-Lambert	1
Lunebach	le 2e mardi de Carême	1
Neurbourg	1er mai	1
	23 octobre	1
	26 décembre, jour de Saint-Étienne	1
Oberkayl	10 août, jour de Saint-Laurent	1
	8 septembre, Nativité de Notre-Dame	1
Seinsfeld	24 juin, jour de Saint-Jean-Baptiste	1
Speicher	14 mai	1
	4 septembre	1
Vaxweiller	15 avril	1
	15 octobre	1
	ARRONDISSEMENT DE DICKIRCH.	
Clervaux	22 février	1
	22 septembre	1
	28 octobre	1
	22 novembre	1
	27 décembre	1
Dickirch	29 janvier	1
	17 mars, jour de Sainte-Gertrude	1
	10 août, jour de Saint-Laurent	1
	13 décembre, jour de Sainte-Lucie	1

NOMS DES COMMUNES.	JOURS DES FOIRES.	Leur durée.
*Suite de l'*ARRONDISSEMENT DE DICKIRCH.		Jours.
Ettelbruck	15 janvier	1
	6 février	1
	10 mars	1
	6 avril	1
	10 mai	1
	2 juin	1
	6 juillet	1
	23 août	1
	23 septembre	1
	lundi après la Saint-Denis	1
	10 novembre	1
	1er décembre	1
Esch-sur-la-Sure	16 mars	1
	2 juin	1
	27 août	1
	27 novembre	1
Gœsdorff	4 mai, 1er lundi après la fête de la Sainte-Croix	1
	7 septembre	1
Haut-Bellain	29 septembre	1
Helpert (mairie de Buschdorff)	5 mai	1
Heyderscheid	1er août	1
Hosingen	5 mars	1
	11 juin	1
	9 octobre, jour de Saint-Denis	1
	6 décembre, jour de Saint-Nicolas	1
Mont St-Marc (mairie de Fouhren)	le 1er lundi après la Saint-Marc, et à la St.-Marc, lorsque ce jour tombe le lundi	1
Munshausen	3 novembre	1
Rindschleyden	3 novembre	1
Trois-Vierges	19 mars	1
	25 avril	1
	2 août	1
	30 novembre	1
Vianden	1er lundi après le jour des Rois	1
	1er avril	1
	3 septembre	1
	le lendemain de Saint-Hubert	1
Wiltz	1er mardi de janvier dit *Neuf-Marché*	1
	25 mai, jour de Saint-Urbain	1
	29 juin jour de Saint-Pierre	1
	18 octobre, jour de Saint-Luc	1
	26 décembre, jour de Saint-Etienne	1
ARRONDISSEMENT DE LUXEMBOURG.		
Arlon	le 1er jeudi après le 1er de l'an	1
	1er jeudi après la Quasimodo	1
	la fête de Saint-Joseph	1
	la Pentecôte	1
	la fête de Saint-Jacques	1
	la fête de Saint-François	1
	la fête de Saint-Martin	1

NOMS DES COMMUNES.	JOURS DES FOIRES.	Leur durée.
	*Suite de l'*ARRONDISSEMENT DE LUXEMBOURG.	Jours.
Bissen	le lendemain de la fête de la Ste. Trinité	1
Dudelange	le 9 septembre, jour de Saint-Adrien	1
Grevenmacher	1er lundi de Carême	1
	1er lundi après la Saint-Martin	1
Luxembourg	1er mercredi de janvier	1
	le mercredi des Cendres [1]	1
	le mardi de la 4e semaine d'avril	1
	le mercredi de *idem* de juin	1
	le 24 août, jour de Saint-Barthélemi	15
	le mercredi de la 4e semaine d'octobre	1
Marienthal (mairie de Tintingen)	25 mars	1
Merseh	24 mars	1
	16 septembre	1
Mondorff	le lundi de la Pentecôte	1
	le lundi après le dernier dimanche de septembre	1
Igel	le 10 octobre	1
Neunkirchen	le jour de la Saint-Jean d'été	1
Remich	le lundi après le 1er dimanche du mois de mai	1
	le 18 août	1
Roodt	13 septembre	1
Soleuvre	1er mardi de la mi-carême	1
	17 octobre	1
Wellestein	26 juillet	1
	ARRONDISSEMENT DE NEUFCHATEAU.	
Bastogne	le 1er samedi du nouvel an	1
	22 février	1
	le lundi après le *Laetare*	1
	8 mai	1
	24 juin	1
	25 juillet	1
	21 août	1
	1er octobre	1
	3 novembre	1
	4 décembre	1
Bertrix	6 mai	1
	20 août	1
	15 octobre	1
Cowan	le lundi après la Nativité de Notre-Dame de septembre	1
		1
Etalles	3 février	1
	1er mai	1
	3 août	1
	2 novembre	1

NOMS DES COMMUNES.	JOURS DES FOIRES.	Leur durée.
*Suite de l'*ARRONDISSEMENT DE NEUFCHATEAU.		Jours.
Ethe	28 avril	1
	28 août	1
Habay-la-Neuve	1er mai	1
	31 août	1
Haimpré	30 juin	1
	9 septembre	1
Houffalise	24 avril	1
	10 juillet	1
	20 juillet	1
	25 août	1
	15 octobre	1
	26 novembre	1
Neufchateau	25 février	1
	20 mars	1
	13 mai	1
	12 juin	1
	23 juillet	1
	2 octobre	1
	13 novembre	1
	22 décembre	1
Paliseul	le 1er vendredi de Carême	1
	le 1er vendredi après Pâques	1
	10 mai	1
	14 juillet	1
	9 août	2
	16 septembre	1
	25 octobre	1
	28 novembre	1

Certifié conforme:

Le Ministre Secrétaire d'état, signé HUGUES B. MARET.

Certifié conforme:

Le Grand-Juge Ministre de la Justice,

REGNIER.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE IMPÉRIALE.

(Cette intéressante pièce se trouve dans ma bibliothèque privée.)

Martin BLUM.

Litterarische Novitäten u. Luxemburg. Druckſachen.

Affiche. (L') General-Anzeiger für Luxemburg-Stadt und Land. Luxemburg. Guſtav Soupert. — Jede Nummer zählt 4 SS. in fol. — Wöchentlich (gratis) erſcheinendes Anzeige-Blatt. — Nr. 1 erſchien am 13. März 1909.

*__Blum Martin__. Freundschaftliches Vergissmeinnicht an den in voller Manneskraft hingeschiedenen Herrn Dr. Franz-Jos. Weber, L. D. S., Zahnarzt, Italienischer General-Consul, den unvergesslichen Präsidenten des Vereines „Ons Hémecht". Mit dem Porträt des Verewigten. Luxemburg-Bahnhof. Druck von Fr. Bourg-Bourger. 1909. — 82 SS. in 8°, mit dem Porträt des Hrn. Dr. Weber.

__Braun Johann.__ Der Luxemburger Lehrerverband, sein Präsidium und der Remicher Lehrertag. Preis: ½ Mark. (Selbstverlag des Herausgebers.) Grevenmacher. Buchdruckerei der Neuen Mosel-Zeitung (Mich. Braun) 1909. — 52 SS. in 8°.

__Dr. Grechen Mathias.__ Le Travail digestif et l'Oeuvre de Pawlow. Conférence faite à l'Institut Grand-Ducal, Section des Sciences, Séance du premier trimestre 1908. Avec 19 figures dans le texte, 2 portraits et 6 planches hors texte. (Extrait des „Archives trimestrielles, Nouvelle série, Année 1909 — Tome IV. — Fascicules 1 et 2 de l'Institut Grand-Ducal de Luxembourg, constitué sous le protectorat de Son Altesse Royale le Grand-Duc, par arrêté R. G.-D. du 24 octobre 1868. Section des Sciences naturelles, physiques et mathématiques.) Luxembourg. Imprimerie de la Cour V. Bück (Veuve Léon Bück, successeur). 1909. — 8 + 116 pp. in 4°, avec 2 portr., 6 planches et 19 figg. dans le texte.

__Idem.__ Aerztliche Mitteilungen aus dem Krankenhause der Barmherzigen Schwestern in Luxemburg. Heft I. Der Unterleibsbruch und seine Heilung. Mit 12 Zeichnungen in Steindruck. Luxemburg. Druck von M. Huss. 1909. — 33 SS. in 8°, mit 12 Figuren im Text.

__Dr. Klein Edmund-Joseph.__ An des Lebens Schwelle. Vortrag gehalten in der Luxemburger Volkshochschule am 26. Januar 1908. Sonderabdruck aus der „Revue luxembourgeoise", Tome IV, N° 3. Luxemburg. Druck von M. Huss. 1909. — 19 SS. in 8°.

__Mack Friedrich.__ Trennung von Kirche und Staat. Eine Schrift zur Aufklärung für das katholische Volk. Luxemburg. Druck der Sankt-Paulus-Gesellschaft. 1909. — 208 SS. in 8°.

__Mackel N.__ Das Schlachten der Tiere ohne vorherige Betäubung. 1909. Buchdruckerei der Obermosel-Zeitung (J. Esslen) [Gebrüder Esslen, Nachfolger]. Grevenmacher. — 12 SS. in 8°.

__Prüm Émile__. Les relations entre l'Église et l'État et le budget des cultes dans le Grand-Duché de Luxembourg. Trois discours prononcés à la Chambre des Députés. Luxembourg. Imprimerie de la Cour, V. Bück (Veuve Léon Bück, successeur). 1909. — IV + 92 pp. in 8°.

__(Spedener Gregor).__ Urteile hervorragender Stenographen über die Vortrefflichkeit der Anpassung der Stenographie Duployé auf die deutsche Sprache von Joh. Jos. Weiler. St. Paulus-Druckerei. Luxemburg. O. D. (1909.) — 4 SS. in 8°.

__Statuts__ de la Confédération Estudiantine Luxembourg. Luxembourg. Imprimerie M. Huss. 1909. — 9 pp. in 8°.

__Wenger Tony.__ Alliance française. Rapport présenté à l'Assemblée générale du 5 avril 1909. S. l. ni nom d'impr. (1909. Luxembourg.) — 4 pp. pet. in 4°.

---

* = Separat-Abdruck aus „Ons Hémecht".

Ons Hémecht.

Organ des Vereines für Luxemburger Geschichte, Literatur und Kunst.

Herausgegeben vom Vereins-Vorstande.

15. Jahrgang. — 6. Heft. 1. Juni 1909.

Der Bergmann.

Tief in der Grube düstre Nacht
Hat uns das Los verschlagen;
Drum müssen wir der Erden-
[pracht
Und ihrer Lust entsagen.
Dort oben lacht die Welt u. blaut
Der Himmel allen Wesen;
Uns ist die Haue angetraut,
Das Erz vom Stein zu lösen.

Uns ruft die Pflicht, wir zögern
[nicht
Und murren nicht wie viele;
Der Weichling lieber Blumen
[bricht,
Uns ehrt der Arbeit Schwiele.
Die Stirn gebräunt vom Pulver-
[dampf
Und schweissdurchtränkt die
[Locken:
So endet Tag für Tag der Kampf,
Bis uns die Pulse stocken.

Wir wissen nicht beim Abschieds-
[gruss,
Den Weib und Kind uns winken,
Ob noch einmal mit süssem Kuss
Sie an die Brust uns sinken.
Denn wo wir weilen, wo wir geh'n,
Sind wir vom Tod umlauert;
Es kann ja heute noch geschch'n,
Dass Liebe um uns trauert.

Doch Frohsinn jeder von uns
[wahrt,
Nichts kann den Mut uns rauben,
Wir lassen nicht von Bergmanns-
[art:
Wir graben und wir glauben!
In Gottes Hand ruht unser Los,
Er wird die Fahrt uns lenken,
Bis in der Erde kühlen Schoss
Sie uns zur Ruhe senken!

Guill. LAMESCH.

LES ANCIENS DYNASTES
D'ESCH-SUR-LA-SÛRE

par

Jules VANNÉRUS.

(Quarante-quatrième article.)

Par lettres données à Bruxelles en mai 1512, Maximilien, agissant au nom de son petit-fils Charles et sur l'avis de sa

fille, Marguerite d'Autriche, douairière de Savoie, régente et gouvernante, et de ses conseillers, confirme l'octroi de 1506. Il donne, cède, transporte et délaisse à Valérien „tout tel droit et action, part et portion que nous compète et appartient . . . ès dictes maisons, terres et seigneuries, cens, rentes et revenues de Falkensteyn, Bettinghen et Essche, leurs appartenances et appendences, tant en vertu des dons et légatz que ledit . . . Jehan de Fénestranges par son dit testament . . . en a faiz à icellui nostre feu filz et père (*Philippe le Beau*), comme parceque depuis le trespas d'icellui feu nul ne les a appréhendez ne en fait les reliefz, obéissance et autres devoirs à ce requiz et comme l'on est tenu faire selon la nature du fief et la coustume de nostre dit pays de Lucembourg . . .“

La cession se fait aux conditions précédemment fixées. Valérien et ses successeurs doivent „entretenir d'ores en avant icelles places, meismement celles de Falkensteyn, en bon et souffissant estant, à la seurté de nous et de nostre dit pays de Luxembourg“ [1]).

Le 26 juillet 1512, les 200 fl. d'or philippus stipulés dans l'octroi précédent furent versés par Valérien à Libert van Hamme, auditeur de la Chambre des comptes. [2])

J'ignore si Valérien de Busleyden entra réellement en possession d'une partie de Falkenstein et de Bettingen et du seizième de la terre d'Esch. Ce fut en tout cas pour bien peu de temps, car il mourut dès le commencement de l'année 1514 [3]), et il semble que ces droits, au moins la part d'Esch, retournèrent à la descendance de Simon de Fénétrange.

II. *Simon de Fénétrange*, second fils de Jean, épousa en 1429 Anne, fille de Godart, seigneur de Brandenbourg, et de Catherine de Dollendorf, ainsi qu'il résulte d'un acte du 20 juin 1429, par lequel Godart et son épouse déclarent avoir marié leur fille *Enchin* avec Simon, sire de Fénétrange, et lui avoir donné en dot le château et la seigneurie de Brandenbourg,

---

1) Arch. départ. du Nord, à Lille: chambre des comptes de Lille, B. 1723, reg. des chartes de l'audience 1511—1512, fol. 24 à 26. Chambre des Comptes de Brabant, reg. 157, f. 74—76, aux arch. génér. du Royaume à Bruxelles.

2) Reg. 157 susdit, fol. 76.

3) J. Vannérus, *A propos des Fonts baptismaux de Guirsch, Valérien de Busleyden et les Seigneurs de Guirsch du XVe au XVIIIe siècle*, dans les *Annales* d'Arlon, t. 42, 1907, p. 222.

avec dépendances, pour en jouir par moitié, plus 3000 fl. du Rhin [1]).

Le même jour, 20 juin 1429, Simon, seigneur à Fénétrange et à Brandenbourg, et Godart, seigneur à Brandenbourg, concluent un *bourgfrieden* pour leur terre de Brandenbourg [2]).

Simon apparaît dans de nombreux actes comme seigneur à Fénétrange, Falkenstein et Bettingen jusqu'au 29 août 1471 et s'il faut en croire Bärsch [3]), en 1477 il fondait encore des messes en l'église de Frenkingen.

A Brandenbourg, nous le trouvons d'abord en indivision avec son beau-père, puis seul jusqu'au mariage de sa fille unique, en 1461; à Esch, il intervient au *bourgfrieden* de février 1452.

Le seul enfant que lui donna Anne de Brandenbourg fut une fille, Marguerite. Par contrat de mariage conclu le 16 avril 1461, elle épousa André de Haraucourt, fils aîné de Gérard, sgr. de Haraucourt, Louppy et Chavery, chevalier, sénéchal héréditaire de Bar et de Lorraine.

Un acte du 6 juillet suivant, nous apprend, chose curieuse, que Marguerite avait été d'abord demandée par Guillaume de Bourscheid: le prétendant éconduit ayant menacé d'hostilités Frédéric, sgr. de Clervaux, qui avait favorisé le mariage avec André de Haraucourt, ce dernier, sgr. de Louppy, Brandenbourg et Dollendorf, et son épouse Marguerite garantirent ledit Frédéric, leur beau-frère et oncle, contre tout dommage que pourrait lui causer Guillaume [4]).

André de Haraucourt entra immédiatement en possession de Brandenbourg: dès le 22 septembre 1461 il prête serment de fidélité, au nom de son épouse, pour la forteresse et la terre de Brandenbourg, entre les mains du capitaine-général du duché [5]), et le 16 decembre 1463 la cour féodale de Brandenbourg met André de Haraucourt, sire de Brandenbourg et d'Everlange, en possession de certains biens sis à Bastendorf et mouvant de Brandenbourg [6]).

Le 13 janvier 1479, les archiducs Maximilien et Marie ordonnèrent de rendre à André de Haraucourt Falkenstein, qui lui appartenait pour trois quarts ainsi qu'à Simon de Fénétrange,

---

1) *Arch. de Clervaux*, N° 819.

2) Arch. de la Sect. hist. de Luxembourg, E. 31 (2 orig. sur parch.)

3) *Eifl. ill.*, III, 1ère p., 2e fasc., p. 440; cf. Bassing, p. 37.

4) *Arch. de Clervaux*, nos 1109 et 1112.

5) *Publ. S. A. Lux.*, III, p. 29, n° 27, et IV, p. 140; cf. Bassing, p. 38.

6) Orig aux Arch. de la Sect. Histor. (Anal. n° 686, de M. N. van Werveke).

son beau-père; ce château avait été repris par le comte de Chimay des mains d'injustes détenteurs. Les archiducs rendent les terres de Falkenstein et de Bettingen à leur amé et féal écuyer, conseiller et chambellan ordinaire, André de Haraucourt, en considération de ses fidèles services [1]).

Le 16 août 1490, André de Haraucourt et Marg. de Fénétrange, son épouse, s'accordèrent avec Thierri, comte de Manderscheid, et Jean, jeune comte en ce lieu, comme tuteurs des enfants délaissés par Conon, comte de Manderscheid-Blankenheim, au sujet de prétentions élevées par ceux-ci sur les terres de Bettingen et de Falkenstein et sur un quart du château d'Esch-sur-la-Sûre [2]).

André de Haraucourt ne resta plus longtemps en vie, car le 6 mars 1498 nous voyons Marguerite, dame de Fénétrange et de Brandenbourg, relever du seigneur d'Useldange la maison. forte d'Everlange [3]), et le 11 juin 1499 elle reçoit en fief de l'abbaye de Prüm des biens sis à Schweich et aux environs [4]).

Le 24 décembre 1500, Marguerite de Fénétrange, dame de ce lieu et de Brandenbourg, veuve d'André de Haraucourt *(Harrencourt)*, sgr. de Louppy, donne à ses deux filles Marguerite et Marie de Haraucourt, non mariées, sa part du château de Fauquemont (*Falkenburg in dem Westerich*), de la maison de Falkenstein-sur-l'Our, d'Esch-sur-Sûre, de Bettingen et de Prüm-s.-Ley; sa maison d'Everlange; sa part de Fischbach et de Kontzerbrück; etc. [5]).

Marguerite de Fénétrange est encore mentionnée jusqu'au 14 septembre 1512 [6]); le 7 octobre 1513 est citée »Jouffer Margryette, frauw zo Vynstingen und zo Brandenburch« [7]), qui ne peut être que sa fille, l'aînée des donataires de 1500.

André de Haraucourt et son épouse eurent cinq enfants [8]):

1) Guillaume de Haraucourt, sgr. de Fénétrange, Brandenbourg et Dollendorf, qui épousa par contrat du 23 janvier 1496

---

1) Bärsch, *Eifl. ill.*, I, 1ère p., 1824, p. 218.

2) Bärsch, *Eiflia illustr.*, I, 1°, pp. 218 et 469 ; I, 2°, p. 793; et III, 1°, p. 439. — Cf. *Table* de Würth-Paquet, t. 35, nos 470 et 509.

3) N. van Werveke, *Arch. d'Ansenbourg*, n° 95.

4) Arch. de la Sect. Hist., X. 40 (Anal. van Werveke).

5) Bärsch, *Eifl. ill.*, I, première partie, 1824, p. 472. — *Table* de Würth-Paquet, t. 37, n° 355; Brandenbourg n'est pas compris dans cette donation.

6) Arch. de la Sect. Hist., X, 40 (anal. van Werveke).

7) Mêmes arch., XI, 46.

8) Bärsch, *Eifl ill.*, I, première partie, 1824, pp. 470—473.

Hélène, fille d'Everard III de la Marck-Arenberg, dont il n'eut qu'un fils, Everard, qui mourut le 7 février 1536, non marié, et fut enterré en l'église de Dollendorf.

2) Madeleine, qui épousa Joachim de Wisch, comte de Borkeloe, et mourut sans postérité.

3) Anne, qui était aveugle et épousa Jean, comte de Salm.

4) et 5) Marguerite et Marie, qui restèrent célibataires.

Marguerite et Marie de Haraucourt, filles de Fénétrange et de Brandenbourg, relevèrent le 3 mai 1503 la maison forte d'Everlange [1]); le 14 octobre 1510, ces deux sœurs permettent à leur serf Jean de Mertscheid de se marier à Drimporten [2]).

Marie semble être morte peu après, puisque le 1er octobre 1512 Marguerite de Haraucourt, fille de Brandenbourg, apparait seule, à propos d'un achat de rente [3]), et à partir du 9 octobre 1521 elle est citée, sans sa sœur, dans de nombreux actes, comme dame de Brandenbourg et d'Everlange et à partir du 18 novembre 1525 comme dame de Falkenstein.

Parmi les seigneurs d'Esch, elle figure le 5 février 1540, avec la qualification de »demoiselle à Brandenbourg«.

Elle mourut bien peu après, et un acte publié par Fahne [4]) nous renseigne sur les arrangements qu'elle prit avant de mourir: le 6 avril 1540, Anne de Haraucourt, comtesse de Salm, veuve, dame à Bettingen, et ses filles, Anne, comtesse de Manderscheid, et Madeleine, dame à Wisch, déclarent que noble demoiselle Marguerite de Haraucourt, demoiselle à Brandenbourg, Falkenstein et Everlange, avait adopté Anne, jeune comtesse à Manderscheid, fille de la dite Anne de Salm, avec l'intention de la doter et de l'établir; Marguerite étant malade et craignant de mourir avant le mariage de sa fille adoptive, lui a donné, *causa mortis*, 8000 fl. d'or et le tiers de ses bijoux et meubles. Anne de Haraucourt et Madeleine, dame à Wisch, sa fille, s'accordent en sorte que la susdite Anne, fille adoptive, aura 6000 fl. et la moitié des bijoux, dont l'autre moitié ira à sa sœur Madeleine. Un nouvel arrangement intervint encore, au sujet de cette succession, le 17 octobre 1541, entre Jacques, comte de Mander-

1) *Arch. d'Ansenbourg*, nº 107.

2) *Arch. Sect. Hist.*, XI, 34 (Anal. van Werveke).

3) Arch. Sect. Hist., XIV, 41 (Anal. van Werveke).

4) *Codex diplomat. Salmo-Reifferscheidanus*. Cologne, 1858, p. 281). Cf. Arch. Sect. Hist., XIV, 18 (Anal. van Werveke, d'après une simple copie ou une traduction, datée de Trèves).

scheid, et Anne, comtesse de Salm, son épouse, au nom de leurs filles Anne et Madeleine, et Anne de Haraucourt, au nom de ses enfants: Jean, comte de Salm, sgr. à Viviers, et Madeleine, comtesse de Salm, dame à Wisch [1]).

Quant au quart d'Esch, il passa, avec Falkenstein et Brandenbourg, au dernier des enfants survivants de Marguerite de Fénétrange, le seul, du reste, qui laissât de la postérité: Anne de Haraucourt, alors veuve de Jean VI, comte de Salm, baron de Viviers, fils de Jean V et de Marguerite de Fénétrange. Le 17 mai 1542, Pierre Hasch (Hass) apparaît comme officier d'Anne de Haraucourt à Esch [2]).

Le 13 mai 1550, au château de Bettingen, *in der obersten stoben*, Anne, comtesse veuve de Salm, née de Haraucourt, dame à Bettingen, Falkenstein, Brandenbourg, Fischbach, Everlange et Esch, faisant son testament, ordonna que tous ses biens immeubles (qu'ils fussent situés en Lorraine, Bar, Luxembourg ou ailleurs) seraient partagés en trois parts, entre les enfants de son fils défunt, Jean, comte de Salm, sgr. de Viviers, etc.; sa fille Anne, comtesse de Manderscheid, et son autre fille, Madeleine, veuve à Wisch [3]).

Le 10 août 1551, Anne de Haraucourt est encore citée comme dame de Brandenbourg et autres lieux [4]), mais elle ne dut plus vivre longtemps après cette date: le 25 janvier 1553 n. st., un acte des justicier et échevins de Brandenbourg, relatif à une cession de biens faite par des sujets de *Layscheid*, est scellé par Madeleine, comtesse de Salm, veuve de Wisch [5]).

Le 20 mars 1554, Jean, comte de Salm, sire de Viviers, et Louise de Stainville, veuve de Salm, sa mère, au nom de ses autres enfants, encore mineurs; Jacques, comte de Manderscheid et de Blankenheim, sgr. de Daun et Kayl, au nom de son épouse, Anne; et Madeleine, veuve de Wisch, s'accordent au sujet des biens délaissés par leurs parents et ayeux et partagent en trois lots les châteaux et seigneuries de Brandenbourg, Esch, Bettingen, Falkenstein, Fischbach, Everlange, etc. [6]).

A la suite de ce partage, le quart d'Esch échut, avec Bran-

1) Fahne, *ibidem*.

2) N. van Werveke, *Arch. de Betzdorf*, n° 300. (*Publ. S. A. L.*, 1908, t. 55).

3) Fahne, *op. cit.*, p. 283.

4) Arch. Sect. Histor., XV, 38 (Anal. N. van Werveke).

5) Mêmes arch., XVI, 4 (Anal. van Werveke).

6) Orig. sur parch., aux dites arch., XVI, 8 (Anal. van Werveke).

denbourg, à Louise de Stainville et à ses enfants. Elle avait eu de son mari, qui mourut dès 1548, avant sa mère, trois enfants: Jean, que nous venons de rencontrer, Claude et Paul.

L'aîné, qui devint maréchal de Bar et gouverneur à Nancy, mourut sans enfants en 1600; il ne posséda pas Brandenbourg, et le quart d'Esch, qui apparaissent de 1568 au 19 novembre 1580 comme appartenant à son frère puiné, Claude, seigneur à Viviers, Fénétrange, Brandenbourg, Fauquemont, *Luxi*, Esch et Everlange: c'est ainsi que Claude figure le 26 mars 1572 parmi les seigneurs d'Esch, lors de l'octroi d'un règlement au métier des drapiers d'Esch-sur-la-Sûre [1]).

A la mort de Claude, qui ne laissait pas non plus d'enfants, ses biens passèrent à son frère cadet, Paul: le 3 février 1585, Paul, comte de Salm, sgr. de Viviers, Brandenbourg et Vaubexy, conseiller et grand chambellan de S. A. de Lorraine, écrit de Nancy au trésorier des chartes à Luxembourg, pour lui demander un recépissé du dénombrement qu'il a fourni après la mort de son frère Claude, comte de Salm [2]).

Encore mentionné, comme sire de Fénétrange et de Brandenbourg, chambellan et conseiller ducal, le 23 avril 1587 [3]), Paul de Salm dut mourir peu après. Par acte daté de Nancy, le 25 mai 1590, Jean, comte de Salm, sgr. de Viviers, Dompremy-la-Pucelle, etc., maréchal de Lorraine, agissant en qualité de tuteur, et Marie Leveneur, veuve de Paul, comte de Salm, agissant comme mère de Christine de Salm, fille mineure dudit Paul, relèvent en fief du duché de Luxembourg, par Thierri de Metternich, sgr. de Bourscheid, muni d'un pouvoir (inséré) du 16 septembre 1589, la seigneurie de Brandenbourg, un quart de celle d'Esch-sur-la-Sûre et une partie de celle de Honcherange [4]).

Christine de Salm fut le seul enfant qui naquit de l'union du comte Paul de Salm et de Marie le Veneur de Carouge (fille de Tanneguy, comte de Tilliers, et de Marguerite de Pompadour); encore sous la tutelle de sa mère le 15 juin 1591 [5]), elle épousa

---

1) Arch. de la Sect. Hist.; cf. Neyen, p. 246.

2) Arch. Sect. Hist., Chartes (Anal. van Werveke).

Le même fonds contient encore deux documents, des 17 mars et 5 juillet 1585, où Paul, comte de Salm, intervient comme sgr. de Brandenbourg.

3) Mêmes archives (anal. van Werveke); cf. Neyen, *Brandenbourg*, p. 163.

4) Mêmes archives (anal. van Werveke): cf. Neyen, *ibid.*, p. 165.

5) Mêmes arch., Chartes (an. van Werweke).

Le dit 15 juin 1591, Thierri de Buillich d'Erpeldange passe un acte en son nom: *in namen unnd von wegen der wolgebornen frätzlin, frätzlin Christina, ge-*

en 1597 [1]) François II de Lorraine, comte de Vaudémont, né en 1572 (fils de Charles III de Lorraine et de Claude de France).

Le comte de Vaudémont et son épouse apparaissent dans nos documents luxembourgeois le 11 mai 1599 et le 19 janvier 1612 [2]); dans ce dernier document, concernant le bois de Bastendorf, ils sont appelés comme suit: »François de Lorraine, marquis de Hattonchastel, comte de Vaudemont, de Salm et de Challigny, baron de Brandenbourg, Vivier, Ruppe et Montureux-sur-Saonne, etc., et Chrestienne, comtesse dudict Salm.«

Quatorze ans après, en 1628, le quart des seigneurs de Falkenstein, puis de Brandenbourg, en la terre d'Esch sortit de la possession des descendants de Frédéric de Neuerbourg et d'Ermengarde d'Esch.

Le 30 juin 1628, en effet, à Oppenheim, près de Mayence, Sébastien Baur de Kitzingen, conseiller de guerre du roi d'Espagne et colonel d'un régiment d'infanterie haut-allemande, remet à G.-Th. Jörger, notaire à Oppenheim, un document par lequel il commet son beau-fils Georges Bock, conseiller à Luxembourg, à l'effet et acheter du duc de Lorraine la seigneurie de Brandenbourg [3]).

Cet achat se fit le 11 décembre suivant: ce jour-là, Charles, duc de Lorraine, et ses frère et sœurs (enfants de François de Vaudémont, qui ne mourut que quatre ans plus tard), vendirent à Séb. Baur de Kitzingen, colonel au service d'Espagne, et à Madeleine de Cappel, conjoints, ainsi qu'à Charles de Stassin, lieutenant-colonel, et à Barbe Baur, sa femme, pour 56 000 patagons à 48 sols de Luxembourg, la maison et seigneurie de Brandenbourg, avec Everlange et le quart d'Esch. Le 14 décembre 1628, cette vente fut réalisée pardevant le siége des nobles [4]).

Les vendeurs étaient Charles IV, duc de Lorraine (depuis 1624), qui mourut sans enfants; Nicolas-François, d'abord cardinal, puis époux de Claude de Lorraine, dont descend la maison impériale d'Autriche actuelle; Henriette, qui se maria quatre fois; et Marguerite, qui fut unie à Gaston d'Orléans.

---

borne grävin zue Salm, fräwlin zu Brandenburg, Steinville, Püttlingen, Ubxy unnd Waubxy (Mêmes arch., Fonds Vannérus).

[1]) Fahne, *Salm-Reifferscheid*, I, 1866, p. 56.

[2]) *Arch. de Marches de Guirsch*, II; et Fonds Vannérus (aux Arch. de la Sect. Hist.).

[3]) Arch. de la Sect. Hist., n° 7320, orig. sur pap. (An. v. W.)

[4]) Mêmes arch., n° 7332, copie de 1733 (an. van Werveke); cf. Neyen, *La Maison de Brandenbourg*, p. 169, et *Hist. d'Esch*, p. 257.

Avant de narrer les vicissitudes de cette part de la terre d'Esch de 1628 à la fin de l'ancien régime, il est utile de condenser en un tableau d'ensemble les renseignements que nous avons pu réunir sur ses possesseurs de la fin du XIIIe au commencement du XVIIe siècle. (Voir ci-contre.)

Sébastien Baur, dit de Kitzingen, l'un des acquéreurs du quart d'Esch, était originaire de Franconie, à en croire Neyen, qui donne encore sur lui et les siens les renseignements suivants: il devint colonel d'un régiment de quatre mille hommes et gouverneur de la ville d'Oppenheim; il fut confirmé dans sa noblesse par lettres patentes du 29 juillet 1609. En 1588, il avait épousé Madeleine de Cappelle, dont il eut trois enfants: Jean-Sébastien, qui devint capitaine, seigneur d'Everlange, etc.; Barbe, épouse de Charles de Stassin; et Anne, née en 1592 à Bar-le-Duc, qui épousa en 1616 Georges Bock (mort en 1632) et décéda en 1669 [1]).

Sébastien Baur (sans plus), cité comme lieutenant-colonel du régiment de Berlaymont les 25 avril 1603 et 20 décembre 1607 [2]), comme colonel depuis le 30 décembre 1612, prit le surnom de Kitzingen ou Gytzingen, (lieu de sa naissance?), vers 1627, semble-t-il; le 24 décembre 1629, Séb. Baur de Kitzingen, sgr. à Brandenbourg, Esch et Everlange, conseiller de guerre du roi d'Espagne, colonel d'un régiment d'infanterie allemande, gouverneur d'Oppenheim, agissant en son nom et en celui de son gendre, Ch. de Stassin, conseiller de guerre et lieutenant-colonel, donne différents biens en fief à deux habitants de Steffeshausen [3]); le 28 mars 1632, à Brandenbourg, Sébastien octroie encore en fief, en son nom et en celui de son dit gendre, à Thierri Mohr de Waldt leur part dans les dîmes de *Krussenach* et dans la cense de Seimerich [4]).

Sébastien mourut peu de temps après, le 22 avril 1632, au château d'Everlange, d'après de Kessel [4bis]); en tout cas, Madeleine de Cappell, dame de la baronnie de Brandenbourg, d'Everlange et d'Esch, passe un acte le 3 mai 1633 avec la qualification de veuve [5]); et le 18 février 1634, dame Mad. Baur de Cappell et

---

1) Neyen, *La maison de Brandenbourg*, pp. 184 et 185.

2) *Arch. d'Ansenbourg*, nº 265, et *de Clervaux*, nº 2589.

3) Arch. Sect. Hist., nºs 7334 et 7356 (anal. van Werveke).

4) *Arch de Reinach*, nº 3862.

4bis) *Livre d'or de la noblesse luxembourgeoise*, 1869, p. 17.

5) *Arch. d'Ansenbourg*, nº 380.

Le quart de Falkenstein en la terre d'Esch de 1339 à 1628.

Jean de Brandenbourg, sgr. de Falkenstein (fils de Thierri de Neuerbourg, sgr. de Brandenbourg, et petit-fils de Frédéric de Neuerbourg et d'Ermengarde d'Esch). Obtient le quart d'Esch par partage du 30 mai 1339. Mort en 1351.

Blanchefleur de Falkenstein, enfant unique, encore vivante en août 1378.
Ép.: 1) avant déc. 1351, Arnold de Blankenheim, encore cité en 1355, mort en 1358.
2) avant mai 1359, Bourchard de Fénétrange, mort vers 1372.

Du second lit: *Jean de Fénétrange*, sgr. en ce lieu, à Falkenstein et à Esch (1386—1442).

Bourchard de Fénétrange (1439—1449), seigneur d'un huitième d'Esch.
Ép. en 1439 Jeannette de Sierk (1439—1484).

Simon de Fénétrange (1429—1477).
Ép. en 1429 Anne de Brandenbourg.

Arnold de Fénétrange, co-seigneur à Esch (1462—1489); mort sans postérité?

Jean de Fénétrange, chanoine et archidiacre à Trèves (1469—1500). Seigneur de 1 seizième d'Esch.

Marguerite de Fénétrange, enfant unique (1461—1512).
Ép. en avril 1461 André de Haraucourt, mort entre 1490 et 1498.

Madeleine,
Ép. Joachim de Wisch.
Morte sans postérité.

Anne de Haraucourt, hérite le quart d'Esch en 1540.
Ép. Jean VI, comte de Salm; morte entre août 1551 et janvier 1553.

Marguerite de Haraucourt, reçoit une part d'Esch en 1500. † au commencement de 1540.

Marie de Haraucourt, reçoit une part d'Esch en 1500. † entre oct. 1510 et oct. 1512.

Jean, comte de Salm, † en 1548.
Ép. Louise de Stainville.

Claude, comte de Salm, (fils puîné), co-seigneur d'Esch (1568 — nov. 1580); mort en 1584 ou 1585, laissant ses biens à son frère cadet, Paul.

Paul, comte de Salm, co-seigneur d'Esch (1585 — avril 1587). † avant mai 1590
Ép. Marie Le Veneur.

Christine de Salm, enfant unique, dame d'un quart d'Esch, mineure en 1590 et 1591, morte en 1625 ou 1627.
Ép., en 1597, François de Lorraine, comte de Vaudémont, mort en 1632.

Charles IV, duc de Lorraine, vend le quart d'Esch le 11 décembre 1628, avec ses frère et sœurs.

Nicolas-François, auteur de la famille de Lorraine-Autriche.

Henriette.

Marguerite.

Charles de Stassin interviennent comme dame et seigneur de la part de Brandenbourg à Esch-sur-la-Sûre, dans un acte relatif à un bois sis *uff Haymisch* près de Mertscheid [1]).

L'année suivante, le 15 septembre 1635, par devant le notaire J. Aldringen, de Luxembourg, les héritiers de Sébastien Baur de Kitzingen, partagèrent les biens acquis en 1628.

Le colonel de Stassin, qui avait fourni un tiers des deniers d'achat, retira d'abord un tiers de Brandenbourg, ensuite un autre tiers revenant à sa femme, soit en tout deux tiers; enfin, la part acquise dans la seigneurie d'Esch, soit un quart. Anne Baur, veuve du conseiller de Bock, obtint le dernier tiers de Brandenbourg, plus une soulte. Quant au capitaine Baur, il reçut la seigneurie d'Everlange [2]).

La veuve du colonel Baur conserva cependant son droit de douaire, car le 9 juin 1636 c'est sur la présentation faite le 7 juin par Marguerite de Capell, veuve de Séb. Baur de Gitzingen, colonel, sgr. de Brandenbourg, Esch et Everlange, agissant pour elle et son gendre Charles de Stassin, colonel et gouverneur à Béthune, co-seigneur à Esch, que Jean Godart, prêtre du diocèse de Trèves, fut investi de la cure d'Eschdorf, en remplacement de Nic. Michaëlis, décédé [3]). Le 23 juin 1636, encore, la même veuve, agissant pour elle et son gendre, présenta Philippe Reulandt pour la cure de Brandenbourg [4]).

Le 10 août 1658, ce furent Sébastien-François et Christophe-Lambert de Stassin, sgrs. de Brandenbourg, Esch et Michelbuch, qui présentèrent Jean Merjay, prêtre du même diocèse, à la cure Ste-Hélène d'Eschdorf [5]). C'étaient les fils de Charles de Stassin.

Dans la suite, la part d'Esch passa à Christophe-Lambert seul et aux enfants nés de son mariage avec Barbe Wanner, tandis que Sébastien-François reçut une part de Brandenbourg. Le 7 mai 1685, le fils de Christophe-Lambert, Claude-Christophe, figure comme co-seigneur des franchise et seigneurie d'Esch, et en 1686 le même est encore cité avec cette qualité, en même temps que sa mère [6]).

1) Anal. manuscrite.

2) Neyen, *La maison de Brandenbourg*, p. 183; d'après les arch. d'Everlange.

3) Placets du Conseil de Luxembourg (placet du 10 juin 1636).

4) Même collection, placet du 26 juillet 1636.

Marguerite (de) Capell mourut, d'après de Kessel, en septembre 1637; sur sa famille, cf. J. Vannérus, *Note sur la famille . . . du Général Beck*, publiée en 1904 dans *Ons Hémecht*.

5) Renseignement de M. van Werveke (placet du 21 août 1658).

6) Neyen, *Esch*, pp. 279 et 280.

D'après Neyen, qui renvoie aux manuscrits Welter, Christophe-Lambert de Stassin et Barbe Wanner eurent trois enfants: *a*) Claude-Christophe, sgr. d'un huitième d'Esch, mort à Luxembourg le 25 décembre 1719; *b*) Anne-Madeleine, également dame d'un huitième d'Esch, née en 1668 et morte à Luxembourg, le 23 février 1753, successivement épouse de Charles de Haen et de Philippe de Schauwenbourg, brigadier; *c*) Jean-Georges, aussi seigneur d'un huitième d'Esch, né le 23 avril 1660, qui dénombra en 1681 et mourut la même année, ne laissant pas d'enfants de son épouse, née Baur de Kitzingen.

Il semble bien que ce Jean-Georges fût l'aîné des enfants, puisque c'est lui qui produit le dénombrement de 1681; sa mort laissa son frère Claude-Christophe et sa sœur seuls à se partager le quart d'Esch.

Ce partage eut lieu le 12 avril 1692: Anne-Madeleine, *Mitt Juffer zu Esch im Loch*, y était représentée par son cousin, le sr. J.-Guill. Biever, sgr. à Brandenbourg, désigné comme curateur à cet effet, par décret du conseil de Luxembourg en date du 30 juillet 1691. Le quart du château d'Esch, avec les »aisements« et hauteur en dépendant, fut attribué par moitié à chacune des parties [1]).

Claude-Christophe et Anne-Madeleine de Stassin apparaissent comme co-sgrs. à Esch dans différentes circonstances [2]); c'est ainsi que le 14 décembre 1703, le conseil de Luxembourg accorda son placet à Jean Renardy, prêtre, pourvu de la cure d'Eschdorf, doyenné de Mersch, sur la présentation faite le 19 novembre par Claude-Christophe de Stassin et Philippe de Schauwenbourg [3]).

Le quart de Falkenstein ou de Brandenbourg en la terre d'Esch resta, pendant toute la durée du XVIIIe siècle, divisé en deux parts: *le huitième de Stassin* et *le huitième de Schauwenbourg*.

A. — *Le huitième de Stassin.* Avant février 1710, déjà Claude-Christophe de Stassin s'était associé son fils Charles-François dans la possession de sa part d'Esch: ce fils s'intitule en effet co-sgr. d'Esch, avec lui, dans un acte du 13 février 1710; il est encore qualifié de même en 1712 et en 1713; c'est ainsi qu'il

---

1) Analyse manuscrite.

2) Le premier en 1695 et 1701, la seconde en 1697 (Neyen, pp. 281 et 282).

3) Le 12 décembre, l'investiture lui avait été accordée par le *judex curiae* de Henri-Hartard baron de Raville, archidiacre de Longuyon. — Requête originale signée *Joes Reinardi*, aux Arch. du Conseil (Analyse de M. N. van Werveke).

est mentionné comme »seigneur en partie d'Esch sur la Saur« le 20 novembre 1713, jour où il vendit au sr. Henri de la Haye, officier du comté de Wiltz, pour 200 patacons en espèces, argent fort et d'échange, une rente de 10 semblables patacons, sous hypothèque de tous ses biens, meubles et immeubles [1]).

Différents actes nous le montrent encore opérant des ventes ou des emprunts: le 4 avril 1723, il aliène ses droits seigneuriaux à Michelbuch; le 10 janvier 1735, il reconnaît avoir reçu du sr de Heisgen 100 écus, dont il paiera les intérêts au denier vingt. Le 3 avril 1741, à Gœsdorf, par devant le notaire Bernard, François-Charles de Stassin, sr en partie d'Esch, confesse avoir reçu de Fréd. Krack, de Bockoltz-sur-Sûre, 120 écus à 8 escalins pièce, qu'il a employés à l'établissement de ses enfants. Le 3 mai 1742, Charles-François reçoit encore du même Krack 100 écus, par acte passé à Gœsdorf devant le susdit notaire (Siége des Nobles, reg. 9, f. 76 et 77, et reg. 12, f. 15; cf. les analyses manuscrites de Würth-Paquet, pp. 207 et 302 du registre de la Sect. Histor.)

Charles de Stassin est cité comme co-seigneur d'Esch en 1748 et en 1753; le 21 avril 1755, il vend au sieur Charles de la Haye, officier du comté de Wiltz, 1½ maldre de seigle de rente à prendre sur le moulin de Heisderscheid [2]). Mort à Mompach avant 1766, il avait épousé Marie-Thérèse Hobscheid, de Pittingen, qui décéda le 30 août 1757 [3]) et lui donna sept enfants, dont l'aîné, Joseph-Lambert, hérita du huitième d'Esch: en 1766, il habitait au château et il figure comme co-seigneur dans des actes du 6 février 1772 et du 20 décembre 1773.

Le 3 mars 1777, le conseil de Luxembourg accorde son placet à Jean-Pierre Schack, qui avait été pourvu de la cure d'Eschdorf, vacante par la mort de Mathias Huttert, sur la présentation faite par Louise-Salomé de Schauwenbourg, de l'assentiment du sieur de Stassin de Mompach. L'investiture avait été accordée le 1er mars, par le *judex curiae* de Chrét.-Franç. baron de Hacke, archidiacre de Longuyon.

Le 16 août 1777, nouveau placet du conseil, cette fois en faveur de Théodore-Henri Welter d'Etalle, pourvu de la dite cure, devenue vacante par la mort de Math. Huttert, le 25 décembre

1) Acte passé devant le notaire G. Bernard, de Wiltz, et signé *de Stassin d'Esch* (anal. manuscr.); réal. au Siége des nobles le 23 avril 1720 (reg. W.-P., p. 111).

2) J. Vannérus, *Doc. concernant Niederwampach*, 1904, nº 61.

3) Neyen, p. 259.

1776. Présenté par Lambert de Stassin, le 29 juin, Welter avait reçu l'investiture le 7 août, des mains du *judex curiae* de l'archidiacre, J.-Hugo-Ferdin. baron Boos de Waldeck. Il faut donc croire que Schack aura résigné [1]).

(A suivre).

[1]) Archives du Conseil, Placets (anal. van Werveke).

Das Großherzogtum Luxemburg
unter Wilhelm III. 1849–1890.

(Fortsetzung.)

B. Die Primärschulen.

Beim Beginn der Regierung Wilhelms III. hatte sich das Primärschulwesen wieder ein wenig gehoben, nachdem die Wirren des Jahres 1848 demselben vielfachen Schaden gebracht hatten.

Zur Heranbildung besserer Lehrkräfte für den Volksunterricht wurden die Normalschulen für Lehrer und für Lehrerinnen gegründet, deren erstere am 6. Januar 1845 und letztere am 1. Mai 1855 eröffnet wurde.

Auch wurden für den erweiterten Unterricht in den Elementar-Lehrfächern in den bedeutenderen Ortschaften des Landes Oberprimärschulen ins Leben gerufen.

So entstanden die Oberprimärschulen für Knaben, zu Wiltz, gegründet 1863, Grevenmacher 1864, Vianden 1864, Fels 1870, Remich 1875, Esch an der Alzette 1884, Petingen 1887, Düdelingen 1888 und Differdingen 1889.

Oberprimärschulen für Mädchen wurden gegründet zu Luxemburg 1860, Grevenmacher 1875, Remich 1880, Esch an der Alzette 1889 und Niederkorn 1890.

Eine Zusammenstellung der Primärschulen im Jahr 1849–1850, beim Anfang der Regierung Wilhelms III., mit jenen am Ende derselben im Schuljahr 1889–1890 wird klar darlegen, welch bedeutende Fortschritte der Volksunterricht in dieser Periode gemacht hat.

Im Schuljahr 1849–1850 gab es im Großherzogtum Luxemburg 472 Primärschulen, wovon 412 permanente und 57 Winterschulen nebst 3 Privatschulen, nämlich den 2 Bewahrschulen zu Luxemburg und dem Pensionat des Fräuleins Scharff

in Echternach. Diesen Schulen standen vor 413 Lehrer, 22 Unterlehrer, 42 Lehrerinnen und 7 Unterlehrerinnen, also im ganzen 484 Lehrpersonen, von denen 1 den ersten Rang, 15 den zweiten Rang, 108 den dritten Rang und 276 den vierten Rang bekleideten, indes 58 Lehrer, 5 Unterlehrer und 5 Unterlehrerinnen bloß provisorische Lehrermächtigung und 16 Lehrer kein Lehrbrevet besaßen.

All diesen Lehrpersonen wurden im ganzen 203,374 Franken 97 Cent. an festem Gehalt und an Wohnungsentschädigungen ausbezahlt.

Von großem Erfolg für die Volksschulen waren die Gesetze vom 20. April 1881 über die Organisation des Primärunterrichtes und über den obligatorischen Unterricht. Durch letzteres wurden alle Kinder vom sechsten bis zum zwölften Lebensjahr zum Besuch des Schulunterrichtes verpflichtet.

An gewöhnlichen Primärschulen gab es im Schuljahr 1889—1890:

a) öffentliche, nämlich Knabenschulen 211, Mädchenschulen 212, gemischte Schulen für die Anfänger 55, und gewöhnliche gemischte Schulen 246, also im ganzen 724. Dieselben zählten 16183 Knaben und 15415 Mädchen, also zusammen 31598 Schulkinder. Diesen 724 Schulen standen vor 403 Lehrer und 187 weltliche Lehrerinnen und 136 Schulschwestern, also im ganzen 726 Lehrpersonen, von denen 4 Lehrer und 5 Lehrerinnen = 9 den ersten Rang, 57 Lehrer, 20 Lehrerinnen und 3 Schulschwestern = 80 den zweiten Rang, 121 Lehrer, 63 Lehrerinnen und 24 Schulschwestern = 208 den dritten Rang, 221 Lehrer, 99 Lehrerinnen und 101 Schulschwestern = 422 den vierten Rang bekleideten, indes 7 Schulschwestern bloß eine Lehrermächtigung besaßen.

All diesen 726 Lehrpersonen wurden im ganzen 732,211 Franken 70 Cent. ausbezahlt, wovon auf das feste Gemeindegehalt 604,246 Franken, auf Gehaltszulagen und Brevetprämien 88,858 Franken und auf Wohnungsentschädigungen 39,115 Franken 70 Cent. kommen. Von den genannten 604,246 Franken an Gemeindegehältern fallen 384,058 Franken auf die 403 Lehrer, 143,808 Franken auf die 187 Lehrerinnen und 76,380 Franken auf die 136 Schulschwestern.

Neben den genannten 724 Primärschulen gab es noch 20 öffentliche Kinderbewahrschulen, mit 561 Knaben und 613 Mädchen = 1179 Kindern unter sechs Jahren; ferner 336 Schulen für Erwachsene und zwar 283 für Knaben und 53 für Mädchen, die von 4437 Knaben und 1336 Mädchen = 5773 Kinder besucht waren.

b) private Mädchenpensionate gab es 8, nämlich

zu Luxemburg, S. Sophie, gegründet 1808; zu Limpertsberg, S. Josef, 1888; zu Echternach, 1861; Düdelingen, 1872; Diekirch, Schulschwestern, 1870, und Pensionat des Frl. Gödert, Ettelbrück, 1852 und Wiltz, 1851. Dieselben zählten im ganzen 444 Schülerinnen.

Private Primärschulen gab es 6 und zwar die 2 gemischten Schulen der Protestanten zu Luxemburg, 1 Mädchenschule im Waisenhaus zu Itzig; 1 Knabenschule im Waisenhaus zu Grevenmacher; 1 Mädchenschule zu Lasauvage und eine Schule zu Longsdorf. Dieselben zählten 108 Knaben und 62 Mädchen = 170 Schulkinder.

Kleinkinder-Bewahrschulen gab es 4, zu Schleifmühle, zu Echternach, zu Lasauvage und am Pensionat zu Wiltz mit zusammen 202 Kindern, wovon 94 Knaben und 108 Mädchen.

Privatschulen für Erwachsene gab es 9, und zwar für Knaben 3, nämlich im Gesellenverein zu Luxemburg mit 8 Klassen, gegründet 1864, und 2 zu Echternach, die eine im Gesellenverein und die andere, die Sonntagsschule.

Für Mädchen bestanden 6, und zwar die Sonntagsschule zu Luxemburg mit 9 Klassen, die Sonntagsschule zu Dommeldingen mit 2 Klassen; die Sonntagsschule zu Rollingergrund mit 2 Klassen; die Sonntagsschule zu Echternach; die Arbeitsschule zu Esch an der Alzette und die Arbeitsschule zu Mersch. Dieselben zählten zusammen 253 Knaben und 551 Mädchen = 804 Kinder.

Den Unterricht zu Hause erhielten 15 Kinder aus 7 Familien, wovon 6 Knaben und 9 Mädchen.

Zu diesen, teils von den Gemeinden, teils von Privaten unterhaltenen Schulen, kommen noch die 5 folgenden, welche vom Staat unterhalten werden: Die 3 gemischten Schulen am Waisenhaus auf dem Rham und die 2 Schulen am Gefängnis zu Luxemburg, wovon 1 für die Knaben und 1 für die Mädchen.

12. Handel, Ackerbau und Gewerbe.

Dem Ackerbau gereichte zu großem Nutzen die Ackerbau-Kommission, welche durch Beschluß vom 28. November 1857 neu organisiert wurde.

Ebenso vorteilhaft haben sich die verschiedenen landwirtschaftlichen Gesellschaften erwiesen, namentlich die Ackerbau-Gesellschaft, der Acker- und Gartenbau-Verein, die Allgemeine Landwirtschaftliche Genossenschaft, jetzt Luxemburger Bauernverein genannt, der Allgemeine Obstbau-Verein, der Ardenner Ackerbau-Verein, sowie die zahlreichen Lokal-Vereine, Syndikate und Molkereien.

Auch sei hier noch erwähnt die 1856 in Echternach gegründete Ackerbauschule, die aber später trefflich ersetzt wurde durch die Staats-Ackerbauschule von Ettelbrück.

Wie die einzelnen Ackerbau-Vereine der Landwirtschaft, so hat die bereits am 1. Oktober 1841 eingesetzte Handelskammer dem Handel und Gewerbe stets großen Vorteil gebracht.

Durch den Anschluß des Großherzogtums an den deutschen Zollverein durch Vertrag vom 8. Februar 1842 hatte der Handel einen großen Aufschwung genommen. Der fernere Anschluß an den deutschen Zollverein wurde durch Gesetz vom 23. Januar 1854 auf zwölf Jahre abgeschlossen, um später auf eine längere Zeit hinaus gesetzlich festgestellt zu werden.

Zur Hebung des öffentlichen Wohlstandes in Ackerbau, Handel und Gewerbe trug auch nicht wenig bei die Ausgabe eigener luxemburgischer Münzen in den Werten von 10, 5 und 2 ½ Centimes, sowie die Gründung der Sparkasse, der Internationalen Bank und der Nationalbank.

Durch Gesetz vom 9. Januar 1852 wurde die Ausgabe eigener luxemburger Kupfermünzen angeordnet im Betrag von 150,000 Franken, welche Summe am 1. Dezember 1854 auf 250,000 Frk. erhöht wurde, wozu durch Gesetz vom 9. November 1859 eine weitere Ausgabe im Betrag von 10,000 Franken hinzukam.

Später wurde durch das Gesetz vom 18. November 1864 die Ausgabe von Bronze-Münzen in den Werten von 10, 5 und 2½ Centimes angeordnet im Betrag von 100,000 Franken, wozu durch Gesetz vom 1. August 1869 eine weitere Ausgabe von Bronzemünzen im Betrag von 150,000 Frk. hinzutrat.

Eine öffentliche Sparkasse wurde eingeführt durch Gesetz vom 21. Februar 1856. Für deren Einlagen und Rückzahlungen übernahm der Staat die volle Verantwortlichkeit.

Diese weise Einrichtung war besonders vorteilhaft für die niederen Klassen des Volkes, welches ihr seine Ersparnisse anvertraute.

Für die Geschäftswelt sehr nützlich war die 1856 konzessionirte Internationale Bank zu Luxemburg. Als anonyme Aktiengesellschaft gegründet mit dem Rechte Bankscheine als Papiergeld auszugeben, die für das Großherzogtum als Zahlungsmittel gültig sind, besitzt dieselbe heute (1907) ein Kapitalvermögen von 25 Millionen ganz eingezahlter Aktien und einen Reservefond von ungefähr 10 Millionen Franken.

Dem Handel und Gewerbe und dem Ackerbau sollte ebenfalls dienen die 1873 gegründete Nationalbank. Leider krachte

dieſelbe Ende Auguſt 1881 und brachte über das Land großes Unheil, das jedoch teilweiſe gelindert wurde durch den Umſtand, daß die Regierung deren Banknoten zum Vollwert gegen bares Geld einlöste.

(Fortſetzung folgt.)

Sôen aus dem Syrdal.

II.

De Krèckelsbi[e]rg hu[e]t seng Ge-
[schicht
Grad we[i] de Bi[e]rg fu Spicher;
Dât fent, wann ên e we[i]neg sicht,
Ên hûrtech an de Bicher.

Mat senger he[i]cher, spatzer Stir,
Mam Tènnenhutt, dém ronnen,
Ass hi[e]n de Wi[e]chter fun der Syr
Op me[i] we[i] fe[i]er Stonnen.

Hei lo[u]g de Crequi an der Zeit,
De Feinden d'Zänn ze weisen;
Um Widdebi[e]rg, de[i] âner Seit,
Lo[u]g èng Arme[i] fu Preisen.

Fum Crequi hu[e]t de Bi[e]rg sei
[Numm
Erwöscht fir e[i]weg Zeiten,
All Gri[e]sgen drop hu[e]t an all
[Blumm
Eng Sâch i[e]ch ze bedeiten.

Èng bildsche[i]n Marketènderin
War am franze[i]sche Léer;
Fir de[i] sin êmol onêns gin
Zwe[i] jong franze[i]sesch Jéer.

Am Léer war all Art Duèll
Dem Militär ferbu[e]den;
Du[e]rfir ons Jéer fir d'Mamsèll
Am Dal d'Paschto[u]leng lu[e]den.

Beim Bösch hei, jo, de[i] Plâtz ass
[gutt!
Um Gru[e]f stong nach èng Zeien —
Sie zi[e]len af, an do[u]t am Blutt
Wèrd gleich e Jéer leien!

Du dauscht et dûrch de Bösch 'we[i]
[Stûrm,
Dass s'All de Streit fergi[e]ssen —
Wât ass de Mönsch en âme
[Wûrm,
Mat Gêschter sech ze mi[e]ssen!

Dén âner Mu[e]rge beim Appèll
Sin hirer zwe[i]n, de[i] féhlen;
Kê Mensch me[i] kritt s'erem zum
[Duèll,
A wär och d'Wèlt ze déhlen!

ÉTUDES SUR LE LUXEMBOURG

A L'ÉPOQUE CAROLINGIENNE.

Pour s'associer à la rébellion de Gislebert, dès 921, Ricoin IV quitta le service du roi de France. En 922, Charles IV guerroyait contre lui ; peu après, Boson IV comte de Saint-Dizier, ayant pris fait et cause pour Adalbéron fils de Wigeric, que Ricoin avait dépouillé de ses bénéfices, attaquait le comte de Verdun. Ricoin, surpris dans son lit, fut mis à mort par Boson le 14 mars 923 [421]).

Ricoin IV, après 916, avait épousé la veuve de Wigeric, comte du Bidgau, et était ainsi devenu le beau-père (*vitricus*) d'Adalbéron, le futur évêque de Metz [422]).

Boson occupa durant quelque temps le comté de Verdun. Il fit restituer à Saint-Baudry de Montfaucon le domaine de Gillamont à Dieulouard, sur la Moselle, que Dadon, évêque de Verdun, avait acquis autrefois pour le donner à ce monastère [423]). Ce lieu étant à côté de Charpeigne, il est visible que Boson s'était emparé à la fois du comté de Ricoin (le Verdunois) et du comté d'Erlebaud (le Charmois).

En 928, Henri l'Oiseleur vint assiéger Boson dans sa forteresse sur la Meuse [424]) et refoula définitivement les Français de l'autre côté de ce fleuve.

Onze ans plus tard, après l'échec de sa tentative pour implanter son frère Henri comme régent du duché de Lorraine, Otton-le-Grand confia à son homonyme, un fils de Ricoin devenu comte de Verdun, la tutelle de leur commun parent le jeune orphelin Henri [425]). A la mort du fils de Gislebert, cet Otton resta maître de

---

[421]) La date est fournie par Flodoard ; le quantième, par le *Nécrologe de Saint Vanne* (*Neues Archiv*, XV, 127, 608.)

[422]) Ce n'est pas ici le lieu de discuter les questions généalogiques se rattachant à cette alliance.

[423]) Flodoard, *Hist. eccl. Remensis*, IV, 42.

[424]) Cf. Flodoard, Chron., *Scriptores*, III, 378 ; — *Miracula S. Gorgonii*, cap. 12 ; ib., IV, 242 ; — *Vita Johannis Gorziensis*, cap. 104 ; ibid., IV, 367 ; — *Virtutes S. Eugenii*, ibid., XV, 651.

[425]) *Praeficiens* (Otto rex) *regioni Lothariorum Oddonem Richuuini filium et ut nutriret* nepotem suum, *filium Gisleberti, optimae spei puerulum, nomine Hein-*

la Lotharingie avec le titre de duc; il le porte le 15 mars 942, dans la charte où Adalbéron I, évêque de Metz — le fils de Wigeric — substitue, à St. Arnoul de Metz, les Bénédictins aux chanoines expulsés.

La dynastie des Ricoin reçut en bénéfice l'abbaye de Moyenmoutier après le comte Hillin à qui Zuentebold l'avait donnée en 896. — L'ancien abbé Pepin, frère d'Herbert Ier de Vermandois, vivait encore; c'était pour la seconde fois qu'on lui enlevait son bénéfice; le roi Lothaire II l'en avait antérieurement dépouillé parce que l'abbé se refusait à imposer aux sujets du monastère le service militaire au moment d'une levée que le roi de Lorraine préparait contre un de ses oncles [426]). Pepin n'ayant pas voulu envoyer l'aile de trente cuirasses réclamée, „Lothaire II abandonna l'abbaye au duc (Hubert) qui s'empara de 1511 manses, ne laissant aux moines que quelques terres pour leur subsistance." Charles-le-Chauve avait dû obtenir la restitution de Moyenmoutier à son cousin; Zuentebold l'ayant reprise, Hillin établit en 896 des chanoines qui subsistèrent pendant 46 ans sous les abbés-comtes Hillin, Ricoin IV, Otton, Boson, Amiard et Gislebert: ce dernier, en 942, rétablit l'institution monastique.

Tel est l'ordre de succession donné par les annales de l'abbaye de Saint-Hioul. S'il est rigoureusement exact, il faut admettre qu'avant sa mort, et probablement vers 919, Ricoin IV

---

ricum." Widukind, l. II. Cet auteur donne au mot *nepos* l'acception saxonne (*parent plus jeune.*)

426) Certainement en 858, lorsque Lothaire s'unit à Louis-le-Germanique qui avait envahi les états de Charles-le-Chauve (Parisot, p. 123). — L'historien du *Royaume de Lorraine* a eu une distraction en pensant que le passage suivant appliqué à Lothaire II par le *Libellus de Sancti Hidulfi successoribus* „ne peut s'appliquer qu'au fils aîné de Louis-le-Pieux" c'est-à-dire à Lothaire Ier (p. 331, note 5): „*Hic patruorum* patientiam continuis irritabat machinationibus." Louis-le-Pieux étant le seul roi fils de Charlemagne survivant à son père, Lothaire Ier n'a jamais eu de *patrui* (oncles paternels) auxquels il ait pu chercher noise. Lothaire II mobilisa souvent des troupes, tergivisant constamment entre l'alliance de l'un ou l'autre de ses oncles: celle qu'il fit avec Louis contre Charles ne lui profita nullement, et l'écrivain de Moyenmoutier a raison de dire: „Cum . . . crebram aciem produceret, neque congressus illius lætos exitus haberet, abbas nimia exactione militum in expeditione regali compulsus, et maxime parricidalem dissensionem perosus, alam loricatorum . . . ju exercitum destinare noluit." (*Scriptores,* IV, 89). En 858, la levée demandée faisait suite à une autre, conduite en France pour combattre les Normands (Parisot, p. 121). Le *Libellus,* en disant que Lothaire II fut excommunié, ne fait que reproduire les termes mêmes du Pape: „*excommunicatum habemus*" appliqués à Lothaire II par Nicolas Ier.

céda Moycnmoutier à Otton, qui d'ailleurs lui est associé dans la *Chronique de Flodoard* comme son allié politique.

X.

Le duc Meingaud, abbé de Saint-Maximin neveu du roi Eudes de France.

Les historiens anciens et modernes sont unanimement d'accord pour identifier le Meingaud, abbé-laïc de Saint-Maximin de Trèves et duc de Lotharingie, avec le titulaire homonyme de deux comtés, assez distants, le Wormsfeld et le Mayengau, au début du règne d'Arnoul roi de Germanie. Ce comte Meingaud eut pour homonyme et pour devancier, en Wormsfeld, de 862 à 881, un comte Meingaud [427]), dont nous connaissons le père, grâce à une lettre du pape Jean VIII à Charles-le-Gros. En 879, ce pontife demande au roi d'Allemagne de lui faire connaître ses intentions politiques par l'entremise de trois ambassadeurs: Meingaud, fils d'Adalbert, l'évêque Leutard de Verceil, et le grand échanson Adalbert, qui se distingue du père de Meingaud [428]).

Wiltheim a pensé que ce fils d'Adalbert pourrait bien ne faire qu'un avec le bénéficiaire de Saint-Maximin. C'est une conclusion qu'il aurait écartée s'il eût connu l'existence bien distincte des deux comtes du Wormsfeld de ce nom. D'ailleurs le duc Meingaud étant neveu du roi Eudes de France qui naquit en 865, aurait pu bien difficilement être chargé d'une mission de confiance auprès du Pape en 879. L'association de Meingaud l'ambassadeur à deux des plus hauts personnages de l'État donne tout lieu de croire qu'il leur était égal en rang, et chargé de fonctions ducales dans le royaume de Charles.

Adalbert, père du premier Meingaud, fut aussi l'un des grands du royaume de Lothaire II. En 856, ce prince le désigne comme un de ses grands-officiers (*ministeriales*), il est associé à l'abbé Hubert, frère de la reine Theutberge, dans une intercession en faveur du couvent de Crespin en Hainaut. Il figure dix-huit ans plus tôt, en Germanie, parmi les bienfaiteurs de l'abbaye de Blidenstadt, et souscrit, avec son titre comtal [429]), à une charte

427) La succession des deux Meingaud en Wormsfeld engage à les considérer comme père et fils. Parisot a eu, sur la filiation du Meingaud abbé de Saint-Maximin, une distraction (p. 492, note 1) qui ne tire pas à conséquence, mais qu'il faut pourtant signaler afin d'écarter par avance une objection.

428) *Obnixe precamur, ut nobis delegatis Leuthardum, venerabilem episcopum, Megingaudum filium Adalberti, et Adalbertum protopincernam vestrum.*

429) Boehmer, *Monumenta Blidenstadtensia*, pp. 8, 29.

de l'archevêque de Mayence, du 20 octobre 838 pour ce monastère, avec les comtes Hatton (de Nidda) et Leidrad (de Mayence). Il n'exerçait alors la charge de comte que par intérim, ou peut-être une circonstance politique lui fit-elle encourir la disgrâce du roi Louis-le-Germanique. En 847, en effet, il se qualifie *ex-comte* (*quondam comes*) dans un acte où il donne à Saint-Alban de Mayence, pour le repos de l'âme de sa femme, tout ce qu'il avait hérité de sa sœur Reinhilde dans le Nahegau. Il n'est pas question d'enfants; il s'agit donc sans doute dans cet acte d'une fondation faite pour l'anniversaire d'une première femme, dont il n'eut pas de postérité [430]). Adalbert vivait encore le 30 octobre 875, date à laquelle il résidait dans son comté d'Anglachgau (en Alamannie, sur les frontières du pays de Spire); il fit alors un échange de biens dans ce district avec l'abbé de Lorch [431]).

L'Anglachgau était le comté patrimonial de Gérold ou Géroud, mari d'Imma et père de la reine Hildegarde, femme de Charlemagne. Ce prince en 813, qualifie de *cognatus* (allié du côté des femmes) un Adalbert auquel il concède l'avouerie de la *villa* royale d'Ulm octroyée à un monastère [432]). Vers le même temps, cet Adalbert faisait à Fulda don de treize serfs pour fonder l'anniversaire de son père, le marquis Gérold *(in elemosinam marcuisii et patris mei Geroltes)* [433]). Il s'agit ici du marquis de Bavière, Gérold, frère d'Hildegarde, tué le premier septembre 799, dans une bataille livrée aux Hongrois [434]). Adalbert avait servi sous Gérold et combattu à ses côtés les Huns, les Saxons et les Slaves [435]).

On ne saurait douter qu'il ne s'agisse bien de la même lignée, car le *Cartulaire de Lorch* nous fait connaître, vers le début du IXe siècle, un *Meingaud*, fils et frère de deux Gérold.

(A suivre.)

---

430) André Lamey a publié ce document dans ses Études sur les *pagi* rhénans (*Acta Academiae Theodoro-Palatinae*, V, 163); il en conclut qu'Adalbert avait administré le Nahegau temporairement.

431) *Codex diplomaticus Lauresheimensis*, t. II, n. 2575; t. III, n. 3535. — Le Nahegau, le Wormsgau, le Spiregau et l'Anglachgau sont des districts qui touchent l'un à l'autre.

432) *Monumenta Boica*, XXXI, 28.

433) Dronke, *Codex diplomaticus Fuldensis*, n. 295. — Cet éditeur a lu *marcuisu* au lieu de *marcuisii* et en a fait un nom propre.

434) *Annales Heremi Einsiedelnenses*, ap. Pertz, *Scriptores*, III, 145. — Gérold était frère de père (*germanus*) d'Hildegarde (Ekkehard, *De Casibus Sancti Galli*, ap. Pertz, II, 65); il eut donc pour père son homonyme Gérold d'Anglachgau. — Cf. *Nécrologe de Reichenau*, dans Boehmer, *Fontes*, IV, 140.

435) *Gesta Karoli*, l. II, ap. Pertz, *Scriptores*, II, 747.

Johannes Bertels, Abt zu Echternach.

(Fortsetzung).

1604.

Während dieses Jahres herrschte in Luxemburg, in Echternach und in allen benachbarten Ortschaften die Pest.

In diesem Jahre verließ der Perserkönig sein Reich, kam unter vielen Gefahren nach Prag zu Kaiser Rudolf und verlangte Christ zu werden. Die kaiserliche Majestät bewirtete den hohen Gast unter den höchstmöglichen Ehrenbezeugungen. Der Perser versprach, dem Kaiser sogar jährlich Geld zur Ausrüstung von 30,000 Soldaten vorzustrecken, damit derselbe den Krieg gegen die Türken nachdrücklich und mit Erfolg führen könne.

Im nämlichen Jahre lieh der Abt dem Zenner und der ganzen Gemeinde Bollendorf die Summe von hundert Talern, wofür letztere ihm den „Bratzbusch" genannten Wald verkaufte.

Am 25. August 1604 wurden während dreier Tage Totenämter für den verstorbenen Gouverneur Grafen Peter Ernst von Mansfelt abgehalten, bei welcher Gelegenheit Bertels das Hochamt sang. Seinen beiden ältesten, illegitimen Söhnen hatte Mansfelt je 10,000 Gulden und einer ebenfalls illegitimen Tochter 7,000 Gulden vermacht. Zu Haupterben jedoch hatte er seinen Sohn Renatus von Chalons, seine Tochter, die Gattin des Philipp von Roblesse, sowie die Witwe Heinrichs von Chalons eingesetzt.

Höchst interessant ist der Bericht, den uns Bertels über die sogenannten „Willibrorduskinder" auf dem „Hundsrück" in seinen Aufzeichnungen über das Jahr 1604 hinterlassen hat. Wir lassen denselben hier folgen:

Beschützung der Willibrorduskinder.

Bekanntlich besaß die Echternacher Abtei auf dem „Hundsrück" ein Mannlehen, das sogenannte Hundsrücker oder Willibrordus-lehen. Dessen Hörigen nannten sich selbst Willibrorduskinder[1]). Philipp Boys, Herr zu Waldeck und Mantfort, hatte dieses Lehen in Besitz. Die Insassen oder Hörigen waren jährlich zu drei Frohnden verpflichtet: Sie säeten die Äcker des Herrn und pflügten sie im Herbste; in der Fastenzeit säeten sie den Hafer und mußten zur Heuzeit das Mähen, Dörren und Heimführen besorgen. Seit vierzig Jahren aber hatten die Herren von Waldeck diese Hörigen allmählich bedrückt und mit

1) Im Luxemburger Regierungsarchiv befindet sich ein dickbändiges Chartular mit Urkunden über dieses Willibrordslehen.

ungewöhnten und unerhörten Diensten und Fronden belastet. Zuletzt wurden selbe sogar mit Gewalt zu Weinfronfahrten herangezogen und mußten sie, auf eigene Gefahr hin, bis an die Mosel und den Rhein fahren, sowie auch Korn aus weitentlegenen Burgen herbeischaffen. Kamen sie müde an, so wurde ihnen kaum ein Stücklein Brot gereicht. Die armen vielgeplagten Menschen aus Donnershausen und Laufbershausen wußten keinen anderen Weg, dieses drückenden Frondienstes los zu werden, als sich an den Abt in Echternach zu wenden, da ihre Vorstellungen von dem unbarmherzigen Lehnsherrn schon öfters spöttisch und höhnisch abgewiesen worden waren. In Echternach wurden sie zwar mild und höflich empfangen; auch hörte der Abt ihre Klagen über die tyrannische Bedrückung des Lehnsherrn an, allein Antwort oder Heilmittel folgten nicht. Beseelt vom freundlichen Empfange und halb verzweifelt sandten sie eines Tages, unter Anführung ihrers Pfarrers, drei Männer zum Abt Bertels, der zufällig in Luxemburg weilte. Der Pfarrer, ein ehrenwerter und erfahrener Mann, fing also an: „Hochwürdiger Herr! Gesandt sind wir an Sie von den Willibrordus-Kindern, um aufs neue die alten Klagen vorzubringen, welche sie schon öfters dem Echternacher Abte behufs Abhülfe vorgelegt haben. Es ist ihnen unmöglich, länger so zu leben und ihre Familien zu ernähren. Trotz aller Versprechen wurde ihnen noch keine Abhülfe zu teil. Sollte eine solche unmöglich sein, dann mögen Sie es mit einem Worte erklären."

Der Abt tröstete die niedergeschlagenen und entmutigten Gesandten und versprach, ihnen innerhalb fünf Tagen Antwort zu übersenden. Er nahm sich die Sache auch wirklich zu Herzen; denn kaum waren die Kläger nach Hause heimgekehrt, da sandte Bertels auch schon dem Scholtes Franz von Hornung einen Brief, worin er ihm die ganze Sachlage klar auseinandersetzte. Dieser antwortete, er würde gerne die Angelegenheit ins Reine bringen, falls der Abt nur nachhaltige Unterstützung gewähren wolle. Alsogleich schickte der Abt an den Herrn von Waldeck einen eigenhändig geschriebenen Brief und ermahnte ihn, fürderhin die armen, geplagten Willibrordus-Kinder nicht über Pflicht und Gewohnheit zu belästigen und mit Fronden zu bedrücken; denn diese Leute seien keineswegs seine Leibeigenen, sondern dem Kloster hörig; der Herr von Waldeck besäße sie nur als Lehen. Als Antwort schrieb der Herr einen demutsvollen Entschuldigungsbrief und versprach gänzliche Abhülfe. Da er aber unterdessen erfahren hatte, einige dieser Leute seien persönlich zum Echternacher Abt gegangen, um ihr Anliegen vorzutragen, ließ er zwei davon ins Gefängnis werfen. Auf die Anzeige davon erließ Bertels ein zweites Schreiben und forderte, unter Androhung des Verlustes des Lehens, die Freilassung der Gefangenen. Fünf Monate ging jetzt alles glatt und ruhig. Dann begann der

Waldecker aufs neue mit seinen Unterdrückungen und verbot unter Androhung von Gefängnisstrafe, jemals wieder dem Abte Klagen zu hinterbringen. Doch zwei Boten berichteten auch dieses wieder nach Echternach, woraufhin ein drittes Schreiben an den Lehenträger abging. Als Antwort hierauf warf derselbe, dem Rat seines Kellners nachgebend, drei Männer in den Kerker. Bei dieser Nachricht wandte sich der Abt an den Erzbischof von Trier und erbat dessen Mithülfe gegen solch einen tyrannischen Lehenträger. Der Churfürst las wiederholt das Schreiben, überlegte und hörte die Meinung des Ritterrates oder „Mannrichters" an. Er befahl sofortige Freilassung der Gefangenen, die auch erfolgte. Aber nach drei Monaten wütete der unsinnige Herr wieder förmlich gegen die armen Untertanen, ahndete auch das geringste Vergehen mit Gefängnis, begab sich nach Trier und suchte die Unterstützung des Churfürsten gegen das Kloster Echternach nach. Allein es ward ihm dieselbe Antwort wie die des Abtes, und der Verlust seines Lehens ihm angekündigt.

Auf den 27. November 1604 bestimmte der Churfürst den Tag, an dem die Streitsache entschieden werden sollte. Bertels sandte einen Brief an die Willibrordus-Kinder, daß sie ohne Fehl und irgendwelche Entschuldigung nach Croef kommen sollten, da sie dort Treue und Lehenseid schwören müßten.

Am 27. September verließ der Abt das Kloster, kam nach Trier und langte nach Michaeli in Croef an, besichtigte die Besitzungen der Abtei an der Mosel und verordnete die nötigen Ausbesserungen an den den Einsturz drohenden Gebäuden. Endlich kamen auch die Willibrordus-Kinder an. In der Pfarrkirche des Klosters waren Scholtes und Notar anwesend. Bertels hielt eine kleine Anrede an die Landleute und erklärte ihnen den zu leistenden Eid. Alle schwuren denselben, gingen um den Altar herum und reichten dem an dessen rechter Seite stehenden Abte die Hand. Darnach wurden sie ins Rathaus geführt, wo eine Ohm Wein und Speisen für sie bereit standen. Alle unterschrieben hier in Gegenwart des Scholtes und des Notars mit eigener Namensunterschrift ihren Eid. Gegen Mittag kehrten sie in ihre Heimat zurück.

Doch damit scheint der Streit noch nicht beigelegt gewesen zu sein.

Im Jahre 1606 kam endlich eine Vereinbarung mit Junker Hans Boys zu stande und zwar auf Betreiben der Verwandten und mächtiger Freunde. Die Schiedsrichter beschlossen:

1. Die Willibrordus-Kinder müssen, wie die anderen Untertanen, Baumaterialien in Waldeck, Dreys und Borgum herbeifahren.

2) Fronden leisten in Feldern, Wiesen, Gärten, wie von alters her, auch zur Weinlesezeit in Dreys, Boppart und Borgum und das Herbeifahren des Brennholzes in Waldeck besorgen.

3) Wein und Getreide mit den andern Hörigen aufs Schloß Waldeck aus einer Entfernung von zwei Stunden herbeifahren.

4) Sie dürfen frei fischen und jagen, nur dürfen sie dadurch in den Feldarbeiten nichts versäumen.

5) Gedenkt jemand seine Befreiung oder die Einwilligung zur Heirat nachzusuchen, so mag er nach Belieben sich dem Herrn stellen und, um allen Überforderungen vorzubeugen, wird festgesetzt, daß derjenige, der einen Pflug hat, zur Entlassung eines Sohnes oder einer Tochter nicht über neun Gulden, für einen halben Pflug sechs Gulden, wer aber kein Pferd hat, nur drei Gulden zu zahlen habe.

6) Doch soll eine solche Entlassung nur dann stattfinden, wenn dem Hause dadurch kein Nachteil erwächst.

7) Sollte das Haus oder Gut verkauft worden sein, muß der Vasall es wieder erwerben.

8) Damit die Fronden erleichtert werden, sollen diese Leute, gerade wie die eigenen Vasallen, belastet werden und gleiche Portion an Nahrung für Mann und Pferd erhalten. Zur Weinlesezeit sollen die Leute einen angemessenen Lohn bekommen. Widerspenstigkeit darf mit entsprechenden Bußen, die sechs Gulden nicht übersteigen dürfen, und, nur im äußersten Falle, mit Kerkerstrafen geahndet werden.

* * *

Als die Weinlese in Crocf stattfand, reiste Bertels der Erholung wegen dahin, verblieb dort vom 22. Oktober bis 3. November und celebrierte auf Allerheiligen ein Pontifikalamt in der dortigen dem Kloster gehörigen Pfarrkirche. Am 4. November kehrte er in seine Abtei zurück, begab sich aber, da die Pest noch in Echternach herrschte, auf die Burg Bollendorf.

Am 23. November machte Bertels dem neuen Gouverneur Berlaymont in Luxemburg seine Aufwartung und verehrte ihm eine „Fuhr" alten Weines.

Am 5. Dezember hatte der Scholtes Hornung zu Dreyß 5 Personen wegen Hexerei hinrichten lassen.

(Fortsetzung folgt.)

MÉLANGES

RELATIFS

A l'HISTOIRE DU PAYS DE LUXEMBOURG.

VIII. — Supplique adressée par plusieurs curés du Département des Forêts, à S. E. le Ministre de l'Intérieur, à Paris.

Citoyen Ministre de l'Intérieur.

Les soussignés curés non assermentés du département des forêts, tant en leur nom, qu'en celui de leurs confrères dont le vœu leur est suffisamment connu ont l'honneur de vous représenter très respectueusement, que si dans des tems pénibles et critiques, ils n'ont pu se déterminer à prester des sermens et des soumissions que le gouvernement exigeait pour lors, et qu'ils se sont exposés par là à toutes les suites facheuses auxquelles leur refus, uniquement motivé sur la réclamation de leur conscience, les a reduits, ils protestent le plus solennellement qu'aucune cause étrangère aux principes énoncés, ne les a porté (*sic*) à cette démarche. Leur conduite tranquille et pacifique sous tous les rapports, tous les efforts emploiés pour animer les peuples ci-devant confiés à leurs soins (: autant que les circonstances critiques le leur permettaient :) au respect et à la soumission envers le Gouvernement et ses agens, doivent vous convaincre, citoyen ministre, du zèle et des motives (*sic*) purs qui les ont fait agir. Maintenant que les mesures de rigueur, si funestes à la tranquillité et au bonheur public, viennent de cesser, que par un bienfait signalé le gouvernement tout en nous donnant la Loi du concordat ne laisse pas de doute sur ses vues sages et salutaires d'une véritable pacification, d'une réunion et de l'harmonie si nécessaires à ses desseins; nous avons le malheur dans ce département, poursuivis nous ne savons par quelle fatalité, faute de ne pouvoir fonctionner publiquement, et d'être privés par là de parler et d'instruire nos paroissiens sur les véritables vues du gouvernement et du St. Siége de voir continuer les anciennes discussions et les ressentimens qui sont aussi funestes à la chose publique qu'à la paix que notre religion demande.

La loi du concordat, citoyen ministre, étant solennellement publiée dans tout notre département, un décret de la préfecture y joint par lequel tous les catholiques sont invités à se mettre

aux pieds des autels pour rendre grace au ciel de cet heureux évènement en ne faisant aucune distinction entre soumis et insoumis, semblait ne pas devoir nous exclure d'une profession qui fait notre unique bonheur. Mais hélas! les entraves qu'on y jette, par des explications postérieures, nous ramenent à la prestation d'une soumission qui n'existe plus. Sauf très humble correction, il parait aux soussignés, qu'ils ne peuvent plus être tenu, contre l'opinion de leur préfet, à mettre des soumissions qui viennent d'être abrogées par la loi du Concordat. Le fait reste néanmoins incontestable, citoyen ministre, que si le préfet n'est pas autorisé à recevoir préalablement à L'organisation ce serment du dit concordat, que nous restons en but à nos propres paroissiens qui partout d'après des simples notions dans leur perplexité semblent ne voir dans leur pasteurs que des personages qui ne veulent en aucune manière concourir aux moyens d'un évenement tant désiré et si vivement senti.

D'aprês cet exposé du véritable état de leur fâcheuse position, citoyen ministre, les soussignés en offrant au gouvernemênt par les présentes, le serment decreté par le concordat, vous assurent qu'aussitôt que leur eveque sera arrivé parmi eux, ils n'auront rien de plus empressé que de réaliser le dit offre.

La justice, le zèle pour le bonheur public et les grandes qualités qui vous caractérisent, citoyen ministre, tiennent lieu de conviction aux soussignés que vous daignerez sans délai leur obtenir, en attendant que l'organisation puisse se faire, la permission de reprendre les fonctions publiques de leur état et les mettre par cette faveur, à porté (*sic*) de vous convaincre de la pureté de leurs intentions et du désir qu'ils ont de contribuer de tout leur pouvoir au rétablissement de la paix, ét de la concorde, si ardemment désirée de tous les gens de bien.

le 17 prairial au dix. — vos très humbles et très obéissans serviteurs.

(Signés:) *Neunheuser*, curé de la paroisse de Steinsel. — *Grégoire Schmit*, curé de St. Ulric à Luxembourg. — *Hubert Girsch*, curé de St. Michel à Luxembourg. — *H. Feltz*, curé de Nobressart. — *J. T. Vandernôot*, curé d'Itzig. — *J. B. Faulbecker*, curé de Mondorff. — *J. M. Wellenstein*, curé à Besch. — *J. Z. Wellenstein*, curé de Moutfort. — *J. Baptista Lacomparte*, pastor parochiae Schüttringen residens in Hostert. — *M. Kremer*, curé à Flaxweiler. — *Fr. Xav. Notumb*,

curé de Greisch. – *Jean Nicolas Klein,* curé de la paroisse de Niederdonven. — *Oms*, curé de Wormeldange. — *C. Schmitz,* curé à Lenningen. — *H. Molitor.* pastor in Remich. — *Settegast*, curé d'Étrange. (*sic*) — *Reuter,* curé de la paroisse de Kreizweiler. — *Horman*, curé de Contern. — *F. Constantin Motitor*, curé de la paroisse de Wallendorff. — *E. A. Krips*, curé de la paroisse de Mersch. — *M. Kirsch,* pastor in Büschedorf. — *N. Biwer,* Pastor in Vselding. — *Blais,* curé de la paroisse de Sæul. — *N. Scholtes,* curé de Vichten. [1])

(Archives nationales de Paris. Série F [19], Nos 369 – 374. Forêts.)

---

[1]) Ce document paraît avoir été écrit par le curé Faulbecker; car une comparaison des traits de sa signature et de l'encre pâle employée par lui, prouve à l'évidence que tout le contenu de la pièce est écrit de la même main avec la même encre.

D'n dawe Jang.

Lostspill an zwin Akten, voam Ändre'i Duchscher 1908.

Motto: *Ween sein Hämichssprooch net e'ihert,*
As seiner Hämicht net wärt.

Wie kaum einer hat Duchscher seine Heimatssprache geehrt; hat er doch so zu sagen sein ganzes Leben für sie gewirkt. Schon als blutjunger Vorsitzender des Echternacher Turnvereins versuchte er sich, auf Anraten seiner Freunde, im heimischen Lustspiel. Der Erfolg Duchschers lag begründet in diesem Verein: er konnte schaffen, der Turnverein war seine Truppe. Anspruch auf Dank und öffentliches Lob haben diejenigen Gesellschaften sich erworben, welche die Pflege des Luxemburger Theaters übernommen haben; das ist eine Gewähr, dass unsere Heimatssprache fortbestehen wird. Dadurch werden gute alte Wörter und Redensarten wieder aufgefrischt, verloren gegangene wieder eingebürgert. Damit unsere Sprache an ihrer urwüchsigen Frische nichts einbüsse und nicht verurteilt sei, immer mehr zu verarmen, sollten alle echten Luxemburger sich angelegen sein lassen, immer und überall, wo sie mit Luxemburgern zusammentreffen, alle Fremdwörter, sowohl deutsche als französische, soviel als möglich

zu vermeiden, sie nur gebrauchen, wenn es unumgänglich notwendig ist, und nicht zulassen, dass sie sich durch preziöse, gekünstelte Sprache vor aller Welt blamieren.

Duchscher hat unsere Bühne mit 8 Theaterstücken beschenkt. »Den Handstraich oder d'Bloum o'us dem Rusendaal« ist sein erstes Werk; es entstand 1865 und hatte vollen Erfolg. 1868 erschien »de bloe Mondig oder ween hoat d'Box?« Von 1868—1894, während Duchscher sich den Weg durchs Leben suchte, bis es ihm gelang, das Glück der eigenen Persönlichkeit und der Seinen zu begründen, schrieb er nicht mehr. 1894 trat er wieder hervor mit dem Charakterstück »D'n Handweerksmaan am Sträit fir d' deglich Brut«; es folgten das Schauspiel »Rekes d'n Dretten«, das Drama »Franz Pinell«; wie seine beiden ersten Werke sind auch die letzten Lustspiele: »d'Villa Fina«, das vor einigen Jahren auf unserm Stadttheater von der Union dramatique meisterlich aufgeführt wurde. Wer damals zugegen gewesen, wird ohne Zweifel de Schnalle's Nekla aus dem Pâfendal mit seiner Holzschneiderfamilie in angenehmer Erinnerung haben. 1906 oder 1907 erschien »de Fenstermaates«, und als jüngstes in diesem Jahre »d'n dawe Jang«, welcher Gegenstand meiner Besprechung ist.

Hier die Fabel:

Jang Pilo, genannt d'n dawe Jang (wohl deshalb, weil er Unangenehmes gleich zu hören sich hartnäckig weigert), Schustermeister aus Roodt a. d. Syr hat sich am Fastnachtsmontag nach Grevenmacher begeben, um beim Metzger das Geld für seine Kuh einzufordern: nachher wird er lustig, tanzt den Kongkang, einen Tanz eigener Erfindung, der darin besteht, dass er springt und die Beine hoch in die Luft schleudert, geht sammeln bei denjenigen, die seine Kunst bewundert, wird aber, weil er kein »Podent« hat, von den Gendarmen eingesponnen; nach einer Stunde auf freien Fuss gesetzt, kommt er nach Wecker, bekneipt sich aufs neue, wird in die Eisenbahn gehoben, in der Heimat abgesetzt und ins Bett getragen. Andern Morgens beim Erwachen findet er in seinem Hause eine Lederrolle stehen, die ihm nicht gehört. Man hat sie ihm schon zu Wecker gegen seinen Willen in den Zug nachgegeben und sie jetzt sogar in seine Wohnung gebracht. Um diese Lederrolle dreht sich das ganze Spiel. Die Eigentümerin, Witwe Grangler aus Wecker, hat Klage eingebracht (se hoat dem Prokrör telegrapheiert), die Sache wurde in Hände genommen — und Jang Pilo fürchtet, er käme »alt erem an de Back«. Der Gendarm Zacharias hat ein Auge auf des

Meisters Tochter, das hübsche Moargritchen, geworfen; diese ist auch Zacharias nicht abhold; der Meister jedoch will keinen Gendarmen in der Familie »went allerhand Ursaachen«. In seiner Not verspricht Pilo dem »Här Harias«, wenn er ihm glimpflich aus der Patsche heraushelfe: »Dir kre'it daan voa mir daat, wat Ich am mäste Fräd micht, su weit et a' meiner Moacht stäht.« — »De Boartel vu Schraassig«, der einen Pick auf Jang Pilo hat, wird von Jang dadurch gewonnen, dass er ihm die Witwe Grangler, nach der Barthel sich sehnt, als eine überaus gute Partie schildert. Barthel, der bei dem Streich mit dem Leder zugegen gewesen, auf dessen Anstiften es sogar geschah, wird zu Gunsten Pilos Zeugnis ablegen. Frau Zei, Pilos Ehegespons, hat ihn belauscht, wie er Barthel gegenüber die Vorzüge der Frau Grangler ins rechte Licht rückte; er wird etwas verputzt. Das verstimmt ihn vollends, er will sein Geschäft aufgeben. Zei legt ihr Veto ein; alles scheint sich gegen Pilo verschworen zu haben; wütend schlägt er seine Werkbank zusammen. Die Zeit rückt heran, wo das Zeugenverhör stattfinden soll. Anekätchen von Wecker, Nichte der Frau Grangler und bei ihr in Dienst, wird von Jäng dem Vater vorgeführt als zweite Entlastungszeugin; Jang Pilo ist Anekätchen, welche sein Sohn zur Frau möchte, abgeneigt, weil ihr Vater den Schouster Jang wegen falschen Spielens bei den Leuten herumgetragen haben soll. Dies erweist sich aber als unwahr. Jang Pilo ist daraufhin versöhnlicher gegen Anekätchen gestimmt; er verspricht ihr, wenn sie ihm »aus den Labrenten« helfe, »daa kre'is de voa mir alles waats de wells, Verstih, su wäit et mäin ass«. Das Zeugenverhör wird abgehalten; Jang Pilos Unschuld tritt glänzend zu Tage. Da man nun auf ihn eindringt, seinen Versprechen nachzukommen, sucht er allerlei Ausflüchte, um nur das Gewünschte nicht geben zu müssen; von seinem Sohn Jäng gemahnt, Wort zu halten, willigte er endlich in dessen Verlobung mit Anekätchen. Dem Gendarmen Zacharias bedeutet er, das Schusterhandwerk zu erlernen, falls er seine Tochter heimführen wolle. Zur grossen Verwunderung Pilos ist Zacharias damit gleich einverstanden.

Während Pilo mit sich in einem philosophischen Selbstgespräch begriffen ist, fesselt ein Maskenzug auf der Strasse seine Aufmerksamkeit. Man kommt auf sein Haus zu; die alte, wieder reparierte Werkbank wird von Jäng und einem fremden bärtigen Schuster getragen, welch letzterer Pilo als ein Kamerad seines Sohnes vorgestellt wird; man bittet Pilo, Schiedsrichter zu sein in einem Wettstreit der beiden Handwerker: es handelt sich

darum, wer von beiden zuerst ein Paar Schuhe mit Absätzen versehen hat. Der Fremde bleibt Sieger; der Meister, erst ein wenig betreten, dass sein Sohn, der doch bei ihm das Handwerk erlernt, unterlegen ist, war doch entzückt über den kunstfertigen jungen Mann, weil der Fremde auch von seinem Vater in die Schusterei eingeweiht worden. Der Fremde nimmt den Bart ab, und vor dem verblüfften Jang Pilo steht der Gendarm Zacharias. Es steht nun seiner Heirat mit Moargritchen nichts mehr im Wege. Das Stück endigt mit drei Hochzeiten, da auch Boarthel durch seine Heirat mit der Witwe Grangler sich auf den Höhepunkt seines Glückes versetzt sieht.

Duchschers Sprache.

Wie Dicks ist Duchscher ein Sprachmeister und ein Sprachschöpfer. Auch er befolgt aufs emsigste den Rat Friedrich Hoffmanns, der da meint: »Sache der Dialektdichter ist es, die in den Mundarten zerstreuten, unverstandenen, schier verloren gegangenen Schätze der Sprache zu sammeln, literarisch zu hinterlegen, dem Ohr und Auge auf angenehme Weise wieder einzugewöhnen, zugänglich und verständlich zu machen«. Duchschers Wortschatz ist ungemein reich und ursprünglich, wie ja die Sauermundart sich lange Zeit jedem fremden Einfluss tapfer verschlossen hielt. Zart und wohlklingend mutet sie uns nicht an, eher breit und eckig. Aber männlich ist sie und gemütlich, anschaulich und formenreich. Man sieht's auf den ersten Blick, dass man es mit einem Meister zu tun hat. Überaus wohltuend wirkt die vollständige Abwesenheit französischer Wörter, alles ist echt »haûsmâchen«. Schämen müsste man sich eigentlich bei der Lektüre eines Luxemburger Buches nicht alle Wörter zu verstehen, und doch . . . . wievielmal musste ich nicht das Wörterbuch befragen! Ein Beweis, wie wenig die Jüngeren ihre Muttersprache kennen.

Charaktere.

Jang Pilo ist ein drolliger Kauz und als Charakter schwer zu klassieren. Zu Beginn des Lustspiels hat er Neigung, sich gehorsamst unter den Pantoffel seiner Mimi Zei zu stellen; er ermannt sich aber und spielt seiner Zei gegenüber den Herrn im Haus — sie duckt sich und schweigt. Dann anerkennt er wieder ihre Überlegenheit und gibt zu, sie sei pfiffig wie seiner drei; später stellt er seine Klugheit wieder über die seiner Ehehälfte.

Treu bleibt er sich in allen Lagen in der Liebe zu seinem Handwerk; diese Liebe ist etwas stark übertrieben, will er ihr

doch das Glück seiner Tochter opfern. Pilos Familie war seit Urgrossvaters Zeiten eine Schusterfamilie; sie hat es zu etwas gebracht, darauf ist er nicht wenig stolz. Als vom Flickschuster Olip in der Zeitung die Rede geht, möchte er den Schreiber zerreissen, wenn er ihn da hätte.

Der Grundzug seines Charakters ist eine unverwüstliche Schalkhaftigkeit, die nur in der ärgsten Not etwas verschwindet, um einer heillosen Angst Platz zu machen. —

Er hat »Spaass an Eerscht an äm Seckelchen« wie der Autor angibt. Seine Gefühle wechseln wie die Bilder im Kinematograph. Hat er seiner höchsten Wut Ausdruck verliehen durch einige Kraftwörter, so lacht er eine Minuten später. Aus der tiefsten Verzweiflung weiss er sich bald wieder emporzuschwingen auf die Höhe seines Witzes. Listig und verschlagen ist der Meister — bringt er es doch fertig, seiner Frau zu beweisen, durch ihre Schuld sei er »bejibst« gewesen und eingesperrt worden — alles nur, um ihre Aufmerksamkeit von seiner Übeltat abzulenken: «Änt kann ich d'r matt goudem Gewesse son: e'iser Misären bas do'u ganz eläu an d'rschold. Pilo weiss seinen Vorteil zu wahren und listige Bundesgenossen zu gewinnen, die ihm aus der Klemme heraushelfen können.

Sobald er freigesprochen, ist er lustig wie ein Schulbube in den Ferien; sein gutes Herz will aber doch die Gendarmen nicht leer abziehen lassen, und er bittet daher den Brigadier: »Aplaatz mäich, a fir datt D'r net bro'ucht eidel häm ze gohn, hollt e'is Zei fir en Daager acht mat an de Back bäi Waaser a' Brut. Äich kommen op fir de Koast«. Er ist voll Mutterwitz; denn als er erfährt, der Bahnarbeiter August habe sich heimlich Hoffnung auf Moargritchen gemacht, erwidert er: »Wa' m'r näs e' Moargritchen kre'ien. dann zille m'r et fir dech«.

Auch sein Quentchen Stolz hat er: Als Zacharias, als Schuster verkleide, ihm vorgestellt wird und mit Jäng um die Wette arbeiten soll, sagt er: Awer daat son ich Ich ewäll schun: Wann D'r Mäster wellt geen iwer e'ise Jäng, daan hoa' D'r nidig Eier Tolente spillen ze lossen.

Seine Vaterliebe scheint mit seinem Fachstolz nicht gleichen Schritt halten zu können, denn (es klingt etwas unwahrscheinlich!) als Zacharias, den er nicht kennt, seinem Sohne den Rang abläuft, ermuntert er seine Tochter, sie möchte diesen tüchtigen Handwerker zu gewinnen suchen.

Doch ist er stolz auf sein Kind und macht den vermeint-

lichen Schuster aufmerksam, dass sein Moargritchen ist: »E Stoal vun em Meedchen, hä? 't säin kän dräi esu am Land«.

Jang Pilo ist einer jener Typen, wie man solchen manchmal im Leben begegnet: Gemütliche, schnurrige Käuze, allzeit zu heitern Spässen aufgelegt, nicht viel mit Gedankenarbeit sich plagend, glücklich, wenn nichts ihren gewohnten Beschäftigungen zuwiderläuft, die aber aus freien Stücken und nach eigener Wahl ein heiteres Intermezzo sich leisten. Im grossen ganzen ohne höhern Wert.

Seine Frau Zei ist ihm treu in allen Lagen, liebt ihren »Herrn« und anerkennt seine Oberhoheit, wenn sie ihm auch manchmal unsanft über die Glatze fährt. Sie ist eine gute Mutter und bereit, ihren Kindern zu ihrem Glück zu verhelfen.

Es scheint fast, als hätte Duchscher seine Frauengestalten etwas gebändigt: Während nämlich in den früheren Werken Duchschers die Männer durchweg elende Pantoffelhelden waren, die Frauen aber wahre Kraftnaturen, die ihr holdes Scepter nicht immer in untertäniger Liebe und Ehrfurcht über ihrer »Herren« Rücken und Sitzflächen schwangen, hat Mimi Zei viel von dieser früheren Wildheit abgelegt und kann mit Recht als ein gut gezähmter Hausdrache gelten; hin und wieder bekommt sie Herrschgelüste und tritt ihrem Ehegespons gegenüber etwas autoritär auf, aber aufs Taktschlagen kann und will sie sich nicht verlegen, dazu ist ihr Mann zu gut — und zu stark.

Moargritchen ist die liebevolle Tochter Vater und Mutter gegenüber, sanft und freundlich gegen jedermann; gegen Frechheiten weiss sie ganz gut ihr Mundwerk zu gebrauchen und setzt dem blöden Bahnarbeiter August gehörig den Kopf zurecht. Fest und treu ist sie in ihrer Liebe, ja sie droht, wolle ihr Vater sich ihrer Heirat mit Zacharias feindlich gegenüber verhalten und nicht nachgeben, dann solle man sich nicht wundern, wenn eines Morgens kein Moargritchen mehr da sei — sie bricht aber selbst in Tränen aus bei dem Gedanken, dass sie dann einem warmen Neste, wo sie liebevoll aufgehoben, entflogen wäre. Das zu tun, hatte Lischen aus »Rekes den Dretten« sich nicht gescheut. Also auch hierin ein Beweis, dass Duchschers Frauencharaktere von ihrer Urwüchsigkeit abgelegt haben.

Hingegen gewannen die Männer an Festigkeit.

Jäng, Pilos Sohn, weiss den Widerstand seines Vaters zu brechen, der nicht in die Heirat mit seiner Auserwählten einwilligen will; dennoch ehrt er seinen Vater und verletzt keine Pflicht, die er ihm gegenüber zu erfüllen hat.

Zacharias ist der Mann seines Berufes, der treu zu seinem Lieb steht — aber auch nicht für die geringste Verletzung seines Diensteides zu haben wäre.

Im Bahnarbeiter August hat Duchscher einen jener Charaktere, die ihm lieb sind, und der fast in all seinen Lustspielen sich vorfindet: den blöden Bauernjungen, eine echte Schöppestilsmechelfigur.

Gesamturteil.

Was wollte Duchscher mit diesem Werk? Vielleicht sein überreiches Gemüt entladen durch ein urgemütliches Volksstück. Die Liebe zur Heimatsprache mag ein zweiter Beweggrund gewesen sein.

Meiner Ansicht nach reicht Duchscher nicht an Dicks heran, weder im Aufbau noch in der Entwickelung.

In Duchschers »Dawe Jang« ist nicht nur die Taubheit des Meisters Pilo zu beklagen, sondern auch, dass Fehler sich in die Technik eingeschlichen haben. Die Schürzung des Knotens ist etwas allzulose und daher zu leicht aufzulösen.

Duchscher wird hier ein wenig inkonsequent.

Jang Pilo ist das ganze Spiel hindurch ein geriebener Kerl, der sich kein *X* für ein *U* vormachen lässt; auf einmal lässt ihn seine Pfiffigkeit im Stich und er wird dumm. Er ist durchaus nicht zu haben für die Heirat seiner Tochter mit dem Gendarmen Zacharias, und doch verspricht er dem jungen Manne: »Här Harias, geen ich meiner Misilligkäten enthowen, oahne'i datt ich brouch Ho'er d'rbei henken ze lossen, soll dir Ich net ze beklo'en hoan. Dir kre'it dann voa mir daat, wat Ich am mäste Fräd micht«. Und der schlaue Schousterjang, der das Gras wachsen und gewisse Tiere husten hört, sollte ein solches Brett vor dem Kopf haben, dass er nicht wüsste, was dem »Här Harias am mäste Fräd micht«. Ebenso, wenn er Anekätchen sagt: »Wanns du m'r o'us de Lobrenten helefs, daa' kre'is de voa' mir alles waats de wells«. Da sollte er jetzt meinen, Anekätchen würde nicht mit beiden Händen auf seinen Jäng zeigen als auf das, was einstweilen noch dem Jang Pilo angehört, was sie aber von ihm annehmen wolle. — Es ist dies eine **Schwäche.** Zu erklären ist sie durch die Absicht des Autors, sein Lustspiel mit zwei amusanten Scenen zu bereichern. Das Publikum wusste ihm Dank dafür; seine Lachmuskeln wurden bei jeder Aufführung genugsam in Anspruch genommen. Duchscher schreckt überhaupt nicht davor zurück, durch Anwendung kleiner Mittel Heiterkeit bei allen Zuschauern hervorzurufen. Manche Scenen

verdanken diesem Umstand ihr Vorhandensein, ohne eigentlich innig mit der Handlung zusammenzuhängen. So z. B., wenn der Bahnarbeiter August erzählt, was man im Dusel nicht alles anstiften könne.

Doch sitzen wir nicht zu Gerichte, es stünde uns schlecht an; das Werk hat seinen vollen Zweck erreicht: Müde, abgeplagte Menschenkinder auf ein Stündchen mit Frohsinn zu erfüllen, sie das ewige Einerlei des Lebens vergessen zu lassen. Köstlicher Humor, burschikoses Wesen, echter Volkswitz ist im Stück reichlich enthalten. Wenn man es gelesen oder gesehen hat und bedenkt, dass ein bejahrter Mann dies geschrieben, der viel im Leben erfahren, Unangenehmes und wieder Tröstliches, so kann man nicht umhin anzunehmen, er rufe uns durch den Mund Jang Pilos zu:

Ween a seine jonge Joher
Fräd oan allem Goude fond,
As och noach bei greisen Hoer
Mästens gästig fresch, gesond,
Wann hee wosst ze foahren,
Kraaft a' Saaft ze spoaren.

Wer sich ein Stündchen köstlichen Genusses verschaffen will, nehme Duchschers »Dawe Jang« zur Hand und führe sich ihn zu Gemüte. Dieses urwüchsige, in keiner gemeinen Sprache geschriebenes Werkchen wird seine auslösende und abspannende Wirkung nicht verfehlen.

Gillen.

Litterarisches.

E Buch am letzeburger Dialekt.

Wann et an a fir sech schons e Verdengscht ass, sech mät onser Hémechtssproch ze beschäftigen, fir hir èng Plätzchen an der Litteratur ze verschafen, da gĕf et secher der gudder Sach schuoden wann èn, a klenglecher Kritik, dĕ schwach Sêiten un ènger Arbecht gĕf erfir hiéwen un der esŏ vil Schĕnes a Guddes as wĕ un »*Kandsléift oder 't Vergiszmeinnicht vum Mammegrâf. Volks- an Zaldotesteck an 5 Akten vum N. Warker.*

Wùol sélen hun ech e Buch mat mĕ Loscht a mat grĕsserem Intresse geliést wĕ grat dat genannt. Den Dichter wèss de Liéser

fun Ufank bis zŏ Ènn a Spannung ze hâlen. Seng rau čerlech Zaldotefiguren sin aus dem Liéwe gegraff

»a könne stolz an ŏni Zon
»De Nuom als Letzeburger dron«

Ofgeschèt fun der Hémecht bleiwen si dach emmer trei dem Miseler Wein, den Arler Médercher, dem letzeburger Lid.

»A kuckt, hir Médercher, hir Fraen
»Si fromm a fleisseg, brâf an trei;
»Den Himmel lacht aus hiren Aen,
»An dat ass keng Vermächerei. —«

Wat mir ower besonnesch un dem Buch gefal, ass dĕ einfach a natirlech Sproch. È bessert Letzeburgesch huot den Dichter nach net geschriwen. Gĕnt seng aner bekannt Wiérker sicht hién sech lass ze soen fun all déne frimsprochegen Ausdreck, dĕ dèlweis wuol sŏ lang mat onser Hémechtssproch zesumme gin, dat se bal Birgerrecht kenten hun.

Kurzem »Kandslĕft« ass e Buch dat a kengem letzebürgische Bicherschaf féle soll.

Et muss dach och bei alle Frenn fun onsem Dialekt dĕ grĕsst Unerkennung fannen, wann en èschte May sei Wessen a Können op ons Sproch verwennt, èng Arbecht, fun dér en sech kè grŏsse Lŏn kann erwarden, a wŏ hién op engem anere Gebit mat vleicht wĕniger Mĕ, sech kent Èeren a Verdengscht huolen.

D. S.

Bücherschau.

F. Mack: Trennung von Kirche und Staat.

Die politischen und religiösen Umwälzungen grosser Länder, die infolge ihrer Geistesströmungen eine gewisse führende Rolle spielen, werden naturgemäss kleinere Nachbarstaaten mit in ihre Kreise hineinziehen. Ein gewaltsames Zerreissen des 100jährigen Paktes, wodurch in Frankreich die kirchliche und staatliche Gewalt an einander gekettet wurden, konnte nicht unbemerkt am Luxemburger Land vorüberziehen. Bis in die breitesten Schichten des Volkes ist diese Bewegung gedrungen, und in allen Klassen hat sie ein lebhaftes Interesse wachgerufen. Es war mithin eine aktuelle Idee des Verfassers, an der Hand einer *populären Schrift* die Aufklärung über diese wichtigen Fragen hinein in das Volk zu tragen. Streng geschichtliches und gut dokumentiertes Material

wird dem Volksbuch, das der Verfasser schreiben wollte, den Charakter der Wissenschaftlichkeit aufdrücken.

Wenn bis dahin die deutsche Litteratur gerade in dieser Frage eine *bedauernswerte Lücke* aufwies, die weder durch das nicht gerade befriedigende Werk von Dr. Sägmüller noch durch die Gelegenheitsartikeln in einigen Revüen ausgefüllt wurde, dann kann der Autor mit seiner Erstlingschrift einen gewissen Reiz der Neuheit für sich beanspruchen. *Volkstümliche Aufklärungsarbeit* will er liefern: unter diesem Gesichtswinkel muss man die innere Gestaltung des Ganzen, sowie die äussere Darstellungsweise ansehen. Möchten auch der Theologe und der Jurist die prinzipielle Frage des Thema, die auf zehn knappen Seiten zusammengedrängt ist, etwas schärfer und eingehender erörtert finden, die eine Tatsache, dass das Volk der detaillierten Schilderung von faktischen Begebenheiten grössere Lust abgewinnt, wird das Verfahren des Autors einigermassen rechtfertigen. Diese Idee hat nun stets in allen Teilen dominiert. Da werden die einzelnen Etappen der Trennung in Frankreich durchgangen, und die markantesten Punkte derselben in einem lebhaften Kolorit vor Augen geführt.

Die Vorbereitungsstufen sowie die Veranlassungsmotive erhalten im ersten Teil wahrheitsgetreue Darstellung, die aus der gewissenhaften Benutzung des vatikanischen Weissbuches und der parlamentarischen Debatten sich zusammenstellt. Der Einblick, den uns das III. Kapitel in die diesbezüglichen Verhandlungen der Kammer und des Senats gewährt, lässt schon erraten, dass ein Gesetz, das mit solcher Hast durchgepeitscht wurde und nach einer ausgeworfenen Parole blindlings votiert werden musste, keine lebensfähige Dauer haben konnte. Nicht weniger als viermal sah sich die französische Regierung gedrungen, wesentliche Bestimmungen zu ändern, weil die Umstände sich anders gestalteten, als sie in ihrer Kurzsichtigkeit geglaubt hatte.

Unter der Rubrik »*Bedeutung der Trennung*« legt der Verfasser in 4 Kapiteln durch Hinweis auf den offiziellen Abfall von Gott, auf den gesetzlichen Raub, sowie auf die Knechtung der Kirche das für die Katholiken Gehässige, Ungerechte und Vexatorische dieses Gesetzes offen dar. Der juridische Charakter des Kultusbüdget in Frankreich wird mit unverkennbarem Geschick beleuchtet und die eventuellen Einwände in packender Weise widerlegt.

Die Stellung Roms zur Trennung zeigen das Vatikanische Weissbuch sowie die zwei grossen päpstlichen Enzykliken, deren

Wortlaut angeführt wird. Infolge dieser Verdammung der höchsten kirchlichen Instanz sah sich die Regierung gedrängt, ihre Bestimmungen über die Kultvereine, resp. deren Einwirken auf den Gang des Kultus, über die Anzeigepflicht der Kultversammlungen (!) zu ändern und die Kirchen den Gläubigen bis zu ihrer Desaffektion einstweilen zur Verfügung zu stellen.

Das XI. Kapitel giebt eine überzeugende Darstellung der schlimmen Folgen der Trennung auf wirtschaftlichem, sozialem und moralischem Gebiet. Eine vergleichende Studie mit den übrigen separatistischen Staaten fällt ganz zu Ungunsten Frankreichs aus und lässt die drakonischen Härten der Trennung nach französischer Vorlage nur noch in ihrer ganzen Ungerechtigkeit brandmarken. Man wird den Alarmruf des Verfassers an das treukatholische Volk unseres Landes am Platz finden, damit nie die Nachahmungsmanie mit Frankreich für uns den offiziellen Abfall von Gott zur Folge habe.

Eine herzhafte, kerngesunde Sprache, lebhafte Detailschilderungen, packende Bilder bekleiden das Ganze auch nach aussen mit dem Gewande der Popularität. Der aufmerksame Leser kann dem Verfasser das Urteil ausstellen, dass er seinen Zweck — Volkstümlichkeit mit Wissenschaftlichkeit zu verbinden — vollauf erreicht hat. Dr. —r.

Litterarische Novitäten u. Luxemburg. Drucksachen.

Dr. Feltgen Ernst. Kurzes Résumé von Konferenzen über Gewerbe-Hygiene und Krankenpflege gehalten vor den Delegierten der Krankenkassen und den Krankenkontrolleuren. 2. Auflage. — 12 Tausend. Luxemburg. Druck von P. Worré-Mertens. 1909. — 15 + 1 SS. in 8°.

Idem. Diabetes und Mondorfer Kur. Mit einem Anhang: Verstopfung und Frauenleiden. Herausgegeben vom Mineralwasserversand des Staatsbades Mondorf in Luxemburg. 1909. Druckerei-Gesellschaft Hartung & Co. m. b. H. Hamburg 25. — 12 SS. in 4°.

Dr. Haal Bernard. Verein der hl. Zita für christliche Dienstmägde. Siebenunddreißigster Jahres-Bericht. (April 1908 bis April 1909.) Luxemburg. Druck der St. Paulus-Gesellschaft. 1909. — 24 SS. in 8°.

Handbuch für die Knaben-Fortbildungsschulen des Großherzogtums Luxemburg. Ausgearbeitet von einer von der Regierung ernannten Spezialkommission, nach dem Gesamtplane des bisherigen Lehr- und Lesebuches für die Knaben-Fortbildungsschulen. Preis: 1,50 Fr. Luxemburg. Druck und Verlag von Joseph Beffort. 1908. — 640 SS. in 8° mit 136 + 11 + 17 + 20 + 34 + 7 + 11 Figuren im Texte.

Dr. Huart (d') Emil. Die chemisch-physikalische Beschaffenheit der Heilquelle von Bad-Mondorf. Herausgegeben vom Mineralwasserversand des Staatsbades Mondorf in Luxemburg. 1908. Druckerei-Gesell-

schaft Hartung & Co m. b. H. Hamburg. — 24 SS. in 4° mit 3 Figuren im Texte.

Hellemans Em. Association des Ingénieurs et Industriels luxembourgeois Concours national d'habitations à bon marché. Examen des projets Rapport. Luxembourg. Imprimerie M. Huss. 1909. — 22 pp. in 8°.

Journal de l'Association des Professeurs de l'Enseignement supérieur et moyen. Luxembourg. Imprimerie Charles Beffort, Rue du Saint-Esprit, 14. 1909. — Journal in 8°, paraissant à des époques indéterminées. — Le N° 1 porte la date de mars 1909.

Kellen Tony. Dichter- und Schriftsteller-Anekdoten. Charakterzüge aus der Literaturgeschichte gesammelt und herausgegeben. Verlag von Robert Lutz in Stuttgart. Stuttgarter Setzmaschinen-Druckerei G. m. b. H. Stuttgart. O. D. (1909.) — 269 + 3 SS. in 8°.

Lambrechts. Die Mittelstandsfrage. Konferenz gehalten am 3. März 1909. Luxemburg-Neudorf. Druck von Nicolay & Heck. 1909. — 18 SS. in 8°.

Loes François. Les Établissements Romains dans les environs d'Arlon (Extrait des Annales de l'Institut Archéologique du Luxembourg, Tome XLIII, 1908). Arlon. Imprimerie et Lithographie F. Brück. 1908. — 50 pp. in 8°, avec une carte archéologique de l'Arrondissement d'Arlon, dressée par F. Loes, en mars 1907. Période gallo-romaine et mardelles. — Très grand in Quart-folio.

(Müller-Storck Mich.) Veränderungen im Lehrpersonal der Primär- und Oberprimärschulen des Großherzogtums im Jahre 1908. O. O. u. Drucker. (Luxemburg. Witwe Leo Brück. 1909.) — 9 SS. in 8°.

Dr. Nepper Dom.-M. Jahrbuch 1909. Unentbehrliches Hilfs-Nachschlage- und Adreßbuch für Landwirtschaft, Handel und Industrie. Illustrierter Familien-Kalender zur Unterhaltung und Belehrung. Unter Mitwirkung der Professoren der Staatsackerbauschule und anderer in- und ausländischer Fachautoritäten herausgegeben. Dritter Jahrgang. Preis 50 Pfennig. Gratis für Jahresabonnenten und Vereinsmitglieder. Alle Rechte der Übersetzung und der Reproduktion, auch im Auszuge, vorbehalten. Druck und Verlag des General-Anzeiger. Jacques Gérard, Ettelbrück. 1009. — 208 + 64 SS. pet. in 4°, mit vielen Illustrationen.

Pinth Jean-Baptiste. Jesu Kristo. Sa biografio segun la quar Evangelyi (en) Linguo internaciona di la Delegitaro. (Preco: mk. 1.20 = fr. 1.50.) Imprimesis da St. Paulus-Gesellschaft, Luxemburg. O. D. (1909). — 146 + 1 + III + 1 pp. in 8°.

Idem, Lemaire René et Beaufront (de) L.) La langue internationale et les Catholiques. Le Mans. Imprimerie Monnoyer. 12, place des Jacobins. 1909. — 2 pp. pet. in fol.

P. Rollmann Franz, C. SS. R. Heinrich Belletable, Hauptmann des belgischen Ingenieurkorps und der Verein der heiligen Familie. Mit Erlaubnis der Ordensobern und bischöflicher Approbation. Dülmen i. W. 1909. A. Laumann'sche Buchhandlung, Verleger des hl. Apostol. Stuhles. — 62 + 1 SS. in 8° mit Belletable's Porträt.

Dr. Schwind H. Gemengesaat von Getreide und die Gründe ihrer Anwendung im Großherzogtum Luxemburg. Sonderabdruck aus „Deutsche Landwirtschaftliche Presse", XXXVI. Jahrgang, 1909. (Nicht im Buchhandel!) Berlin. Verlagsbuchhandlung Paul Parey. Verlag für Landwirtschaft, Gartenbau und Forstwesen. SW. Hedemannstraße 10. 1909. Berlin, Druck von M. Büxenstein. — 11 + 11 SS. in 8°.

Spedener Gregor. Die Stenographie Duployé dem luxemburger Dialekte angepasst. Preis: 62½ Centimes (50 Pfennig). Luxemburg. 1909. Selbstverlag des Verfassers. — 14 SS. pet. in 4°. — Hektographiert.

Ons Hémecht.

Organ des Vereines für Luxemburger Geschichte, Literatur und Kunst.

Herausgegeben vom Vereins-Vorstande.

15. Jahrgang. — 7. Heft. 1. Juli 1909.

Eng So.

Am Besch do stèt eng Èch, eng âl
Ganz voller Kniéd a Knuoren;
Si drĕt e Muttergottesbild
Tescht hiren decken brèden, Huoren.

Dat Bild dat huot bis hetges Dâg
Der Wonner vil gedoen,
An duorfir get et Dâg fir Dâg
Bestirmt mat Wönsch a Kloen.

Vun alle Seite kommen d'Leit
Mat Jomer a Gebriéchen,
Dĕ vun der Muttergottesèch
Sech Trŏscht an Hèl verspriéchen.

A muoncherèn, dié schons geduocht
Èt opzegin mam Liéwen,
Dién helt sech fresche Mut mat hèm
Zum Schaffen an zum Striéwen.

No bei der Wonnerèch do stong
Eng Bänk vir lângen Zeiten,
Ganz ageschloss vu grengen Treisch
A Laf zu alle Seiten.

Derhannert stong a vollem Sâft
Eng Buch an huot hir Bliéder
Stolz driwer ausgebrèt als Dâch
A Schirm gĕnt Sonn a Wiéder.

A ronderem vu gringem Mos
En Teppich lŏg zu Fĕssen. —
Eng Plätzchen wĕ net d'Paradéis
Se schĕner kont emschlĕssen.

Du kŏm dĕ schrecklich Nuocht, vun der
Dĕ Al nach haut erziélen,
Et hätten d'Wölef sech verstoppt
Voll Angscht an hiren Hiélen.

An d'Leit dĕ hätten alleguort
Sech higeworf op d'Knĕen
A Gott an d'Helgen ugerŏf,
Dat d'Wiéder sech soll drĕen.

Bei jidder freschen hârde Krach
Hun si e Kreiz geschloen:
»Beschirem ons, Herr Jesu Krescht,
Dat do huot ageschloen«.

Am Besch do huot de Sturemwand
D' jong Bäm gebĕt wĕ Weiden,
A muonchen alen huole Stomp
Hat schwĕer drun ze leiden.

Och d'Muttergottesèch dĕ kont
Sech an der Richt kaum hâlen,
An all Ableck wor s' a' Gefor
Gebrach dohin ze fâlen.

Derniéwent d'Buch dĕ huot de Wand
Sech durech d'Ascht losst streichen
Si wor nach jonk, si wor nach stârk
Si braucht net auszeweichen.

Sŏ stong si stolz an huot der Èch
Gespott mat bĕse Riéden:
»Du wärs fir d'ĕsch dach a Gefor
Zŏ denger Helge biéden.

Dei wuremstechecht Bild dat soll
Jo d'Mönsche' kennen hèlen;
Da wärt et dir vu senger Kraft
Och giére mat wuol dèlen.

Ech mengt esŏ e Wonnerbild
Dat lĕss dech dach net fâlen;
Dat kent de Sturem an de Bletz
Dach licht vum Leif dir hâlen.

Fir mech, ech brauch esŏ e Scheld
Èm Hölef net ze froen;
Èch hâle besser wann è fest
Op ègne' Fĕss ka stoen« —

E Bletz! E Knall! a Buch a Bänk
Dĕ leien do zerstĕert. — —
Bis haut get d'Muttergottesèch
Nach emmerfort verĕert.

D. S.

LES ANCIENS DYNASTES
D'ESCH-SUR-LA-SÛRE

par

Jules VANNÉRUS.

(Quarante-cinquième article.)

Joseph-Lambert de Stassin avait, le 28 avril 1766, épousé Anne-Apolline Schaack d'Erpeldange, fille du seigneur engagiste de ce lieu et de Marie-Cath. Corselius, qui mourut à Trèves, sans enfants, en 1781 [1]). Il se remaria bientôt: le 25 janvier 1783, par devant le notaire Thull, de Wiltz, fut conclu un contrat de mariage entre messire Joseph-Lambert de Stassin, co-sgr. d'Esch, veuf d'Anne-Apolline Schaack de Heiderscheid, et Susanne Goedert d'Esch. Le 28 janvier suivant, le curé d'Eschdorf bénit leur mariage; le futur est appelé dans l'acte »der Edele Herr Lambert von Stassin, seines Alters im 54ten Jahre, Mit-Hochgerichts, Mittel und Grund-Herr der Herrschaft Esch an der Saur«; il signe: *Lambert de Stassin* [2]).

Joseph-Lambert de Stassin avait cinq sœurs et un frère, Claude-François, né en 1717, qui devint curé à Mompach; de ses cinq sœurs, nous ne signalerons que Marguerite, citée en février et en mai 1789, cette dernière fois comme »mit-frau hiesiger herrschaft Esch«, qui demeurait alors à Esch et ne semble pas avoir été mariée.

Quant à Lambert, il mourut vers la même époque, sans laisser d'enfants, semble-t-il; en 1790, sa veuve, Susanne Gœdert, propriétaire et usufruitière du huitième de Stassin à Esch, se remaria avec Joseph Rischard, fils du greffier de la terre d'Esch, qui se qualifia dès lors co-sgr. et officier commun de cette terre; nommé notaire à Esch en 1796, il quitta le notariat en 1799,

1) Neyen, p. 260.

Le 27 août 1774, Messire Charles-Joseph, baron Duprel, sr. d'Erpeldange, conseiller de courte robe au conseil provincial de Luxembourg et membre de l'État noble, assisté de la douairière baronne de la Salle, sa belle-mère, dame de Dillange et autres lieux, dégage le tiers de la sgrie d'Erpeldange, engagée à Lambert-Jos. de Stassin, sr. en partie d'Esch, assisté d'A.-Apolline Schaack, son épouse.

Le sr de Stassin reçoit 5275 écus, moyennant quoi l'engagement du tiers d'Erpeldange effectué le 22 mars 1753 vient à cesser. — Acte réalisé au Siége des Nobles, reg. 10, 1752—1757, f. 206 (reg. W.-P., p. 254). La dite somme a été comptée par la baronne de la Salle à compte de la dot promise à la baronne de Prel, par contrat de mariage du 5 août 1772.

2) Neyen, pp. 294—295.

pour aller s'établir avec sa famille à Assenois, où il avait acheté le douaire de la cure et où il mourut [1]).

B. — *Le huitième de Schauwenbourg.* Anne-Madeleine de Stassin, qui obtint en 1692 la moitié du quart de Brandenbourg à Esch, n'eut de son premier mari, Charles de Haen, qu'un fils: Charles-François de Haen, qui a dû mourir jeune. De sa seconde union, avec Philippe de Schauwenbourg, elle n'eut, semble-t-il, que trois enfants: Ludvine-Salomé, née à Esch le 25 septembre 1706; Antoine-Renier, né le 8 février 1708, également à Esch [2]); et Charles-François, que je ne connais que par l'acte suivant:

Le 28 mars 1733, à Luxembourg, Charles-François de Schauwenbourg, capitaine au régiment de Saxe-Infanterie au service de S. M. T. C., majeur, déclare avoir reçu du sr Claude-François du Bost-Moulin, sr d'Esch-sur-Sûre, 1220 fl. à 20 s. de Luxembourg pièce, pour lesquels il lui paiera 56 fl. d'intérêts, sous obligation de sa légitime sur la part de la srie d'Esch; sa mère, A. — Mad. de Stassin, douairière de Messire Phil. de Schauwenbourg, est plège et caution [3]).

Veuve dès avant 1719, Anne-Madeleine figure comme dame d'Esch en partie dans des actes de 1719, 1721 et 1729; de 1740 à 1746, elle et sa fille Ludvine-Salomé sont qualifiées de dames hautes-justicières d'Esch et foncières de Gœsdorf, dans des actes relatifs à des voueries sises à Gœsdorf; elle mourut, à Luxembourg, le 23 février 1753.

Le 3 mai 1753, par devant le notaire Heuschling, la demoiselle Ludovine-Salomé de Schauwenbourg, résidant à Luxembourg, dame en partie de la sgrie de Bertrange, déclare que le conseiller Ambrosy lui a avancé 125 écus à 56 sols pièce, dont elle paiera les intérêts au denier seize, sous hypothèque de la cense dite Schauwenbourg, à Schifflange [4]).

La même année, la demoiselle de Schauwenbourg, dame d'Esch, fit le dénombrement du huitième qu'elle avait en la seigneurie d'Esch-le-Trou; ses deux frères ont donc dû mourir jeunes. Du 6 novembre 1770 au 11 octobre 1789 Ludvine-Salomé de Schauwenbourg figure dans de nombreux actes avec la qualification de dame (en partie) de la seigneurie d'Esch et

---

1) Neyen, pp. 259, 299 et 300.

2) Neyen, pp. 259 et 260.

3) Acte réalisé devant le Siége des nobles, le 14 mai 1737 (reg. 8, f. 125; reg. W.-P., p. 168).

4) Réal. au dit Siége, le 17 oct. 1757 (reg. 11, fol. 207; reg. W.-P., p. 288).

d'autres lieux; elle habitait à Luxembourg et y mourut, sans avoir été mariée, le 5 mars 1791.

Sa part d'Esch échut à Charles-Joseph de Schauwenbourg, propriétaire de Berward, qui passe des actes au sujet de ses biens en la terre d'Esch de 1793 au 4 septembre 1803 [1]).

§ 3. — **Le quart de Brandenbourg.**

Herman, seigneur de Brandenbourg, qui obtint un quart d'Esch au partage du 30 mai 1339, était fils de Frédéric, sire de Brandenbourg (mort entre le 27 décembre 1319 et le 14 août 1326), et d'Agnès de Helfenstein; c'est donc du chef de son père, fils lui-même de Thierry de Neuerbourg, sire de Brandenbourg, que Herman avait des droits sur Esch.

Bien qu'il exerçât encore ces droits le 15 mars 1353, jour où nous l'avons vu passer un accord avec Ferry, sire de Cronenbourg, il semble cependant qu'il les ait délégués dès l'année 1352 à son fils puiné, Herman: le 27 novembre 1352, nous l'avons noté plus haut, Herman de Brandenbourg, sgr. d'Esch, scelle un acte relatif à des biens sis à Feulen et relevant d'Esch; il ne doit pas s'agir ici d'Herman, *seigneur* de Brandenbourg.

Ce dernier, mort peu après le 26 avril 1354, laissa Brandenbourg (au moins pour la plus grande part) à Frédéric, l'aîné des fils que lui avait donnés son épouse Agnès Proudom, de Trèves; le quart d'Esch passa au puiné, Herman (II).

Herman II, qui épousa en avril 1354 Agnès, fille de Frédéric Brenner de Lahnstein, devint seigneur de Mühlbach, par donation de la grand-mère de son épouse, Agnès de Mühlbach, veuve d'Everard Brenner [2]). Il est cité dans de nombreux actes, jusqu'au 25 juin 1391; nous ne signalerons ici que ceux mentionnant Esch:

Le 12 mars 1360, Blanchefleur, dame de Falkenstein et de Bettingen, constitue son neveu (= parent) Herman de Brandenbourg, sire d'*Ezche*, comme caution envers un bourgeois de Trèves; le 31 octobre suivant, elle promet encore de tenir Herman, qualifié alors de chevalier, indemne du chef d'une caution envers Aleide, veuve de Wautier d'Esch [3]).

Le 31 octobre 1361, Jutte de Brandenbourg, veuve de Colin, écoutète de Witlich, — qui était une fille de Thierry de Neuerbourg,

1) Neyen, *passim*, et analyses manuscrites.

2) *Arch. de Clervaux*, nos 325 et 327.

3) *Ibidem*, nos 369 et 385.

sire de Brandenbourg — fait accord avec ses (petits-) neveux, les frères Frédéric et Herman, seigneurs à Brandenbourg, au sujet des seigneuries d'Esch et de Brandenbourg et de tous autres droits; elle renonce, pour elle et ses enfants, à toute prétention sur ces deux terres [1]).

Le 30 juin 1367, Herman de Freistorf, écuyer, fils de sire Wéry de Freistorf, déclare, pour lui et les siens (*minc sustere und gesustertkinder*), renoncer à tous les biens échus par le décès de sa mère, consistant en une partie des seigneuries de Brandenbourg, *Eschs* et Mühlbach, et ce en faveur de Frédéric et de Herman de Brandenbourg, frères, chevaliers [2]).

Le 8 février 1378, à Luxembourg, Herman de Brandenbourg, sire d'Esch, figure parmi les seigneurs qui confirment le testament de Wenceslas de Bohême, duc de Luxembourg, et promettent de le maintenir après son décès [3]).

Le 11 mars 1384, lorsque Frédéric de Brandenbourg s'arrange avec son oncle Marsilis de Bourscheid, au sujet du château et de la pêche à Bourscheid, Herman de Brandenbourg, son oncle également, sgr. d'Esch, figure parmi les témoins [4]). Le 7 décembre suivant, Élise de Bourscheid, dame de Brandenbourg, et Frédéric de Brandenbourg, son fils, promettent de tenir indemne le dit sire d'Esch, devenu caution d'Élise envers un juif de Trèves. Le 6 mai 1388, Huart, sgr. d'Autel, drossart du Luxembourg, fait semblable promesse à Herman de Brandenberch, sgr. d'Esch, qui est devenu sa caution envers le même juif Menchen, pour 1460 fl. de Mayence [5]).

Le 11 août 1390, Herman de Brandenbourg, seigneur à Esch, et Agnès, son épouse, apparaissent, avec leur fils Jean, dans un acte relatif à la dîme de Bettenfeld [6]).

Le 25 juin 1391, Henri, prêtre, fils de Henri von der Helten, châtelain à *Deynssbur*, déclare avoir acheté de sire Herman de Brandenbourg, sgr. d'Esch, et d'Agnès, sa femme, des biens sis à *Oyrsloid* et à *Gingendorf*, rachetables par 200 fl. du Rhin en or [7]).

---

[1]) Arch. de la Sect. Histor. de Luxembourg, Chartes, C. 20; original.

[2]) Même fonds, C. 28; original.

[3]) *Table* de Würth-Paquet, t. 24, p. 169, n° 808, d'après les reg. Eltester, à Coblence.

[4]) Même *Table*, t. 25, p. 10, n° 6; et van Werveke, *Documents* . . ., t. 40, p. 406, n° 120; d'après le *Linster Copybuch*.

[5]) *Arch. de Clervaux*, nos 549 et 569.

[6]) Arch. de Coblence.

[7]) *Arch. de Marches de Guirsch*, I, n° 15, dans les *Annales* d'Arlon, t. X, 1878.

Herman ne devait plus vivre longtemps après, et c'est un Jean de Brandenbourg, sgr. d'Esch, qui apparaît au bourgfrieden d'Esch, convenu le 6 novembre 1395: c'était le fils aîné de Herman. Le 3 février 1396, Agnès, veuve de Herman de Brandenbourg, chevalier, et ses fils Jean, Herman et Frédéric de Brandenbourg, vendent des biens à Valender; le 28 mars 1402, la même veuve et ses dits fils donnent à cens perpétuel des biens sis à Molen [1]).

Tandis qu'Herman mourut sans postérité, entre le 24 juin 1418 et le 15 juin 1421, et que Frédéric devint seigneur de Clervaux, par suite de son mariage (avant le 15 novembre 1408) avec Marie de Meysembourg, héritière de Clervaux, leur frère ainé Jean entra en possession du quart d'Esch, avant novembre 1395, comme nous venons de le rappeler.

Le 26 mars 1398, Jean de Brandenbourg, sgr. d'Esch, et Floirsgen de Mersch, sa femme, déclarent que Jean, comte de Hombourg et sgr. de Larochette, a consenti à ce que Jean, sgr. de Mersch, leur père et beau-père, leur engageât sa part de la dite seigneurie pour 3000 fl. [2]). Dès lors, et jusqu'au 6 avril 1435, Jean de Brandenbourg, seigneur à Esch, intervient dans de multiples documents, dont je ne releverai ici que les suivants, concernant Esch même:

Le 4 décembre 1403, avec ses co-seigneurs, il scelle un acte relatif à un rachat de cens effectué par quinze habitants de Dellen envers le couvent de Munster [3]); le 26 avril 1404, il écrit d'*Essche* au comte de Namur, pour le prier de donner certaines lettres à sa belle-sœur [4]); le 24 septembre suivant, lui et Frenzlin de Wampach donnent à Thilman le meunier de Feulen, un bien avec un enclos, où sire Guillaume demeurait, à Nieder-Feulen [5]); le 9 juillet 1405 et le 4 avril 1407, il figure parmi les co-seigneurs d'Esch dans des pièces relatives à un différend avec Jean, sire de Wiltz [6]).

Le 24 août 1410, Guillaume, sgr. d'Esch, engage à Hennekin de Brandenbourg, pour 14 fl. du Rhin, ses cens et rentes au village de *Vulle* (Feulen). Jean de Brandenbourg, sgr. à Esch,

---

1) *Arch. de Clervaux*, nos 601 et 648.

2) *Arch. de Reinach*, no 980.

3) Cartul. de Munster no 28, f. 134—135 (Arch. Sect. Histor.).

4) *Table* de Würth-Paquet, t. 25, p. 116, no 427, d'après la trésorerie des chartes de Namur.

5) Même *Table*, ibid., p. 119, no 437.

6) van Werveke, *Documents* . . ., t. 40, nos 150 et 154.

de qui ces cens et rentes relèvent, scelle l'acte. Le 19 mars 1411, à Lahnstein, Jean et Frédéric de Brandenbourg, frères, seigneurs à *Eschen*, vendent à l'archevêque de Mayence la moitié de leur château de Mühlenbach [1]). Le 1er septembre 1414, Huart, sire d'Autel et de Sterpenich, chevalier, reconnaissant que Jean et Frédéric de Brandenbourg, frères, seigneurs d'Esch et de Clervaux, lui ont prêté 100 fl. du Rhin, promet de les leur rembourser en mai suivant, à Esch-sur-Sûre [2]).

Le 15 juin (*ipso die Viti et Modesti*) 1421, Jean et Frédéric de Brandenbourg, frères, sgrs. d'Esch et de Clervaux, Flors et Marie, leurs femmes, reconnaissent avoir fait un partage des biens leur délaissés par feu leurs père et mère, Herman, leur frère, et Frédéric Brenner de Lansteyn, leur neveu; Jean obtient leur part, soit un quart, dans la seigneurie d'Esch; Frédéric obtient Malberg avec dépendances et une maison dans la franchise d'Esch. Les autres biens sis à Lansteyn, etc., resteront indivis. Frédéric jouira du fief de Feulen, appartenant à Jean, comme d'un bien alleu, après la mort de celui-ci.

Le 1er novembre 1422, encore, notre seigneur d'Esch déclare que feu son frère Frédéric, sgr. de Clervaux, et lui se sont accordés pour toutes leurs prétentions réciproques, à Esch ou ailleurs; il ne réclamera jamais rien de ce chef à la veuve de son dit frère, Marie de Clervaux [3]).

Notons que malgré les deux arrangements de 1421 et de 1422, nous rencontrons Frédéric de Brandenbourg, sgr. de Clervaux (fils de Frédéric et de Marie de Clervaux), au nombre des co-seigneurs d'Esch les 24 février 1452, 17 mars 1461 et 13 avril 1466 [4]). J'ignore à quel titre il posséda encore une part à Esch, alors que son père a dû renoncer à tous ses droits sur

---

1) *Arch. de Clervaux*, nos 721 et 724. — Dans ce dernier acte, Frédéric semble porter le titre de seigneur à Esch avec son frère; comme c'est le seul document où je l'aie rencontré avec ce titre, il pourrait s'agir ici d'une faute du scribe, qui a omis d'ajouter après *herren zu Eschen: und zu Clerff*. Il est cependant à remarquer que ce n'est qu'en 1422 que Jean et Frédéric partagèrent réellement la succession de leurs parents.

2) *Arch. de Reinach*, no 1233.

3) *Arch. de Clervaux*, nos 783 et 790. Il doit y avoir une erreur de date dans cet acte du premier novembre 1422, car les *Arch. de Clervaux* mentionnent encore deux documents du 25 mai 1424 et du 7 octobre 1425 (nos 794 et 801), où Frédéric figure avec son épouse Marie de Clervaux; celle-ci étant citée comme veuve dans une charte du 26 mai 1426 (no 805), notre acte du premier novembre pourrait dater du premier novembre 1425.

4) *Arch. de Clervaux*, nos 1004, 1005, 1107 et 1214.

Esch; par contre, nous savons qu'il acquit à Esch le 24 février 1446, une cense dite *Wellers huyss von Bouess*; que le 31 août 1461, il reçut en engagère de Jean de Fischbach le château de Schutbourg, une cense au château d'Esch et d'autres biens; que le 26 mai 1462, il reçut encore en engagère du même et de Marguerite de Bastogne, son épouse, leur part des héritages que le père de Jean tenait en fief des sires de Fénétrange à Esch [1]). Quoiqu'il en soit, la portion que Frédéric détenait à Esch a dû faire retour, dans la suite, à la part des Bolland ou à celle des Bourscheid.

Le 14 février 1425, comme nous le verrons, un acte d'engagère est passé au sujet d'un bien, sis à Berlé, qui relevait en fief de Jean de Brandenbourg.

Le 15 février 1432, Marguerite de Wilwerwiltz, Herman de Brandenbourg, son fils, et Catherine, sa fille, engagent à leurs *schwager und nichten*, Paul de Basenheim et Catherine de Wilwerwiltz, sa femme, tout ce qu'ils ont en sujets, voueries, maisons, etc., aux village et ban d'Encheringen et leur part de dîme à Lullingen; comme les biens et revenus engagés relevent en fief de la seigneurie d'Esch et qu'il les tiennent *von dem edlen unsern lieben junckern, Johan von Brandenburg, herr zu Esch*, ils prient leur dit *juncker* de sceller l'acte, en témoignage de consentement [2]).

Le dernier acte où je rencontre encore Jean de Brandenbourg, sgr. d'Esch, en est un, du 6 avril 1435, par lequel l'archevêque de Mayence lui donne en fief des biens à Oberlahnstein et dans les environs. Il mourut peu après, car le 23 juin 1437, nous le voyons cité comme défunt dans une déclaration de l'abbé de St. Pantaléon de Cologne [3]).

Son épouse, Florse de Mersch, qui apparaît encore avec lui le 29 décembre 1429 [4]), lui avait apporté une fortune très conséquente; c'est ainsi que pendant cette même année 1429, ils purent acheter de leurs beau-frère et sœur, Jean de Hondelange, sgr. d'Ell, et Aleide de Mersch, leurs droits sur le château de Mersch et ses dépendances, moyennant mille fl. du Rhin, en or, pour lesquels ils assignèrent aux vendeurs leur tiers des château et seigneurie de Weiler-la-Tour [5]).

1) *Ibidem*, nos 932, 1119 et 1138.

2) Sect. Histor., Fonds Vannérus; copie par le notaire Herwardt.

3) *Arch. de Clervaux*, nos 847 et 856.

4) *Ibidem*, no 825.

5) *Table* de Würth-Paquet, 1871, pp. 49—51, no 210.

Jean de Brandenbourg et Florse de Mersch laissèrent deux filles, Agnès, épouse de Guillaume de Bolland, sire de Rollé, et Catherine, femme de Bernard de Bourscheid; chacune d'elles hérita de la moitié de la part que leur père possédait dans Esch. Nous aurons ainsi à nous occuper successivement du *huitième de Bolland* et du *huitième de Bourscheid.*

Mais avant cela, résumons en un crayon généalogique la succession des possesseurs du »quart de Brandenbourg« à Esch, de 1339 à 1435.

Le quart de Brandenbourg en la terre d'Esch de 1339 à 1435.

Herman, sgr. de Brandenbourg, fils de Frédéric, sgr. de Brandenbourg († entre déc. 1319 et août 1326), et petit-fils de Thierry de Neuerbourg, sire de Brandenbourg, ce dernier, fils de Frédéric de Neuerbourg et d'Ermengarde d Esch.

Obtient le quart d'Esch par partage du 30 mai 1339. Mort entre avril 1354 et juillet 1358.

Herman II de Brandenbourg, fils puîné, seigneur à Esch (27 nov. 1352 — 25 juin 1391).

Jean de Brandenbourg, fils aîné, seigneur à Esch (6 nov. 1395— 6 avril 1435), † avant le 23 juin 1437.

Agnès de Brandenbourg (1429—1448) Ép. Guillaume de Bolland, sgr. de Rollé (1429 1462).	*Catherine de Brandenbourg* Ép., avant le 23 juin 1437, Bernard de Bourscheid, cité de 1426 à 1474.
↓	↓
Laissent à leurs descendants le »Huitième de Bolland«	Laissent à leurs descendants le »Huitième de Bourscheid«.

Huitième de Bolland.

Agnès de Brandenbourg se maria avec Guillaume de Bolland dès avant le 14 septembre 1429 [1]). Du 23 juin 1437 au 26 décembre 1445, Guillaume intervint dans plusieurs actes relatifs aux biens laissés par Jean de Brandenbourg, tant au nom de son épouse Agnès, qu'en celui des enfants de Bernard, fils aîné de Bourscheid, et de Catherine de Brandenbourg, sa belle-sœur [2]).

[1]) N. van Werveke, *Arch. de Betzdorf* (*Publ. S. A. L.*, 1908, no 136).

[2]) *Arch. de Clervaux*, nos 857, 866, 867, 877, 891, 909, 912, 923 à 925 et 927.

Le 24 février 1446, Guillaume et Agnès, ainsi que Jean, fils ainé de Bernard de Bourscheid, scellent un document relatif à une cense sise à Esch [1]); le 25 avril 1447, Guillaume et Jean, qualifiés de *Juncker,* apposent leurs sceaux à un acte de vente concernant des terres, situées entre Schieren et Ettelbrück, qui relevaient en fief d'eux [2]).

Guillaume de Bolland, sire de Rollé, apparait à diverses reprises, jusqu'au 10 février 1462; sa femme Agnès de Brandenbourg, n'est pas citée, je crois, après le 4 mars 1448 [3]). Ils laissèrent, je pense, trois enfants: Henri, Marguerite et Marie, qui eurent chacun une part dans Esch et dont j'aurai à m'occuper successivement.

Henri de Bolland. — Il apparait comme co-seigneur à Esch le 13 avril 1466, et le 11 octobre 1470, qualifié de sgr. d'Esch et chevalier, il figure parmi les assesseurs du siége des nobles [4]).

Il mourut peu après, car le 12 février 1474, n. st., Angèle de Fischbach, veuve de sire Henri de Bolland, chevalier, sgr. d'Esch, dénombre les biens tenus en fief du Luxembourg lui échus par le décès de son père Martin de Fischbach et de sa mère, Angèle de Strassen. Angèle vivait encore le 3 août 1498, jour où est citée »Engel, dame de Fischbach, veuve de Raillé« [5]).

A partir du 29 octobre 1494 apparaît un Georges de Rollé ou Georges de Bolland, dit de Rollé, sgr. à Esch, qui était le fils de Henri et d'Angèle, ainsi que l'indiquent les quartiers de sa fille Françoise; de plus, le 7 mai 1504, il reçoit en fief de l'abbé de St. Maximin, entre autres biens déjà tenus par ses ancêtres, la moitié de la terre de Fischbach; je le rencontre pour la dernière fois le 25 septembre 1527 [6]).

Mort avant le 4 juin 1530, Georges de Bolland eut de sa femme, Élisabeth de Wiltz, au moins trois enfants: Bernard, Jean et Françoise [7]).

---

1) *Ibidem,* nº 932.

2) Arch. Sect. Histor., Fonds Vannérus, l. I.

3) *Arch. de Reinach,* nº 1808; *Arch. de Clervaux,* nº 947.

4) *Ibidem,* nº 1214; *Table* de Würth-Paquet, 1880, nº 216.

5) *Arch. de Clervaux,* nºs 1291 et 1492.

6) *Table* de Würth-Paquet, t. 37, nº 5; *Arch. de Reinach,* nº 2365; N. van Werveke, *Arch. de Betzdorf,* nº 235; *Arch. de Clervaux,* nº 1704.

7) A partir du 10 janvier 1532 est cité un Guillaume de Bolland, sgr. de Rollé, prévôt de Bastogne en 1535, qui fut élu justicier des nobles le 9 mars 1540, à l'âge de 36 ans, et qui mourut entre le 9 août 1543 et le 17 octobre 1544 (*Arch. de Clervaux,* nºs 1739, 1773, 1774, etc.; N. van Werveke, *Das Rittergericht,* 1887, p. 23): ce semble être un troisième fils de Georges de Bolland.

Bernard, l'aîné, est mentionné dès le 23 juillet 1527, du vivant de son père encore, comme »Bernard de Boland de Rolé, fils d'Esch-sur-Sûre«. Le 4 juin 1530, à Luxembourg, Jean de Bolland déclare faire donation à son frère Bernard, sgr. de Fischbach et d'Esch, de sa part dans la succession lui échue de Georges de Bolland, son père, sgr. de Fischbach, biens sis soit à Fischbach, Bredimus ou ailleurs.

Le 9 mai 1531, est conclu un traité de mariage entre Bernard de Bolland, fils de Georges, sgr. de Fischbach, et d'Élis. de Wiltz, et Lisa de Larochette, fille de feu Godard, sgr. de Larochette, et de feu Marg. de Schwartzenbourg.

Encore mentionné comme seigneur d'Esch en 1531, Bernard fit régler arbitralement, en 1535, *uf dinstag nach dem sonntag Cantate*, les difficultés qui avaient surgi entre lui et son frère Jean, au sujet du partage de leur succession paternelle et maternelle. Il fut décidé que Bernard, comme aîné, releverait les biens féodaux au nom des deux frères, Jean devant payer la moitié des dépenses; Bernard reçut la seigneurie de Fischbach, tandis Jean se vit attribuer le château d'Esch et ses dépendances: *dass schloss Esch, mit seinen eschementen, nutzungen und herlichkeiten* [1]).

Malgré ce partage, Bernard prenait encore le titre de seigneur d'Esch et de Fischbach le 10 mai 1536, mais dans les années suivantes il ne s'intitulait que sire de Fischbach et de Larochette. Le 18 août 1550, cependant, il s'appelait de nouveau seigneur de Fischbach et d'Esch: son frère Jean, encore qualifié seigneur d'Esch le 16 juillet 1550, venait donc de mourir, semble-t-il [2]).

Lui même ne vécut plus longtemps, car son fils Jean-Paul lui avait succédé dès avant le 13 mars 1553; quant à son épouse, Élisabeth de Larochette, elle apparaît encore du 8 janvier 1559 au 10 février 1560, avec les qualifications de dame de Fischbach, Larochette, Mersch et Esch [3]).

Jean-Paul de Bolland, enfant unique de Bernard, sgr. de Fischbach, Larochette et Mersch dès le 13 mars 1553, était à cette date le mari d'Apollonie de Kerpen, fille de Henri et de Catherine Schenck de Schmitbourg. Il posséda le huitième d'Esch (d'abord en indivision avec sa mère) jusqu'à sa mort,

---

1) *Arch. de Reinach*, nos 2498, 2651 et 2657; Neyen, *Esch*, p. 243; N. van Werveke, *Arch. de Schutbourg*, no 24.

2) *Arch. de Clervaux*, nos 1780 et 1917.

3) *Arch. de Reinach*, nos 3022, 3026 et 3034.

bien qu'après le 6 juin 1562 nous ne le rencontrions plus qu'avec les titres de sgr. de Fischbach, Larochette et Mersch.

Il est cependant à noter qu'en 1565 il songeait à vendre sa part d'Esch: le 27 octobre de cette année, *Hans Paulus van Bollantt, herr zu Vischbaich und Mersch*, écrit de Fischbach à Herman, comte de Neuenahr et de Mörs, pour lui offrir en vente son huitième de la seigneurie d'Esch; il annexait à sa lettre une spécification détaillée (n'existant malheureusement plus) de ses droits à Esch, avec évaluation de tous les articles.

(*A suivre*).

Das Großherzogtum Luxemburg
unter Wilhelm III. 1849—1890.

(Fortsetzung.)

Auch andere Gesetze übten einen wohltätigen Einfluß aus auf Ackerbau, Handel und Gewerbe.

So wurden die kleinen seßhaften Handelsleute besser in ihren Rechten geschützt durch die Patentsteuer, welche durch Gesetz vom 12. Februar 1855 für die Hausirhändler und einige ähnliche Gewerbetreibende eingeführt wurde.

Durch Gesetz vom 18. November wurde 1852 die Schiffahrt auf der Mosel freigegeben, und sowohl die talaufwärts als talabwärts fahrenden Schiffe von allen Abgaben befreit.

Die Abgaben an den Barrieren der Staatsstraßen, welche bis dahin für die Fuhrwerke und Lasttiere entrichtet werden mußten, wurden durch Gesetz vom 30. Dezember 1852 abgeschafft und der freie Verkehr sehr gefördert.

Die Verkehrsmittel mehrten sich von Tag zu Tag. Neben den Eisenbahnen entstanden schöne Landstraßen und zweckmäßige Gemeindewege, welche den Verkehr im Innern erleichterten.

Zur besseren Gestaltung der öffentlichen Straßen trug nicht wenig bei der durch das Gesetz vom 17. Mai 1874 eingerichtete Dienst für die öffentlichen Arbeiten, welcher unter anderm auch die Neu-Anlegung, die Verbesserung und Instandhaltung der Landstraßen und der Gemeindewege bezweckte.

Eine Reihe weiser Gesetze trug nicht wenig bei zur Hebung des allgemeinen Wohlstandes.

Das erste eigentliche Mobiliargesetz wurde am 26. November 1849 veröffentlicht. Durch Annahme einer gleichförmigen Grundlage für die Bestimmung des Mobiliarvermögens sollten sowohl die Einkünfte aus den Kapitalien, aus Handel und Gewerbe, als auch die Gewinne aus gewissen Handwerken und Professionen, sowie die Gehälter und Pensionen zur Steuer herangezogen werden.

Wenn auch in den Jahren 1864, 1868 und 1891 an diesem Gesetze Änderungen und Erhöhungen vorgenommen wurden, so blieb doch der Grundgedanke des Gesetzgebers von 1849 bis heute immer maßgebend.

Über die Taxen und die Polizei der Schankwirtschaften waren bereits durch das Gesetz vom 1. Dezember 1854 Bestimmungen getroffen worden.

Ein neues Schankgesetz vom 2. März 1885 machte die Eröffnung einer neuen Wirtschaft abhängig von der Bezahlung einer einmaligen Eröffnungstaxe, die nach der Seelenzahl des Ortes (und der Zahl der Wirtshäuser daselbst von je 1 Wirtshaus auf 70 Einwohner; Gesetz vom 18. Juni 1898) und der Entrichtung einer ebenfalls nach der Seelenzahl des Ortes berechneten jährlichen Taxe.

Ein neues Wahlgesetz für die Kammer- und Gemeindewahlen wurde erlassen am 5. März 1884 (und später ein wenig modifiziert).

Dasselbe ist sehr freisinnig in seinen Hauptbestimmungen und sieht direkte, schriftliche Wahl der Kandidaten vor.

Um Wähler zu sein, muß man: 1) Luxemburger, 2) 25 volle Jahre alt sein, 3) die bürgerlichen und politischen Rechte genießen und 4) jährlich 30 (später seit 1892 — 15 und schließlich seit 1901 — 10) Franken an direkten Steuern bezahlen.

Um wählbar zu sein, muß man: 1) Luxemburger, 2) im Genuß der bürgerlichen und politischen Rechte sein, 3) am Tag der Wahl 25 Jahr alt sein, 4) im Großherzogtum wohnen für die Kammerwahlen und in der Gemeinde, resp. Sektion der Gemeinde wohnen bei Gemeindewahlen.

Ferner darf man weder durch öffentliche Verurteilung noch durch die im Artikel 13 des Wahlgesetzes aufgezählten Fälle von der Wählbarkeit ausgeschlossen sein.

Durch Gesetz vom 21. April 1887 wurde die Regierung beauftragt, „die Thermal- und Wasserheil-Anstalt von Mondorf, die Quelle, den Wasserlauf, die Wasserleitung, die Immöbel, Möbel und andere Accessorien, wie sich alles in diesem Augenblick im Besitz der „Gesellschaft der Bäder von Mondorf" befindet, anzukaufen.

Seitdem die Regierung unter der Oberaufsicht eines Regierungsrates das Bad von Mondorf verwaltet, hat dasselbe einen großartigen Aufschwung genommen.

Von dem Aufschwung des Landes können wir uns am besten überzeugen durch die stets zunehmende Bevölkerung. So hatte das Großherzogtum 1839 — 169,865 ortsanwesende Einwohner, 1849 schon 189,783, im Jahr 1859 dagegen 192,196, im Jahr 1869 — 199,958, im Jahr 1880 — 209,570, im Jahr 1890 — 211,088 und im Jahr 1895 — 217,583 Einwohner.

Von diesen 217,583 Einwohnern des Großherzogtums im Jahr 1895 waren: 215,036 Katholiken, 1054 Juden, 1063 Evangelische, 232 Protestanten, 18 Lutherische, 9 Reformierte, 32 Mennoniten, 15 Anglikaner, 1 Russischer; dazu kommen noch 74 Männer und 54 Frauen, welche erklärten, sie gehörten keiner Konfession an.

13. Die luxemburger Frage 1867.

Ein bedauerlicher Zwiespalt, der 1866 zwischen Preußen und Österreich entstand, führte einen Krieg herbei zwischen diesen beiden Mächten und den deutschen Bundesstaaten und endete mit der Auflösung des deutschen Bundes.

Alle deutschen Staaten wurden in diesen blutigen Kampf verwickelt und hatten von dessen schlimmen Folgen zu leiden; mehrere derselben, u. a. Hannover, Kurhessen und Nassau büßten, infolge desselben ihre Unabhängigkeit ein und wurden in preußische Provinzen umgewandelt. Nur Luxemburg blieb während des Krieges unbehelligt und verschont.

Die Auflösung des deutschen Bundes benutzte der König-Großherzog, um Luxemburg und das Großherzogtum Limburg aus der Verbindung mit Deutschland loszumachen.

Limburg wurde dem Königreich der Niederlande wieder vollständig einverleibt. Luxemburg, das damals an Frankreich abgetreten werden sollte, wurde unter die bleibende Herrschaft des Hauses Oranien-Nassau als unabhängiger Staat gestellt, seine Sicherheit und Ruhe wurde noch fester gegründet; es erlangte und bewahrte dank den Bemühungen und dem Einfluß des König-Großherzogs und des Prinzen-Statthalters nach vielen Mühen und bangen Sorgen seine vollkommene Selbständigkeit.

Infolge des Krieges von 1866 hatte Preußens Ländergröße zugenommen. Dafür wollte der französische Kaiser Napoleon III. durch Vergrößerung seiner nordwestlichen Grenze das Gleichgewicht halten und benutzte die Zeitumstände, um mit dem König von Holland in Unterhandlungen zu treten behufs Ankaufes des

Großherzogtums Luxemburg. Jedoch vereitelte Bismark diese Pläne.

Napoleon III. hatte nämlich Wilhelm III. zur Abtretung Luxemburgs an Frankreich bewegen wollen gegen eine geringe Geldentschädigung und einen Allianz-Vertrag mit Garantie für den Besitzstand Hollands.

Er begründete sein Vorhaben mit dem Hinweis, daß nur auf diese Weise der europäische Friede könne erhalten werden. Zwar sollten für die Frage der Einverleibung Luxemburgs an Frankreich die Zustimmung der Luxemburger Bevölkerung ebenso mitsprechen wie die Einwilligung des Königs von Holland.

Darum war auch die französische Regierung bemüht, durch Emissäre sich die Bevölkerung Luxemburgs günstig zu stimmen.

Die Resultate dieser Bemühungen fanden ihren Ausdruck in den Bittschriften der Luxemburger an den König-Großherzog, worin es heißt, daß eine solche Einverleibung nur dann in Frage kommen könne, wenn es unmöglich sei, die Unabhängigkeit des Landes weiterhin aufrecht zu erhalten. Aber nur in diesem Falle sei eine Einverleibung in das französische Kaiserreich der Bevölkerung genehmer als die Zugehörigkeit zu Deutschland.

Wilhelm III. erklärte nach langem Zögern, wenn er im Interesse des allgemeinen Friedens dieses Opfer bringen wolle, so könne dieses nur im Einverständnis mit Preußen und den Garantiemächten geschehen. Auch machte er dem König von Preußen Mitteilung von seinen Unterhandlungen mit dem Kaiser Napoleon III.

Letztere waren am 31. März 1867 soweit gediehen, daß die definitive Unterzeichnung des Abtrennungs-Vertrages auf den folgenden Tag festgesetzt worden war. In letzter Stunde vereitelte Bismark am 1. April 1867 durch seine Handlungsweise das ganze Unternehmen in dem Augenblick, wo der französische Kaiser seiner Sache so sicher war, daß er den französischen Gesandten in Berlin, Benedetti, schon für den 1. April anweisen ließ, der preußischen Regierung offiziell von der vollzogenen Abtretung Mitteilung zu machen.

Dazu kamen am 1. April 1867 die im preußischen Abgeordnetenhause seitens des Abgeordneten Bennigsen an Bismark über die luxemburgische Frage gerichtete Interpellation und die Antwort Bismarks, welche die eventuelle Abtretung Luxemburgs an Frankreich auf friedlichem Wege unmöglich machte.

Um jede Gefahr eines Krieges, der zwischen Frankreich und Preußen wegen der luxemburger Frage auszubrechen drohte, abzu-

wenden, nahmen die Garantie-Mächte der belgischen und luxemburgischen Neutralität vom Jahr 1839 die Angelegenheit in die Hände, und man beschloß, dieselbe auf einer Konferenz dieser Mächte in London friedlich zu regeln.

Zwei Vermittelungsvorschläge wurden hier den Großmächten gemacht, wovon der eine in der Abtretung Luxemburgs an Belgien und der andere in der Neutralitätserklärung Luxemburgs und dessen Fortdauer als selbständiger, unabhängiger Staat bestand.

Der erste Vorschlag bestimmte, Luxemburg solle an Belgien angeschlossen werden, wogegen dieses an Frankreich die Kantone Hennegau und Namür wieder abtrete.

Die belgische Regierung befahl jedoch ihren Vertretern im Ausland, diesem Vorschlag entgegenzutreten und keine Initiative zu ergreifen, da sie Luxemburg nur unter der Bedingung einverleiben wolle, wenn sämtliche Mächte und der König-Großherzog von Luxemburg damit einverstanden seien. Diese Einstimmigkeit wurde aber nicht erreicht, und somit fiel der erste Vorschlag.

Zu dem zweiten Vorschlag wurde bemerkt: es scheine der Fall nicht ausgeschlossen, daß Frankreich auf eine Gebietserweiterung nicht zurückkommen werde, wenn Preußen sich entschließen wolle auf das Besatzungsrecht in Luxemburg zu verzichten.

Dem König von Holland, welcher alsdann Luxemburg behalte, könne es überlassen bleiben, die Festung zu schleifen, und das Großherzogtum könne durch einen europäischen Vertrag in derselben Weise wie Belgien als neutrales Gebiet erklärt werden.

Die Londoner Konferenz trat am 9. Mai 1867 zusammen. Die Vertreter des Königs-Großherzogs daselbst waren: Baron Bentick, Staatsminister der Niederlande, sowie Baron Victor von Tornaco, Staatsminister von Luxemburg, und Emmanuel Servais, Vizepräsident des Staatsrates und des Obergerichtshofes zu Luxemburg.

Der Vertrag vom 11. Mai 1867 lautet:

1. Der König-Großherzog behält das Großherzogtum Luxemburg unter dem Szepter des Hauses von Oranien-Nassau kraft der Verträge, welche dieses Land unter die Oberhoheit des König-Großherzogs, seiner Nachkommen und seiner Nachfolger gestellt haben. Die Rechte, welche die Agnaten des Hauses von Nassau auf die Nachfolge im Großherzogtum kraft derselben Verträge besitzen, bleiben aufrecht erhalten.

2. Das Großherzogtum Luxemburg bildet in den Grenzen, die durch die Verträge vom 19. April 1839 festgesetzt wurden, unter

der Kollektiv-Garantie der Höfe von Großbritannien, Österreich, Frankreich, Preußen und Rußland einen allzeit neutralen Staat.

3. Da das Großherzogtum Luxemburg neutral erklärt worden ist, wird die Beibehaltung oder Errichtung von Festungen auf seinem Gebiet überflüssig und gegenstandslos.

Darum wird unter gegenseitiger Zustimmung beschlossen, daß die bisherige Bundesfestung Luxemburg aufhören soll, eine befestigte Stadt zu sein. — Der König-Großherzog behält sich vor in dieser Stadt soviele Truppen zu unterhalten, als zur Aufrechthaltung der guten Ordnung nötig sind.

4. Der König von Preußen erklärt, daß gleich nach Gutheißung des gegenwärtigen Vertrages seine Truppen, die jetzt in der Festung Luxemburg sich in Garnison befinden, Befehl erhalten, den Platz zu räumen.

Gleichzeitig wird man beginnen, die Artillerie, die Munitionen und alle Gegenstände zurückzuziehen, welche zur Ausrüstung der Festung dienen. Während dieser Operation werden nur soviel Truppen in der Festung bleiben, als zur Sicherheit des Kriegsmaterials und zur Fortschaffung desselben in der möglichst kürzesten Frist, nötig sind.

5. Der König-Großherzog als Souverän der Stadt und Festung Luxemburg verpflichtet sich, die genannte Festung in eine offene Stadt umzuwandeln durch eine Demolition, die er für genügend halten wird, um den in diesem Vertrag ausgedrückten Absichten der vertragschließenden Mächte zu entsprechen.

Die hierzu erforderlichen Arbeiten beginnen gleich nach dem Abzug der Garnison und sollen mit allen Rücksichten ausgeführt werden, welche die Interessen der Bewohner der Stadt erheischen.

Der König-Großherzog verspricht ferner, daß die Befestigungen der Stadt Luxemburg auch in der Zukunft nicht wieder aufgeführt werden und daß daselbst keinerlei militärische Niederlassung beibehalten oder geschaffen werde.

Die Nachricht von den Bestimmungen der Londoner Konferenz wirkte beruhigend und erfreuend auf die Herzen aller Luxemburger. Die Begeisterung war unbeschreiblich, als der Statthalter Prinz Heinrich der Niederlande kurz nachher durch die festlich geschmückten Straßen der nunmehr offenen Stadt Luxemburg einen feierlichen Einzug hielt.

Die preußische Besatzung, welche Luxemburg seit 1815 besetzt hielt, zog ab. Die letzten preußischen Truppen verließen Luxemburg am 9. September 1867, und am nämlichen Tag zog das Luxemburger Jäger-Bataillon von Echternach und Diekirch unter klingendem Spiel in die Stadt ein.

Die Festung von Luxemburg, der beständige Zankapfel zwischen Frankreich und Deutschland, wurde geschleift. Mit dieser Arbeit wurde alsogleich begonnen und planmäßig vorangeschritten. Die Stadt, die vorhin einer der festesten Plätze der Erde war, wurde in eine schöne und friedlich offene Stadt umgewandelt.

Als Wilhelm III. im Jahr 1883 mit seiner hohen Gemahlin Emma und der Erbprinzessin Wilhelmine im Luxemburger Land auf Besuch weilte, überzeugte er sich persönlich von allem, was man an der Festung demoliert hatte. Durch öffentliches Schreiben vom 22. Mai 1883 erklärte er, daß die Schleifung der Festung vollzogen und Luxemburg in eine offene Stadt umgewandelt sei gemäß dem Wunsch der Londoner Konferenz vom 11. Mai 1867.

Die neuen Verhältnisse des Großherzogtums machten bald eine Revision der Verfassung wünschenswert. Diese wurde von der Ständekammer vorgenommen und am 17. Oktober 1868 als Grundgesetz verkündet.

Bezüglich der Organisation der Kammer, ihrer innern Ordnung, des Wahlsystems, des Büdgetrechtes, der Grund- und Freiheitsrechte u. s. w., wurde in derselben fast überall in weitgehender Weise auf die Grundsätze des Jahres 1848 zurückgegriffen.

(Schluß folgt.)

Sôen aus dem Syrdal.

III.

D'Bichelgreitchen net elèng
Suergt fir d'Wölt am Bösch,
Frôt emol de Battes Jèng!
'T hitt och d'Syr an d'Fösch.

Wien d'Forèllen 'mol geschmächt
Aus der kâler Syr,
D'Hierz am Leif dèm kluxt a lâcht,
Richt èn him der fir.

Battes Jèng hât èng glott Zong,
Fösch huet hie geglöscht;
Nuets hien âf bei d'Bichel gong,
An huet do geföscht.

Hürtech foll hât hien de Kuerf
Wât get dât e Pla!
Lanscht de Bösch gèt hien zum Duerf
Hèm bei Kant a Frâ.

Dürch d'Gestreich èng lângech Hant
Hölt de Jèng mam Schlapp,
Wierft him d'Ae foller Sant,
Syrsant Grapp u Grapp.

Ouner Fösch a stierwenskrank
Kent hie bei hirt Seiss. —
Schwätzt ê fum Forèllefank,
Get hie spannebeiss!

ÉTUDES SUR LE LUXEMBOURG

A L'ÉPOQUE CAROLINGIENNE.

De Gérold et d'Imma descendent, par Hildegarde, tous les rois et les empereurs carolingiens, et l'un de leurs fils est la tige de la longue dynastie des Odalric, comtes de Buchhorn, de Bregenz et de Lenzburg, qui se perpétua en Helvétie à travers les siècles [436]).

D'autres branches sont issus les comtes d'Auvergne du nom de Géraud, les comtes de Frise et de Hollande, les comtes de Zurich, etc. Dans l'*Histoire des familles palatines* on verra le développement des rameaux sortis de ce puissant estoc, et les brillantes fortunes qui leur furent réservées, sous Charlemagne et surtout sous Louis-le-Pieux.

Il faut distinguer l'*Adalbert* qui servit sous son père Gérold, avant 799, et qui ne peut être né après 775, de l'*Adalbert* qui administrait l'Anglachgau en 875, et rectifier de nouveau Wiltheim. Cet auteur avait pensé [437]) que le père de Meingaud pouvait s'identifier avec le sénéchal de Louis-le-Pieux, chargé par cet empereur, comme *missus dominicus*, d'une enquête sur le fisc royal de Tomen, voisin des Ardennes, en 816. Il est, en effet, très vraisemblable que Louis-le-Pieux qui fit aux parents d'Hildegarde une place exceptionnelle à sa cour, ait pris pour sénéchal un neveu de sa mère. En 838, Louis-le-Pieux chargea son propre frère l'archevêque Dreux de Metz, et cet Adalbert, de défendre la rive orientale du Rhin contre les attaques éventuelles des troupes de Louis-le-Germanique, rebelle à son père. A la mort de l'empereur, en 840, son fils aîné Lothaire Ier, devenu maître de l'Austrasie, appela à son aide, pour les consulter dans la campagne entreprise par lui contre son frère Louis-le-Germanique, les deux plus grands ennemis de ce dernier, Otgier, archevêque de Mayence, et Adalbert, comte de Metz [438]). Malgré l'infirmité qui l'avait atteint depuis des années, Adalbert, galvanisé par cet

---

436) Dans nos *Études sur le Luxembourg* (I, p. 56) apparaît déjà cette famille, à laquelle se rattache par alliance Wigeric, comte du Blois mosellan, le père de Sifroi Kunuz.

437) Wiltheim, *Annales Sancti Maximini*, I, 618.

438) *Lotharius Otgarium . . . et Adalbertum, Mettensium comitem, convocat. Habebat uterque Ludovicum ad mortem exosum* (Nithard, l. II).

appel, y répondit, et mit au service de son souverain une prudence si consommée que personne n'osait proposer un avis différent du sien. NITHARD relate tout ce que fit Adalbert pour la défense de la frontière du Rhin, jusqu'au moment où ce représentant de Lothaire qu'il appelle *ducem Austrasiorum*, vaincu par Louis dans un combat, dut se replier: il prit part à la bataille de Fontenoy-en-Puisaye et y trouva la mort le 13 mai 841.

L'étude de la chronologie des comtes du Wormsfeld ne permet d'attribuer à la famille des comtes d'Anglachgau et de la reine Hildegarde aucun droit héréditaire sur ce comté. En 858, nous rencontrons pour la première fois Meingaud I, fils d'Adalbert, comme titulaire de l'honneur, mais il n'administre pas lui-même; un acte passé devant l'église Saint-Cyriace près de Worms est ainsi daté: »*Actum publice in comitatu Megingoz et in ministerio Folcnandi tribuni*« [439]). Que conclure de cette mention insolite, sinon que le comté appartient à un mineur, et ne peut être personnellement géré par son père, parce que ce dernier est au service d'un autre souverain?

Meingaud I aurait donc hérité ce comté de sa mère, morte depuis peu. Cette hypothèse est en parfaite concordance avec ce que nous savons de la famille de Meingaud.

Il était oncle d'Eudes, fils de Robert-le-Fort [440]); on doit dès lors le considérer comme un frère utérin de Robert. Celui-ci — nous l'avons établi en expliquant un passage de RICHER mal interprété jusqu'ici [441]) — eut pour père un *Guichin* (*Guido junior*) qui s'identifie, d'après nos conclusions, avec Gui II, comte du Saosnois et du pays manceau de 836 à 844.

Gui II avait succédé à un comte homonyme tué en 834, dans une bataille contre Lambert II comte de Nantes. Puisque Robert-le-Fort, fils de Guichin, était *ortus de Francia*, suivant le témoignage contemporain des *Annales de Xanten*, c'est-à-dire né dans le pays de Worms et que pourtant il quitta, comme son père, la Germanie sa patrie pour servir le roi de France et vivre en Neustrie, on doit croire que le comté du Wormsfeld ne devait pas lui revenir. On peut admettre que le comte Eudes (*Uoto*),

---

439) *Acta Academiae Theodoro-Palatinae*, VII, 29.

440) André LAMEY, dans les *Acta Academiae Theodoro-Palatinae*, a tiré cette conclusion d'un acte où Meingaud I du Wormsfeld figure avec *nepos ejus Uodo* et que nous citerons plus loin.

441) Dans une communication au Congrès des Sociétés savantes en 1908 sur *la Famille de Robert-le-Fort*, insérée dans la *Revue des Études historiques*.

détenteur de cette charge en 821—824 [442]) eut une fille mariée successivement à Guichin, père de Robert-le-Fort, et à Adalbert, père de Meingaud; ce dernier se trouva, en raison de la situation politique de son père et de l'émigration de son frère aîné, le seul apte à succéder au comté, au moment où la disparition des héritiers directs le rendit vacant.

Avec son titre de landgrave (*comes pagensis)* du Wormsfeld (campagne du diocèse de Worms) Meingaud I figure dans une sentence du 21 août 868 que nous avons eu déjà l'occasion de citer [443]); Louis-le-Germanique y repousse les prétentions de Werner comte (du Bliesgau et abbé-laïc de Hornbach) sur le domaine de Weinsheim, légué à Prüm par Hériric, oncle de Werner.

Le 4 juillet 876, trois ambassadeurs se présentent au Concile de Ponthion pour réclamer à Charles-le-Chauve la part des états de l'empereur Louis II à laquelle leur maître, Louis-le-Germanique, avait droit en vertu de l'hérédité tout d'abord et, par surcroît, des serments échangés entre lui et le roi de France [444]).

Les délégués chargés d'un si grave message étaient Willibert, archevêque de Cologne, Adalard, comte de Metz, et Meingaud.

Nous l'avons dit plus haut à propos d'une autre ambassade auprès du Souverain Pontife, trois ans après: nous ne pensons pas que des missions aussi hautes que celles confiées à Meingaud aient pu être données à un autre qu'à un duc; Meingaud du Wormsfeld devait avoir reçu dès lors le titre de duc des Francs.

A l'appui de cette opinion, nous ferons remarquer que l'avouerie des biens de Saint-Remi dans la *Francia* avait été conférée ou maintenue par Hincmar de Reims à »son fidèle ami Nantier«; et ce Nantier s'identifie sans conteste avec le duc Nantier, mari de Cunégonde, qui fit confirmer en 860 par un précepte de Louis-le-Germanique, la fondation de la collégiale de Saint-Saturnin, englobée plus tard dans l'évêché de Mayence, mais qui dépendait alors du diocèse de Worms [445]). Hincmar lui

---

442) Goerz, *Mittelrheinische Regesten*, I, 131—134.

443) *Études sur le Luxembourg*, I, 28; Beyer, *Mittelrheinisches Urkundenbuch*, I, n. 110.

444) Parisot, p. 413.

445) Le fait et la date sont rappelés dans un diplôme de Conrad III délivré à la requête du duc de Souabe Frédéric I, constatant le rétablissement de cette collégiale et en confirmant le patronage à Louis, comte d'Arnstein *(Acta Academiae Theodoro-Palatinae*, I, 297).

écrit pour s'opposer à des aliénations particlles du patrimoine monastique ou à la concession de servitudes qui le grèveraient; il invoque le testament de saint Remi, qui a défendu tout démembrement de son héritage par ses successeurs, sous peine d'anathème [446]).

Or, après Nantier, cette avouerie passa à Meingaud, qu'Hincmar nomme aussi »son ami«; il le prie d'empêcher le détournement d'une petite métairie comprise dans les biens de son monastère situés dans les Vosges (allemandes) c'est-à-dire dans le Nahegau, jusqu'à ce que l'archevêque Luitbert de Mayence [447]) ait fait discuter par l'avocat de son église la cause des moines de Reims devant les *missi* royaux [448]).

Frère utérin de Robert-le-Fort, Meingaud donna l'hospitalité à son neveu Eudes, fils de ce même Robert et devenu »un pauvre chevalier« depuis que Charles-le-Chauve, sans souci des services que Robert lui rendit, eut dépouillé ses fils au berceau de tous leurs honneurs. Eudes avait environ douze ans lorsque, en 876, on le rencontre avec Meingaud I, à Lorch, où tous deux cèdent à l'abbaye transrhénane un manse indivis à Mettenheim en Wormsfeld [449]).

La retraite d'Eudes auprès de Meingaud s'explique tout naturellement. Sa mère Adélaïde, fille de Hugues d'Alsace comte de Tours, avait eu d'un premier époux (Conrad frère de l'impératrice Judith) des fils et des filles. L'une de celles-ci épousa Meingaud I, car Meingaud II est qualifié par Réginon *nepos Odonis regis* [450]).

On possède une charte de Blidenstadt dans laquelle le roi

---

446) Ce testament est un acte imité ou interpolé dans un but tendancieux, comme l'a démontré Krusch.

447) Luitbert fut „élevé le 30 novembre 863 sur le siège le plus important de l'Allemagne". (Parisot, p. 247).

448) Flodoard, *Hist. eccl. Remensis*, III, 24. Au Xe siècle, ces biens se trouvèrent placés sous la suzeraineté de Werner et Conrad son fils; ce dernier tout au moins fut *dux Francorum* après la révocation d'Eberhard son oncle, complice de Gislebert.

Les propriétés de Saint Remi étaient situées à Boppard, Cusel et Altenglan (Goerz, *Reg.*, I, 190; Dümmler, II, 358, note 35).

449) *Anno XXXVI Ludovici regis, Mengoz comes et nepos ejus Uodo tradiderunt ad Sanctum-Nazarium, in pago Wormacense, in Mettenheim, I mansum cum omnibus appendiciis suis, presente Titrocho abbate (Codex dipl. Laureshei-mensis, II,* 309). Il restait donc en *Francia* des propriétés indivises entre Meingaud I et Robert-le-Fort.

450) Reginon, *Chronicon*, 892. — Les deux Meingaud du Wormsfeld sont nécessairement — autant qu'on peut le présumer — le père et le fils.

Louis III de Germanie accorde à ce monastère trois manses à Wiesbaden, par l'intercession de Luitbert, archevêque de Mayence, et des deux comtes, Conrad (de Hesse) et Meingaud, que le roi qualifie *dilecti*, par une formule attestant la parenté. Louis III était fils de la reine Emma, sœur de l'impératrice Judith [451]); la femme de Meingaud et la mère de Conrad de Hesse étaient nièces de ces princesses. Il n'est pas inutile de rappeler ici que c'est à Charles-le-Gros, frère de Louis III, que les fils de Robert-le-Fort durent, quand ce prince ceignit la couronne de France, la restitution de leurs honneurs.

A la date du 21 septembre 881, on rencontre, en Wormsfeld, un nouveau comte, *Walahon I.* C'est, selon toute apparence un administrateur provisoire, durant la minorité de *Meingaud II*, fils du premier.

Il existait, à Saint-Alban de Mayence, une tombe où se lisait, au dessous des mots **Megingozus dux**, l'épitaphe suivante:

Postquam primus homo Paradisi gaudia liquit,
Illius omne genus mors inimica tulit.
Nullus enim Regum, nullus mediocris in orbe
Aspera ab hac liber conditione fuit.
Hanc legem sequitur tumulo qui conditur isto,
Nomine **Megingoz**, *fonte sacrante pio.*
Qui Domino Sanctisque Dei servivit honeste,
Donec in hoc seclo vivere eum licuit.
Regibus hic carus multis, et moribus aptus
Omnibus, ut placidus pro bonitate sua
Extitit; at postquam meritis maturus et annis,
Illius huic animam qui dedit, ipse tulit.
Quaeso igitur, fratri titulum qui legeris istum,
Dic: Requiem aeternam donet ei Dominus.

Wiltheim a parfaitement établi que cette épitaphe ne pouvait être, comme Favre, dans son étude sur *Eudes*, l'a pensé après

---

451) *Ob interventum . . . Cuonradi et Meingozi, dilectorum comitum nostrorum, ecclesie Sancti Ferrucii in Blidenstat, ex fisco nostro Wisibad. in villa Nordinstat, in comitatu Hattonis comitis, mansos III donavimus* (Bœhmer, *Mon. Blidenst.*, p. 21). Cette charte est datée du 19 janvier de l'an VI du roi Louis (-le-Jeune), et on l'attribue à 882, ce qui n'est guère vraisemblable. Le 20 de ce mois est, en effet, le jour de la mort de Louis III. Aussi, en raison du fait que, sur la fin de 881, Walahon I a remplacé Meingaud I en Wormsfeld, croyons-nous devoir substituer à la datation donnée par Bœhmer celle du 19 janvier 881.

bien d'autres, la commémoration du Meingaud qui périt assassiné en 892: ce dernier — mort jeune et non *maturus annis* — fut inhumé à Trèves. Mais elle convient au conseiller, à l'ambassadeur de plusieurs rois, à celui que ses souverains qualifient dans leurs actes *dilectus (Regibus hic carus multis*, dit l'épitaphe qui n'est certes point menteuse). C'est à Saint-Alban de Mayence que le père de Meingaud I, Adalbert II fonda l'anniversaire de sa femme; cette église peut donc être considérée, pour la famille des comtes d'Anglachgau, comme un lieu de sépulture traditionnel.

L'existence d'un Walahon, comte du Wormsfeld, s intercalant entre les deux Meingaud, est constatée par des actes s'échelonnant du 21 septembre 881 au 8 novembre 888 [452]).

Mais à la date du 11 juillet 889, Meingaud II avait repris l'administration du comté de son père [453]).

Dès 887, Meingaud II se trouvait auprès du roi Arnoul, proclamé le 11 novembre à Francfort [454]), lorsque les moines de Saint-Maximin, dont l'abbé Erchembert venait de mourir le 27 octobre, se présentèrent pour solliciter la permission d'élire un nouvel abbé. Arnoul la leur refusa, et donna sur le champ l'abbaye à Meingaud. Un si beau présent plongea le bénéficiaire dans la joie. Elle débordait dans les discours qu'il tint durant tout le jour; et le soir, quand il rejoignit sa femme, il ne put s'empêcher de lui dire: »Sais-tu bien quel splendide cadeau le roi m'a fait aujourd'hui? — Non, lui répondit-elle. — Ce cadeau est pour toi, reprit Meingaud, c'est un riche esclave que je t'offre. — Un riche esclave! et lequel? — Maximin avec son abbaye.«

(A suivre.)

---

[452]) *Codex Laureshеimensis dipl.*, I, 82; Pertz, *Scriptores*, XXI, 375. — *Acta Academiae Theodoro-Palatinae*, I, 290. — *Cod. Laur.*, I, 91: *Scriptores*, XXI, 378.

[453]) Schannat, *Traditiones Fuldenses*, n. 531. — Arnoul restitue à Fulda, à la requête de l'abbé Sigehard, l'église de *Techedestein, in pago Wormetzfeld, in comitatu Megingaudi*, à la requête des comtes Boppon (Poppon II du Grabfeld) et Dipold (Thiébaud).

[454]) Parisot, pp. 485—486.

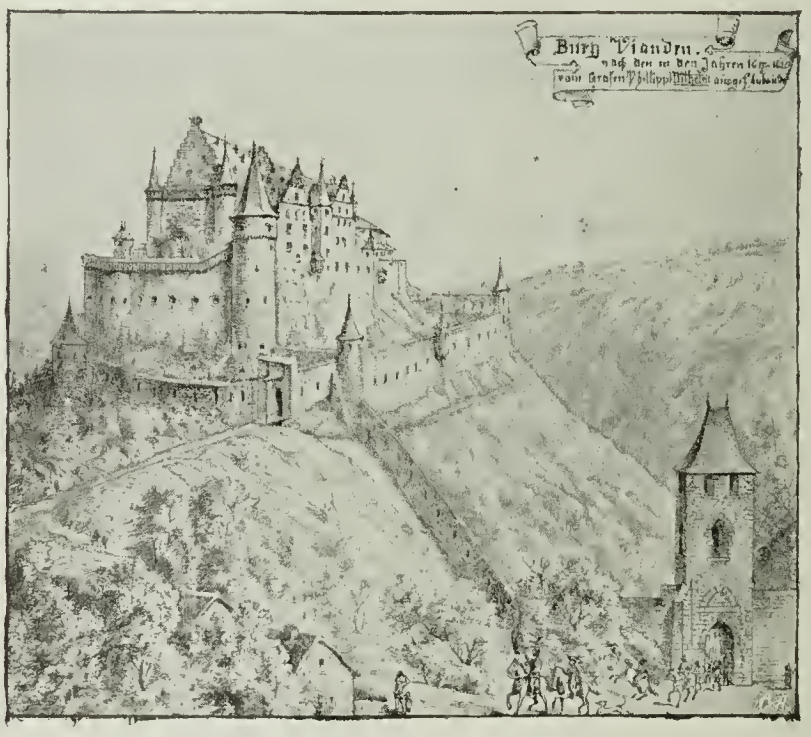
Allgemeines über Burgenkunde

mit Bezugnahme

auf inländische Burgen und Schlösser.

Vortrag gehalten in der Generalversammlung des Geschichtsvereins „Ons Hémecht", am 23. Mai 1909.

Von K. ARENDT, E. Sts.-Architekt.



Meine Herren!

Die „Burgenkunde" ist ein Teil der allgemeinen Denkmalkunde; sie bildet einen Zweig der Kunstarchäologie.

Das Wort »BURG« kommt her von „bergen", sich in Sicherheit bringen [1]), gerade wie »SCHLOSS« (als Bauwerk) von „abschließen" gegen Überfälle, herzuleiten sein dürfte. Vom lateinischen Wort »castrum« stammt das französische «château« und das deutsche »Kastell«.

Zu bedauern ist, m. H., daß in unserem, an interessanten Burgen und Schlössern so ungemein reichen Ländchen bisher noch so wenig für Burgenkunde getan wurde. Gibt es doch Luxemburger, die über

1) Das Wort Burg, fast in allen indogermanischen Sprachen ähnlich lautend, ist uns wohl mit dem lateinischen „burgus" (kleines Kastell) überkommen, und dieses aus dem griechischen πύργος (mazedonisch βόργος) entstanden (A. Piper); als Burgos galt u. a. die in Messenum gelegene Bergfeste Ithome. — Auch die Akropolis in Athen und der Aventin zu Rom dienten hauptsächlich als Burg

griechische und römische Altertümer, ja sogar über die ägyptischen Grottentempel von Isambul und die persischen Portalpfeiler von Persepolis eingehend zu berichten wissen, und die für die heimatlichen Baudenkmäler, speziell für unsere Burgen, fast kein Verständnis haben. Sie sind in dieser Beziehung Fremdling im eigenen Lande. Für die Mehrheit verdienen die Burgen nur insofern Beachtung, als sie zur Hebung des Landschaftsbildes beitragen können. Von deren innern kunstarchäologischen und ethnographischen Werte haben solche Leute ganz oft nicht die blasse Ahnung. Für manche sogar ist der Aufstieg zu einer Burgruine nur dann lohnend, wenn sich neben derselben eine Bierwirtschaft befindet.

Und doch, welche Fülle von genußreichen Anregungen findet nicht der in der Burgenkunde nur einigermaßen Eingeweihte im eingehenden Studium der meisten unserer Ritterburgen! Schon die Wahl und die sinnige Ausnützung des Bauplatzes und des vorhandenen Materials sowie die mustergültige Technik; dann die so praktische Disposition der Wohn-, Dienst- und Wirtschaftsräume; die meistens elegante, stilgerechte Architektur der Kapelle, in welcher sich der fromme Sinn des Burgbewohners so treu abspiegelt [2]); die geschichtlich interessanten Wappensteine; die mit soviel Findigkeit und Geschick durchgebildeten Defensivanlagen; kurz, alles ist für den Kunstfreund belehrend und anziehend. Dazu kommen dann weiter noch die herrlichen Ausblicke auf die meist romantische, poesievolle Umgegend und eine reine, würzige Bergluft, was ja alles gewiß die Beschwerden des Aufstieges zur Burgruine reichlich belohnt.

* * *

M. H.! Um in dieser Richtung die Tätigkeit der Mitglieder unseres Vereines einigermaßen anzuspornen, hatte ich mir in unserer vorletzten Vorstandssitzung den Antrag zu stellen gestattet, dieselben möchten doch, wie es bei der »Fauna« schon seit Jahren Brauch ist, alljährlich einen oder zwei Ausflüge machen nach dem einen oder andern unserer Burg-Orte, z. B. zunächst nach Vianden, wo wir, außer der großartigen Schloßruine, auch der hochinteressanten Trinitarier-Kirche und andern Ortsdenkmälern einen lohnenden Besuch abstatten könnten. Dabei hatte ich mich erboten, die Führung zu übernehmen.

Nachdem dieser Antrag einstimmig angenommen wurde, habe

2) Von entzückender Wirkung ist ganz besonders, in Bezug auf Architektur und geschichtliche Erinnerungen, das Innere der restaurierten Schloßkapelle von Vianden, in der während 6 Jahrhunderten die heiligen Geheimnisse gefeiert wurden, die selige Yolanda gebetet, und im Jahre 1350 die Gräfin Adelheid von Vianden mit Otto von Nassau getraut wurde.

ich es zu einer vorläufigen Orientierung für angezeigt erachtet, Ihnen in folgendem einen, wenn auch nur flüchtigen Einblick in die Burgenkunde überhaupt zu eröffnen.

* * *

Geschichtliches.

Den Prototyp aller Burgen, m. H., finden wir bereits in der prähistorischen Zeit. Schon die im Zentrum einer Mardell in Holz und Lehm gebaute, mit einem Wassergraben oder einem Zaun umfriedigte Keltenwohnung war eine primitive Burg, welche Schutz bot gegen wilde Tiere und feindliche Angriffe. Dasselbe gilt für die keltischen Pfahlbauten auf den Schweizerseen. Zahlreiche Spuren von Mardellen sind uns an mehreren Gegenden unseres Landes aufbewahrt, unter andern auf den Höhenzügen von Ingeldorf, Schrondweiler, Altlinster, 2c. Ferner bildeten die auf den Hochplateaus von Waldbillig, Helpert, Titelberg 2c. befindlichen keltischen sogenannten Steinringe und Burgwälle, feste Standplätze, in welche sich die in den angrenzenden Tälern angesiedelten Urbewohner, bei Überfällen und Raubzügen, zurückziehen und verteidigen konnten.

* * *

M. H.! Die Umwandlung dieser festen Plätze in Ritterburgen vollzog sich bei der Gründung der Feudalherrschaften zur Zeit der Zerstückelung des fränkischen Reiches nach Karls des Großen Tode, wo bekanntlich die kaiserlichen Statthalter die Schwäche seiner Nachfolger benutzt hatten, um eigenen Besitz und Selbständigkeit zu erringen.

Dieses gelang ihnen im X. Jahrhundert, und es entstanden im Geiste jener Zeit, vorzugsweise auf Bergkuppen, die festen Wohnsitze, die sogenannten Dynastenburgen (Vianden, Wiltz, Esch a. d. S.) der Adeligen, der Herzoge und Gaugrafen. Zur Begründung ihrer Macht und ihres Ansehens schufen diese bald darauf den niederen oder Vasallenadel, dem sie als Pfand gegenseitiger Treue (mutua fidelitas), ein nicht veräußerbares Lehnsgut (feudum) überließen. Diese Adeligen bewohnten die sog. Lehns- oder Herrenburgen (Falkenstein, Brandenburg, Aspelt, Hesperingen, Schönecken, Rodt 2c.).

Es ist nicht zu übersehen, daß ein Teil unserer Burgen auf den Ruinen römischer, von den Franken zerstörter Kastelle resp. speculae erbaut wurde. Schon der römische Dichter Ausonius († 392) singt von altem Gemäuer (antiquis muris prospectantia castra) der steilen Ufer der Mosel [3]). Unter diesen Kastellen befand sich auch, wie

3) Vergl. Vegetius „de re militari" I. 23, und Amianus Marcellinus. XXVII. — Vergl. ebenfalls O. Pieper, Abriß der Burgenkunde, S. 16 und 17.

urkundlich bestätigt, das Kastell auf dem hiesigen Bockfelsen, welches unser erster Graf Siegfried Ende des X. Jahrhunderts in die „Lützelburg" umzuwandeln für geeignet fand. Gemäß meiner Aufzählung besaß das alte Herzogtum Luxemburg 52 Burgen und Schlösser. Davon stehen noch heute 18 unter Dach [4]).

Als Reminiszenz mittelalterlicher Burgen gelten heute alle in moderner Zeit im Tal oder, wegen der schönen Aussicht und gesunden Lage, auf Höhen gebauten Schlösser (Dommeldingen, Heisdorf, Grundhof, Bartringen, Birtringen 2c.).

Aber auch schon im Mittelalter pflegte man reicheren Dynastenburgen, wie zu Vianden, Lützelburg 2c., die volltönendern Namen „Schloß" beizulegen.

Tief- oder Wasserburgen nennt man die in einem Talgrund gelegenen, mit einem Wassergraben oder einem Teich umzogenen Schlösser (Sassenheim, Pittingen, Mersch, Erpeldingen u. s. w.)

Die architektonisch interessantesten unserer Burgen überhaupt sind die von Vianden, Burscheid, Simmern und Befort.

* * *

Hauptbestandteile der Burgen.

Als Hauptbestandteile der meisten unserer Burgen unterscheiden wir:

A) Das Wohn- oder Herrenhaus, auch Ritterwohnung oder (bei Dynastenburgen) Pallas genannt;

B) Die Nebengebäude für Ökonomie und den Troß, und

C) Die Defensivbauten.

A) **Das Wohngebäude** begreift im allgemeinen:

1) einen gewöhnlich im Erdgeschoß gelegenen, großen, gewölbten, mit einem oder zwei steinernen Kaminen versehenen Raum, gewöhnlich **Rittersaal** (grande salle) benannt. Derselbe diente zu Festgelagen, Gerichtssitzungen u. s. w. Seine Größe (Vianden über 300 M.) gestattete, eine Ecke als Schlafkabinett zu benützen. „La grand' salle, sagt Violet-le-Duc [5]), est la partie la plus importante des châteaux; c'est chez le seigneur féodal, le signe de sa juridiction, le lieu, où se rend l'hommage, où se réunissent les vassaux, où

4) S. „Das Luxemb. Land in seinen kunstgeschichtlichen Denkmälern" von C. A. Seite 39, u. s. w. — Luxemburg. Worr-Mertens. 1903. 60 S. in 4°. — Selbstverlag.

S auch meine Monographien der Burgen Vianden (1885 und 1894), Falkenstein (1901), Lützelburg (1895) und Esch a. d. S. (1909).

5) Dictionnaire raisonné de l'architecture française du XIme au XVIme siècle, T. 8. p. 92. Paris, B. Bance, 1861.

l'on rassemble les défenseurs en cas de siège, où se tiennent les plaids, où se donnent les banquets, les ballets, les fêtes de toutes sortes".

Dann folgen

2) **Wacht- und Waffenhalle;**
3) **Wohn- und Schlafräume, Kleiderkammern, Kemenate** [6]**;**
4) **Wohnung des Schloßhauptmanns;**
5) **Wohnung des Kaplans;**
6) **Schreib- und Archivkammer;**
7) **Spinn-, Web- und Leinwandkammer;**
8) **Küche** mit mächtig großem Rauchfange und offenem Herdfeuer, Kesselhaken (crémaillère);
9) **Backofen, Fleischhaus, Spinde;**
10) **Tiefer Ziehbrunnen** in der Nähe der Küche [7]; **Mägdekammern,** auf den Burgen Bouillon, Lützelburg (Reservoirs für Regenwasser);
11) **Hohe Speicher** für Getreide u. s. w.;
12) **Wein-, Obst- und Gemüsekeller** (zu Vianden, Falkenstein, Luxemburg, 2c. im Felsen ausgehöhlt);
13) **Kapelle und Sakristei.** Auf Dynastenburgen (Vianden, Esch a. d. S.), Doppelkapelle.
14) **Aborte** (in alten Urkunden „Heimlich Gemach"), meist nach der Grabenseite ausgekragt.

Alle hier gebrauchten Ausdrücke sind 2 alten, im Brüsseler Staatsarchiv aufbewahrten Werkbüchern entnommen, die Reparaturen betreffen, welche unser Herzog Wenzel I. im Jahre 1380 und Herzog Philipp von Burgund im Jahre 1459 an der Lützelburg ausführen ließen.

Was die **Ausstattung** der Burgen betrifft, so waren sie, wenn auch schlicht, immer praktisch und geschmackvoll. Als Fußboden diente ein Fliesenbelag oder Estrich, als Plafonds Holzdecken. Die Wände waren einfach getüncht. Dementsprechend war auch die Möblierung: stämmige Tische und Bänke aus Eichenholz; Schemel, Stühle mit hohen Rücklehnen; Steinsitze in Fensterlaibungen, Truhen, Humpengestelle (bahuts), eiserne Hängelampen, Geschirr aus Steingut. Alles

---

6) Aus caminata = heizbares Wohnzimmer für Frauen. Hier pflegte die Burgfrau während der öfters langen Abwesenheiten ihres Gemahls (z. B. zur Jagd- oder Turnierzeit, während eines Kreuzzuges 2c.) mit ihren Töchtern beim Spinn- oder Stickereitisch zu sitzen oder sich am Lauten- oder Harfenspiel zu ergötzen.

7) Auf Burg Vianden wurden einstens Bleiröhren von einer Wasserleitung aus der Römerzeit aufgefunden.

war echt, solid, ohne Täuschung. Beispiele: Hamm/Kyll, Klerf, Elz, Cochem 2c..

B) Nebengebäude.

a) **für den Troß:** Pferdestall, mit Geschirr-, Knecht- und Futterkammer;

b) **für Ökonomie:** Viehställe, Scheune mit Speicher, Gesindekammer, Waschhaus, Futterküche, Garten je nach dem vorhandenen Raum.

C) Defensivbauten.

1) **Vorburg** (barbacane), heißt der zur ersten Abwehr vorgeschobene Teil der Burg, gewöhnlich ein breiter, runder, mäßig hoher Turm (Beispiel zu Burglinster, Burscheid, Fels, Befort, Hesperingen).

2) **Bergfried** (bercvrit, belfredus, beffroi, donjon), nennt man den höchsten zur Berg- oder Angriffseite angebrachten, oft (wie in Esch a. d. Sauer) bewohnbaren Turm, der auch für die Besatzung als letzte Zufluchtsstätte zu dienen bestimmt war. Während er sich in etlichen Burgen, wie zu Pittingen, im Zentrum des Hofraums, oder wie zu Vianden vorn am Haupteingang befindet, steht er meistens, wie auf Burg Falkenstein, hinter einer hohen dicken Mauer, die man

3) **Schildmauer** nennt. In kleinern Tiefburgen (Schönfels, Mersch, 2c.) besteht die ganze Burg nur aus einem hohen Turmbau;

4) **Ringmauern** (murs d'enceinte, cingula) oder Mantelmauern mit

5) **Flankierungstürmen** (meist halbkreisförmig) besetzt, sind die primitivste Abschlußvorrichtung einer Burg. Zuweilen (wie z. B. zu Vianden, zur Nord- oder Ourseite) findet sich eine 2. Abschlußmauer (courtine) mit kleinerem Eckturm vor, mit einer Plattform (fausse-braie) dazwischen. Bei Dynastenburgen (wie Esch a. d. S., Vianden, Lützelburg) findet sich die Hauptringmauer um den ganzen Burg-Ort (Burgfreiheit) gezogen (Entstehung des ältesten Teiles der Stadt Luxemburg. Reste davon sind hier die noch erhaltenen Rhamtürme.). An die Ringmauer schlossen sich hohe, bewehrte

6) **Tortürme** an den Ein- und Ausgängen des Ortes (z. B. Vianden) mit dem Brückentore (Stadttore).

7) Außerdem besaßen manche Burgen, wie (Neuerburg, Montjoie, Esch a. d. S. (Lugturm), Vianden (Turm auf Paschett, Hockelslei) 2c., auf nahegelegenen Berghöhen einen **Späh- oder Wartturm** (tour de guette, tour d'observation) [8].

---

8) Alte Urkunden besagen, daß der Turmwächter zu bestimmten Tageszeiten auf seinem Horn Lieder zu blasen hatte.

8) Dicht neben dem Haupteingangstor der Burg ist öfters eine niedrige, sogen. **Schlupftür** (poterne) angebracht (Vianden).

9) Die über eine **Zugbrücke** durch das Haupttor führende, hinter der obern Ringmauer liegende

10) **Zufahrtsrampe** ist gewöhnlich (wie zu Vianden, Falkenstein, Brandenburg, 2c.) mittels Zwischentoren (die wie auch das Haupttor mit Schießscharten und einem Wehrgang versehen sind) in kleine Höfe eingeteilt, welche man

11) **Zwinger** oder Letzen (lices) nennt.

Über dem in den Burghof mündenden letzten Tore gewahrt man öfters (Hamm a. d. Kyll, Vianden, 2c.) einen auf zwei Konsolen ausgekragten, viereckigen Erker mit offenem Boden (Gußloch), durch den siedendes Pech, Stein- oder Eisenstücke auf den Anstürmer herabgeschleudert zu werden pflegten. Diesen Erker, mit Guckloch in der Vorderwand, nannte man

12) **Pechnase** (échauguette).

Das aus dem Burghofe in den letzten, vor dem Pallas liegenden Zwinger führende Tor war außerdem mit einem schweren eisernen

13) **Fallgatter** (herse) bewehrt.

14) **Wehrgänge** (hourds) heißen die auf Dachsimsen und obersten Rundwegen (chemins de ronde) aus Holz konstruierten gedeckten Gallerien, mit Gußlöchern und Schießöffnungen. Dieselben werden öfters ersetzt durch

15) **Zinnenbekrönungen** (créneaux), auf

16) **Voltengesimsen** mit Gußlöchern (mâchicoulis) ruhend.

17) Als **Kerker oder Verließ** (oubliette) diente gewöhnlich das Kellergeschoß des Burgfriedes, oder sonst ein

18) **Gewölbter Hohlraum**. Das sogenannte „Hexenloch" auf Burg Vianden konnte auch in unruhigen Zeiten als

19) **Versteck** benutzt werden.

20) Kleinere Warten, sogenannte **Spähtürmchen** (vedettes), in Stein oder auch in Holz, sind nicht selten an den Giebelecken (Schönfels, Meysemburg) oder am Ende der Rund- oder Wehrgänge angebracht.

21) Besondere **Gelasse für Wurfmaschinen**, Steinkugeln, 2c., trifft man zuweilen im Burghofe an [9]).

* * *

Die Mehrzahl der Burgen und Schlösser sind im Laufe der Jahr-

[9]) S. meine Studie über mittelalterliche Kriegsmaschinen im Jahrgang 1908, Heft 1 der Zeitschrift „Ons Hémecht".

hunderte vergrößert worden. Für die Datierung der einzelnen Teile gibt uns, in Ermangelung schriftlicher Urkunden, die Architektur annähernden Bescheid: a) In der Regel fällt die Gründungsperiode in die romanische oder in die frühgotische Zeit (X. bis XII. Jahrhundert), in welcher zuweilen auch der byzantinische Stil einsetzt (z. B. auf Burg Vianden, Prunksaal).

b) Die Entwickelungs-Periode dauerte vom XII. bis zum XV. Jahrhundert; ihr folgte die

c) Renaissance-Zeit (Klerf, Körich), Ansemburg, Vianden, Nassaubau), so wie bei einzelnen Burgen (Rodemacher, Sierck[10]), Neuerburg u. s. w.) die Umbildung der Defensivteile nach Erfindung des Schießpulvers.

Was die auf den ältern Burgen sich vorfindenden Steinmetzzeichen betrifft, so deuten dieselben meist auf die Zeit vom X. bis zum XV. Jahrhundert, also auf die Blütezeit der Steinmetz-Zünfte.

Verehrte Vereinsgenossen!

Möchte dieser bescheidene Hinweis auf die Wesenheit unserer heimatlichen Burgen und die bei ihrer Erbauung befolgten Hauptregeln dazu beitragen, Ihnen größeres Interesse und Verständnis für diese ehrwürdigen historischen Denkmäler beizubringen!

Und sofern Sie sich dann nächstens von der denselben innewohnenden Poesie durchsonnt fühlen, dann werden Sie freudig meinem Schluß-Motto zustimmen:

Seid gegrüßt, ihr grauen Trümmer,
Stumme Zeugen einst'ger Wehrkraft,
Fester Treu und frommen Sinns!

10) Vergl. J. Naeher: „Die Burgen in Elsaß-Lothringen", I. Heft. — Straßburg, bei Noirel, 1886.

Johannes Bertels, Abt zu Echternach.

(Fortsetzung).

1605.

Am 4. Februar dieses Jahres vergab Bertels den Bau eines neuen Backofens für die Abtei zum Preise von 25 Talern; für das Brechen der hierzu benötigten Steine waren allein schon 38 Taler verausgabt worden.

Am nämlichen Tage schloß der Abt auch einen Vertrag ab mit Meister Claes Hecquet behufs Lieferung eines Orgelwerkes mit Positiv und 21 Registern. Dafür erhielt letzterer 700 trierische Taler, 2 Fuder

Wein und die alte Orgel in den Kauf. Zu Johanni sollte die neue Orgel fertig sein, wurde aber erst Allerheiligen angenommen.

Am 9. Februar schrieb der Prälat von Luxemburg aus, wo er sich damals aufhielt, dem Kellner der Abtei, Johannes, derselbe möge verschiedene Auerhähne, Kapaune und sonstiges Wildpret besorgen, denn er müsse, dem Beispiele anderer folgend, den neuen Gouverneur zur Tafel ziehen, was er am nächsten Sonntag zu tun beabsichtige.

Um die nämliche Zeit eroberte Ambrosius Spinola, ein Italiener von Geburt, fast ganz Friesland.

Im Monat Oktober verließ die **„Historia Luxemburgensis"** des Abtes Bertels die Presse. Es ward dieses Buch zu Köln gedruckt und kostete 100 Taler. Es handelte über die Luxemburger Fürsten und war dem Luxemburger Rate gewidmet. [1])

Für das Kirchweihfest des nämlichen Jahres, d. h. den Sonntag vor dem Feste des hl. Evangelisten Lucas (18. Oktober) hatte Bertels einen neuen Altar aufrichten lassen, auf dem ein Gemälde eingesetzt wurde, welches den hl. Willibrord darstellt, wie er die „springenden Heiligen" und große Volksscharen segnet. Dieses Bild, welches man auch heute noch in der Basilika sehen kann, hatte, außer verschiedenen kleineren Nebenausgaben, nicht weniger als 80 Taler gekostet. Es war in der Abtei selbst von einem gewissen Antonius Stevens aus Mecheln gemalt worden.

Bei Wintersdorf ertrank ein Mann im Monat Oktober. Da weder die Bewohner von Born, noch die von Ralingen die Leiche beerdigen wollten, ließ Bertels das Begräbnis auf seine Kosten vornehmen und entrichtete dem Richter die dafür gebührenden Sporteln.

1606.

Im Frühjahre 1606 ward der Bau der Namen-Jesu-Kapelle begonnen, unter deren Gewölbe Bertels sich seine Grabstätte wählte. Der Bau dauerte ein halbes Jahr, ward anfangs September beendigt und kostete 115 Taler.

Da in diesem Jahre die Pfarrstellen in Cruchten und Edingen durch Tod erledigt worden, vergab der Abt sie am 2. und 4. April.

Auf Ostermontag, 27. April, entstand ein so gewaltiger Sturmwind, daß im Grünenwald mehr als 20,000 Bäume, in den Echternacher Gemeindewäldern 800, bei Flaxweiler 4000 Bäume entwurzelt wurden. An den Dächern des Klostergebäudes war großer Schaden angerichtet worden. Zu St. Hubert war der Glockenturm über das

1) Es ist das erste Werk, welches die Geschichte des Luxemburger Landes behandelt. Wir werden später noch darauf zurückkommen, wenn Bertels als „Schriftsteller" geschildert wird.

Dach des Gotteshauses herabgefallen und hatte die Hälfte desselben eingeschlagen.

Anfangs Mai wurden 3 Glocken gegossen; die größere zu Ehren des hl. Willibrord, die zweite zu Ehren des hl. Benedikt, die dritte und kleinste, welche in den Turm der Kloster-Kapelle kam, erhielt den Namen des hl. Johannes. Ein Glockengießer aus Dionant (Dinant) leitete den Guß mit viel Glück und Erfolg und erhielt für den Centner 16 Gulden.

Zu Beginn des Monates Juni ward die Pfarrei Eppeldorf durch den Tod des Johann Oßweyler vakant; der Echternacher Kaplan Adam Bettersdorf ward zum Pfarrer ernannt.

Am 5. Oktober ertrank zu Moersdorf ein Mann, der ohne Vorwissen des Klosters vom Meyer in Messenich herausgezogen und im Auftrage des Richters zu Machern (Grevenmacher) aufgehoben wurde. Bald entsandte Bertels zur Leichenaushebung den Richter mit einigen Fischern, die bei ihrer Ankunft den Leichnam beerdigt fanden und deshalb gegen das dem Kloster geschehene Unrecht protestierten. Der Abt reichte eine Beschwerdeschrift beim Rate in Luxemburg ein.

Am 19. Oktober schoß der Bürger Eck, der die Wache auf dem Brückentor hatte, einige Tauben unter der Brücke. Als dies bekannt wurde, ward er auf Befehl des Abtes „gepennt" (gepfändet). Die Buße wollte der Schuldige nicht zahlen, weshalb der Scholtes dem Scheffenrat die Sache übertrug, der ihn zu 2 Carlsgulden verurteilte. Diese bezahlte der Verurteilte, aber nicht die Buße. Als er ein zweites Mal sich widerspenstig zeigte, ließ der Abt ihn durch den Scholtes ins Gefängnis werfen. Jetzt ging der Gefangene mehrere Freunde um ihre Vermittelung an; auch der Ortspastor leistete Fürbitte, so daß er mit nur einem Taler loskam.

Am 23. November wurde die Kirche in Berburg durch den Tod Heyralts von Vianden vakant und dem Leonard Wyltz übertragen.

Der Schloßherr Gottfried von Eltz in Clerff und Wolmeringen erneuerte in diesem Jahre den Lehnsvertrag des dritten Zehntteiles in der Pfarrei Bettemburg, wo der Pastor zwei Drittel und das Kloster das andere Drittel erhielt.

Zwischen der Abtei St. Matthias in Trier und der Abtei Echternach entstand in diesem Jahre eine Streitfrage betreffs des Fischereirechtes in der Sauer; der Abt von St. Matthias hatte einen Fischkorb zwischen dem Wasserwege und der Mühle von Langsur anlegen lassen. Die Echternacher Fischer drohten, denselben auszureißen, und ließen sich nur durch die Bitte, den Tag eines Schiedsgerichtes abzuwarten, von ihrem Vorhaben abhalten. Dieser Entscheidungstag ward auf den 27. November anberaumt. Die zwei Klosterräte erschienen in Langsur, nahmen

den Ort in Augenschein und hörten die Aussagen der Echternacher und Langsurer Fischer an. Es ergab sich, daß man sich nur um Ziegenwolle (d. h. um des Kaisers Bart) gestritten hatte. Damit aber künftighin aus dem Wehre, das einem Lande von 31 Fuß Länge gleich ist, keine Streitigkeiten entständen, wurde als Malzeichen am benachbarten Felsen ein burgundisches Kreuz eingemeißelt. Dies geschah im Beisein der beiden Äbte, des Echternacher Scholtes und einiger Richter, Schöffen und Pfarrer.

1607.

Der Winter von 1606 auf 1607 war so gelinde und die Kälte so wenig bemerkbar, daß man eigentlich nur 6 Tage, vom 8. bis 13. Dezember, Frost und im Februar 2 Tage Schnee hatte. Auf Aschermittwoch (letzten Februar) entstand ein schreckliches Ungewitter mit Blitzleuchten und kündigte damit den Frühling an.

Am 12. März übertrugen zu Luxemburg die Prälaten, Ritter und Vertreter der Städte 8 Mitgliedern ihres Rates volle Gewalt, Ihren Majestäten die von den Ständen beratenen und beschlossenen Artikel mitzuteilen und eine Entscheidung zu verlangen. — Soweit die »Ephemerides.«

Die letzten Lebensjahre dieses rührigen und tatkräftigen Abtes waren wahre Leidensjahre, ein Fegfeuer, für ihn gewesen. Seine ohnehin schwächliche Gesundheit war bei der Fortschleppung in die Gefangenschaft nach Holland gänzlich untergraben worden. Die Ängsten, Sorgen, Leiden während dieser Hetzjagd und auch noch der späterern Zeit erkennt man am besten aus seinen **„Ephemerides“**. Bertels starb am 19. Juni 1607, zwischen 10 und 11 Uhr, im 64. Lebenjahre. Er wurde am 21. Juni, 8 Uhr morgens, an dem von ihm selbst bezeichneten und auserwählten Orte, in der 1606 von ihm errichteten Kapelle des hl. Namens Jesu bestattet. Er hatte sich selbst bei Lebzeiten folgende Grabschrift verfaßt, die noch heute in der Echternacher Basilika (in der St. Sebastianskapelle) zu lesen ist:

D. O. M.

Siste viator. Ista legas. Joânnes Bertels, hujus monasterii olim abbas, abiit, non obiit. discessit, non recessit. Abiit, ut vivat in aeternum. SPVS (spiritus) namque astra colit. Ejus corpus in hac spelunca absconditur exspectatque diem novissimum.

Ave viator. Vale viator.

Johanes Bertels mortem habens prae oculis vivus posuit anno 1606. obiit 19 Juny 1607.

Das Wappen führte als Legende die Worte: »Sic ad te Deus«,

eine Anspielung auf den im Psalm 42 vorkommenden Hirsch: Wie der Hirsch nach der Wasserquelle, so verlangt nach dir meine Seele.

Bis zu Anfang des 19. Jahrhunderts war die Grabstätte des Abtes Bertels noch zu sehen mit seinem Wappen, das einen aus einem Springbrunnen trinkenden Hirsch darstellte; das Denkmal war mit einer Statue Bertels versehen, die beim Einfall der Franzosen in die Sauer versenkt, nachher herausgezogen, auf die Sauerbrücke gestellt, im Jahre 1860 aber von der frevelhaften Bubenhand einiger Nachtsschwärmer in den Sauerstrom hinabgestürzt wurde, wo sie in Stücke zerbrach. Die großherzogliche Regierung ließ im Jahre 1883 eine neue Statue des Abtes Bertels meißeln und selbe auf der rechten Seite der Sauerbrücke, gerade in deren Mitte aufstellen. Diese Statue wird aber vielfach getadelt. So schrieb z. B. ein Korrespondent im „Luxemburger Land" folgende Kritik derselben: „Ich hatte mir vorgestellt, einen jener altehrwürdigen Prälaten in lebendigem Steinbilde zu erblicken, wie sie uns die herrliche Kunst des Mittelalters zu schaffen vermochte, — allein ich fand mich arg enttäuscht! —

„Statt des altehrwürdigen, imponierenden Abtes erblickte ich die Statue eines jungen Kapuzinermönches aus Wallensteins Lager.

„Und dieser Vergleich trifft selbst nicht zu; denn die Figur ist ohne Bewegung, die Draperie schwerfällig, das Ganze steif und ohne Leben.

„Das feiste Doppelkinn, dieses allernotwendigste Attribut des gesundheitsstrotzenden Mönches, wie ihn der Künstler sich gedacht, könnte viel besser modelliert sein; auch scheint mir der Stift in der rechten Hand viel zu schwer.

„Was aber indessen am meisten mißfällt, ist die gänzliche Thatlosigkeit des Unterkörpers und die dazu erzielte Steifheit des ganzen Steingebildes.

Der rechte Fuß hätte energischer hervortreten müssen, wodurch eine Beugung des Knies und ein belebender Faltenwurf des Gewandes hervorgerufen worden wäre; der Umschlag unten am Gewande und an den Armen ist ebenfalls zu dick und erscheint dem Auge etwas plump. Die Kapuze könnte ebenfalls weniger primitiv und mit einiger Eleganz behandelt sein, wie denn auch das ganze Gewand viel zu massiv ist und dem Auge durch seine Steifheit mißfällt. . . . ." (Jahrg. 1883, Nr. 45, S. 629—630.)

Am 20. Juni 1607 (also als Bertels irdische Hülle noch nicht beigesetzt war) wurde ein Inventar aufgenommen, worin gesagt ist, daß die meisten Urkunden im Echternacher Refuginm zu Luxemburg sicher aufbewahrt würden. In einem kleinen „Hedlein" fand man einen ziemlichen Haufen „Heidenköpfe" (d. h. wohl römische Münzen). In

der Bibliothek sah man alle Kirchenväter auf der einen Seite, Grammatikalia auf der andern Seite. Merkwürdig war aber eine alte geschriebene Foliobibel.

In Luxemburg fand sich bei der Inventaraufstellung „ein alter Krossen (crosse, Bischofsstab) St. Willibrordi in Guld und mit allerley gesteine gezieret", ferner ein ganz in goldenen Buchstaben geschriebenes reich mit Figuren illuminiertes vermaltes „Evangelienbuch". Das Original dieses Inventariums befindet sich im Staats-Archiv zu Luxemburg.

Gleich am Begräbnistag des Abtes Bertels, 21. Juni, hatten Prior und Konvent dem Präsidenten des Provinzialrates in Luxemburg das Ableben ihres Abtes mitgeteilt und zugleich das Ansinnen gestellt, bald möglichst einen neuen Abt zu bezeichnen, damit die tiefverschuldete und zerrüttete Abtei durch längere Verzögerung nicht noch größeren Schaden erleiden möchte.

(Schluß folgt.)

Personalien.

Es obliegt uns die traurige Pflicht, mitzuteilen, daß, seit unserer Generalversammlung vom 28. Januar dieses Jahres, der unerbittliche Tod nachstehende Mitglieder unserm Vereine entrissen hat:

Hrn. **Schmitz,** Pfarrer in Stadtgrund,
„ **Raus,** Lehrer in Vianden,
„ **Weber,** emerit. Pfarrer von Niederbeßlingen,
„ **Lefort,** Ehren-Notar in Reims,
„ **Stirn,** Pfarrer in Nörtringen, und
„ **Gredt,** Ehrendirektor in Luxemburg.

R. I. P.

Auszeichnungen im Orden der Eichenlaubkrone

haben durch Großherzoglichen Beschluß vom 18. resp. 20. April 1909 die nachfolgenden Herren Vereinsmitglieder erhalten:

Das Offizierskreuz: Die HH. **Herchen Arthur** und **München Alfons;**

Das Ritterkreuz: Die HH. **Brück Johann Peter, Clemen Heinrich, Eichhorn Alfons** und **Stein Matthias.**

Allen diesen Herren noch nachträglich unsere herzlichsten Glückwünsche!

Namens des Vorstandes,
Der Sekretär:
Martin BLUM.

Literarisches.

Heinrich Belletable Hauptmann des belgischen Ingenieurkorps und der Verein der heiligen Familie. Von P. Franz Rollmann C. SS. R. 8°. 68 Seiten. **Mk. 0.60.**

Ein Lebensbild eigener Art wird uns in dem obigen Buche vorgeführt, das eines Laien, der es zu einer großen, wahrhaft aufrichtigen, innigen und kernhaften Frömmigkeit gebracht hat und zwar in einem Stande, der nach allgemeinem Urteil derartige Bestrebungen nichts weniger als zu unterstützen geeignet ist. Von doppeltem Interesse ist das Lebensbild auch deshalb, weil es einen Beweis dafür bietet, was Begeisterung und Tatkraft auf dem schon bald übersättigten Gebiete des Vereinslebens noch zu schaffen vermag. So bietet das Buch nach jeder Richtung eine sehr anregende Lektüre und ist besonders wertvoll für alle Mitglieder des Vereines der heiligen Familie.

Für uns Luxemburger ist das Werkchen aber noch von ganz besonderem Interesse: erstlich weil es einen Landsmann, den hochw. Herrn P. Franz-Xaver Rollmann C. SS. R. aus Echternach gebürtig, den sehr rührigen Direktor des Vereines der hl. Familie zu Luxemburg, zum Verfasser hat, und zweitens, weil es uns ein zwar kurzes, aber doch übersichtlich gehaltenes Bild liefert über den Verein der hl. Familie im Großherzogtum Luxemburg und dessen herrliche Wirksamkeit hierlands seit länger denn einem halben Jahrhundert.

Möchte darum das so schöne Lebensbild in allen katholischen Familien unseres Landes alsbaldige Aufnahme finden und es dem hochw. Hrn. Verfasser ermöglichen, bald mit einer zweiten (vielleicht etwas zu erweiternden) Auflage das kernbrave Luxemburger Volk zu erfreuen.

X.

Gregor Spedener. Die Stenographie Duployé dem Luxemburger Dialekte angepaßt vom Herausgeber der „Stenographenpost". Luxemburg 1909. 4°. 14 S. Autgor. Preis: **50 Pfg.**

Diese Anpassung bietet den Kennern der deutschen Übertragung von Weiler gar keine Schwierigkeiten. Wie letztere, lehnt sich auch die Arbeit Spedener's, an's System **Duployé-Institut.**

In Folge der unserm heimischen Dialekte eigenen Laute bedurfte es einiger neuen Zeichen (auch diakritischer) und Herr Spedener hat diese Schwierigkeit glücklich überwunden. Seine kleine Arbeit ist, wenn ich gut unterrichtet bin, die erste Übersetzung eines bekannten, Stenographiesystems auf einen deutschen Dialekt.

Der Umdruck ist sauber und klar und auch die stenographischen Beispiele und Übungen sind scharf und deutlich vorgeführt. Auch die äußere Ausstattung macht einen gefälligen Eindruck. Möge dieses Werkchen dazu beitragen, Liebe und Begeisterung für die nützliche Kunst der Schnellschrift in unserm Ländchen zu erwecken und derselben recht viele neue Schüler zuzuführen.

„Ite et docete" wie unser Meister schreibt.

W.

Litterarische Novitäten u. Luxemburg. Drucksachen.

Blum Martin. Ordonnances et Nominations concernant le Département des Forêts depuis 1803 jusqu'en 1823, émanées de l'Évêché de Metz. Extraits de différents registres déposés aux Archives diocésaines messines, précédés de notices biographiques. (Extrait des „Publications de de la Section historique de l'Institut grand-ducal de Luxembourg, Vol. LVI.) Luxembourg. Imprimerie M. Huss. 1909. — 82 pp. in 8°.

***Idem.** Auszug aus dem vom Sekretär der Gesellschaft erstatteten Berichte über das Wirken des Vereines („Ons Hémecht") im Jahre 1908, vorgetragen in der Generalversammlung vom 28. Januar 1909. O. O. u. D. u. Druckerfirma. (Fr. Bourg-Bourger. Luxemburg-Bahnhof. 1909). — 7 SS. in 8°.

Concert-Anzeiger. (Luxemburger) Erscheint Dienstag, Donnerstag und Sonntag. Buchdruckerei Ch. Hermann, Luxemburg-Bahnhof. Verlag von J. Brouscher, Luxemburg-Gare. — Nr. 1 erschien (ohne näheres Datum) im Monat Mai, 1909. — 4 SS. pet. in fol. Mit einem „Plan de Luxembourg".

***Diderrich Émile.** A propos d'Enseignement primaire. Les Écoles dans la paroisse de Mondorf. Notes communiquées. Extrait du Journal „Ons Hémecht", Année 1909. Luxembourg-Gare. Imprimerie François Bourg-Bourger. 1909. — 7 pp. in 8°.

***Gillen.** D'n dawe Jang. Lostspill an zwin Akten, voam Ändre'i Duchscher. 1908. (Rezension.) O. O. u. D. noch Druckerfirma. (Fr. Bourg-Bourger. Luxemburg-Bahnhof. 1909.) — 8 SS. in 8°.

Dr. Klein Joseph-Edmond. Les rapports qui existent entre la surface et le volume des organismes. Causerie faite à notre assemblée d'Arlon, le 2 mai 1909. Tiré-à-part des Publications de la Société des Naturalistes luxembourgeois. S. l. ni d. ni nom d'impr. (Luxembourg. P. Worré-Mertens. 1909.) — 5 pp. in 8°.

Margherita. Feuillets détachés d'un journal de voyage. Luxembourg. Imp. M. Huss. 1909. — 25 pp. in 8°.

Mondlinguisto. (La) (Der Weltsprachler.) Unesma Yaro. N° 1. Julio 1909. A l'homaro una — linguo va komuna! Imprimeyo Gustave Soupert. Luxemburg. — 4 SS. in 8°. — Monatlich erscheinendes Blatt.

Pèlerinage Lorrain à Notre-Dame de Luxembourg. Marie, mère de Jésus, Consolatrice des affligés, Priez pour nous! Imp. des Orph.-Apprentis, Guénange (Lorr.) S. d. (1909). — 15 pp. in 16°, avec la gravure de N. D. de Luxembourg.

Reichling Johann Peter. Lourdes. Geschichte der Erscheinungen nach bewährten Quellen. Luxemburg. Druck der Sankt Paulus-Gesellschaft. 1909. — 189 + 2 SS. pet. in 8°.

Schon Aloys. Kommentar betreffend das Reglement vom 11. Dezember 1846 über die Wohltätigkeits-Büreaux. Aus dessen Nachlasse. Esch a. d. Alz. Druck von Jos. Origer. 1909. — 27 + 2 SS. in 8°.

* = Separat-Abdruck aus „Ons Hémecht".

Ons Hémecht.

Organ des Vereines für Luxemburger Geschichte, Literatur und Kunst.

Herausgegeben vom Vereins-Vorstande.

15. Jahrgang. — 8. Heft. 1. August 1909.

Sôen aus dem Syrdal.

IV.

Wel d'Bichelgre^{i}tchen emer schle^{i}ft,
'So^{u} lâng et hèll a kloer,
Klemt nu^{e}ts et fun de Bém an d'De^{i}ft
A kämmt sei göldent Hoer.

An ass dann d'Hoer an der Reih,
Helt et e gro^{u}sse Kiwel
A gèt op d'Syr sein ûrscht Gezei
Rèngwäschen an dem Niwel.

Klipp! Klapp! We^{i} klengt dât dûrch den Dal!
We^{i} hèll am Bösch dûrch d'Reiser!
Klipp! Klapp! te^{i}nt fro^{u}h de Widderhal
Dûrch d'Di^{e}rfer bis an d'Heiser!

Wann d'Bichelgre^{i}tchen wäscht a klappt,
Ass et net gi^{e}r geste^{i}ert,
Du^{e}rfir ganz ro^{u}heg lanscht getrappt,
Wann ên do nu^{e}ts passe^{i}ert!

Èng Ke^{i}er gêt op Ro^{u}dt lanscht d'Bun
De Pier den Dokter sichen.
Du fänkt et och ze klappen un,
D'Lâf ziddert un de Bichen.

De Pier mecht de Spektâkel no,
'So^{u} o^{u}ne^{i} drun ze dènken,
Gleich war och d'Bichelgre^{i}tchen do,
De Lo^{u}hn derfir ze schênken.

Genât get hie vu no a wêt,
Zoppnâss sin all seng Glidder;
A Bleileschle^{i} et rént a schneit,
E strèckt we^{i} do^{u}t sech nidder.

Fre^{i}h Mu^{e}rges Männer aus der Rott
Hun hêm en transporte^{i}ert
Fergi^{e}ss ass haut all Uz a Spott,
Wann hi^{e}n de Klippklapp he^{i}ert.

LES ANCIENS DYNASTES
D'ESCH-SUR-LA-SÛRE

par

Jules VANNÉRUS.

(Quarante-sixième article.)

Le 12 janvier 1567, n'ayant pas d'enfants, il fait son testament au profit de sa femme; encore cité en 1569, il mourut avant le 5 juillet 1570, date à laquelle Apollonie de Kerpen était veuve. Par contrat passé à Trèves, le 2 avril 1571, Apollonie se remaria avec Paul de Larochette [1]) Quant à la succession de Jean-Paul de Bolland, elle passa à Bernard et à Catherine d'Orley, ses plus proches héritiers; nous y reviendrons plus loin.

Jean de Bolland, le second fils de Georges, reçut une part d'Esch, on se le rappellera, lors du partage de 1535; il est mentionné comme co-seigneur à Esch de 1539 au 16 juillet 1550. Le 21 avril 1548, Jean de Bolland dit de Rollé, sgr. d'Esch, déclare avoir fait avec son frère Bernard, sgr. de Fischbach, et sa sœur Françoise, dame de Linster, un accord au sujet de leurs successions paternelle et maternelle; il leur paiera une rente annuelle de 31 fl. sur sa part de la seigneurie d'Esch. Il doit cette rente depuis 8 ans à Bernard d'Orley et à Catherine, sa femme (= *sa sœur*, sans doute), ses neveu et nièce.

Il n'était pas marié, ainsi que nous l'apprend un acte du 24 avril 1549; sa part dans la seigneurie d'Esch passa à son frère Bernard, lors de son décès, qui dut se produire entre le 16 juillet et le 18 août 1550.

Françoise, la fille de Georges de Bolland, épousa avant le 15 avril 1521 Clément d'Orley, chevalier, sgr. de Linster, fils de Bernard et de Françoise d'Argenteau. Le 21 juillet 1537, par devant le siége des nobles, Françoise de Bolland, dame de Linster, femme de Clément d'Orley, reconnaît avoir fait une convention avec ses frères, Bernard et Jean de Bolland, au sujet des successions pater- et maternelle: elle reçoit la moitié de la maison de *Keyl* avec dépendances, la grange de Bœvange et une rente [3]).

---

[1]) *Arch. de Clervaux*, n° 2016; *de Reinach*, nos 3142, 3169, 3195 et 3208; Arch. du Gouv., Fonds Vannérus.

[2]) *Publ. S. A. L.*, t. 27, 1873, p. XXV; Neyen, pp. 244 et 245; *Arch. de Schutbourg*, nos 29 et 31; *Arch. de Reinach*, n° 2883; etc.

[3]) N. van Werveke, *Arch. de Betzdorf*, n° 263; *Arch. de Reinach*, nos 2570

A la mort de Jean-Paul de Bolland, qui décéda en 1569 ou en 1570, sans laisser d'enfants, ses biens échurent à ses plus proches parents, les enfants de sa tante Françoise (qui vivait encore le 21 avril 1548) et de Clément d'Orley (mort le 1er septembre 1539): Bernard et Catherine d'Orley. Les 5 juillet et 28 septembre 1570 et le 4 avril 1572, Apollonie de Kerpen, la veuve de Jean-Paul, prit des arrangements au sujet de son douaire et des dettes laissées par son premier mari, avec les plus proches héritiers de celui-ci: Bernard d'Orley, sgr. de Linster, et sa sœur Catherine, épouse d'Oswald de Larochette, sgr. en ce lieu et à Heffingen. Le 24 avril 1573, Bernard d'Orley et sa femme, Julienne de Boulich, et Oswald de Larochette et Catherine d'Orley, sa femme, vendirent à Apollonie de Kerpen et à son second mari, Paul de Larochette, leur part de la seigneurie de Mersch, soit un quart et un huitième, telle qu'ils l'avaient héritée de leur cousin et beau-frère, Jean-Paul de Bolland [1]).

Comme Bernard d'Orley apparaît comme seigneur à Esch à partir de 1573, nous devons admettre que la part que Jean-Paul de Bolland possédait en cette terre lui échut en même temps que la part de Mersch et d'autres biens.

Avant de relater quelles furent les destinées du huitième de Bolland à partir de la fin du XVIe siècle, il nous faut encore parler de Marguerite et de Marie de Bolland, filles d'Agnès de Brandenbourg.

Marguerite de Bolland. — Les 13 janvier et 1er novembre 1464 apparaît une Marguerite de Bolland, épouse de François d'Orne (et non d'Ouren, comme on l'a cru), sire de Brouennes; ce personnage, titré d'écuyer en février 1462, était veuf d'Élise de Brandenbourg (fille de Jean et de Catherine de Mensdorf, dame de Meysembourg), avec laquelle il est cité du 24 janvier 1435 au 15 novembre 1446 et qui mourut avant le 5 juin 1450 [2]). Comme le 24 février 1452, il fut reçu parmi les communs seigneurs d'Esch et que le 13 avril 1466 il figure encore au nombre de ces co-seigneurs, il faut bien supposer que sa seconde épouse était la fille de Guillaume de Bolland et d'Agnès de Brandenbourg. Elle survécut à son mari, car un acte du 9 septembre 1517 mentionne (feu?) Marg. de Boland, veuve de *Brochem*.

---

et 2573; cf. la généalogie de la famille d'Orley publiée dans l'*Annuaire de la Noblesse belge*, 1882, vol. 36.

[1]) *Arch. de Reinach*, nos 3195, 3201, 3222 et 3243.

[2]) *Arch. de Clervaux*, nos 843, 972, 1005, 1134, 1177 et 1214; *Arch. de Reinach*, no 1572; etc.

François, que je n'ai pas rencontré après 1466, eut de Marguerite de Bolland, d'après Jeantin (*Man. de la Meuse,* I, 289), un seul enfant, Agnès, qui épousa Christophe d'Aboncourt; quant à la part d'Esch qu'il détenait du chef de Marguerite de Bolland, elle semble avoir fait retour au frère de celle-ci, Henri de Bolland, ou bien à son fils Georges.[1]

Marie de Bolland. — Le 28 octobre 1490, le conseil de Luxembourg déclara que Jean d'Orley, chevalier, sgr. de Beaufort, avait droit à la cense dite *der Borch Fryden*, en la seigneurie d'Esch, comme co-seigneur à Esch; d'autre part, dès les 5 janvier 1462 et 26 février 1467, Jean d'Orley, chevalier, seigneur de Beaufort, intervient dans deux documents relatifs à une maison sise à Esch [1]).

C'est certainement à titre de son épouse, Marie de Bolland, qui apparaît avec lui dans un acte de la Ste Marie 1463 [2]), que Jean d'Orley (cité à partir du 12 novembre 1457 et qui était fils de Guillaume d'Orley, chevalier, sgr. de Beaufort, et d'Élise de Wiltz), avait des intérêts à Esch; d'après les dates, elle devait être fille d'Agnès de Brandenbourg, comme l'épouse de François d'Orne.

Lorsqu'il mourut (entre le 28 octobre 1490 et le 27 août 1491, semble-t-il), la part qu'il détenait à Esch passa à sa fille, Marguerite d'Orley, épouse d'Englebert Hurth de Schönecken. Englebert (fils de Jean et de Jeanne de Birgell), prévôt d'Arlon (1468—1501), sgr. de Beaufort (dès avant le 18 octobre 1493), maréchal de Juliers depuis 1487, apparaît comme seigneur à Esch à partir du 14 août 1468 [3]). Nous pouvons donc supposer que sa belle-mère était morte dès lors, laissant l'usufruit de ses biens à son mari, Jean d'Orley, et la propriété à sa fille Marguerite.

Quoi qu'il en soit, Marguerite d'Orley est encore citée avec son mari dans deux actes des 10 février et 20 mars 1503; lui-même, mentionné à propos des différends séculaires entre les seigneurs d'Esch et ceux de Wiltz, en 1492 et en mai 1502, vivait encore le 10 mai 1511 [4]).

Tous deux, semble-t-il, avait cessé d'exister au 5 décembre 1517, jour où Reinart de Velbruggen et Styne de Broichhausen,

---

1) Arch. Sect. Hist., Fonds Vannérus.

2) Arch. Sect. Histor., D. 59 (d'après une analyse de M. van Werveke).

3) *Arch. de Reinach.* nº 1885; A. Dronke, *Mitteilungen über die Burg Schönecken*, Trier, 1892, pp. 19—20; *Table* de W.-P., t. 34, nº 69, et t. 35, nº 579; etc.

4) *Table* de W.-P., t. 37, nos 471 et 475; *Archives de Marches de Guirsch*, III, nº 44. D'aprés l'*Annuaire de la Noblesse belge*, il mourut en 1518, sans hoirs.

sa femme, reconnurent devoir à Irmengarde de Wechterschem (*sic!* = Nechtersheim) et à Jean de Gymnich, son second mari, une rente annuelle et viagère de 18 fl. sur les biens d'Esch dépendant de la seigneurie de Beaufort, échus à Irmengarde après la mort de Marguerite d'Orley, dame de Beaufort; ils assignent en garantie des biens à *Hulckraide* [1]). Irmengarde de Nechtersheim était la cousine-germaine de Marguerite d'Orley.

En effet, le jour de la Ste Vierge 1463, nous voyons Jean d'Orley et Marie de Bolland, sa femme, reconnaître devoir à Anne d'Orley, sœur de Jean, alors veuve de Jean de Nechtersheim, 700 fl. du Rhin pour arrérages de la dot lui promise; ils paieront cette somme endéans les quatre ans à leurs beaux-frères Bernard d'Aldenburgh dit de Velbrücken et Irmengarde, conjoints, et Jean Bliffer et Lise, conjoints. Cette Irmengarde était Irmengarde de Nechtersheim, fille de Jean de Nechtersheim, ainsi que nous l'apprend une charte de 1484 où elle apparaît avec son mari, Bernard de Velbrück [2]); l'épouse de Jean Bliffer ou Blyver était Élise de Nechtersheim, sœur d'Irmengarde: nous pouvons donc admettre que le terme »beaux-frères« de l'acte de 1463 signifie »proches parents« simplement, sèns dans lequel il s'employa quelquefois à cette époque.

En 1526, apparaît Reinhart de Fellenbrück, sgr. à Beaufort et à Esch, et le 26 mars 1533, »Joncker Reinhart von Velbruggen, herr zu Esch und zu Beffort«, intervient comme co-sgr. d'Esch pour approuver la vente d'une maison [3]).

De ces différents documents l'on peut déduire qu'à la mort de Marguerite d'Orley, ses biens passèrent à sa cousine-germaine Irmengarde de Nechtersheim, d'abord épouse de Bernard de Velbrück, puis de Jean (Beyssel) de Gymnich, qui les laissa à un fils, Reinart de Velbrück (cité de 1517 à 1533); au décès de celui-ci, la terre de Beaufort échut à Bernard de Velbrück (son frère ? ou son fils ?), auquel elle appartenait dès avril 1539 [4]), tandis que la part qu'il détenait à Esch fit retour à la branche de Bolland, dont elle provenait.

* * *

Bernard d'Orley, auquel le huitième de la terre d'Esch échut

---

1) Fonds Neyen, I, 72, aux Arch. de la Sect. Histor. (Anal. van Werveke).

2) Arch. Sect. Histor., Chartes, D. 59 (Anal. van Werveke); Bärsch, *Eifl. ill.*, II, 2e part, 1844, p. 7).

3) Notes manuscr. de F.-J. Vannérus sur Esch; Arch. du Gvt. à Lux., Chartes et titres div., Esch-s.-S.

4) *Arch. de Reinach*, nº 2769.

entre 1570 et 1573, apparait dès le 21 avril 1548, dans un acte signalé plus haut. Intitulé sgr. de Linster le 13 mars 1553, de Linster et de Meysembourg à partir du 27 janvier 1554, de Linster et de Fischbach à partir du 26 janvier 1571, il épousa en premières noces, par contrat du 27 janvier 1554, Anne de Malberg (fille de Henri et d'Irmengarde de Milburg), qui décéda, sans enfants semble-t-il, après le 10 février 1561 ; avant le 26 septembre 1570, il se remaria avec Julienne de Boulich (fille de Guillaume et d'Anne d'Enschringen), qui mourut le 5 décembre 1597. Dernier de sa race, Bernard d'Orley, sgr. de Linster, Esch et Hachiville, mourut le 8 octobre 1591 [1]).

Il intervient pour la première fois comme co-seigneur à Esch dans deux actes du 24 juin 1573, par lesquels il emprunte 1300 thalers à 30 sols de Mathias Appert, curé à Diekirch; le 29 mars 1575, il fait encore au dit curé un emprunt de 800 thalers; chaque fois, en assignant en hypothèque sa part de la terre d'Esch et des dimes de Diekirch [2]).

A sa mort, Bernard d'Orley laissa deux filles, nées de sa seconde union. L'aînée, Anne-Catherine, épousa (en premières noces) par contrat du 6 février 1589, passé à Erpeldange, Franç.-Christophe de Gondersdorf, fils de Bernard, sgr. à Nœdlange et Diestorf, et de feu Catherine de Schiffeldingen; la cadette, Élisabeth, se maria peu après avec Jean-Martin de Wachenheim.

Par le contrat de février 1589, Bernard d'Orley et Julienne de Boulich cédèrent aux époux de Gondersdorf tous leurs biens, à charge de les entretenir, ainsi que leur fille Élisabeth, jusqu'à son mariage; lorsque cette dernière s'établira, elle recevra la moitié de tous les biens paternels et maternels — Anne-Catherine se réservant toutefois, comme aînée, le château de Linster *mit dem cappaunen vlock* —, mais interviendra pour moitié dans l'entretien de leurs parents [3]). En suite de ces stipulations, François de Gondersdorf devint, à la mort de son beau-père, seigneur de Linster et d'Esch, qualités qu'il prend dans un acte du 27 juin 1592 [4]).

Trois ans plus tard, cependant, des difficultés avaient surgi entre Gondersdorf et son beau-frère Wachenheim, au sujet de

---

1) *Ibidem*, nos 2883, 2952 et 3200; *Arch. de Clervaux*, nos 1953 et 2126; Arch. Sect. Histor., Chartes et doc., XVI, 36; etc.

2) Neyen, pp. 247 et 248; notes manuscr. de F.-J. Vannérus.

3) Arch. du Gouv. à Luxembourg: Fonds de Reiffenberg.

4) *Arch. de Reinach*, no 3486.

leurs contrats de mariage; ils y mirent fin le 25 novembre 1595, à Luxembourg, par une convention reconnaissant aux époux de Gondersdorf la possession de Linster, mais accordant à Jean-Martin de Wachenheim et à Élisabeth d'Orley le huitième d'Esch, renseigné comme suit: »*ir antheil des schloss und hauss zu Esch ihm Loch, genent Rochler Hauss, mit stallungh, scheuren und vertzemnkte garten, wie auch dass hochgericht undt dartzu gehoerige lehen leuthen, fronden undt thienst, wie gedachter ehleuth vatter undt schwiegerher in zeit seins lebens genossen undt geniessen moegen . . .*« [1])

Le 13 mai suivant, 1596, Jean-Martin de Wachenheim s'intitule seigneur à *Esche* et à *Heltzingen,* et le 22 janvier 1597, avec son épouse, il relaisse à bail héréditaire une maison à Eschdorf [2]).

Des différents documents où le capitaine de Wachenheim et son épouse figurent à propos de leur part d'Esch, je rappellerai simplement ici un accord passé le 17 décembre 1604, sous l'autorité du conseil provincial, entre le procureur général du roi, d'une part, et le curé Appert, d'autre; ce dernier, accusé par Wachenheim d'usure, dut promettre de laisser après sa mort, pour une fondation de bourses à Louvain ou à Luxembourg, les sommes dues par les époux de Wachenheim; plus tard, un décret du conseil, du 1er août 1645, ordonna que les 2100 thalers seraient affectés à la fondation de deux bourses au séminaire des Jésuites de Luxembourg [3]).

Jean-Martin de Wachenheim apparaît pour la dernière fois le 22 octobre 1619, dans un acte concernant un bien sis à Eschdorf, *uff Wolffsbroch*; il mourut avant le 31 janvier 1622, jour où sa femme est qualifiée de veuve [4]).

Pendant la même année 1622, Frantz Cleffer, maître de poste à Asselborn, expose au conseil qu'en suite des décrets du 18 mars et du 20 avril 1622 prononcés dans son affaire contre la veuve et les héritiers de Martin de Wachenheim, sgr. d'Esch, il a pris à cœur de faire nommer des tuteurs aux dits enfants mineurs et a, à cet effet, fait insinuer le décret du 20 avril à Bernard de Metzenhausen, sgr. de Linster, et à Jean-Gérard de Metternich,

---

1) Arch. du Gouv., Fonds de Reiffenberg.

2) *Ibidem* et Arch. Sect. Histor., Fonds Vannérus.

3) A. Brück, *Fondat. de bourses d'études*, 1874—1882, pp. 23—29.

4) Anal. manuscrites.

co-seigneur à Bourscheid, pour que ceux-ci se chargent de la tutelle; le premier s'est excusé, mais le second n'a pas encore répondu. Il demande par conséquent que celui-ci soit par contumace nommé tuteur ou que l'avocat Leuchen, qui a occupé pour le défunt, soit nommé curateur *ad lites*.

Le 6 août 1622, le conseil autorise le dit avocat à exercer les fonctions de curateur; la requête de Cleffer sera communiquée à Metternich, qui aura à satisfaire au décret du 20 avril dans les huit jours suivant l'insinuation, sinon il sera chargé de la curatelle [1]).

Élisabeth d'Orley apparaît dans un certain nombre de documents jusqu'en 1635. A la fin de son existence, elle eut des difficultés avec les Jésuites de Luxembourg au sujet de sa dette: le 14 février 1633, le procureur des Jésuites obtint du conseil provincial l'autorisation d'entrer en possession des fonds destinés aux bourses Appert; le 22 avril suivant, le conseil condamna la veuve de Wachenheim à abandonner au collège de Luxembourg son huitième d'Esch, jusqu'au remboursement intégral du capital [2]).

A la mort d'Élisabeth d'Orley, ses droits sur Esch passèrent à sa fille Anne-Christine (le ou les autres enfants semblant être morts en bas-âge [3]): le 31 octobre 1645, à Heiderscheid, Christophe d'Esch à Sehlem, co-sgr. à Rivenich, et Anne-Christine de *Wagenheim*, son épouse, relaissent en fief une maison sise en la liberté d'Esch-sur-Sûre et dépendant de la part d'Orley dans la terre d'Esch [4])

Ce Christophe d'Esch était déjà co-sgr. à Esch-sur-la-Sûre en 1642 [5]): comme nous l'avons signalé à propos des Uden-Esch, il se rattachait aux seigneurs d'Esch-sur-la-Salm. Il mourut avant juin 1664, ainsi qu'il résulte d'un acte passé le 20 mars 1675 à *Schleim*, dans lequel Anne-Sibylle d'Esch, veuve de Kuettner, ordonne à tous les sujets de sa mairie de Linster à Feulen, de

---

[1]) Anal. van Werveke, d'après les arch. du Conseil.

[2]) Neyen, pp. 249 et 260; *Biogr. luxemb.*, I, p. 25. Dans son *Histoire d'Esch* (p. 249), cet auteur place la sentence du 22 avril 1633 au 22 avril 1603; il y a évidemment erreur, car elle doit dater d'après le règlement de 1604 et d'après la mort de Martin de Wachenheim (encore vivant en 1619); peut-être faut-il lire 1630.

[3]) Neyen cite sous l'année 1636 une fille de Jean-Martin de Wachenheim, Susanne, que je n'ai pas rencontrée pour ma part.

[4]) Fonds Neyen, farde Esch, aux Arch. de la Sect. Hist. — Sehlem et Rivenich sont situés près d'Uden-Esch.

[5]) Neyen, p. 263.

reconnaître en qualité d'administrateur et de mayeur le successeur que se choisira, comme mayeur de la dite cour, Mathias Schaack, aux termes d'une procuration qu'elle a donnée le 28 juin 1664; le père de Mathias, Jean Schaack, avait été pendant plus de quarante ans investi de cette mairie au nom des sgrs. de Wachenheim, prédécessseurs de la dite dame [1]). La mort de Christophe d'Esch doit même se placer avant le 14 juin 1652, jour où Antoine Blanchart présente requête au conseil provincial de Luxembourg, contre Élisabeth et Anne d'Esch de Sehlem, veuves du capitaine Kutteler et de Jean-Georges de Manderscheid, respectivement, héritières de Martin de Wachenheim et d'Élise d'Orley, conjoints [2]).

Le 14 novembre 1668, avec Anne-Julienne de Kuttener (sa fille certainement), Anne-Sibylle d'Esch, veuve de Kuttener, avait vendu une maison sise à Trèves et provenant du côté des Esch [3]). D'autre part, six ans après, le 10 novembre 1674, nous voyons à Esch, *auff der Burgh*, Anne-Barbe, née de Münchingen, veuve d'Esch, et Hélène-Marie de Baldewin, née d'Esch, reconnaître avoir reçu de leur cousine *(fraw bassen)*, la noble Julienne-Élisabeth Greveldingen, née de Kuttner, les 300 thalers qui leur compétaient encore pour la vente de leurs biens *(hauss, hoff unct gütter)* de Selhem, vendus au curé de Clusserath et à sa sœur, le 9 mai 1673, et rachetés par ladite Julienne-Élisabeth de Kuttner, *jure retractus*; elles renoncent à tous les biens leur échus de leurs grand-père et grand-mère [4]). Comme nous allons le voir, Julienne-Élisabeth était une autre fille d'Anne-Sibylle d'Esch (si même nous ne devons pas la considérer comme la même qu'Anne-Julienne citée en 1668).

Le 10 mars 1679, par acte daté de sa maison de Sehlem, Anne-Sibylle d'Esch, veuve de Kuettner, nomme à la place de Mathias Schaack, son cher et fidèle bailli de sa part de la seigneurie d'Esch, dite *dass Wachenheymisch theill*, et mayeur de sa cour de Linster à Feulen, le neveu du défunt, Jean-Fré-

1) Analyse manuscrite.

2) Requêtes au Conseil, l. 71, nº 230 (communicat. de M. N. van Werveke). Ce J.-Georges de Manderscheid est sans doute le personnage de ce nom, fils de J.-Georges et d'Elisabeth d'Enschringen, que Bärsch (*Eifl. ill.*, 2e p., II, pp. 19 et 21) mentionne de 1609 à 1632.

3) *Arch. de Reinach*, no 4053.

4) Copie, délivrée le 8 mai 1680, à la requête de la noble dame Julienne-Élisab. Greweldingen, par Pierre Hamman, curé à Sehlm, d'après l'original, signé *Anna Barbara gebohren von Münchingen, wittib von Esch* et *Helena Maria von Baldewin gebohren von Esch* (Arch. du Gouv., Fonds Vannérus).

déric Schaack [1]). C'est là le dernier acte où Anne-Sibylle intervient comme dame à Esch: moins d'un mois après, elle aliénait sa part de la terre d'Esch.

Le 7 avril 1679, à Schlem, en sa maison, Anne-Sibylle d'Esch, veuve de Kutner, donne pleins pouvoirs à sa fille Julienne-Élisabeth de Kutner, pour traiter avec le noble Sr Phil. Alexis de Bost-Moulin, sgr à Esch-sur-Sûre, au sujet des vente, échange et aliénation des droits qu'elle a hérités sur tous les biens de Wachenheim *(ahn hochgericht gerechtigkeit, grundt undt bodem, behausung, garten, wiessen, weyeren undt felt, buschen, hecken undt träusch, frönden, diensten undt renthen, jus patronatus uber geistliche beneficien undt allen gerechtigkeiten undt zugehör, besonderlich in der herschaft Esch auff der Sauren unndt allem anderen örtheren liegende undt bestehende . . .).*

La vente projetée eut lieu le lendemain 8 avril, au château lez Bitbourg *(in der Burg bey Bitburg)*, pardevant le notaire Dudeldorf, clerc-juré de la ville.

Noble demoiselle Julienne-Élisabeth de Kutner, hors de toute mambournie, se portant forte pour sa mère, déclare que sa mère et la sœur de celle-ci, A.-Marg. de Kellebach, née d'Esch (décédée en laissant des enfants qui demeurent *im Luteranismo* audit Kellebach dans le Palatinat), ont hérité *ab intestato* de leur grand-mère Élisabeth, veuve de Wachenheimb, née d'Orley, un huitième de la seigneurie d'Esch-sur-la-Sûre *(so wohl ahn hochgerichst als mittel undt grundt gerechtigkeit, behausung, jus patronatus, ap- undt dependentien, so woll in als ausserhalb gr herschafft im hertzogthumb Lutzemburg gelegen);* seulement, à cause des nombreuses dettes grevant cette part, elles n'en ont pu jouir depuis de longues années. Ladite veuve de Kutner agissant pour elle et les enfants de sa sœur, cède et donne audit de Bost-Moulin, son cousin *(vetter), per donationem inter vivos*, tous ses droits sur la juridiction *(ahn hochgerichst, mittel undt grundtgerechtigkeit)* de la seigneurie d'Esch *(ahn hauss, hoff, bezirck, aysementen, garten, wiesen, felten, acker, büschen, hecken, träuschen, weyeren . . .).*

En compensation, ce dernier cède de son côté aux donatrices sa part en la dîme de Heiderscheid et de Neunhausen, dite *die Neunte*, ainsi que son père défunt l'avait acquise des héritiers de Zivel d'Esch.

Le 24 avril suivant, de Bostz-Moulin et la demoiselle de

[1]) Anal. manuscrite.

Kutner font réaliser cette donation par les justicier et justice de la seigneurie d'Esch. Le 3 août 1683, encore, Hélène-Marie d'Esch, veuve de Baldewin, déclare à Esch agréer la donation faite par ses tante et cousine respectives *(respective fraw möhm undt baassen)*, A.-Sibylle, veuve de Kuttner, et Jul.-Élis. de Kuttner [1]).

Il résulte de ces différents actes que Christophe d'Esch à Sehlem et Anne-Christine de Wachenheim eurent, au moins, trois enfants: 1) Anne-Sibylle, qui hérita du huitième d'Esch avec sa sœur Anne-Marguerite, et qui eut de son mari, N. de Kuettner, une fille, Julienne-Elisabeth peut-être deux, si cette dernière n'est pas la même qu'Anne-Julienne, citée en 1668; 2) Anne-Marguerite, épouse de N. de Kellebach; 3) un fils, qui eut lui-même un fils, époux d'Anne-Barbe de Münchingen, et une fille, Hélène-Marie, épouse de N. de Baldewin.

Le huitième de Bolland une fois réuni au gros de la terre d'Esch, entre les mains de Philippe-Alexis du Bost-Moulin, nous laisserons là la branche d'Esch de Sehlem, non sans signaler, cependant, l'acte suivant:

Le 24 avril 1679, à Esch, par devant le notaire J. Merck, la noble demoiselle Julienne-Elisabeth de Kuttner, hors de toute mambournie, agissant au nom de sa mère A.-Sib. d'Esch, veuve de Kuttner, vend pour 100 reichsthaller de 48 s. à Anne Graessen, veuve de Mathias Schack, mayeur à Heiderscheid, la part de dime dite *die Neunte*, acquise du s[r] de Bost-Moulin, par acte du 8 avril précédent, et qui doit se livrer annuellement hors de la dime de la paroisse de *Heuderscheidt*, c'est-à-dire du village de *Heuderscheidt*, de *Dellen*, de *Merscheidt*, de *Tattler* et de *Rungell*, ainsi qu'au village de *Neunhausen*; il s'agissait de la moitié de la dime des héritiers Zivel, que le père du s[r] de Bost-Moulin avait acquise desdits héritiers [2]).

Il est à remarquer que la part acquise par le s[r] du Bost-Moulin en 1679 n'était pas encore libérée des charges dont elle

---

[1]) Orig., aux Arch. du Gouv., Fonds Vannérus; l'acte de donation est signé *Juliana Elisabetha von Küttner* et *Bost-Moulin*, avec son cachet; celui de réalisation: *Joes II. Neumetzler genant von Mameren, erbvogt undt richter der herrschafft Esch;* celui d'agréation: *Helena Maria von Esch, Wittwe von Baltwein.* —

[2]) Arch. du Gouv., Fonds Vannérus. — Il nous faut encore noter, dans le même fonds, une lettre écrite le 10 juillet 1680, de Sehlem, par *A. S. von Esch, W. von Küttner*, „à Madame la baronnes de Bost Molling, née de Stein Kallenfiltz, dame de Esch, pour précent à Esch"; elle lui dit, entre autres: „Ich bin ein zeit langh sehr ubell auff gewessen, ist mir einen starken catarn auf die brost gefallen, das ich noch einen sehr beussen hosten hab . . ."; elle parle de sa fille. Elle scelle du cachet du 20 mars 1675.

était grevée depuis 1573 et 1575. Lorsqu'il dénombra sa part de la terre d'Esch en 1683, du Bost-Moulin déclara avoir le droit de retirer la part du château et des rentes en dépendantes, nommée la part d'Orley, alors tenue par engagement par les Jésuites de Luxembourg, en vertu de différents contrats et pour diverses sommes, à la réserve de la haute justice qui lui appartient et qui lui a été cédée, avec droit d'opérer le retrait de ce qui était engagé.

C'est depuis 1633, on s'en souviendra, que les Jésuites étaient entrés en possession du gage leur assigné. En 1710, ils le détenaient encore, car le 3 avril de cette année un jugement mentionne les »Clerwische, Stassingische undt *Jesuittische* schafftleuthen zu Eschdorff.« Ce n'est d'ailleurs qu'en 1730, comme nous l'avons vu, que la famille du Bost entra en l'entière et libre possession du huitième de Bolland à Esch.

On trouvera condensée sur le tableau ci-contre la série généalogique des propriétaires de ce huitième pendant les deux siècles et demi qu'il jouit d'une existence propre.

(A suivre.)

Das Großherzogtum Luxemburg
unter Wilhelm III. 1849—1890.

(Schluß.)

14. Der deutsch-französische Krieg von 1870 und seine Folgen für Luxemburg.

Während des deutsch-französischen Krieges blieb das Großherzogtum Luxemburg infolge des Londoner Vertrages vom 11. Mai 1867 von der Invasion einer Armee der kriegführenden Parteien verschont. Bis vor der Schlacht bei Sedan und sogar bis zur Kapitulation von Metz hatte sich die deutsche Presse kaum um Luxemburg gekümmert. Gegen Ende September und besonders Anfangs Oktober begann in Deutschland eine heftige Zeitungsfehde gegen Luxemburg, welche bezweckte, die Vereinigung des Großherzogtums mit Preußen zu veranlassen oder mit Gewalt zu bewerkstelligen.

Gelegenheit dazu wurde gegeben durch die deutlich bekundete Sympathie der Luxemburger Bevölkerung für Frankreich.

Als Vorwand zu diesen Agitationen sollte die Klage gelten

über eine angebliche Verletzung der Neutralität, welche der Londoner Vertrag dem Großherzogtum auferlegt hatte. Von vielen preußischen und einer einheimischen preußenfreundlichen Zeitung wurde diese Angelegenheit in ungebührlicher und unverständiger Weise aufgebauscht und die Bevölkerung in große Unruhe versetzt. Darum wurde in zahlreichen Adressen und Bittschriften der Prinz-Statthalter, Heinrich der Niederlande, beschworen, alles aufzubieten, was in seinen Kräften stehe, um dem Lande seine Selbständigkeit und Neutralität zu bewahren, und gegen jeglichen Versuch protestiert, Luxemburg mit Preußen oder mit dem Norddeutschen Bund zu vereinigen.

Die beruhigenden Worte des Prinzen-Statthalters bei der großartigen patriotischen Kundgebung am 21. Oktober 1870 trugen viel bei zur Besänftigung der erregten Gemüter. Schon glaubte man allgemein, die Gefahr einer Annexion sei vollständig vorüber, da erschien plötzlich am 3. Dezember 1870 die drohende Depesche des Fürsten Bismark an unsere Regierung, wodurch Stadt und Land in große Aufregung gerieten. Es hieß in derselben: Luxemburg habe durch verschiedene Umstände seine Neutralität teils selbst verletzt, teils, ohne dagegen zu protestieren, durch die Franzosen verletzen lassen. Darum halte auch Preußen sich von der Verpflichtung entbunden, während der Kriegführung Luxemburgs Neutralität zu beobachten, und es werde außerdem Ersatz fordern für den Schaden, der ihm dadurch zugefügt worden sei.

Bismarks Reptilienblätter fügten noch bei: die Machtstellung, welche die französische Verwaltung der Ostbahn in Luxemburg ausübe, sei unverträglich mit der Luxemburger Neutralität.

In einer feierlichen Bittschrift an den König-Großherzog protestierte daraufhin Stadt und Land gegen den Vorwurf, als habe Luxemburg seine Neutralitätspflichten verletzt, und bat den Fürsten, das Land zu retten und ihm seine Neutralität und Selbständigkeit, seine Gesetze und Verwaltungen zu erhalten.

Die Ruhe war fast wieder hergestellt, als im Anfang des Monates Januar 1871 ein preußischer Offizier aus Versailles nach Luxemburg kam und ohne jede begründete Ursache Klage darüber erhob, die Luxemburger seien gegen Deutschland feindlich gesinnt, beobachteten nicht mehr die Neutralität, beförderten und begünstigten die Flucht der französischen Soldaten, die von den Deutschen gefangen genommen seien und dergleichen mehr.

Am 6. Januar 1871 folgte noch eine andere Note Bismarks, welche die Klagen des vorigen Schreibens wiederholte und auch die unbegründeten Anschuldigungen der Note vom 3. Dezember 1870 erneuerte.

In einem Antwortschreiben des Luxemburger Staatsministers vom 12. Januar 1871 wurden alle diese Beschwerden als falsch und unbegründet nachgewiesen.

Trotzdem kam am 26. Januar 1871 ein von Bismark abgesandter Spezial-Bevollmächtigter, der Regierungs-Präsident von Trier, Ernshausen, mit ganz genauen Instruktionen nach Luxemburg.

Im Namen Preußens forderte derselbe:

1. Luxemburg soll an Deutschland den Betrieb der Wilhelm-Luxemburg-Eisenbahnen abtreten, die damals von der französischen Gesellschaft der Ostbahnen ausgebeutet wurden — und ferner die Verwaltung der Posten und Telegraphen übergeben oder im Weigerungsfalle eine Entschädigung von 200,000 Thalern an Deutschland zahlen.

2. Alle französische Soldaten, die auf das Luxemburger Gebiet übergehen, sollen interniert werden.

3. Dem Vize-Konsul Frankreichs soll das Exequatur für Luxemburg entzogen werden, weil er beschuldigt wurde, daselbst ein Büreau zur Rekrutierung französischer Soldaten errichtet zu haben.

4. Es sollen zwei Luxemburger Gendarmen bestraft werden, weil sie den Eintritt von zwei französischen Soldaten in das Luxemburger Land begünstigt haben sollten.

Der Zweck dieses preußischen Ultimatums lag klar zu Tage. Preußen wollte gegen den französischen Einfluß im Großherzogtum ankämpfen und die Absichten des Kanzlers Bismark begünstigen und unterstützen, der schon damals fest entschlossen war, die Eisenbahnen, welche die französische Gesellschaft der Ostbahnen in Luxemburg und Elsaß-Lothringen in Betrieb hatte, für sich mit Beschlag zu belegen.

Diese drohenden Forderungen des starken und wieder geeinigten Deutschland mußte Luxemburg, als der schwächere Teil, erfüllen, soweit es in seiner Macht stand und dieselben vernünftig waren. Die Abtretung der Eisenbahnen jedoch, sowie der Posten und Telegraphen oder die Bezahlung einer Entschädigungssumme schlug es glatt ab, weil dieses eine Verletzung der Neutralität und Selbständigkeit des Landes sei.

Bald darauf wurde es wieder stiller um diese Forderungen seitens Preußens, und es blieb alles beim Alten bis zum Abschluß des Friedens von Frankfurt am Main, am 10. Mai 1871.

In diesem Vertrag, der nach dem deutsch-französischen Krieg abgeschlossen wurde, mußte die französiche Gesellschaft der Ostbahnen

auch auf den Betrieb der von ihr gepachteten Wilhelm-Luxemburg Bahnen verzichten zu Gunsten der französischen Regierung, welche ihrerseits der Regierung des deutschen Reiches die Rechte der Gesellschaft der Ostbahnen abtreten mußte.

Gemäß dem Vertrag vom 11. Juni 1872 zwischen der Luxemburger Regierung und dem deutschen Reich, wurde der Betrieb dieses Bahnnetzes, soweit es im Großherzogtum lag, mit der Verwaltung der Eisenbahnen Elsaß-Lothringens mit dem Sitze zu Straßburg verbunden.

Die deutsche Regierung trat dadurch in dieselben Rechte und Bedingungen, wie die frühere Ostbahngesellschaft, und zwar für die ganze Dauer des diesbezüglichen Pachtvertrages, also vorläufig bis zum 11. Juli 1912.

(Dieser Vertrag wurde durch Vereinbarung vom 11. November 1902 bis zum Ablauf der Konzessionsdauer der Wilhelm-Luxemburg Bahngesellschaft, also bis zum 31. Dezember 1959 verlängert. Deutscherseits wurde aber vorbehalten, daß an die Stelle der General-Direktion der Reichseisenbahnen in Straßburg eine andere deutsche Reichs- oder Staatsbehörde treten könne. Zugleich wurde beschlossen, daß beide den Vertrag schließende Teile während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages die Fortdauer des Anschlusses des Großherzogtums an das Zollsystem Preußens und der übrigen Staaten des Zollvereins nicht außer Kraft setzen, also nicht aufheben können.)

Im Vertrag mit Luxemburg vom 11. Juni 1872 hat Deutschland, in anbetracht der Neutralität des Großherzogtums, sich verpflichtet, im Kriegsfall die Wilhelm-Luxemburg Eisenbahnen nie zu verwenden zum Transport von Truppen, Waffen oder Kriegsmaterial.

Durch einen anderen Vertrag vom 11. Juli 1872 zwischen Belgien und dem deutschen Reich wurde bestimmt, daß von der Pachtsumme, im Betrag von 3 Millionen Franken, welche gemäß dem Vertrag vom 21. Januar 1868 jährlich zu Gunsten der Wilhelm-Luxemburg-Gesellschaft bezahlt werden muß, von der belgischen Regierung 500,000 Franken und von der deutschen Regierung 2,500,000 Frk. sollen entrichtet werden.

Durch den deutsch-französischen Krieg und dessen Folgen war Luxemburg von jeder direkten Eisenbahnverbindung mit Frankreich abgeschnitten worden.

Diesem Mißstande wurde endlich abgeholfen, als nach langen Verhandlungen zwischen Luxemburg und Frankreich, am 23. August

1884 ein Vertrag abgeschlossen wurde zur Verbindung der Eisenbahnlinien zwischen Rodingen und Mont-Saint-Martin. Das Eisenbahntracé wurde am 5. August 1885 und die Pläne der Linie am 24. August 1885 genehmigt und die Ausführung der Arbeiten gleich begonnen und am 31. Mai 1886 vollendet.

Die Eröffnung des Betriebes auf dieser Linie, welche die direkte und kürzeste Verbindung zwischen Luxemburg und Paris herstellt, fand statt am 27. Juni 1887.

15. Weitere Ereignisse. Regentschaft Adolfs von Nassau. Tod Wilhelms III. am 23. November 1890.

Am 1. Mai 1872 starb auf Schloß Walferdingen die Prinzessin Amalia von Sachsen-Weimar, die hohe Gemahlin des Prinzen-Statthalters, Heinrich der Niederlande,

Das ganze Volk betrauerte tief diese hohe Frau von ausgezeichneten Geistes- und Herzensanlagen und verewigte ihr Andenken durch ein Denkmal, das ihr 1876 im Park zu Luxemburg errichtet wurde.

Wilhelm III., der kurz nachher nach Luxemburg kam, hielt seinen feierlichen Einzug in die Hauptstadt am 14. Juni 1872.

Im Jahr 1874 wurde das 25jährige Jubiläum der Thronbesteigung Wilhelms III. feierlich begangen, wobei ihm vom Luxemburger Lande ein prachtvoll vergoldeter Schild mit den Wappen der 12 Kantone als Ehrengabe überreicht wurde.

Am 5. Oktober 1875 wurde unter großen Freudenbezeugungen das 25jährige Jubiläum der Statthalterschaft des Prinzen Heinrich feierlich begangen.

Bei dem Festmahl sprach dieser damals seine Freude über die Unabhängigkeit Luxemburgs folgendermaßen aus:

„Je dois dire que dans la triste époque de 1867, où l'on croyait un instant que tout était perdu, j'ai cruellement souffert pour notre pays. Quand j'ai su que le danger approchait, j'ai fait tous les efforts possibles pour conserver au pays ce qui lui était si cher, et lorsque j'ai eu la conviction que vous étiez sauvés, j'ai compris *qu'on pouvait mourir de joie.*"

Am 13. Januar 1879 riß der unerbittliche Tod den Prinzen-Statthalter hinweg, nachdem derselbe kurz vorher, am 24. August 1878, in zweiter Ehe die Prinzessin Maria von Preußen geheiratet hatte.

Während der 29jährigen Statthalterschaft hatte

Prinz Heinrich der Niederlande wie ein liebender Vater für die Beglückung und Unabhängigkeit des Luxemburger Volkes mit unermüdlichem Eifer gesorgt und gewirkt.

Wilhelm III. ergriff nach dem Tode seines Bruders wieder selbst die Zügel der Regierung des Großherzogtums Luxemburg.

Wilhelm III. war seit dem 18. Juni 1839 vermählt mit Prinzessin Sophie-Friederike-Mathilde, Tochter des Königs Wilhelm I. von Württemberg. Diese war geboren am 17. Juni 1818 und starb am 3. Juni 1877.

Aus dieser Ehe sind hervorgegangen:

1. Wilhelm-Nikolaus-Alexander-Friedrich-Karl-Heinrich, Prinz von Oranien, geboren den 4. September 1840, gestorben unverheiratet zu Paris den 11. Juni 1879.

2. Wilhelm-Friedrich-Moritz-Alexander-Heinrich-Karl, Prinz der Niederlande, geboren den 15. September 1843, gestorben den 4. Juni 1850.

3. Wilhelm-Alexander-Karl-Heinrich-Friedrich, geboren den 25. August 1851, seit dem Tod seines ältesten Bruders, am 11. Juni 1879, Kronprinz, der Niederlande, gestorben am 21. Juni 1884.

In zweiter Ehe vermählte sich Wilhelm III. am 7. Januar 1879 mit Prinzessin Adelheid-Emma-Wilhelmine-Therese von Waldeck-Pyrmont, geboren den 2. August 1858.

Aus dieser zweiten Ehe entsproßte am 31. August 1880 Wilhelmine-Helena-Pauline-Maria, das einzige überlebende Kind des König-Großherzogs.

Sie ist die einzige Stammhalterin des hochherzigen Herrscherhauses Oranien-Nassau und ist berufen das Königszepter in den Niederlanden zu führen.

Nach dem Luxemburger Erbgesetz und dem Nassauischen Familien-Vertrag von 1783 ist sie vom Throne des Großherzotums Luxemburg ausgeschlossen. Nach diesen Verträgen ist der Erbe des Großherzogtums Luxemburg Herzog Adolf von Nassau.

Anfangs 1889 warf eine schwere Krankheit Wilhelm III. aufs Siechbett. Die Leiden verschlimmerten sich derart, daß auf Antrag der Regierung der Niederlande die General-Staaten es für angemessen hielten, auf andere Weise für die Erledigung der Geschäfte zu sorgen, da der König unfähig war, das Ruder des Staates weiter zu führen.

Luxemburg tat dasselbe.

Nach Art. 7 des Staats-Grundgesetzes vom Jahr 1868, gestützt auf den Nassauischen Familien-Vertrag vom 17. Juni 1783,

mußte die Regentschaft in Luxemburg an den zukünftigen Thronfolger, den Herzog Adolf von Nassau übergehen.

Am 8. April 1889 wurde die Regentschaft durch eine Botschaft des Herzogs angetreten.

Zwei Tage darauf traf derselbe in seiner neuen Landeshauptstadt ein und ward mit Begeisterung empfangen.

In einer Ansprache an die Mitglieder des Staatsrates bemerkte der Regent: „Er hoffe bald die Zuneigung des Volkes zu gewinnen; er sei bereit, für dessen Wohl seinen letzten Blutstropfen hinzugeben."

Am 11. April leistete der Herzog-Regent den durch Artikel 5 der Verfassung vorgeschriebenen Eid in Gegenwart der Kammer.

Gegen alles Erwarten erholte Wilhelm III. sich wieder von seiner schweren Krankheit und ergriff am 3. Mai 1889 abermals die Zügel der Regierung.

Am 26. September 1890 jedoch erkrankte der König-Großherzog neuerdings in sehr bedenklicher Weise, sodaß am 3. November der Herzog-Regent zum zweiten Mal in Luxemburg erschien, um in der Kammer den Eid abzulegen als Stellvertreter Wilhelms III. in der Regierung unseres Landes.

Diese Krankheit führte zum Tode unsers König-Großherzogs, der am 23. November 1890, als letzter männlicher Nachkomme der Ottonischen Linie des Hauses Oranien-Nassau im Alter von 73 Jahren in die Gruft seiner Väter hinabstieg nach einer 41jährigen ruhigen, glücklichen und ruhmreichen Regierung.

ÉTUDES SUR LE LUXEMBOURG

A L'ÉPOQUE CAROLINGIENNE.

La femme de Meingaud qui était fort pieuse, et avait le culte des saints de son pays [455]), fut scandalisée de ses paroles. Elle eut une crise de larmes et, repoussant un pareil présent, prédit à son époux qu'il lui serait funeste. Un peu plus tard, Meingaud fut atteint d'une maladie nerveuse lui occasionnant de

455) Dans un récit de source toute différente, les *Miracula sanctae Walpurgis*, nous voyons que Gisèle, devenue veuve de Meingaud et mariée à Burchard qui l'avait emmenée en Thuringe, conservait la dévotion à sainte Walpurge et venait prier sur son tombeau.

douloureuses contractions que la médecine d'alors ne savait déjà pas guérir. Sigehard dépeint le jeune Meingaud comme un de ces esprits forts, raillant indiscrètement les saints, et qui, dès qu'il sent la menace d'une maladie, se précipite dans leur temple pour les conjurer de lui pardonner. Meingaud, que l'émotion de sa femme avait frappé, se voyant en danger, se fit porter au tombeau de Maximin à Trèves et implora sa grâce, lui promettant à son tour un présent de guérison. De retour à la santé, il tint parole et fit ajouter au patrimoine de l'abbaye la *villa* de Rübenach [456]).

La leçon porta ses fruits aussi pour la famille de Meingaud. Quelque temps après des difficultés éclatèrent entre les intendants de Robert, frère germain de Meingaud, — dont les domaines en Nahegau étaient limitrophes de ceux de Saint-Maximin de Trèves et de Saint-Remi de Reims, — et les paysans qui cultivaient les fermes de ces monastères. Ceux-ci portèrent leurs plaintes au tribunal du comte, et Robert leur donna raison [457]).

La charte de donation de Rübenach nous apprend que ce domaine, situé dans le Mayenfeld (*pagus Meginensis*), était compris dans le comté de Meingaud, l'intercesseur qui obtint du roi l'adjonction de cette terre aux propriétés de Saint-Maximin. Meingaud était donc comte à Mayen, dès 885 d'après un acte cité par Hontheim, donc avant même qu'il n'occupât le comté du Wormsfeld; et il possédait déjà des bénéfices dans cet autre comté au delà de la Moselle, sur le bord de la Nèthe [458]), où le château de Boppard était compris. Nous ne connaissons pas les titulaires de ce comté après Eudes *(Uoto)* qui l'occupait en 821 [459]) et que nous regardons comme le beau-père de Guichin, comte du Saosnois, et d'Adalbert, comte d'Anglachgau. C'est par cette alliance que le prénom d'Eudes se serait trouvé attribué au comte de Troyes, frère de Robert-le-Fort, et au fils ainé de ce dernier.

---

[456]) Ce récit de Sigehard *(Miracula S. Maximini*, c. 8—9; *Scriptores*, IV, 231) est corroboré par l'existence du diplôme du roi Arnoul concernant la donation à Saint Maximin de Rübenach, au pays de Mayenfeld, au comté de Meingaud, intercesseur pour cette libéralité.

(Hontheim, *Hist. Trevirensis dipl.*, I, 226. — Beyer, *Mittelrheinisches Urkundenbuch*, I, n. 125). Ce diplôme est daté du 23 janvier de la première année d'Arnoul et on l'a fixé dès lors à 888 (Parisot, p. 486, n. 5).

[457]) Sigehard, c. 13; *Scriptores*, IV, 232.

[458]) Sur le *pagus Meginensis*, voir Hontheim, *Hist. Trev. dipl.*, I, 69.

[459]) Gœrz, *Mittelrheinischen Regesten*, I, 131.

Meingaud II fut assassiné traitreusement, le 28 août 892, par l'ancien partisan du roi Hugues, Albéric, et ses compagnons, durant un séjour, au monastère de Saint-Sixte à Rettel, sur la Moselle. Ainsi le dit Reginon, dans le texte de sa chronique tel qu'il est édité; mais Wiltheim avait consulté le manuscrit, conservé au monastère de Prüm, des annales écrites par cet abbé et elles portaient une addition intéressante.

» *Cujus corpus Trevirim deportatum, apud Sanctum Maximinum est sepultum* « [460]).

Le meurtre du duc par une bande armée fut le signal de nouvelles discordes qui déchirèrent la Lotharingie. Le pape Formose s'en émut; il écrivit à Foulques, archevêque de Reims, pour qu'il travaillât à apaiser ces troubles par son intervention [461]). Foulques était un ami de Meingaud et lui avait confié l'avouerie des biens de l'église de Reims à Boppard en Mayenfeld [462]).

C'est sans doute l'influence de Foulques et la pression du Souverain pontife sur Arnoul qui arrêtèrent, momentanément tout au moins, les suites de ces graves évènements, sur lesquelles, autrement, le silence de Reginon aurait lieu de surprendre.

De sa femme, la carolingienne [463]) Gisèle, Meingaud II laissait un fils homonyme, fort jeune encore. Arnoul disposa sans hésiter des honneurs du duc et en réserva une partie à son fils naturel Zuentebold [464]) qu'il méditait de faire reconnaître pour roi par les Lorrains. D'ailleurs le roi de Germanie, mari de la sœur du défunt, pouvait se considérer comme tuteur de l'enfant de Meingaud. Le Wormsfeld passa aux mains de Walahon II, fils

---

460) Wiltheim, *Annales S. Maximini*, I, 629. Bibl. de Bruxelles.

461) Flodoard, *Hist. eccles. Remensis*, IV, 3; *Scriptores*, XIII, 560: „*Pro discordia sedanda, quam audierat (Papa) insurrexisse, pro Meingauldi ab Alberico perpetrata interemptione*".

462) Après la mort de Meingaud (son fils étant trop jeune pour le remplacer comme avoué), Foulques s'adressa à l'archevêque de Cologne Hermann pour le prier de prendre ces biens sous sa sauvegarde (Ib., IV, 6; *Scriptores*, XIII, 568).

463) Nous reviendrons sur l'origine de Gisèle dans le chapitre suivant, conservé à *Etienne, comte du Chaumontois.*

464) *Arnulfus Zuentibolde filio honores Megingaudi comitis ex parte largitur (Annales Metenses,* 892.) — Saint-Maximin et Saint-Pierre de Metz furent donnés en 894 par Arnoul aux comtes Gérard et Mafroi (*Gesta archiepiscorum Treverensium*, ap. Pertz, *Scriptores,* XV *a*, 104), après avoir été placés — du moins Saint-Maximin — pendant l'année 893 sous l'administration de l'archevêque Hatton de Mayence. Celui-ci obtint en effet d'Arnoul, le 11 février 893, la confirmation de trois donations faites à cette abbaye: Mersch (par Erchenfrée veuve de Nithard), Rübenach et une chapelle à Mayence (probablement aussi donnée par Meingaud). — Cf. Wiltheim, *Privilegia S. Maximini*, ms. 8122 de Bruxelles.

d'Uta; le jeune *Meingaud III* conserva seulement le Mayenfeld; son nom est cité dans la charte de 895 analysée à propos du *Domaine de Mersch* [465]). Il mourut sans hoirs avant 905; le comté se trouve alors aux mains de Burchard, le second mari de Gisèle.

Meingaud II eut un frère germain — donc né lui aussi de Meingaud I — le comte Robert, qui possédait dans le Nahegau des domaines voisins de ceux de Saint-Maximin et de Saint-Remi [466]). Cette assertion de Sigehard vient absolument à l'appui de l'attribution pour fils à Meingaud I de l'abbé de Saint-Maximin et conséquemment du comte Robert. C'est en effet, à Meingaud I que l'archevêque Hincmar avait confié la défense des biens de Saint-Remi dans la *Francia* [467]), biens qui, plus tard, passèrent sous l'avouerie des comtes de Worms, ducs des Francs, issus de Werner petit-fils d'Uta.

Parisot a, fort à-propos, suggéré d'identifier le frère de Meingaud avec Robert, nommé par Arnoul abbé d'Echternach en 890, après la mort du comte de Metz, l'abbé Adalard II. Suivant l'un des catalogues, il conserva cette abbaye sept ans; trois ans seulement, d'après un second catalogue [468]).

Robert, frère de Meingaud vivait encore en 893; car, ainsi que l'a fait Wiltheim, on ne peut se refuser à l'identifier avec le *Rotbertus, homo Arnulfi regis*, qui se saisit des biens que possédait dans le diocèse de Cologne, l'église de Reims.

Ce sont, en effet, les biens que Meingaud II reçut en garde de Foulques, et qu'après sa mort, l'archevêque de Reims confia à son confrère le métropolitain de Cologne.

Robert s'en saisit — à titre de plus proche héritier de Meingaud, sans nul doute — au moment où le roi Eudes mettait le siège devant Reims, pour punir Foulques d'avoir sacré roi

---

[465]) *Études sur le Luxembourg*, I, 49. — Voir la charte dans H. Beyer *Mittelrheinisches Urkundenbuch* II, 15, n. 30, d'après le *Liber aureus* de Gotha, fol. 65, *b*. Cf. Gœrz, *Mittelrheinische Regesten*, I, 227.

[466]) *Comes quidam Ruotbertus, germanus illius, de quo supra retulimus, Megingaudi* — donc il s'agit bien de l'abbé-laïc tué en 892 — *fuit, cujus predia, in pago Noachgouve, Maximini atque Remigii collimitantia prediis adjacebant; quam ob rem servi ejus cum familia Sanctorum crebra litigia decertabant.* (Sigehard, *Miracula S. Maximini*, ap. *Acta Sanctorum Maii*, VII, 28).

[467]) *Meingaudo amico suo pro rebus S. Remigii in Vosago conjacentibus* (dans le Nahegau s'étend la *Silva Vosagus*) — *de quibus quidam homines mansionile conabantur auferre, unde jam missi regis Ludovici requisierant* (Flodoard, III, 23; *Scriptores*, XIII, 554).

[468]) *Scriptores*, XIII, 739—741; XXIII, 32—33.

son compétiteur, le jeune Charles-le-Simple. Foulques écrivit alors au pape Formose pour lui demander de lancer l'excommunication apostolique contre Robert [469]).

Cette sollicitation de Foulques n'eut pas de suites connues et cela tient sans doute à la prompte disparition de Robert. Les catalogues d'Echternach font commencer en 897 ou 898 le gouvernement de l'abbé-comte Regnier II [470]) et ils attribuent quatre ans de durée arrondie à l'abbatiat de l'archevêque Ratbod [471]) de Trèves, archichancelier du roi Zuentebold. La nomination de Ratbod se place donc sous le règne d'Arnoul, avant la désignation du nouveau roi de Lorraine, en 894 probablement. Dans la charte de Bertrude pour Echternach, où le jeune Meingaud III est cité comme comte du Mayenfeld, il n'est pas question d'un abbé: la communauté semble momentanément acéphale. L'archevêque Ratbod était déjà le supérieur du monastère le 28 octobre 895, date à laquelle, étant archichancelier de Zuentebold, roi de Lorraine, il obtint de ce prince qu'un certain nombre de terres dans le Blois mosellan, au comté d'Etienne, fussent affectées à l'entretien des chanoines, le reste des propriétés monastiques demeurant à la disposition de l'archevêque-abbé. Ce document oblige à rejeter la version du second catalogue attribuant sept ans d'administration à Robert.

Robert n'est autre — c'est un sentiment que Wiltheim a défendu — que le marquis d'Autriche qui en 889, est cité dans un acte concernant le Donaugau [472]): il succède à d'autres marquis, ses alliés sans doute, du nom de Meingaud, tout-à-fait distincts des comtes du Wormsfeld. Dès lors il y a lieu de considérer Robert comme le personnage dont la mort violente est relatée en 893 par les *Annales Alamannici:* »*Rutbertus occiditur*« [473]).

---

469) Flodoard, IV, 3.

470) *X° anno Arnoldi regis, ac Incarnationis Dominice 897, indictione 15, Reinerus comes adeptus est hunc locum cum nomine abbatis.* (*Catalogus I,* ms. lat. 9541 du début du XIIe s.; *Scriptores*, XIII, 739).

771) *Rabodo Trevirorum archiepiscopus et abbas prefuit huic loco 4 annis, id est a 5° anno regni Arnulfi usque ad annum* I (*corr.* III) *Zuentiboldi regis, qui est annus Incarnationis Dominice 898. Rainerus junior comes et abbas prefuit . . . a 3° anno Zuendiboldi regis. (Catal. II,* ms. lat. 8996 du XIIe s.; *Scriptores*, XIII, 741.)

472) H. Beyer, I, n. 139. — Bœhmer-Mühlbacher, n. 1908.

473) Le roi Arnoul concède, en 889, indiction 7, „Asperto venerabili ac dilecto archicancellario suo, pro Theotmari venerabilis archiepiscopi et Rudperti dilecti terminalis comitis nostri suggestione, capellam in Tunnagove, ad curtem regiam que Ufhusa dicitur spectantem. Pezius, I, III, 32.

Au IXe siècle le terme de *germanus* implique la communauté d'origine *paternelle* seulement. Il est donc fort probable que Robert était l'aîné de Meingaud II et né d'une autre femme que la fille de Conrad et d'Adélaïde. Rien ne s'oppose dès-lors à son identification avec un homonyme, partisan de Hugues, fils de Lothaire II, cité par Reginon. Il se souvenait que son aïeul Adalbert II avait été le grand officier (*ministerialis*) du père du jeune Hugues, et c'était assurément un motif pour lui de s'attacher à la fortune du fils de Waldrade.

Son premier comté a dû être le Nahegau, car Sigehard le représente comme recevant à son tribunal les plaintes des tenanciers de Saint-Maximin dans ce district contre les empiétements de ses propres hommes, dont les terres touchaient à celles des moines, et comme le témoin du châtiment providentiel qui vint, en pleine audience, atteindre un parjure.

La postérité de Meingaud, fils d'Adalbert, s'éteignit-elle avec ses fils, Meingaud II et Robert, et son petit-fils Meingaud III? Nous ne le pensons pas.

Rettel, où périt le duc Meingaud II, peut être considéré comme sa propriété. Or la *villa* de Rettel appartenait au patrimoine commun des deux frères, Godefroi, comte de Verdun et Adalbéron, archevêque de Reims. Ce dernier fit en 971 à l'abbaye de Mouzon restaurée par ses soins une donation où Rettel est compris éventuellement [475]).

Godefroi de Verdun, nous le savons par les lettres de Gerbert, avait pour *patruus* (oncle paternel) Sifroi Kunuz, comte de Mosellane, fils de Wigeric et de Cunégonde. On ne saurait de ce côté chercher une parenté avec Meingaud. C'est donc par leur mère qu'Adalbéron de Reims et son frère acquirent Rettel, *par succession (de patrimonio suo)*.

Le père de l'archevêque Adalbéron nous est connu par l'*Obituarium insignis ac metropolitanae ecclesiae Remensis* dont la copie, exécutée en 1661 par ordre du chapitre, est conservée

---

474) Pertz, *Scriptores*, I, 53.

475) *De patrimonio meo, quod in partem mihi cedit, si fratrem meum Godefridum . . . persuadendo evincere potero, quicquid in Metensi episcopio habeo, in villis videlicet Bretenaco*, Rothila, *Madrengias, ad mansus XXVIII; terra quam dicunt Sulcos Sancti Remigii* (Les Sillons Saint-Remi) *in duobus locis, Roscolis et Castillo, ad mansos XII.*" (Pertz, *Scriptores*, XIV, 613). — En 989, Rettel était une dépendance de Mouzon, mais toujours détenue par Godefroi. (Laurent, *Documents originaux sur l'Ardenne;* Paris, Picard, in 8°).

à la Bibliothèque municipale de Reims [476]). Ce manuscrit porte au 20 octobre:

XIII Kalendas Novembris. Obierunt Gogo, presbiter et canonicus; Godefridus comes, pater Adalberonis archiepiscopi; *Ripaldus presbiter et canonicus*; *Rorico Ambianensis episcopus.*

On y rencontre aussi au 6 septembre cette mention:

VIII Idus Septembris. Henricus comes, frater Adalberonis archiepiscopi.

La mère d'Adalbéron n'est pas commémorée dans le texte, tel qu'il nous reste, mais la date funèbre du père (20 octobre) concorde, à deux jours près, avec celle portée au Nécrologe de Saint-Maximin et concernant le *Gozlinus comes* bien connu, grâce à la *Vita B. Johannis Gorziensis,* comme frère d'Adalbéron Ier, évêque de Metz. On y lit, en effet, au 18 octobre [477]).

XV Kalendas Novembris. Gozilo comes qui cum uxore sua Uta, contulit ecclesiae Frisinga.

Gozilo est visiblement une forme inexacte pour *Gozlinus*, et il s'agit bien ici du mari de la *nobilissima comitissa Uda*, dont les chartes de Saint-Maximin nous font connaître quatre fils: Henri, Godefroi, Régnier et Adalbéron. Nous sommes ainsi amenés à considérer *Uta* ou *Uda*, femme du comte Godefroi ou Gozlin, comme une petite-nièce d'*Uta*, femme du roi Arnoul et comme une petite-fille de Meingaud II. La mère d'Adalbéron de Reims peut être née, en effet, vers le début du Xe siècle et avoir eu pour mère une fille de Meingaud II. C'est par cette transmission que le domaine de Rettel serait parvenu au comte de Verdun et à son frère l'archevêque de Reims Adalbéron.

XI.

Etienne, comte du Chaumontois, bénéficiaire de Weimerskirche.

Les comtés voisins de Mayence, sur la rive droite du Rhin, le Maingau et le Niddagau, furent, après le milieu du IXe siècle, aux mains d'une dynastie de comtes du nom de Walahon. L'un d'eux, le 24 avril 880, est témoin d'une émancipation de deux serfs, affranchis sous réserve d'un cens de quatre deniers à payer

---

476) *Obituarium . . . ex vetustissimo codice manuscripto, jussu Capituli, de novo descriptum, anno Domini 1661* (Ms. 351).

477) Hontheim, *Prodromus Historiae Trevirensis*, II, 989.

à l'abbaye de Blidenstadt [478]). Le 3 décembre 881, il donne lui-même un manse occupé par trois serfs à Selbach en Niddagau [479]).

Ces comtes n'étaient peut-être que les successeurs des ancêtres des Meingaud. En effet, c'est à Rode qu'en 880, apparaît Walahon; et l'on cite, dans un polyptyque de Blidenstadt *Adelbertus comes qui dédit ex bivango, ad Rode, duos mansos terrae arabilis* [480]).

Ayant épousé *Uta*, fille de Meingaud I, Walahon I, durant la minorité de son beau-frère, administra le Wormsfeld. Il est cité dès le 22 septembre 881 [481]); on le rencontre dans d'autres actes en Wormsfeld jusqu'au 8 novembre 888 [482]). Peu après, (avant le 11 juillet suivant), il restituait ce comté à Meingaud II en conservant l'administration du Maingau et du Nahegau [483]).

Walahon mourut entre le 20 janvier 890 et le début de 892, date à laquelle Uta, sa veuve, se remariait au roi Arnoul de Germanie, dont elle eut Louis IV l'Enfant. De son union avec Walahon I étaient issus *Walahon II* et une fille, *Glismode,* déjà unie à Conrad de Hesse et mère du futur roi Conrad Ier [484]).

Uta s'intéressa toujours aux églises de Worms et de Mayence. A la première elle fit accorder par Arnoul, en mémoire d'Erenfroi, ancien comte du Bliesgau [485]) et de sa femme Adalgonde, les droits seigneuriaux dont ces époux avaient joui et qui, après

---

[478]) Cet acte, passé à Rode, est daté par Will (*Monumenta Blidenstadtensia*, p. 31) et Gunther (*Codex dipl. Nassoicus,* n. 60) du 24 avril 844. C'est une date incompatible avec le formule du début: »*Ego Immeza de Lorcha cum manu mundiburdi mei Hurothardi duo mancipia juris mei . . . libertate donavi*«, qui implique une époque très-postérieure.

[479]) *Ego in Christi nomine Walaho comes dono, in remedium animae meae et parentorum meorum, in elemosinam pro lumine, ad altare Sancti Ferrucii qui in monasterio Blidinstat almificis claret miraculis rem meam in pago Nithagouve in Selbahe marca, mansum I cum mancipiis III . . . S. Walachi comitis* (Bœhmer, *Mon. Blid.*, n. 13. — *Cod. dipl. Nassoicus,* n. 72).

[480]) *Codex dipl. Nassoicus*, I, n. 80.

[481]) *Codex dipl. Lauresheimensis,* I, 82; Pertz, *Scriptores*, XXI, 375.

[482]) *Codex dipl. Lauresh.*, I, 91; Pertz, XXI, 378.

[483]) Comme on le voit par une charte du 20 janvier 890 (Eckhart, *Origines Saxonicae*, lib. I, cap. 2).

[484]) Cette généalogie n'a été jusqu'ici donnée par aucun auteur. Elle résulte rigoureusement des diplômes de Louis l'Enfant, où le futur roi Conrad est qualifié *dilectus nepos noster*, et du fait bien connu que Glismode (*Gleichmuth*) mariée à Conrad de Hesse, fut la mère de Conrad Ier. Cette comtesse mourut le 27 mai 924 (*Annales necrologici Fuldenses majores*, ap. Bœhmer, *Fontes*, III, 156).

leur mort, firent retour au fisc royal [486]); — à la seconde, administrée par l'archevêque Hatton, tuteur de Louis l'Enfant, elle donna, vers 903, la *curtis* de Nerstein, en Nahegau, au comté de Burchard, afin d'obtenir en précaire, par compensation, la *curtis Ulmena* [487]). Elle est appelée dans la charte *Uta, venerabilis matrona, mater Ludovici regis*; formule montrant que les reines-douairières ne conservaient pas toujours le titre de *regina* dans les actes publics.

Uta paraît avoir fini ses jours au monastère de filles de Ratisbonne, dit Obermünster; car on trouve au 2 février, dans le nécrologe de ce couvent [488]), *Tuta regina*, mention qui ne saurait s'appliquer, croyons-nous, qu'à la veuve d'Arnoul.

(*A suivre*).

---

485) Il administrait ce comté le 28 juin 888 (*Monumenta Boica*, XXXI, 122).

486) Diplôme de juin 897 (Schannat, *Hist. eccl. Worm.*, Cod. dipl., n. 11).

487) Ce contrat de précaire est rappelé par un diplôme d'Otton III, en 994 (Gudenus, *Cod. dipl. Mogunt.*, I, 367; Lamey, *Acta Acad. Theodoro-Palatinae*, IV, 166).

488) Publié dans Boehmer, *Fontes*, IV.

Johannes Bertels, Abt zu Echternach.

(Schluß.)

Noch manches könnten wir hier aus Bertels Schriften erwähnen. Doch das Mitgeteilte mag genügen.

Nur noch auf zwei Gegenstände möchten wir die Leser aufmerksam machen: auf die Bemühungen des Abtes für den Aufschwung der Wallfahrt zum hl. Willibrord nach Echternach und auf sein so oftmaliges Auftreten als Pate, sei es bei Taufen, sei es bei Spendung der hl. Firmung.

Die Wallfahrt zum hl. Willibrord, namentlich die Springprozession, lag dem Abte Bertels gar sehr am Herzen. Als in der Zeit der Geusenüberfälle und des Hexenwahnes, sowie bei den vielen Pestepidemien die Wallfahrt zum Grabe des hl. Willibrord, an der 600 Pfarreien, mit Kreuz und Fahne unter Opfergaben und Litaneien teilzunehmen verpflichtet waren, abnahm, richtete unterm 5. August 1603 der alternde Prälat an mehrere Pfarrer energische Ermahnungsschreiben, die man in einem Register, unter 300 Briefen der Echternacher Äbte, im Luxemburger Regierungs-Archiv nachlesen kann. Unterm 5. August 1603 schrieb er an den Pastor in Itzig, der seine Konfratres in Sand-

welier, Contern, Bettemburg, Abweiler, Donven und Semmingen auffordern möge, pünktlich dem von ihren Vorfahren gemachten Gelöbnisse der Wallfahrt nachzukommen. Sollten die Pfarrkinder, hinter die man sich verschanzte, sich widerspenstig zeigen, dann möge der Pfarrer allein, im Chorrocke, mit Kirchenfahne und Küster in Echternach erscheinen, wo ihm Aufschlüsse gegeben würden, wie die ungehorsamen Pfarrkinder zu bestrafen seien. Ähnliche Briefe wurden an die Pfarrer in Berg und Püttlingen, Hellingen, Rodemachern u. s. w. geschrieben.

Als Pate stand Abt Bertels:

Im Mai 1595, gebeten vom Meier Johann Berzem in Berg. Da er verhindert war, persönlich zu erscheinen, sandte er seinen damaligen Prior aus Münster zur Stellvertretung. Der Knabe hieß Johannes.

Am 14. August bei einer Tochter des Adam in Melick.

Am 7. September bei der Tochter des Johann Benninck, Rat des Generalprokurators. Er sandte als Stellvertreter den Echternacher Scholtes Landolf.

Am nämlichen Tage, in eigener Person, bei Johann Moriang.

Am 28. September bei Susanna, dem Kinde der Schwägerin seines Subpriors.

Am 5. November beim Pächter Valentin Johann in Erntzen.

Am 8. November beim Arzte Peter Pompeji in Trier, über dessen dritten Sohn.

Am 14. November bei Johann Reyneri.

Am 28. Dezember beim Hofmann der Abtei in Steinheim.

Nach der Abtsweihe des Benedikt Martin zu Münster spendete der Weihbischof von Trier die hl. Firmung und vertrat der Abt Bertels Patenstelle.

Er firmte unter andern folgende (sequentes confirmavi):

Joh. Udalrici, den Sohn der Catharina Bircken; einen Sohn des Hrn. Grafen von Mansfelt; die Tochter des Scholtes Joh. Regniers, den Sohn des Hans Fops u. s. w.

Im November 1596 ward dem Echternacher Stadtschreiber Johann Hadamar ein Sohn geboren, wo Bertels Pathe sein sollte. Weil er aber damals zu Trier weilte, vertrat ihn der Scholtes Johann Landolf.

Die Aufzählung der **92** Patenkinder des Abtes Bertels würde allzuweit führen. Zu bemerken sei jedoch, daß er regelmäßig auch die Patin mit Namen nennt; daß er ferner auch über das Schicksal seiner Patenkinder berichtet, z. B.: wann sie geheiratet, ob sie ins Kloster getreten u. s. w. Einigen reichte er selbst das Ordenskleid. So verschaffte er seinem Paten Johann Luxemburger die Stelle des Kellners im Echternacher Kloster u. s. w.

Was uns besonders in diesem Patenverzeichnis auffällt, ist die

jedesmalige Angabe der Konstellation, unter welcher die Geburt des betreffenden Kindes erfolgte; so lesen wir z. B.: Der Mond steht im Löwen — in den Zwillingen, u. s. w., was leicht auf den Horoskop, die Nativitätenstellerei, schließen läßt. Daß Bertels auch die Sonntagsnummer A u. s. w. anführt, ist bei der Schreibseligkeit des Abtes nicht auffallend.

Bertels als Schriftsteller.

Bevor wir unsere nur flüchtig hingeworfene Skizze über Abt Bertels beschließen, erübrigt uns noch, einige Worte über dessen schriftstellerische Tätigkeit mitzuteilen.

1. Sein bedeutendstes Werk ist die „Historia Luxemburgensis", welche 1605 zu Köln beim Buchdrucker Konrad Butgenbach ediert ward. [1]) Eine zweite, verbesserte Ausgabe erschien 1635 in Amsterdam. Diese Geschichte des luxemburgischen Landes ist etwas zu eilig, zu oberflächlich und ohne viel Kritik geschrieben, enthält jedoch viele schätzenswerte Notizen über die bedeutendsten Ortschaften und Klöster des Landes. Es ist begreiflich, daß in jenen unglücksvollen Kriegszeiten der Abt, als Ausländer, nicht das erforderliche, gründliche Studium dazu in den reichhaltigen Echternacher und Luxemburger Klosterarchiven anstellen konnte. Auch wollte er als Chronikschreiber keineswegs Anspruch machen auf den Namen eines großen Geschichtsschreibers von tiefgehender Gelehrsamkeit. Indes dürften die Autoren, welche Bertels allzu verächtlich Leichtgläubigkeit und vollständige Kritiklosigkeit vorwerfen, doch etwas zu hart in ihrem Urteile sein [2]). Dieses Werk ist, wie bereits gesagt, dem Luxemburger Rate dediziert und kostete nur 100 Taler. Das Original wird in der Bibliothek der historischen Abteilung des Luxemburger Institutes aufbewahrt.

2. Ein zweites Werk sind die „Dialogi XXVII in regulam s. Benedicti", welche mit Salz und Witz vollgespickt sind. Er schrieb dieses Buch im Jahre 1581, als er noch Abt zu Münster in Luxemburg war. Er fügte denselben einen Katalog der Äbte dieses Klosters bei.

3. „Deorum sacrificiorumque gentilium descriptio", 1605, gleichzeitig zu Köln gedruckt mit der „Historia Luxemburgensis".

4. „Ein Verzeichnis der Echternacher Äbte" bis auf

---

1) Der berühmte Justus Lipsius schrieb zwei Briefe an Abt Bertels, die Hr. Jules Vannérus im Jahre 1899 in Brüssel zum ersten Male veröffentlichte. Im zweiten 2. Briefe dankt er dem Prälaten für die Übersendung seines Buches, das er indes schon gekauft und gelesen hatte.

2) Bertholet nennt diese Luxemburger Geschichte ein Gewebe von Fabeln. Soll Bertholet denn zuverlässiger und kritischer sein? Vielleicht weniger als Bertels! Auch Hontheim bezeugte keine große Verehrung für Bertels als Geschichtsschreiber.

ihn, sowie auch eine solche von Münster, welche in der 1856 von Brimmeyr und Michel edierten „Historia Luxemburgensis" zu finden sind.

5. Ein annoch ungedrucktes Manuskript über Landgüter, Zölle ꝛc. des Klosters. Es enthält in farbiger Federzeichnung die Ansicht des damaligen Echternach und der meisten davon abhängigen Ortschaften. Es ist in einer Programmabhandlung des Echternacher Progymnasiums von Hrn. Professor Breithof im Jahre 1882 teilweise veröffentlicht worden.

6. Im Luxemburger Regierungsarchiv sieht man von Bertels einen „Codex monasterii St. Willibrordi opp. Ept. 1598". In dieser Chronik erzählt Bertels auf den ersten 36 Folioseiten die Ereignisse von 1594—1601; es folgt dann, bis Seite 45, die Korrespondenz des Abtes, aber nur vom 21. Januar 1601 bis zum 17. November 1606. Darnach kommen Briefe der Äbte Richardotus und Fisch, 301 an der Zahl.

7. Ein anderes Manuskript bilden die „Ephemerides" in einem Register der Echternacher Abtei, das sich auch im Luxemburger Regierungsarchiv vorfindet.

8. Ein Manuskript in Quarto, „Tractatus de origine, processu et constitutione Treveris" ꝛc., in Pergament gebunden, mit durchschossenem, weißem Papier, befand sich im Besitze des im Jahre 1887 verstorbenen Herrn Seminarpräses Föhr, der es vom hochw. Hrn. Faulbecker erhalten hatte, dessen Bruder im Echternacher Kloster Mönch gewesen war. Auf dem Rücken liest man die Worte: Bibliothecae Ept. Der Autor, in dem P. Prüvost und Würth-Paquet mit Recht den Abt Bertels erkennen, erzählt seine Anwesenheit in Trier bei der Zeigung des hl. Rockes im Jahre 1585; auch beschreibt er sodann die Trierischen Abteien, Kirchen u. s. w.

Appellationsrat Müller hatte mit eigenen Augen im Echternacher Klosterarchiv sich mehrere von Bertels Hand geschriebene Codices angesehen, die zumeist das Geschichtliche und Ökonomische des Hauses betrafen. Er erwähnt der „Gesta Trevirorum" von Bertels, die aber nicht vollständig seien. Wahrscheinlich ist hiermit der oben unter Nr. 8 angeführte Codex gemeint.

9. Vor mehreren Jahren führte mich der Zufall in einen Spezereiladen im Pfaffenthal zu Luxemburg, wo man mir ein kleines „mocke-

3) Christian von Stramberg sagt über Bertels in seiner Geschichte Triers: „Historiam non Epternacensis solum asceterii, sed totius etiam Luxemburgensis Ducatus prosecutus non indiligenti studio fuit; quamquam praepropero neque maturo adhuc expolitoque satis labore fidem utique mereri non possit, materiam tamen non contemnendam posteris ad cultiorem historiam suppeditavit: *modo accesserit qui scoria ab argento noverit separare.* (Vol. I, p. 519.)

liges" Büchlein als Altertum mit malitiösem Lächeln und der Bemerkung schenkte, „dem Bücherwurm und Altertümler möchte dieses geschriebene Hieroglyphenbüchlein mit seinem Schweinsledereinbande gewiß Freude machen."

Wie erstaunte ich, als ich bei der Öffnung desselben sofort die Handschrift des Abtes Bertels erkannte, die ich in vielen Manuskripten, namentlich in der von Hrn. Professor Breithof sel. als Programmabhandlung herausgegebenen und dermalen in der Echternacher Progymnasiums-Bibliothek aufbewahrten Handschrift, kennen gelernt hatte.

Unser Büchlein mißt $^{12}/_{8}$ Ctm., und besteht aus 7 Papier-Quaternionen oder einzelnen Heftchen, die circa 180 Blatt zählen. Der Inhalt ist ein Auszug der Güterbesitzungen, Rechte, Zehnten aus einem großen Buche, dem „Liber niger", enthält aber nebenbei Erlebnisse und Bemerkungen des schreibseligen Tagebuchführers Bertels, wie er solche in seinen „Ephemerides" niedergelegt hat. Zu Anfang steht ein uraltes Inhaltsverzeichnis, das später, weil unleserlich und das Papier von den Motten erzehrt, neu abgeschrieben worden ist. Nicht bloß sind die Ortschaften des Inlandes und auch jene aus Holland hier vermerkt, die der Echternacher Abtei und den verschiedenen Dienstzweigen des Camerarius, des Cellerarius magnus (Kellners), des Eleemosynarius (Almosenspenders) u. s. w. Zehent zahlen mußten, sei es an Hühnern, Lämmern, Kurmut, sondern auch der Altar des hl. Antonius, sowie derjenige des hl. Petrus mit den darauf haftenden Einkünften, die Rechte auf die Sauer u. s. w. sind darin behandelt. Auf Blatt 131 erzählt Bertels aus dem Jahre 1606, also aus seinem letzten Lebensjahre, daß bei einer Primiz im Echternacher Kloster die beiden Äbte von St. Matthias und St. Martin durch ihre Anwesenheit die Feier erhöht hätten.

Wie gelangte nun diese Handschrift in den Papierkorb einer Spezereihandlung in Luxemburg? Gewiß werden noch in Echternach selbst vielerlei, wenn auch nicht geradezu wertvolle Handschriften aus der Abtei auf dem Oberspeicher mancher alten Häuser liegen! Schön wäre es, ja ratsam, solche der ansehnlichen Pfarrbibliothek zu schenken, die bereits einige kostbare Manuskripte, so z. B. ein unter Abt Robert von Montreal (1512) auf Pergament geschriebenes Brevier, die Register des Pastors Oswald Kees u. a. besitzt. Namentlich wäre auch eine Sammlung aller Bücher, selbst einzelner Artikel über den hl. Willibrord, die Abtei, das Städtchen Echternach, die Springprozession, in der Pfarr- und auch in der Progymnasiums-Bibliothek am Platze. — Alle vom Schreiber dieses Aufsatzes gesammelten Notizen und Manuscripte gedenkt er der Pfarrbibliothek zu übermachen und möchte er alle Echternacher und Freunde, die etwa Besitzer von solchen archäologischen oder historischen Objekten sind, auffordern,

ein Gleiches zu tun. Er kennt einzelne Echternacher Häuser, worin Fragmente von Brevieren sich befinden, deren Eigentümer denselben mit Unrecht einen großen Wert oder hohen Preis zuschreiben, wogegen der Inhalt und das Alter für den Fremden nur den Pergamentwert, für eine Echternacher Sammlung aber größeres Interesse und höhern Wert haben.

Vor 25 Jahren kam eines Nachmittags ein kleines Mädchen und hielt Bohnen zum Spielen in einigen Pergamentbogen, die aus dem alten Geninshause herrührten. Ich entdeckte höchst wert- und kunstvolle Blätter aus einem Brevier des 13. Jahrhunderts, wo die Initialen auf purem Goldgrunde mit viel Geschmack illuminiert waren. Leider konnte ich nur mehr wenige Blätter davon auftreiben.

10. In dem Luxemburger Regierungsarchiv befinden sich zahlreiche Berichte des schreibseligen Abtes Bertels, der an seiner eigentümlichen Schreibweise leicht erkennbar ist, in all den verschiedenen Registern, die von Hrn. Würth-Paquet benutzt und analysiert worden sind.

11. Weniger bekannt sind indes die in Brüssel befindlichen Handschriften unseres Geschichtsschreibers. Hier sind verzeichnet Cartulaire de l'abbaye de Münster N° 20 (B. 28 in der Bibliothèque royale).

N° 27. Ib. dit de Jonghe.

Registre des revenus de l'Abbaye de Münster a. 1574, N° 23, année 1584, n° 26. Historia Luxemburgensis, 2 vol. n° 93.

Reicher noch ist das Brüsseler Archiv:

Registre des Enquêtes, vol. 916, S. 137.

Enquêtes über die Abtei Münster, vom 2. Juni 1595.

„Comme il a plu a votre Excellence, après que Sa Majesté a été clement d'honorer moi, Jehan Bertels, abbé de Munster en cette ville de Luxembourg de la prélature d'Echternach (dont il remercie plus que très humblement) de commander par des lettres du 12 mai passé de nous transporter et trouver dans la dite abbaye de Münster etc." Der Bericht von Bertels Hand, auf S. 138—161, ist am 13. Juli 1595 von Bertels und de Hattstein unterschrieben. Ein zweites Schreiben ist vom 24. Oktober 1595 datiert und enthält weitere Vorschläge und Empfehlungen Hattsteins.

In dem Bande 917, S. 107—139 finden sich Berichte vom Jahre 1598 über Marienthal, die Wahl einer neuen Priorin, Franziska Wahl, vom hl. Geist-Kloster. Auf Seite 139 und 143 finden sich weitere Artikel über diese Wahl. Andere Berichte, von Bertels Hand geschrieben, über die Klöster und ihre Inventarien, die er als Mitglied der Kommission beim Tode des Abtes und der Äbtissin über den Stand der Einkünfte ꝛc. abzufassen hatte, findet man in Brüssel, Nr. 917, S. 107—159 über Marienthal und das Heilig-Geist-Kloster, vom Jahre 1598 und über

das Klarissenkloster in Echternach vom 7. März 1599, sowie über Clairefontaine S. 170. von 1594.

12. Ein Manuskript Nr. 23 des Historischen Institutes in Luxemburg, das Bertels im Jahre 1570 als Kellner des Münsterklosters schrieb und mit farbigen Federzeichnungen illustrierte, bietet Fol. 7 eine Ansicht von Altmünster und verschiedene Wappen. Es folgt eine Aufzählung der Einkünfte des Klosters in den meisten Ortschaften des Landes. Die meisten Ortschaften sind gezeichnet, so Dippach, S. 58, Sprinkingen S. 57. Es zählt 12 + 182 SS. in fol. und mißt $^{14}/_{10}$ Cm.

Ein anderes Cartular Nr. 26 mit 228 Folioseiten $^{20}/_{15}$ ward als Papierhandschrift 1580 geschrieben, worin wieder Federzeichnungen der verschiedenen Ortschaften mit Auszügen aus den Klosterarchiven zu sehen sind. S. 212 liest man Lobgedichte auf Bertels als Abt von Münster. Auf Fol. 10 sind Hollerich, Fol. 7 Sandweiler, Fol. 25 Merl, Fol. 13 und 36 Sprinkingen behandelt.

Nr. 27. Cartular von Münster, von Bertels im Jahre 1590 geschrieben, ist eine Papierhandschrift von $^{184}/_{144}$ mm von 201 Folios. Bei jeder Ortschaft, wie z. B. Rümlingen F. 88, Rodenborn F. 126 wurden die bezüglichen Urkunden geschrieben.

Nr. 28. Cartular von Münster. Papierhandschrift um 1593 von Bertels geschrieben zählt 16 + 293 Blätter von $^{197}_{149}$ mm. F. 1 - 3 ein Inhaltsverzeichnis, Sprinkingen Fol. 71, Waldbredimus ꝛc. Die Siegel sind am Ende der Kopien gezeichnet. Dokumente über die Altäre vom Kloster Münster, auch vom Pirminusberg und Eschweiler bei Wiltz. Ausführlicheres hierüber siehe im Band 45, S. 229 der Publications der Section historique des Großherzoglichen Institutes.

Adam REINERS.

Aktenstücke zur Geschichte
des Gnadenbildes der Trösterin der Betrübten.

XXVIII. Ablaßerneuerung.

Der hochw. Herr Bischof Jauffret, (1806—1823) von Metz tat, wie bereits in verschiedenen Aktenstücken hervorgehoben wurde. Alles, was in seinen Kräften stand, um die Andacht zur Trösterin der Betrübten immer mehr und mehr zu heben und zu befördern. Zu diesem Zwecke wandte er sich bereits 1808 oder 1809 an den h. Vater Pius VIII. um eine Erneuerung der früheren Ablässe zu erhalten, was ihm auch gewährt wurde. Merkwürdiger Weise schweigen unsere beiden Geschichtsschreiber des Gnadenbildes, P. Amherd, C. SS. R. und P. Küntgen,

S. J. hierüber. [1]) Daß dem aber wirklich so ist, ersehen wir aus einer Nachschrift eines in französischer und deutscher Sprache verfaßten Circular-Schreibens an den Clerus des Wälderdepartementes, vom 27. Hemmonate (Juli) 1809 dessen Wortlaut wir hier folgen lassen:

P. S. *Vous pouvez annoncer à vos ouailles que nous avons obtenu de Sa Sainteté deux Brefs d'Indulgence plénière: le premier qui regarde l'Octave de la Ste. Vierge célébrée à Luxembourg du 4e. au 5e. Dimanche après Pâques, et l'autre l'Octave de St. Donat à Arlon du 2e. au 3e. Dimanche de juillet, ainsi que pour ceux qui visiteroient une fois dans l'année l'une ou l'autre de ces Eglises avec les dispositions requises*

Nachschreiben: Sie können bei dieser Gelegenheit ihren Pfarrkindern sagen, daß wir zween vollkommenen Ablaß-Briefe von Ihro Päbstlichen Heiligkeit erhalten haben. Der eine ist für die Muttergottes-Oktave, welche vom vierten bis auf den fünften Sonntag nach Ostern zu Lützemburg gehalten wird; der andere für die St. Donatus-Oktave, welche vom zweiten bis auf den dritten Sonntag des Hemmonates zu Arlon gefeyert wird. — Auch diejenigen, welche eine von diesen Kirchen binnen dem Jahre auf die erforderte Weise besuchen, verdienen diesen Ablaß.

[1]) Beide reden **nur** von der im Jahre 1816 erneuerten Ablaßbewilligung. Vgl. P. Amherd. Maria, die Trösterin der Betrübten u. s. w., S. 356; P. Küntgen. Histoire de N. D. de Luxembourg etc., p. 505.

Ein historisches Gedenkblatt.

Von K. ARENDT, E. Sts.-Architekt.

Es sind jetzt bereits 43 Jahre her, da vollzog sich zu Luxemburg eine nationale Feier sehr seltener Art. Sie galt dem 200jährigen Jubiläum des **Gnadenbildes der Trösterin der Betrübten**, unserer Landespatronin. Zu der am 2. Juli 1866 erfolgten Krönung desselben hatte der damalige Papst Pius IX. den Kardinal-Priester **Karl August Grafen von Reinach** eigens delegiert, den Festakt durch Aufsetzen einer goldenen, mit Edelsteinen reich gezierten Krone zu vollziehen.

Laut einer im Pfarrarchiv von Liebfrauen aufbewahrten Urkunde wohnten dem Krönungsakte bei die **Bischöfe von Straßburg,**

Metz, Lüttich, Namür, Trier nebst dem apostolischen Provikar von **Luxemburg** mit ihren Sekretären, die Jesuiten-Provinziale der niederländischen und niederdeutschen Provinzen, sowie die Mitglieder des hiesigen Festkomités: **Eberhard, Deny, Schaak, Tontsch, Reuter** und **A. Pescatore.** Die Zahl der Mitglieder des Klerus und der zugeströmten Pilger betrug nahezu 50,000 [1]).

Nicht weniger zahlreich waren die kostbaren Weihgeschenke, die Festgedichte, Kantaten, Andachtsbücher, Erinnerungs-Medaillen und Marienbilder. — An letztere reihte sich ein von uns entworfenes polychromes Gedenkblatt an, welches, mittlerweile selten geworden, den Leserkreis der »Hémecht« interessieren dürfte. (Siehe andere Seite eine autotypische Reproduktion desselben im Maßstabe von 1 : 3.)

Der Krönungsakt ist, als Hauptgedanke, in dem damals noch nicht gemalten Chore der Liebfrauenkirche an den Stufen des Altares symbolisch dargestellt; über das Gnadenbild hält der hl. Vater selbst die obenerwähnte goldene Krone; ihm zur Seite knieen ein Kardinal, ein Bischof mit Priestern und Ordenspersonen, und im Vordergrund befinden sich zwei Gruppen von Pilgern, die sich bis ins hintere Chor hineinziehen. Ein durch das Farbenfenster der Immaculata quer über den Papst und das Gnadenbild herabfallender Lichtstrahl gibt dem Krönungsmomente eine Art mystischer Weihe. Über dieser Scene wölbt sich als Triumphzeichen der mit den Wappen der damaligen sieben Städte des Landes (Diekirch, Echternach, Grevenmacher, Remich, Wiltz, Vianden und Luxemburg) gezierte Chorbogen (das Wappen der Hauptstadt schmückt den Schlußstein); Lorbeerkränze aus Belgien, Deutschland und Frankreich, als Huldigungszeichen dargebracht, zieren die Chorpfeiler. — In den beiden Bogenzwickeln gewahrt man links eine getreue Abbildung der früheren Wallfahrtskapelle vor dem Neutor und rechts eine von der Bahnhofseite aufgenommene Ansicht der Stadt. Hoch oben prangt das nach einem Medaillon aus der frühern Jesuitenbibliothek gezeichnete Porträt des Prinzen von Chimay, mit der Jahreszahl 1666, an die feierliche Proklamation Marias als Landespatronin erinnernd. — Von diesem Medaillon aus ziehen sich rings um das Bild symbolische Rosen- und Eichenlaubranken, sinnvoll umwunden von Banderollen, auf denen links in deutscher, rechts in französischer

---

[1]) Vergl. die 1867 bei P. Brück erschienene anonyme Broschüre: Das 200-jährige Jubiläum ꝛc.

Sprache, alle auf die 200jährige Geschichte des Gnadenbildes bezüglichen Hauptdaten verzeichnet sind. Am untern Ende des Bildes

steht inmitten der Jubiläumsinschrift, das Landeswappen, über der Jahreszahl 1866. —

Zum Schluſſe ſei noch der damals von P. Ratte verfaßte herrliche Feſthymnus erwähnt. Hier deſſen erſte und letzte Strophe:

Plaude, civitas munita,
Gaude sertis redimita,
Canta laetis oribus!
Festum Matris est colendum,
Mille gratiàs agendum
Mille pro favoribus.

* * *

Laus sit Patri sempiterno
Aequa Nato coaeterno
Flaminique gloria!
Deum trinum adoremus,
Jesu Matrem honoremus
Perpeti memoria. [1])
Amen.

[1]) Zu deutſch:

Juble Stadt, du feſtgebaute,
Hören laß nur Freudenlaute,
Hüpfe auf in heil'ger Luft!
Deiner Herrin ſing' und ſage
Tauſend Dank an dieſem Tage,
Alten Ruhmes dir bewußt!

Preis und Dank auf Gottes Throne
Sei dem Vater und dem Sohne,
Und dem Geiſt der Heiligkeit;
Auch die Jungfrau auserkoren,
Die den Heiland uns geboren,
Laßt uns loben alle Zeit!

MÉLANGES

RELATIFS

A l'HISTOIRE DU PAYS DE LUXEMBOURG.

IX. Supplique adressée par le Conseil de fabrique de l'Église St. Pierre à Luxembourg, au Préfet du Départements des Forêts, à propos de divers biens et rentes appartenant à la dite fabrique.

Luxembourg, le 2 Thermidor an 1.

Les Curé et Marguilliers de la paroisse de St. Michel à Luxembourg.

A Monsieur **Lacoste,** *Préfet du Département des Forêts.*

Monsieur le Préfet,

Nous avons l'honneur de Vous exposer qu'avant l'entrée des

français sur notre territoire, la Fabrique de notre paroisse possédait divers biens et rentes fondés pour le service du culte et plusieurs anniversaires ressortissant originairement de ladite fabrique.

Que les ci-devant Dominicains qui administraient cette paroisse, ont confondu ces biens et rentes avec ceux du Couvent, de manière qu'à leur suppression la Régie des Domaines nationaux s'est emparée indistinctement des uns et des autres.

Qu'il existe cependant aux archives de la Préfecture plusieurs titres constitutifs de ces biens et rentes qui en attestent la propriété en faveur de la fabrique de la paroisse de St Michel.

Que désirant jouir des bienfaits du Gouvernement, Nous prions Monsieur le préfet, de bien vouloir, conformément aux dispositions des art. 1 et 2 de son arrêté du 7 Thermidor an XI, Bulletin 303, N° 3026, Nous faire mettre en possession desdits biens et rentes, offrant de payer les frais que coûtera le triage des titres qui en sont l'objet.

Nous vous prions, Monsieur le Préfet, d'agréer l'hommage de notre profond Respect.

(Signée:) *M. Krantz*, Curé de St. Michel,
C.-J. Dutreux, J.-L. Vandernoot et *C. Moris.*

Pour copie conforme:
Le Secrétaire général de la Préfecture des Forêts,
(Signé): **CHRISTIANI.**

(Archives nationales de Paris. Série F[19], N°s 369—374. Forêts.)

X. Révendication, par le Conseil de fabrique de l'Église St. Pierre à Luxembourg, de l'orgue provenant de l'ancienne abbaye de Münster, au faubourg du Grund.

A Monsieur **J.-B. Lacoste,**
Préfet du Dépt. des forêts et membre de la legion d'honneur.
Monsieur le Préfet.

Les soussignés Curé, Marguilliers et fabriciens de la paroisse de St. Pierre à Luxembourg ont l'honneur de Vous exposer que les Marguilliers de Notre Dame de Munster réclament pour leur église les orgues de la ci-devant abbaye de Münster.

Ils se fondent sur un arrêté émané de Votre autorité. Nous sommes assurés que vous ne l'eussiez jamais porté si Votre religion n'avait été surprise.

1°. Ces orgues appartenaient à l'abbaye de Münster et non à la paroisse de ce nom. Quel droit les Marguilliers de cette succursale peuvent-ils donc y prétendre? et ils vous auront cependant présenté cet objet comme une propriété de cette église.

2°. Ces orgues ont été données en l'an sept à l'Église de St. Nicolas par l'administration centrale et Votre bon cœur, Monsieur le Préfet, se refuse de révoquer cette donation faite à la première église du Département. Ce n'est donc pas un dépôt, comme Vous l'auront exposé les marguilliers de Münster, mais un don qui a eu son exécution.

3o. L'église paroissiale de St. Pierre est la première de la ville, c'est dans cette église que se réunissent toutes les autorités aux grandes cérémonies religieuses, et cette église serait privée d'un ornement onéreux à une succursale.

4°. D'ailleurs les orgues de Münster qui conviennent à une grande église, sont trop fortes pour cette succursale.

Sous ces considérations les soussignés Vous supplient, Monsieur le Préfet, d'ordonner que les orgues de l'abbaye de Münster resteront à l'église paroissiale de St. Pierre.

Agréez Monsieur le Préfet l'hommage de notre Respect.

Luxembourg, le 22 frimaire an XIII.

Signés: *Neunheuser*, Curé.

J.-J. Baclesse, C. Roeser et *J.-N. Fischer.*

Pour copie conforme:

Le Secrétaire Générale de la Préfecture des Forêts,

(Signé:) **CHRISTIANI.**

(Archives nationales de Paris. Série F10, Nos 369—374. Forêts.)

XI. Lettre du Ministre de l'Intérieur et Réponse du Ministre de la Police générale au sujet des Religieux Mendiants.

1. Lettre du Ministre de l'Intérieur.

Paris, 30 frimaire an 5.

Le Comre du Dir. Ex. près l'adon Mle de Luxembourg, mon cher collègue, m'a informé que les ci-devt religieux mendiants paraissaient vouloir conserver leur costume et se ménager ainsi l'influence et les ressources que ce costume leur procure.

L'Exon de l'art. 19 de la loy du 7 vendre an 4e préviendrait ce désordre, mais cette loy n'est pas promulguée dans la Belgique et les dispositions de l'art. 19e atteindraient le clergé séculier sur le sort duquel le corps législatif n'a encore rien statué.

Il serait cependt convenable de prévenir les inconvénients qui résulteraient après l'évacuation des maisons religieuses de l'existence d'un costume qui doit naturellement disparaître avec la conventualité. Mais le Dre ex. a cru devoir ajourner la proposition que je lui ai faite, de concert avec vous, mon cher collègue, de faire publier dans la Belgique la loi du 7e vendre an 4e; je vous invite en conséquence à provoquer les mesures que vous jugerez les plus efficaces pour comprimer dans la Belgique, la malveillance et le fanatisme et je vous serai obligé de m'en faire part!

2. Réponse du Ministre de la Police générale.

2e Division.

1er Bureau.
B. 2.

No 9260 et 9326.
3290.

Liberté (L. S.) Égalité.

Paris, le 16 Nivôse an 5 de la République une et indivisible.

Le Ministre de la Police générale de la Republique,

Au Ministre de l'Intérieur.

1re Division 18 nivôse No 1278.

J'ai reçu mon cher collègue, Votre lettre du 30 frimaire, par laquelle, en appelant mon attention sur une dénonciation qui Vous a été faite par le Commissaire du Pouvoir Exécutif près l'administration municipale de Luxembourg, contre les religieux dans la Belgique qui persistent à porter leur costume, pour m'inviter à prendre les mesures qui dépendent de moi pour empêcher cette infraction à la loi du 15 fructidor.

Cet objet avait déjà excité ma sollicitude et je Vous préviens que le Ministère de la Justice avec lequel je m'étais concerté, à cet égard, m'annonce à l'instant que le Directoire a pris sur son rapport, un arrêté, pour ordonner entr'autres dispositions, que l'art. 19 de la loi du 7 Vendémiaire an 4e sur la Police des Cultes, soit publié dans les neuf départemens réunis, et qu'en conséquence tous les Ecclésiastiques réguliers de l'un ou de l'autre sexe fussent punis des peines énoncées dans cet art., s'ils contrevenaient à la défense qui leur est faite, de porter le costume ecclésiastique.

Il ajoute que cet arrêté a été envoyé le 14 et que dans ce moment, il doit-être mis à exécution dans la ci-devant Belgique et les Pays réunis.

J'espère mon cher collègue que cette mesure sera suffisante pour prévenir les inconvénients dont Vous m'aviez parlé.

Salut et fraternité.

(Signé:) **COLCHEN.**

(*Archives nationales de Paris F19, 369—374. Forêts.*)

Litterarische Novitäten u. Luxemburg. Drucksachen.

*Arendt Karl. Allgemeines über Burgenkunde mit Bezugnahme auf inländische Burgen und Schlösser. Vortrag gehalten in der Generalversammlung des Geschichtsvereins „Ons Hemecht", am 23. Mai 1909. Luxemburg-Bahnhof. Druck von Fr. Bourg-Bourger. 1909. — 8 SS. in 8°, mit 1 Abbildung.

Idem. L'Age d'or du duché de Luxembourg sous le régime autrichien (1714—1795). Extrait de la revue luxembourgeoise. Tome IV, Année 1909, publiée par „l'Université populaire de Luxembourg." Luxembourg. M. Huss. 1909. — 8 pp. in 8°, avec 6 portraits.

Cumont François. Fragments de „Colonnes au géant" découverts en Belgique. S. l. ni d. (Liége: 1909.) — 9 pp. in 8°, avec 1 grav. dans le texte.

Klingenberg J.-J. Ein Vierteljahrhundert kathol. sozialer Regierungstätigkeit. Festgabe zum silbernen Jubiläum der katholischen belgischen Regierung (1884—1909) Zugleich als Beitrag zum Kapitel der sog. Inferiorität der katholischen Nationen. 1909. Im Kommissionsverlage des „Arbeiter", Berlin C 25, Kaiserstraße 37. Druck der Paulinus-Druckerei. G. m. b. H., Trier. — 88 SS. in 8°.

Loes F. Découvertes romaines faites à Arlon en 1907. S. l. ni d. (Liége. 1909.) — 16 pp. in 8°, avec 3 figures dans le texte.

Recette générale du Grand-Duché de Luxembourg. Dispositions à observer afin d'assurer la régularité de l'acquit pour le payement des créances à charge de l'État. Luxembourg. Imprimerie P. Worré-Mertens. 1909. — 11 pp. in 8°.

Tahon Victor. La métallurgie du fer au Pays de Liége, au Luxembourg et dans l'Entre-Sambre et-Meuse. (Période Médiévale). S. l. n. d. (Liége. 1909) — 28 pp. in 8°.

Vannérus Jules. Inventaire des Archives de l'abbaye de Tongerloo reposant aux Archives de l'État à Anvers. Louvain. Imprimerie P. Smeesters. Rue Ste Barbe, 16—18. 1909. — 50 pp. in 8°.

Wagner Jean-Philippe. Premier Congrès international du Froid. Industrie et Applications du Froid dans le Grand-Duché de Luxembourg Conservation des Fleurs, des légumes. des fruits. Procédé pour retarder la floraison des arbres fruitiers. Secrétariat général. 10, Rue Denis Poisson (17e) Paris. Paris. Imprimerie Chaix. — 8306—4—09. — 29 pp. in 8°.

Idem. Nährstoffminimum und Phosphorsäure (Mit Abbildungen) Sonder-Abdruck aus „Landwirtschaftliche Presse, Jahrgang XXXVI, Juni 1909. Berlin. (1909) — 8 SS. in 4°, mit 4 Abbildungen im Texte.

Dr. Waltzing Jean-Pierre. Le Palais Mansfeld à Clausen. Une demeure princière de la fin du XVIe siècle, à la fois Musée d'art moderne et Musée d'antiquités. S. l. n. d. (Liége. 1909.) — 11 pp. in 8°.

Idem. Inscription métrique des Thermes romains trouvés à Arlon (1907). S. l. n. d. (Liége. 1909) — 7 pp. in 8°, avec 1 figure dans le texte.

Dr. Werveke (van) Nikolaus. Kurze Geschichte des luxemburger Landes mit besonderer Berücksichtigung der Kulturgeschichte. Urgeschichte bis Ende des XIV. Jahrhunderts. Luxemburg. Druck von P. Worré-Mertens. 1909. — 359 + II SS. in 8°.

* = Separat-Abdruck aus „Ons Hémecht".

Der Autor des in voriger Nummer erschienenen Gedichtes »Èng So« bittet uns nachstehenden sinnentstellenden Druckfehler berichtigen zu wollen:

Vers 1, letzte Zeile, soll heißen:

Tescht hiren *diren* Huoren statt: Tescht hiren decken brèden etc.

Ons Hémecht.
Organ des Vereines für Luxemburger Geschichte, Literatur und Kunst.
Herausgegeben vom Vereins-Vorstande.
15. Jahrgang. — 9. Heft. 1. September 1909.

ÉTUDES SUR LE LUXEMBOURG

A L'ÉPOQUE CAROLINGIENNE.

On ne connaît de son premier mari qu'un seul acte personnel. Le 3 décembre 881, Walahon fit à l'abbaye de Blidenstadt une donation à Selbach, dans le Niddagau [479]). Son fils et successeur Walahon II se retrouve propriétaire de nombreux domaines en Kinziggau et en Maingau non loin de Francfort, c'est-à-dire dans la même région: l'inventaire des chartes de Fulda nous apprend qu'il en fit don à ce monastère, situé dans un comté voisin; déjà Walahon avait autorisé son frère Étienne à céder à Fulda des terres en Wetteravie. Le même document nous fait connaître le nom de la femme de Walahon II, *Megina* [489]). C'est de ces deux époux que fait mention le nécrologe de la cathédrale de Würzbourg, notant au 19 janvier: *Walh obiit,* et au 30 décembre: *Obiit Megina* [490]). Conrad, beau-frère de Walahon II, avait pour frère Raoul, évêque de Würzbourg.

Walahon II était en même temps comte d'Enzgau.

Hatton, archevêque de Mayence, agissant comme abbé de Lorch, voulant acquérir de Regimbodon le village de Virminheim en Lobdengau, lui offrit pour prix de l'échange qu'ils conclurent en 902, diverses terres, les unes *in Glemisgowe in comitatu Gozberti comitis*, les autres *in Encihgowe, in villa vel marca Audinesheim, et in Rutgesingon, in comitatu Walachi comitis* [491]).

---

[489]) *Comes Walah et uxor ejus Megina tradiderunt in Kincegouve, Terisse, Marcburchusen et cetera confinia juxta Moyn fluvium sita. — Walah comes tradidit Sancto-Bonifacio proprietatem suam in Biberaha in Moyngouve* (Schannat, *Tradit. Fuldenses*, p. 287. — Eckhart, *Origines Saxonicae*, l. I, cap. 2). — Pistorius (*Tradit. Fuldenses*, p. 572) donne une charte de *Stephanus comes*, qui, *cum licencia germani comitis Walahes*, échange avec Fulda *Salzcha* en Wetteravie contre *Crichefeld.*

[490]) Eckhart, *Commentarius de rebus Franciae orientalis,* I, 830.

[491]) *Codex Laureshemensis*, I, 103. Lamey (*Acta Ac. Th.-Palatinae*, IV, 128)

Lamey a conclu de ce texte que le comté de Walahon II devait aussi comprendre le Creichgau plus voisin de Spire dont il était burgrave, d'autant que la localité d'Autinesheim est indifféremment attribuée, soit au Creichgau, soit à l'Enzgau, par d'anciens titres.

Le premier document que nous ayons relevé sur Walahon II est un diplôme d'Arnoul en juin 897, concédant à l'église de Worms différentes dépendances du fisc royal, situées à Oppenheim, Weinsheim et *Horagaheim*, en Wormsfeld, au comté de Walahon[492]).

Le dernier est un diplôme d'Arnoul, donné à Strasbourg, en 902, sur l'intercession des comtes Conrad (de Hesse) et Burchard, disposant de la *villa* de Haselach au pays de Spire, au comté de Walahon, en faveur de l'abbaye de Weissembourg[493]).

Mais un acte des plus importants qui le concerne est celui par lequel, le 8 octobre 900, Louis l'Enfant, sollicité par Hatton, archevêque de Mayence son tuteur, gratifie Wenilon, moine de Hornbach, de deux fermes au pays de Spire. Le roi dit que Walahon est abbé de ce monastère (*Walachonis dilecti comitis nostri, abbatis de monasterio Sancti Pirminii*) et les fermes concédées à Wenilon sont *in pago Spiraggove, in comitatu sui senioris*[494]).

L'intérêt de cette pièce réside tout d'abord dans le terme de *dilectus* dans se sert ici Louis IV au sujet de Walahon II et dont ailleurs, il fera usage pour qualifier Burchard, beau-fils d'Uta. Ce terme est l'expression diplomatique d'une parenté par les femmes et s'applique souvent aux frères utérins.

Puis la possession par Walahon de l'abbaye de Hornbach est à retenir. Fondée par saint Pirmin au début du majorat de Charles Martel, sur un domaine concédé par le comte Werner, cette abbaye demeura depuis lors sous le rectorat héréditaire de la dynastie des Werner dont un membre est encore en 879, burgrave de Worms, tandis que Meingaud I détient le landgraviat

---

relève l'erreur de Croll (*Origines Bipontinae*, I, 110) qui a fait d'après une faute de lecture commise par Hellwig, un comte du *pagus Enrichi* de Walahon, auquel, dans ses généalogies (Tab. X, p. 77) il attribue une origine salique.

492) Schannat, *Hist. ecclesiae Wormat.*, II, 11.

493) Schœflin, *Alsatia diplomatica*, I, cxxvii. Zeuss, *Traditiones Weissemburgenses*, n. 276. Lamey (*Acta Academiae Theodoro-Palatinae*, III, 257, donne à tort à ce diplôme la date de 911, ce qui lui fait placer Walahon après Werner, comte en 906. Cet auteur s'est du reste rectifié lui-même (ibid. IV, 128). — Cf. le diplôme du 5 février 902 (*Monumenta Boica*, XXXI, 166).

494) Croll, *Origines Bipontinae* I, 57. — *Monumenta Boica*, XXXI, 160.

du Wormsfeld [495]). Or, en 891, l'évêque de Worms accorde en précaire des biens à Ingelheim, dans le Wormsgau et le Nahegau, *au comté de Werner* [496]).

Ce Werner doit être le dernier descendant direct des possesseurs de Hornbach, et s'il a été appelé en 891, à administrer le Nahegau, c'est apparemment comme tenant le lieu de Walahon II, trop jeune pour occuper sa charge. Le prénom de Werner va reparaître dans la famille des Conrad, et l'un des fils de Glismode et de Conrad de Hesse est le Werner comte de Spire dès 906 [497]), père du duc Conrad de Lotharingie [498]). On doit donc rattacher Walahon I à la famille des Werner de Hornbach; c'est la seule façon d'expliquer, croyons-nous, les faits qui viennent d'être présentés.

La mort de Walahon II, postérieure au 5 février 902, peut être probablement datée du 19 janvier 903; le Nahegau était placé, en effet, comme on l'a vu, dès les premières années de Louis IV, sous l'administration de Burchard, autre fils de Conrad de Hesse.

Walahon I avait eu d'une première union deux fils, *Etienne* et *Burchard*.

Burchard possédait un comté en Thuringe; après le meurtre de Meingaud II, il épousa sa veuve Gisèle [499]), alliance infiniment brillante qui fut immédiatement suivie de sa désignation comme duc de Thuringe. Conrad de Hesse, choisi d'abord par Arnoul

---

[495]) Hornbach est tantôt considéré comme sis en Wormsfeld (en 980; *Monumenta Boica*, XXXI, 235); tantôt comme dépendant du Bliesgau (en 1110, lorsqu'on l'unit à la mense épiscopale de Spire: Wurdtwein, *Subsidia diplomatica*, V, 257).

[496]) *In pagis Wormatensi et Nachogovie, et in comitatu Werinharii comitis* (Schannat, *Hist. eccl. Worm.*, Cod. prob., n. 10).

[497]) Louis IV donne à Saint-Cyriace de Worms des biens fiscaux *in pago Spirahgove, in comitatu Wernheri, in loco Didisenheim dicto* (Schannat, *Hist. eccl. Worm.*, t. II, Cod. prob., n. 16).

[498]) En 946, une donation en faveur de la cathédrale est faite à Spire *sub comite et duce Cunrado, Werinharii filio* (Lamey, *Acta Academiae Theodoro-Palatinae*, III, 257). — Il est à remarquer, d'après cette généalogie, que le roi Otton-le-Grand, en confiant la Lotharingie à son gendre Conrad, après la mort du duc Henri, fils de Gislebert, et de son tuteur Otton, fils de Ricoin, donnait la charge ducale à un arrière-petit-neveu de Meingaud II.

[499]) Wolfhard, dans les *Miracula Sanctae Walburgis* (*Scriptores*, XV [a], 549) rappelle les pèlerinages au tombeau de la sainte, effectués par *Gisela matrona pernobilis, uxor Burchardi filii Wolochonis comitis, quae antea matrimonio juncta fuerat comiti Megingaudo.* La visite de Gisèle est relatée après des événements de l'an 895. Plus loin il est question d'autres pèlerins: *duo de Thuringia Burchardi comitis milites, Diethardus et Haio* (Ib., XV [a], 551).

pour tenir ce haut poste, y renonçait en faveur de son beau-frère. C'est évidemment à l'influence d'Uta sur le roi, son second époux, qu'il faut attribuer la véritable pluie d'honneurs qui s'abattit sur ses fils et beau-fils du premier lit, surtout après la naissance du fils légitime qu'elle avait donné à son mari, le futur Louis IV (juillet 893).

La femme de Meingaud et de Burchard était — son prénom le montre — d'origine carolingienne, mais ce prénom n'ayant été porté par aucune reine, pouvait être pris par des descendants de princesses, à un degré assez éloigné de la souche. Rien n'autorise donc à l'identifier avec la fille de Lothaire II, veuve, en 885, du normand Godfrid. Celle-ci devint abbesse de Nivelles; elle y résidait le 30 juillet 896, lorsque Arnoul accorde un privilège à la communauté dirigée par sa cousine, *gloriosissimi regis Liutharii filia* [501]); le 26 juillet 898, Zuentebold fils d'Arnoul l'appelle » sa cousine bien aimée « ; elle est encore citée le 20 octobre 906, mais un diplôme du 9 janvier 908 parle d'elle comme si elle n'existait plus [502]).

Au contraire, la femme de Burchard est représentée comme vivant avec son mari en Thuringe et revenant parfois en pèlerinage à la chapelle de Sainte-Walburge à Eichstaedt [503]); lorsque son second mari périt en 909 dans un combat contre les Hongrois [504]) elle partit pour Rome; durant ce long voyage, ses biens furent confisqués à la suite du jugement rendu contre Burchard de Rhétie, qui s'était proclamé duc d'Allemagne et fut, dans son propre mail, arrêté, condamné et exécuté pour félonie, le 23 novembre 912. Le fils homonyme de ce Burchard avait épousé Rélinde *(Regilindis)*, fille de Gisèle, et ce fut le prétexte qui amena la confiscation des domaines de celle-ci.

Plus tard le jeune Burchard se fit reconnaître comme duc d'Allemagne, et la fille qu'il eut de Rélinde, Ida, fut destinée comme épouse par Otton-le-Grand à son propre fils Ludolf. Le 28 avril 926, Burchard périt, en Italie, après avoir marié une autre de ses filles, Berthe, au roi Raoul II de Bourgogne Jurane. Rélinde convolant avec Hermann, fils cadet de Gebhard, duc de Lotharingie, lui porta le duché d'Allemagne.

---

501) Quix, *Geschichte Aachens*, Cod. dipl., p. 5, n. 6.

502) Parisot, *Le Royaume de Lorraine*, pp. 539, 570, 572.

503) Wolfhard, *Miracula Sancte Walburgis*, III, 5; ap. Pertz, *Scriptores*, XV, 549.

504) *909. Burghardus, dux Thuringorum occisus est ab Ungaris* (Cod. Erfurt. ap. Mencken, *Scriptores rerum Germ.*, II, 470). — Les Hongrois surprirent Frisingue le 30 juillet 909 et furent battus par les Bavarois, à Rotte, le 11 août (*Necr. Frising.*, ap. Boehmer, *Fontes*, IV).

Ce que nous savons de l'histoire de cette dynastie nous amène à distinguer bien nettement la veuve de Meingaud et du duc de Thuringe Burchard, de la fille de Lothaire II, et nous nous associons complètement à cet égard aux conclusions négatives de Robert Parisot.

Pour nous, Gisèle, unie à Meingaud et Burchard, n'est autre qu'une petite-fille d'Ebrard, duc de Frioul, et de Gisèle, sœur de Charles-le-Chauve. Elle est héritière de Bérenger I, roi d'Italie, et c'est à ce titre que le mari de Rélinde, Burchard le Jeune d'Allemagne, put entreprendre une expédition au-delà des Alpes et y recruter des partisans. Les prétentions du jeune Burchard seraient, sans une hypothèse de ce genre, tout-à-fait incompréhensibles.

Le frère aîné de Burchard et de Walahon II, *Etienne,* dont nous avons cité plus haut une transaction avec l'abbaye de Fulda, figure dès 880 comme un des partisans du prétendant Hugues, fils de Lothaire II: il exerçait dès 885 une fonction comtale en Lorraine, et, le 18 mai 891, il est qualifié comte du Chaumontois [504]). Nous ne saurions dire, vu le peu de lumières que nous possédons sur l'histoire du *pagus Calmontensis*, s'il avait sur ce comté des droits héréditaires où s'ils lui venaient d'une alliance.

Après le mariage de son frère Burchard avec Gisèle veuve de Meingaud, il se fit l'instrument des vengeances de sa belle-sœur, et Réginon lui attribue la responsabilité du meurtre d'Albéric VI, comte du Blois, l'assassin de Meingaud; ce meurtre qui s'accomplit le 30 novembre 896, resta longtemps impuni; c'est donc qu'on n'en découvrit point l'auteur sur le champ. Nous verrons, en retraçant la vie de Meingaud de Huy, dans quelles conditions tragiques et mystérieuses périt Albéric; et la remarque qui vient d'être faite ne nous sera pas un médiocre appui pour soutenir la véracité de cet épisode du *Roman de saint Meingaud.*

Le temps finit pourtant par dévoiler aux intéressés l'auteur de cet acte de représailles, et Réginon ne fut pas seul à le connaître. La flèche d'un archer-fantôme vint frapper Etienne, en 901, dans des circonstances extraordinaires, et Gisèle dut apprendre avec terreur que le frère de son mari avait payé de sa vie le concours prêté à ses rancœurs. C'est sûrement le remords qui, lorsqu'elle fut libre de ses actes, la conduisit à Rome; les annalistes allemands ne le dissimulent pas, car ils la représentent

504) Boehmer—Muehlbacher, *Regesta Imperii*, n. 1810.

limina Beati Petri principis Apostolorum irreptans, ibique **veniam facinorum suorum** *efflagitans* [505]).

Déjà le même sentiment devait être le mobile qui l'amenait, du vivant de son mari, à venir implorer l'intercession de sainte Walburge.

La manière dont périt Etienne est particulièrement étrange. Le 14 décembre 901 [506]), il se rendait, à la nuit déjà close, sans doute à l'issue d'un festin, dans une de ces tourelles réservées à l'usage domestique, où l'imagination des modernes a voulu voir des oubliettes. Il s'aidait d'une lumière dans ce trajet, sans se douter qu'un ennemi veillait au dehors. Tout d'un coup, alors qu'il se croyait en pleine sûreté, une flèche dirigée d'une main sûre vers le point de mire qui se détachait vint, à travers une fenêtre, lui déchirer mortellement les entrailles.

Ce genre de trépas est à coup sûr, infiniment rare. Aussi, n'hésitons-nous pas à rapprocher le récit de Reginon de celui du moine de Trèves relatant les Miracles de Saint-Maximin, Sigehard [507]).

Cet écrivain nous apprend que le domaine de Weimerskirche, — la paroisse primitive qui comprenait la forteresse de Luxembourg — possession immémoriale de Saint-Maximin de Trèves, en fut distrait lorsque cette abbaye tomba aux mains des laïcs — c'est-à-dire lorsque Arnoul retira aux moines le droit d'élection et conféra le rectorat de Saint-Maximin à Meingaud II. Le premier bénéficiaire de ce démembrement du domaine religieux n'est point nommé; il est représenté comme un personnage puissant, qui vint s'établir à Weimerskirche et y exerça une

---

505) *Annales Alamannici*, ap Pertz, I, 55. — Wiltheim, dans son *Historia Sancti Maximini* (ms. de la Bibl. de Bruxelles, I, 612) a parfaitement compris le rôle instigateur de Gisèle: „*Unde* — dit-il à propos de la parenté d'Etienne et de Burchard, second mari de Gisèle — *elicit quod Stephanus comes Albericum, Megingaudi interfectorem, perimit, id eum fecisse* in gratiam Gisilae, *Megingaudi nuper uxoris, nunc autem* nurus fratris sui. *Ceterum et ipse Stephanus venenata sagitta inter laxandum alveum per fenestram ictus, occubuit, indubio argumento eo usque Megingaudi interemptionem mutuis caedibus, altèrnos invenisse ultores.*"

506) Le *Liber vitae* de Remiremont note à la date du 14 décembre: *Obiit Stephanus comes ex hac luce,* sur un feuillet où cette mention, précédée de celle de l'obit d'*Idda comitissa* (19 novembre) est suivie de cette dernière s'appliquant au duc Gebhard de Lotharingie et au comte Gérard tués le 22 juin 910: *Migravit Gebardus dux de hac luce. Migravit Gerardus comes.* Cette disposition suppose que ces mentions sont successives et s'appliquent à des parents ou alliés (*Neues Archiv*, XIX, 66). *Idda* doit être la première femme de Walahon Ier.

507) Pertz, *Scriptores*, IV, 234.

tyrannie odieuse sur tous ceux qui dépendaient du domaine usurpé. Il ne tarda pas à être miraculeusement puni de ses méfaits envers Saint-Maximin; il donna un jour, ce spectacle affreux *que ses entrailles lui sortaient du corps*, et il expira dans d'horribles souffrances.

Le pieux narrateur ne dit mot de la flèche cause de la blessure; mais ce détail était secondaire à des yeux; car, de toute façon, le genre de mort — inexplicable d'ailleurs sans une cause extérieure — de ce déprédateur lui apparaît comme un châtiment providentiel, et c'est là que réside, à son point de vue, l'intérêt du récit.

Il en a un tout autre pour nous, car il entraîne — si l'on admet, selon toute vraisemblance, l'identité du vengeur de Meingaud et du bénéficiaire de Weimerskirche — de fort intéressantes conséquences.

Il est hors de doute que l'épisode se place dans les toutes premières années du Xe siècle; car l'historien de Saint-Maximin cite, après cet usurpateur, un autre détenteur du même domaine, Bernacre, qui nous est connu par la concession que lui en fit Gislebert, abbé-laïc de Saint-Maximin, en 926. Si Etienne du Chaumontois fut gratifié de ce domaine qui comprenait un lieu fortifié, c'était naturellement à la charge de le défendre, et dès-lors on doit lui attribuer une part dans le rétablissement du *castrum Lucilinburhut*, qui fut, une soixantaine d'années plus tard, acquis par Sifroi Kunuz. En outre, la concession par Meingaud au comte Etienne d'une propriété considérable devait inciter celui-ci à la reconnaissance, et l'on conçoit qu'il ait eu des motifs personnels de rancune contre Albéric, de nature à le rendre docile aux suggestions de Gisèle. L'assassinat par guet-apens est en effet, un acte que la mentalité des hautes classes réprouve, même à cette époque de mœurs plus dures, et pour s'y décider un noble de ce temps-là devait être poussé par de bien violentes passions.

XII.

Le roman de saint Meingaud.

Dans les chapitres qui précèdent, le lecteur a pu suivre les péripéties de la vie du duc Meingaud de Lotharingie, et l'enchaînement des répercussions tragiques de l'attentat dont il fut victime, à l'abbaye de Rettel, le 28 août 892. Instruit de toutes

ces particularités, il sera facile à tout esprit attentif de les comparer au récit que nous allons donner, analyse rigoureuse et complète de la *Vita Meingoldi comitis*, du „roman de saint Meingaud [508])."

Meingaud est un étranger que sa naissance n'a point soumis au droit salique, et pourtant par ses ancêtres, il a dans les veines du noble sang franc [509]).

Arnoul, — celui que le Pape couronna depuis empereur, — alors qu'il n'avait pas encore d'héritier [510]), donna la main de son unique sœur [511]) à un chef qui régnait sur une partie de l'Angleterre, Hugues. Elle en eut un fils, Meingaud; une fille, Adélaïde ou Aélis. Celle-ci épousa un roi de Northumberland, Oswald, qui périt en combattant les païens [512]). Un enfant sortit de cette union, Richard que Meingaud, son oncle, conduisit en Germanie et amena au roi Arnoul, afin qu'il fût élevé à sa cour [513]).

Une dizaine d'années auparavant, un des grands du royaume, le duc Albéric [514]) avait marié sa sœur Geila au comte Guillaume [515]). La dot de Geila devait comprendre de grands biens, mais, usant de duplicité, son frère, après le mariage conclu, refusa les uns et reprit même les autres.

(A suivre.)

---

508) Le texte de cette vie a été donné par les Bollandistes (*Acta Sanctorum Februarii*, II, 192) et dans les *Monumenta Germaniae* (*Scriptores*, *XV a*, 557).

509) Il est „*de nobili prosapia Francorum et Anglorum.* — *Nobili* et non *regali*, la nuance est à retenir. Il est donc issu d'un noble Franc ayant perdu sa nationalité par l'émigration.

510) Il s'agit ici d'Arnoul, roi de Germanie, dont les fils aînés, Zuentebold et Ratold, naquirent alors qu'il n'avait d'autre titre que celui de duc de Bavière.

511) *Unicam germanam*, dit le texte. Cela suppose qu'elle était fille du roi Carloman, mais alors Meingaud aurait été par sa mère, „*de regali prosapia Francorum?*" Il est possible que l'auteur de la *Vita Meingoldi*, écrivant d'après des traditions, ait employé *germana* pour *soror*, sans attacher d'importance à cette nuance; mais plus probablement il entend *prosapia* au sens strict d'*ascendance paternelle de mâle en mâle*. La souche directe de Hugues n'a régné, ni en France, ni en Angleterre.

512) Les Normands du Danemark, qui faisaient au IXe siècle des incursions continuelles en Grande-Bretagne.

513) Le récit commence donc après l'avènement au trône d'Arnoul (novembre 887 ou 13 janvier 888).

514) *Dux Albricus, de optimatibus palatii . . . homo animi ferocis.*

515) Du contexte et des traditions relatées dans les gloses du manuscrit de Gilles d'Orval, dont nous parlerons plus loin, il résulte que Guillaume était comte de Huy.

Geschichte des Herzogtums Luxemburg während des achtzehnten Jahrhunderts. [1]

I. Teil.

Von dem Beginn des spanischen Erbfolgekrieges bis zum Regierungsantritt Maria Theresias.

XXXII.

Philipp V. von Anjou.

(1. Nov. 1700 bis 17. Juli 1711.)

1. Die große Allianz. — Es war vorauszusehen, daß die Thronbesteigung Philipps von Anjou neue, schwere Verwicklungen hervorrufen würde. Zwar hatten die meisten Staaten nach einigem Zögern den Enkel Ludwigs XVI. als König von Spanien anerkannt; nur Kaiser Leopold hatte Protest eingelegt und zeigte sich entschlossen, seine Ansprüche auf das spanische Erbe mit den Waffen in der Hand geltend zu machen. Für jeden politisch Einsichtigen war es jedoch klar, daß Wilhelm III. von Oranien, der entschiedenste Gegner der französischen Vormacht, die erste Gelegenheit benützen würde, um eine neue Koalition gegen Frankreich ins Werk zu setzen. Ludwigs XIV. Übermut und unbegreifliche Verblendung sollten ihm dieselbe nur zu bald bieten.

Nach der bereits früher erwähnten Vertreibung der holländischen Besatzungen aus Luxemburg [2] und den anderen niederländischen Barrière-Festungen [3], hatte der König von Frankreich seinen Gesandten d'Avaux nach dem Haag geschickt, um den Unwillen der Generalstaaten zu beschwichtigen und sie von einem feindlichen Vorgehen gegen Frankreich abzuhalten (März 1701). Bald kam es jedoch — offenbar durch Wilhelms III. geheime Einflüsterungen — zu scharfen Auseinandersetzungen zwischen dem französischen Gesandten und

1) Nachstehende Darstellung der Geschichte des Herzogtums Luxemburg während des 18. Jahrhunderts dürfte als Fortsetzung der vor Jahren erschienenen Geschichte des Luxemburger Landes von Dr. Joh. Schœtter dienen.

2) Vgl. Schœtter, Geschichte des Luxemburger Landes, S. 520, und die von Dr. Peters herausgegebene Chronik des Sébastien-François de Blanchart du Châtelet. Publ. de la Sect. hist. de l'Inst., vol. XLVI, p. 173.

3) Namür, Charleroi, Mons, Audenarde und Nieuport. Holland hielt diese Festungen besetzt, kraft des Friedens von Ryswick.

den holländischen Delegierten. Diese forderten, außer einer billigen Entschädigung für Kaiser Leopold, unverzügliche Räumung der spanischen Niederlande von den französischen Truppen, das Besatzungsrecht in Luxemburg, Namür, Mons, Charleroi, Venloo und mehreren kleineren Festungen, und für England das Besatzungsrecht in Ostende und Nieuport.

Ludwig XIV. schlug nicht nur diese Forderungen rundweg ab, sondern er fügte bald nachher eine schwere Beleidigung für Wilhelm III. und die englische Nation hinzu. Trotz seiner im Frieden von Ryswick eingegangenen Verpflichtung, erkannte er nämlich nach dem am 16. September 1701 erfolgten Tode des seit 1688 aus England vertriebenen Königs, Jakobs II., dessen Sohn als König von Großbritannien und Irland an. Dies rief in England, wo bisher die Friedensliebe alle anderen Erwägungen überwogen hatte, einen Sturm nationaler Entrüstung hervor, und das neu einberufene Parlament billigte sofort den Anschluß an die „große Allianz", welche Holland und Wilhelm III. kurz vorher (7. Sept.) im Haag mit Kaiser Leopold geschlossen hatten. Die drei Mächte verpflichteten sich, alle Kräfte aufzubieten, um Belgien zu erobern, welches zwischen Holland und Frankreich eine Barrière bilden sollte; keiner der Verbündeten sollte ferner ohne den anderen mit Frankreich unterhandeln, noch die Waffen niederlegen, ohne daß hinreichende Maßregeln getroffen würden, um die Vereinigung Frankreichs und Spaniens unter e i n e m Oberhaupte zu verhindern.

Der allgemeine Krieg war somit unvermeidlich geworden. Während auch Dänemark und der neue König von Preußen, Friedrich I. [1]), sowie die meisten deutschen Reichsfürsten der Haager Allianz beitraten, gelang es Ludwig XIV. durch glänzende Verheißungen die Kurfürsten von Bayern, Maximilian Emanuel, und dessen Bruder, den Erzbischof von Köln, auf seine Seite zu ziehen. Bereits am 9. März 1701 hatte Maximilian Emanuel einen geheimen Vertrag mit Frankreich geschlossen, worin er versprach, 15,000 Mann gegen Österreich ins Feld zu stellen und französische Truppen in Bayern aufzunehmen. Dagegen bestätigten ihm Ludwig XIV. und dessen Enkel, Philipp V., die Statthalterschaft in den spanischen Niederlanden und verpflichteten sie sich, keinen Frieden zu schließen ohne Inbegriff der beiden Kurfürsten und ihre Einsetzung in ihre

1) Durch den sog. Krontraktat (16. Nov. 1700) verlieh Kaiser Leopold dem Kurfürsten von Brandenburg, Friedrich III., den Königstitel, wogegen dieser versprach, im Kriege mit Frankreich, wegen des spanischen Erbes, 8000 Mann auf eigene Kosten zu stellen.

Länder und Würden, falls sie durch das Verhängnis des Krieges ihrer verlustig gehen sollten [1]).

Eine Weile konnte Ludwig die Hoffnung hegen, die gegen ihn gerichtete große Allianz werde wieder zusammenbrechen mit dem Tode desjenigen, der sie ins Leben gerufen. Wilhelm III. starb nämlich schon am 19. März 1702, infolge eines Sturzes mit dem Pferde. Sein Tod änderte jedoch nichts an der politischen Konjunktur, da seine Schwägerin, Anna Stuart, die ihm in England folgte, an dem Bündnisse mit dem Kaiser und Holland festhielt.

2. Der spanische Erbfolgekrieg. — Inzwischen hatte der blutige Kampf, den man den „spanischen Erbfolgekrieg" nennt, in Oberitalien bereits begonnen. An der Spitze der kaiserlichen Truppen hatte Prinz Eugen von Savoyen die Alpen überschritten und die Franzosen zweimal nacheinander bei Carpi (9. Juli) und Chieri (1. Sept. 1701) geschlagen. Diese Erfolge ermunterten die Verbündeten des Kaisers, gleichfalls in die Schranken zu treten. Am 15. März 1702 erfolgte Hollands und Englands Kriegserklärung gegen Frankreich, und so wurde der Krieg ein allgemeiner. Ludwig XIV. setzte, wie Weiß sagt, seine ganze Monarchie auf einen Wurf, aber dieser konnte auch gut ausfallen. Luxemburg und Belgien waren die Vormauer Frankreichs im Norden; Köln deckte es in der Flanke; der Rhein und Bayern schützten es im Osten, während Spanien im Südwesten gewißermaßen ein französischer Vasallenstaat geworden war. Frankreich hatte 400,000 Mann unter den Waffen: ein Geist, ein Wille leitete sie. Die Verbündeten dagegen hatten 300,000 Mann auf dem Papier; und wie war hier alles unsicher und schwankend, in Holland abhängig von der Einwilligung der Generalstaaten und ihrer Felddeputierten, in England von den Abstimmungen des Parlamentes [2]).

Ende Juni 1702 eröffnete der Oberbefehlshaber der anglo-niederländischen Landmacht, John Churchill, Graf (später Herzog) von Marlborough, den Feldzug in den spanischen Niederlanden; allein seine Bemühungen, die Franzosen unter Boufflers zu einer Entscheidungsschlacht zu nötigen, fanden Widerspruch bei den Holländern, die nur von dem weniger gewagten Festungskrieg etwas hören wollten. Er mußte mithin sich begnügen, drei Maasfestungen zu nehmen, darunter Venloo, dann das wichtige Lüttich, wodurch die Verbindung der Franzosen mit Köln abgeschnitten war (31. Okt.) Wäh-

1) Der Vertrag bei Martens, Supplement.

2) Weiss, Weltgeschichte, S. 686.

rend die Verbündeten sich am untern Lauf der Maas festsetzten, begannen auch die Feindseligkeiten in unserer unmittelbaren Nähe durch einen Vorstoß der Franzosen gegen das Kurfürstentum Trier. Der Kurfürst von Trier war nämlich der großen Allianz durch Vertrag vom 8. Mai 1702 mit der Königin Anna von England und der holländischen Republik beigetreten. Am 26. Oktober rückte Marschall Tallard mit 15,000 Mann von Luxemburg aus gegen Trier und besetzte die Stadt ohne Schwertstreich. Acht Tage später wurde auch das befestigte Trarbach zur Übergabe gezwungen. Die Einnahme dieser beiden Plätze konnte indessen den Verlust Lüttichs und der anderen Maasfestungen nicht aufwiegen.

3. Neugestaltung der Zentralregierung. — Obgleich unser Land von dem nunmehr entfesselten Kriegssturme nicht unmittelbar getroffen wurde, so fühlte es um so mehr die denselben begleitenden Kalamitäten. Nur wer sich den dreißigjährigen Krieg vergegenwärtigt mit seinem Gefolge von Jammer, Not und Elend, vermag auch zu erfassen, welche Entbehrungen, Drangsale und Leiden unsere Vorfahren während der zehnjährigen Herrschaft Philipps V. zu ertragen hatten. Anspannung der Steuerkraft des Volkes bis zur äußersten Grenze, Verletzung der althergebrachten Freiheiten und Rechte, gänzliche Vernachlässigung der materiellen und moralischen Interessen des Landes bilden die Signatur und das Fazit dieser Regierung.

Der tatsächliche Beherrscher der spanischen Niederlande war Ludwig XIV. [1]); sein Wille allein war maßgebend, und so darf es uns nicht wundern, wenn die damals in Frankreich bestehende Regierungsform und zentralistische Verwaltung jetzt auch in den niederländischen Provinzen eingeführt wurde. Der hohe Rat von Flandern in Madrid (Conseil Suprême) ward aufgehoben, desgleichen die drei durch Karl V. errichteten Kollateralräte, [2]), und die Befugnisse derselben wurden einer einzigen Behörde, dem sogenannten königlichen Rate (Conseil du roi) übertragen, an dessen Spitze der Oberstatthalter stand und der aus sechs Mitgliedern [3]) und

1) Das Verwaltungsregulativ vom 2. Juni 1702 befiehlt ausdrücklich dem General-Gouverneur und seinem Stellvertreter, dem königlichen Rate, den Landständen, Gerichtshöfen, städtischen Obrigkeiten und allen Beamten und Untertanen der spanischen Niederlande „d'obéir et d'exécuter, faire obéir et exécuter tout ce que le roi très chrétien disposerait et ordonnerait dans toutes les affaires de guerre, justice, police et finance, sans aucune exception ni réserve."

2) Der Staatsrat, der geheime Rat und der Finanzrat; sie waren ad latus principis, daher ihr Name.

3) Nämlich aus vier Ministern, einem Oberintendanten der Finanzen, der zugleich Kriegsminister war, und einem General-Prokurator.

einem Sekretär zusammengesetzt war [1]). Auch die bisher bestehenden zwei Rechnungskammern wurden in eine einzige Kammer vereinigt. [2])

Da Maximilian Emanuel bereits im März 1701 die Niederlande verlassen hatte [3]), um sein Stammland Bayern gegen einen eventuellen Angriff seitens Österreichs zu schützen, so wurde der Marquis von Bedmar, ein Spanier, mit der zeitweiligen Vertretung desselben beauftragt [4]). Die Seele der neuen Regierung war aber eigentlich Johann von Bronchoven, Graf von Bergeyck, ein ebenso geriebener als ehrgeiziger Staatsmann, der zugleich Oberintendant der Finanzen und Kriegsminister war und sich alle Mühe gab, durch List und Gewalt seine Landsleute unter das französische Joch zu bringen.

4. Einführung der Militär-Konskription. Das luxemburgische Regiment Montfort. — Eine der ersten Sorgen der neuen Regierung war, die in den Niederlanden stehenden Truppen zu verstärken und zu reorganisieren. Bisher waren die sogenannten wallonischen Regimenter stets durch Werbung von Freiwilligen rekrutiert worden; die in Frankreich übliche zwangsweise Aushebung der Rekruten oder Konskription war im Herzogtum Luxemburg, eben sowie in den andern niederländischen Provinzen, unbekannt. Bereits am 17. Januar 1701 verordnete die Regierung die Aushebung und Ausrüstung von 49 Bataillonen

[1]) Die Einsetzungs-Urkunde ist datiert vom 2. Juni 1702. (Vgl. Ordonnances, t. II. 33'—395.

[2]) Die Hauptrechnungskammer hatte in ihrem Ressort die Provinzen Flandern, Hennegau, Namür und Mecheln; die zweite, Brabant, Limburg, Geldern und Luxemburg.

[3]) Er verließ Brüssel, am 22. März. Tags vorher ließ er den Ständen und obersten Gerichtsbehörden folgendes Schreiben Ludwigs XIV. zustellen: „Mon frère, votre longue absence hors de vos états ne me laisse pas lieu de douter que votre retour n'y soit absolument nécessaire dans la conjoncture présente. Il ne serait pas juste que votre bonne conduite dans le gouvernement des Pays-Bas et les services que vous y rendez au roi, mon petit-fils, vous fissent abandonner le soin de vos propres affaires. Comme elles vous obligent à partir, avant que vous receviez ses lettres, je puis vous assurer, en son nom, qu'il approuvera que vous remettiez le commandement général au marquis de Bedmar, pour l'exercer en qualité de gouverneur-général des armes jusqu'à votre retour. Vous le réglerez pour le temps que vous croirez que vos affaires pourront vous le permettre et vous y reviendrez aussitôt que vous le jugerez à propos." (Vgl. Gachard, Documents inédits, III 208.)

[4]) Don Isidoro de la Cueba y Benavides, Marquis von Bedmar, war bereits Oberbefehlshaber der spanischen Truppen in den Niederlanden während der Regierung Karls II. Er zeigte in allem die größte Unterwürfigkeit gegen Ludwig XIV.

Infanterie und 46 Schwadronen Kavallerie und bestimmte zugleich die Verteilung der zu stellenden Mannschaften auf die einzelnen Provinzen, nach Maßgabe der Zahl ihrer Bevölkerung [1]). Diese Maßregel rief begreiflicherweise eine große Aufregung und Unzufriedenheit in allen Teilen des Landes hervor. Die meisten Provinzen protestierten und beriefen sich auf ihre verbrieften Freiheiten und Vorrechte. Zur Zeit der spanischen Herrschaft hätten diese Proteste sowie die drohende Haltung der Bevölkerung die Regierung stutzig gemacht; Ludwig XIV. war über solche Schwächen erhaben. Viele jungen Leute entflohen ins Ausland, um sich der Militärpflicht zu entziehen. Der Marquis von Bedmar ließ daher verkünden, daß alle diejenigen, welche durch das Los bezeichnet worden und sich nicht innerhalb acht Tagen einstellten, als Deserteure betrachtet und von dem Kriegsgericht als solche verurteilt würden [2]). Zwei andere Verordnungen untersagten die Anwerbung von Soldaten in den spanischen Niederlanden für den Dienst fremder Fürsten [3]) und befahlen allen niederländischen Untertanen Philipps V., welche in ausländischen Armeen dienten, sofort zurückzukehren, sei es mit oder ohne Urlaub [4]).

Unstreitig eines der schönsten und tapfersten Regimenter, welche damals in den Niederlanden ausgehoben wurden, war das luxemburgische Regiment Montfort [5]). Dasselbe war zusammengesetzt aus zwölf Kompagnien von je 100 Mann, die Chargierten und Spielleute nicht einbegriffen, und stand unter dem Kommando des Grafen von Montfort. Die Offiziere waren größtenteils luxemburgische Edelleute. Wie wir aus einem Vertrag entnehmen, den der Gouverneur der Provinz, Friedrich von Elter, am 12. März 1701, mit einem limburgischen Kaufmann, Namens Arnold Roemer, abschloß, bestand die Uniform des Regiments aus einem dunkelroten Waffenrock (juste au corps) mit blauen Umschlägen und blanken Zinnknöpfen, einem blauen Wams (veste), blauen Kniehosen und einem breitkrämpigen Filzhut. Die Montierung der Spielleute war in

1) Vgl. Ordonnances des Pays-Bas autrichiens, p. 7. — Jedes Bataillon sollte aus 650 Mann, jede Schwadron aus 140 Pferden bestehen. Das Herzogtum Luxemburg mußte 1200, Brabant 1800, Flandern 3250, Namür 300 Mann stellen.

2) Vgl. Ordonnances, t. I, p. 185. — Verordnung vom 26. März 1702.

3) Verordnung vom 10. Januar 1701 (ibid. p. 8).

4) Verordnung vom 2. April 1701 (ibid. p. 21).

5) Es ist dies unzweifelhaft das älteste, spezifisch luxemburgische Regiment gewesen und, wie es scheint, wurde es als erstes damals in den Niederlanden ausgehoben. Das Aushebungsdekret ist datiert vom 1. Januar 1701.

Bezug auf den Schnitt dieselbe, der Farbe nach jedoch verschieden: der Waffenrock grün mit Kupferknöpfen, das Wams, die Hosen und die Strümpfe rot. Die ganze Lieferung sollte Ende Mai desselben Jahres ausgeführt, die einzelnen Kleidungsstücke zu Luxemburg nach Maß angefertigt werden [1]).

Obgleich nach dem Wortlaut des Dekrets das Regiment Montfort hauptsächlich zur Verteidigung der Festung und des Herzogtums Luxemburg bestimmt war, so befand sich dasselbe meist außerhalb des Landes und kämpfte auf das rühmlichste während der ganzen Dauer des Krieges, am Rhein, in Bayern, in Belgien und in Spanien.

5. Neue Steuern. — Diese bedeutenden Truppenaushebungen und ausgedehnten Rüstungen verschlangen riesige Summen. Bald reichte der Ertrag der gewöhnlichen Steuern nicht mehr aus, und die Regierung sah sich genötigt, außerordentliche Einnahmequellen zu eröffnen. Neue Brücken- und Chausseegelder wurden eingeführt, die Eingangszölle auf Wein, Salz und sonstige Verbrauchsartikel erhöht; man schuf neue Ämter, man verkaufte Adelsbriefe und Titel, man veräußerte einen Teil der Staatsdomänen; endlich wurde durch Dekret vom 16. Januar 1703 der Gebrauch des Stempelpapiers bei allen gerichtlichen und notariellen Akten und Renten-Quittungen vorgeschrieben. [2])

Diese ungewohnte, höchst lästige Steuer erregte überall Unwillen und Widerspruch. Mit Recht wiesen die Luxemburger Stände darauf hin, daß eines ihrer wichtigsten Rechte, nämlich die Bewilligung der Steuern, mit Füßen getreten werde, ein Recht, das bisher keiner der Vorgänger Philipps V. selbst in Fällen dringendster Not mißachtet habe: alle Vorstellungen, alle Reklamationen blieben fruchtlos. [3]) Graf Bergeyck war nicht der Mann, über die Zwirnsfäden ständischer Privilegien zu stolpern. [4])

Die Aufregung wuchs, als der Minister selbst nach Luxemburg kam,

---

1) Die Uniform des gemeinen Soldaten war zu 35 Gulden, die des Sergeanten zu 42, die Gesamtlieferung zu 43663 Gulden veranschlagt. Diese Summe sollte in drei Terminen durch den Generaleinnehmer der Provinz Luxemburg, Hrn. de Neunhäuser, an Hrn. Roemer gezahlt werden.

2) Vgl. Ordonnances, t. I, p. 328.

3) Zu ihrer Rechtfertigung schützten Bergeyck und Bedmar vor, die Steuer bestehe überall, in allen benachbarten Ländern, und verstoße keineswegs gegen die „sogenannten Vorrechte" der Stände des Herzogtums Luxemburg (Dekret des Marquis von Bedmar vom 5. Mai 1703).

4) Die Steuer wurde erst 1711 durch den Kurfürsten von Bayern gegen Zahlung einer jährlichen Globalsumme von 15000 Gulden aufgehoben.

um die Einführung der Steuer persönlich zu überwachen. Die erbitterte Volksmenge rottete sich zusammen, überfiel dessen Kutsche und zerschlug dieselbe in Stücke. Glücklicherweise war sie leer, und so entging der Minister den ihm zugedachten groben Mißhandlungen. Er rächte sich dafür, wie man behauptet, indem er die Steuersätze im Herzogtum Luxemburg höher normierte als in den übrigen Provinzen. [1])

Im Zusammenhang mit der Einführung dieser Steuer stand auch die Ernennung königlicher Steuer-Einnehmer und -Kontrolleure. Durch Dekret vom 18. Juni 1704 wurden im Herzogtum Luxemburg acht solcher erblicher Steuer-Einnehmer (receveurs particuliers des aides) eingesetzt und zwar in Luxemburg, Arlon, Echternach, Vianden, La Roche, Marche, Neufchâteau und Virton. Je nach der Höhe ihrer Einnahmen mußten diese Beamten mehr oder minder beträchtliche Summen als Vorschuß und Kaution an den Fiskus zahlen.

Die Erbitterung, welche die Stempelsteuer im Luxemburger Lande hervorgerufen, war noch nicht verschwunden, als eine neue Verordnung dieselbe noch vermehrte. Durch Dekret vom 20. Juni 1704 wurden alle Notare kurzerhand ihres Amtes enthoben, unter dem Vorwand, die zu große Anzahl derselben, in den Städten sowohl als auf dem flachen Lande, die Leichtigkeit, mit der sie zu ihrem wichtigen und verantwortungsvollen Amte gelangten, und die Fahrlässigkeit, welche viele von ihnen in ihren Funktionen bekundeten, sei für die Untertanen des Königs die Quelle schwerer Schäden [2]). Dasselbe Dekret verordnete die Einsetzung von 46 königlichen und erblichen Notaren, und zwar 6 in der Stadt Luxemburg und 40 in der Provinz. Der wirkliche Grund, welcher die Brüsseler Regierung zu dieser Willkür-Maßregel veranlaßt hatte, war wohl die Hoffnung, durch den Verkauf dieser Ämter dem Fiskus beträchtliche Summen zuzuführen. Um möglichst hohe Preise zu erzielen, stellte man den Ankäufern zahlreiche Vorteile in Aussicht: sie sollten frei sein von allen Einquartierungen, kommunalen Abgaben, Accisen, Zöllen und sonstigen Steuern der Provinz, Stadt oder Ortschaft, die sie bewohnten; zudem waren sie ermächtigt, außer den gewöhnlichen Gebühren eine Spezialtaxe von drei Patards (Sous) für jeden ausgefertigten Akt zu beziehen [3]).

1) Je nach der Natur und Bedeutung der Sache beliefen die Gebühren sich von 4 Sols bis 12 Gulden. Vgl. die oben erwähnte Chronik des Sebastien Blanchart du Châtelet.

2) Vgl. Gachard l. c. — Die Verordnung spricht von „actes mal conçus et exprimés“ und von „égarement des protocoles et des minutes“.

3) Edikt vom 20. Juni 1704. Vgl. Ordonnances, I, 534.

Die Stände protestierten vergeblich gegen diese Verordnungen; vergebens hoben sie hervor, daß nach den Gebräuchen und Gesetzen des Landes ein Notar nur dann rechtsgültig seines Amtes enthoben werden könne, wenn er sich Unterschlagungen oder anderer straffälliger Handlungen schuldig gemacht habe; ferner, daß die den neuen Notaren verliehene Steuer-Immunität eine Verminderung der Einnahmen der Provinz und der einzelnen Ortschaften, in denen sie residierten, nach sich ziehen würde; daß endlich, infolge dieser Verordnung, es den Landleuten nicht mehr frei stehe, ihre letztwilligen Verfügungen vor den Pfarrern und ihren Vikaren kund zu geben. Bedmar und Bergeyck nahmen keine Notiz von diesen Vorstellungen; sie waren nur darauf bedacht per fas et nefas den leeren Staatssäckel zu füllen. (Fortsetzung folgt.)

LES ANCIENS DYNASTES
D'ESCH-SUR-LA-SÛRE

par

Jules VANNÉRUS.

(Quarante-septième article.)

Huitième de Bourscheid.

Catherine de Brandenbourg, fille de Jean et de Florse de Mersch, apporta à son mari Bernard de Bourscheid la moitié du quart de Brandenbourg à Esch, c'est-à-dire la part que nous appellerons le „huitième de Bourscheid."

Fils aîné de Bernard, sgr. de Bourscheid, et de Marguerite d'Autel, Bernard II, dit le jeune, est mentionné pour la première fois le 7 mai 1426 [1]), puis le 17 septembre 1432 [2]); il l'est ensuite fort fréquemment, car il joua un rôle assez considérable dans les événements de son époque. Comme lui-même n'intervient jamais à Esch et que son fils aîné, Jean, détenait la part de sa mère dans cette terre dès 1443, je dirai simplement ici qu'il ne succéda à son père (qui vivait encore le 27 octobre 1451) que peu avant le 25 août 1454; dès le 20 février 1450, cependant, il avait obtenu le château de Bourscheid avec ses dépendances, au partage réglé par son père entre ses six fils [3]). Il mourut, fort âgé, comme son père, entre le 15 février et le 23 mars 1474.

[1]) *Table* de W.-P., t. 26, p. 32, n° 136.

[2]) *Arch. de Reinach*, n° 2229, d'après une copie défectueuse, avec la date de 1492.

[3]) *Table* de W.-P., 1874, n° 228, pp. 89—90.

Le Huitième de Bolland en la terre d'Esch de 1437 à 1679.

Agnès de Brandenbourg (1429—1448),
Apporte un huitième d'Esch à son mari Guillaume de Bolland, sgr. de Rollé (1429—1462).

Henri de Bolland, sgr. de Rollé et d'Esch (1466—1470), † avant févr. 1474.

Georges de Bolland dit de Rollé, sgr. à Fischbach et à Esch (oct. 1494 — sept. 1527), † avant juin 1530.

Marguerite de Bolland, dame à Esch (citée 1464), Ép. avant le 24 févr. 1452 François d'Orne, cité depuis 1435, † après avril 1466, sans postérité ; co-sgr. à Esch (1452—1466).

Marie de Bolland, dame à Esch (citée 1463). Ép. Jean d'Orley, sgr. de Beaufort, chevalier, cité de nov. 1457 à oct. 1490, co-sgr. à Esch (1462—1490).

Bernard de Bolland de Rollé, fils d'Esch (juillet 1527), sgr. à Esch (1530—1536). Hérite la part d'Esch de son frère Jean en 1550 ; † avant le 13 mars 1553.

Jean-Paul de Bolland, enfant unique, sgr. à Esch, (1559—1565), † sans enfants en 1569 ou 1570.

Jean de Bolland dit de Rollé, obtient la part d'Esch en 1535. Non marié ; † en juillet ou août 1550.

Françoise de Bolland (avril 1521 — avril 1548). Ép. Clément d'Orley, † 1er sept. 1539.

Bernard d'Orley, (1548 — oct. 1591), sgr. d'un huitième d'Esch. N'eut que deux filles.

Marguerite d'Orley, dame à Esch (citée jusqu'en 1503). Ép. Engelbert Hurth de Schönecken, co-sgr. à Esch (1468—1502), † sans enfants après mai 1511.
Leur part d'Esch passe aux Velbrück, puis fait retour à la branche de Bolland.

Anne-Catherine d'Orley. Ép. en févr. 1589 Franç.-Christ. de Gondersdorf, sgr. d'Esch de février 1589 à nov. 1595.

Elisabeth d'Orley, dame à Esch (1595—1635). Ép. Jean-Martin de Wachenheim (1595—1619).

Anne-Christine de Wachenheim, dame d'un huitième d'Esch (1642—1645).
Ép. Christophe d'Esch à Sehlem (1642—1645), † avant juin 1664.

Anne-Sybille d'Esch, vend avec sa fille Julienne-Elisabeth de Kuettner, et les enfants de sa sœur de Kellenbach, le huitième d'Esch, en 1679, à Ph.-Al. du Bost-Moulin, qui réunit cette part à la „moitié de Rodemacher“ qu'il possédait.

Anne-Marguerite d'Esch, Ép. Philippe-Henri de Kellenbach.

Quant à son épouse, Catherine de Brandenbourg, qu'il dut épouser vers 1425 au plus tard, elle semble être morte fort jeune, déjà avant le 23 juin 1437, jour où ce sont les enfants de Bernard et de Catherine qui interviennent à propos de fiefs tenus de l'abbé de St. Pantaléon de Cologne et provenant des Brenner; dans la suite, elle n'apparaît plus dans aucun document, alors que les 24 mars 1438, 1er avril 1438, 29 juillet 1442, 4 mars 1448, etc., ce sont toujours ses enfants qui figurent dans les documents relatifs aux biens laissés par son père, Jean de Brandenbourg [1]).

De ces enfants, l'aîné était Jean, qui prit possession du vivant de son père encore de la part revenant à Catherine de Brandenbourg dans la terre d'Esch. Il apparaît pour la première fois en 1443, dans l'énumération des nobles ayant pris part aux luttes qui marquèrent la conquête du Luxembourg par le duc de Bourgogne; il y est désigné comme: „Johan, elste sonne zw Burschidtt, ein her zu Esche" [2]). Le 7 janvier 1444, Jean de *Burschcit*, neveu de Guill. de Bolland et d'Agnès de Brandenbourg, se porte caution pour ces époux; le 5 juillet suivant, Jean de Bourscheid le jeune fait avec Guill. de Bolland une déclaration relative au château de Malberg; le 7 février 1445, avec le même Guillaume et Frédéric de Brandenbourg, Jean de Bourscheid, sgr. d'Esch, vend la cense de Schonenburg près Oberlahnstein [3]).

Ces biens de la région d'Oberlahnstein, provenant des Brenner, donnèrent lieu à des actes des 23 et 24 novembre 1445, où Jean de Bourscheid, sgr. à Esch, figure encore avec les sires de Clervaux et de Rollé. Le 26 décembre 1445, dans des circonstances analogues, Jean de Bourscheid et ses frères et sœurs interviennent pour un quart [4]).

Sans nous attarder à énumérer ici les nombreux actes qui parlent de Jean de Bourscheid, sgr. à Esch, fils aîné de Bernard II, jusqu'au 15 février 1474 [5]), signalons rapidement les circonstances dans lesquelles il intervient comme co-seigneur à Esch.

Le 24 février 1445, Jean, fils aîné de Bernard de Bourscheid,

---

1) *Arch. de Clerv.*, nos 857, 866, 867 et 947; etc.

2) *Table* de W.-P., t. 28, pp. 187—189.

3) *Arch. de Clervaux*, nos 903, 909 et 912.

4) *Ibidem*, nos 923, 924 et 925.

5) *Table* de W.-P., 1880, p. 118, no 466. Il est cité comme chevalier à partir du 9 février 1458 (*Ibid.*, 1876, p. 13, no 13).

scelle, avec Guillaume de Bolland et d'autres, l'acte de la vente d'une cense sise à Esch [1]).

Le 25 avril 1447, *Juncker Johan van Bourscheit, ein herr zu Esch,* scelle en qualité de seigneur féodal, avec le *Juncker Wilhelm von Bolandt, herr zu Raley,* une charte relative à des terres *(achtten undt feldt)* sises entre Schieren et Ettelbruck [2]); le 26 mai 1450, lesdits Guillaume et Jean sont mentionnés comme seigneurs féodaux de la maison de Wilwerwiltz, dans l'acte par lequel Hermann et Georges de Brandenbourg, dits de Wilwerwiltz, vendent à Bernard, fils aîné de Bourscheid, leurs droits sur cette maison [3]), et le 24 février 1452, ils figurent parmi les co-seigneurs d'Esch dans deux actes relatifs au *burgfrieden* de cette seigneurie; le 12 juillet suivant, Jean scelle l'acte par lequel Agnès de Bodange, veuve de Jean de Wiltz dit Rotart, permet à Frédéric de Brandenbourg, sgr. de Clervaux, de dégager d'entre ses mains la cour de Mecher et la dîme d'Eschdorf; le 8 janvier 1456, comme seigneur féodal, il scelle un acte par lequel Thierry de Brandenbourg, sire de Stolzembourg, et son épouse vendent à leur beau-frère et oncle, Bernard, sgr. de Bourscheid, leurs biens d'Oberfeulen et de Heiderscheid [4]).

Le 23 mars 1458, Georges et Hermann de Brandenbourg, dits de Wilwerwiltz, vendent à Guill. de Bolland, sire de Rollé, un jardin sis à Esch et mouvant en fief de Jean de Bourscheid, comme détenteur de la seigneurie de Brandenbourg à Esch [5]). Le 13 avril 1466, Jean, fils aîné de Bourscheid, figure parmi les co-seigneurs d'Esch, lorsqu'ils choisirent leur co-seigneur, Frédéric de Brandenbourg, sire de Clervaux, comme baumaître du château d'Esch, pour l'année à venir [6]).

Bien que son père ne mourût qu'en février ou en mars 1474, il est à noter cependant que Jean apparaît avec la qualification de seigneur de Bourscheid le 10 juin 1471 [7]); il faut donc croire que son père lui avait, déjà alors, en raison de sa grande vieillesse, cédé l'administration de sa terre de Bourscheid.

Bernard II ne vivait plus au 23 mars 1474, jour où le justicier des nobles mande à deux échevins d'Arlon de mettre Jean,

---

1) *Arch. de Clerv.*, nº 932.

2) Fonds Vannérus, aux Arch. de la Section Hist. de Luxbg.; copie simple.

3) *Table* de W.-P., 1874, p. 96, nº 242.

4) *Arch. de Clerv.*, nos 1004, 1005, 1008 et 1035.

5) *Arch. de Marches de Guirsch*, I, nº 69 (1878).

6) *Arch. de Clerv.*, nº 1214.

7) *Arch. de Reinach*, nos 1776 et 1943 à 1945.

sgr. de Bourscheid, en possession d'un quart des dimes de Stockem-lez-Arlon, lui échu par le décès de Cath. de Brandenbourg, sa mère, et détenu sans droit par Thierry de Strainchamps; ce mandement fut exécuté le 4 avril suivant. Dès le 8 avril 1474, Jean donna en fief, à sire Gilles de Busleyden, ce quart de dimes, qui dépendait de la seigneurie de Mersch [1]).

Jean de Bourscheid ne devait plus vivre longtemps, car le 29 juillet 1476, l'archevêque de Trèves donna en fief à Hermann Boos de Waldeck, son conseiller et maréchal, l'avouerie de Kinheim, ainsi que les hommes, dîmes et patronage de Sulm et de Ryle, biens devenus vacants par le décès de Jean de Bourscheid et de Simon de Berncastel [2]).

De son épouse, Catherine de Cröf, fille de Jean de Cröf et de Lyse de Malberg, Jean de Bourscheid eut trois enfants: Bernard (III), Wilhelmine et Marie de Bourscheid.

Bernard III, seigneur de Bourscheid, épousa par contrat du 16 juin 1478 Elisabeth d'Autel, fille de Göbel Ier, seigneur d'Autel et de Sterpenich, et d'Élisabeth Hurth de Schönecken [3]), devint justicier des nobles du duché et mourut le 17 mars 1512 sans laisser de descendance légitime.

A Esch, nous le rencontrons deux fois: le 24 juin 1495, Bernard, sgr. de Bourscheid et d'Esch, donne différents biens en fief à Bernard, fils de Thierry d'Einsslingen; le 9 mai 1507, avec son épouse, il reconnaît devoir à Godart de Wasserluisch et à sa femme, demeurant à Esch, 183 petits fl., pour lesquels il assigne une rente annuelle de 5 fl. sur leur village de Hoscheid et la moitié de la dime de Heiderscheid [4]).

Élisabeth d'Autel survécut à son mari jusqu'au 4 février 1516 au moins, mais elle ne détenait plus alors Bourscheid, en vertu d'arrangements que nous aurons à signaler ultérieurement.

Il nous faut en effet, pour ne pas trop intervertir l'ordre chronologique et généalogique des possesseurs du huitième de Bourscheid à Esch, parler ici d'une Catherine de Bourscheid, dame d'Eltz, et de son fils Jean, qui figurent parmi les coseigneurs d'Esch du 24 août 1479 au 25 septembre 1527.

Le 24 août 1479, donc, Catherine de Bourscheid, veuve,

1) *Arch. de Marches de Guirsch*, nos 97 et 99; *Table* de W.-P., 1880, pp. 120 et 121, nos 476 et 479.

2) *Table* de W.-P., 1880, p. 179, no 755, d'après les arch. de Coblence.

3) *Ibid.*, 1882, p 50, no 142.

4) N. van Werveke, *Documents* . . ., t. 40, no 24, p. 431. — Arch. Sect. Histor., Chartes, XI, 13 (anal. van Werveke).

dame d'Esch-sur-la-Sûre, et Bernard, son fils aîné, sgr. d'Eltz, reconnaissent devoir au couvent du St. Esprit à Luxembourg, dont ils ont reçu 100 fl., une rente annuelle de 5 fl. à 32 gros de Luxembourg pièce, sur leurs revenus de la mairie de Fentange près Hespérange, ou, à défaut de ceux-ci, sur ceux de Steinbrücken.

Le 4 septembre 1479 suivant, ladite Catherine, dame à Esch-sur-la-Sûre, déclare que feu son mari Lentzin von Eltz a été enterré au couvent du St. Esprit et qu'on y a célébré ses obsèques; elle donne en conséquence au dit couvent une rente d'un fl. à 32 gros de Luxembourg, à lever sur ses rentes de Fentange. Bernard, sgr. d'Eltz, son fils, et Thierri d'Autel, sgr. de Hollenfels, scellent cet acte [1]).

Cette Catherine de Bourscheid ne peut être qu'une fille de Bernard II et de Catherine de Brandenbourg. En l'absence de documents nous renseignant cette filiation en termes exprès, plusieurs circonstances doivent nous la faire admettre: c'est, d'abord, l'identité de son propre prénom et de celui de son fils Bernard, avec ceux de Bernard II et de son épouse; c'est, ensuite, la possession d'une part d'Esch par une dame de la maison de Bourscheid, ce qui doit certainement nous la faire rattacher à Bernard II, auquel son épouse avait apporté un huitième de la seigneurie d'Esch.

Enfin, le synchronisme des dates et certains arrangements de famille nous obligent à considérer Catherine comme fille de Bernard II. C'est ainsi que le 30 janvier 1456 n. st. Catherine de Bourscheid apparaît avec son mari *Lanslait* (= Lancelot), sgr. d'Eltz, dans un acte où ils qualifient de beau-frère et neveu Frédéric de Brandenbourg, sgr. de Clervaux. Le 27 janvier 1457 n. st., un accord intervint entre Guill. de Bolland, sgr. de Rollé, Frédéric de Brandenbourg, sgr. de Clervaux, et *Lantzlat*, sgr. d'Eltz, au nom de Catherine de Bourscheid, sa femme, d'une part, Godard, sgr. d'(Uden-) Esch, ses fils et les frères Louis et Frédéric Zant, voués au Hamm, d'autre part. Six mois après, encore, au mois de juin 1457, les dits Frédéric, Guillaume et *Lantzlat* (ce dernier au nom de son épouse), d'une part, Godard, ses fils et les frères Zant, d'autre, partagent des cens et rentes à Kern, *in dem nassen Kirspel*, etc. [1]).

Or, en mai 1408, nous voyons le beau-père de Bernard II,

3) *Table* de W.-P., 1881, pp. 84 et 85, nos 232 et 235.

1) *Arch. de Clervaux*, nos 1037, 1056 et 1062.

Jean de Brandenbourg, sgr. d'Esch, et Frédéric, son frère, partager avec Frédéric Walpod des récoltes en dépôt à Kern (dans le district de Cologne), et le 22 novembre 1440, l'archevêque de Trèves donne en fief à Guillaume de Bolland, sire de Rollé (beau-frère de Bernard II), et à Frédéric de Brandenbourg, fils de Clervaux, divers biens détenus à ce titre par feu Jean de Brandenbourg et ses ancêtres à Kern, Oberlahnstein et d'autres lieux.

Remarquons, d'autre part, qu'en juillet 1442 fut tranché un différend qui avait surgi, au sujet de la succession de Jean et de Frédéric Brenner, entre Godard d'Esch et les frères Zandt, d'un côté, Guill. de Bolland, Frédéric de Brandenbourg, sire de Clervaux, et les enfants de Bernard (II), fils aîné de Bourscheid, de l'autre; que Jean de Bourscheid, sgr. d'Esch, fils de Bernard II, intervient dans des actes de 1445 comme consort de Guillaume de Bolland et de Frédéric de Brandenbourg; que le 26 décembre 1445, ces deux derniers et leurs épouses vendent leurs trois quarts du château de Mühlenbach et d'autres biens, dont le quatrième quart appartient à Jean de Bourscheid et à ses frères et sœurs (enfants de Bernard II) [1].

Le doute n'est dès lors plus possible: l'épouse de Lancelot d'Eltz était l'un des enfants de Bernard II, cités globalement en 1442 et en 1445, et c'est à ce titre qu'elle intervient dans les arrangements relatifs aux biens hérités par les consorts de Brandenbourg du chef d'Agnès Brenner de Lahnstein, épouse de Hermann II de Brandenbourg, sgr. d'Esch.

Mentionné donc avec son mari Lancelot d'Eltz à partir du 30 janvier 1456, elle lui survécut de longues années encore; signalons ici les documents où elle apparaît avec ses enfants, après le 4 septembre 1479.

Le 25 novembre, jour de Ste Catherine, 1479, *Katharina von Burschit, frauwe zu Esche, witfrauwe zu Eltze*, reconnaît devoir à son serviteur *Cleissgin von Wantpach, den man nenet Scerresssgin,* et à Françoise, son épouse, 137 fl. à 24 *wispenning*, dont elle paiera 7 fl. d'intérêts annuels, à prendre sur ses revenus en son village à Lullange *(Lellingenn, im lande von Lutzemburg, in der probestien von Bastennach)*, dont 3½ fl. en mai et 3½ à l'automne.

Elle appose son scel à l'acte; ses fils, Bernard, sgr. d'Eltz, Jean et Pierre, approuvent, pour eux et leur sœur *(vor unser suster)*, et scellent également; de plus, Catherine prie encore le

1) *Ibidem*, nos 701, 877, 891, 912, 923 à 925.

chevalier, sire Bernard d'Orley, sgr. à *Lyntzer* et justicier des nobles à Luxembourg, d'ajouter son sceau aux précédents [1]).

Le 21 mars 1480, n. st., Catherine de *Borscheit*, veuve de *Lanizelaud* d'Eltz, et Bernard, sgr. d'Eltz, son fils, donnent en fief au couvent de Himmerode leurs prairies de Pumer [2]).

Le 14 janvier 1492, Jean, sgr. d'Eltz, fils d'Esch, affranchit un pré sur la Warck dit *Heyne Muleners pesche* [3]).

Le 1er août *(uff Sanct Peitterstag cathedra des hilligen apostoltz)* 1493, le *Joncker Johann Buch* et son épouse *Gritt vann Eltzemborenn* interviennent, le dit Jean comme seigneur foncier, dans un acte relatif à la vente d'une maison et d'un jardin sis en la franchise d'Esch; Gritt, n'ayant pas de sceau, prie le noble *Joncker* Jean d'Eltz de sceller l'acte en son nom, ce qu'il fait [4])

Le 8 octobre 1494, Catherine de Bourscheid, veuve de Lentz d'Eltz et ses enfants, Jean et Bonne d'Eltz, assignent au couvent du St. Esprit une rente sur leurs revenus de Fentange, pour une messe fondée par ledit Lentz. Georges de Rollé, sgr. d'Esch-sur-la-Sûre, neveu de Catherine, appose son scel à l'acte avec celle-ci [5]).

Le 7 septembre 1502, Jean, sgr. d'Eltz et d'Esch, scelle un acte en qualité de sous-prévôt à Arlon [6]).

Le 7 mai 1513, Jean, sgr. d'Eltz et d'Esch-sur-Sûre, engage 2 fl. de revenus à prendre sur ses cens de Dellen ; le 20 mai suivant, il vend à une religieuse de Ste Claire à Echternach une rente de 2 fl. sur ses cens et rentes de Heiderscheid; le 8 février 1516 n. st., il emprunte encore 40 fl. et assigne comme intérêts 2 fl. à prendre annuellement sur les cens et rentes de Dellen [7]).

Le 24 août (jour de la St. Barthélemy) 1516, à Eschdorf, Jean de Breittert vend à Boven Peter, de Bourscheid, le bien dit *Keylmans erben* à Kehmen, avec ses dépendances, pour 50

---

1) Orig., sur parch., aux Arch. du Gouv. à Luxembourg, Fonds Vannérus; il porte encore les 1er, 3e et 5e sceaux:

1° Ecu parti: *a*) plain, au chef chargé d'un lion issant du champ *(Eltz)*: *b*) à 3 cœurs, 2 et 1 *(Bourscheid)*; lég.: . . . INA . VA . BURSC . . .

3° Ecu plain, au chef chargé d'un lion issant du champ; cimier: un lion issant entre un vol; lég.: S . IOHAN (?) . VAN . ELST.

5° Ecu plain, au chef chargé d'un lion issant du champ, à la queue fourchée; lég.: S . PETER . VAN . ELST.

2) *Table* de W.-P., t. 35, 1881, n° 278.

3) *Arch. de Clervaux*, n° 1446.

4) Arch. Gvt. Luxbg.; Fonds Vannérus.

5) *Table* de W.-P., t. 37, n° 4.

6) *Ibid.*, no 455; *Arch. de Marches de Guirsch*, I, 137.

7) *Arch. de Clervaux*, nos 1598, 1599 et 1627.

fl.; l'acheteur devra payer annuellement à l'église de Bourscheid 1 *ort* et 1 florin, pour une messe de quinzaine fondée à perpétuité par Cath. de Bourscheid et son fils, le *Juncker* Jean, sgr. à Eltz et à Esch; ce dernier scelle l'acte [1]).

Le 9 septembre 1517, Jean, sgr. d'Eltz et d'Esch, scelle une déclaration de Guill. de Mammern relative à une obligation; le 7 février 1519, il fonctionne comme assesseur du Siége des Nobles; le 6 avril 1520, il emprunte 30 petits florins d'une confrérie de Mersch; le 30 juillet 1520, il prend à bail de Marguerite d'Ensslingen, veuve de Henri d'Ammel, la justicerie d'Esch; le 15 juin 1523, il reconnaît devoir 63 fl. à l'église de Heiderscheid, aux intérêts annuels de 3 fl. [2]).

Enfin, je le rencontre pour la dernière fois le 25 septembre 1527, jour où Pierre Heutschen dit Speder, demeurant à *Nuynheim*, et sa femme reçoivent en fief de Georges de Brandenbourg, sgr. de Clervaux, et de ses cohéritiers, Jean, sgr. d'Eltz et d'Esch, et Georges de Bolland, sgr. d'Esch, voués de *Nuynheim*, certains biens sis en ce dernier lieu [3]).

(*A suivre*).

---

1) Eyschen, *Hist. man. de Bourscheid*, pp. 512 et 513; d'après l'orig., sur parch., lui communiqué par le notaire Vannérus. D'après Eyschen, Catherine aurait été fille de Nicolas de Bourscheid, second fils de Bernard II, et de Cath. de Brandenbourg-Mersch, lequel avait reçu de son père une vouerie à Kehmen, des biens à Bourscheid, deux voueries et le château de Bourscheid à Esch, une vouerie à Kühborn et une à Brattert. (Cf. *ibid.*, pp. 61 et 62).

2) Arch. Sect. Histor., Chartes, X, 34, et XII, 14 (anal. van Werveke); Neyen *Hist d'Esch*, p. 243; *Arch. de Rein.*, nº 2543; Arch. Gvt. Luxbg., Fonds Vannérus; *Arch. de Clervaux*, nº 1663.

3) *Arch. de Clervaux*, nº 1704.

Reise-Erinnerungen.

Von **N. Funck**,
Ehemaliger Professor am Athenäum zu Luxemburg.

Einleitendes.

Die nachstehenden Briefe verdanken wir der Güte unseres alten Schulkameraden und Freundes, des Hrn. Architekten Peter Funck-Eydt, der dieselben im Nachlasse seines seligen Oheims, des

Herrn Nikolaus Funck, vorfand und uns bereitwilligst zur Veröffentlichung in unserm Vereinsorgane überließ. Wir benutzen diese Gelegenheit, um ihm nochmals unseren herzlichsten Dank dafür auszusprechen.

Nikolaus Funck, Sohn schlichter Handwerksleute, wurde geboren zu Luxemburg, am 10. Februar 1816. Weil er bereits als Knabe außerordentliche Fähigkeiten bewies, ließen ihn seine Eltern das Athenäum seiner Vaterstadt beziehen, wo er sich namentlich in den Naturfächern und der Zeichenkunst hervortat. Noch nicht 20 Jahre alt, nahm er, einem Rufe der belgischen Regierung folgend, an einer botanischen Explorationsreise nach Brasilien teil. Dieser am 27. September 1835 angetretenen Reise, die zwei Jahre beanspruchte, folgten später noch drei andere, deren Hauptereignisse in den vorliegenden Blättern niedergelegt sind. Am 29. September 1848 wurde er als Professor der Naturgeschichte und der Geographie am Athenäum angestellt. Als die durch Kgl.-Großh. Beschluß vom 3. Dezember 1850 autorisierte »Société des sciences naturelles du Grand-Duché de Luxembourg« am 1. August 1850 ins Leben gerufen wurde, fehlte Funcks Name natürlich nicht unter deren Gründungsmitgliedern. Auch wurde er von Anfang an zum Konservator des botanischen und zoologischen Kabinettes der Gesellschaft ernannt, in welcher Eigenschaft er auch bereits im ersten Jahrgange der Vereinsschrift der Gesellschaft (Tome I, 1853, p. 18—41) den »Catalogue des collections qui composent le cabinet d'histoire naturelle de Luxembourg: Zoologie et Botanique« veröffentlichte. Vom Jahre 1855—1857 fungierte er auch als Schatzmeister der Gesellschaft. Im Tome IV, 1855—1856, findet sich auch (p. 36—57) ein »Rapport fait à la Société sur le cabinet d'histoire naturelle« aus Funck's Feder. Es war das seine letzte Arbeit für die Gesellschaft, da er bereits im folgenden Jahre einen Ruf als »Sous-directeur du jardin zoologique« nach Brüssel erhielt. Am 17. April 1857 wurde ihm, behufs Antritt seiner neuen Stellung, ehrenvolle Entlassung als Professor erteilt. Einige Jahre später wurde er zum Direktor ernannt und verweilte als solcher in Brüssel bis zum Jahre 1870, wo er zum Leiter des zoologischen Gartens nach Köln berufen wurde. In dieser Stellung verblieb er bis zum Jahre 1886, wo er seinen ehrenvollen Abschied nahm, um sich in seiner Geburtsstadt zur Ruhe niederzulassen. Hier starb er, am 10. August 1896, im 81. Lebensjahre, betrauert von allen, mit denen er in Berührung gekommen war. Funck war Ritter des Ordens der Eichenlaubkrone, des belgischen Leopoldsordens und des persischen Sonnen- und Löwenordens.

Bevor wir diese kurze biographische Notiz abschließen, möchten wir die nachfolgenden Auszüge aus dem berühmten Werke Eugène's van Bemmel »Patria Belgica«, welche unseren Briefschreiber und seine Begleiter betreffen, hier zum Abdruck bringen lassen. Hr. van Bemmel schreibt:

»**Explorations scientifiques**. Les voyages par lesquels on se propose d'enrichir nos collections ou d'accroître nos connaissances scientifiques ont pris de nos jours une grande et féconde extension. La Belgique n'est pas restée étrangère à ce mouvement . . . . . De son côté le gouvernement belge chargeait de missions scientifiques MM. Ghiesbreght, Linden et Funck dans l'Amérique centrale (1837) . . . . . M. Linden dans les républiques de Venezuela et de l'Equateur (1841.) . . . . . La plupart des collections fournies par ces explorateurs ont été déposées au musée d'histoire naturelle« (Tome III, p. 210—211.).

* * *

»Les voyages d'exploration entrepris par nos compatriotes et les introductions de plantes remarquables qui leur sont dues, ont puissamment contribué à établir notre réputation horticole et à fonder notre commerce. Nous devons donc autre chose qu'une simple mention aux jeunes et intrépides botanistes, passionnés pour les nobles conquêtes de la science, qui sont allés, au péril de leur santé et de leur vie, fouiller les contrées inexplorées du nouveau monde, et cela à une époque où l'opinion indécise et défiante leur marchandait les ressources et les encouragements. Il faut savoir ce que sont ces voyages d'exploration, poursuivis jusqu'au fond de contrées désertes, jusqu'aux plus âpres sommets des montagnes, sans abri, sans autres vivres que ce qu'on porte avec soi, à travers mille dangers provenant des hommes, des bêtes fauves et surtout du climat; il faut avoir une idée de ce qu'ils exigent d'énergie physique et morale, de persévérance, de sang-froid et de connaissances de tout genre, pour rendre pleine justice à ceux qui les entreprennent, surtout aux initiateurs qui ouvrent la marche quand rien n'est préparé ni connu, et qu'une erreur de direction, une négligence d'un moment peuvent stériliser leurs efforts et transformer leurs grandes expériences en désastres . . .

C'est à la fin de 1835 que MM. J. Linden, Nic. Funck et Auguste Ghiesbreght partirent pour le Brésil, dont ils explorèrent jusqu'en 1837 les provinces centrales, Rio, Saint-Paul, Minas etc. Ils en rapportèrent en Europe de grandes collections de plantes vivantes qui leur valurent de nombreux encouragements. Stimulés

par ce premier succès, ils repartirent dès la fin de 1837, visitaient en passant l'île de Cuba et débarquaient en 1838 au Mexique. Leurs explorations furent dirigées surtout vers les provinces méridionales dans le Yucatan et jusqu'à l'Amérique centrale. MM. Funck et Ghiesbreght étaient de retour en 1840, M. Linden seulement en 1841.

Ce second voyage, plus fecond que le premier, avait assuré à nos explorateurs une juste réputation et de hautes protections . . . . . .

M. Nic. Funck explorait séparément en 1842 et 1843 diverses provinces très intéressantes des mêmes contrées. Il continuait cette exploration de la Nouvelle-Grenade et du Vénézuela avec M. J. Schlim, pour compte et sur les indications de M. Linden en 1845 et 1846.« Vgl. „Kölnische Zeitung" 1878, Nr. 255, Zweites Blatt und Nr. 262, Erstes Blatt: „Die Guacharo-Höhle. Reiseerinnerungen von Nik. Funck." (Tome I, p. 599—601).

»M. Funck commence dans la même ville (à Bruxelles), en 1842, le *Journal d'horticulture pratique,* (den er bis 1845 in 4 Jahrgängen von je 12 Heften redigierte) que Galleotti continue jusqu'à sa mort." (Ibid., p. 598.)

Funck war auch ein sehr fruchtbarer Schriftsteller. Über seine schriftstellerische Tätigkeit vergleiche man in der von mir veröffentlichten »Bibliographie luxembourgeoise, (Tome I, livraison 3, p. 306—307) die ihn betreffende Notiz.

Nach diesen einleitenden Worten geben wir nun Hrn. Funck selbst das Wort.

Martin BLUM.

* * *

Meine erste Seereise.

An einem der letzten schönen Herbsttage, wie man sie zuweilen, aber nur selten, in unseren nordischen Gegenden erlebt, gingen wir unter Segel, dem Lande unserer Träume — Brasilien — entgegen, dem Lande, dessen Name allein schon unsere jungen Seelen mit einer überschwänglichen Fülle poetischer Eindrücke belebte. Es war am 27. September 1835; mit ihm begann eine der wichtigsten Epochen unseres Lebens, welche die Jahre aus unserem Gedächtnis nicht zu verwischen vermögen.

Ruhig und bescheiden, aber nicht unbewegten Herzens, liefen wir aus einem der großen Antwerpener Bassins aus in die Gewässer der Schelde, in einem mehr als einfachen Fahrzeuge, das wir trotzdem begrüßten, als trüge es Cäsar und sein Glück.

Zu jener Zeit waren die Fahrten zur See nicht so bequem und angenehm als heute. Dampfschiffe nach Südamerika waren noch eine Mythe, und mußte man sich schlechterdings der damals noch allgemein üblichen Segelschiffe bedienen, welche, anstatt 22 bis 24, günstigen Falles 50 bis 60 Tage brauchten, um den Hafen von Rio-Janeiro zu erreichen. Dabei war, zumal auf belgischen oder deutschen Schiffen, an Bord keine Rede von irgend welcher Bequemlichkeit oder komfortabeler Lebensweise.

Unser Schiff war ein alter holländischer Schooner, Galiasse genannt, vorn und hinten gleichmäßig rund gebaut und ringsum mit einer nichts weniger als eleganten Teerschichte überstrichen. In der Mitte des Decks befand sich eine Art Schilderhaus, welches die Küche vertrat; hinten ragte über Deck eine etwas pyramidenförmige, hölzerne Kajüte hervor, in welcher ein Eßzimmer und an jeder Seite desselben schrankartige Räume von 2 Fuß Tiefe und 5½ Fuß Länge sich befanden, die zu Bettstätten bestimmt waren. Der untere Raum dieser Kajüte, zu dem eine steile Treppe führte, war dem Kapitän und dem Steuermann zur Wohnung angewiesen.

Unsere Galiasse, von kaum 300 Tonnen Gehalt, zählte 8 Matrosen, Kapitän und Steuermann, im Ganzen also nur 10 Mann, inklusive des Koches, der auch noch Matrosendienste zu leisten hatte. Dagegen waren die Ratten und die Kakerlaken in unzähligen Scharen vertreten. Dieses Ungeziefer wurde später erst, als wir die Tropenregionen erreichten, zu einer der widerlichsten Plagen.

Als wir die Rhede verließen und die ersten Segel gehißt hatten, gaben wir, in Ermangelung von Kanonen, dem festen Lande und den uns bis dahin begleitenden Freunden mit einigen Flintenschüssen unseren Abschiedssalut, während unser Schooner, mehr vom Strome als vom Winde getrieben, sich langsam den Fluten überließ. Allmählich verschwinden Menschen und Häuser unseren Blicken; nur der hohe prachtvolle Turm der Kathedrale begleitet uns noch weithin. Die Schelde ist ein recht schöner, breiter und tiefer Fluß, der den größten Kauffahrteifahrern, bis zu 800 Tonnen Gehalt bei hoher Flut, die Zufahrt in die großartigen Bassins der Stadt Antwerpen gestattet. Die Ufer des Flusses sind einförmig flach, daher höchst monoton, und kann man nur durch die zunehmende Entfernung derselben und die allmählich verschwindenden Türme der Stadt wahrnehmen, daß das Schiff sich fortbewegt. Dagegen sind die aus Allvialboden bestehenden Landflächen jenseits der Ufer, welche sich ohne jedwede Abwechselung am Horizonte verlieren, von der größten Fruchtbarkeit. Ähnlich den Ufern des ägyptischen Nilstromes sind

sie periodischen Überschwemmungen unterworfen, die ihnen reichliche Düngstoffe zuführen. Die Einförmigkeit der Schelde wird nur hie und da von einigen wenigen Forts und Dörfern unterbrochen. Nach 2 Stunden ruhiger Fahrt passierten wir die belgischen Forts Lilla und Lievkensœk. Die flachen Ufer begleiten uns weiter und weiter ohne jegliche Formveränderung. Abends 6 Uhr ankerten wir dicht an der Insel Walchern in kurzer Entfernung von der Stadt Vlissingen, deren anmutige, reinliche Bauten von den Strahlen der untergehenden Sonne freundlich beleuchtet sind. Vor uns im Westen dehnte sich das weite Meer, die Nordsee, aus. Der Wind war nach Sonnenuntergang bedeutend stärker geworden und die mehr und mehr anschwellenden Wogen verrieten uns, daß wir nicht mehr auf sicherem Boden wandelten. Ein sonderbares Unbehagen und große Niedergeschlagenheit, deren Ursache wir zuerst nicht recht zu ergründen vermochten, veranlaßte uns, die Kajüten und Bettstätten aufzusuchen. Wir verfielen in einen tiefen, jedoch unruhigen, durch unangenehme Empfindungen unterbrochenen Schlaf, der bis zu Tagesanbruch anhielt, wo die Anker gelichtet wurden.

Wir waren 4 Passagiere,[1]) alle junge Leute von 19 bis 22 Jahren. Zwei derselben waren meine Reisegefährten, mit denen ich Brasilien zu naturhistorischen Zwecken zu durchwandern gedachte. Zu zwei und zwei in den für uns bestimmten, in der obern Kajüte befindlichen, schrankartigen Verschlägen einquartiert, blieb uns kaum der nötige Raum zum Aus- und Ankleiden, wobei jedoch der eine warten mußte, bis der andere fertig war. Das Schiff war bereits unter Segel, und das starke Schaukeln verriet uns, daß wir in voller See waren und derselben in kurzem unseren Tribut zu zahlen hatten. Ich faßte meinen ganzen Mut zusammen und machte einen verzweifelten Versuch, mich aufs Deck zu begeben, um der See und ihren unangenehmen Folgen Trotz zu bieten; allein meine Anstrengungen blieben fruchtlos; kaum war ich dort angekommen, so drehte sich alles im Kreise um mich herum, und mußte ich sofort mein Lager wiederaufsuchen.

Von diesem Augenblicke an begann für uns arme Passagiere eine Anzahl düsterer und schmerzvoller Tage, während derer wir nur das Stöhnen unserer Gefährten, das Sausen des Windes, das Kommando des Kapitäns und das Brausen der gegen die Brüstungen des Schiffes schlagenden Wogen vernahmen.

---

1) Darunter die 3 oben genannten Forschungsreisenden Nikolaus Funck, Johann Linden (ebenfalls ein Luxemburger und um ein Jahr jünger als Funck), sowie August Ghiesbreght, ein Belgier.

Es waren jammervolle Tage, während welchen die Wellen zuweilen furchtbar tobend gegen die Holzwände unserer Kajüte schlugen und das ganze Deck unter Wasser setzten. Die Türen unserer Kabinen waren hermetisch verschlossen worden, um dem Eindringen des flüssigen Elementes vorzubeugen.

Die ganze Mannschaft mußte stets auf Deck bleiben, Wind und Wetter Trotz bieten und gegen den wütenden Sturm kämpfen, um das Schiff flott zu halten. Auf uns konnte natürlich unter solchen Umständen nicht Rücksicht genommen werden; auch wußte der Kapitän, so wie die übrige Mannschaft, daß Passagiere, die von der Seekrankheit befallen sind, weder an Essen noch an Trinken denken, und so mußten wir drei volle Tage und Nächte, von Gott und den Menschen verlassen, in unseren verschlossenen Kajüten lautlos uns in unser Schicksal ergebend, ausharren.

Wie lange eigentlich diese schreckliche Lage dauerte, war uns unmöglich, auch nur annähernd zu bestimmen, bis endlich das Schaukeln des Schiffes allmählich nachließ und wir in Folge dessen nicht nur eine bedeutende Besserung in unserm physischen Zustande verspürten, sondern auch das Bewußtsein unserer geistigen Individualität wieder erhielten. Das karge Tageslicht, welches in unsere Kajüte drang, erlaubte es nicht, uns gegenseitig zu betrachten, um unseren kläglichen Zustand wahrnehmen zu können. Der Kapitän war der erste, der sich nach uns umsah und die frohe Botschaft brachte, daß wir am Vorgebirge von Dover vor Anker lägen. Die reine Luft, die beim Öffnen der Türe in die Kajüte drang, sowie eine Tasse Tee nebst einem Stück Zwieback, das uns verabreicht wurde, gaben uns wieder frischen Mut. Ich eilte sofort aufs Deck. Die schönen, weißen Küsten Englands erhoben sich majestätisch vor mir und schienen mich höhnisch anzulächeln. Mit welchem Genuß und gleichzeitig mit welchem Bedauern ich das feste Land, das wir erst vor wenigen Tagen mit so vieler Freude verlassen hatten, betrachtete, kann nur d e r begreifen, der sich zum ersten Male in ähnlicher Lage befunden hat. Hätte uns damals der Kapitän erlaubt, wie wir den Wunsch äußerten, uns ans Land zu begeben, so wären wir sicher alle durchgebrannt und hätte uns kein Schiff mehr auf seinen wackeligen, unsichern Boden gelockt. Meine Reisegefährten kamen auch, einer nach dem andern, zum Vorschein, blaß, hager und abgezehrt, und ich konnte nunmehr nach ihrem Aussehen das meinige beurteilen.

Der Kapitän teilte uns mit, daß, kurz nachdem wir die Mündung der Schelde verlassen, wir von einem heftigen Orkan überfallen worden waren, welcher das Schiff mehrmals in die Gefahr des

Unterganges gebracht hatte. Nachdem der Sturm sich gelegt, war das Wetter wieder schön und die See ruhiger geworden. Wir verfolgten langsam unsern Weg längst der englischen Küste. Die Stadt Dover mit ihren hübschen, sauberen Bauten und ihren erhabenen Anhöhen, auf denen das mittelalterliche Schloß sich erhebt, das zur Zeit der beabsichtigten französischen „Descente“ — in eine Festung verwandelt wurde, entzogen sich bald unsern Blicken. Beacheyhead und die Insel Wight, so wie eine Reihefolge ansehnlicher, kreideartiger Küstenstrecken, auf denen von Entfernung zu Entfernung Beobachtungstürme, gleich Vorposten, thronten, defilieren ebenfalls an uns vorüber und verschwinden endlich unter dem Horizont.

Wir waren nun auf hoher See; das feste Land war für uns verschwunden und zwar für lange Zeit. Rundum sah man nur Himmel und Wasser. Bei der guten Witterung und der darauf folgenden Beruhigung der See verloren sich alsbald die während der Seekrankheit gehegten Besorgnisse; wir begannen uns an das Seeleben zu gewöhnen, indem wir uns allerlei kleine Beschäftigungen schafften, wie solche für junge Leute, die voll Begeisterung für ihren Zweck und von der Hoffnung beseelt sind, baldigst die so sehr ersehnten Küsten des für sie gelobten Landes zu betreten, leicht zu finden sind. Wir segelten weiter nach Südwesten mit abwechselnder Witterung zu den ruhigeren Regionen der gelinden Passatwinde hin. Nach den ersten überwundenen Stürmen erschien mir das sanftere Schaukeln des Schiffes ziemlich erträglich, und bald lernte ich auf dem Verdecke mit sicherm Fuße auf- und abwandeln. Dagegen mußten meine Reisegefährten noch lange kämpfen, ehe sie, wie die Franzosen sagen, den „pied marin“ bekommen hatten.

(Fortsetzung folgt.)

Abschätzungsprotokoll

der Möbel verschiedener Kirchen

aus dem Kanton Hesperingen

zur Zeit der französischen Revolution.

Wie allgemein bekannt, hatte am 9. Juni 1795 die Festung Luxemburg kapituliert und waren an Stelle der abgerückten österreichischen Truppen am 12. Juni desselben Jahres diejenigen der französischen Republik eingezogen.

Am darauffolgenden 9. Vendemiaire Jahr IV. (1. Oktober 1795) verfügte ein Beschluß des Nationalkonvents die Annexion des Luxemburger Landes an Frankreich, als Wälderdepartement. Eingeteilt wurde dasselbe in vier Bezirke, die ihrerseits wieder in 25 Kantone zerfielen, zu denen auch der nachbenannte Kanton Hesperingen zählte.

Mit der Einverleibung unseres Landes in die französische Republik wurden auch hierlands die in letzterer geltenden Gesetze veröffentlicht und zur Ausführung gebracht. (16. Vendemiaire IV — 8. Oktober 1795). Von den Geistlichen verlangte man den Eid auf die Zivilkonstitution des Klerus (verurteilt durch ein Breve Pius VI. vom 13. April 1791) sowie jenen anderen Eid vom 7. Vendemiaire IV (1. September 1795), „Haß zu schwören dem Königtum und der Anarchie, Treue und Anhänglichkeit zu bewahren der Republik und der Konstitution vom Jahre III", und zwar unter den Strafen der Amtsentsetzung, der Einkerkerung, der Deportation u. s. w., sowie der Einziehung der Güter der durch sie verwalteten Kirchen. Auf letztere, sowie auf die von der Zivilgewalt als entbehrlich erklärten Kirchen bezieht sich das folgende Abschätzungsprotokoll, welches für die darin erwähnten Pfarreien wohl manches Interesse bieten und dem Geschichtsschreiber über jene wirre Zeit manche nützlichen Erwägungen nahe legen mag.

Das im erwähnten Protokoll beregte Gesetz vom 5. Brümaire V. (26. Oktober 1797) verfügte die Sequestrierung der Güter, der Pfarrhäuser und Kirchen, der nicht versehenen Kirchen, sowie jener Kirchen, in denen ein ungeschworener Geistlicher den Dienst versehen sollte [1]). Das an zweiter Stelle angeführte Gesetz vom 5. Frimaire IV (25. November 1797) hebt die weltlichen Kapitel, die einfachen Benefizien, die Seminare und die Laien-Korporationen (corporations laïques) beider Geschlechter auf und befiehlt eine Aufstellung der Einkünfte, der Kirchengeräte, der Kirchen und Kapellen, der in den Sakristeien sich vorfindenden Gegenstände (effets de sacristie) u. s. w., im allgemeinen aller Sachen, welche sich in den aufgehobenen Anstalten befinden.

* * *

Pro Coppy des procès verbaux fait par le susigné Jean Pierre Thorn Expert de même que les agent ou adjoint mambour la ou

1) Es lautet: „Le directoire exécutif, sur le rapport du ministre des finances arrête que les biens, maisons presbytériales et églises des eures non desservies, dans les neuf départements réunis, et de celles où le culte serait exercé par des ecclésiastiques qui n'auraient pas fait le serment exigé en dernier lieu par la loi, seront sequestrés et mis sous la main de la section, pour être régis et administrés comme les autres biens nationaux, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

ils sancs trouve ou bien des citoien particuliers tels que lon les a peut trouvé ensy qu'il suit.

Dpt. des forêts. domaines nationaux.

proces verbal d'etablissement de sequestre sur les meubles et effets dependans des cure et chapel en execution de l'arrêté du directoire executif du 5 Brumaire, an 6, je soussigné jean-pierre thorn demeurant a conteren canton de hesperange expert nomme par arrête du 25 germinal dernier a l'effet detablir le sequestre sur les biens meubles et immeubles des cures, chapelles, et eglises non desservies dans les comune du canton de hesperange et en execution de l'arreté du directoire executif du 5 brumaire an 6, et de la loi du 5 frimaire suivant, après avoir pris les renseignements respectifs pres le citoien gravelle receveur de l'enregistrement et du domaine national a Luxembourg, me suis transporté dans les Eglis et chapell non deservy du canton de hesperange ou etant, après avoir communiqué mes pouvoirs aux citoien tels qail et dit sidesu, je les ai invité de macompagner dans l'apposition du sequestre sur les dite eglise et chapell a quoi j'ai procédé en leur presence comme il suit et estime artiquel par artiquel.

N° 1 savoir	francs.
Cejourd'hui troisiem jour complementaire, an sept de la Republique francaise	francs. cent.
Estime celon proces verbal fait de la ci devant parois eglise de sandweiller [2]). dans l'église trouvé. trois autell en boi estime huit francs. . . . . cy	8.—
la boserie [2]). les deux cotes estime six francs . .	6.—
une vielle armore estime quatre francs ci	4.—
le banc a communier avec la cher a precher quatre	4 —
totale vingt deux francs. cy	22.—

Me signe au bà du présent procès verbal p ludovicq agent de la dite commune de sandweiller et pierre stemper cidevant mambour de la dite eglise.

N° 2. Cejourd'hui troisiem jour complementaire an

---

2) Pfarrer **Friedr. Lauff**, später Pfarrer in Hemsthal, hatte den Revolutionseid verweigert. Siehe **Engling Joh.** die Luxemburger Glaubensbekenner unter der französischen Republik, quellenmäßig dargestellt. Luxemburg. V. Bück 1860, S. 171.

3) Gemäß einem Pfarrregister hatte man für die Täfelung allein 32 Reichstaler. (144.52 Fr.) ausgegeben.

sept estime selon proces verbal fait sur les meubles et effets depandans de la cure d'etrang [4]).

Estime. trois auteles en boi sis francs, ci	6.—
la boserie tenant au grand autel trois francs . . .	3.—
seize bancs a prier estimes quators francs	14.—
deux bancs a confesser trois francs ci	3.—
une vieille armoir dans la sacristie, deux francs .	2.—
total trant deux francs *(sic)*. ci.	32. *(sic)*

Me signe au ba du precent proces verbal Jean Klaien adjoint a defaux d'agent et henri emeringer particulé a defaux de mambour.

N° 3. Cejourd'hui troisiem jour complementer an sept estime celon proces verbal fait sur les meubles et effets depandans de la cure de Mutfort [5])

estime. trois autels an boi dix francs. ci	10.—
seze bans à prier estime dix francs. ci	10.—
deux confessional estime trois francs. ci	3.—
dans la sacristie un viell armoir un franc	1.—
une cher a precher estime trois francs	3.—
total vingt sept francs . . . . . ci	27.—

Me signe jean Klein adjoint et jean pire, ancien mambur.

N° 4. Cejourd'hui quatrième jour complementere an sept estimé celon proces verbal fait sur les meubles et effets depandans de la cure de conteren [6]).

estimé autel avec la boisery tenante an samble onze francs . . . . . ci	11.—
estime deux bancs a chantre et le boisery et le bancs a communier en samble deux francs.	2.—
une cher a precher avec la bar de fer cinq francs	5.—
vingt quatre bancs a prier et la fon en plange de sapen estime dix-huit francs . . . . . ci	18.—
une armoir derrier la grand autel deux francs . .	2.—
total trant huit francs . . . . . ci	38.—

[4]) In Ötringen hatte Pfarrer Hub. Jos. Settegast ebenfalls den Eid verweigert. Er war mit Pfarrer Wellenstein von Mutfort unter Anderen Inhaber der „Insel Ré" im Mutforterwalde. S. Engling, l. c. S. 190—191.

[5]) Pfarrer war der obenbezeichnete Zachar. Jos. Wellenstein; Vikar der späteren Pfarrei von Sandweiler, Wilh. Rodenborn. Beide ungeschworen. S. Engling, l. c. S. 201—202 und 183—184.

[6]) Pfarrer Phil. Hormann, wegen Eidesverweigerung zur Deportation verurteilt. Vikar Engling Peter. S. Engling, l. c. S. 163 und 158—159.

Me signé au ba du present proces verbal jean Klaien adjoint a defaux d'agent et paulus hanssen ancien mambour de la dite eglis.

N° 5. Cejourd'hui cinquiem jour complementer an sept celon proces verbal fait sur les meubles et effets depandans de la cure de veimerskirch [7]) non de servi, estime la grand autel dont la plus grand parti en piere et les deux petits en boisery ensemble dix francs . . . 10.—

deux cher a chantre estimé deux francs	2.—
la cher a precher estime trois francs	3.—
quatre confessional estime quatre francs	4.—
trant deux bancs à prier estime quators francs. .	14.—
une viell armoir estimé deux francs	2.—

Me signé au ba du present proces verbal valanten simon adjoint a labsance de l'agent et piere bartel ancien sinodô.

total des mebles de cet eglis trant cinq francs. .	35.—

N° 6. Cejourd'hui cinquiem jour complementer an sept celon proces verbal fait sur les mebles et effets depandans de la chapele de strassen [8]) non desservi, estimé trois autel an boi avec les deux port an boiseri tenand a la grand autel dix francs . . . . . 10.—

le banc a chanter et le ban a communier estime trois francs. . . . . ci	3.—
seize banc a prier estimé neuf francs	9.—
la cher a precher estimé un francs cenqant. . . .	1.50
deux armoires dans la sacresty estime deux francs.	2.—
un chandlié de fer estime un francs cenqant . . .	1.50
total vingt sept francs. . . . . ci	27.—

Me signé au ba du present proces verbal michel brimer agent et jacob biver ancien mambur de la dite chapel.

N° 7. Cejourd'hui sixieme jour complementaire. an sept de la Republique francaise celon proces verbal fait sur les meubles et effets depandans de la cure de

---

[7]) Pfarrer Mathieu Ant. Jos. verweigerte den Eid. Pfarrgut und Wittum wurden versteigert. Er starb als Pfarrer zu Eischen. S. Engling, l. c. S. 174.

[8]) Gehörte damals zur Pfarrei Weimerskirch.

Bertrange [9]) estime trois auteles en boi duze francs. ci 12.—
deux bancs a chanter avec la boisery quatre francs 4.—
une cher a precher estime deux francs. . . . . 2.—
trant bancs a prier estimé quinse francs . . . . . 15.—
deux confessional estimé deux francs . . . . . 2.—
trois armoir dans la sacristie deux francs . . . . 2.—
trouve dans une armoir un vieux tallar quatre petite esumen (essuie-main?) quatre pericatori (purificatoires?) ansamble estime deux francs. . . . . 2.—
ce lenge et reste che lagent de landroit.

total quarant et un francs *(sic)* . . . . . ci . . . 41. *(sic)*

Me signe a agent et P. thein mambur de la dite eglis ansienement.

N° 8. Ce jourd'hui premier jour du moi de vandemiaire an huit estime celon proces verbal fait sur les mebles et effets depandant de la chapelle de Siren [10]) non deservi depandant sy devant de la parrois eglis de conteren estimé trois autels avec la boisery huit francs. . 8.—
quators bancs a prier estime sept francs. . . . . 7.—

total quinze francs. . . . . 15.—

Cet androi depan de lagence de veiller la tur (Weiler-la-Tour) cependant j'ai me sui servi de l'adjoint de la commune de Conteren dont Me signe jean Klein et jean Schmidt mambur de cet chapell.

N° 9. Ce jourd'hui premier jour du moi de vendemiaire an huit estimé celon proces verbal fait sur les mebles et effets depandans de la cure de leidelange [11]) estime trois autel enturé de boiseri deux chese a chantre et le bans a communier en samble vingt six francs. . 26.—
Deux confessional estime trois francs . . . . . 3.—
estime ving bancs a prier dix francs . . . . . 10.—
deux armoir dans la sacresty estime deux . . . . 2.—
un chandellie de fer estime cinquant cants. . . . 0.50
deux couvert a autel vert vingt cinq cants. . . . 0.25

total quarant et un francs 75 santime ci. 41.75

Me signe au ba du present proces verbal nicols

9) Pfarrer war Demander Kl., ungeſchworen. S. Engling, l. c. S. 156.

10) Gehörte damals zur Pfarrei Contern.

11) Pfarrer Winckel J. P. ward wegen Eidesverweigerung auf Befehl ſeines Neffen, Kommiſſär zu Remich, verhaftet. S. Engling, l. c. S. 98.

brossius agent et phelip lusseus sy devant mambur de cet eglis.

N° 10. Cejourd'hui premier jour du moi de vendemiaire an huit estime celon proces verbal fait sur les meubles et effets depandans de la cure de fentange. Estime trois autell et les boisery an moves état estime duze francs . . . . . ci . . . . . 12.—

estime une cher a precher le ban a communier et un confessional six francs . . . . . 6.—

vingt quatre bancs a prier duxe francs. . . . . 12.—

un chodron en quiver un autre chodron en espec de medaill trois petit clochet une petit croix en quiver un turnant de fer a posser les livre et quelque petit vice de fer le tout ansamble trois francs . . . . . 3.—

total trant trois francs . . . . . ci . . . . 33.—

Me signe nicola zalen adjoint et nicola giendt cidevan mambur de la dit eglis. (Schluß folgt.)

Litterarische Novitäten u. Luxemburg. Druckſachen.

*__Arendt Karl__. Ein hiſtoriſches Gedenkblatt. Sonderabdruck aus Heft 8, Jahrgang 15 der „Hémecht". Luxemburg-Bahnhof. Druck von Fr. Bourg-Bourger. 1909. — 6 SS. in 8°, mit einer Abbildung.

**__Biller__ aus dem Liéwen. I. Série. Den Hèllechsmâcher. 2. De Pikär. 3. De Schölmêschter.

II. Série. 4. De Schöfer. 5. De Commis-voyageur.

III. Série. 6. De Brëfdréer. 7. De Bauer. Letzeburger Drock a Verlag vum Ch. Praum. 1909. — 3 Brosch. von 17, 14 und 16 SS. in 12°.

__Cannart d'Hamale (de) Arth__. Le Flamand. Bruxelles. Imprimerie J. Janssens. 25, Rue des Armuriers, 25. 1909. — 61 p. in 12°.

__École d'artisans__ de l'État à Luxembourg. Programme pour l'année scolaire 1909—1910. — Staats-Handwerkerſchule zu Luxemburg. Programm für das Jahr 1909—1910. Luxembourg. Imprimerie Victor Beffort. 1909. — 28 pp. in 8°.

__École industrielle et commerciale__ de Luxembourg. Programme publié à la clôture de l'année scolaire 1908—1909. — Induſtrie- und Handelsſchule von Luxemburg. Programm herausgegeben am Schluſſe des Schuljahres 1908—1909. Luxembourg. Imprimerie Charles Praum. 1909. — 2 + 51 + 2 + 30 pp. in 4°. — Dissertation: __Dr. Tresch Mathias.__ Prométhée et sa race, Satan, Caïn et Faust dans la poésie. — p. 1—51 + 2.

Dr. Feltgen Ernest. Diabète et Cure de Mondorf. Avec un supplément: Constipation et maladies de femmes. Comptoir d'exportation de l'eau de Mondorf, Luxembourg-Gare: (Grand-Duché de Luxembourg.) 1909) Imprimerie P. Worré-Mertens. Luxembourg. (1909). — 12 pp. in 4°.

Gymnasium (Grossherzogliches) zu Diekirch. Programm herausgegeben am Schlusse des Schuljahres 1908—1909. — Gymnase grand-ducal de Diekirch. Programme publié à la clôture de l'année scolaire 1908—1909. Diekirch. Imprimerie J. Schrœll (Paul Schrœll, successeur). 1909. — 27 + 8 + 13 SS. in 4°. — Dissertation. **Dr. Sevenig Nikolaus.** Charles de Villers, ein verkannter Vorläufer der Frau von Staël. Seine Bedeutung für das Buch „De l'Allemagne". — S. 3—27.

Idem. zu Luxemburg. Programm herausgegeben am Schlusse des Schuljahres 1908—1909. — Gymnase grand ducal de Luxembourg. Programme publié à la clôture de l'année scolaire 1908—1909. Luxembourg. Imprimerie Joseph Beffort. 1909. — 38 + 48 SS. in 4°. — Dissertation: **Dr. Goergen Wilhelm.** Gustav Falke, der Lyriker. — S. 3—38.

***Koenig Alexander.** Das Großherzogtum Luxemburg unter Wilhelm III. 1849—1890. (Separat-Abdruck aus „Ons Hémecht".) Luxemburg-Bahnhof. Druck von Fr. Bourg-Bourger. 1909. — 41 SS. in 8°.

****Kremer Hâry.** D'Mattant Bärbel. Komëdëstéck an zwën Akten op Wéltzer Daitsch. Letzeburg. Drock a Verlag vum Ch. Praum. 1909. — 35 SS. in 12°.

***Lamesch Guillaume.** Sôen aus dem Syrdal. D'Bichelgreitchen. — Der Bergmann O. O. n. D. n. Druckerfirma. (Luxemburg-Bahnhof. Fr. Bourg-Bourger. 1909.) — 4 SS. in 8°.

Primär-Schulen der Gemeinde Hollerich-Bonneweg. Feierliche Preise-Verteilung am 15. August 1909 im Schulgebäude zu Bonneweg, um 2 Uhr Nachmittags, im Schulgebäude am Bahnhof, um 3½ Uhr Nachmittags, im Schulgebäude zu Hollerich um 5 Uhr Nachmittags für die Schulen von Hollerich und Gasperich. Hollerich-Luxemburg. Bahnhof-Druckerei Fr. Bourg-Bourger. 1909. — 23 SS. in 4°.

Rodange Michel. Renert oder De Fuuss am Frack an a Ma'ns-Grèsst. Op en Neis fotografëert. Zweet Oplo. Letzeburg. Drock a Verlag vum Ch. Praum. 1909. — 2 + 181 + 3 SS. in 8°, mit dem Porträt des Autors.

Scheler Edmond. Vade-Mecum du Voyageur et du Touriste. La Belgique, la Hollande, le Grand-Duché de Luxembourg, l'Eiffel volcanique, les Bords du Rhin, de la Moselle et de la Loire, la Suisse, l'Italie. Guide de poche illustré fondé en 1901, publié sous les auspices de l'État Belge, des Administrations communales et des Compagnies de Chemins de fer. 9e Édition. 1909. 9e Année 1909. Rédaction et Administration: 55, rue du Mail, Bruxelles. Imprimerie Jacques Godenne, Société anonyme, Rue de Bruxelles, 13, Namur. (1909.) — 136 + XVI pp. in 8°, avec 103 gravures, 2 plans et 5 cartes géographiques.

Schobermesse 1909. Lustige Blätter zu den urfidelen Bock-Bier-Festen in

Jentgen's Riesenzelt. Buchdruckerei und Buchbinderei J. P. Nimax. Luxemburg. (1909.) — 16 SS. in 8°, mit 3 Photographien.

Sevenig Josef. Bericht über Leben und Wirken des Luxemburger Gesellen-Vereins sowie des von den Gesellen patronierten Lehrlings-Vereins. Vom Juli 1908 bis Juli 1909. 45. Jahrgang. Luxemburg. Druck der St. Paulus-Gesellschaft. 1909. — 20 SS. in 8°.

****Stumper Paul.** E perfekten Engländer. Komëdësteck an èngem Akt. Aus dem Franzëschen iwersât. Letzeburg. Drock a Verlag vum Ch. Praum. 1909. — 30 SS. in 12°.

****Idem.** Zwén Dâver. Komëdësteck an èngem Akt. Nom Franzëschen. Letzeburg. Drock a Verlag vum Ch. Praum. 1909. — 36 SS. in 12°.

****Thinnes Jang.** Ja dé Studenten. Komëdësteck an èngem Akt. Letzeburg. Drock a Verlag vum Ch. Praum. 1909. — 27 SS. in 12°.

Turn- und Sportblatt (Luxemburger). (Édition spéciale du) publiée à l'occasion des grandes Fêtes de gymnastique à Luxembourg le 1er, 2me et 3me août 1909. — Fest-Nummer des Luxemburger Turn- und Sportblatt veröffentlicht bei Gelegenheit des Grossen Turnfestes in Luxemburg am 1., 2. und 3. August 1909. Imp. St-Paul. Luxembourg. (1909). — 24 SS. in 4°, mit 10 Porträts, 2 Gruppenbildern und 14 Abbildungen.

Union Grand-Ducale Luxembourgeoise. Société de bienfaisance fondée à Bruxelles, le 19 Décembre 1895. Liste des membres au 15 juin 1909. Comités pour 1909. Services gratuits. Imprimerie P. Rousche, Rue de l'Enseignement, 65. Bruxelles. — 28 p. in 8°.

Vannérus Jules. Nicolas Ruter. Extrait de la Biographie Nationale, publiée par l'Académie Royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, t. XX, col. 465—482 (1909). S. l. ni nom d'impr. (1909.) — 10 pp. à 2 col. in 8°.

Ville de Liége. Musée d'Ansembourg. Imp. Bénard, soc. an. Liége. S. d. (1909.) — 13 pp. in 8°.

Ville de Luxembourg. 1er, 2 et 3 août 1909. Union des Sociétés luxembourgeoises de gymnastique. XIe Fête fédérale. Livre d'or. Publication officielle. IVe Tournoi international. Victor Bück (Veuve Léon Bück, successeur). Imprimeur de la Cour. Luxembourg. (1909). — 63 + 24 pp. in 8°, avec 15 portraits, 3 photographies (groupes) et 41 gravures.

Dr. Waltzing Jean-Pierre. Le Palais Mansfelt à Clausen. Une demeure princière de la fin du XVIe siècle. A la fois Musée d'art moderne et Musée d'antiquités. S. l. ni d. ni nom d'impr. (Liége 1909). — 11 p. in 8°, avec 2 planches.

****Zeit. (Dê gut âl).** Komesche Virdrag vun zwê âler Hären. Letzeburg. Drock a Verlag vum Ch. Praum 1909. — 8 SS. in 12°.

---

* = Separat-Abdruck aus „Ons Hémecht".

** = Bilden die Nummern 33, 41, 43, 42, 30, 31 und 29 der von Hrn. Buchdrucker Karl Praum-Valentini in Luxemburg herausgegebenen „Bibliothek Luxemburger Theaterstücke."

Ons Hémecht.

Organ des Vereines für Luxemburger Geschichte, Literatur und Kunst.

Herausgegeben vom Vereins-Vorstande.

15. Jahrgang. — 10. Heft. 1. Oktober 1909.

Sôen aus dem Syrdall.

D'Frâ fum „weisze Bierg".

Zu Schrasseg op dem »weisze Bierg«
Ass nuets et net geheier;
En âle Pètter, Greiwesch Gierg,
Beschwiert et heich an deier.

'T spazeiert do am weisze Klêd
Êng Frâ dûrch d'Fèld lanscht d'Hècken,
'Sou lâng de Mount um Himmel stêt
A Rouh an allen Ècken.

Zu Schrasseg war fun èngem Bur
Fir d'Léngent weisz ze mâchen,
Fir fofzeg Joer nach kèng Spur,
Wei haut op fille Bâchen.

D'Frâleit hun op der Syr gebleilt
An hun derbei bewisen,
Dass emer d'Zong seilspatz gefeilt;
Geblêcht gouf an de Wisen.

Do luegen dack dann iwer d'Nuecht
D'Zerweiten an d'Bèttzichen,
'T huet kên am Duerf un Deif geduecht,
All Stuff stong op a Kichen.

Do war èng Frâ fum Nopeschduerf,
'T huet alles dei gehönnert;
All Nuets huet sie mat èngem Kuerf
En âner Gârt geplönnert.

'Sou kent an ènger Summernuecht —
D'Hé war grâd âgefeiert —
Sie duer, wou d'Léngent ausgeluecht,
A stiehlt et ongeneiert.

D'Nuetseil huet an de Wisen dât,
Wie wêss, wei lâng gedriwen;
'T guef driwer fill am Duerf geschwât,
Den Deif ass hèmlech bliwen.

Wei d'Frächen nûn zum Stierwe kent,
Kann d'Kôs sie net bestoen;
Duerfir bis haut kèng Rouh sie fent
A muss als Gêscht emgoen.

Um «weisze Bierg», no bei der Syr,
Wou sie erem spazeiert,
Hât sie wei dack schons am Geschîr
D'Leit, dei do nuets passeiert.

LES ANCIENS DYNASTES
D'ESCH-SUR-LA-SÛRE

par

Jules VANNÉRUS.

(Quarante-huitième article.)

Que devint la part que Jean d'Eltz possédait à Esch? Il m'est difficile de le dire, car j'ignore s'il se maria et s'il laissa de la descendance. Quoi qu'il en soit, sa portion d'Esch fit retour dans la suite, au huitième de Bourscheid, car ce huitième passa dans son intégralité à J.-Th. Zandt, lors d'un partage effectué en 1626.

Bernard III de Bourscheid avait, avons-nous dit, deux sœurs, Wilhelmine et Marie. La première épousa Colin de Neuerbourg (-lez-Wittlich), tandis que la seconde se maria en premières noces avec Guillaume de Schwarzenbourg et en secondes avec Hermann Weyher de Nickenig.

Dès le 6 juillet 1512, Elisabeth d'Autel, la veuve de Bernard III, conclut avec Marie (représentée par Jean de Schönberg, sgr. à Hartelstein, et Thierri de Metternich, sgr. à Zievel) et avec Philippe et Otton de Neuerbourg, frères, fils de Wilhelmine, comme plus proches parents de son mari défunt, un accord par lequel elle leur cède le château de Bourscheid; la succession de son mari et son propre douaire donnèrent encore lieu en 1520 [1]) à des différends, dont il serait superflu de parler ici. Retenons simplement que Philippe de Neuerbourg, fils aîné de Bourscheid, et son frère Otton de Neuerbourg apparaissent le 6 juillet 1515 comme héritiers d'une partie de la seigneurie de Mersch, à eux échue de feu Bernard, sgr. de Bourscheid, et que le même jour, Philippe relève ce quart de Mersch, de l'abbé de St. Maximin; en 1515, encore, est cité Thierri de Zievel, seigneur à Bourscheid, et le 6 mars 1516, apparaissent comme co-seigneurs de ce lieu Thierri de Metternich, sgr. de Zievel, et les frères Philippe et Otton de Neuerbourg [2]).

La terre de Bourscheid, et avec elle le huitième d'Esch-sur-la-Sûre, resta ainsi en indivision jusqu'en 1626.

Philippe de Neuerbourg dut mourir peu après mars 1516 et

1) Eyschen, *Hist. de Bourscheid*, pp. 244—246, 509—511, 516—518; etc.

2) *Arch. de Reinach*, nos 2497, 2498 et 2506; Eyschen, *op. cit.*, p. 666.

son frère Otton est mentionné à diverses reprises comme seigneur à Bourscheid, du 7 février 1518 à 1537; il laissa ses biens à sa sœur Anne de Neuerbourg, épouse de Louis Zandt de Merl [1]).

De son côté, Thierri de Metternich (qui avait épousé en 1496 Marguerite Weyher de Nickenig, fille de la susdite Marie de Bourscheid), encore cité le 5 février 1520, laissa sa part de Bourscheid et d'Esch à son fils Etienne, que nous rencontrons à partir du 25 mai 1534, jour où, en présence de son frère Godart, sgr. de Zievel, il fait une déclaration relative au *morgengab* de son épouse, Marie de Metzenhausen [2]). Etienne apparaît à Esch en deux circonstances: le 5 février 1540 n. st., jour où son officier, Jean Hess, le représente dans une enquête concernant les difficultés avec Wiltz, et en 1547 (*1546, m. Trev., den andren tagh nahe dem jargezytt*), année où intervient dans un acte Pierre Hass, officier d'Anne, comtesse de Salm, et du *Juncker Steffan von Metternich*, sgr. à Bourscheid [3]).

Thierri (II) de Metternich, auquel partie de Bourscheid échut après la mort de son père, est cité à partir du 2 janvier 1563; à en croire Eyschen [4]), Thierri et son frère Charles de Metternich reçurent en 1565 de Werner Zandt (fils d'Anne de Neuerbourg), le quart que celui-ci possédait dans Bourscheid. Werner, markvogt de Diekirch depuis le 12 septembre 1550, avait épousé Jeannette Keck, fille de Jean, sgr. de Thorn et de Mamer, et mourut sans laisser d'enfants le 2 avril 1567; le 9 novembre 1570, sa veuve se remaria avec Christophe von der Feltz [5]).

Le frère de Werner, Colin, homme d'armes d'une des bandes d'ordonnance du comte de Mansfeld, fut nommé markvogt de Diekirch à la place de son frère, par patentes du 6 mai 1567.

Peu après le remariage de Jeanette Keck, le 11 mai 1571, une transaction intervint entre Colin Zant, markvogt à Diekirch, tant en son nom qu'en celui d'Anna de Neuerbourg, veuve de Louis Zandt, sgr. de Bourscheid, sa mère, d'une part, et Christophe de Larochette, sgr. de Contern, agissant pour lui-même et pour sa femme Jeannette Keck, dame de Thorn, fille de Jean

1) Eyschen, pp. 514, 667 et 668.

2) *Arch. de Reinach*, nos 2538 et 2700.

3) Fonds Vannérus, aux arch. de la Sect. Hist. et aux Arch. du Gouvt. (à la date 1617—18).

4) Pp. 518—519 (d'après un document du Fonds Vannérus, lui communiqué par le curé Kalbersch).

5) J. Vannérus, *Esquisses histor. sur Diekirch*, 1896, p. 210.

Keck, docteur en droit, président du conseil de Luxembourg, sgr. de Thorn. Il est stipulé, entre autres, que Jeannette renoncera à son douaire sur Bourscheid, mais que Colin Zandt et sa mère paieront à Jean et à Guill. Reus de Folkendange, père et fils, et à Mr Remacle Huart, licencié en droit et avocat à Luxembourg, à chacun 3000 écus de Luxembourg, affectés sur les seigneuries de Bourscheid et d'Esch [1]).

Mentionné comme co-seigneur à Esch en 1566, le 12 juin 1570, le 26 mars 1572 et le 14 mars 1586 [2]), Thierri II de Metternich, sgr. à Bourscheid et justicier féodal à Prüm, conclut le 24 août 1589, avec Colin Zandt, son co-seigneur à Bourscheid et markvogt à Diekirch, qui réclamait un quart du château et de toute la seigneurie, un partage, qui ne porta que sur le château même; les autres biens indivis de la seigneurie devaient être attribués à chacune des parties par un accord ultérieur [3]).

Le huitième de Bourscheid à Esch continua donc à rester indivis entre les branches Zandt et Metternich; le 13 décembre 1592, à Bourscheid, Thierri de Metternich, sgr. à Bourscheid et à Esch, agissant pour lui et pour l'enfant délaissé par son cousin Colin Zandt, co-seigneur à Bourscheid et à Esch, donne en fief à Thierri Zevell d'Esch, les biens que Georges de Hosingen et ses prédécesseurs avaient détenus en fief des ancêtres de Thierri, seigneurs à Bourscheid et à Esch [4]).

L'année suivante, Thierri de Metternich accrut considérablement ses biens: le 14 juillet 1593, avec son épouse Catherine de Wachtendonck, il acquit de Marie de Metternich, épouse de Philippe d'Ahr, et des tuteurs des enfants dudit Philippe le quart appartenant à ces enfants dans la seigneurie de Bourscheid et dans les parts y afférentes de Mersch et d'Esch, avec dépendances, pour 6000 fl. de Brabant à 20 sols pièce [5]).

Cité encore comme seigneur de Bourscheid, conseiller électoral de Trèves et bailli à Brouch, le 18 avril 1598, il mourut en 1605 ou peu avant [6]).

D'autre part, Colin Zandt, décédé vers 1591, avait eu de son

---

1) *Arch. de Reinach*, nº 3052, sous l'année, évidemment fautive, de 1561.

2) Neyen, *Esch*, p. 245; *Arch. de Reinach*, nos 3194 et 3418; Arch. de la Sect. Histor., Fonds Vannérus.

3) *Progr. du Progymn. de Diekirch*, 1847, pp. 20—21.

4) Arch. de la Sect. Hist., Fonds Vannérus.

5) W.-P., *Arch. de Marches de Guirsch*, II, 1878, pp. 201—202, d'après le reg. 1584—1599 du Siége des Nobles.

6) *Ibidem*, p. 207; *Progr. du Progymn. de Diekirch*, 1847, p. 16.

épouse, Anne de Rolshausen, plusieurs enfants: en août 1595, ils avaient pour mambours Christophe de Rolshausen, Thierri de Metternich et Simon Zandt de Merll. De ces enfants, je n'en signalerai qu'un ici: Jean-Thierri, qui figure à partir du 4 mai 1607, dans un acte relatif à des champs et bois dits *das Fhälener landt*, sis près de Scheidel et relevant en fief de Catherine de Wachtendonck, veuve de Metternich, dame de Bourscheid, et de J.-Thierri Zandt, co-sgr. à Bourscheid; le 1er mai 1612, il écrit un acte au sujet d'un bien à Niederfeulen [1]).

Le 21 novembre 1616, au château lez Bitbourg, un contrat de mariage fut conclu entre Jean Thierri Zandt de Merl, co sgr. à Bourscheid, etc. (fils de feu Colin, co-sgr. à Bourscheid, Esch et Mersch, et de son épouse Anne de Rolshausen, fille à Butgenbach), et Anne-Elisabeth d'Enschringen, fille de Wolfgang-Frédéric, co-sgr. de Larochette. Jean-Thierri assigne en dot 2000 rth. et 1000 florins à la roue de Mayence, pour lesquels il oblige sa part à Bourscheid et à Esch et différents revenus [2]).

En même temps que Jean-Thierri Zandt était co-seigneur à Esch, Jean-Gérard de Metternich, fils de Thierri et de Catherine de Wachtendonck: le 30 juillet 1611, qualifié de seigneur à Bourscheid, Esch, etc., il scelle un acte relatif à la vouerie Hitz de Niederfeulen [3]).

Le 18 février 1621, J.-Gérard de Metternich et J.-Th. Zandt de Merll, seigneurs à Bourscheid et co-sgrs. à Esch, approuvent, comme *schafftherrn*, l'engagère d'une prairie sise au ban de Heiderscheid [4]); le 22 juin 1622, un acte mentionne l'engagère d'une vouerie à Kuborn, faite par J.-Th. de Zandt, co-sgr. de Bourscheid; le même co-sgr. à Bourscheid et à Esch intervient comme seigneur propriétaire de la *Franken vogdey* à Kuborn; le 18 mars 1623, J.-Thierri de Zandt, sgr. d'Esch et de Bourscheid, échange un bien sis à Kuborn. Le 4 février 1626, J.-Th. Zandt de Merll, sgr. d'Esch, voué héréditaire à Hamm, relaisse pour quatre ans sa cense de Heiderscheid [5]).

Au cours de cette même année, l'indivision des Metternich et des Zandt cessa enfin: en 1626, en effet, la seigneurie de

---

1) *Arch. de Clervaux*, n° 2578; Protoc. du notaire Welther, de Diekirch, vol. XII, n° 276.

2) Eyschen, *Hist. man. de Bourscheid*, pp. 523—524.

3) Arch. Sect. Hist. Luxemb., Fonds Vannérus.

4) Arch. Gvt., Fonds Vannérus.

5) Arch. Gvt. Luxbg., Fonds Vannérus; *Arch. de Clervaux*, nos 2768, 2779 et 2816; Anal. manuscrite.

Bourscheid et ses dépendances furent définitivement partagées entre Catherine de Wachtendonck, veuve de Metternich, et ses fils, Damien-Henri de Metternich, chanoine à Trèves, Jean-Gérard de Metternich, sgr. à Bourscheid et Esch, bailli électoral de Trèves à Wittlich, (Uden-) Esch et Brouch (avec sa femme Marie von der Leyen, dame à Bourscheid et Esch), d'une part, Jean-Thierri Zand de Merll, bailli héréditaire au Hamm, sgr. à Bourscheid et Esch, et son épouse Anne-Elisabeth d'Enschringen, d'autre part. Entre autres biens, Zandt reçut la maison de Bourscheid à Esch (alors déjà ruinée), avec la part en dépendante dans la seigneurie d'Esch, soit un huitième [1]).

Désormais seul seigneur du huitième de Bourscheid à Esch, J.-Th. Zandt intervient avec le titre de seigneur à Esch et à Birtrange dans des actes des 27 et 30 octobre 1627, 6 et 8 juin 1628 [2]); le 11 avril 1628, à *Esche, Jo. Diederich von Zandt* signe, comme co-sgr. de ce lieu, une autorisation concernant le fossé de la franchise d'Esch; les 4 et 8 juillet suivants, il intervient dans deux actes concernant la cour de Feulen; le 16 février 1630, J.-Th. Zand, sgr. d'Esch, figure parmi les six nobles vassaux du Siége des nobles devant lesquels est passée la vente de la seigneurie de Schutbourg [3]).

Il dut mourir peu après et sa veuve se remaria avant avril 1640 avec Jean-Chrysostome de Canlers, qui apparaît comme seigneur à Birtrange et Esch, les 9 avril 1640 et 23 juin 1642, comme seigneur à Birtrange les 19 février 1644, 18 février 1648 et 8 juillet 1650. Le 24 juin 1649, le Sieur de Canlers et son épouse, sgr. et dame de Birtrange, devant payer la robe de noce de leur fille Marie-Elisabeth de Zant et désirant éviter une exécution par huissier, engagent une rente à Eschdorf, en présence de leur fils Damien-Henri Zandt [4]).

Trois ans plus tard, en 1652, les frères Damien-Henri et Jean-Thierri Zandt de Merl, voués héréditaires au Ham et respectivement seigneurs à Esch et Birtrange, assistés, le premier

---

1) *Progr. du Progymn. de Diekirch*, 1847, pp. 19—20.

2) *Arch. de Reinach*, nº 3829; *de Clervaux*, nos 2841, 2848 et 2849.

3) Arch. Gvt. Luxbg., Fonds Vannérus; *Arch. de Clerv.*, nos 2854 et 2855; *Arch. de Schutbourg*, nº 121.

4) Protoc. des notaires Balthasar et Mercatoris, de Diekirch; Requêtes au conseil de Luxembourg, liasses 63, nº 109, et 67, nº 27 (rens. van Werveke); anal. manuscr.

de Charles Heinsberg dit Kirschbaum, sgr. à Bettembourg et Neuerbourg, et le second de Charles-Louis Zandt de Merl, voué héréditaire au Hamm, sgr. à Liessingen, et de Chrysostome de Candeler, sgr. à Birtrange (leur beau-père), s'accordent au sujet des rentes dépendant des seigneuries d'Esch et de Birtrange; le premier reçoit, comme aîné et pour le vol du chapon, le château de Birtrange, avec tous les biens héréditaires; le second obtient le huitième d'Esch. Ils devront donner à chacune de leurs sœurs, Anne-Odile et Anne-Catherine, religieuses à St. Thomas-sur-la-Kyll, 20 rt. par an [1]).

Le 6 octobre 1659, le seigneur de Birtrange est mentionné parmi les quatre seigneurs d'Esch, dans une attestation de la justice de ce lieu relative à la nomination des mayeurs et à la levée des cadavres. Jean-Thierri ne devait donc plus vivre alors; le 22 février 1662, en tout cas, Damien-Henri était qualifié de seigneur de Bertrange et d'Esch [2]); il est encore mentionné avec les mêmes titres dans un acte du 26 novembre 1672, mais mourut avant 1677, année où apparaît sa veuve, Marie-Agnès de Gondersdorf [3]).

Jean-Thierri Zandt et Anne-Elisabeth d'Enschringen eurent donc plusieurs enfants; nous avons mentionné plus haut: Marie-Elisabeth, mariée peu avant le 24 juin 1649; Damien-Henri; Jean-Thierri; Anne-Odile et Anne-Catherine, religieuses. Bärsch (*Eifl. ill.*, II, 2e p., p. 457) les énumère comme suit: Philippe, Damien, Henri, Jean-Thierri, Anne-Jeanne et Marie-Ursule, religieuses à Niederprüm, Marie-Elisabeth, morte célibataire; ailleurs (II, p. 463), il y ajoute encore, avec raison, Anne-Elisabeth, qui épousa son parent, Charles-Louis Zandt de Merl, fils de Thierri (de la ligne de Liessingen) et d'Anne d'Eltz.

Quoi qu'il en soit, aucun de ces enfants ne laissa de postérité, si ce n'est Anne-Elisabeth; aussi, à la mort de Damien-Henri, le huitième d'Esch passa-t-il, avec Birtrange, à cette dernière et à son mari; c'est ainsi que le 2 mai 1680, à Ettelbrück, Charles-Louis de Zandt, voué héréditaire au Hamm, sgr. de Liessingen, Birtrange et Esch, bailli électoral de Trèves, etc.,

---

1) Eyschen, *Hist. man. de Bourscheid*, pp. 530—531, d'après un projet, non signé, communiqué par Kalbersch. D'après une autre indication, provenant de la même source, Jean-Thierri reçut les rentes de la part de Bourscheid-Esch dans les mairies de Feulen et de Dellen.

2) *Arch. de Clervaux*, nos 3109 et 3129.

3) Anal. manuscr.; Eyschen, *op. cit.*, p. 536.

conféra les fonctions de mayeur foncier à Feulen et à Heiderscheid à Pierre von der Schaar de Niederfeulen [1]).

Le huitième d'Esch ne devait plus rester longtemps en possession des Zandt; quatre ans après, Charles-Louis étant mort [2]), un de ses quatre fils aliéna cette part: le 19 avril 1684, Ferdinand-Louis, baron de Zandt, seigneur en partie d'Esch, et Marie-Claudine de Zandt, née baronne d'Ahr d'Antweiler, sa compagne, vendent à demoiselle Cornille-Agnès, baronne de Reede de Saasfelt (belle-sœur du comte de Lannoy, baron de Clervaux), leur huitième part de la seigneurie d'Esch et dépendances, avec droits de juridiction, haute, moyenne et basse justice, etc., pour la somme de 2500 écus blancs, à 48 sols pièce [3]).

Le huitième de Bourscheid à Esch sortait donc à son tour des mains des descendants d'Ermengarde d'Esch. Quatre siècles suffirent donc pour consommer l'aliénation entière de la terre d'Esch par les seigneurs issus en ligne directe des anciens dynastes: la moitié de Cronenbourg avait été aliénée en 1580, le quart de Falkenstein en 1628, le huitième de Bolland en 1679 et le huitième de Bourscheid en 1684.

Avant de passer à l'histoire du huitième de Bourscheid de la fin du XVIIme siècle à la révolution française, condensons en un tableau la série généalogique de ses possesseurs de 1437 à 1684 (voir ci-contre).

* * *

La nouvelle propriétaire de la part de Zandt à Esch, d'une famille gueldroise, habitait au château de Clervaux, chez son beau-frère, Albert-Eugène de Lannoy, baron de Clervaux, qui avait épousé en 1647 Anne-Marie de Reede de Saasfeld, fille de Gérard de Reede et de Marie de Wyhe [4]).

---

1) *Arch. de Clervaux*, n° 3204.

2) D'après Bärsch (*Eifl. ill.*, II, 2e p., p. 460), Charles-Louis Zandt ne mourut que le 18 décembre 1689; cependant, la vente du huitième d'Esch, dès avril 1684, et celle de Birtrange, en mai 1688, par son fils Ferdinand-Louis, doivent faire admettre pour son décès une date antérieure à avril 1684.

3) Cette vente fut enregistrée au Siége des Nobles, le 20 oct. 1722 (reg. 5, f. 107; cf. Reg. W.-P., p. 119).

Neyen, p. 279, à la date du 19 *août* 1684, d'après le Fonds Vannérus. A la p. 295, il reproduit l'analyse du même acte, d'après le même fonds, mais à la date du 19 *août 1784* et en indiquant *2050* écus blancs comme prix de vente!

Le n° 3357 des *Arch. de Clervaux* mentionne cette vente comme ayant été faite au comte de Lannoy-Clervaux: celui-ci n'entra en possession de cette part d'Esch qu'en 1693.

4) *Arch. de Clervaux*, n°s 3037 et 3259. Cf. E. Poswick, *Les comtes de Lannoy-Clervaux* (p. 10), ouvrage auquel j'emprunte encore, dans la suite, d'autres renseignements sur les Lannoy-Clervaux.

Le huitième de Bourscheid en la terre d'Esch de 1437 à 1684.

Catherine de Brandenbourg († avant juin 1437).
Laisse un huitième d'Esch à ses enfants.
Ép. *Bernard II de Bourscheid* (1426 –1474).

Jean, fils aîné de Bourscheid, seigneur à Esch (1443—1466) et à Bourscheid (1471—1474), † avant le 29 juillet 1476.

Catherine de Bourscheid (1456—1494). Ép. Lancelot, sgr. d'Eltz (1456—1457), † vers 1479.

Bernard III de Bourscheid, sgr. de Bourscheid depuis 1478, sgr. à Esch (1495—1507), † sans enfants le 17 mars 1512.

Wilhelmine de Bourscheid, Ép. Colin de Neuerbourg.

Marie de Bourscheid. Ép. 2° Hermann Weyher de Nickenig.

Jean, sgr. d'Eltz, fils à Esch (1492), sgr. à Esch (1er août 1493—25 sept 1525). Cette part retourne dans la suite au Huitième de Bourscheid.

Philippe de Neuerbourg, co-sgr. à Bourscheid (1515 1516).

Otton de Neuerbourg, co-sgr. à Bourscheid (1515 — 1537); laisse ses biens à sa sœur Anne.

Anne de Neuerbourg (1571). Ep. Louis Zandt, co-sgr. à Bourscheid et à Esch.

Marguerite Weyher de Nickenig. Ép. en 1496 Thierri de Metternich, sgr. à Zievel et à Bourscheid (1515—1520).

Werner Zandt, Sgr. à Bourscheid et à Esch (1550—1567), mort sans enfants.

Colin Zandt, sgr. à Bourscheid et à Esch (1567—1591).

Etienne de Metternich, sgr. à Bourscheid et à Esch (1534—1547).

Jean Thierri Zandt (1607—1630), co-sgr. à Bourscheid et á Esch, seul propriétaire du Huitième d'Esch à partir de 1626.

Thierri II de Metternich, sgr. à Bourscheid et à Esch (1563—1598), † avant 1605. En 1593, achète les droits de Marie de Metternich (sa sœur ?) sur Esch.

Damien-Henri Zandt, sgr. à Birtrange et à Esch (1649—nov. 1672); † avant 1677, sans enfants.

Jean-Thierri II Zandt, reçoit le huitième d'Esch en 1652, † avant 1659, sans enfants.

Anne-Elisabeth Zandt. Ép. Charles-Louis Zandt, sgr. à Birtrange et à Esch (1680).

Jean-Gérard de Metternich, sgr. à Bourscheid et à Esch (1611—1626).

Ferdinand-Louis Zandt, vend le Huitième d'Esch à la Baronne de Reede, le 19 avril 1684.

(A suivre.)

Reise-Erinnerungen.

Von **N. Funck,**

Ehemaliger Professor am Athenäum zu Luxemburg.

(Fortsetzung.)

Heute, wo Dampfschiffe und schnellsegelnde Paketschiffe den Ozean in allen Richtungen durchkreuzen, sind die Seereisen nicht mehr das, was sie in früheren Zeiten waren. Damals galt eine Reise von 60 Tagen bis nach Rio de Janeiro als eine normale Fahrt, während jetzt die Dampfer, einschließlich dreier voller Tage, welche sie durch Anlaufen in Lissabon, Madeira, Pernambuco und Bahia zusetzen, dieselbe in kaum 25 Tagen zurücklegen, und die Segelschiffe von Havre und Bordeaux nur 36—40 Tage dazu gebrauchen. Wenn man erwägt, daß die belgischen Schiffe, deren es damals nur wenige gab, die weite überseeische Reisen machten, schlechte Segler waren und daß für Passagiere die allernötigsten Einrichtungen fehlten, so kann man sich einen Begriff davon machen, was eine solche Reise unter ähnlichen Umständen zu bedeuten hatte.

Unser Schiff »Clemence« war nebenbei noch eines jener alten Modelle, wie man sie noch zur Zeit auf dem Mordyck und den holländischen Kanälen trifft, an beiden Seiten mit einer Art Holzflügel versehen, die abwechselnd niedergelassen werden, damit das Schiff, wenn es gegen den Wind laviert, nicht zu sehr abwärts getrieben werde.

Trotz unserer Unerfahrenheit in der Nautik mußten wir dennoch bemerken, daß die runde Form des vorderen Teiles des Schiffes nicht mit den Bedingungen eines guten Seglers übereinstimmte; unser gute, alte Kapitän gab uns aber so treffende Beweise des Gegenteils, daß wir nicht umhin konnten, unter gewisser Reserve ihm Glauben zu schenken. Unter andern Beweisen für seine Behauptung führte er uns die vorzüglichsten Schwimmvögel an, die Schwäne, die Gänse und die Enten, deren Vorderteile ebenfalls abgerundet sind.

Zu allen diesen Vorteilen, die wir an Bord der »Clemence« genossen, gesellte sich noch eine nichts weniger als schmackhafte Kost. Die Hauptnahrung bestand in Speck und Bohnen, in gesalzenem Rindfleisch mit Erbsen und in trockenem Stockfisch mit Kartoffeln. Die beiden ersten Gerichte, denen eine Bier- oder Weinsuppe vorausging, wurden uns abwechselnd regelmäßig vom Montag bis Don-

nerstag verabreicht; Donnerstags gab es jedoch einen Zusatz von einigen Pfannekuchen, die, da keine Eier vorhanden, nur aus Wasser und Mehl zubereitet waren. Dagegen erhielten wir Freitags und Samstags, infolge der in Belgien üblichen zwei Abstinenztage, nur Stockfisch mit Kartoffeln. Der Sonntag aber war für uns ein wahrer Lukullustag. Es wurde ein Huhn geschlachtet und gebraten, welchem regelmäßig ein dicker, langer, zuckerhutförmiger Plumpudding folgte, der einfach, gleich den Pfannekuchen, aus Wasser und Mehl fabriziert war; als Gewürz wurde ein Gläschen Schnaps hineingetan. Da die sonderbare Form dieses Puddings uns schon längst aufgefallen war, beschlossen wir, auszuspionieren, auf welche Weise er hergestellt wurde, und entdeckten endlich zu unserem nicht geringen Erstaunen, daß die alte, schmutzige Schlafmütze unseres Koches die Ursache dieser heterokliten Form war. Gott weiß, wie lange diese Kopfbedeckung nicht mehr in Berührung mit Wasser und Seife gekommen war. Allein der gesegnete Appetit, der uns nach bestandener Seekrankheit überfiel, ließ uns alles als ungenügenden Grund zu irgend welcher Appetitlosigkeit übersehen. Wir begnügten uns, die äußere Schale, welche unmittelbar in Berührung mit der erwähnten Schlafmütze gekommen sein mußte, einfach zu beseitigen. Ein würdiges Seitenstück war unser Brot, aus hartem Zwieback bestehend, welches mit einem Hammer zerschlagen oder mit Wasser oder Tee aufgeweicht werden mußte, um es genießen zu können. Zum Trinken hatten wir Wasser und Tee: ersteres stand in halbfudergroßen Fässern auf dem Verdeck längs der Schiffsbrüstungen; außerdem besaßen wir einen ziemlich starken Vorrat an gewöhnlichem Schnaps. An Wein hatten wir ungefähr 200 Flaschen in Antwerpen gekauft, und kam uns dieser sehr zu statten, als wir die heißen Regionen der Tropen erreichten.

Der Sonntag wurde gewöhnlich mit einer oder zwei Flaschen Rotwein gefeiert, woran der Kapitän und der Steuermann ohne Bedenken teilnahmen. Unser Frühstück bestand aus Kaffee und Zwieback, und unser Abendessen aus Tee und Zwieback. Trotz aller Widerwärtigkeiten und Unbequemlichkeiten wurde unser Appetit stets größer: nichts konnte ihn abschwächen, weder die Einfachheit und Unregelmäßigkeit der verabreichten Gerichte, noch die sonderbaren Kochkünste unseres »Vatel«, und mit immer größerem Vergnügen sahen wir zuletzt den Pudding am Sonntage auf dem Tische paradieren.

Wie bereits erwähnt, beherbergte unser Schiff eine interessante Sammlung lieblicher Tierchen, welche sich allmählich derart an uns gewöhnten, daß sie sogar nicht unterlassen konnten, uns in der

Nacht heimliche Besuche abzustatten, wahrscheinlich in der löblichen Absicht, uns die Zeit mehr oder weniger angenehm zu vertreiben. Die eine Art war eine Ratte — Ratus decumanus —, welche in Hinsicht auf Größe und Schalkhaftigkeit nichts zu wünschen übrig ließ. Ihr Appetit wetteiferte mit dem unserigen, nur mit dem Unterschied, daß sie die Nacht zu ihren Tummeleien und Mahlzeiten wählten. Ihre Vertraulichkeit ging so weit, daß sie sich nicht genierten, unsere Betten zum Schauplatz ihrer nächtlichen Abenteuer zu wählen. Die zahlreichen Mäuse, bescheidener und anständiger als ihre frechen Stammverwandten, beschränkten sich darauf, in aller Stille die Speisekammer mit ihrem Besuche zu beehren. Die dritte Art, ein Insekt zur Ordnung der Gradflügeler — Orthoptera — gehörend, war die südamerikanische Riesenschabe oder Kakerlake — Blabera gigantea — im Spanischen unter dem Namen Cucuracha, im Französischen unter dem Namen Blatte, und im Deutschen auch unter dem Namen Trommler bekannt, weil sie bei ihren nächtlichen Wanderungen ein Geräusch vernehmen läßt, welches dem Knacken mit den Fingern nicht unähnlich ist. Diese Schabe ist nahezu 52 m/m lang, flach und gestreckt, von schmutzig brauner Farbe mit einem leichten Schattenquerstreifen über der Mitte der Deckschilder und einem quadratischen, schwarzen Flecke auf der Mitte der Halsschilde. In Südamerika stellt sich dieses Rieseninsekt nicht selten in den Wohnungen ein, wo es zu einer unangenehmen Plage wird. Abgesehen von ihrem faden, widerlichen Geruche, machen diese Schaben sich besonders verhaßt durch ihre zärtliche Zudringlichkeit. Des Abends flatterten sie überall mit einer Dreistigkeit umher, als wäre das Schiff und alles, was darin ist, ihr Eigentum. Sie kosteten von allen Gerichten und kamen des Nachts, ihren Durst an der Feuchtigkeit unserer Lippen zu stillen. Ganz unausstehlich werden diese Bestien, wenn man die heißen Zonen erreicht. Dort sind sie in ihrem Element, nichts stört sie in ihrem Treiben, und ihre Unverschämtheit geht zuweilen so weit, daß sie sich unverhofft während der Mahlzeit in den Kaffee, den Tee oder in die Suppe stürzen.

Ein anderer Bewohner unseres Schiffes war eine Ameise, von kleiner Statur, aber desto lästiger in ihrem Benehmen. Sie streifte überall umher, man fand sie in allen Flüssigkeiten, und des Nachts unternahm sie Wanderungen, welche uns sehr unangenehm berührten.

Ich übergehe stillschweigend eine letzte Tierart, welche ebenfalls vertreten war, und deren parasitische Gewohnheiten noch viel lästiger

wurden, als die aller anderen Reisegefährten und -gefährtinnen, welche mit uns die Räume der »Clemence« bewohnten.

Es sei hier noch bemerkt, daß alle diese verschiedenartigen Geschöpfe in der größten Eintracht unter sich lebten.

Seit wir den Kanal zwischen Frankreich und England verlassen hatten, war uns kein Land mehr in Sicht gekommen. Die zahlreichen Schiffe, denen wir dort begegneten, wurden immer seltener, jemehr wir uns dem Atlantischen Ozean näherten, und verschwanden bald alle, als wir die hohe See erreichten. Nach vierwöchentlicher Fahrt hatten wir erst den Breitegrad der Insel Madeira erreicht, ohne daß es uns vergönnt gewesen wäre, dieselbe auch nur in weiter Ferne zu erblicken. Von da an blieben wir von den ungünstigen Winden, die uns bis dorthin begleitet hatten, fast gänzlich verschont. Unser Schoner steuerte nunmehr ruhig, von gelinden Passatwinden getrieben, dem Wendekreise des Krebses zu. Das Meer, das bis dahin eine unangenehme, dunkle Farbe gezeigt hatte, klärte sich ins Hellblaue auf und glich nunmehr einem schönen, ruhigen See, dessen Oberfläche nur von jenen kleinen, schäumenden Wellchen bewegt ist, welche die französischen Seefahrer mit dem Namen »Mouton«, — Schäfchen — bezeichnen. Von Zeit zu Zeit wurden wir von jenen plötzlichen, heftigen Windstößen — Böen — überfallen, die aber nicht von langer Dauer sind. Ich erinnere mich, daß dies eines Tages der Fall war, während wir zu Tische saßen. Kaum hatten wir das Herannahen des Windstoßes bemerkt, so lag auch das Schiff schon in einem Winkel von ungefähr 22 Grad seitwärts. Suppe, Teller, Gabeln, Gläser, Messer und tutti quanti, wir miteinbegriffen, wurden in einem bunten Gemenge zu Boden geschleudert. Nach einigen Minuten ward wieder alles ruhig, und wir verfolgten unsern Weg, als wenn nichts vorgefallen wäre, nur mit dem Unterschiede, daß dabei unsere Mahlzeit Schiffbruch gelitten hatte. Die Böen sind oft gefährlich, wenn sie unerwartet das Schiff überfallen; allein meistens sieht man sie schon aus der Ferne herankommen.

Unter den Passatwinden fingen auch meine Reisegefährten an, sich von den bestandenen Strapazen gänzlich zu erholen; unser jugendlicher Humor kam wieder auf die Tagesordnung, und wir erfanden allerlei Zerstreuungen, um uns die Langeweile an Bord zu verkürzen. Der Fischfang wurde unter anderm eine unserer Lieblingsbeschäftigungen. Mit einer Harpune bewaffnet, ließ der eine oder der andere sich an den Bugspriet festbinden, um irgend einer Dorade oder eines Delphins habhaft zu werden, welche oft in zahlreichen Schwärmen, vorzugsweise am Vorderbuge des Schiffes, die Wellen in raschen Sätzen durchschneiden.

Die Dorade — Coryphaeus Hyppurus — ein wunderschöner, 3—4 Fuß langer Fisch, mit den glänzendsten Metallfarben geziert und auf dem Rücken mit einer mächtigen Flosse versehen, setzt beständig den harmlosen fliegenden Fischen nach und schießt sogar einige Fuß hoch über das Wasser empor, diesen nachsetzend, wenn sie ihr Heil in der Luft suchen, um ihren Verfolgern zu entgehen. Der Delphin bietet eine interessante Scene, wenn er als Gefangener aufs Trockene gebracht wird. Seine Farben spielen alsdann in allen erdenklichen Schattierungen: der glühende Purpur geht ins Silbergraue, das Goldgelb ins Hellblaue, das Grüne ins Weiße über; kurz, jede Farbe wechselt mehrmals, bevor das Tier seine letzten Atemzüge aushaucht. Das Fleisch wird von allen Seefahrern als ein vorzügliches gepriesen. Für uns arme Passagiere, die wir seit Wochen nur gesalzenes Fleisch und Stockfisch erhielten, war der Fang einer Dorade ein wahrer Genuß. Unserm Küchenchef muß ich das Zeugnis geben, daß er Fische vorzüglich zuzubereiten wußte. Wahrscheinlich trug auch unser gesegneter Appetit viel zu diesem Urteil bei. Zeigten sich die Fische nicht mehr, so gingen wir zum Fange der Weichtiere über, die längs den Wandungen des Schiffes vorüberstreiften. Ich erwähne unter diesen zuerst eine sonderbare Qualle, die Seequalle — Porpita gigantea —, welche in Form einer dünnen, kreisrunden Scheibe von einem Zoll Durchmesser, auf der Oberfläche des Wassers schwimmt und verschiedene Farben in konzentrischen Ringen zeigt, deren äußerste ins Blaue übergehen, während das Ganze vom Zentrum zum äußersten Rande mit zahlreichen Streifen geziert ist. Auf der Unterseite befinden sich die Fühler in großer Anzahl. Im Spiritus verliert sie leider, wie alle Quallen, ihre Farben.

Eine stammverwandte und viel größere Art ist die prachtvolle Kammqualle — Physalia arethusa — auch unter dem Namen Seeblase, Fregatte, Galeere und (portugiesisch) »Man of War« bekannt. Es ist die schönste und größte ihrer Gattung. Ihre, bisweilen 8 Zoll lange, mit einem hohen, über das Wasser ragenden Kamme versehene Blase ist vom glänzendsten Purpurrot mit inkeln Spitzen und etwas blau in den Falten des Kammes. Unter der länglichen Hauptblase hängen die langen, im Zickzack gewundenen und in bunten Farben schillernden Saugröhren, Fühler und Fangfäden, 3 4 Fuß tief ins Wasser hinunter. Es gibt wenige Tiere, besonders dieser Kategorie, welche geeignet sind, einen größeren Eindruck auf denjenigen zu machen, der sie zum ersten Mal erblickt, wenn sie, vom Winde getrieben, gleich einer mit einem Segel versehenen Galeere auf den Wellen dahingleiten. Wir fingen

mehrere dieser Quallen vermittelst eines an einer langen Stange befestigten Netzes und erhielten sie mehrere Tage lebend in einem Kübel mit Seewasser, welches zweimal täglich erneuert wurde. Die horizontale Blase, sowie der Kamm über derselben sind mit Luft gefüllt; die ins Wasser tauchenden Fühler erregen zuweilen, wenn man sie berührt, ein starkes Jucken.

Ein sehr sonderbarer Stammgenosse der beiden erwähnten Quallen ist die Kielqualle. Sie hat die Form eines Tubus von $\frac{2}{3}$ Zoll Länge und etwas über einen halben Zoll Breite, ist oben geschlossen und unten offen, schwimmt in etwas schiefer Richtung nach vorwärts, indem sie die offene Seite des Tubus zusammenzieht und auf diese Weise bei jeder Bewegung desselben einen Stoß vorwärts gleitet. Ich erwähne noch eines anderen Geschöpfes, einer Art Muschel, von schöner, blauer Farbe, welche zuweilen die Tiefen des Meeres verläßt, um die obere Welt in Augenschein zu nehmen. Diese Muschel, nicht größer als unsere gewöhnliche Gartenschnecke — Helix hortensia — ist die Blauschnecke — Janthina fragilis —. Sie lebt vorzugsweise in den Gewässern des tropischen Meeres und vermag vermittelst einer von ihr selbst produzierten schaumartigen Substanz, deren Zellen mit Luft gefüllt sind, an der Oberfläche des Meeres sich aufzuhalten.

Je mehr wir uns den Tropen näherten, desto zahlreicher entwickelte sich die Tierwelt. Schwärme von fliegenden Fischen erhoben sich jeden Augenblick aus dem Wasser, um den Scharen der sie verfolgenden Delphine und Boniten (einer Art Tun), welche an Zahl und an Raubgier den ersteren nicht nachstehen, zu entgehen. Beide verfolgen unbarmherzig die Flugfische, schwimmen ihnen unter dem Wasser nach und fangen sie öfters mit dem Rachen auf, wenn sie erschöpft aus der Luft wieder ins Meer stürzen. Die Bonite, auch Germane genannt, ist fast eben so groß wie der Delphin. Rücken und Seiten dieses Fisches sind fast blau mit grauem und rotem Schein. Ihr Fleisch ist trocken, aber schmackhaft.

Eines Tages wurde unsere Aufmerksamkeit auf ein kleines, kaum 5 Zoll langes Fischchen gelenkt, dessen runder, silbergrauer Körper, mit fünf dunkelblauen Querbändern geziert, hinter dem Ruder unseres Schiffes umherschnüffelte, welchem kurz darauf mehrere dergleichen folgten, um bald wieder zu verschwinden. Einer der Matrosen erklärte uns, es wären das die bekannten Lotsenfische, die beständigen Begleiter der berüchtigten Haie, und wir könnten uns gefaßt halten, in kurzem einen solchen zum Vorschein kommen zu sehen. Wir sahen wirklich bald darauf das Ungeheuer langsam

und mit Vorsicht angezogen kommen, umgeben von mehreren seiner treuen, kleinen Gefährten, welche ihn zu leiten schienen. Ein ins Meer geworfenes Stück Speck zog sofort die Aufmerksamkeit der Lootsen auf sich. Sie kamen behutsam heran, berochen, beleckten es und gingen zurück zu dem harrenden Hai, den sie durch allerlei Manöver auf die Beute aufmerksam zu machen suchten, und brachten ihn auch wirklich in dessen Nähe. Kaum hatte ihr Gebieter den Speck erblickt, so warf er sich sofort auf den Rücken, und nun erst konnten wir das weite Maul mit seinen zahlreichen Zahnreihen erblicken. Im Nu war das Stück Speck im Rachen verschwunden, und bald nachher auch der Räuber mit seiner kleinen Gesellschaft. Der Hai hat nämlich die breite Mundöffnung weit unten, hinter dem Nasenvorsprung und kann nur seiner Beute habhaft werden, wenn er eine umgekehrte Stellung einnimmt. Es war das erste derartige Schauspiel, dem wir beiwohnten. Wir beschlossen daher, in unserem jugendlichen Eifer, des Tieres habhaft zu werden, um nähere Bekanntschaft mit ihm zu machen. Der Kapitän und die Mannschaft waren sofort mit unserm Vorhaben einverstanden. Es wurde ein starker, eiserner Haken zurecht gemacht, an eine Kette befestigt, diese mit einem starken Seile an Bord des Schiffes gebunden und alsdann mit einem 2 Pfund schweren Stück Speck hinter dem Ruder ins Meer gelassen. Nach kaum einer halben Stunde kamen bereits einige Lotsenfische heran und brachten dem Hai die angenehme Botschaft zu. Langsam und majestätisch rückte dieser vorwärts, während seine Begleiter links und rechts von ihm manövrierten, ja öfters seine Nase und seinen Rachen streiften. Um das Tier anzuspornen, hatten wir auf den Rat unseres erfahrenen Kapitäns beschlossen, den verhängnisvollen Haken ganz leise rückwärts zu ziehen, falls der Hai sich demselben nähern sollte. Unser List gelang vortrefflich; denn nachdem der Hai mehrmals mit Vorsicht sich dem Haken genähert, ja sogar versucht hatte, einen Brocken vom Speck abzubeißen, schoß er, plötzlich gereizt, auf den allmählich zurückgezogenen Haken los, drehte seinen silberweißen Unterleib nach oben und verschluckte das Ganze nebst einem guten Teil der eisernen Kette.

Ein Hurrah ertönte an Bord des Schiffes; alles lief nach dem an der Rahe des Mittelmastes befestigten Ende des Seiles, während unser Gefangene in verzweifelten Sätzen versuchte, sich des Hakens zu entledigen. Das Seil wurde durch einen Flaschenzug angezogen, und nun begann die schwierige Operation, den Gefangenen auf Deck zu ziehen, was endlich, nicht aber ohne Mühe und Gefahr, völlig gelang. Eine Kugel, die ihm in nächster Nähe durch den

Kopf geschossen wurde, blieb ohne Wirkung. Nach und nach aber nahmen seine Kräfte ab, und eine halbe Stunde, nachdem er aufs Trockene gebracht war, war er verendet. In seinem Magen fanden wir allerlei Gerätschaften, unter anderm auch einen Stiefel, welcher wahrscheinlich einem verunglückten Matrosen angehört hatte, dem aber nicht das Glück zu teil geworden war, das Licht der Welt wieder zu erblicken. Unser Hai, der Blauhai — Squalus glasseus — war nicht weniger als 3½ Meter lang und 70 cm. dick. Der Umfang an der Basis der Oberflossen betrug 2,10 m. Er wurde ausgestopft und später als Trophäe nach Europa gesandt.

Ein höchst merkwürdiges Tier, das jedoch, gleich den Walen und Delphinen, nicht zu den eigentlichen Fischen, sondern zu den Säugetieren gehört, ist der Cachalot, Potwal oder Potfisch — Catodon Macro cephalus —, der an Größe den gewöhnlichen Walfischen nicht nachsteht. Sein Körper erreicht eine Länge von 20—30, der Leibesumfang nahezu 12 m und unterscheidet sich namhaft von Walfischen durch den an der äußersten Schnauze gerade abgestutzten Kopf. Ebenso wie den echten Walfisch, bekommt man ihn nur selten zu Gesicht; gleich diesem hält er sich vorzugsweise in den Tiefen des Meeres auf. Während unserer langen Seereise sahen wir nur ein Exemplar in unserer Nähe, welches sich auf der Oberfläche des Wassers brüstete. Nur einmal sahen wir in der Ferne einen aus dem Meere hervorspringenden Wasserstrahl, der uns die Anwesenheit des ersten Walfisches verriet. Nach den Erklärungen unseres Kapitäns sollen diese nicht selten erhebliche Sprünge über dem Wasser ausführen. Als eine sehr interessante Erscheinung erwähne ich noch den großen Delphin — Delphinus sursio —, mit einem zugespitzten schnabelartigen Kopfe, welcher oft in zahlreichen Scharen, zu zwei und zwei am Bugspriet des Schiffes vorbeischießt, indem er beständig abwechselnd, bald über dem Wasser, bald unter demselben, sich fortschnellt. Jeder Sprung aus dem Wasser ist mit einem starken Blasen verbunden, weshalb sie von den Franzosen »Souffleur« genannt werden. Wir harpunierten einige derselben, die 150 200 Pfund wogen. Ihr Fleisch fanden wir vortrefflich, jedenfalls aus dem einfachen Grunde, weil frische und abwechselnde Nahrung für uns ein Bedürfnis geworden war.

(Fortsetzung folgt.)

Guillaume, dont la patience était à bout, l'appela en jugement devant le tribunal du roi; mais Albéric, pour éviter une restitution, fit traîtreusement assassiner son beau-frère. Geila avait un fils de huit ans, Liétard. Se conformant à la loi canonique sur le veuvage, elle laissa s'écouler un an de deuil [516], et convola avec Meingaud.

Dans l'intérêt de sa femme et de son beau-fils dont il devenait le tuteur, Meingaud poursuivit l'instance ouverte par Guillaume, et obtint, en compensation du tort subi par Geila, de plus amples domaines, dont son beau-frère dut se dessaisir.

Albéric ne put supporter cette humiliation. Il conclut un pacte avec un puissant seigneur, qualifié *duc — Baudoin, nommé par corruption Bevoin* [517]).

Le dimanche dans l'octave de Noël, jour fixé pour le versement des revenus en nature provenant des métairies, Albéric et Bevoin se rendent en force au lieu où les paysans doivent s'acquitter, s'emparent des grains et emmènent captifs les tenanciers [518]).

Prévenu de cette agression, Meingaud rassemble ses vassaux armés, se met à la poursuite des ravageurs, les surprend, les met en fuite. Dans la bagarre, Bevoin est tué. Des troubles graves éclatent alors dans toute la contrée.

Le roi Arnoul, saisi des plaintes d'Albéric et des fils de Bevoin, les convoque ainsi que Meingaud, au plaid qui va se tenir à Metz. Le jeune Richard est impliqué dans l'affaire, comme ayant assisté son oncle dans l'attaque contre Bevoin.

---

516) *Sicut igitur lex canonica habet de viduis, transacto anno post obitum comitis Wilhelmi, celebrantur nuptiae de Geila et Meingoldo* (cap. 7, p. 558). Cette prescription, en vigueur au XIIe siècle, ne l'était nullement au Xe. C'est une addition au récit original.

517) *Ducem Balduinum, qui corrupto nomine vocatur Bevinus.* — La suite du récit montre que Bevoin appartient à la région de Metz; c'est dans le ressort de la cour austrasienne que se passent les épisodes de la guerre féodale qui commence.

518) Ces razzias englobant les récoltes et les gens sont encore dans les mœurs du Xe siècle; il est inutile d'insister sur la différence que présentent avec elles, sur ce point spécial, celles du XIIe siècle.

Le procès est soumis au jugement d'Engelfroi qui représente Arnoul. Albéric accuse Meingaud du meurtre commis. Le fait n'est pas niable; il doit être réprimé. Meingaud, se conformant à la loi salique, se jette aux pieds des fils de sa victime, et leur offre les réparations que la loi prescrit. Mais ces dispositions légales, le juge Engelfroi se refuse à les appliquer à Meingaud.

Étranger, il ne peut invoquer le droit à la *composition* réservé aux Francs. Il a tué, il doit être puni de mort. L'inculpé proteste; à défaut de la réparation pécuniaire, il réclame le duel judiciaire. Sans l'écouter, le juge le frappe de sa main de justice pour indiquer aux poursuivants qu'il leur est licite de tirer vengeance du meurtrier de leur père.

Une violente mêlée suscitée par la sentence met aux prises les assistants. Amis et vassaux de Meingaud l'entourent; ils repoussent les adversaires qui se précipitent sur eux; et d'un coup de braquemart, Richard fend la tête du juge.

A la faveur du désarroi causé par cet attentat, l'oncle et le neveu s'échappent de la salle de justice, retrouvent leurs chevaux à la porte du palais, sautent en selle et partent à franc étrier pour se mettre en sûreté [519]). Ils arrivent, sans avoir été rejoints, au château de Spontin (*Spinetum*) où ils s'enferment avec Geila; sous la protection de défenses naturelles, avec le secours de preux chevaliers et la garantie d'amples approvisionnements, ils ne redouteront pas le siége dont ils se sentent menacés [520]).

Bientôt Albéric, les fils de Bevoin et leurs alliés investissent le château. Liétard, le fils de Guillaume, est avec eux, son oncle a su l'entraîner dans son parti. Geila l'aperçoit s'approchant à cheval; elle sort, court à lui; elle veut le gagner à la cause de Meingaud.

Liétard indigné d'une suggestion qu'il regarde comme une

---

519) *Meingoldus et Richardus aulâ se abripiunt, et equos viriliter ascendentes, veloci et prospero reditu ad tutum se locum conferunt* (*Vita Meingoldi*, c. 12, p. 560).

520) *Vita Meingoldi*, c. 12, p. 560. — Le *Spinetum castrum, munitissimum natura et victualibus refertum*, où se retirent Meingaud, Richard et Geila *cum probis militibus* n'est pas très éloigné de Metz, puisque les accusés s'y rendent à cheval; comme on ne les rejoint pas, c'est sans doute qu'ils ont traversé des forêts où la variété des routes rend la poursuite impraticable. *Spinetum* ne peut être éloigné de Huy: aussi, en présence de l'hésitation des commentateurs à l'identifier, proposerons-nous de le placer à *Spontin*. On ne saurait nous taxer de témérité si l'on songe que *Cipione villa* ou *Cipponevilla in pago Wabrinse*, dans les chartes messines du VIIIe siècle (*Cartulaire de Gorze*, n°s 2, 3) répond à *Sponville*.

offense à la foi qu'il a donnée à son oncle, repousse sa mère si brutalement qu'elle tombe à la renverse; sans plus de souci d'elle, il pique des deux et rentre au camp. Cette dureté sauvage d'un si jeune cœur indigne même ses alliés. Des remparts, Richard a vu toute la scène; tandis que Geila se relève, et rentre toute en larmes, il provoque Liétard. Les jeunes gens se livrent un combat singulier; Richard l'emporte, abat son adversaire et lui coupe le pied dont il avait frappé sa mère [521]).

Meingaud en avait appelé au roi Arnoul du jugement d'Engelfroi. Le roi, donnant tort au juge, intime l'ordre à Albéric de lever le siège de Spontin. Il s'y refuse, violant, dans sa fureur, ses serments d'allégeance envers son souverain [522]).

Arnoul envoie alors au secours de Meingaud des troupes qui attaquent les assiégeants. Pris entre deux corps ennemis, ceux-ci sont dispersés, laissant sur place leurs principaux chefs; les quatre fils de Bevoin sont parmi les morts.

Albéric, capturé, est confié à la garde de Geila par le connétable qui va rendre compte au roi de l'exécution de ses ordres. Arnoul ordonne qu'Albéric lui soit amené; mais on le cherche en vain dans sa prison. Informé de cette disparition, que toutes les investigations de Geila ne parviennent pas à expliquer, Arnoul se décide à venir à Spontin. Il en fait sortir Meingaud et Geila, s'y installe en maître, fait arrêter tous ceux qui s'y trouvaient; il les interroge sans rien découvrir; il recourt aux sorts pour juger les uns, aux serments pour purger les autres; il punit de mort ou de mutilation ceux auxquels incombe, par négligence, ou d'après des soupçons, une responsabilité dans la disparition du captif.

Cette enquête avait pris tout un jour; pour le repas du roi et de sa suite, on veut mettre à contribution le vivier du château. Les serviteurs s'étonnent de la quantité de poisson qui vient à

---

521) La mutilation d'un membre ayant servi à commettre un attentat était encore pratiquée au XIIe siècle dans une partie de la Belgique. Plus tard on symbolisa cette mesure de répression par une sorte d'*ex-voto*, figurant une main sortant d'une plaque dont l'inscription relatait l'offense punie. Cette main de bronze se substituait à la main coupée et clouée au mur. On agit ainsi pour les soufflets donnés par les bourgeois ou les nobles à des autorités en exercice. Mais on continua, à Tournai et ailleurs, jusqu'au XIIIe siècle, à trancher aux vilains et aux vagabonds coupables de vol ou de rupture de ban, tantôt la main, tantôt le pied.

522) *Negligens autem, sibi dominante furore, fidelitatem Imperatoris* (c. 13, p. 560).

fleur d'eau ; un doute naît, et le roi averti ordonne de draguer le vivier avec des filets à poids. Les filets ramènent le corps d'Albéric, une grosse pierre au col. Les renseignements recueillis dans l'enquête aboutissent, par cette découverte, à une conclusion. Des inconnus ont pénétré la nuit, dans la basse-tour où Albéric était enfermé, l'ont surpris, étranglé et jeté dans l'étang [523]). Meingaud et Geila sont mis hors de cause : la justice humaine n'a plus de comptes à leur demander.

Richard les quitte pour retourner en Angleterre, et, un certain temps après, meurt le roi Arnoul. Déjà Meingaud et Geila, profondément bouleversés par ces catastrophes, et tourmentés par leur conscience, avaient décidé de se séparer pour se vouer à des œuvres expiatoires. Mais il fallait d'abord réparer les ruines laissées derrière elle par la guerre civile. Meingaud rétablit les bâtiments détruits, remet les terres en état, rappelle les veuves et les orphelins sur leurs biens patrimoniaux ; il veut que, sous son autorité tutélaire, chacun ait son eau et son pain à soi, et s'en nourrisse en paix et en sécurité [524]).

Cette œuvre de restauration sociale accomplie, Geila s'impose, par avance, le voile des veuves ; son époux quitte le haubert, renonce à la chevalerie, et pour se soumettre à la pénitence canonique des crimes et des meurtres dont il se sent coupable, il se présente au prêtre qui l'asperge de cendres, le revêt d'un cilice, et lui impose sept années de pélerinage aux lieux saints, qu'il visitera pieds-nus [525]).

Enfin lassé de ces parcours errants où ses forces s'épuisent,

523) *Divina igitur ultione suum operante judicium, homines* adhuc *incogniti nocte Albericum accipiunt, sorore penitus ignorante, nescientibus et aliis, at, immenso ad collum lapide suspenso, cum in amplum et profundum vivarium, sub pede castri demergunt.*

524) *Meingoldus, sedata calamitate, fundum reparat, edificia restruit, viduas et orphanos ad suorum loca patrimoniorum recolligit, ut suo regimine quisque aquam et panem proprium secure et pacifice comedat* (cap. 17, p. 561).

524) *Geila velum sacrum sibi imponit, et Meingoldus, militiae abrenuncians, arma deponit et de criminibus ac homicidiis quibus obnoxius erat, suscipiens a sacerdote quod lex canonica habet, cinere aspersus, cilicio indutus, nudis pedibus in regiones longinquas abscedit . . . . . ab ingressu ecclesiarum se abstinens, sacra circuiens loca . . . Octavo anno, sentiens se viribus corporis destitutum pre fatigatione itinerum, cepit . . . meditari . . . ut aptum quieti locum sibi eligeret ubi secum habitans per pia opera Deo Redemptori suo animam redderet* (cap. 19, p. 561. — L'auteur ajoute que les sept ans de pèlerinage symbolisent la vie mortelle, et la huitième année le repos éternel. Ces nombres sont donc interprétés ici mystiquement).

il éprouve le désir de revoir sa patrie d'adoption et d'y prendre du repos. Il revient en Condroz, et se retire, pour s'y livrer à la prière, dans une chapelle qu'Arnoul lui avait donnée. Dédiée aux saints Timothée et Symphorien, patronage qui révèle sa très-haute antiquité, elle s'élevait au creux d'un vallon, entre deux collines où la rivière de Huy roule ses dernières eaux, prête à se perdre dans la Meuse. Le bruit du retour d'un pèlerin si notoire parvint bientôt aux cousins d'Engelfroi qui s'étaient promis de venger la mort du juge. Ils accourent, surprennent l'ermite et le massacrent au pied du vieil autel où il priait. Ainsi finit Meingaud, martyr de la pénitence volontaire et de la foi chrétienne. Son corps fut transporté à Huy [526]) et placé dans une châsse près de celle de l'apôtre du pays, l'évêque saint Domitien.

Son biographe n'indique ni le jour, ni l'année de sa mort. Elle est, nécessairement, postérieure à celle du roi Arnoul.

Le jour et l'année sont fixées par une addition marginale fort ancienne que Bucherius releva sur le manuscrit d'Orval des *Gesta episcoporum Leodiensium* [527]) et qu'il transcrit ainsi:

Anno primo Ludovici II, 6 idus Februarii, passus est in Hoyo gloriosissimus comes Manigoldus qui fuit ex sorore nepos Arnulphi imperatoris. Comitatas itaque Hoyensis provenit ei ex parte Geile uxoris sue, que fuit uxor Guilhelmi comitis Hoyensis. Horum filius fuit Liethardus, et alii heredes qui tennerunt comitatum successive, unus post alium usque ad tempora Ansfridi comitis qui fuit temporibus Nothgeri Leodiensis episcopi.

Par une curieuse coïncidence, cette mention marginale se retrouve par le manuscrit des *Gesta episcoporum Leodiensium* de Gilles d'Orval, conservé à la Bibliothèque du Séminaire de Luxembourg, manuscrit différent de l'exemplaire de Liége utilisé par les éditeurs des *Monumenta Germaniae*, et sur lequel l'illustre Godefroid Kurth a, dès 1890, appelé l'attention du monde savant [528]).

La glose marginale du folio 141 de ce dernier manuscrit, dont le bord a été malencontreusement rogné, reproduit tout le

---

526) *Qui peregre profectus ad agendam poenitentiam de suis reatibus, in suo reditu ab impiis interfectus est in loco qui Greverias vocatur, et in vico qui, a flumine Hoio, nuncupatur Hoium sepultus est. Vitae Meingoldi* prologus, ap. *Scriptores*, XV a, 557.

527) Bucherius, p. 215.

528) Académie royale de Belgique. Compte-rendu des séances de la Commission royale d'histoire, ou recueil de ses bulletins. IVe série, tome XVII, p. 368.

corps de l'interpolation précédente. Mais elle est de trois mains, ou tout au moins de trois plumes distinctes. La plus ancienne ne disait que ceci: »*His temporibus VI Idus Februarii, passus est in Hoyo gloriosissimus comes* Meingoldus, *qui fuit ex sorore nepos* Arnulfi *imperatoris.*« — La seconde avait tracé la suite, mais avec cette variante finale: »tenuerunt successive, unus post alium, *usque ad* tempore [Ans]*fredi comitis qui fuit temporibus Nothgeri Leodiensis e*[piscopi].«

La phrase était incomplète par omission. La troisième plume l'a terminée par les mots: »*comitatum* istum Hoyensem«, qui la rendent correcte, et en surligne des premiers mots, a ajouté, pour faire suite à *His temporibus:* »*scilicet anno Domini DCCCLX, anno I^o Ludovici* . . .« Peut-être la fin de la marge, dans la partie rognée, contenait-elle: »*II^i*«. Ce qui est évident, c'est que la dernière glose du manuscrit de Luxembourg greffe un malencontreux anachronisme sur la note recueillie par Bucherius. L'année 860 ne coïncide avec le début du règne d'aucun roi Louis; de plus, c'est évidemment de Louis IV l'Enfant qu'il s'agit. La *Chronicon breve Leodiense* [529]) était plus près de la vérité en attribuant à 897 la mort de Meingaud de Huy. Cette chronique est d'accord avec les gloses précédentes sur le quantième funèbre du 8 février. C'est donc au 8 février d'une année du règne de Louis IV qu'il faut fixer le meurtre du comte Meingaud. Si l'on prend au pied de la lettre le texte de la *Vita,* ce ne pourrait être la première année de ce règne; car Meingaud serait revenu après sept ans effectifs de pèlerinage »*octavo anno*« et il ne serait parti qu'après la mort d'Arnoul.

Mais est-il vraisemblable que les parents d'Engelfroi aient attendu de 896 à 909 l'occasion de tirer vengeance de Meingaud? Les sept ans de pèlerinage n'ont-ils pas été conçus sous la forme, habituelle alors, des *hachées* qui permettaient des repos?

Constatons en tout cas que l'obit de Meingaud de Huy, dans l'hypothèse de la glose, est du 8 février 901, et dans celle de la *Vita,* de 909. L'une et l'autre s'accordent avec un document authentique sur le comté de Huy en 911.

Nous connaissons par une charte de Stavelot le nom du comte de Huy qui remplace Meingaud et en qualité d'héritier, aux termes de l'interpolation de Gilles d'Orval, doit être regardé comme le gendre de Guillaume et le mari d'une sœur de Liétard. Il se nommait *Mainier* (*Maginerus*) et souscrit, au château

529) Martene, *Thesaurus Anecdotorum,* III, 1406.

de Huy, le 1er juin 911, un acte du comte Régnier de Lorraine en compagnie d'Isaac, comte de Valenciennes. Régnier agissant comme abbé de Stavelot donne à son fidèle Hardoin trois terres en Hesbaye, Haneffe, Verne et Seraing-le-Château [530]) dépendant du patrimoine de Saint-Remacle [531]).

Plus tard le comté de Huy, considéré comme compris dans la Hesbaye, eut pour titulaire *Fouquin* ou *Folcoin*, qui avant 960, obtint de l'abbé de Lobbes, alors évêque de Liége, le domaine de Chimay pour lui et ses fils; il souscrit en 963 à un acte du chapitre de Liége [532]) et en 980, exerçait encore les fonctions comtales à Huy [533]). Il était le frère de Folmar II, comte du Bliesgau, et le mari d'*Aude* [534]). *Hersende*, leur fille sans doute, porta le comté de Huy à son mari *Ansfroi* qui le vendit en 985 à l'évêque de Liége.

Nous prions maintenant le lecteur de se reporter à la biographie du duc Meingaud et de dresser avec nous le tableau comparatif suivant:

I.	Le duc Meingaud est autochtone; il descend de la famille d'Hildegarde.	*I.*	Le comte Meingaud est étranger et on lui refuse le droit d'invoquer la loi salique.
II.	Il a un frère Robert, possesseur de biens dans le Nahegau.	*II.*	Il n'a qu'une sœur, marié à une roi de Northumberland.
III.	Arnoul ne lui donne pas le titre de *nepos*; il est neveu du roi Eudes de France.	*III.*	Il est fils d'une sœur d'Arnoul, mariée à l'étranger.
IV.	Il est abbé-laïc de Saint-Maximin de Trèves.	*IV.*	Il est bénéficiaire de la chapelle de Saint-Timothée de Huy.
V.	Arnoul le nomme duc de Lotharingie.	*V.*	Il est qualifié *comte*, alors qu'Albéric et Bevoin sont appelés *ducs*.

530) *Recueil des chartes de Stavelot-Malmédy*, n. 51, p. 122—123.

531) Il n'y a donc aucun compte à tenir d'une chronologie des comtes de Huy relevée par les *Acta Sanctorum* et qui fait succéder à Liétard:

Richard, son meurtrier, tué dans un combat en 966 (corr. 961);
Hugues, fils de Richard, qui gouverna 4 ans (961—965);
Gui, 7 ans (965—972);
Simon, 9 ans (972—981);
Ansfroi, 4 ans (981—985) qui céda son comté à l'église de Liége le 5 juin 985. (*Acta Sanctorum Februarii*, II, 188).

532) Martene, *Amplissima Collectio*, I, 320.

533) Ibid., II, 48.

534) *Scriptores*, XV, 807. *Aude* pouvait être l'héritière du comté.

VI.	Il est assassiné par Albéric.	*VI.*	Albéric est assassiné dans son château ; et lui, longtemps après, est tué par les cousins d'Engelfroi.
VII.	A Rettel sur la Moselle.	*VII.*	A Saint-Timothée, sur les bords de l'Hoyaux.
VIII.	Le 28 août 892.	*VIII.*	Le 8 février 901 (ou 909).
IX.	Gisèle, sa femme, porte un prénom Carolingien.	*IX.*	Geila, sa femme, porte un prénom étranger à la race de Charlemagne.
X.	Elle n'est nullement parente d'Albéric.	*X.*	Elle est sœur d'Albéric.
XI.	On ne lui connaît pas d'époux avant Meingaud.	*XI.*	Elle est veuve du comte Guillaume lorsqu'elle épouse Meingaud.
XII.	Veuve de Meingaud, elle épouse le duc Burchard de Thuringe.	*XII.*	Elle prend le voile du vivant de Meingaud.

En face d'une gamme si complète de dissonances, avec quelle conviction ne doit-on pas répéter, en se faisant l'écho de Dümmler et de Parisot : »La *Vita Meingoldi comitis* ne peut-être d'aucun secours pour l'histoire du Meingaud lorrain« ? [535])

C'est de toute évidence qu'il n'y a jamais eu »décalque« d'une biographie sur l'autre. En dehors du genre de mort, rien, absolument rien, qui se ressemble dans les aventures des deux homonymes.

Il nous reste à rechercher si la *Vita Meingoldi* n'est — comme on veut bien le dire — qu'un *tissu de fables*. Avant d'examiner les objections qu'on lui oppose, constatons — ce que nul ne consteste — que le point essentiel du récit, le meurtre d'Albéric — se place bien, dans le »roman« de Huy, à la date où il s'est produit, d'après Reginon (896), et que, par rapport aux personnages connus qui y figurent, il ne s'y révèle aucun anachronisme. Il n'y en a pas davantage quant aux usages, et l'hypothèse de la fabrication de toutes pièces du »roman de Saint Meingaud« dans la seconde moitié du XIIe siècle impliquerait, du chef de certains détails, notamment du débat sur l'application de la loi salique aux étrangers, des tours de force d'érudition et d'ingéniosité stupéfiants chez un faussaire de cette période.

(A suivre).

---

535) Déjà Wilthem l'avait judicieusement observé : »*Ex actis Megingaudi Hoiensis nihil in nostrum quadrare vides, nisi quod ipse quoque, ut noster, cæsus esse traditur. At percussoris nomen, cædis annus, dies, locus, tumuli regio, longe discrepant*«. (*Annales*, I, 629).

Geschichte
des Herzogtums Luxemburg
während des achtzehnten Jahrhunderts.

(Fortsetzung.)

6. Einfälle der Verbündeten. Abkommen mit dem König von Preußen. — Abgesehen von dem unerhörten Steuerdruck, der auf dem Lande lastete, den fortwährenden Truppenzügen und Einquartierungen, hatte es auch durch die beständigen Einfälle und Brandschatzungen der Verbündeten viel zu leiden. Im Jahre 1704 plünderten deutsche Husaren das Städtchen St. Vith in der luxemburgischen Eifel, während andere Abteilungen der Verbündeten die Ortschaften Bitburg, Scharfbillig und Sinsfeld überfielen und brandschatzten. Major von Jungenheim forderte 60,000 Florins und 12 000 Rationen Fourage als Entgelt für die Requisitionen des Marschalls Tallard in der Mosel- und Rheingegend.

Um diesen unaufhörlichen Einfällen und Plünderungszügen der Alliierten Einhalt zu tun, schlossen die Luxemburger Stände, im Jahre 1703, und zwar mit Zustimmung der Brüsseler Regierung, einen Neutralitätsvertrag mit dem König Friedrich I. von Preußen, gemäß welchem das Herzogtum Luxemburg, gegen Zahlung einer bestimmten Geldsumme, während der ganzen Dauer des Krieges von allen feindlichen Angriffen, Requisitionen und Kriegssteuern verschont bleiben sollte, vorausgesetzt, daß auch die Truppen des Königs von Frankreich in gleicher Weise im Erzstift Trier und im Herzogtum Jülich verfahren würden.

Die Höhe der Kriegssteuer wurde jährlich nach gemeinsamer Übereinkunft zwischen dem brandenburgisch-preußischen Militär-Kommissar, Hrn. von Hoppe, und den Vertretern der Stände festgesetzt [1]). Die Zahlung mußte in vier Terminen erfolgen. Der Vertrag, in welchen alle Einwohner des Herzogtums Luxemburg ohne Unterschied, geistliche sowohl als weltliche, bürgerliche wie adlige, mit Ausnahme jedoch der Militärpersonen, eingeschlossen waren, bestimmte u. a. Folgendes:

1. Im Falle ein befestigter Platz des Herzogtums Luxemburg durch preußische oder verbündete Truppen besetzt wird, soll die be-

[1]) Dieselbe belief sich beispielsweise im Jahre 1705 auf etwas mehr als 300 000 Florins.

dungene Kriegssteuer um eine entsprechende Summe vermindert werden.

2. Bei eventuellen Durchmärschen und Einquartierungen verbündeter Truppenteile sind die Einwohner des Luxemburger Landes verpflichtet, denselben das erforderliche Fuhrwerk sowie hinreichende Lebensmittel zu stellen, und zwar gegen eine billige Vergütung.

3. Alle diejenigen, welche zur Kriegssteuer beitragen, dürfen in dem ganzen Umfang der Provinz ungestört ihren Geschäften oder Arbeiten obliegen, sowie mit den Nachbarländern frei verkehren.

Man hätte denken sollen, dieser Vertrag würde das Herzogtum mindestens gegen feindliche Einfälle seitens der Verbündeten geschützt haben; indes er stand bloß auf dem Papiere. Nach wie vor wurde das flache Land, bald unter diesem, bald unter jenem Vorwande, von preußischen Streifkorps heimgesucht, gebrandschatzt und geplündert, und war es den Ständen nicht möglich, die festgesetzten Raten zur bestimmten Zeit pünktlich zu bezahlen, so wurde das Fehlende durch militärische Exekutionen oder durch Wegführung angesehener Gutsbesitzer aus einzelnen Ortschaften rücksichtslos und unerbittlich erzwungen.

7. Ausschreitungen der französischen Truppen. — Nicht besser als die feindlichen Kriegsvölker hausten die Franzosen, das Land zur Wüste machend, wo sie durchzogen: die Dörfer wurden geplündert, die Einwohner mißhandelt, ja selbst die Kirchen und Altäre wurden von der zügellosen Soldateska, der nichts mehr heilig war, entweiht und beraubt.

Die Behörden sahen sich genötigt, gegen diese Gewalttätigkeiten einzuschreiten. Bereits am 13. September 1701 erließ der Gouverneur, Graf Friedrich von Elter, ein Rundschreiben an alle Vögte, Gerichtsherren, Bürgermeister und Amtmänner des Herzogtums Luxemburg und der Grafschaft Chiny, wodurch er sie aufforderte, die nötigen Maßnahmen zu treffen, um die Bevölkerung gegen die Zügellosigkeit der durchziehenden Truppen zu schützen. Demgemäß wurden in verschiedenen Gegenden des Landes bewaffnete Freikompagnien errichtet, welche sowohl die Ordnung und Sicherheit im Innern aufrechterhalten, als auch die am meisten bedrohten Grenzorte gegen feindliche Angriffe nötigenfalls verteidigen sollten. Allein diese aus liederlichem, arbeitsscheuem Gesindel zusammengesetzten Scharen, weit entfernt dem Unfug zu steuern, brachten selbst zumeist nur Unordnung hervor und wurden eine wahre Geißel des Landes. Sie durchschwärmten dasselbe kreuz und quer, quälten die geängstigten, wehrlosen Bewohner durch ungemessene Forderungen bezüglich der

Verpflegung und führten, wie es in einem offiziellen Berichte heißt, den Bauern die Pferde selbst vom Pfluge weg, um ihre Beute von einem Orte zum andern zu schleppen.

Im Jahre 1702 wurde Bianden von einem dieser Freischärler-Korps besetzt, an dessen Spitze ein gewisser Kapitän Lacroix stand, den König Ludwig XIV. später, wie es heißt, in die Bastille werfen ließ. Dieses Korps verübte in dem Städtchen und in der Umgegend solche Roheiten und Ausschreitungen jeder Art, daß man noch heute dort jeden Strolch gemeinhin „Lacroix' Bagage" zu nennen pflegt.

Es ist begreiflich, daß infolge der herrschenden Unsicherheit, der fortwährenden Truppenzüge und Einquartierungen, Brandschatzungen und Plünderungen von Freund und Feind, Handel und Wandel fast gänzlich stockten. Durch Dekret vom 22. September untersagte außerdem die Brüsseler Regierung aufs strengste jeden Verkehr mit denjenigen Staaten, die der großen Allianz beigetreten waren, ausgenommen mit Trier, welches, wie bereits erwähnt, seit Oktober 1702, von den Franzosen besetzt worden war. Vergebens protestierten die Luxemburger Stände gegen diese Verordnung, die das Land wirtschaftlich ruinieren mußte; vergebens schilderten sie in ergreifenden Worten, wie infolge der stets wachsenden gewöhnlichen Auflagen, der Kriegskontributionen, Brandschatzungen und Plünderungen, den unglücklichen bis aufs Blut ausgesogenen Landleuten kaum das Notwendigste übrig bleibe, ihr Leben kümmerlich zu fristen. Ihre Vorstellungen, ihre Klagen blieben erfolglos; an Abhilfe war nicht zu denken; der Krieg kennt eben kein Gesetz.

8. Die Schlacht bei Höchstädt und ihre Folgen. — Inzwischen war der mörderische Kampf, der um die Interessen der Häuser Bourbon und Habsburg und für die Wahrung des bedrohten europäischen Gleichgewichts geführt wurde, ein allgemeiner geworden. In den Niederlanden, in Deutschland, in Italien und Spanien wurden die blutigen Würfel geworfen. Während in den Niederlanden der Plan Marlboroughs, die Verteidigungslinie der Franzosen zu durchbrechen, ihnen Antwerpen und Ostende zu entreißen, durch das Ungeschick der Holländer und den Hader der beiden Verbündeten vereitelt wurde, nahm der Krieg in Deutschland einen für den Kaiser günstigen Verlauf. Zwar war es dem Marschall Villars gelungen, im Mai 1703 durch die Schwarzwald-Pässe in Schwaben einzurücken und sich mit dem Kurfürsten von Bayern zu vereinigen; als dieser jedoch in Tirol eindrang, um den aus Italien unter Vendôme heranziehenden Franzosen die Hand zu reichen und mit

ihnen vereint auf Wien vorzurücken, wurde er von den wackern Tirolern mit großem Verluste zurückgeschlagen.

Zu derselben Zeit war Marlborough aus den Niederlanden mit ansehnlicher Macht nach der Donau aufgebrochen, und, nachdem er das verschanzte Lager der Franzosen und Bayern am Schellenberg bei Donauwörth erstürmt, gelang es ihm, sich mit den Österreichern unter Prinz Eugen zu vereinigen. Am 13. August 1704 griffen beide Feldherren das baierisch-französische Heer bei Höchstädt und Blindheim an und schlugen es vollständig. 20000 Bayern und Franzosen bedeckten tot oder verwundet das blutgerötete Schlachtfeld; 15000 wurden gefangen genommen [1]). Auch das luxemburgische Regiment Montfort, welches tapfer in den Reihen der Franzosen gekämpft, war fast gänzlich aufgerieben.

Der Sieg von Höchstädt gab dem ganzen Kriege eine andere Wendung. Die erlittene Niederlage hatte den Ruf der Unbesiegbarkeit der französischen Waffen gebrochen. Mit den Trümmern seines zerschmetterten Heeres floh Maximilian Emanuel dem Rheine zu. Nachdem er am 2. September bei Kehl den Fluß überschritten, verließ er die Armee und begab sich über Metz und Longwy, von dem Reste seiner Haustruppen begleitet, nach den Niederlanden. Am 2. Oktober war er wieder in Brüssel und setzte von dort aus den Luxemburger Provinzialrat in Kenntnis, daß er die Verwaltung der niederländischen Provinzen wieder übernommen habe.

Die Verbündeten waren unterdessen dem Kurfürsten auf dem Fuße gefolgt. Den Rhein zu überschreiten und den Krieg auf französischen Boden zurückzuspielen, mochte bei der schon vorgerückten Jahreszeit gewagt erscheinen. Es wurde deshalb beschlossen, zunächst die von den Franzosen noch besetzten Plätze am Rhein und an der Mosel zu erobern. Während die Reichsarmee Landau berannte, zog Marlborough gegen Trier. Durch einen glücklichen Handstreich gelang es ihm, am 30. Oktober sich der Stadt zu bemächtigen, deren Besitz für seinen nächstjährigen Feldzug von großer Wichtigkeit schien. Nachdem hierauf am 18. November auch Trarbach in seine Hände gefallen, verlegte er seine Truppen zwischen Mosel und Saar in die Winterquartiere.

9. Vorgänge im Herzogtum Luxemburg. Überrumpelung von Echternach. — Im Herzogtum Luxemburg war die Lage inzwischen dieselbe geblieben. Handel und Wandel lagen

1) Vgl. Arneth, Prinz Eugen von Savoyen, I. 259—275.

gänzlich darnieder, und unter der Last unerschwinglicher Abgaben schmachtete das Volk im tiefsten Elend. In ihrem Abschiede vom 27. November 1704 klagten die Stände, „obschon sie eine Beisteuer von 150000 Florins bewilligt hätten, in der Annahme, daß die Regierung von ferneren Forderungen Abstand nehme, habe dieselbe weitere 150000 Florins und zwar ohne Dazwischenkunft der Stände erheben lassen". Auch die Forderungen der Alliierten wurden von Jahr zu Jahr unerträglicher. Im Jahr 1704 belief sich die an den König von Preußen zu entrichtende Kriegssteuer auf 100000 Taler, und da die zweite Rate nicht zur bestimmten Zeit ausgezahlt werden konnte, wurden zwölf der angesehensten Personen, Geistliche, Adlige und Beamte, als Geiseln nach der Festung Wesel am Niederrhein abgeführt, wo sie vom Monat Juni bis November in Haft blieben.

Ungleich schlimmer gestalteten sich die Dinge, als nach der Schlacht bei Höchstädt die Stadt Trier in die Hände der Verbündeten fiel und diese sich im Mosel- und Saargebiet festsetzten. Die französische Besatzung in Luxemburg war kaum hinreichend, die Festung zu decken; die Verteidigung der Ostgrenze blieb mithin den Freikompagnien überlassen. Diese waren selbstverständlich den Verbündeten nicht gewachsen, deren Vorposten trotz des bestehenden Neutralitäts-Vertrags auch auf das linke Mosel- und Sauerufer vordrangen und dort in rücksichtsloser Weise plünderten und brandschatzten. So wurde Grevenmacher, wo einige Hundert Franzosen unter Kapitän L'Eglise standen, von den Alliierten überfallen, geplündert und in Brand gesteckt (Nov. 1704).

Dasselbe Schicksal erlitt Echternach. Am 16. November, gegen neun Uhr morgens, erschien Oberst von Wartensleben mit zirka 3000 Mann zu Fuß und 1000 Pferden vor der Stadt, die nur von einer Kompagnie unter der Führung eines gewissen Châteaufort [1]) besetzt war. Vor der Übermacht des Feindes mußte Châteaufort sich schleunigst nach dem südwestlich von Echternach gelegenen sogenannten Irreltgen zurückziehen. Die Verbündeten drangen ungehindert in die Stadt, plünderten dieselbe sowie einige benachbarten Dörfer und kehrten dann reich mit Beute geladen nach Trier zurück. Vierzehn Tage später (30. Dezember), erschien Oberst Wartensleben zum zweiten Mal in Echternach, während eine andere feindliche Schar Grevenmacher, Mertert und Wasserbillig überfiel.

Nach dem Abzug der Alliierten kehrte Châteaufort nach Echter-

1) Er hieß eigentlich Georg Audenau und war seines Zeichens ein Dachdecker.

nach zurück und nahm seine frühere Stellung auf einer Anhöhe neben der Pfarrkirche wieder ein. Als nun am 19. Mai 1705 einige Bürger, durch ein falsches Gerücht von dem Herannahen einer feindlichen Freibeuterschar getäuscht, durch unzeitiges Läuten der Alarmglocke die Leute Châteauforts abermals zur Flucht trieben, beschossen diese in ihrer Wut die Stadt mit glühenden Kugeln, wodurch eine Feuersbrunst entstand, die in einer halben Stunde, wie es heißt, 143 Häuser in Asche legte [1]).

Einige Tage vorher (11. Mai) wurde auch die Hauptstadt Luxemburg von einer ähnlichen Katastrophe heimgesucht. In der Unterstadt Pfaffenthal entstand eine furchtbare Feuersbrunst, die in weniger als zwei Stunden 82 Häuser zerstörte. Nur mit Mühe konnte das Militär-Lazarett in der Vauban-Kaserne gerettet werden.

10. Marlborough an der Mosel (1705). — Die Verbündeten hatten 1705 den Plan, von Trier aus über Sierk, Diedenhofen und Metz in Frankreich einzudringen, weil die Grenze ihnen dort am schwächsten bewacht schien, und dann durch die Argonnen-Pässe geradeswegs auf Paris loszugehen und Ludwig XIV. den Frieden zu diktieren.

Gegen Ende Mai rückte Marlborough mit neuen Streitkräften aus den Niederlanden durch die Ardennen und die Eifel nach der Mosel. Schrecken und Entsetzen gingen vor ihm her. Rosport, Messenich, Moestroff und mehrere andere Dörfer wurden geplündert und in Brand gesteckt; in vielen andern ergriffen die geängstigten Bewohner die Flucht. Am 24. Mai traf er in Trier ein und bezog dann ein Lager in der Nähe von Trierweiler. Gleich nach seiner Ankunft besichtigte er die Truppen, welche an der Mosel in den Winterquartieren gelegen, auf ihrem Sammelplatz an der Konzer Brücke. Diese Heerschau dauerte zwei Tage. Er gab hierauf den Befehl, daß die neu angekommenen Truppen ihr Lager bis Igel vorschieben sollten. So stand das Heer der Verbündeten in zwei Abteilungen zu beiden Seiten der Mosel: am rechten Ufer die Deutschen, am linken die Engländer und Holländer, deren rechter Flügel sich bis Wasserbillig ausdehnte. Eine über die Mosel geschlagene Brücke stellte die Verbindung zwischen den beiden Heerkörpern her.

In dieser Stellung beschloß Marlborough, die Ankunft der deutschen Reichsarmee unter Ludwig von Baden abzuwarten. Die Jahreszeit rückte indessen langsam vorwärts, die Hülfsmittel des ohnehin ausgesogenen Landes waren bald aufgezehrt. Unter solchen

[1]) Die Anhöhe, von der aus Châteaufort Echternach beschoß und die den Namen Eselsberg trägt, soll noch heute Châteaufort heißen.

Umständen hätte Marlborough es gerne gesehen, wenn Villars ihn angegriffen hätte; allein dieser hatte die Weisung, jeden ernsthaften Angriff zu vermeiden, und beschränkte seine Tätigkeit auf feste einzelne Vorposten-Plänkeleien. Der Kern seiner Truppen hatte eine Stellung bei Rettel und Sierk bezogen. Im Rücken und in der Flanke hatte er sich durch das von steilen Berghängen begrenzte und zahlreichen Bächen durchschnittene Terrain Verbindung mit Luxemburg, Saarlouis und Diedenhofen gesichert, Brücken über die Mosel geschlagen und die Zugänge durch Verhaue gesperrt [1]). Marlborough rückte ihm bis Perl entgegen und schlug sein Hauptquartier ihm gegenüber auf der Anhöhe von Apach und Rüstroff auf [2]). Eine entscheidende Schlacht schien bevorzustehen; Marlborough erwartete nur noch die Ankunft Ludwigs von Baden.

11. Bestürzung in Luxemburg. — In Luxemburg herrschte inzwischen die größte Bestürzung. Bei einem feindlichen Vorstoß gegen Lothringen war die Festung kaum zu umgehen, und so war man denn auf das Schlimmste gefaßt. In aller Eile trafen der Gouverneur, Graf von Elter, und der Kommandant der französischen Besatzung, de Courcelles, die nötigen Maßregeln, um den bevorstehenden Angriff abzuwehren. Villars selbst kam, um die Rüstungen eifriger zu betreiben und seine Befehle an Ort und Stelle zu erteilen. Die Festungswerke wurden verstärkt, neue Schanzen errichtet, Pfahlzäune oder Palissaden zurecht gemacht, die Magazine mit den notwendigen Kriegs- und Mundvorräten versehen. So verstrichen Tage, Wochen qualvoller Spannung, während welcher unbestimmte Gerüchte die Luft durchschwirrten, und man von Stunde zu Stunde das Annähern des Feindes erwartete.

Allein die drohende Gefahr zog glücklich vorüber. Die deutschen Hülfstruppen blieben aus, und Marlborough wagte nicht, Villars in seiner günstigen, stark verschanzten Stellung anzugreifen. Schon war er halbwegs entschlossen, die völlig ausgehungerte Gegend zu verlassen, als aus den Niederlanden die Nachricht eintraf, Villeroi und der Kurfürst von Bayern hätten Huy und Lüttich erstürmt, und die Generalstaaten schwebten in großer Besorgnis wegen eines Angriffs auf die holländischen Provinzen. Nun war seines Bleibens

1) Vgl. Leonardy, Geschichte der Stadt Trier, S. 854.

2) Blanchart berichtet in seiner schon zitierten Chronik, man habe das Lager Marlboroughs recht gut von der Höhe bei Sandweiler sehen können. „Pendant que Marlborough était à Sierck et à Perl, le camp des alliés était visible d'une petite lieue de Luxembourg. Grand nombre de personnes se rendaient au pied de la chapelle de Sandweiler, pour avoir le plaisir de voir le camp.

nicht mehr. In der Nacht des 17. Juni brach er sein Lager ab. Am folgenden Tage überschritt er wieder die Saar und Mosel und langte unter entsetzlichen Regengüssen in Trier an mit einer Armee, die völlig einer geschlagenen glich [1]). Dann zog er unter furchtbaren Verwüstungen und Brandschatzungen über Speicher, Bitburg und Prüm nach der Maas. Bald nach ihm setzte sich auch das französische Heer in Bewegung. Während Villars selbst mit dem Gros der Truppen sich nach dem Elsaß wandte, rückten die übrigen in fünf Abteilungen quer durch die Provinz Luxemburg nach den Niederlanden, um sich mit dem Kurfürsten von Bayern zu vereinigen.

12. Verhaftung und Hinrichtung eines Hochverräters. — In Luxemburg atmete man jetzt um so erleichterter auf, je niederdrückender die Furcht gewesen, die sich aller bemächtigt, so lange Marlborough gleich einer drohenden Wetterwolke an der Grenze stand. Kaum war jedoch die Ruhe wieder in die Gemüter eingekehrt, als ein neuer Zwischenfall die Stadt in Aufregung versetzte. Einige Zeit nach dem Abzug der Verbündeten wurde ein französischer Deserteur, Louis Geoffroy, genannt l'Epine, der früher in Luxemburg in Garnison gestanden hatte und heimlich dahin zurückgekehrt war, verhaftet und vor ein Kriegsgericht gestellt, unter der Anschuldigung, den Plan verfolgt zu haben, die Festung den Alliierten auszuliefern. Derselbe beschuldigte anfangs drei Luxemburger Handwerker, an der Verschwörung teilgenommen zu haben. Als er jedoch auf die Folter gespannt wurde, widerrief er seine Aussagen und erklärte, er kenne die drei fälschlich bezichtigten Bürger bloß dem Namen nach, von seinem früheren Aufenthalt in Luxemburg. Das Kriegsgericht verurteilte ihn als Deserteur, Spion, Verräter und Verleumder zum Tod durch den Strang. Das Urteil wurde am 8. August 1708 vollzogen. Nach der Hinrichtung wurde der Leichnam geviertteilt, und die einzelnen Stücke wurden zum abschreckenden Beispiel an den vier Haupttoren der Stadt öffentlich ausgestellt. Die fälschlich angeklagten Handwerker waren schon früher aus der Haft entlassen worden, und somit war der gute Ruf der Luxemburger Bürgerschaft, die sich stets durch ihre Treue und Loyalität gegen den rechtmäßigen Landesfürsten ausgezeichnet, auch jetzt unversehrt geblieben.

Im Jahre 1705 wurde der Gouverneur, Graf Friedrich von Elter, in Anerkennung seiner treuen Dienste, durch Philipp V. zum Ritter des Ordens vom goldenen Vließ ernannt. Da er durch ein Gichtleiden verhindert war, sich nach Brüssel zu be-

[1]) Vgl. Leonardy p. 856.

geben, um daselbst den Ritterschlag zu empfangen, wurde der Marquis de Leude beauftragt, die Ordensinsignien nach Luxemburg zu bringen und den feierlichen Akt daselbst vorzunehmen. Dies geschah am 7. Dezember 1706. Im folgenden Jahre spielten die Studenten des Jesuitenkollegiums in Luxemburg ein auf dieses Ereignis bezugnehmendes Trauerspiel. Nach seinem Tode hinterließ Graf von Elter die goldene Ordenskette dem Bilde der „Trösterin der Betrübten", unter dessen Schmucke sie sich heute noch befindet.

(Fortsetzung folgt.)

Abschätzungsprotokoll

der Möbel verschiedener Kirchen

aus dem Kanton Hesperingen zur Zeit der französischen Revolution.

(Schluß.)

N° 11. Cejourd'hui sixiem jour du moi vendemiaire an huit estime celon proces verbal fait sur les meubles et effets dependans de la cure de nerzing [12]), estime: un autell une cher a precher une ches a chantre un bancs a communier different morsô de boi un confessional le tout ansamble dix francs . . . . . ci . . . . . 10 —

un chandellie de fer estime un francs . . . . . 1.—

dix-huit bancs a prier estime sept francs. . ci . . 7.—

un leng d'autel et une viell armoir un franc . . . 1.—

total ansamble: dix neuf francs. . . . . ci . . 19. -

dont Me signe paulus bour adjoint a l'absance de l'agent de la commune de betamburg et christopfel Koch comme particulié ne trouven poin de mambur.

N° 12. Cejourd'hui sixiem jour de moi de vendemiaire an huit estimé celon proces verbal fait sur les meubles et effet depandans de la chapelle de ham [13]) depandant sy de vent de la cure de Sandweiller non de servi, estime un autell an boi quatre francs . . . . 4.—

estim diferent morsô de boiseri un franc . . . . 1.—

total et ansambl cinq francs . . . . . ci . . . 5.—

12) Hier versah den Dienst bisher der Franziskaner Clem. Clesse, flüchtig; Pfarrer, Steichen Pet. verhaftet. S. Engling, l. c. S. 155 und 97.

13) Gehörte damals zur Pfarrei Sandweiler.

Me signe mathias theisen adjoint a labsance de l'agent de la commune de Sandweiller, mais eient (ayant) somme le dit nicolas Reuter ne trouvent point de mambur de la dite chapel a refuser de signer le dit proces verbal comme particulié.

No 13. Cejourd'hui neuviem jour du moi de vendemiaire an huit estim celon proces verbal fait sur les meubles et effet depandant de la chapelle de Rumelange [14]) depandant ci devant de la paroisse de Kayl, estime savoir trois autels huit francs . . . . . 8.—
vingt-quatre bancs a prier huit francs . . . ci . . 8.—
total ansamble estime seize francs . . . . ci . . 16.—

Me signe avec moi J. Laux agent de lagence de Kayl et Nicolas Schlesser cidevant mambur de la dite chapell.

No 14. Cejourd'hui neuviem jour du moi de vendemiaire an huit estimé celon proces verbal fait sur les meubles et effet depandans de la chapel de dummeldange [15]) depandans ci devant de la parrois de weimerskirch, estime celon proces verbal fait sur les meubles et effet.

une autell an boi trois francs . . . . . ci . . . 3.—
estime une ban a communier a un franc . . . . . 1.—
total ansamble quatre francs . . . . . ci . . . . 4.—

Me signé avec moi Valentin Simonis adjoint de la commune de eich a labsance de lagent et martin feyd comme particulié neient point de mambur de cette chapelle.

No 15. Cejourd'hui onsiem jour du moi de vendemiaire an huit, estimé ce lon proces verbal fait sur les meubles et effet depandans de la cure de Kayl [16]) non deservi, estimé trois autel au mure degarny ils reste marche pié an boi la boisseri dans le cœur et deux chese a chanter ansamble huit francs . . . . . 8.—
une cher a precher aveque un confessional quatre francs . . . . . ci . . . . . 4.—
estime vingt et un bancs a prier onze francs. . . 11.—
total et ansamble estime vingt trois francs . . . . 23.—

14) Gehörte damals zur Pfarrei Kayl.
15) Gehörte damals, wie auch heute noch, zur Pfarrei Weimerskirch.
16) Pfarrer H. M. Fuhrmann, ſtarb als Pfarrer von Düdelingen. S. Engling, l. c. S. 161.

Me signe avec moi J. laux agent de lagence de Kayl et Michel Rodt ancien sinodaux de la dite parrois.

N° 16. Cejourd'hui dusieme jour du moi de vendemiaire an huit estime ce lon proces verbal sup numero 15 fait sur les meubles et effet depandans de la cure de dudellange [17]) non deservi, estime trois autell et la boisseri itenent (y tenant), un bancs a chantre et un bancs visavi et le bancs a communier ansambl vingt et une francs . . . . . 21.—

derrier lotell un vieux armoir et deux petit table pandante et quelque morso plange de foteul ansamble estime quatre francs . . . . . ci. . . . 4.—

cinq aby d'anfan (habits d'enfant) de cœur et trois an lenge blanc, un vieux tallar noir deux stoll et tout ansamble estime un franc cinquant centime. 1.50

trant deux bancs a prier estime seize francs. . . 16.—

la cher a precher et deux confessional cinq francs 5.—

total et ansamble quarant sept francs 50 cents . . 47.50

Me signe avec moi J. M. philippart agent de la commune de dudellange et Baptiste Schmidt mambur de le dite eglisse, appres avoir carculé et tire tous les estimation des proces verbals cidesu ils sy trouve la somme de 426.37

Teles sont tout les meubles et effet que je trouve dans les dite eglises et chapell et que je lesse a la garde des citoiens.

sur la presente specification et telles quil ont signe sur les proces verbaux, ausy jai invité tous les mambur sinodaux et autre tels qu'on les a peut trouver pour le présent an leur qualité de me déclarer article par artiquel quels etaient les revenus des leurs eglise ou chapell et a me remettre les titres et papiers concernens les dites eglise, lesquels citoien et en general m'ont répondu n'avoir aucun connessans de ces objets ausy n'aient ausy poin de capitaux de tout quoi jai dressé les present proces verbaux en presence des dits agents-adjoint mambur sinodaux et autre qui ont signe aveque moy.

La present specification ce trouvent conforme aux proces verbaux a voir artiquel par artiquel telles qui sont numerote, de pui numeraux premier jousquaux numero seize de tout ce que dessu j'ai et redige les present proces verbaux que j'affirme sincere et veritable a mon ame et consence après avoir opere pendant dix jours. J. P. THORN *Expert.*

17) Pfarrer war Zimmer J. B., verhaftet wegen Eidesweigerung. S. Engling, l. c. S. 100.

N° 17 . . . . . proces verbal fait et jy joint concernent les terres declarés par le mambur de la parrois eglise de dudelange portant huit places situé dans la commune de dudelange . . . . . que la dite année 1790 laquelle somme multiplié par vingt donne en capital celle de . . . . . 240.—

Revenu en 1790 regoureusement estime . . . . 12.—

Capital . . . . . 230.—

fait le tresiem jour du moi de vendemiaire an huit par le citoien thorn Expert.

Folgt eine Aufstellung der verdienten Honorare, welche unleserlich geworden.

* * *

Gering war also die Beute gewesen, sei es, daß in den vorhergehenden Durchzügen der französischen Armee die Kirchen beraubt worden waren, sei es, daß die verurteilten Pfarrer einen Teil der kirchlichen Kostbarkeiten, Register u. s. w. mit sich wegnahmen und verbargen oder daß die Frömmigkeit der Gläubigen dieselben vor den französischen Behörden sicherte. Bezeichnend ist auch die vielfache Weigerung ehemaliger Kirchenfehner, an der qu. Abschätzung, die dem Gerechtigkeitssinn unserer gläubigen Vorfahren doch zu ungeheuer erschien, sich zu beteiligen.

Heinrich WERNER.

Bericht

über den Ausflug der „Hémecht" nach Vianden, am 16. September 1909.

Gegründet im Oktober 1894, besteht der „Verein für Luxemburger Geschichte, Literatur und Kunst" (»Ons Hémecht«) nun seit nahezu 15 Jahren. Schon des öfteren war, sowohl in den Generalversammlungen als auch in den Vorstandssitzungen, der Wunsch laut geworden, unser Verein möchte, ähnlich wie so manche andere Gesellschaft, auch einmal einen Ausflug nach einer oder der anderen historisch berühmten Ortschaft, an denen unser kleines Ländchen so überreich ist, veranstalten. Immer aber tauchten Bedenken auf, ob es auch ratsam sei, einen solchen Versuch zu wagen, ob wir uns keinem Fiasko aussetzten u. s. w. Schließlich aber siegte denn doch der immer dringender gewordene Wunsch, und in der Generalversammlung vom 27. Mai dieses Jahres wurde deshalb endgültig und einstimmig der Beschluß gefaßt, noch in diesem Jahre einen **ersten** Ausflug zu veranstalten. Orts- und Zeitbestimmung wurde dem Vorstande überlassen, der in seiner Zusammenkunft vom 6. September einen solchen nach dem historisch so berühmten und so äußerst malerisch gelegenen Städtchen **Vianden** beschloß, und den Donnerstag, 16. September, dafür ausersah. Herr Arendt übernahm es, mit einem

Hotelier zu Vianden wegen des Mittagessens die nötigen Vereinbarungen zu treffen. Der Sekretär arbeitete sodann das Programm des Ausfluges aus und erließ gleich einen Aufruf, behufs Teilnahme, an **alle inländischen** Vereinsmitglieder, mit der Bitte, bis spätestens den 13. Abends diese anzumelden. Es trafen 19 Zusagen ein. Zwei der Angemeldeten wurden im letzten Augenblicke verhindert, wogegen in Vianden sich mehrere andere Herren uns anschlossen. Verschiedene Vereinsmitglieder hätten sich auch sehr gerne am Ausfluge beteiligt, wenn nicht die erste Generalversammlung des katholischen Lehrer- und Lehrerinnenvereines gerade am selben Tage stattgefunden hätte.

Wohlgemut und vom schönsten Wetter begünstigt, traf die kleine, muntere Schar der Ausflügler etwas nach 9 Uhr in Vianden ein, wo Hr. Gemeindesekretär Theodor Bassing, Mitglied der „Hémecht", die Vereinsgenossen am Bahnhofe abholte.

Nun ging es direkt zur altehrwürdigen Burg, wo Herr Arendt in liebenswürdigster Weise seinen aufmerksam lauschenden Zuhörern alle Details der noch majestätischen Ruinen erklärte und vor ihrem geistigen Auge die hehre Veste in ihrem alten Glanze wieder erstehen ließ. Nachdem alles bis in die geringsten Einzelheiten besichtigt worden, war es an der Zeit (es war schon 11 Uhr) den Weg nach dem so romantisch gelegenen „Bildchen", nahezu eine halbe Stunde von der Schloßruine entfernt, anzutreten. Der Weg dorthin, äußerst idyllisch, führt durch ein kleines Wäldchen „Porbrettchen" genannt, in welchem wir eine altehrwürdige Zeder, gepflanzt zum Andenken an die Geburt des „Königs von Rom" (Sohn Napoleons I.) nebst dem „Bonapartsweiher" bewunderten.

Auch konnten wir die sieben von Herrn Domprobst Karl Müllendorff selig gestifteten kunstvollen Gedenksteine der „Sieben Schmerzen" besichtigen; ebenso zog ein uraltes, steinernes Kreuzbild, mit einem geschmackvoll angelegten und von den Viandener Damen bestens unterhaltenen Blumenbeet umgeben, welches vom verstorbenen Hr. Dechanten Johann Adehm neu errichtet worden ist, unsere Aufmerksamkeit auf sich.

Nach Verehrung des „Bildchens" und eingehender Besichtigung der Kapelle – nebenbei gesagt, dem ersten Bau des Hrn. Ehrenstaatsarchitekten Arendt, der den Plan dazu unter Dechant Frieden im Jahre 1848, also vor 61 Jahren, noch als Student auf der Akademie von München entworfen hatte – lenkten wir unsere Schritte wieder der Stadt zu. Während die einen der Ausflügler, einem Fußpfade folgend, nach der Neukirche und dem Kirchhofe mit den „Sieben Fußfällen" hin sich begaben, um zur Pfarrkirche zu gelangen, kehrten die anderen auf dem nämlichen Wege, wo sie hergekommen, nach dem Schlosse zurück, um von dort über die ehemalige „Hauptstraße" (einen holperigen, steilen Bergweg) zur Pfarrkirche zu kommen. Unterwegs bot sich auch die Gelegenheit, sowohl den alten „Hockelsturm", als auch das bereits im Jahre 1567 errichtete, auf Kosten des Viandener „Verschönerungsvereines" vor etwa 10 Jahren restaurierte, prachtvolle Freiheitskreuz (croix de justice) in Augenschein zu nehmen.

Am Eingange der Kirche vereinigten sich dann beide Gruppen, um gemeinsam die so merkwürdige Trinitarierkirche einer eingehenden Besichtigung zu unterziehen. Auch hier gab Herr Arendt alle nur wünschens-

werten Erläuterungen über die Geschichte, die Bauart und die Merkwürdigkeiten dieser Kirche. Herr Vikar Even von Vianden, der in liebenswürdigster Weise sich mit dem eben erst nach Düdelingen versetzten Herrn Kaplan Guirsch von Bettel uns angeschlossen hatte, um uns auf verschiedene Einzelnheiten, sowohl beim „Bildchen", als auch in der Pfarrkirche aufmerkam zu machen, eröffnete uns auch die Sakristei, wo wir noch verschiedene Sehenswürdigkeiten, namentlich einen noch von den Trinitariern herrührenden antiken Kirchenschrank, mit schön eingelegter Arbeit und ein altes Gemälde, die Martern der gefangenen Christen und der Trinitarier durch die Sarazenen darstellend, anstaunen konnten. Jetzt war es aber die höchste Zeit, im Hotel Ensch uns zur Mittagstafel einzufinden. Nachdem ein Frühschoppen eingenommen worden, war alles zum Diner bereit, welches unter allgemeiner Heiterkeit und fröhlichem Geplauder stattfand. Herr Hotelier Ensch hatte es sich angelegen sein lassen, den altbewährten Ruf seiner Küche und seines Kellers aufrecht zu erhalten. Daß wir beiden aber auch alle Ehre antaten, wird man uns wohl aufs Wort glauben.

Beim Nachtisch erhob sich Herr Professor Dr. Goergen, Präsident der »Hémecht«, und brachte zuerst einen Toast aus auf Herrn Arendt, unsern greisen, aber immer noch jugendfrischen, liebenswürdigen Cicerone; daran schloß er einen andern auf den Gründer und jetzigen Sekretär der »Hémecht«. Darauf hin erhob sich Herr Arendt, dankte dem Vorredner in gerührten Worten und lenkte sodann das ihm gespendete Lob über auf Seine Excellenz Herrn Staatsminister Dr. Paul Eyschen, den kunstsinnigen Mäcen, dank dessen Intervention, zur Zeit, wo er noch Bauteminister war, die so merkwürdige Trinitarierkirche, das Freiheitskreuz u. s. w. mit mehreren dem Viandener Verschönerungsvereine zur Verfügung gestellten Subsidien im Betrage von über 20,000 Franken, in so kunstgerechter Weise hatten restauriert werden können. Schreiber dieses schlug darauf vor, an Seine Excellenz, namens des „Hémechtsvereines", dessen Ehrenmitglied Dieselbe ist, ein Ergebenheitstelegramm abzusenden, welcher Vorschlag denn auch allgemeinen Beifall fand und augenblicklich durch den Herrn Präsidenten ausgeführt wurde.

Zum Schlusse erhob sich der Vereinssekretär und hielt einen etwa 10 Minuten dauernden Vortrag über Viandens Literatur und die dem Städtchen durch Geburt angehörigen Schriftsteller, welcher recht aufmerksam angehört und ebenso günstig aufgenommen wurde.

Nach dem Mittagessen lenkten wir, unter Führung des Hrn. Alex. König, unsere Schritte zur St. Nikolaus-Kirche im unteren Teile des Städtchens. Nach deren Besichtigung fand eine Versammlung statt in dem geräumigen Gartensaale der Wirtschaft Komes-Koenig. Die hochverehrte Dame Klein, geborene Riesen (deren Großmutter, eine geborene Feyder, aus Vianden stammte), Witwe des im vorigen Jahre verstorbenen geheimen Regierungsrates und rheinischen Landeshauptmannes Klein, welche nach dem Tode ihres Mannes in dem schönsten und größten der ehemaligen 7 Burghäuser ihren bleibenden Aufenthalt genommen, beehrte mit ihrem jüngsten Sohne Rudolf, Referendar in Bonn, die Versammlung mit ihrer Gegenwart. Herr Goergen eröffnete dieselbe mit einer herzlichen Ansprache an Dame Klein und die Anwesenden. Sodann deklamierte er ein eigens für diese Gelegenheit verfaßtes Gedicht

»Ons Hémechtssprôch«, welches höchst aufmerksam angehört und zum Schlusse gewaltig applaudiert wurde. Nach ihm bestieg Hr. Arendt das Podium und hielt einen Vortrag über den Grafen Moritz von Nassau-Vianden, dessen Porträt — das er in Cleve aufgefunden hatte — er unter seinen Zuhörern zirkulieren ließ. Sodann las er einen Auszug aus dem Gedichte „Die verwünschten Spieler" von Sempronius (Pseudonym von Karl Theodor André) vor.

Nachdem Hr. Goergen ihm mit warmen Worten gedankt, bat er den Sekretär, derselbe möge seinen schon während des Mittagstisches gehaltenen Vortrag wiederholen. Anfangs sträubte dieser sich dagegen; doch auf allgemeines Drängen hin, ließ er sich dazu bereden, und zwar besonders aus Rücksicht auf die Anwesenheit der Dame Klein und ihres Herrn Sohnes, denen diese Auseinandersetzung denn auch ein besonderes Vergnügen bereitete und wofür selbe auch ihren herzlichsten Dank aussprachen. Diesem schloß sich auch der Dank des Hrn. Präsidenten Goergen an.

Auch wurde beschlossen, die einzelnen Vorträge in dem Vereinsorgan »Ons Hémecht« zu veröffentlichen.

Herr Goergen schloß endlich die Versammlung mit dem Ausdrucke höchster Befriedigung über den bisherigen Verlauf des Vereinsausfluges und mit dem Wunsche, auch noch fürderhin — und mit zahlreicherer Beteiligung — solche „Vereinsfeste" feiern zu können.

Bevor jedoch die Versammlung auseinanderging, sang dieselbe mit Begeisterung die erste und die letzte Strophe (diese stehend und mit entblößtem Haupte) unseres so herrlichen Nationalliedes »D'Hémecht«. Das war ein recht herrlicher, ein recht würdiger, aber auch ein recht patriotischer Abschluß des ersten, wahrhaft großartig verlaufenen Ausfluges der »Hémecht«. Dieser Tag wird allen Teilnehmern unvergeßlich bleiben.

Die einzelnen Mitglieder zerstreuten sich nun, die einen, um noch Besuche bei befreundeten Personen zu machen, die anderen, um ihre Geschäfte zu besorgen. Zwei Herren begaben sich nach Roth, um daselbst die architektonisch so merkwürdige Kapelle zu besichtigen und dann auf Station Bettel mit den übrigen um 6.25 Uhr zu Vianden abgefahrenen Vereinsgenossen wieder zusammenzutreffen. Munter und fröhlich trafen wir wieder gegen halb 9 Uhr auf dem Zentralbahnhofe zu Luxemburg ein, von wo wir uns nach herzlichem Händeschütteln trennten, um unsere Penaten wieder aufzusuchen.

Unter allen Teilnehmern herrschte nur **eine** Stimme: Das war ein schöner, herrlicher Ausflug, ein genußreicher Tag. Manche, denen wir davon erzählen werden, wird es reuen, sich uns nicht angeschlossen zu haben. Wir leben aber der festen Hoffnung, daß wir auch fürderhin noch manche solcher lehrreiche und geistige Genüsse bietenden Tage erleben werden. Das walte Gott! Martin BLUM.

Bemerkung.

Die **Personal-Nachrichten,** sowie die **Litterarischen Novitäten** mußten, aus Raummangel, für das Novemberheft zurückgelegt werden.

Der Sekretär: **M. BLUM.**

Ons Hémecht.

Organ des Vereines für Luxemburger Geschichte, Literatur und Kunst.

Herausgegeben vom Vereins-Vorstande.

15. Jahrgang. — 11. Heft. 1. November 1909.

Vorträge

gehalten zu Vianden, am 16. September 1909, gelegentlich des Ausfluges der „Hémecht".

I. Ons Hémechtssprôch.

Lĕf Hémechtssprôch, sŏ klôr a frösch,
Wât bass d'ons all un d'Hîerz gewuêss!
Gesond bass du wĕ d'Kwèll am Bösch,
Bâl hârt wĕ Goss, bâl wêch wĕ Wuêss.

Deng Truêcht ass net dât blärecht Neit,
Dât 'rân sech schmockelt iwer d'Grènz;
Ann dach gefällt deng Wŏp de Leit,
Dem Bauer wĕ der Exzellènz.

Bei dir höllt d'Vollek gier sêi Rôt,
Wann èppes op der Sĕl em bruckt;
Du bass sei bèschten Affekôt,
Dén è net lichtschâz nidderduckt.

Wann ên dât gutt ât Rècht zerpléckt,
Da krâchs de wĕ e Wieder drân;
Mé wann è sech bei d'Freiesch dréckt,
Lûsst dir de Schèllem aus den Aa'n.

Haut wêss de bâl net wĕ dech drĕ'n
Vu lauter Fréd a Juxechkêt;
Muer schluxs de wĕ èng Muedelĕn
Vun iwergrŏssem Hîerzelêd.

Wiem d'Gléck zerschmelzt wĕ Summerschnĕ,
Treimiddech hölls d'en an den Aarm;
Du kucks en un ech wêss net wĕ,
Ann d'Hîerz get him rem licht a wârm.

Wanns du ons d'Hänn zesummelés,
Da sént den Härrgott gier d'Gebîet;
Du dènks â fills dât wâs de sés,
Wann 't och net alle mondsgerîet.

'Rem glêwech gin ech wĕ e Kand
A fromm lé'n ech meng Hand an deng;
Dei Wûrt ass wĕ e Frĕjôrswand,
Do get rem alles, alles greng.

Lĕf Hémechtssprôch, sŏ gutt, sŏ trei,
Du gês mat ons dûrch déck ann dönn;
A misst ê wandren an d'Tirkei,
Du gĕfs dach ömmer bei him sen.

Wiem an der Friemd emôl dei Klaŋk
Ganz onverhofft an d'Ŏer schâlt:
Dém greifs d'an d'Sĕl ewĕ Gesaŋk,
Sein Hîerz vu Fréden iwerwâlt.

Du zîels him wĕ dohém am Daļ
D'Bâch pöspert mat dem Wisendoft,
Wĕ op dem Bîerg mat Donnerknaļ
De Stûrm dûrch Bösch a Blieder bofft.

Vu fère weiss d'em och dât Hâus,
Wŏ hie fir t'ĕscht sei Papp geruff;
Wŏ nach seng Drêm gin ân ann âus
Ann d'Mammelĕft bîet an der Stuff.

Dât alles sés d'em ann nach mĕ,
Ann d'Aae gin him dobei fîcht;
Mĕ schĕn nach schengs d'em da we jĕ,
Lĕf Sprôch mam treie Frendsgesicht.

Wât hien 'wel oft bei sech gespûrt,
Dât get em alldâg nach mĕ klôr:
En Hémechtswûrt, en hêlecht Wûrt,
An 't soll et bleiwe bis zur Bôr.

Sŏ lâng op Fielzenhiechten
Nach stolz ons Stiedche wéŋkt,
Sŏ lâng ass nach e Birger
Vum Muselgréchen dréŋkt;

Sŏ lâng nach get gesongen
Dem Lèntz sei Feierwôn,
Dé nu scho fofzech Jôer
Onst Freihêtsgléck kont sô'n;

Sŏ lâng e Letzebûrger
Nach trei bleift senger Rass,
Sŏ lâng a sengen Odern
Eng Dröppsche Blutt nach ass:

Sŏ lâng wèrd sech verierwen
Ons Sprôch als Önnerpand,
Dass Glâf ann Trei net stierwen
Am Letzebûrger Land. **W. Goergen.**

II. Mauritius,

Graf von Nassau-Vianden, Prinz von Oranien, Statthalter der Niederlande.

(Mit 2 Abbildungen).

Von **Karl ARENDT**, Ehren-Staatsarchitekt.

Allgemein bekannt ist die hervorragende Rolle, welche die Grafen von Nassau-Vianden in der Geschichte der Niederlande spielten. Ganz besonders waren es Wilhelm I., genannt „der Schweiger", und sein zweitältester Sohn Mauritius, welche sich im 16. und 17. Jahrhundert in den Freiheitskämpfen gegen Spanien durch Feldherrntalent und Heldenmut hervortaten.

Graf Mauritius von Vianden-Nassau (nach einem alten Holzstich).

Graf Mauritius wurde geboren am 13. November 1567. Nach dem Tode seines Bruders Philipp-Wilhelm erkoren ihn die Generalstaaten der Vereinigten Provinzen im Jahre 1618 zum Statthalter von Holland, Zeeland und Utrecht. In besagten Kriegen, welche nicht weniger als 80 Jahre dauerten und 1648 mit dem Abfall der Niederlande endeten, war es, wo besonders Prinz Mauritius sich mit Lorbeeren bedeckte. Im Jahre 1590 entriß er den Spaniern alle von ihnen in Holland besetzten Städte, gewann am 2. Juli 1600 die Schlacht von Nieuport und eroberte 1604 Leeluse, Grave und mehrere andere feste Plätze.

Im Viandener Stadtarchiv wird eine vom 16. Oktober 1618 datierte Originalurkunde aufbewahrt, in welcher Mauritius [1]) in seiner Eigenschaft als Graf von Vianden anordnet, daß während der Dauer von drei Jahren eine Summe von 150 Carolusgulden unter die Armen der Grafschaft verteilt werden solle, laut Testament seines verstorbenen Bruders Philipp-Wilhelm. Im Vereine mit letzterem hatte Mauritius sich auch die Instandsetzung des baufällig gewordenen sogen. „Nassaubaues" auf der Viandener Burg angelegen sein lassen unter der Leitung ihres Rendanten Bovet, wie es nachstehende Inschrift eines in der Burgkapelle aufbewahrten Gedenksteines dartut:

ANNO DNI 1617.
MANDATO ILLUSTRISSIMI ET EXCELLENTISSIMI DNI PHILIPPI GUILELMI
DE NASSAU ET PRINCIPIS AURIACI ET COMIS. IN VIANDEN, &.
HÆC PARS CASTRI A FUNDAMENTIS REPARARI AC CONSTRUI
COEPTA ET AB ILLMO . EXMO . PRINCIPE MAURICIO
DE NASSAU, EJUSDEM FRATRE ET HAEREDE PERACTA,
ANNO 1620, DIRECTORE NOBILI AEGIDIO BOVET,
EORUNDEM IN VIANDEN QUAESTORE.

Namenswerte historische Erinnerungen an den Prinzen Mauritius hat uns das alte niederrheinische Städtchen Cleve [2]) aufbewahrt. Von der auf dem sogen. Kirchberg liegenden einstigen Kollegial- und jetzigen Pfarrkirche führt die „Nassau-Straße" zu dem von einem wohlgepflegten Parke umgebenen „Prinzenhofe", den der einstmalige Statthalter Prinz Mauritius im Jahre 1664 erbaute. Von da gelangt man durch die „Nassauallee" in den lauschigen Sternbusch mit dem ehernen, nie benutzten Sarkophage,

---

1) Er titulierte sich: „Graf von Nassau, Katzenellenbogen und Vianden, Prinz von Oranien, etc."

2) Seit 1815 zum Königreiche Preußen gehörend.

Grabmal des Grafen Mauritius von Bianden zu Cleve.
(Nach einer Photographie.)

welchen sich der Prinz zu Lebzeiten hatte errichten lassen.

Mauritius starb unvermählt am 23. April 1625. Die Familie ließ seine Leiche im Erbbegräbnisse zu Siegen [1]) beisetzen.

---

1) Nicht zu Delft, wie A Neyen irrtümlich angibt. S. Jos Frohn, Cleve.

III. Bianden in seiner Literatur und in seinen Schriftstellern.

Von **Martin BLUM.**

Hochverehrte Dame! [1])

Geehrte Herren!

Nachdem wir am heutigen Vormittage die stolzen Ruinen der einst so mächtigen Ritterburg, das so idyllisch gelegene „Bildchen" und die so monumentale alte Trinitarierkirche besichtigt haben, wird es Ihnen gewiß nicht unangenehm sein, etwas Näheres zu vernehmen über die Literatur der Stadt, des Schlosses und der Herrschaft Bianden, und im Anschlusse an dieses Thema auch die Namen jener Männer kennen zu lernen, welche als Schriftsteller gewirkt haben oder noch augenblicklich wirken, und die Bianden mit vollem Rechte als die „Seinigen" beanspruchte.

---

1) Dame Witwe Landeshauptmann Klein, aus Bonn am Rhein.

Werte Dame! Meine Herren! Wenn wir absehen von Luxemburg, Echternach und Bad-Mondorf, dann behauptet das Städtchen Vianden unter allen Ortschaften unseres Großherzogtums wohl die **erste** Stelle in Bezug auf Reichhaltigkeit seiner Literatur. Die Zeit gestattet mir nicht, Ihnen eine erschöpfende Darstellung dieses Themas zu liefern; auch wäre es für Sie ermüdend und einschläfernd, wollte ich Ihnen etwa an 60 bis 70 Titelschriften von Büchern, Broschüren, Zeitschriften-Auszügen oder Zeitungs-Feuilletons herunterleiern. Nein! das ist nicht der Zweck meines Vortrages; vielmehr will ich nur in aller Kürze auf diese einzelnen Schriften hinweisen.

An erster Stelle geziemt es sich zu reden von dem alten, edlen Grafengeschlecht, welches einst die Burg bewohnte und namentlich von der „Zierde", von der „Perle" dieses Geschlechtes, von der gottseligen, heiligmäßigen Grafentochter **Yolanda,** dem glänzendsten Ruhmestitel der Stadt Vianden. Dem Dominikanerpater Hermann (oder Heinrich) gewöhnlich „**Bruder Hermann**" genannt, welcher um die Mitte des XIII. Jahrhunderts lebte, und welcher nach den einen in Luxemburg, nach den andern aber in Vianden geboren sein soll, kommt das Verdienst zu, uns eine Biographie der Seligen in poetischer Form, und zwar in mittelhochdeutscher Srache, hinterlassen zu haben. Dieselbe wurde im Jahre 1889 von dem Professor **John Mayer** aus Halle, zu Breslau „mit Einleitung und Anmerkungen" herausgegeben. — Unser berühmter Archäologe, Historiker und Schriftsteller **P. Alexander von Wiltheim** aus der Gesellschaft Jesu, geboren und gestorben im XVII. Jahrhundert zu Luxemburg, übersetzte Bruder Hermanns poetische, mittelhochdeutsche Biographie der Gräfin Yolanda in lateinische Prosa, unter dem Titel: *Vita venerabilis Yolandae, Priorissae ad Mariae Vallem etc.* Sein Werk wurde im Jahre 1674 zu Antwerpen gedruckt. Zweimal wurde dasselbe ins Deutsche übertragen: 1841 durch den hochw. Herrn **Peter Stehres,** Direktor des Diekircher Progymnasiums und 1888 durch den hochw. Herrn **Johann Peter Toussaint,** Pfarrer in Manternach. Außerdem hatte bereits im Jahre 1870 der hochw. Herr **Johann Wampach,** damals Vikar in Vianden, einen in deutscher Sprache abgefaßten Auszug aus Wiltheims Werk veröffentlicht.

Für die Geschichte der übrigen Mitglieder des uralten Viandener und des späteren Nassau-Viandener Grafengeschlechtes, also auch unserer früheren König-Großherzoge verweise ich namentlich auf die Werke: **Dr. Aug. Neyen.** *Histoire de la Ville de Vianden et de ses comtes* (1851); **J. B. Nothomb.** *Les Comtes de Vianden ou de Vienne* (1830, in der „Revue belge"); **Jos. Ludw. André-**

Genealogie der Grafen von Vianden (1840) — in deutscher und französischer Sprache —; **Franz Julian Vannérus.** Schloß Vianden (1849) und *Essai historique sur l'ancien Comté de Vianden, son origine, sa grandeur, son apogée et sa décadence* (1850); **Karl Arendt.** *Monographie du Château de Vianden* (1884); Blumenlese aus der Geschichte der Burg Vianden und des Nassau-Viandener Grafengeschlechtes (1894) sowie Band I der Luxemburger Porträtgalerie (1904). **Alexander Koenig.** Beiträge zur Geschichte der Stadt Vianden (4 Hefte, 1890—1894); Biographische Notizen zur Geschichte der Stadt Vianden (1902) und Die Bischöfe aus dem Geschlechte der Grafen von Vianden (Feuilleton des „Luxemburger Wort", 1892.)

Auch über die Burg selbst und speziell über deren Bauart ist bereits gar manches veröffentlicht worden. Abgesehen von den bis jetzt zitierten Werken, welche alle naturgemäß auch mit der Burg selbst sich beschäftigen, möchte ich noch namhaft machen: **Aug. Reichensperger.** Das Baptisterium auf Schloß Vianden (Bonn 1848); die Werke der beiden Holländer **van Hasselt.** *Vianden de oudste Bezitting der Graven van Nassau in het Groot-Hertogdom* (1850) und **Witkamp.** *De Nassau's en hun oudste Burg in de Nederlanden* (1874); **Joh. Pet. Knepper-Gloesener,** Betrachtungen über den Ursprung der Burg Vianden (1901); **Bodo Ebhardt,** Burg Vianden (in „Deutsche Burgen", Zweiter Halbband, 1907) und **Jean Warken,** *Causerie sur le Château de Vianden* (1908).

Viandens Sagen und Legenden wurden bearbeitet von **Edm. de la Fontaine** (genannt **Dicks**) in *Vianden et ses environs* (1885), **Theod. Bassing** in Sagen und Legenden der Stadt Vianden und ihrer nächsten Umgebung (1904) und **Alex. Koenig,** in Beiträge zur Geschichte der Stadt Vianden (Heft IV, 1894).

Bezüglich der Touristik will ich nur speziell erinnern an **Joh. Mayen** (Pseudonym für **Joh. Berscheid**), Vianden und das romantische Ourthal (1886); **Th. Bassing,** Fremdenführer für Vianden und Umgegend (1898) und *Une Suisse en miniature ou Vianden et ses environs* (2 Auflagen 1903 und 1908); **René Engelmann,** *Victor Hugo à Vianden* und *Vianden et Victor Hugo*, die Publikationen des „Eifel-Vereines", sowie schließlich das Vianden des Hoteliers Hrn. **Ensch.**

Die kirchliche Geschichte Viandens hat auch mehrere Bearbeiter

gefunden. Hier ragt besonders hervor Herr **Alex. Koenig** in seinen bereits erwähnten Schriften, sowie in den folgenden: Zur Geschichte des Klosters und der Trinitarier zu Vianden (1890); Geschichte des Trinitarier-Klosters zu Vianden (1908); Die Commende des Templerordens zu Roth (Feuilleton des „Lux. Wort", 1890); Die Sankt Nikolauskapelle von Vianden unter den Johannitern (1890); Die Andacht zu den sieben Fußfällen Jesu (1896); Wallfahrtsbüchlein zum Gnadenbildchen U. L. Frau bei Vianden (1901).

Hiehin gehören auch die Schriftchen zweier früheren Dechanten von Vianden, nämlich **Heinrich Doener**: Gebet- und Gesangbuch zum Gebrauche der Marianischen Bruderschaft für Mannspersonen zu Vianden (1839) (in 2. Auflage ediert 1867 durch den Redemptoristenpater **Aloys Amherd** (oder **Amherd**) und **Johann Adehm**: Das Gnadenbildchen Unserer Lieben Frau zu Vianden (im „Luxemburger Marienkalender", 1881); Festlied zur Feier des hundertjährigen Jubiläums der Marianischen Sodalität zu Vianden (1881) und Erinnerung an den Bildchenstag (1885). Weiter sind noch zu nennen: **Th. Bassing,** Die Männer- und Jünglingskongregation genannt: Marianische Sodalität in der Stadt Vianden (1900) und **K. Arendt:** *Inscriptions de cloches du XVe siècle à Berdorf et à Vianden* (1858) und *La procession de la Fête-Dieu à Vianden* (1885).

Bezüglich der politischen Geschichte muß ich außer den bereits genannten Werken von André, Arendt, Kœnig, Neyen, Nothomb und Vannérus noch namhaft machen: **Al. Koenig,** Vom alten Hochgerichtskreuze zu Vianden (Feuill. des „Lux. Wort", 1891), und Die letzte Hinrichtung in der Grafschaft Vianden (Feuilleton des „Luxemburger Wort" 1893), sowie speziell: **Th. Bassing** und **Nikolaus Revenig**: Zustand der Stadt und Grafschaft Vianden zur Zeit der französischen Revolution und unter dem ersten Kaiserreiche sowie in den ersten Jahren der Wiederherstellung des Königtums (1895). Endlich **Nik. Revenig,** Stadt und Schloß Vianden mit nächster Umgebung. (Feuilleton der „Obermosel-Zeitung — 42 Nummern — 1886).

Jos. Edm. Klein endlich hat Die Flora Viandens und der Umgebung beschrieben (1898).

Daß auch in der Poesie und Musik Vianden nicht vergessen wurde, dafür zeugen des **Sempronius** (Pseudonym für **Karl-Theodor André**) **Gedichte** (Berlin. Ohne Datum); **Dominik Keiffer,**

Le quatuor de Vianden und die beiden Gedichte von **Joh Bapt. Fallize**, Vianden (französisch) und Die Stammburg unserer Fürsten (1866). Noch andere Dichter, wie **Wilh. Zorn, Nik. Revenig** u. s. w. wären hier zu nennen; doch würde mich das zu weit führen. Auch die Leistungen der „**Philharmonischen Gesellschaft**" der Stadt Vianden, eine der ältesten und bestbekannten Musikgesellschaften unseres Landes, deren Statuten bereits vor mehr denn einem halben Jahrhundert (1858) gedruckt wurden, sind landbekannt. Weniger bekannt dürfte indes sein, daß eine Broschüre Drittes Musikfest des allgemeinen Luxemburger Musik-Vereins, 25. Juni 1865 zur Erinnerung an dieses zu Vianden abgehaltene Fest veröffentlicht wurde.

Von anderen Vereinen Viandens, worüber etwas veröffentlicht wurde, sind mir bekannt: Statuten und Regulativ des Viandener Arbeiter- und Unterstützungsvereines (1867) und Verein zur Hebung des Fremdenverkehrs und zur Förderung von Handel und Industrie in der Stadt Vianden. (Es ist das der allbekannte Eifel-Verein unter dem Präsidium des Herrn K. Arendt).

In kommerzieller Hinsicht sind noch die Aufschlüsse betreffend die Rentabilität einer zu erbauenden Sekundärbahn von Diekirch nach Vianden (1882) und drei Broschüren über die ehemalige „Distillerie und Vinaigrerie" der Firma Pauly-Strasser zu Vianden, namhaft zu machen.

Hiermit, hochverehrte Dame und sehr geehrte Herren, hätte ich im großen und ganzen auf die hauptsächlichsten Druckwerke aufmerksam gemacht, welche auf das Städtchen Vianden Bezug haben. Auf alle die einzelnen Aufsätze, die in den verschiedensten Zeitungen und Zeitschriften sowohl des Großherzogtums, als in denen anderer Länder erschienen sind, näher einzugehen, wäre rein unmöglich; ebenso wäre es eine äußerst langwierige und zeitraubende Arbeit, hinzuweisen auf alles das, was in den verschiedensten Geschichts- und Touristenwerken, luxemburgischen und ausländischen, aus älterer und neuerer Zeit, über Vianden veröffentlicht wurde. Nur darauf möchte ich noch aufmerksam machen, daß die HH. **Knepper, Koenig** und **Warken** in ihren bereits zitierten Schriften einen bedeutenden Teil der von mir jetzt nicht erwähnten Quellen-Literatur über Vianden notiert haben.

Am Schlusse dieser meiner schon allzulangen Auseinandersetzung kann ich aber nicht umhin, noch kurz hinzuweisen auf jene Männer, welche ihrem Geburtsort Vianden, dank ihrer schriftstellerischen Tätigkeit,

zu besonderer Zierde gereichen. Ihre Zahl ist nicht klein; ich will hier nur die mir bis dato bekannt gewordenen namhaft machen. [1])

Im X. Jahrhundert finden wir den Bischof **Rancherius** oder **Ratherius** († 974) und **Gottfried**, ein Grafensohn von Vianden, Dechant der Norbertiner-Abtei Stavelot. Im XIII. Jahrhundert haben wir bereits den Bruder **Hermann**, Dominikanermönch, begegnet. Um 1480 lebte der Carmeliter **Johann** zu Trier. P. **Wilhelm Schram** (mit dem Klosternamen **Willibrord**), Benediktiner zu Echternach im XVI., und P. **Servatius Otler** aus dem Prümer Kloster, im XVII. Jahrhundert, haben uns wichtige Manuskripte über ihre resp. Klöster hinterlassen. Im selben Jahrhundert finden wir den Jesuiten P. **Gaspar Nidrum** und den Carmeliter P. **Georg Gaillard**, (mit dem Klosternamen **Georgius a Regina Angelorum**). Das folgende XVIII. Jahrhundert gebar den „wunderlichen" Dichter **Michael Wunderlich** und den Schöffen **Gaspar Veyder**, welcher ein interessantes Journal de famille im Manuskripte hinterließ. **Anton Marnach** (1769 Jesuitenschüler zu Trier). Im XIX. Jahrhundert lebten und leben auch heute teilweise noch eine ganze Menge von Schriftstellern. Ich will mich darauf beschränken, ihre Namen in alphabetischer Reihenfolge anzuzählen, und damit meinen Vortrag abzuschließen. Es sind folgende Herren: **André Karl-Theodor**, Rechtsanwalt; **André Josef-Ludwig**, Notar; **Arendt Johann**, Organist und Komponist; **Arendt Johann-Wenzeslaus-Karl**, Ehren-Staatsarchitekt, der mehr als alle anderen zusammen veröffentlicht hat; **Bassing Theodor**, Organist und Gemeindesekretär; **Berscheid Johann** (Pseudonym: **Maien**), Lehrer; **Elz Heinrich**, Postperzeptor, früherer Professor, berühmter Numismat; **Engelmann René**, Professor; **Gruber Anton**, Postinspektor; **Kintgen Damian** Professor; **Koenig Alexander**, Pfarrer, (nach Hrn. Arendt, Viandens bedeutendster Schriftsteller); **Neuens Nikolaus**, Arzt (Verfasser einer handschriftlichen Statistik der Kirche von Vianden); **Pauly Peter-Adolf**, Industriel, Bürgermeister und Deputierter, und **Schaan Matthaeus-Felix**, Arzt.

---

[1]) Diese Angaben sind, des besseren Verständnisses wegen, in etwas veränderter Form wiedergegeben.

LES ANCIENS DYNASTES
D'ESCH-SUR-LA-SÛRE

par

Jules VANNÉRUS.

(Quarante-neuvième article.)

Le 31 janvier 1690, elle relaisse à Pierre von der Scheye, mayeur à Feulen, ses cens et rentes en ce lieu [1]); le 22 décembre 1690, *A. de Reede de Salfelt* et *Le comte de Lannoy de Clervaulx* signent et scellent un acte d'échange passé ce jour, à Heiderscheid, par devant la cour de Feulen, par ce que partie des biens échangés, sis à Heiderscheid, sont »Ihro Gnaden Freyherren von Clerff undt des-o schweyerinne der hochwollgeborener Juffer von Rede de Salfelt, alss mitt herren der herschafft Esch, dienstpflichtigh» [2]).

Notons, à ce propos, qu'un autre acte, du 4 mai 1680, par lequel Albert de Lannoy, baron de Clervaux, etc., approuve diverses engagères de biens sis à Heiderscheid, en la cour de Feulen, parce que les biens engagés lui sont *zum halben schafft pflichtigh* [3]), pourrait également faire croire que le baron de Clervaux détenait une part d'Esch; mais nous savons d'autre part que les seigneurs de Clervaux possédèrent dès le XVme siècle déjà des biens et des rentes à Feulen: lors du partage conclu entre Jean et Frédéric de Brandenbourg, frères, seigneurs d'Esch et de Clervaux, le 15 juin 1421, il avait été convenu qu'après le décès de Jean, Frédéric jouirait du fief de Feulen, appartenant à Jean, comme d'un franc alleu [4]).

Le 21 mai 1692, au château de Clervaux, Corneille-Agnès de Reede de Sasfelt, dame en partie d'Esch-sur-la-Sûre, vend à Phil.-Alexis de Bost-Moullin, sgr. dudit Esch, pour 100 fl. à 10 s. de Brabant, un jardin dépendant du château d'Esch, »pour la parte de Zandt«; elle commet Pierre Wanderschay, de Niederfeullen, son mayeur et officier de sa part de la seigneurie d'Esch, aux fins de faire réaliser le transport; cette réalisation a lieu le

1) *Arch. de Clervaux*, N° 3244.

2) Anal. manuscr.

3) Anal. manuscr.

4) *Arch. de Clerv.*, n° 783.

22 mai 1693 [1]). Le 14 juin suivant, elle vend encore une pièce de terre sartable, lui appartenant dans la part nommée »de Zandt« et sise sur le finage d'Esch [2]).

Six mois après, la baronne de Reede faisait don de sa part d'Esch au fils aîné de sa sœur, Adrien-Gérard, comte de Lannoy (né au château de Bolland et baptisé le 1er juillet 1648): le 2 janvier 1693, en effet, Corneille-Agnès, baronne de Reede et de Sasfelt, fille majeure, demeurant au château de Clervaux, désirant contribuer à la conservation de la terre et seigneurie de Clervaux en la très illustre famille des comtes de Lannoy et témoigner de l'estime particulière qu'elle a pour Adrien-Gérard, comte de Lannoy, son neveu, lui fait donation de la huitième part de la seigneurie d'Esch, telle qu'elle l'a acquise le 19 avril 1684 des barons de Zandt.

Cette donation, passée par devant les justicier et échevins de la seigneurie de Clervaux, devait être réalisée par devant le Siége des nobles, mais ce n'est que le 1er août 1696 que la baronne de Reede, alors à Tavigny, donna la procuration nécessaire pour effectuer régulièrement ce transport, ce qui ne se fit à Luxembourg que le 25 avril 1698 [3]).

Ce long retard provenait, sans doute, de difficultés avec les héritiers Zandt; ceux-ci, en effet, n'avaient pas encore été payés du prix de la vente de 1684. Bien plus, près de vingt ans après, nous voyons M.-C., veuve de Zandt, Eléonore-Antoinette Zandt de Merll, née Boos de Waldeck et Moutfort, Charles-Hartmann Zandt de Merl, bailli électoral à Hildesheim, et Charles-Emmanuel-Joseph Zandt de Merll donner procuration, par acte daté de Liessingen le 25 février 1716, pour faire réaliser par devant le Siége des nobles le transport du huitième d'Esch vendu par feu Zandt de Bertringen à Cornélie-Agnès de Redt, dame de Sasfeldt: ce nouveau transport n'eut lieu que le 20 octobre 1722. L'année suivante, cependant, le prix de vente n'était pas encore réglé, puisqu'en 1723, Charles-Antoine, baron Zandt de Merl,

---

1) Arch. Sect. Hist.; Fonds Vannérus, l. II, orig.

2) Neyen, p. 280, d'après ses documents.

D'après ce même auteur (p. 280), „la propriété du fief d'Esch s'établissait en 1692 comme suit: Du Bost-Moulin, pour 5 huitièmes; De Stassin, pour un huitième; Agnès de Rhede, pour un huitième; De Lannoy, pour un huitième". Il doit en tout cas y avoir là une erreur: De Stassin avait un quart d'Esch; Agnès de Rhede et de Lannoy n'auraient donc pu en posséder qu'un huitième ensemble.

3) Reg. manusc. de Würth-Paquet, pp. 68 et 119, d'après les reg. 4 (f. 4) et 5 (f. 10) du Siége des nobles. — *Arch. de Clervaux*, nos 3261, 3279 et 3288.

voué héréditaire à Ham et bailli électoral à Hildesheim, donnait encore procuration pour faire rentrer des officiers du seigneur de Clervaux les 2500 écus, montant de la vente [1]).

Comme co-seigneur à Esch, Adrien-Gérard, comte de Lannoy, donne son consentement à un échange passé le 27 mars 1708, à Heiderscheid, par devant Peter Wanderscheidt, de Niederfeulen, *Zantischer jetzt Clerffer hoffs mayer daselbsten*, et deux échevins de cette cour, ainsi que par devant un échevin de la cour de Wachenheim [2]).

Son union avec Jeanne-Thérèse-Claire de Bocholt étant restée stérile, il érigea en fidei-commis graduel, perpétuel et masculin, par testament du 22 février 1712, les seigneuries de Clervaux, Esch-sur-Sûre, Bous, Bolland, Julémont et Trembleur, en faveur de son neveu Adrien-Damien-Gérard-Ernest, comte de Lannoy.

Il mourut au château de Clervaux le 19 décembre 1730 et fut inhumé en l'église des Récollets, à Trois-Vierges; sa pierre tumulaire, donnait, avec ses armoiries et ses seize quartiers, l'inscription suivante: *Ci gissent Messire Adrien Gérard comte De Lannois et du S. E. R., Baron de Clervaux, seigneur de Bousse, Esch, Hupperdange, Stolzembourg, Ouren, de la libre terre de Bolland, du Haut-ban de Trembleur, Julemont, Justicier et chef des Nobles du duché de Luxembourg et comté de Chini, général, lieutenant, maréchal de camp des armées de S. M. I. et C., etc., etc., etc., qui trépassa le 19 décembre 1730. Et Madame la baronne de Bocholtz sa très chère épouse qui trépassa le . . . . R. I. P.* [3])

Fils de François-Ferdinand, comte de Lannoy, sgr. de Hamm, etc., et d'Anne-Marguerite-Appoline, baronne de Horst, Adrien-Damien-Gérard-Ernest, comte de Lannoy, était né au château de Hamm et avait été baptisé en l'église de Biersdorf le 23 septembre 1699. Il mourut à la-Neuville-en-Condroz, le 25 janvier 1743, ayant eu de son épouse, Aldegonde-Louise-Françoise de Warnant (née en 1702, mariée en 1724, morte le 24 avril 1731), cinq enfants, dont je citerai seulement ici Adrien-Jean-Baptiste, comte de Lannoy, baron de Clervaux, sgr. de Bolland, Julémont, Esch, Feulen etc., né à Namur et baptisé le 27 février 1729. Ce fut le dernier seigneur du huitième de Bourscheid à Esch, car il vécut jusqu'au 12 mai 1797.

Nous rappellerons simplement à son sujet que le 15 décembre

---

[1]) *Arch. de Clervaux*, nos 3347, 3357 et 3359.

[2]) Anal. manuscr.

[3]) E. Poswick, *op. cit.*, pp. 16 et 17. La comtesse de Clervaux mourut au château de Bolland le 11 mars 1735.

1759, à Luxembourg, le baron du Prel, d'Erpeldange, trésorier et garde des chartes, reconnut avoir reçu le dénombrement d'une partie de la seigneurie d'Esch, relevée en fief de S. M. par Jean-Baptiste, comte de Lannoy, baron de Clervaux, et que le 10 janvier 1789 une audition de témoins fut ordonnée pour le 3 février dans la cause intentée par la communauté d'Esch, en matière de maintenue, à Messires Adrien-Jean-Baptiste, comte de Lannoy, et Charles-Gaspard-Godefroid baron Beissel de Gimnich, vicaire-général de l'archevêché de Trèves (administrateur du baron de Warsberg à Esch) [1]).

Le fils aîné d'Adrien-Jean-Baptiste et de Constance-Polyxène Reine-Stanislas de Wignacourt, Félix-Balthazar-Pierre-Adrien, comte de Lannoy-Clervaux, né à Liége en février 1757, hérita des biens dépendant de l'ancienne seigneurie d'Esch: c'est ainsi qu'en 1808 il vendit à divers particuliers environ 27 journaux de bois sis sous Esch, au lieu dit *Putzbach,* et trois bois sous Heiderscheid, aux lieux dits *Mullerbach* ou *Jungenwald* et *Alscheidt* [2]).

II. — Le Record de 1201.

Hardt a publié dans son précieux recueil des *Luxemburger Weisthümer* un record des échevins d'Esch daté du 14 mars 1201 et qui est certainement le premier en date de tous les records scabinaux de notre pays; Neyen [3]) en a donné, de son côté, une traduction moderne.

La date de cet important document m'a naturellement amené à le signaler dans mes régestes des dynastes d'Esch, mais, on s'en souviendra, j'ai rejeté toutes les déductions qu'on avait cru pouvoir en tirer pour éclairer l'histoire de notre seigneurie du temps de Barthélemy d'Esch (1175—1184) et de ses enfants: en effet, disais-je, tout ce dénombrement est de bien longtemps postérieur à 1201.

Cette assertion, je l'ai émise sans l'appuyer d'aucune preuve, mais maintenant que nous possédons des renseignements précis sur les destinées de la terre d'Esch jusqu'à la fin de l'ancien régime, il nous sera facile de réunir les éléments suffisants pour élucider complètement cette question et dater approximativement notre record.

Je connais de cet important document les copies suivantes:

A) Une copie sur un cahier de papier, d'une écriture du

---

[1]) *Arch. de Clervaux*, n° 3404; Anal. manuscr.

[2]) Notes manuscr. de F.-J. Vannérus.

[3]) *Hist. d'Esch*, pp. 181—187.

XVIme siècle, avec la mention finale: »Copier dorch mich Hennerich Salmon von Wiltz, öffenbaren nottarii und altarist zu Peinss«. Au dos, de la même écriture: »Hoch gerichs sachen von der herschafft Esch uff der Sauren anno 49». (Arch. Sect. Historique de Luxembourg, Fonds Vannérus.)

B) Une copie authentique, délivrée d'après la précédente, le 29 novembre 1599, par Hartard Britt, notaire public et greffier de Munster à Luxembourg *(des Gotts hauss Munster bey Lutzembourgh geschworner Saalgerichts schreiber)*.

Suit une déclaration du notaire A. Freierstein, attestant le 14 juillet 1641 que par devant lui et en présence du s^r^ François Proth, prêtre, demeurant au château d'Esch, et de Jentschen Johan de Mertscheidt, Thierri Neumetzler, *erbrichter der freyheit undt herschafft Esch uff der Sauren*, a reconnu que le susdit record scabinal, déposé jusqu'alors chez lui et, avant lui, chez son père, feu Tobias Neumetzler, également justicier des dites franchise et seigneurie, est considéré comme étant indubitablement le record scabinal *(vor den ungezweiffelten scheffenweisthumb)* et a été, comme tel, utilisé par extraits, dans différents procès. Le justicier signe *Diedrich Neumetzler genant von Mameren*. (Mêmes Archives, même Fonds).

C) Une copie de la précédente, délivrée par un notaire en 1765: c'est celle publiée par Hardt, auquel elle avait été communiquée par le professeur Schötter.

D) Une traduction française, non authentiquée, faite au XVIIe siécle d'après la copie *A*.

Suit la traduction française, non authentiquée, écrite par la même main que la précédente, du »bourgfrieden« de 1395, d'après une copie authentique écrite par le susdit notaire H. Britt, le 27 novembre 1599, d'après la copie d'un vidimus de 1462.

Le même cahier contient encore une traduction française, non authentique, écrite au XVIIIe siècle, du »bourgfrieden« de 1452.

(Mêmes Arch., Ch. et doc., A 4, provenant du Fonds Vannérus).

E) Extraits (pour les articles relatifs aux marchés de Helper et de Heiderscheid), délivrés le 20 juin 1713 par Re. (?) Guttkäss, d'après une copie faite en 1701 par H. Vilwerding, greffier à Esch, sur la copie *B*. (Même Fonds, A 4).

C'est à la copie *A*, dont les autres sont issues, que j'emprunte les extraits qui vont suivre; tels quels, ils suffiront am-

plement à montrer que notre record ne peut en aucune façon remonter à l'an 1201.

»Diss hernach geschrebenen seindt die dorffer und eigen leudt, zynssbern und etlichen lehen leutht inn der herschafft Esche uff der Saurren mit allen hoiffs gebrauchen und wenn die selbigen zugehorrich seindt.

»Erstlichen der freiheidt Esch hait XXXVII feuir steht, darvon hurdt zu dem Rodenmacher theyll, ain eigen und zynss und lehenleuht XV, und der van Brandenburgh VI feur steht, ain eigen zynss und lehenleutht, und zum Borscheider theill, II feursthett, so zynssber und lehen, und Joncker Johan IIII feurstehett, so eigen zynss und lehen; die ander haben keynen herren, auch die selben van den merthentheyllen keyn hauiss nach hoiff, erb noch landt. Ess haben die selbigen burger ein gebrauch dass sie macht habenn in der gemeynen herren buesch zu farren mit irrer zuicht schwein, darvon seindt sie schuldich den gemeynen herren den weyn uff das schloss zu verschaffen und alle holz zu notturfft dess schloiss zu bewannen und einnem jecklichen herrenn in sonderheidt zu thun schuldich sie. Darnach haben sie keine macht zu jägenn noch zu fischenn, sonder die IIII feiher *(sic)* borgh hauss.

2 [1]). »Estorff haitt XX feursteht, darvon hurdt . . . dem von Clerff I feurstatt . . .

6. »Item Heuderscheidt haitt XX feursteitt, der hort IX zu Linster und VII zu Clerff undt Borscheidt und IIII dem von Lampach . . .

14. »Item Nieder Mertzich hait XI feurstaidt, darvon hordt 1 feurstaidt zu dem Rodenmacher theyll . . . und VII dem herren von Wyltz . . .

16. »Item Michelbach haitt V feurstaidt, der hortt . . . 1 feurstaidt zu Eberlingen . . .

17. »Item Tattler haidt V feurstaidt, die selbigen horren zur Neuerborgh.

18. »Item zweyn hoiff, ein hordt Joncker Johan, den andern Focken von Arwich.

19. »Item Brattartt hait V feur staidt, die selben horrenn Frederichen zu van Gromelscheidt . . .

21. «Item Bockholtz haidt VI feurstaidt, der hordt . . . Pitter Haissen 1 feurstedt zu . . .

---

[1]) Je numérote les paragraphes, pour pouvoir plus facilement s'y référer et mieux les comparer au texte de Hardt.

26. »Dargen sollen die von Esch uff der Saurren frey sein in allen steden und flecken uff allen marthen und kermeissen in dem herzenthumb Lutzenborgh und graffschafft Schein mey (*sic*) . . .

34. »Uff dem selbigen mardt werden van den zunfftenn van Lutzenborgh geschicktenn, nemlich kremer, schoumacher, peltzer, umb das pfendtfordt zu besichtigen . . .

41. »Dargegentt sollen die von Esche gefreidt sein im hetzenthumb Luitzenborgh und graiff *(sic)* Chenny . . .

44. »Item uff dem selbigen mardt wertten kremer, schoumacher, pfelzer von Lutzenborgh und den zonfftten, umb das pfendtfordt zu besichtigen stehett . . .

49. »Item in diesse vurgeschrebene dorffern hait ein jeycklicher herr, hochgerichs ader usswendicher herr . . . Ess haben die gemeinen herren von Esch ein hochgericht richter . . . Auch hait der selbig richter vier scheffen gnandt *höch gerichts gericht* . .

«Ist geschen zu Esch ain der Saurren in dall, durch uns hochgerichts scheffen, der geben ist den 14ten merz anno dussentt zwey hondertt eins.«

A la première lecture, un lecteur quelque peu averti se rendra aisément compte que rien, dans le texte des articles, ne saurait se rapporter à l'année 1201.

Tout d'abord, un acte du commencement du XIII$_e$ siècle rédigé en allemand est chose inconnue dans notre pays, où le premier document en cette langue date du 14 septembre 1328 [1]). Cependant, on pourrait supposer que nous sommes en présence d'une traduction d'un original français ou, bien plutôt, latin, le notaire Salmon ou quelque copiste antérieur ayant négligé de nous en avertir; n'accordons donc qu'une importance relative à la langue de notre document.

D'ailleurs, en dehors de cet élément d'appréciation, d'autres caractères de notre record suffisent à faire suspecter véhémentement la date qu'il porte:

1) La qualification de bourgeois, *burger*, donnée en 1201 aux habitants d'Esch (art. 1), ne cadre pas du tout avec ce que nous savons de l'époque à laquelle commencèrent les affranchissements dans le Luxembourg.

2) De même, l'existence à Esch, en 1201, d'échevins qualifiés de »hochgerichts schöffen« est absolument impossible.

3) La date, énoncée sous une forme moderne, sans mention de

[1]) N. van Werveke, *Les chartes luxembourg. du moyen âge*, 1889, p. 79.

fête, mobile ou fixe, mais avec indication précise du quantième du mois, n'est pas plus vraisemblable pour le commencement du XIIIe siècle.

Les soupçons éveillés par les trois circonstances que je viens de signaler se changent en certitudes si l'on fait remarquer que:

4) La mention du *duché* de Luxembourg (aux articles 26 et 41) empêche de reporter notre record plus haut que le 13 mars 1354, jour où le comté fut érigé en duché au profit de Wenceslas de Bohême.

5) Celle du comté de Chiny, accolée à la précédente, nous oblige à rapprocher encore le document de nous, puisque Wenceslas n'acquit le comté de Chiny que le 16 juin 1364.

6) Enfin, trois des noms de personnes cités dans notre record nous forcent à le rajeunir encore, tout en nous permettant de serrer de plus près la date véritable qu'il faut lui attribuer:

a) L'article 21 mentionne Pierre Haiss comme propriétaire d'un feu à Bocholtz.

Or, Pierre Haiss ou Haes apparaît à partir du 26 mars 1533, jour où il est cité comme homme de fief à Esch; le 6 février 1540, il dépose dans une enquête judiciaire, en se déclarant âgé de 36 ans; il était alors juge féodal (*man rychter*) et échevin de la haute justice et franchise d'Esch [1]). Il est encore mentionné fréquemment: par exemple, le 17 mai 1542, comme officier d'Anne de Haraucourt à Esch; en 1547, comme officier en ce lieu, pour Anne, comtesse de Salm, et Etienne de Metternich; de 1547 à 1561, comme échevin d'Arlon; en 1552, comme lieutenant-markvogt de Diekirch, fonctions qu'il garda au moins jusqu'en 1571; il mourut avant le 26 décembre 1573 [2]).

Nous devons donc admettre que le record date du XVIe siècle seulement, plus spécialement de la période allant de 1525 (Pierre Haess avait alors 21 ans et n'a guère pu intervenir plus tôt dans un acte public) à 1573.

Cela concorde avec deux autres circonstances relatées par le record:

b) A l'article 18, un sr Fock d'Arwich est mentionné comme possédant une ferme (*hoiff*).

Or, le 23 décembre 1579 nous voyons Thierri de Hubingen

---

1) Arch. Gvt. Luxbg., Ch. et titres divers, Esch. — Procès de 1540 entre les seigneurs d'Esch et de Wiltz (Arch. Sect. Hist., Fonds Vannérus).

2) N. van Werveke, *Arch. de Betzdorf*, no 300; J. Vannérus, *Esq. hist. sur Diekirch*, p. 212; Arch. Sect. Hist., Ch. et doc., à la date du 15 avril 1568; etc.

dit Fock, seigneur à Kœrich, relever en fief de Claude, comte de Salm et seigneur de Brandenbourg, entre autres biens, une maison (*haus undt stock*) à Rudlingen, avec dépendances, *von der Hornbach an biss uff die Saur,* relevant en fief de Brandenbourg, quoique sise en la hauteur et seigneurie d'Esch. Thierri était fils de Valérien Fock de Hubingen, sgr. de Kœrich, que je rencontre à partir du 8 avril 1535 et qui vendit le 19 octobre 1547 à Anne de Haraucourt, veuve de Salm, sa part de la cense de Hoscheid-lez-Walsdorf, qui faisait partie des biens de Rudlingen [1]).

Cette ferme, indiquée par le record comme sise dans la terre d'Esch et appartenant au s^r^ Fock d'Arwich, doit être ce bien de Rudlingen et il est probable qu'*Arwich* est une mauvaise lecture pour *Kocrich.*

c) A l'article 19, Frédéric de Grummelscheid est renseigné comme possédant 5 feux à Brattert.

Or, un Frédéric de Grummelscheid est cité à partir de 1524 comme détenant en fief d'Ouren des biens sis à Ouren, à Oberhausen et aux environs; mentionné encore les 27 septembre 1531, 13 septembre 1532 et 25 avril 1538, il est renseigné le 29 octobre 1556 comme âgé de 56 ans; le 28 mai 1567, il est cité avec sa fille Marguerite, épouse (dès le 8 avril 1561) de Georges Ramel, de Steinbach [2]). C'était donc tout à fait un contemporain de Pierre Haess.

7) En ce qui concerne l'énumération des localités que le record renseigne comme appartenant à la terre d'Esch, remarquons tout d'abord qu'il ne signale ni la vallée de Diekirch, dont l'aliénation ne s'effectua qu'en 1221 et en 1266, ni la part de la seigneurie d'Esch à Vichten, Rodt, Pratz et Eschette, vendue seulement en 1295, ce qui prouve encore une fois l'inexactitude de la date du record.

D'autre part, en dehors d'un certain nombre de feux appartenant aux seigneurs de Clervaux, de Linster, de Bourscheid, de Limpach, de Wiltz et d'Everlange, à Fock de Kœrich, à Frédéric de Grummelscheid et à Pierre Haess, notre document en renseigne 4 appartenant à Neuerbourg, 50 à la part de Rodemacher, 36 à celle de Brandenbourg, 13 à celle de Bourscheid

---

1) Arch. Sect. Hist., Ch. et doc., XV, 2, et no 1755.

2) Ibid., Cartul. d'Ouren, n° 191, f° 12 (anal. van Werveke); *Arch. de Clerv.*, n°s 1735, 1748 et 1795; *Arch. de Schutbourg*, n°s 36 et 37; *Arch. de Marches de Guirsch*, II, n°s 66 et 78; etc.

et 16 à celle de »Joncker Johan». Un tel morcellement de seigneurie est chose absolument invraisemblable pour le commencement du XIIIe siècle.

Par contre, ces quatre parts »de Rodemacher«, »de Brandenbourg«, »de Bourscheid« et »du Joncker Johan« correspondent certainement à celles dont nous avons narré successivement l'histoire, sous les noms de »Moitié de Cronenbourg«, »Quart de Falkenstein«, »Huitième de Bourscheid« et »Huitième de Bolland«. Ce »Joncker Johan«, qui a dû vivre entre 1525 et 1573, ne peut donc être que Jean de Bolland, fils de Georges et d'Élisabeth de Wiltz, qui reçut une part d'Esch en 1535, mourut en juillet ou en août 1550 et portait le titre de *Juncker* [1]). Nous sommes loin de Jean d'Aix, élu de Verdun de 1247 à 1253, avec lequel Neyen prétendait identifier le »Damoiseau Jean«!

Tout concourt donc à nous faire considérer la date de 1201 comme tout-à-fait inexacte et à nous faire placer la rédaction du record entre les années 1535 et 1550; la date »anno (15)49« inscrite au dos de la plus ancienne copie que nous possédions de ce document pourrait bien, par conséquent, être, jusqu'à nouvel ordre, admise comme celle de la confection de l'acte.

Dès lors, une conclusion s'impose: l'erreur de date est trop grossière pour ne pas être voulue et l'on peut supposer que l'on aura été amené à vieillir le record pour lui donner plus de force probante; à une époque où l'ancienneté des us et coutumes présentait tant d'importance dans les questions de droit et où l'on ne reculait pas, le cas échéant, devant des »arrangements« de textes, semblable procédé n'a rien qui doive par trop nous étonner.

Nous pouvons même admettre avec la plus grande vraisemblance que la petite opération se fit, à l'instigation de l'un ou l'autre des seigneurs d'Esch ou de leurs officiers, à l'occasion de quelque conflit. En 1641, avons nous vu, le justicier héréditaire d'Esch déclarait que le record de 1201 avait été invoqué, par extraits, dans divers procès. A ma connaissance, il le fut en deux

---

[1]) Cf., par exemple, les *Arch. de Schutbourg*, no 24.

Complétons, à propos de Georges et d'Elisabeth de Wiltz, ce que j'ai dit à leur sujet en parlant du Huitième de Bollland,

C'est par contrat du 9 février 1496 n. st. que Georges de *Raley*, sgr. d'*Esche*, épousa Elisabeth, fille de Wiltz, en lui assignant son douaire sur les terres d'Esch et de Mersch (Renseign. van Werveke, d'après le Cartul. de Wiltz, f, 334). Georges est indiqué comme fils de Henri, ce qui confirme la filiation que je lui ai attribuée.

Le mariage eut lieu le 9 février au plus tard, car un autre acte de ce jour (même *Cart.*, f. 335) qualifie déjà de conjoints Georges de Ralé et Elisabeth de Wiltz.

circonstances: en 1614, par les communs seigneurs d'Esch, qui réclamaient des Jésuites de Luxembourg les anciennes prestations de logement et de nourriture au prieuré d'Useldange, lors de la foire de Helpert [1]); à la même époque, dans une rescription présentée à Chartes de Munchausen, seigneur d'Esch de 1610 à 1627, par le bailli et par le justicier d'Esch, ceux-ci rappellent qu'il y a en ce lieu quatre maisons castrales franches, ainsi que le dit l'ancien record: *der gemeiner hern zu Esche altt scheffenweistumb* [2]).

Je ne crois pas m'aventurer trop loin en supposant que la date *1201* a pu être inventée à l'occasion du différend qui surgit en 1595 à propos du droit de logement au prieuré d'Useldange: en 1599, en effet, le notaire Hartard Britt délivre copie authentique de la copie de H. Salmon [3]).

(*A suivre*).

---

1) Dans leur requête au Conseil, les seigneurs parlent de la paisible possession de leurs droits . . *von unerdencklichenn jahren hero . . . vermoegh unndt inhalts darüber sprechenden* UHRALTTEN *scheffenweystumbs* . . . C'est en 1595 que l'administrateur du prieuré avait commencé à se refuser à fournir ces prestations (Arch. Gvt. Lux., Ch. et t. divers, Esch-sur-Sûre, Fonds Vannérus).

De plus, le »Directorium probationis der schrifftlichen documenten so die gemeine hern zu Esch uff der Sauren . . . . exhibiren thun« mentionne, sub no I: »Der herschafft Esch *uralter* scheffen weistumb vom Jahr [1601] 1201, auff gericht ahm 14ten tagh des monats martii . . .«

2) Mêmes Arch., Esch-sur-Sûre, au 8 mai 1660.

3) Le style et l'orthographe du record, assez barbares à divers endroits, semblent indiquer que l'on a cherché à donner au document un air de haute antiquité.

Graf Johann von Aldringen [1]), nicht Verfaſſer der ihm zugeſchriebenen Flugſchrift.

Im Jahre 1629 ward zu Mühlhauſen eine Schrift gedruckt, welche den ſonderbaren Titel führt: **Wiltu** [2]) **den Kayſer ſehen? ſo ſiehe hinten in dieſen Brief** [3]). Der Brief iſt an Kaiſer

---

1) Siehe Dr. Aug. Neyen. Biographie Luxembourgeoise, tome I, pp. 8 – 11, der noch eine große Anzahl von Werken zitiert, welche er benützt hat.

2) = Willſt du.

3) 20 Quartblätter, alſo 40 Seiten in 4°. — Angezeigt unter andern in

Ferdinand II. gerichtet und belehrt ihn über die Art und Weise, wie er am sichersten, seinem Vorhaben gemäß, das deutsche Reich, mit gewaltsamer Verdrängung der Reichsfürsten, unter des habsburgischen Hauses absolute und ausschließliche Gewalt zu bringen vermöge. Die Schrift wurde dem damals schon berühmten Kriegsmann Grafen Johann von Aldringen zugeschrieben, und es fragt sich, ob er wirklich als Verfasser derselben gelten kann? Die Frage ist bei genauerem Zusehen ziemlich leicht zu beantworten: **Alles** spricht dafür, daß Aldringen **nichts** damit zu tun hat.

Fürs erste war Aldringen in den Jahren 1628 und 1629 mit militärischen Aktionen in Norddeutschland so beschäftigt, daß er in dieser Zeit schwerlich daran denken konnte, auch noch als Schriftsteller aufzutreten und eine Abhandlung in Mühlhausen drucken zu lassen. Mehr aber noch sprechen Tendenz und Inhalt dieser letzteren gegen Aldringens Urheberschaft. Wir brauchen nur einige Stellen daraus anzuführen: „Damit Ew. Kaiserl. Majestät Ihr Vorhaben . . . ins Werk setzen möge, ist das erste Mittel, des Türken Freundschaft zu suchen, damit Österreich von dort aus nicht gehindert werde; das andere, daß Ew. Majestät durch Oberhand der Justiz, welche ein gewaltiger, unaussprechlicher Vorteil ist, jegliche Herrschaft zu befestigen, die alten, mächtigen, kurfürstlichen und fürstlichen Familien vorerst allmählich aussauge, hernach von der Verwaltung des Reichs ganz verdränge und an deren Statt neue und fremde Edelleute und andere tüchtige Personen einsetze. Doch müssen es der letztern viele sein, damit keiner der Neulinge soviel Gewalt überkomme, daß er zum Aufruhr ein Herz fassen dürfte . . . Ich will Ew. Kaiserl. Majestät zu dessen Bestärkung ein wohlzubeachtendes, noch zum Theil frisches Beispiel unterthänigst zu Gemüthe führen. Die Krone Spaniens konnte sich des Königreichs Neapel nicht eher bemeistern, bis Don Philipp II. die mächtigen Stände und den höchsten Adel selbigen Reichs von aller Verwaltung verdrängt, Spanier und andere an deren Statt verordnet, den gemeinen Pöbel, als worin eines Monarchen rechte Stärke bestehet, wider die Fürsten und Herren listiglich verhetzet und geschützet, neue Aemter eingeführt und die Geschlechter und gewaltigen Häuser um alle ihre Macht gebracht hatte. Auf solche Weise machten es auch Julius

---

folgenden Werken: Biographie nationale publiée par l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique. Bruxelles. 1866, Tome I, page 203. — Annales du Bibliophile. Nouvelle série. Bruxelles. 1881, tome I, page 47; — Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg. Arlon, tome XVII, 1885, p. 117. — Blum Martin. Bibliographie luxembourgeoise, tome I, p. 9.

Cäsar, Augustus, Tiberius, Nero, Caligula mit dem alten römischen Reich" [4]).

Wollte man die Vorschläge des Autors buchstäblich dem einfachen Wortlaut gemäß auffassen, so würde der Mann als Chauvinist und Fanatiker des rücksichtslosesten Despotismus und als gewissenloser, machiavellistischer Schurke erscheinen, was niemand dazumal weniger als Aldringen war. Es liegt jedoch auf der Hand, daß jene Vorschläge in maliziös-ironischer Form gemacht wurden, um das von Wallenstein betätigte und dann auch dem Kaiser ganz irrtümlich zugemutete Streben gehässig zu machen und bei aller Welt in Verruf zu bringen. Das konnte nur eine Kreatur irgend eines jener Reichsfürsten tun, die durch Wallensteins ehr- und eigensüchtiges, rücksichtsloses und gewalthaberisches Treiben erbittert und gegen den ihm wohlgewogenen, aber vielfach getäuschten Kaiser mißtrauisch geworden waren, mag nun der betreffende politisch geschulte Publizist aus eignem Antrieb, oder im Auftrage dieses oder jenes Fürsten zur Feder gegriffen haben. Das an den Kaiser gerichtete Schreiben sei dann, so hieß es, den Gegnern in die Hände gefallen. In keinem Falle kann dabei an Aldringen als Verfasser gedacht werden [5]). Aldringen diente treu und aufrichtig bis zu seinem Tode (1634) dem Kaiser, welchem er alles verdankte. Er war auch dem vom Kaiser ernannten Feldhauptmann willfährig und ergeben, so weit es unter dessen Oberkommando die Schweden und die rebellischen Widersacher des habsburgischen Hauses zu bekämpfen galt, bis Wallensteins Sturz am Wiener Hofe beschlossen war.

So geht denn aus allem hervor, daß Johann von Aldringen — so lange nicht etwa seine Korrespondenz veröffentlicht wird — zwar zu den berühmten Männern, aber doch nicht zu den Schriftstellern seines Heimatlandes gehört. [6])

P. Fox Wilhelm, S. J.

---

4) Exzerpte nach Gfrörer: Gustav Adolph und seine Zeit. Vierte Auflage bearbeitet von Onno Klopp. Stuttgart. 1853, S. 483 ff.

5) „Die Urheberschaft Aldringens", sagt Gfrörer „ist, meinem Gefühl nach, erdichtet, die Unächtheit des Aufsatzes verräth sich nicht blos durch den frechvertraulichen Ton, welchen der verkappte Aldringen gegen den Kaiser anstimmt, sondern noch mehr durch das leichtfertige Abbrechen am Ende; das Schriftchen ist ein Nothschrei, mit welchem der hohe Reichsadel, in Verzweiflung gebracht durch Wallensteins neuliche Eingriffe, die öffentliche Meinung wider die Pläne aufzureizen suchte, die man dem Wiener Hofe zutraute".

6) Ich stimme **vollständig** der Ansicht des hochw. Herrn P. Fox bei und danke ihm **aufrichtig** für die Belehrung. In dem später zu veröffentlichenden Supplementbande meiner „Bibliographie luxembourgeoise", werde ich deshalb den Namen „Aldringen (d') Jean streichen. (Anmerkung von M. Blum.)

Geschichte des Herzogtums Luxemburg während des achtzehnten Jahrhunderts.

(Fortsetzung.)

13. Neue Erfolge der Verbündeten. — Inzwischen war Kaiser Leopold I. gestorben, und sein Sohn Josef I. war ihm in der Regierung gefolgt (Mai 1705). Dieser setzte den Krieg zu Gunsten seines Bruders, des Erzherzogs Karl, mit noch größerem Nachdruck fort. Im Einverständnis mit dem Kurfürsten-Kollegium ließ er, am 29. April 1706, die Reichsacht gegen den Kurfürsten von Bayern und dessen Bruder, den Erzbischof von Köln, feierlich verkünden. Beide wurden all ihrer Rechte, Ehren, Ämter, Lande und Leute für verlustig erklärt.

Nun gab es für Maximilian Emanuel keine Wahl mehr. Er mußte mit Frankreich stehen oder fallen; er mußte jetzt alles einsetzen, um wenigstens die Niederlande, deren Besitz der französische Hof ihm in Aussicht gestellt hatte, zu retten. Nach Ludwigs Plan sollte Villars 1706 das Elsaß verteidigen, Villeroy und der Kurfürst von Bayern dagegen in Belgien zur Offensive übergehen. Villars wäre besser an Villeroys Stelle gewesen; dieser Salon-General war einem Marlborough nicht gewachsen. Am 23. Mai 1706 erlitt er auf der Ebene von Ramillies, nicht weit von Waterloo, eine vollständige Niederlage; sein Heer war wie vernichtet und konnte den Verbündeten die Besitznahme des größten Teils der spanischen Niederlande nicht länger streitig machen. Die Stände von Brabant und Flandern wurden aufgefordert, den Erzherzog Karl als ihren rechtmäßigen Fürsten (Karl III.) anzuerkennen. Da dieser sich jedoch damals in Spanien befand, wo er gegen Philipp V. mit wechselndem Glücke kämpfte, so beschlossen die Deputierten der holländischen Generalstaaten, im Einverständnis mit dem englischen Oberbefehlshaber, eine provisorische Regierung einzusetzen [1]). Ein neuer Staatsrat wurde errichtet (21. Juli), der zwar aus Landes-Einheimischen be-

[1]) Der Vorschlag Kaiser Josefs, den Herzog von Marlborough zum General-Gouverneur der spanischen Niederlande zu ernennen, scheiterte an dem Widerspruch der Generalstaaten; aber auch der Plan der Holländer, eine Art Konföderation mit Belgien zu bilden, nach dem Muster der Schweizer Kantone, schlug fehl, und zwar hauptsächlich wegen der Verschiedenheit der Religion beider Völker. (Vgl. Namèche, Cours d'histoire nationale t. XXV, p. 67.)

stand und im Namen Karls III. die Geschäfte führen sollte, in Wirklichkeit aber in allen wichtigen Fragen nur mit Einwilligung einer von den beiden Seemächten eingesetzten Kommission, der sogenannten Konferenz, handeln durfte [1]).

Diese Zwitterregierung entsprach selbstverständlich nicht den Wünschen und Bestrebungen der Belgier. Da der Staatsrat vor allem die belgischen Interessen im Auge hatte, die mit denen der Seemächte sehr oft kollidierten, so entstanden häufige Reibereien und Mißhelligkeiten, und zuletzt kam es zum offenen Kampf zwischen den belgischen Ministern und der anglo-holländischen Konferenz. Die Folge war die Aufhebung des Staatsrates.

14. Die Lage im Herzogtum Luxemburg. — Während so die politischen Verhältnisse in dem größten Teile der Niederlande sich durchaus verschieden gestalteten, blieb die Lage im Herzogtum Luxemburg unverändert. Nach wie vor lag eine starke französische Besatzung in der Hauptstadt; nach wie vor leitete Graf Friedrich von Elter die Geschicke des Landes im Namen Philipps V. und im Sinne Ludwigs XIV. In der öffentlichen Meinung hatte sich indessen ein Umschwung vollzogen. Die Regierung Philipps V., die anfangs von allen einsichtigen Leuten mit Freuden begrüßt worden war [2]), hatte durch ihre rücksichtslose Mißachtung der Rechte des Volkes ihre frühere Volkstümlichkeit rasch verscherzt. Jede an die Regierung gerichtete Vorstellung blieb unberücksichtigt; jede freie Meinungsäußerung war verpönt und wurde mit exemplarischer Strenge geahndet. Vier Priester, die nach der Schlacht bei Höchstädt in Luxemburg auf das Wohl des Kaisers getrunken hatten, wurden auf Befehl des Gouverneurs verhaftet und nach zwanzigtägigem schwerem Kerker des Landes verwiesen. Passiver Gehorsam und Unterwerfung war das Losungswort.

Immer schwerer lastete der Druck auf dem Lande. Abgaben jeder Art, Brandschatzungen und Kriegskontributionen nahmen kein Ende. In ihrem Abschiede vom 9. Januar 1706 klagen die Stände:

---

1) Vgl. *Gachard*, Collection des documents inédits, concernant l'histoire de la Belgique, t. III, p. 218 ss. — *Th. Juste*, Histoire de Belgique, t. II, p. 243.

2) Les gens sages et réfléchis, sagt *Gachard*, se rappelant les maux que, depuis un siècle, la rivalité des couronnes de France et d'Espagne avait attirés sur la Belgique, se réjouissaient de la voir remplacée par une alliance intime. — Luxemburg durfte fürwahr mit Recht dieselben Gefühle empfinden. Auch war die Gegenwart holländischer Truppen in den Barrière-Plätzen seit dem Ryswicker Frieden dem Volke ein Dorn im Auge.

„Nie habe das Luxemburger Land größere und sprechendere Beweise seiner Opferwilligkeit gegeben, nie dagegen seien seine Rechte und Freiheiten in dem Grade verletzt und mit Füßen getreten worden, wie dies jetzt geschehe. Statt 50,000 Gulden, die sie als Vorschuß für 1706, im Oktober 1705, bewilligt hätten, seien 150,000 durch bloßes Dekret des General-Statthalters ausgeschrieben und in einem Zeitraum von nur drei Monaten (November—Februar) schonungslos eingetrieben worden. Ein solches Verfahren sei geeignet, das Volk zur Verzweiflung zu bringen, und es sei vorauszusehen, daß in kurzer Zeit die meisten Landleute weder Brot, noch Geld hätten, um das nötige Saatgut anzukaufen, und mithin in die traurige Lage gerieten, entweder zum Bettelstab zu greifen oder auszuwandern" [1]).

So berechtigt diese Klagen auch waren, sie fanden keine Erhörung. Eine Woche später erhielt der Gouverneur Fr. von Elter den Befehl, die Stände neuerdings zu berufen und sie aufzufordern, statt der bewilligten 250,000 Gulden die von der Regierung verlangte Summe von 500,000 ohne jeden Abstrich zu votieren. In ihrer Sitzung vom 10. Februar 1707 weigerten sich indessen die Stände, sich dem Gebote der Regierung zu fügen. „Das Elend des Volkes spotte jeder Beschreibung, heißt es in ihrem Abschied; auf ihre gerechten Beschwerden und dringenden Klagen geruhe man nicht einmal zu antworten; es sei ihnen absolut unmöglich, die Steuerlast, unter der das Land seufze, noch zu vermehren". Ihr Widerstand war jedoch vergeblich. Auf Befehl des Kurfürsten Maximilian Emanuel ließ der Gouverneur aus eigener Machtvollkommenheit zunächst 100,000 Gulden und einige Monate später die gleiche Summe erheben.

Noch trauriger gestalteten sich die Verhältnisse in den folgenden Jahren. Die Abgaben wuchsen in demselben Verhältnis, wie die Verarmung des Volkes zunahm; sie beliefen sich für das Jahr 1708, gemäß einem offiziellen Berichte, auf 450,891 Gulden. Dazu kamen die Plünderungen und Brandschatzungen von vier französischen Armeekorps, die in demselben Jahre ihren Weg durch die Provinz nahmen.

Das Elend wurde immer unerträglicher. Infolge anhaltenden Regenwetters fiel die Kornernte so dürftig aus, daß selbst die wohlhabendsten Bauern kaum das Notwendigste an Getreide für den folgenden Winter übrig hatten. Geld zum Ankauf von Lebensmitteln besaßen sie nicht, da die meisten noch mit den Steuern von

1) Recueil Würth-Paquet.

1707 im Rückstand waren. Maifröste und Gewitterstürme im Herbst hatten auch die Weinernte an der Mosel fast gänzlich vernichtet. Am 23. August, am Vorabend des St. Bartholomäusfestes, ging über die Gemarkungen von Frisingen, Aspelt, Filsdorf, Dalheim, Mondorf und Remich ein furchtbarer Wolkenbruch nieder, so gewaltig und verheerend, wie man seit Menschengedenken dergleichen nicht erlebt hatte. Innerhalb zwei Stunden stieg die Mosel um zwölf Fuß; Menschen und Vieh wurden vom Felde weggeschwemmt, die Äcker und Weinberge verwüstet. In Altwies und Mondorf allein ertranken 27 Personen, die von den wild und fesselos von den Bergeshängen herniederstürzenden Wassermassen samt ihren Häusern mitfortgerissen wurden. Der angerichtete Schaden war unberechenbar.

15. Friedensunterhandlungen. — Bereits nach dem Siege der Alliierten bei Ramillies hatte Ludwig XIV., im Gefühle, daß Frankreichs Kräfte der Erschöpfung nahe seien, im Haag Friedensunterhandlungen angeknüpft. Seine Vorschläge wurden jedoch durch den Einfluß Marlboroughs und Eugens, die das Kriegsglück zur gänzlichen Demütigung Frankreichs ausnutzen wollten, zurückgewiesen. Also mußte er den Krieg fortsetzen. Allein umsonst suchte er durch neue Rüstungen den gesunkenen Waffenruhm seines Volkes wiederherzustellen: der glänzende Sieg der Verbündeten bei Oudenarde (11. Juli 1708) vernichtete auch diese Hoffnung und zwang ihn abermals, die Niederlande zu räumen.

Jetzt bereute der Kurfürst von Bayern, sich Frankreich so rückhaltslos angeschlossen zu haben. Nicht nur sah er sich, seit der Niederlage bei Höchstädt, seiner deutschen Erbländer beraubt; jetzt schienen auch die Niederlande, deren Statthalter er war und für deren Erwerbung er soviel, ja alles geopfert, unwiederbringlich verloren.

In dieser verzweifelten Lage beschloß er, der französischen Allianz zu entsagen und sich mit dem Kaiser auszusöhnen. Er wandte sich deshalb nach Wien mit dem Vorschlag, Luxemburg sowie die übrigen festen Plätze der Niederlande, die er noch besetzt hielt, den Verbündeten auszuliefern, unter der Bedingung, daß ihm entweder sein Kurfürstentum Bayern zurückerstattet oder die spanischen Niederlande erb- und eigentümlich abgetreten würden. Kaiser Josef war anfangs nicht abgeneigt, auf diesen Vorschlag einzugehen; die holländischen Generalstaaten dagegen wiesen ihn kurzerhand ab, und so zerschlugen sich die kaum angeknüpften Unterhandlungen mit dem Wiener Hofe.

Ludwig XIV., der inzwischen von dem Vorhaben seines Bundesgenossen Kenntnis erhalten hatte, suchte dessen Mut wieder aufzurichten,

und versprach ihm reichliche Entschädigung für die erlittenen Verluste, falls die Verhältnisse sich wieder günstiger gestalteten. Eine solche Wendung des Glücks war jedoch nach menschlichem Ermessen nicht zu erwarten; vielmehr wurde die Lage Frankreichs immer hoffnungsloser. Seine Heere waren vernichtet, seine reichen Hülfsquellen erschöpft; drohend standen die Feinde an den Grenzen, und, um das Maß des Elends vollzumachen, trat im Winter 1708—1709 eine so unerhörte Kälte ein, daß das durch den langen, unheilvollen Krieg so schwer heimgesuchte Volk schier zur Verzweiflung getrieben wurde.

15. Der Winter 1708—1709. — Über den Verlauf dieses Winters, der hierzulande, wie überhaupt in dem größten Teile Europas mit fast unerhörter Strenge auftrat, berichten die Chroniken jener Zeit [1]) etwa Folgendes:

Am 5. Januar, am Vorabend des hl. Dreikönigsfestes, umwölkte sich der Himmel, und gegen Mitternacht fiel der Regen in Strömen, so daß Gärten und Fluren bald unter Wasser standen. Hierauf erhob sich plötzlich ein heftiger Sturmwind, der die Wolken hinwegfegte, und eine grimmige Kälte trat ein. In kurzer Zeit waren die Mosel und sämtliche Nebenflüsse derselben fest zugefroren; ja selbst die Quellen erstarrten. Die Menschen wußten sich kaum mehr vor dem Froste zu schützen; der Atem gefror des Nachts an dem Bettzeug; viele Haustiere, besonders fast alle Schafe, gingen zu Grunde; die Bäume barsten krachend auseinander [2]); die Fische erfroren in den Flüssen und Teichen, das Wild in den Wäldern, und die Vögel fielen tot aus der Luft.

Dieser entsetzliche Zustand dauerte etwa drei Wochen. Am 25. Januar trat Tauwetter ein, und am 28. barst die fast meterdicke Eiskruste der Mosel mit ungeheurem Gekrach. Der Regen verwandelte sich dann plötzlich in Schnee, und neuer, noch strengerer Frost trat ein. Am 14. Februar folgte wieder Tauwetter und Regen, und durch das plötzliche Schmelzen der Schneemassen schwollen alle Flüsse, die Sauer beispielsweise derart an, daß der Klostergarten in Echternach mannshoch unter Wasser stand [3]).

Am 19. desselben Monats erhob sich aufs neue ein gewaltiger

---

[1]) U. a. Pfarrer Tellot von St. Nikolaus, zu Luxemburg, Dom Eringer, Abt von Echternach, Sebastian Blanchart du Chatelet.

[2]) Presque tous les noyers, sagt Blanchart, grand nombre d'arbres fruitiers périrent par cette gelée extraordinaire, qui fit fendre plusieurs chênes avec éclat et bruit, pareil à celui d'un coup de mousquet.

[3]) Cf. Dom Eringer.

Sturmwind, von Frost begleitet. Die Mosel, die Sauer und alle andern Flüsse des Landes überzogen sich zum dritten Male mit einer dicken Eisdecke. Am 26., abends zwischen neun und zehn Uhr, bei hellem Mondschein und grimmiger Kälte, schreckte ein prachtvolles Nordlicht die Bewohner von Stadt und Land. Der Frost hielt ununterbrochen an bis gegen Mitte März. Allmählich stieg dann die Temperatur, und jedermann gab sich der Hoffnung hin, der furchtbare Winter sei nun vorüber. Da fiel, am 10. und 11. Mai, abermals Schnee, ein eisig kalter Nordost wehte sturmartig, und die Mosel sowie alle Zuflüsse derselben froren zum vierten Male während dieses Winters zu. Diese anormale Temperatur dauerte längere Zeit, und sogar um Pfingsten waren die durch die ausgetretenen Flüsse in den Wiesen und Feldern angeschwemmten Eisschollen nicht gänzlich verschwunden [1]).

Jetzt erst konnte man den ganzen Umfang des im Lande angerichteten Schadens einigermaßen übersehen. Wir können uns denselben kaum groß genug vorstellen. Da der Frost vier Fuß tief in den Boden gedrungen war, so hatte er die ganze Wintersaat zerstört. Fast alle Nußbäume und der größte Teil der übrigen Obstbäume waren vernichtet; besonders furchtbar aber waren die Weinstöcke mitgenommen worden. Ganze Weinberge waren total zerstört, und seither verschwand die Weinkultur an der mittlern Sauer und und in mehreren anderen Gegenden unseres Landes, wo sie früher mit Erfolg betrieben wurde.

16. Teuerung und Hungersnot. — Die unausbleiblichen Folgen dieses furchtbaren Winters waren Teuerung, Hungersnot und Krankheiten. Nicht nur war die Wintersaat völlig vernichtet, die ungewöhnlich lang andauernde Kälte verhinderte jede neue Aussaat bis gegen Ende Mai. Was Wunder, daß die Getreidepreise rasch und unerhört stiegen: ein Malter Gerste kostete z. B. zehn, ein Malter Weizen zwölf Taler und mehr [2]). Manche großen Grundbesitzer und Kornhändler, die noch ziemlich reichlichen Vorrat von den vorhergehenden Jahren besaßen, schlossen ihre Speicher und Scheunen, in der Annahme, später noch höhere Preise zu erzielen. Um diesen herzlosen Kornwucherern das Handwerk zu legen, ließ der

---

[1]) In einem Zeitraum von vier Jahrhunderten erreichte die Kälte nur siebenmal denselben Grad, und zwar 1311, 1443, 1491, 1553, 1572, 1602 und 1612. Was aber den Winter 1708—9 besonders auszeichnete und furchtbar machte, das war die ungewöhnliche Dauer desselben.

[2]) Vgl. Blanchart, loc. cit. — Prix des blés en 1709, au marché de Luxembourg: Froment, 45 sols, seigle, 36, avoine, 16, le bichet.

Provinzialrat eine allgemeine Untersuchung der vorhandenen Getreidevorräte veranstalten und verordnete, daß jeder Gutsbesitzer von seinem Vorrat nur soviel behalten dürfe, als zu seiner Haushaltung notwendig sei, das Übrige aber zu festgesetzten Preisen abzuliefern habe, und zwar das Malter Korn zu 5¾, das Malter Weizen zu 6¼ Taler.

Durch diese Maßregel wurde allerdings dem gewissenlosen Treiben geldgieriger Spekulanten ein Ziel gesetzt, allein den armen Leuten, die kein Geld und keinen Verdienst hatten, war damit wenig geholfen. In den Städten brachten die Klöster die größten Opfer, um den Notleidenden Nahrung und Kleider zu verschaffen; auf dem Lande aber war die Lage tatsächlich eine entsetzliche. Die meisten Bauern waren froh, wenn sie ihren Hunger stillen, wenn sie leben konnten; selbst die wohlhabenden mußten das ganze Jahr Gersten-, Hafer- und Erbsenbrot essen, die ärmeren nährten sich von Wurzeln und wilden Kräutern. Viele starben vor Elend oder wanderten aus nach Holland und England, wo sie sich nach Nordamerika (Karolina) einschifften.

Diese Auswanderungen nahmen bald eine solche Ausdehnung, daß der Provinzialrat es für geboten hielt, gegen dieselben einzuschreiten. Ein Rundschreiben vom 1. Juli 1709 untersagte allen Bewohnern der Provinz Luxemburg, ohne besondere Ermächtigung des Gouverneurs und bei Strafe der Gütereinziehung, das Land zu verlassen; zugleich wurde der Ankauf von Gütern der Auswanderer für null und nichtig erklärt.

Auch im folgenden Jahre (1710) verbesserte sich die Lage kaum merklich; hatte doch die Ernte von 1709 [1]) nicht einmal genug eingebracht, um die Äcker wieder einzusäen. In ihrem Abschiede vom 19. Januar 1710 entrollen die Stände ein düsteres Bild des allgemeinen Elends. Verödete Dörfer, verlassene Gehöfte, brachliegende Felder, plündernde Soldaten [2]), hungerige Bettler und Scharen von Auswanderern, welche die Not in die Ferne treibt, gerichtliche Exekutionen, Zwangsversteigerungen an allen Orten und Enden, das sind die Hauptlinien desselben. „Nicht minder trostlos", heißt es

1) „Depuis le mois d'août 1709, sagt Blanchart, au même mois 1710, le menu peuple ne mangea que du pain d'orge, de pois et d'avoine. Depuis le mois de mai jusqu'au mois d'août 1709, un très grand nombre de pauvres gens n'ont vécu que d'herbages, qu'ils cueillaient à la campagne et aux jardins, dont ils faisaient des potages, qu'ils mangeaient sans pain, quelquefois mêlés d'un peu de farine."

2) Die durch die Armee des Marschall Berwick im Luxemburgischen verübten Plünderungen veranschlagen die Stände auf vierzig tausend Taler (écus).

dann weiter, „ist die Lage in den Städten. Handel und Industrie stocken gänzlich, viele kleinere Kaufleute sind bankrott und haben manche gutsituierten Familien in ihren Ruin mithineingezogen. Infolge des Mißwachses ist die Teuerung so groß, daß sogar wohlhabende Leute ihr Brot nur von Tag zu Tag kaufen können. Die Handwerker sehen sich genötigt, aus Mangel an Arbeit ihre Gesellen zu entlassen, die bettelnd von Tür zu Tür umherziehen. Ebenso beklagenswert ist das Los der in Luxemburg liegenden Besatzung. Die Offiziere, die seit Jahr und Tag keine Gagen erhalten haben, sind tief verschuldet; die gemeinen Soldaten leiden buchstäblich Hunger und plündern am hellen Tag die Läden der Bürger" [1].

Ungeachtet der vollständigen Erschöpfung des Landes und des unbeschreiblichen allgemeinen Elendes, forderte der General-Gouverneur der Niederlande auch in diesem Hungerjahre eine Beisteuer von 500,000 Florins [2], und, als die Stände sich weigerten, dieselben zu bewilligen, ließ er durch königliches Dekret vom 15. Mai 150,000 Gulden sofort erheben und den Rest der Summe, in Anbetracht der Mißernte, wie es in dem Erlasse heißt, auf sechs Monate verteilen. Die Vertreter des geistlichen Standes wagten es, in einem Schreiben an den General-Steuereinnehmer von Neunhäuser gegen dieses willkürliche und rücksichtslose Vorgehen zu protestieren. Die Brüsseler Regierung sah hierin eine Auflehnung gegen die Autorität des Landesfürsten; sie beauftragte den General-Prokurator in Luxemburg, eine Untersuchung gegen die Unterzeichner des Protestes einzuleiten, und beschloß, durch Verfügung vom 12. Dezember 1910, die Geistlichkeit bis auf weiteres von den Landtags-Sitzungen auszuschließen. Erst im folgenden Jahre, am 21. Juli 1711, nachdem Philipp von Anjou die spanischen Niederlande samt dem Herzogtum Luxemburg an den Kurfürsten Maximilian Emanuel in aller Form abgetreten hatte, wurde diese verfassungswidrige Maßregel durch den neuen Landesherrn wieder aufgehoben.

17. Umschwung in der politischen Lage Europas. — Kurz nach der unglücklichen Schlacht bei Oudenarde hatte Ludwig XIV. neue Friedensunterhandlungen mit den Verbündeten angeknüpft und sich bereit erklärt, nicht nur den Erzherzog Karl als

1) Die Schulden der Garnison beliefen sich gemäß diesem offiziellen Aktenstück auf mehr denn 200,000 Gulden.

2) Dazu kamen 24,000 Gulden zur Besoldung des Landes-Gouverneurs und für Wohnungsentschädigungen an die Generäle und Stabsoffiziere in Luxemburg, ferner mehr als 40,000 Taler (écus), die als Kriegskontribution an den König von Preußen zu zahlen waren.

König von Spanien anzuerkennen, sondern dem Kaiser Straßburg, Breisach und Luxemburg abzutreten und den Holländern, behufs Vervollständigung ihrer Barrière, eine Reihe von französischen Festungen einzuräumen. Als aber die Verbündeten das Ansinnen an ihn stellten, er solle sich verpflichten, binnen einer bestimmten Frist die Übergabe Spaniens an den Erzherzog zu erwirken, oder aber in Gemeinschaft mit ihnen die Waffen gegen seinen Enkel, Philipp von Anjou, zu ergreifen, da weigerte er sich, auch diese Schmach hinabzuwürgen. Er brach die Unterhandlungen ab und, die letzten Kräfte seines Landes zusammenraffend, stellte er ein neues Heer auf, das Villars gegen die Niederlande führte. Aber auch dieses 80,000 Mann starke Heer, das letzte, welches Frankreich aufbringen konnte, wurde am 11. September 1709 von Prinz Eugen und Marlborough bei Malplaquet nach heldenmütigem Kampfe geschlagen, und die Sieger rückten sofort in Frankreich ein.

Der tief gebeugte Ludwig XIV. knüpfte jetzt neue Unterhandlungen in Gertruydenberg an und erklärte sich bereit, 1,000,000 Livres monatlich beizusteuern, um seinen Enkel aus Spanien zu vertreiben, wenn er nicht freiwillig abdanke, unter der Bedingung jedoch, daß man ihm Sizilien und Sardinien überlasse und die Kurfürsten von Bayern und Köln wieder in ihre Länder und Rechte einsetze. Umsonst! Die Verbündeten kannten in ihrem Übermute keine Grenzen mehr [1]). Sie beharrten bei ihrer Forderung: er selbst solle Philipp V. entthronen. Das konnte, das wollte er nicht [3]). Er hatte sich dem eisernen Gebote der Notwendigkeit gefügt; mit blutendem Herzen hatte er eingewilligt, alle Errungenschaften seines ruhmlosen Ehrgeizes, alle Früchte seiner früheren Siege preiszugeben; aber er war entschlossen, nichts zu tun, was die Ehre verbiete, und eher zu Grunde zu gehen, als die Waffen gegen seinen Enkel zu führen.

---

1) Vgl. über die Konferenzen in Gertruydenberg Noorden, loc. cit., p. 655.

2) „L'orgueil des alliés", – sagt Hr. David in seinem „Manuel de l'histoire de Belgique", — fit le malheur de la Belgique. Il est certain que le monarque français, réduit à l'extrémité, humilié jusque dans la poussière, était prêt à rendre aux Pays-Bas tout ce que son ambition en avait arraché, mais on manqua l'occasion, en le forçant à prendre un parti désespéré, et bientôt la face des choses changea entièrement." — Die Zurückgabe von **Rodemacher, Roussy, Preisch, Hesperingen,** die Frankreich seit 1697 ungerechterweise besetzt hielt, ja selbst von **Diedenhofen, Montmedy, Marville, Arancy,** die durch den Pyrenäischen Frieden an Frankreich gekommen waren, hätte ohne Zweifel in diesem Momente durchgesetzt werden können.

3) Als Ludwig XIV. die letzte Depesche seiner Unterhändler erhielt, sagte er: „Puisqu'il faut la guerre, j'aime mieux la faire à mes ennemis qu'à mon petit-fils."

Auch Philipp V. — diese Gerechtigkeit muß die Geschichte ihm widerfahren lassen — zeigte in der verzweifelten Lage, in der er sich befand, eine Festigkeit, einen Starkmut, der unsere Bewunderung verdient. Den französischen Gesandten, die ihn zu bewegen suchten, freiwillig auf die spanische Krone zu verzichten, gab er die kategorische Erklärung: „Er werde mit den Waffen in der Hand zu sterben wissen; keine Erwägung, keine Rücksicht werde ihn zu einem seine Ehre verletzenden Schritte veranlassen können". So gefaßt, bereitete er sich vor, den Kampf bis zum letzten Atemzuge fortzusetzen. Auch Ludwig XIV. rüstete sich mit dem Mute des Ertrinkenden zum letzten großen Waffengang, als zwei unerwartete Ereignisse die ganze Lage der Dinge änderten.

Ein Zwist der Königin Anna von England mit der Herzogin Marlborough hatte zur Folge, daß im englischen Ministerium die Whigs, an deren Spitze Marlborough bisher gestanden, durch die Tories verdrängt wurden (1710). Hatte die Whigregierung bisher den Krieg mit aller Kraft geführt, so zeigten sich die Tories zum Frieden geneigt. Marlborough wurde vom Oberbefehl entfernt und aus den Niederlanden abberufen. Bald trat ein anderes wichtiges Ereignis ein, das dem König von Frankreich und seinem Enkel, Philipp V., noch tröstlichere Aussichten eröffnete.

Kaiser Josef I. starb nämlich am 17. April 1711 an den Blattern. Da er keine männlichen Nachkommen hinterließ, so folgte ihm sein Bruder Erzherzog Karl nicht nur in der Regierung der österreichischen Erbländer, sondern auch als Karl VI. auf dem deutschen Kaiserthron. England und Holland, die den Kampf nur zur Verhinderung einer Universalmonarchie Ludwigs XIV. unternommen hatten, waren weit entfernt, denselben fortzusetzen, um die Weltherrschaft Karls VI. zu begründen. Die englische Regierung schloß sofort mit Frankreich den Präliminarfrieden von London und lud auch die übrigen Verbündeten zu einem allgemeinen Friedenskongreß nach Utrecht ein. (Fortsetzung folgt.)

Reise-Erinnerungen.

Von **N. Funck,**

Ehemaliger Professor am Athenäum zu Luxemburg.

(Fortsetzung.)

Je näher wir den Tropen kamen, desto reicher und vielfältiger war die Tierwelt, vorzugsweise aber die der Wasserbewohner, ver-

treten. Hier zeigten sich die fliegenden Fische oder Schwalbenfische — Exocœtus volitans — in unzähligen Scharen. Von Zeit zu Zeit bemerkte man in größerer oder geringerer Entfernung des Schiffes ganze Schwärme solcher Fische sich aus dem Wasser erheben und nach etwa 2 bis 3 Minuten wieder ins Meer fallen. Geschieht es in der Nähe des Schiffes, so bemerkt man Scharen von Delphinen und Bouiten, welche sie unter dem Wasser verfolgen. Kam ein Flug zufällig in die Richtung des Schiffes, da sie stets in gerader Richtung fliegen, ohne Rücksicht auf irgend ein Hindernis, so fielen oft mehrere, die sich an das Takelwerk gestoßen, auf das Deck nieder. Uns war das natürlich sehr erwünscht: denn dieser fliegende Fisch ist ohne Vergleich der delikateste Leckerbissen unter allen seinen Verwandten. Hier konnte man freilich sagen, daß sie von der Charybde in die Scylla fielen; denn entgingen sie ihren Verfolgern im Fluge, so fielen sie ihnen in den Rachen, wenn sie wieder ins Meer stürzten, oder fielen sie aufs Verdeck, so wurden sie die Beute der Schiffsmannschaft. Welche traurige Existenz diese armen Wesen führen, geht daraus hervor, daß nicht allein die Delphine und Boniten, sondern noch viele andere Arten, so auch die meisten Seevögel, ihnen einen beständigen Krieg erklärt haben. Die große Vermehrung dieser Fische kann nur verglichen werden mit der der Häringe und Kabeljaue, welche ebenfalls endlosen Verfolgungen ausgesetzt sind. Nicht nur Tausende, sondern Millionen dieser Fische werden jedes Jahr eingefangen, um entweder frisch, gesalzen oder getrocknet, dem Menschen zur Nahrung zu dienen.

Je reichhaltiger die Meeresbewohner auf offener See waren, desto ärmer gestaltete sich dort die geflügelte Welt.

Nachdem wir die nordischen Küsten verlassen hatten, wo unzählige Schwärme von Seevögeln auftraten, unter denen die Bach-, die Mantel- und die Sturmmöven vorherrschten, bemerkten wir nur höchst selten Luftbewohner in der Umgebung des Schiffes. Zwei Repräsentanten verdienen jedoch eine besondere Erwähnung. Der eine ist der Tropikvogel — Phaëton aethereus — paille en queue der Franzosen, weil er mitten im Schweife 2 lange fahnenlose Federn trägt, die aus der Ferne gesehen, Strohhalmen ähnlich sind. Linnée nennt ihn wegen seiner Eleganz, seines glänzenden Gefieders und seines ausdauernden Fluges, den „Sohn der Sonne". Eines Tages als einer dieser Söhne der Sonne in der Nähe des Schiffes in die See stürzte, um einen Fisch zu erhaschen, wurde er von einem meiner Reisegefährten erlegt, als er sich mit seiner Beute im Schnabel wieder erheben wollte. Die weiße Farbe dieses an Größe einem Kolkraben gleichkommenden Vogels ist mit einem leichten Rosa

überzogen, den Rücken zieren halbmondförmige dunklere Streifen. Der Schwanz allein, einschließlich der langen Spießfedern, mißt 50 bis 55 Centimeter.

Der zweite dieser Segler ist die Fregatte oder der Fregattvogel — Tachypetes aquilus —. Er teilt mit dem Sohn der Sonne dieselbe Heimat, entfernt sich aber nicht soweit von der Küste. Man hat ihn bis einhundert geographische Meilen vom nächsten Lande gefunden; gewöhnlich aber kehrt er dorthin zurück bei Veränderung des Wetters. Wenn der Morgen graut, zieht er, in großer Höhe, weite Kreise beschreibend, dem Meere zu, in dem er ebenfalls seine Nahrung sucht. Sein Körper ist nicht größer, jedoch schlanker als der der Mantelmöve, seine Flugkraft in Folge der bedeutenden Flügellänge aber eine sehr ausdauernde. Das Gefieder ist bräunlich schwarz mit metallgrün und purpurblau schimmerndem Glanze und seine Lebensweise der des vorigen ähnlich. Diese beiden Geschöpfe erregen, wenn sie, ohne scheinbare Bewegung der Flügel, hoch in der Luft schweben, die Bewunderung aller Reisenden.

Es bleibt uns nur noch eine einzige Vogelart der hohen See zu erwähnen, nämlich die Sturmschwalbe — Thalassidroma pelagica — oder Petrelle der Franzosen. Diese Vögel, nicht größer als unsere Hausschwalben, mit denen sie auf den ersten Anblick einige Ähnlichkeit haben, sind die beständigen Begleiter aller Schiffe, welche sich auf hoher See befinden. Inmitten des Weltmeeres findet man sie in größeren oder kleineren Gesellschaften, gewöhnlich hinter den Fahrzeugen dicht über den Wellen schwebend, sich diesen förmlich anschmiegend und wie durch eine Zauberkraft stets in gleichem Abstande davon entfernt bleibend. Je heftiger der Wind, desto weniger bemerkt man eine Bewegung ihrer Flügel; „sie schweben", sagt Bajé, der ihnen eine förmliche Beschreibung gewidmet, „wie Schwärmer über Blumen und folgen den Schwenkungen der Wellen, ohne je davon berührt zu werden;" wenn sie zuweilen mit den Spitzen der Füße oder den Enden der Schwingen damit in Berührung kommen, so prallen sie davon ab, als wäre es eine abstoßende, geheimnisvolle Kraft, die sie davon zurücktriebe.

Ganze Tage habe ich diese Schwalben über den Wogen, ohne auszuruhen, flattern oder schweben sehen. Hin und wieder, jedoch sehr selten, bemerkte ich eine, die sich dem Wasser auf einige Augenblicke anvertraute.

Je stärker der Wind weht, desto näher rücken sie ans Schiff heran. Bei stürmischem Wetter sieht man sie zuweilen die Fenster der Kajüte mit ihrem Schnabel berühren und schwache klagende

Töne ausstoßen. Sie wittern förmlich das Herannahen des Sturmes. Deshalb ward ihnen von den Seeleuten der Name „Sturmvogel" gegeben. Ein großes Unrecht tut man diesen armen, unschuldigen Geschöpfen sie als Unglück verkündende Vögel zu bezeichnen; man sollte ihnen im Gegenteil dankbar sein, daß sie das Herannahen der Stürme so deutlich bekunden. Sicher ist, daß sie sich dem Schiffe nähern, um Schutz zu suchen. Es ist daher einfach die Angst, die sie dazu treibt. Wenn sie sich zuweilen aufs Wasser setzen, so ist es, um die fettigen Teile, die von dem Abfall der Küche herstammen, leichter erhaschen zu können. Sie nisten und ziehen ihre Jungen auf dem Lande. Die Petrelle ist allen Passagieren ein allgemein beliebtes, zutrauliches Tierchen, das auch in jeder Hinsicht diese Liebe verdient; sie ist und wird stets eine der angenehmsten, der schönsten, ja ich möchte fast sagen der lieblichsten Erinnerungen meiner Seereise sein.

Zwischen den Azoren und den Kanarischen Inseln hatten wir zuweilen einige Haufen Seetang — Fucus vesiculosus — auf der Oberfläche des Meeres bemerkt. Zwischen letzteren und dem Äquator sahen wir öfters weite Strecken dieser Cryptogamen, gleich grünen Wiesen, die See bedecken; diese gehörten jedoch einer anderen Art an; es war die tropische Seetraube — Fucus natans — mit kleineren Trauben, die nicht selten durch die Strömungen bis an die Küsten Englands und Frankreichs getrieben werden.

(Fortsetzung folgt.)

Personal-Nachrichten:

Herr **Wolff Johann-Peter**, Notarschreiber in Eich † 26. August 1909.

Herr **Gottfried Heinerich**, Pfarrer zu Mertzig † 28. August 1909.

R. I. P.

Hrn. **Mergen Johann-Peter**, Pfarrer zu Esch-an-der-Alzette wurde krankheitshalber ehrenvolle Entlassung aus dem Pfarramte gewährt.

Hrn. **Schaderer Nikolaus**, Pfarrer zu Bech-Kleinmacher wurde ebenfalls auf sein Begehren, ehrenvolle Entlassung aus dem Pfarramt bewilligt und derselbe zum Kaplan von Schandel, Pfarrei Everlingen ernannt.

Hr. Dr. **Müller Mathias**, bisher Pfarrer zu Hamm, wurde zum Pfarrer von Esch-an-der-Alzette befördert.

Hr. **Razen Emil**, bisher Vikar in Düdelingen, wurde zum Pfarrer von Hamm ernannt.

Hr. **Clemen Paul**, bisher Inspektor des Enregistrement, wurde zum Hypothekenbewahrer zu Luxemburg befördert.

Unsere herzlichsten Glückwünsche!

Litterarische Novitäten u. Luxemburg. Druckschen.

Association pour les intérêts de la femme. Compte-Rendu des années 1906*, 1907*, 1908* et 1909. Luxembourg. Imprimerie de la Cour Victor Bück (Veuve Léon Bück, successeur). 1909. — 35 pp. in 8°.

Bibliothèque de l'Institut international pour l'étude du problème des Classes moyennes. Les Lois et Règlements concernant les Classes moyennes dans le Grand-Duché de Luxembourg. Textes recueillis par la Commissi0n pour la publication des textes législatifs. Bruxelles. Secrétariat de l'Institut international pour l'étude des Classes moyennes. 101, rue du Commerce. 1909. Bruxelles. Les Imprimeries réunies (Anct C. Gouveloos et Cie) 102, rue Joseph II. — VIII + 192 pp. in Lex. 3°.

Diederich J. Großherzogtum Luxemburg. Gesetze und Verordnungen betreffend die Bekämpfung von Viehseuchen, sowie über den Verkehr mit Nahrungs-, Heil- und Genußmitteln und über die Fleischbeschau zusammengestellt. Druck von M. Huß. Luxemburg. 1909. — 160 + VI SS. in 8°.

*__Duchscher Ändre'i__. Theatersteker an eechdernoacher Mondvoart. 1. D'n Handstreich oder d'Blomm o'us d'm Rusendahl. Lostspill an äm Akt. Fir d'ischt Mol opgefouhert zou Eecherdnoach am Heerbst 1865. Zwät verbässert Oplo. Letzeburg. Druck a Verlag voam Ch. Praum. 1909. — 56 SS. in 12°.

*__Idem__. Theatersteker . . . . Mondvoart. 2. De bloe' Mondig oder Ween hoat d'Vox? Lostspill an äm Akt. Fir d'ischt Mol opgefo'uhert durch d'n eechdernoacher Turnverein 1868. De Le'idertäxt stäht hannen an' Vouch. Wu Musek fehlt, kennen d'Le'ider äntwider o'usfalen oder opgefot geen. Zwät verbässert Oplo. Letzeburg. Druck a Verlag voam Ch. Praum. 1909. — 42 + 3 SS in 12°.

Ecole industrielle et commerciale. Esch-sur-l'Alzette. Programme publié à la clôture de l'année scolaire 1908—1909. — Industrie- und Handelsschule. Esch a. d. Alzette. Programm herausgegeben am Schlusse des Schuljahres 1908—1909. Esch an der Alzette. Buch-

*) Bilden Nr. 45 und 46 der von der Buchdruckerei Ch. Praum herausgegebenen „Bibliothek Luxemburger Theaterstücke".

druckerei G. Willems. 1909. — 43 + 30 + 1 SS. in 4°. — Dissertation: **Dr. Ensch J.-B.** Eine höhere Mädchenschule. — S. 3—43.

Écoles primaires de la Ville de Luxembourg. Distribution des prix. 7 août 1909. Luxembourg. Imprimerie Joseph Beffort. 1909. — 24 pp. in 8°.

Dr. Feltgen Ernst. Die auffälligsten Vorboten der am häufigsten vorkommenden Infektionskrankheiten. 2. Auflage. Luxemburg. Druck von P. Worré-Mertens. 1909. — 12 SS. in 8°.

Id. Radioactive Quellgase. Bad Mondorf (Grossherzogtum Luxemburg). Impr. G. Soupert. Lxbg. O. D. (1909.) — 4 SS. in 8°.

Id. Gaz radioactifs. Mondorf-les-Bains (Grand-Duché de Luxembourg.) Impr. G. Soupert, Lxbg. S. d. (1909.) — 4 pp. in 8°.

Follmann Michael-Ferdinand. Wörterbuch der Deutsch-Lothringischen Mundarten bearbeitet. (Quellen zur lothringischen Geschichte. Herausgegeben von der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde. Band XII.) 1909. Verlag von Quelle & Meyer. in Leipzig. (Druck von) M. Du Mont Schauberg, Strassburg. — XVI + 571 SS. in 4°.

Garnich Edouard. Promptuarium der in der Diözese Luxemburg geltenden Bestimmungen für die Seelsorgspraxis zusammengestellt. Luxemburg. Druckerei der Sankt Paulus-Gesellschaft. 1909. — XXIV + 900 SS. in 8°.

Dr. Goergen Wilhelm. Gustav Falke, der Lyriker. Eine literarische Studie. Luxemburg. Buchdruckerei Joseph Beffort. 1909. — 110 + 1 SS. in 8°.

Gymnasium (Grossherzogl.) in Echternach. Programm herausgegeben am Schlusse des Schuljahres 1908—1909. — Gymnase grand-ducal d'Echternach. Programme publié à la clôture de l'année scolaire 1908—1909. Luxembourg. Imprimerie Charles Beffort. 1909. — 55 + 25 + 8 + 14 SS. in 4°. — Dissertation: **Dr. Comes Isidore.** Rudyard Kipling. — S. 3—55.

Dr. Haal Bernard. Association de bienfaisance de Luxembourg. Rapport de la LXVe année. Luxembourg. Imprimerie de la Cour, Victor Bück (Veuve Léon Bück, successeur). 1909. — 17 pp. in 8°.

(H)ülsemann W(ilhelm). Luxemburger Lourdes-Lied. (Mit Bischöflicher Approbation.) O. O. noch Druckerfirma. (Echternach. P. Klüsserath.) 1909. — 2 SS. in 12°.

Jahrbuch des Deutschen Vereins zur Hebung und Pflege der Muttersprache im deutschredenden Belgien. Herausgegeben vom Vereinsvorstande Arel. Buchdruckerei von Alphons Willems, Großstraße, 56. 1909. — 96 + 1 SS. in 8°. — Inhalt:

(W)arken (N)icolaus. Generalversammlung vom 17. Dezember 1908. Jahresbericht des Schriftführers. — S. 3—16.

Loes Franz. Ausgrabungen und Funde auf und neben dem alten Areler Kirchhofe im Jahre 1907. Die dortige St. Martinus-Kirche. — S. 17—46, mit 2 Plänen.

Lecler Nicolaus. K. Kartum's Jobsiade. Litterarische Plauderei. S. 49—76.

Vath Anton. Ein Blick in das Leben der deutschen und belgischen Gymnasialschüler. — S. 77—90.

Kellen Tony. Schauspieler-Anekdoten. Ernste und heitere Scenen aus dem Bühnenleben gesammelt und bearbeitet. Verlag von Robert Lutz in Stuttgart. Stuttgarter Setzmaschinen-Druckerei. G. m. b. H. Stuttgart. O. D. (1909.) — 269 + 3 SS. in 8°.

Idem. Byblioteka yntellygenta. Gazeta y Jurnal. ych proschloe y nastojaschtsoje vo vsjch stranach mira. Perevod s njemeckago. Yzdanie Oskara Norvejkags. S. Petersburg[1]). O. D. (1909). — 153 SS. in 8°.

Idem. Aus der Geschichte des Feuilletons. (Sonderabdruck aus der Essener Volkszeitung.) Essen-Ruhr. 1909. (Druck und) Verlag von Fredebeul & Koenen. — 72 SS. in 8°.

(**Koppes Johannes-Joseph. Mgr.**) Römisch-katholischer Katechismus für das Bistum Luxemburg. Luxemburg. Druck und Verlag der St. Paulus-Druckerei. 1909. — XXII + 126 + 2 SS. in 8°.

Krankenversicherung (Die) im Grossherzogtum während des Geschäftsjahres 1908. Bearbeitet im Staatsministerium. Departement für Ackerbau, Industrie und Arbeit. Luxemburg, im September 1909. Luxemburg. Buchdruckerei Joseph Beffort. 1909. — 59 + 1 SS. in fol.

(**Kraus Mathias**). Illustrierter Führer durch Stadt und Land Luxemburg. Luxemburg. Verlag von Math. Kraus, Buchhandlung. Buchdruckerei Charles Beffort, Luxemburg. O. D. (1909.) — 93 + 1 + 10 SS. in 8°, mit 24 Illustrationen.

Krier Johann-Bernard. Der Beruf. Vierundzwanzig Konferenzen, den Zöglingen des bischöflichen Konviktes zu Luxemburg gewidmet. Vierte Auflage. Mit Approbation des hochw. Herrn Erzbischofs von Freiburg und des hochw. Herrn Bischofs von Luxemburg. Freiburg im Breisgau. Herdersche Verlagshandlung. Berlin, Karlsruhe, München, Straßburg, Wien und St. Louis, Mo. O. D. (1909.) — XII + 375 SS. in 8°.

Landesverband (Kauffmännischer) des Großherzogtums Luxemburg. Statuten. Luxemburg. Buchdruckerei und Buchbinderei J. P. Rinnay. 1909. — 7 SS. in 12°.

Marienkalender (Luxemburger) für das Jahr 1910. Vierunddreißigster Jahrgang. Rotationsdruck und Verlag der St. Paulus-Gesellschaft Luxemburg. (1909.) — 132 + 20 SS. in 4°, mit vielen Bildern.

Metz, seine Vororte und die Schlachtfelder von Metz. Luxemburger Schweiz. Staatsbad Mondorf. Herausgegeben vom Verkehrs-Verein für Metz und das Metzer Land. 1909.Elsass- Lothr. Druckerei & Lithographie-Anstalt, Strassburg. — 116 SS. in 8°, mit 50 Abbildungen.

Metz Léon et Sevenig Jean-Pierre. Grand-Duché de Luxembourg. Rapport général sur la situation de l'industrie et du commerce pendant l'année 1908. Luxembourg. Imprimerie de la Cour Victor Bück (Veuve Léon Bück, successeur). 1909. — 116 pp. in 4°.

---

[1]) Bibliothek der Intelligenz. Zeitung und Zeitschrift. Ihre Vergangenheit und Gegenwart in allen Ländern der Welt. Übersetzt aus dem Deutschen. Herausgeber Oskar Norvegski. St. Petersburg. O. D. (1909). — Mit lateinischen Typen gesetzt, aus Mangel an russischen.

Müller Michel. Rechenbuch für das fünfte Schuljahr, nach den Prinzipien der Konzentration bearbeitet. Genehmigt von der Großh. Unterrichts-Kommission am . Probedruck. Luxemburg. Buchdruckerei und Buchbinderei J. P. Nimax. 1909. — 4 + 128 SS. in 8°.

Olinger J. Julius. Die künstlichen Düngemittel und ihre Verwendung in der modernen Landwirtschaft. Wiltz (Luxemburg). Piacenza (Italien). Separatabdruck aus „Ardenner Bauer". Luxemburg. Buchdruckerei Joseph Beffort 1909. — 45 SS. in 8°.

Publikationen der ständigen Kommission für Statistik (im Großherzogtum Luxemburg). Heft XIX. Der Viehstand des Großherzogtums nach der Viehzählung vom 2. Dezember 1907. Luxemburg Druck von Charles Beffort. 1909. — 84 + 27* + 1 SS. in Lex. 8°, mit 4 farbigen, graphischen Tafeln.

Publications de la Commission permanente de Statistique (du Grand-Duché de Luxembourg). XXIme Fascicule. Recensement professionnel et industriel du 12 juin 1907. Ière Série. — Tome Ier. Travaux préparatoires et Exposé des méthodes. État de la population dans le Grand-Duché d'après les résultats du recensement du 12 juin 1907. Luxembourg. Imprimerie P. Worré-Mertens. 1909. — LII + 60 + 115* + 1 pp. in Lex. 8° avec 13 tableaux graphiques coloriés.

Situation (La) sanitaire du Grand Duché pendant l'année 1908. Rapports du Collège médical et des Médecins-Inspecteurs. Luxembourg. 1909. Imprimerie de la Cour Victor Bück (Veuve Léon Bück, successeur.) — 38 pp. in 4°.

Sporting Club Luxembourg. Fondé le 26 mai 1903. Statuts. Luxembourg. Imprimerie M. Huss. 1909. — 15 pp. in 8°.

Tockert Joseph. Historique du Cercle grand-ducal d'escrime et de gymnastique à Luxembourg. Placé sous le Haut Patronage de S. A. R. Monseigneur le Grand-Duc. (1879–1909). Publié par la Société à l'occasion du 30e anniversaire de sa fondation. Luxembourg. Imprimerie J.-P. Nimax. 1909. — 39 + 1 pp. in 4°, avec 13 photographies, 4 groupes photograpiques, 5 figures et 1 planche.

Vannérus Jules. Les Biens et les Revenus du Clergé Luxembourgeois. Le Doyenné de Bastogne en 1602. Extrait des Publications de l'Institut archéologique du Luxembourg. 1909. Tome XLIV des Annales Arlon. Imprimerie et Lithographie F. Brück. 1909. — 30 pp. in 8°.

Idem. Revue des Bibliothèques et Archives de Belgique. Un manuel des baux de l'Abbaye de Saint-Bernard (XIVme siècle). Extrait du Tome VII. Nos 2—3. Hors commerce. Bruxelles. G. Van Oest & Cie, éditeurs, 16, Rue du Musée. 1909. — 11 pp. in 8°.

****Werner Heinrich.** Abschätzungsprotokoll der Möbel verschiedener Kirchen aus dem Kanton Hesperingen zur Zeit der französischen Revolution O. O. u. D. u. Druckerfirma. (Luxemburg-Bahnhof. Fr. Bourg-Bourger. 1909.) — 9 SS. in 8°.

** = Separat-Abdruck aus „Ons Hémecht".

Ons Hémecht.

Organ des Vereines für Luxemburger Geschichte, Literatur und Kunst.

Herausgegeben vom Vereins-Vorstande.

15. Jahrgang. — 12. Heft. 1. Dezember 1909.

Sôen aus dem Syrdall.

De Klackebur bei Schötter.

Bei Schötter ass am Wîsegronn
E Bur, dûrch d'So bekant,
E get nach haut am Volleksmonn
De Klackebur genant.

Em u^{e}chtzenghonnert war am Lant
E Schrècken o^{u}ne^{i} Ènn,
De Krich war iwerall entbrant
Mat Mu^{e}rd an Di^{e}rferbränn.

Dir wösst, d'franze^{i}sch Revolutio^{u}n
Hu^{e}t hei net gutt gefall,
Dât sét ons deitlech d'Tradizio^{u}n
A me^{i} we^{i} èngem Fall.

Vun Du^{e}rf zu Du^{e}rf als Reiber sin
D'Zaldoten fortgezun,
An Trauer hu^{e}t ê fill gesin
Op hirer ganzer Bun.

'So^{u}gue^{r} aus Kirch hun a Kapèll
Sie d'Klacken frèch gestu^{e}l,
Dât go^{u}we gleich fun all Modèll
Kano^{u}nen o^{u}ne^{i} Zu^{e}l.

De Klöppelkrich ass ons èng Zei,
Dass d'Leit es fölleg sât,
Dass jidderên der Reiberei
Bis iwer d O^{u}ren hât.

Zu Schötter hât ên Angscht a Bâng
Fir d'Klacken an der Dôt,
D'Leit all si schnell zesumme gâng,
'T get jidderên sei Rôt.

»Mir hu^{e}len sie crâf«, sét d'Liss,
»D'Verstoppen ass hei lìcht;
»Am Bur mecht secher an der Wiss
»Ge^{i}nt d'Reiber hirt Gewicht!«

Gesôt, gemâcht; a gleich fersènkt
Sin d'Klacken an der Quèll;
Dass sie do leie sollten, dènkt
Kên Deiwel an der Hèll.

We^{i} nûn 'rem alles ro^{u}heg war,
War Angscht ferbei a Bâng,
Do sin de^{i} Schötter mat der Par
Hir Klacke siche gâng.

Mê trotz all Wann a Gêssefo^{u}ss
Ass neischt ze wöllen do,
Sie leien de^{i}f dem Bur am Scho^{u}ss
An drecken emmer no.

D'nei Klacke kaschten èng deck [Zomm,
Mat drei get haut gelaut;
De^{i} aner leien de^{i}f a stomm
Am Klackebur nach haut.

Mé nuets, wann zwiᵉlef Auer
[schleᵉt,
Da klenkt et dûrch den Dall,
Vun Duᵉrf zu Duᵉrf èng Leftchen
dreᵉt
E Klank ‘weᵉ Klackeschall!

Geſchichte
des Herzogtums Luxemburg
während des achtzehnten Jahrhunderts.

(Fortſetzung.)

19. Abtretung des Herzogtums Luxemburg an den Kurfürſten von Bayern (1711). — Während ſo die politiſchen Verhältniſſe Europas ſich durchaus anders geſtalteten, ging auch im Herzogtum Luxemburg eine Änderung vor ſich. Seitdem der Kurfürſt von Bayern durch die ungünſtige Wendung des Krieges ſich ſeiner deutſchen Stammländer beraubt ſah, hatte er nicht aufgehört, in Verſailles die ihm vertragsmäßig verſprochene Abtretung der ſpaniſchen Niederlande zu verlangen. Allein, wie ſehr auch Ludwig XIV. ſelbſt dieſe Forderung befürwortete, in Madrid konnte man ſich nicht entſchließen, eine Beſitzung aufzugeben, die ſeit mehr denn zwei Jahrhunderten mit Spanien vereinigt und für die ſpaniſche Krone eine Quelle reicher Einkünfte war.

Am 26. März 1711 hatte der Kurfürſt, welcher ſeit 1708 in Compiègne weilte, eine geheime Unterredung mit dem König von Frankreich, und es iſt wahrſcheinlich, daß infolge dieſer Zuſammenkunft Ludwig XIV. endlich von ſeinem Enkel die förmliche Abtretung der niederländiſchen Provinzen an Maximilian Emanuel erwirkte. Da jedoch damals der größte Teil derſelben ſich in der Gewalt der Verbündeten befand, ſo konnte der Kurfürſt nur von den beiden Provinzen Namür und Luxemburg und der Stadt und Feſtung Charleroi Beſitz ergreifen [1]).

Damit endete die Herrſchaft Philipps von Anjou in unſerm

[1]) Lettre du secrétaire d'État de la guerre Voysin au maréchal de Villars, du 22 juin 1711. (Mém. relatifs à la succession d'Espagne, t. IX, 617.)

Lande. Die unruhige, wild durchstürmte Zeit, in welche dieselbe fiel, war für ernste, gesetzgeberische Arbeit wenig geeignet; der Krieg nahm eben die Aufmerksamkeit des Fürsten und seiner Berater fast ausschließlich in Anspruch. Durchgreifende Reformen großen Stils auf politischem und wirtschaftlichem Gebiete, wie solche durch Ludwig XIV. während seiner kurzen Zwischenregierung verwirklicht worden, konnten nicht einmal angebahnt werden. Nur die Schattenseiten des bourbonischen Absolutismus, Anspannung der Steuerkraft des Volkes bis zur äußersten Grenze, Verletzung der althergebrachten Rechte und ständigen Privilegien, traten mitunter recht grell in die Erscheinung. Auch der lang gehegte Plan, die kirchlichen Verhältnisse des Landes neu zu regeln, konnte trotz den erneuten Versuchen des Provinzialrates und anderer einflußreicher Personen nicht verwirklicht werden.

20. Die Luxemburger Bistumsfrage. — Bekanntlich war der Versuch Philipps II., ein Bistum in Luxemburg zu gründen, hauptsächlich an dem Widerstande des Kurfürsten von Trier gescheitert [1]). Kurz nach Philipps Tode regte Erzherzog Albert die Frage aufs neue an. Am 8. Mai 1598 ersuchte er den Präsidenten des Provinzialrates um Einsendung eines eingehenden Berichtes über den Stand der Bistumsfrage, sowie aller einschlägigen Dokumente. Etwa zwei Jahre später, am 26. Oktober 1600, beauftragte er den Gouverneur, Grafen von Mansfeld, einen schon zur Zeit Philipps II. erlassenen Beschluß zur Ausführung zu bringen, nämlich: 1. das Kollegiatstift zu Ivoix-Carignan nach Luxemburg, und 2. die Benediktiner im Stadtgrund in das Franziskaner (Knodler)-Kloster in der Oberstadt, die Franziskaner aber in den Grund zu verlegen. „Ausgeführt wurde weder das eine noch das andere; aber was Albert bezweckte, ist klar: er wollte für die Errichtung eines Bistums in Luxemburg zunächst eine feste Grundlage bilden, worauf das Weitere nach und nach aufgebaut werden könnte." [2])

Ob gleichzeitig auch Schritte in Rom getan wurden, wissen wir nicht; daß aber nach Alberts Tode dessen Gemahlin, die Erzherzogin Isabella, entsprechende Versuche bei der päpstlichen Kurie unternahm, scheint aus den Verhandlungen hervorzugehen, durch welche der Kurfürst von Trier, Philipp Christoph von Sötern, im Jahre 1627, die Errichtung eines Bistums in Nancy sowohl als in Luxemburg zu hintertreiben wußte. Übrigens waren die Zeiten für derartige Pläne

1) Vgl. Schoetter, Geschichte des Luxemburger Landes, S. 191—196.

2) Vgl. Peters, Die Luxemburger Bistumsfrage. Publ. de la Sect. hist. de l'Institut, vol. XL.

wenig geeignet. Der dreißigjährige Krieg wütete eben damals in Deutschland und in den Niederlanden und hemmte selbstverständlich jede friedliche Tätigkeit.

Die Bistumsfrage war indessen keineswegs in Vergessenheit geraten. Im Jahre 1701 veranlaßte die Thronbesteigung Philipps V. von Anjou den Luxemburger Provinzialrat mit neuem Mute an die Lösung derselben heranzutreten, und in einer an den königlichen Rat in Brüssel gerichteten Denkschrift die Gründe zu erneuern, die bereits zur Zeit Philipps II. in derselben Sache geltend gemacht worden waren. Zugleich spricht das Memorandum sich über die Mittel und Wege aus, wie die Errichtung eines eigenen Bischofsstuhles in Luxemburg am einfachsten verwirklicht werden könne. „Es möge bestimmt werden, heißt es in demselben, daß der jedesmalige Bischof von Luxemburg zugleich Abt von Echternach sei, ein Auskunftsmittel, wodurch die bischöfliche Mensa gesichert werde. Ähnlich sei man bei der Gründung des erzbischöflichen Stuhles in Mecheln zu Werke gegangen. Die Echternacher Abtei besitze übrigens in Luxemburg ein Refugium [1]), das sich zu einer bischöflichen Wohnung sehr gut eigene. Unmittelbar an dasselbe stoße das Franziskanerkloster mit der im Jahre 1662 erbauten prachtvollen Kirche, der geräumigsten der Stadt. Durch die Räumung dieses Klosters gewinne man Platz für ein Priesterseminar und für die Unterbringung mehrerer Kanoniker. Die Franziskaner aber möge man in die neuerbaute Münsterabtei im Stadtgrund verlegen [2]); letztere könne füglich aufgehoben werden, da der Abt Willibrord Cuno eben gestorben sei und der Konvent nur mehr aus fünf Religiosen bestehe [3]).

Das Vorgehen des Luxemburger Provinzialrates blieb dem Kurfürsten von Trier, Johann Hugo von Orsbach, nicht unbekannt. Während der eben besprochene Bericht vom 7. September 1701 datiert ist, wandte der Kurfürst sich am 25. desselben Monats an den Papst Clemens XI. mit der Bitte, er möge, in die Fußstapfen seiner Vorgänger tretend, den schweren Schlag, der seiner Diözese drohe, abwenden und der Errichtung eines Bistums in Luxemburg seine Einwilligung verweigern. Vier Wochen später, am 22. Oktober, erhielt der Kurfürst vom Papst die Nachricht, daß bisher diese Frage

---

1) Das jetzige Schmitz'sche Haus, Krautmarkt, Nr. 12.

2) Sie war während der Belagerung von 1684 eingeäschert worden.

3) Diese fünf Benediktiner sollten in einem andern Kloster, beispielsweise in Echternach, untergebracht werden. Die Einkünfte der Münsterabtei konnten dann als Dotationsfond des Bistums verwendet werden. — Ein anderer Vorschlag bestand darin, die Franziskaner ins Kapuzinerkloster und die Kapuziner nach Neumünster zu verlegen.

ihm noch nicht unterbreitet worden sei, und zugleich die Versicherung, daß die Rechte der Trierer Erzdiözese jedenfalls nicht unberücksichtigt blieben.

Während man in Trier infolge dieser Antwort der päpstlichen Kurie sich ziemlich sicher fühlte, fuhr man in Luxemburg fort, die Angelegenheit mit großem Eifer zu betreiben. In einem neuen, vom 23. Oktober datierten Promemoria, auf das wir nicht näher eingehen, weil der Inhalt mit dem vorher besprochenen so ziemlich übereinstimmt, verlangt der Provinzialrat zunächst die Errichtung einer Kollegialkirche, überzeugt, daß dies der geradeste Weg zu einem Bistum sei. Mit dieser Kollegialkirche müsse aber ein Priesterseminar und ein Offizialat verbunden sein, d. h. ein inländisches geistliches Gericht, das die Jurisdiktion über das ganze Herzogtum Luxemburg ausübe. Voraussichtlich würden die Bischöfe von Trier und Lüttich auch hiergegen Einspruch erheben; allein der Papst müsse im Interesse der Ordnung und guten Sitte, kraft seiner apostolischen Vollmacht, eine Entscheidung treffen, gegen die kein Rekurs mehr gelte [1]).

Diese Vorstellungen ließ der Provinzialrat durch eines seiner Mitglieder, Hrn. Geisen, im November 1701 dem Generalgouverneur in Brüssel überbringen mit der Bitte, dieselben durch König Philipp V. der päpstlichen Kurie zu unterbreiten. Allein zu derartigen Verhandlungen war die Zeitkonjunktur durchaus ungeeignet. Der furchtbare Kampf, welcher eben damals wegen der spanischen Erbschaft entbrannte, schob die Luxemburger Bistumsfrage völlig in den Hintergrund. Alles blieb, wie es war. Die Münsterabtei, die bereits auf dem Aussterbe-Etat gestanden, erhielt einen neuen Abt in der Person des bisherigen Priors, Theodor Schuler. Dieser verlieh mehreren Novizen das Ordenskleid und so bevölkerte sich das Kloster aufs neue.

21. Die Anfänge des Luxemburger Postwesens. — In die Zeit Philipps V. fällt die Entwicklung des Postwesens in unserem Lande. Es ist bekannt, daß die erste Postverbindung zwischen Deutschland und den Niederlanden (Wien—Brüssel) im Jahre 1516, unter Kaiser Maximilian I., durch Francesco de Taxis errichtet wurde. Diese Postlinie berührte zwar unser Land, aber nicht die Hauptstadt, sondern sie durchschnitt, quer an Asselborn vorbeigehend das Ösling. Die Familie de Taxis oder Thurn und Taxis, wie sie sich später nannte, blieb im Besitz der niederländischen Posten

1) Vgl. Peters, Die Luxemburger Bistumsfrage. Publ. de la Section historique, vol. XLII.

während des XVI. und XVII. Jahrhunderts. Als Philipp V. den Thron bestieg, war die Verwaltung der Posten in den Niederlanden in den Händen des Grafen Eugen Alexander von Thurn und Taxis und brachte ihm jährlich circa 140,000 Gulden ein [1]). Durch Dekret vom 19. September 1701 beschloß Philipp V. die Posteinnahmen mit den Staatsdomänen zu vereinigen und dieselben zu verpachten, wie das in Frankreich üblich war. Der Graf von Thurn und Taxis wurde von diesem Beschluß in Kenntnis gesetzt und erhielt eine angemessene Entschädigung [2]).

Aus den vorliegenden Quellen ist es schwer festzustellen, in welchem Jahre die Post im Herzogtum und speziell in der Stadt Luxemburg eingeführt wurde. Das Dokument, das uns über das Postwesen hierzulande einigen Aufschluß gibt, datiert vom 6. April 1688, also noch aus den Zeiten Karls II. Aus demselben geht hervor, daß damals der Marquis de Louvoir, Staatssekretär und Minister Karls II. in Brüssel, die »chevaux de louage, messageries, coches et carrosses« im Herzogtum Luxemburg besaß und die Ausbeutung derselben zwei Franzosen, Pierre Cartier und François Mignot, pachtweise überlassen hatte. Letztere übertrugen ihrerseits, an dem oben erwähnten Tage, die Regie der »messageries, coches et carrosses de louage« sowohl für die Stadt Luxemburg, als für das Herzogtum gleichen Namens der Witwe eines eingewanderten Franzosen, J. B. Candelot, genannt La Montaigne, und deren Sohn Nicolas [3]).

Im Jahre 1698 finden wir zwei andere Verträge, welche etwas mehr Licht auf die damaligen postalischen Zustände hierzulande wer-

---

[1]) Es mag für manchen von Interesse sein, die Einnahmen einzelner Postbüreaux in den Niederlanden zu kennen. Nach einem vom französischen Marschall Boufflers an den Minister de Torcy eingesandten Bericht (1. Juli 1701) betrugen sie: in Brüssel, 44112 Gulden; in Antwerpen, 44115; in Gent, 4313, in Mons, 4526; in Brügges, 827; in Namür, 2564; in Luxemburg, 2624.

[2]) Die Familie Thurn und Taxis besaß die niederländischen Posten unentgeltlich bis zum Jahre 1676. Durch Erlaß vom 25. Oktober dieses Jahres verlieh König Karl II. das Postmeisteramt dem Grafen Eugen Alexander von Thurn und Taxis nur gegen Zahlung von 150000 Gulden. Der Graf erbot sich außerdem 100000 Gulden zu zahlen, wenn das Postmonopol seinen Kindern oder jedem andern Erben, den er selbst bezeichnen könnte, gesichert bliebe. Seine Bitte wurde erfüllt (1685). Später verlangte er Ausdehnung seines Privilegs auf zwei Menschenalter nach seinem Tode. Auch dieses Gesuch wurde gestattet gegen Entrichtung von weiteren 100000 Gulden.

[3]) Vgl. N. van Werveke, Die Anfänge des Postwesens im Luxemburger Lande.

sen. Der erste dieser Verträge, welcher vom 30. Mai datiert ist, betrifft allerdings unser Land nur indirekt. Im Namen und Auftrage der Herren Pajot und Aubin, Generalpächter der französischen Posten, verständigt sich der Postmeister von Diedenhofen, André d'Avoise, mit dem Postmeister von Luxemburg, André de Moulin, behufs eines regelmäßigen Postverkehrs zwischen Diedenhofen und Metz. De Moulin verpflichtet sich, wöchentlich dreimal die »malle de l'ordinaire« von Diedenhofen nach Metz und vice-versa zu führen, und zwar gegen eine jährliche Vergütung von 38 französischen Talern (écus).

Unmittelbar daran schließt sich ein zweiter Vertrag, den André de Moulin am 10. Juni desselben Jahres mit Henri Charpentier, wohnhaft zu Luxemburg, abschließt, gemäß welchem letzterer sich verpflichtet, dreimal wöchentlich die Post von Luxemburg nach Metz zu führen, gegen eine jährliche Entschädigung von 15 Talern oder Kronen [1]).

Etwa vier Jahre später, durch Dekret vom 12. Mai 1705, wurde Jean Collard zum ordentlichen Briefträger der Stadt Luxemburg ernannt und zugleich ermächtigt, für jeden Brief, den er nach auswärts zu bestellen hatte, eine mäßige Gebühr zu erheben, und zwar: 5 Sols für jeden Brief von Luxemburg nach Chiny und Virton, und 2 Sols von Arlon nach Luxemburg oder nach Chiny und Virton. In einer jeden der erwähnten Ortschaften sollte ein Briefkasten angebracht werden, mit Angabe des Tages der Abfertigung, die wöchentlich wenigstens einmal stattfand, nämlich Samstags zu Luxemburg und Donnerstags zu Chiny. Außerdem untersagte das Dekret jeder andern Person, bei Strafe von 6 Talern, künftighin versiegelte Briefschaften nach einer der vier oben genannten Ortschaften zu befördern.

XXXIII.

Maximilian Emanuel von Bayern.

(11. Juli 1711 — 1. Dezember 1714.)

1. Regierungsantritt. — Am 11. Juli 1711 meldete der Kurfürst Maximilian Emanuel von Bayern den Ständen und dem Provinzialrat des Herzogtums Luxemburg, daß der König von Spanien, Philipp V., ihm die spanischen Niederlande erb- und eigentümlich abgetreten habe, und forderte sie demgemäß auf, ihn als

[1]) Vgl. N. van Werveke, l. c.

ihren rechtmäßigen Landesherrn anzuerkennen. Zugleich setzte er sie in Kenntnis, daß er in seiner Residenzstadt Namür einen Staatsrat errichtet habe, an den er sich in Zukunft in allen Dingen, die den Dienst des Fürsten und das Wohl des Landes beträfen, zu wenden hätten. Ein ähnlich lautendes Schreiben wurde auch an den Magistrat der Stadt Luxemburg gerichtet. [1])

Zwei Tage später, am 13. Juli, verließ Max Emanuel Namür, um sich nach Luxemburg zu begeben, und am 18. hielt er seinen feierlichen Einzug in die festlich geschmückte Stadt. Nach der Adresse zu urteilen, welche die Stände ihm bei dieser Gelegenheit überreichten [2]), und einer Festschrift, worin die einzelnen Vorgänge des Tages geschildert werden [3]), war der Empfang, der ihm zu teil wurde, ebenso herzlich als glänzend. Der Gouverneur, Graf Friedrich von Elter, der Kommandant der französischen Garnison, Graf de Druydes, und zahlreiche Edelleute waren dem Kurfürsten eine Strecke weit entgegengeritten. Am Neutor begrüßten ihn der Provinzialrat sowie die Mitglieder des Gemeinderates, die ihm die Schlüssel der Stadt

---

[1]) Vgl. Ordonnances des Pays-Bas autrichiens t. II, p. 365.

[2]) In derselben heißt es u. a.: „Nous prenons la liberté de supplier en très profond respect Votre Altesse Sérénissime Électorale, de nous permettre de la féliciter sur la cession qui lui a été faite, et de nous faire la grâce d'être pleinement persuadée que, n'ayant rien de plus à cœur, à l'exemple de nos ancêtres, que de nous conformer, avec tout le peuple de cette province, aux volontés des souverains qui nous sont ordonnés par la Providence divine, nous sommes tous prompts à obéir à celle de Sa Majesté et aux ordres de Votre Altesse Sérénissime Électorale, à laquelle nous ne manquerons pas de fidélité ni d'attachement pour son service, comme nous nous sommes toujours efforcés de faire envers nos souverains. Nous y sommes d'autant plus portés que nous sommes convaincus de la bénignité de Votre Altesse Sérénissime Électorale par les grâces qu'elle a eu la bonté de nous accorder pendant son gouvernement en qualité de vicaire-général de Sa Majesté en ces Pays-Bas, et qu'elle veut bien nous gratifier de sa bienveillante et affectueuse protection".

[3]) Réjouissance de la ville de Luxembourg à l'arrivée de S. A. E. Maximilien-Emmanuel, duc de la haute et basse Bavière etc. etc. MDCCXI, in 4° de 10 pages. — Als Spezimen der Inschriften, welche die Festschrift aufzählt, erwähnt Gachard folgende, welche über einem Garten, der von der aufgehenden Sonne beschienen wurde, angebracht war:

Les richesses de Flore,
Languisssantes dans un jardin,
Lèvent la tête, le matin,
Aux premiers rayons de l'aurore:
Ainsi tout Luxembourg
Retentit de cris d'allégresse:
Prince, le peuple et la noblesse
Applaudit (*sic*) à votre retour".

überreichten. Dann bewegte sich der feierliche Zug unter Glockengeläute und Kanonendonner zwischen den dichtgedrängten Volksmassen hindurch bis zur Franziskanerkirche [1]), wo die vier Landesäbte [2]) in Pontifikalgewändern ihn begrüßten und ein feierliches Tedeum abgesungen wurde. Abends war glänzende Cour in den Sälen des Regierungsgebäudes [3]), während eine fröhliche Volksmenge die festlich beleuchteten Straßen auf- und abwogte.

Am 8. Oktober, nach zehnwöchentlichem Aufenthalt, kehrte Max Emanuel höchst befriedigt von seinem Aufenthalt in Luxemburg [4]), über Longwy, Montmedy und Sedan nach Namür zurück. Graf Friedrich von Elter und der Befehlshaber der französischen Besatzung d'Imecour [5]) gaben ihm einige Stunden weit das Geleite.

2. Reformen. — Obgleich das Patent, welches ihm die Souveränetät der spanischen Niederlande übertrug, erst sechs Monate später ausgefertigt wurde, so nahm Max Emanuel schon während seiner Anwesenheit in Luxemburg mehrere wichtige Reformen vor. Zunächst errichtete er für Luxemburg und Namür einen aus den fähigsten und angesehensten Beamten beider Provinzen gebildeten Finanz- und Domänenrat [6]). Durch Dekret vom 3. September wurde der Luxemburger Provinzialrat zum souveränen Rat erhoben und mit denselben Befugnissen und Rechten ausgestattet, wie früher der hohe Rat in Mecheln [7]). Denselben Charakter und einen ähnlichen Wirkungskreis erhielt der Provinzialrat von Namür. Alle aus Namür einlaufenden Rechtsberufungen sollten in Zukunft in Luxemburg, und umgekehrt diejenigen aus der Provinz Luxemburg zu Namür

1) Damals die geräumigste Kirche der Stadt, auf dem jetzigen Wilhelmsplatz (Knuôdlergaart).

2) Die Äbte von St. Maximin, Echternach, Münster (Luxemburg) und Orval.

3) Der heutige Justizpalast.

4) „Fort satisfait", sagt Pierret. „de l'état et du peuple tant de la ville que du pays de Luxembourg". — „Laissant les états et le peuple très contents de lui", wie es im Stände-Register heißt. (Protocole, n° 3, 1702—1716.)

5) Graf de Druydes war erkrankt; er starb in Luxemburg, 11. Febr. 1712.

6) Dekret vom 11. Aug. 1711 (Ordonnances des Pays-Bas, II, 37.).

7) Laut dem Einsetzungsdekret Karls V. entschied der Luxemburger Provinzialrat nicht in letzter Instanz, wie die Provinzialräte von Brabant, Geldern und Hennegau, sondern man konnte von seinen Erkenntnissen Berufung einlegen an den hohen Rat in Mecheln. Als Mecheln in die Hände der Verbündeten fiel, mußten alle Berufungssachen vor den Provinzialrat von Hennegau, in Mons, gebracht werden. Im Jahre 1709 wurde auch Mons erobert, und seitdem gab es keine höchste Instanz mehr weder für Luxemburg noch für Namür.

in letzter Instanz entschieden werden. Zu diesem Ende wurde die Zahl der Mitglieder beider Gerichtshöfe entsprechend vermehrt.

Mehrere andere Verordnungen auf dem Gebiete des Finanz-, Münz- und Zollwesens, sowie der Polizei- und Gemeindeverwaltung, legen Zeugnis ab von der Geschäftskenntnis und dem staatsmännischen Blick des neuen Herrschers. Die volkstümlichste Reform war indessen unstreitig die Abschaffung der verhaßten Stempelsteuer. Diese Steuer, welche, wie noch erinnerlich, im Jahre 1703 durch Philipp V. eingeführt worden war, brachte dem Fiskus jährlich zirka 15,000 Gulden ein. Auf Bitten der Stände bewilligte der Kurfürst, gewissermaßen als don de joyeux avènement, die Aufhebung dieser lästigen Abgabe (4. Aug. 1711), gegen jährliche Zahlung von 15,000 Gulden, welche auf die Gesamtbevölkerung ohne irgend welche Ausnahme verteilt werden sollten [2]).

Diese Maßregel rief in Stadt und Land großen Jubel hervor. Auf dem Paradeplatz in Luxemburg wurde sofort ein großer Scheiterhaufen errichtet, aus welchem eine ganz mit Stempelpapier umwickelte Strohpuppe hervorragte. Sobald die Flamme den Strohmann erfaßte und das im Innern befindliche Pulver denselben in tausend Fetzen zerriß, erscholl lautes Freudengeschrei und Hochrufen auf den Kurfürsten, der sich incognito unter die Volksmenge gemischt hatte [3]).

(Fortsetzung folgt.)

---

1) Durch dasselbe Dekret füllte Maximilian eine andere Lücke aus, die in dem Verwaltungsorganismus der Niederlande seit der Wegnahme von Mons entstanden war. Er setzte nämlich eine Appellationskammer ein, welche an Stelle der früheren in Brüssel, dann in Mons bestehenden Chambre suprême in allen Berufungssachen der Domänen-Kammer des Herzogtums Luxemburg und der Grafschaft Chiny entscheiden sollte. Vgl. Namèche, l. c., t. XXV.

2) Dem Pächter des Stempels mußte außerdem eine Entschädigung von 4150 Gulden zuerkannt werden.

3) In einem lateinischen Gedichte besang ein Zeitgenosse den Vorgang in folgenden Distichen:

Igne triumphali periisti tymbria! tali
Est in stramineo scena peracta viro.
Eia triumphe! senes currunt juvenesque per urbem,
Principis in laudes vir mulierque ruunt;
Vix heros chartam damnarat Belgium atram,
Undique fit clamor, laetus ubique fragor.

LES ANCIENS DYNASTES
D'ESCH-SUR-LA-SÛRE

par

Jules VANNÉRUS.

(Cinquantième article et Fin.)

III. — La Famille d'Esch ou Dex de Metz.

A partir du milieu du XIIIème siècle apparait à Metz une famille d'Esch, d'Aix ou plus souvent Dex, qui joua un rôle considérable dans l'histoire de la cité, et dont les armoiries: *burelé d'argent et de gueules de dix pièces, les pièces impaires (d'argent) chargées d'hermines* la rattachent à nos dynastes de la Sûre. A ce titre, il convient que j'en parle ici; cependant, comme elle n'apparait que tout-à-fait incidemment dans les documents luxembourgeois, je me bornerai à rapporter ici dans les détails ce que je connais d'elle pendant les XIIIème et XIVème siècles [1]); pour la suite, jusqu'à l'extinction de la famille, en 1581, je ne ferai que reproduire la généalogie donnée par d'Hannoncelles dans son *Metz ancien*.

Mes renseignements commencent par un certain Philippe d'Esch, chevalier, cité à partir de mai 1261 et mort le 24 avril 1285, qui possédait seigneurie à Moyeuvre-Petite et à Rosselange, sous Thionville; c'est ce que nous apprennent deux chartes de Thibaut de Bar:

En mai 1261, Thibaut, comte de Bar, »reconnoit avoir assis à Philippe d'Aix et à ses hommes de Rocheranges et de Moyeuvre 50 arpens de bois en ses deffrois au plus près des dittes villes, pour leurs usage qu'ils avoient en ses bois, pour en faire leurs volonté et les mener où ils voudront, sans les pouvoir essarter ni y chasser« [2]).

En août 1275, Thibaut, comte de Bar, assigne »20 sols de messins à prendre à Noël sur le four de Rancouvault, pour Philippes d'Aix, citain de Metz, pour et au lieu du droit d'usage qu'il prétendoit avoir pour luy et ses hommes de la Petite Moy-

[1]) Je m'empresse de dire que je ne vise nullement à être complet pour l'histoire d'une famille qui ne rentre dans mon sujet que par son origine et qui a toujours habité une ville dont les annales me sont peu familières.

[2]) Manuscrit de Dufourny (Nancy, nº 177), t. III, p. 559, d'après l'original, muni du scel équestre et du contre-sceau du comte.

euvre et de Rochelanges ès bois bannaux du comte, sans préjudice aux hommes des dits lieux du droit qu'ils ont d'aller au bois batis« [1]).

Philippe d'Esch m'est encore connu par trois autres documents: en mai 1271, Henri, comte de Luxembourg et de La Roche, marquis d'Arlon, Marguerite, sa femme, et Henri, leur fils aîné, déclarent avoir donné »*au sgr. Phelipe Dex, chevalier,* XV livréez de terre au for sur nostre pescherie de Blebveville« (Blettange sur la Moselle) [2]).

Le 8 juillet 1282, d'autre part, dans un jugement des Treize de Metz, relatif au péage dû à l'hôpital de St Nicolas de cette ville, *li sires Fillipes Daix* est mentionné parmi les magistrats [3]).

Enfin, la troisième charte nous donne en même temps le nom d'un fils de Philippe: en septembre 1298, Henri, comte de Luxembourg et de La Roche, marquis d'Arlon, confirmant le don fait par ses grands parents, Henri et Marguerite, et par son père, le comte Henri, *au sgr. Phelipe Daix* et à ses hoirs, assigne les dites 15 livrées de terre à son fils Jacomin [4]).

Philippe d'Esch dut donc mourir entre 1282 et 1298; en effet, son épitaphe, qui existait autrefois aux Frères Prêcheurs, à Metz, porte qu'il mourut le 24 avril 1285; sa femme Isabelle, inhumée sous la même pierre, mourut le 28 août 1288. Voici le texte de leur épitaphe, tel que le rapporte d'Hannoncelles, dans son *Metz Ancien* [5]): *Cy gist messires Phelippe Daix, que morut lou darien mairdj don moix d'apvrj p. MCC IIIJ XX et V ans. Et maidamme Ysaibels, sai femme, que morut lai vigile Saint Jehans en descollace l'an MCC.IIIJ.XX et VIIJ ans.*

---

[1]) Même manuscrit, t. X, p. 222 (Ces deux analyses m'ont été signalées par M. L. Germain de Maidy).

D'après une obligeante communication de M. l'Ingénieur Comte, de Commercy, la charte de 1261 se trouve transcrite au fol. 86 du Cart. de Briey, B. 239, des Archives de la Meuse, ainsi qu'au fol. 98 du Cart. de Briey des Archives de Meurthe et Moselle; elle doit se trouver en original en ce dernier dépôt, layette *Briey*, no 269. Quant à la charte de 1275, elle figure au fol. 350 du cartulaire de Briey des Arch. de la Meuse et au fol. 418 de celui de Nancy; l'original doit s'en trouver à la Bibl. nation. de Paris, Coll. de Lorraine, 223, anc. layette *Metz Cité*, n[0] 4.

[2]) Dr. G. Wolfram, *Die Metzer Chronik des Jaique Dex* (*Jacques D'Esch*), Metz, 1906, p. 11, d'après une copie insérée dans cette chronique (cf., plus loin, une note ajoutée à la généalogie, au degré VI).

[3]) *Hist. génér. de Metz*, par des religieux bénédictins, Metz, III, 1775, pr., p. 226.

[4]) Wolfram, *op. cit.*, p. 11, d'après une copie (défectueuse comme celle de l'acte de 1271), insérée dans la susdite chronique.

[5]) Metz, 1856, t. II, verbo *Desch*.

Le 22 septembre 1295, un certain *Johannes dictus de Aixe* ou *Ayse* est mentionné comme s'étant opposé à ce que Philippe Trisman reçût un canonicat et une prébende en la grande église de Metz; c'est le même personnage, sans doute, que le chanoine de Metz Jean *de Eix* ou *de Aix,* cité dans des actes des 5 avril 1299, 29 juin 1313 et 1er juin 1315. Il se pourrait bien que cet ecclésiastique se rattachât à la famille messine qui nous occupe [1]). Je ne rencontre plus celle-ci avant le milieu du XIVe siècle.

Vers 1350, Bourgon, fils de Philippin d'Ex, citain de Metz, achète de Poince Guenordin, chevalier, citain de Metz, et d'Isabelle, sa femme, et de divers membres de la famille de Heu un héritage sis à Flévy, qu'il engagea dans la suite à Willame de Heu, citain de Metz, chevalier. Joffroy de Bertrange, chevalier, de qui cet héritage dépendait en fief, donna son assentiment à ces transactions [2]).

Le 13 juin 1350, Yngrant d'Esch, fils de feu Philippin d'Ex, citain de Metz, achète à Coine, sire de Boulay, chevalier, et à ses deux fils, Jean et Coine, leurs biens sis au ban d'Ennery et aux environs [3]).

Quelques années après, Yngrand d'Ex, citain de Metz, fils de feu Philippin, fit encore d'importantes acquisitions à Ennery, car en 1356 l'évêque de Metz agrée l'achat qu'il avait fait de trois quarts d'Ennery: un quart, acquis de Thierri de Puttelange, chevalier, fils de Thilman de Rodemacher, et de sa femme; un deuxième quart. de Göbel de Hollenfels, chevalier, gendre dudit Thilman, et de ses enfants; un troisième de Jean, fils de Willame Coccignon, de Metz, et de Marguerite, sa femme, fille de feu Jean de Menskirch. Ces biens sont engagés à Willaume de Heu, chevalier, citain de Metz; l'évêque y donne son assentiment et reçoit l'hommage de Willaume.

Le 2 mars 1356, l'official de Metz constate qu'Agnès d'Orley, femme de Thierri de Puttelange, a garanti la vente faite à Yngrant d'Ex, citain de Metz, fils de feu Philippin d'Aix, du quart du châ-

---

1) *Quellen zur Lothr. Geschichte,* B. I, *Vatikanische Urkunden,* Metz, 1901, nos 5, 51, 83 et 219. Pierre *de Aixe* ou *de Luceeburg,* mentionné dans des actes des 27 février et 30 mars 1308, ne paraît pas appartenir à cette famille.

2) *Arch. de Clervaux,* n° 64, à la date *1300.* L'original porte *mil trois cens et* . . . . Les noms des différents personnages cités doivent faire admettre 1350 comme époque approximative de ces transactions; elles pourraient — comme le père de Bourgon n'est pas indiqué comme défunt, alors qu'il est indiqué comme »*feu* Philippin« dans l'acte du 13 juin 1350 — dater d'avant 1350, mais ce ne doit être que de quelques années au plus.

3) *Arch. de Clervaux,* n° 290.

teau et du bourg d'Ennery, avec dépendances à Ennery, Flévy, Bourray, *Geverey*, etc. Le 8 avril 1360, Philippe, sgr. de Florange, agrée, par trois actes différents, l'engagère des biens d'Ennery et dépendances, faite par Yngrant d'Ex à Willame de Heu; du 7 janvier 1365 au 20 janvier 1366 sont encore passés des actes relatifs à l'achat fait par Yngrant de deux rentes de 60 sols de messains, sur les biens de Pierre et Jean Querle de Sibrech à Ennery et aux environs [1]).

En 1372, des soldats de la garnison de Pierrefort *navrent* à mort Joffroy Dex et Jaicomin, son frère, avec d'autres Messins. En 1373, Jehan Dex occupa le siége échevinal délaissé par le chevalier Jehan Baudoche [2]).

Sire Jehan Dex est mentionné avec d'autres citains de Metz dans une charte de l'évêque de Metz, Thierri, en date du 23 juillet 1382 [3]).

Sire Jean Dex, échevin, était l'un des deux éwardeurs élus le 1er février 1385 n. st. par le paraige de Porte-Muzelle. En 1388, sire Jean Daix et Collignon Daix sont cités parmi les membres des paraiges messins [4]).

Le 15 novembre 1385, à Sentzich sur Moselle, *Juiffrit* d'Esch assiste à la conclusion d'un compromis entre Wenceslas, duc de Luxembourg, et Jean, duc de Lorraine et marquis, au sujet du château de Marchenville, mouvant en partie du Luxembourg [5]).

»Par acte du 17 février 1397 v. st., ssr Nicolle Drowin, l'échevin, Jean de la Court, ssr Aubert de la Court, son fils, Guerieriat, fils ssr Aubert Bollay que fuit, Thiellemant de Lustange et Jacomin le Maire, qui se tiennent de la branche de la Court, du parage de Jeurue, consentent que Philippin, Baudouin et Jean Dex, frères, eux trois fils de feu Joffroy Dex, l'amant, se tiennent et soient dorénavant à toujours de la dite branche et qu'ils y aient tel et semblable pouvoir qu'eux mêmes . . .« [6]).

En 1399, le 25 novembre, jour de ste Catherine, un certain nombre de seigneurs messins quittèrent leur ville pour aller com-

---

1) *Ibidem*, nos 337, 339, 371, 374, 376, 408, 412, 416 et 419.

2) Dom Calmet, *Hist. de Lorraine*, t. V, pr., col. XXIV; d'Hannoncelles, *Metz ancien*, I, pp. 69 et 70.

3) P. Marichal, *Cartul. de l'évêché de Metz*, p. 221.

4) Dom Calmet, *Ibidem*, col. XXIX; *Hist. gén. de Metz*, III, pr., pp. 201 et 202; d'Hannoncelles, t. I, p. 43.

5) *Table* de W.-P., *P. S. A. L.*, t. 25, n° 93, p. 27.

6) d'Hannoncelles, I, p. 47,

battre les Prussiens de la Baltique; parmi eux, se trouvait *sire Jaique Dex, chevallier* [1]).

La même année, une liste des membres des paraiges de Metz mentionne de nombreux Dex, faisant partie de quatre paraiges: »*Porte Muselle*: . . . s^r Jaicque Dex, chevalier . . . Joffroy Dex . . . Jehan Dex. Sr Phillipin Dex, le jonne . . . Jehan Dex, le jonne . . . Sr Phelippe Dex . . . *Jurue*: . . Jehan Dex, l'annel . . . *St Martin*: . . . Sr Philippe Dex, le jonne . . . Sr Nicolle Desch, chevalier. Sr Jaicque Desch, l'eschevin . . . Collignon Dex . . . Sr Renal Dex, filz s^r Philippe Dex . . . *D'Oultre-Saille*: . . . Sr Jaicque Dex, filz s^r Philippe Dex« [2]).

Arrivé au seuil du XVème siècle, je me contenterai, ainsi que je l'ai dit, de m'en référer à la généalogie publiée par d'Hannoncelles [3]). Je la fais donc suivre ici [4]), tout en émettant des réserves sur la filiation qu'il donne pour les cinq premiers degrés, qui ne concordent pas intégralement avec les renseignements que je viens de signaler.

I. *Philippe Ier Desch,* dit le vieux, mourut en 1285, et dame Isabel, sa femme, en 1288. Ils furent enterrés aux Frères-Prêcheurs et laissèrent pour fils Jeoffroy Ier, qui suit:

II. *Jeoffroy Ier Desch,* fut père de:

III. *Jeoffroy Desch,* amant de St Gorgon, époux de Catherine N., vivant en 1404, dont:

1° à 3° Philippe, Baudouin et Jean, reçus tous trois en 1397 dans la branche de Lacourt, au parage de Jeurue;

4° Jacomin Ier, qui suit;

5° Nicolle, chanoine et grand chantre de la Cathédrale en 1374.

---

1) Dom Calmet, t. V, pr., col. XXXIII; d'Hannoncelles, I, p. 73.

2) *Hist. gén. de Metz*, III, pr., pp. 203—205.

3) *Metz ancien,* Metz, 1856, t. II, pp. 64—69.

4) Neyen (*Esch,* pp. 228—229) la donne également, mais avec des erreurs telles qu'il la dénature tout-à-fait. C'est ainsi, pour ne donner que quelques exemples de la légèreté de cet auteur, qu'il donne comme enfants de Jacques ou *Jérémie* (lisez »Jacomin«!) et de *Poucette* de Gournay de Gommerie (?), *Poucette* et Alix d'Esch, que d'Hannoncelles indique comme petites-filles de Jacques; la femme de Jean Ier, Isabelle Louve, devient pour Neyen *Isabelle Louise;* celle de leur fils Jacques II, Poince de Vy, se voit métamorphosée en *Pascale* de Vy; Nicolle de Raigecourt et Philippe de Bibra, les deux maris d'Isabelle d'Esch, sont intervertis et transformés en Phil. de *Biver* et Nicolas, »de *Berperch (Berbourg? Berward?)*«. Sans perdre notre temps à relever toutes les bévues de Neyen, mentionnons encore Flory de Marteau, Pierre de Beauveau et Conrad de Serrières, transformés en *Ferry de Martem*, Pierre de *Bennven* et Conrad de *Serrein!*

IV. *Jacomin* ou *Jacques Ier Desch,* amant de St Euchaire, épousa Poincette, fille de Jeoffroy de Gournay, dont:

1° Jean Ier, qui suit:

2° Collignon, amant de St Victor, vivant en 1398, qui eut de son épouse Isabellat, veuve de lui en 1404:

a) Poincette, † le 15 septembre 1390, inhumée aux Frères-Prêcheurs;

b) Alix, abbesse de Ste Glossinde en 1404 et 1412.

V. *Jean Ier Desch*, maître-échevin en 1373 et échevin du palais, mort avant 1398, épousa Isabel, encore vivante en 1404, fille de Jean Louve, amant de St Livier, dont il eut:

1° Jacques II, qui suit:

2° Jean, vivant en 1398;

3° Jeoffroy II, tige de la seconde branche.

VI. *Jacques II Desch,* chevalier, né en 1371, maître-échevin en 1403 et échevin du palais, mourut en 1455 [1]). Il épousa Poince, fille de Jean de Vy, chevalier, maître-échevin en 1387, morte le 24 mars 1451 et enterrée aux Célestins, dont:

1° Jean II, qui épousa Catherine, fille de Jean Deu Amy, chevalier, et de Marie Drouin. Tous deux moururent en 1439, lui le 9, elle le 16 septembre, et furent enterrés à St Euchaire [2]), laissant une fille unique, Isabel, † en août 1483, mariée: 1° à Nicolle de Raigecourt, dit Xappey,

---

[1]) Le 21 décembre 1446, Corneille, bâtard de Bourgogne, lieutenant-gouverneur et capitaine-général du Luxembourg, au nom du duc de Bourgogne, mambour du duché, déclare que Jeoffroy d'Esch, chevalier, demeurant à Metz, lui a fait foi et hommage, pour lui et pour messire Jacques d'Esch, aussi chevalier, demeurant à Metz, de la somme de 15 livres forts, qu'ils tiennent en fief du duché de Luxembourg et qu'ils ont droit de prendre chacun an sur la pêcherie de Blabveville, ainsi et de la manière que la prenait messire Philippe d'Esch, *dont ils ont cause en cette partie* (*Table* de W.-P., t. 29, n° 131, p. 68; d'après un vidimus du 24 déc. 1446). Cet acte était intéressant à relever ici, car il prouve que les frères Jacques (II) et Joffroy (II) d'Esch descendaient bien de Philippe Dex, le bénéficiaire de la donation de mai 1271; en même temps, il apporte la preuve que cette libéralité, connue seulement par une mauvaise copie insérée dans une chronique, est bien authentique.

[2]) En même temps que Jean II Desch, vivait un Jean d'Esch dit de Luxembourg cité dans différents actes luxembourgeois et messins du 18 mars 1428 au 21 juin 1465 (*Arch. de Clervaux*, n° 811; *Arch. de Reinach,* nos 1425 et 1864; *Table* de W.-P., t. 32, n° 117, p. 30; etc). En novembre 1433, il était l'un des deux secrétaires des Sept de la guerre à Metz; les 1er mars 1445, 6 et 15 février 1446 et 1er avril 1447, il était secrétaire de la ville de Metz. Il n'appartenait pas à la famille Dex, car il appose à des quittances de 1445, 1446 et 1447 un sceau montrant un écu *à une fasce accompagnée de 3 meubles indistincts (étoiles?)* et un heaume *cimé d'un vol.*

maître-échevin en 1425, † en 1458; 2° à Philippe de Bibra, écuyer.

2° Philippe II, qui suit;

3° Nicolle, chanoine et trésorier de la cathédrale, † le 27 juin 1477;

4° Perette, † le 21 sept. 1423 et enterrée à St Euchaire, première femme de Nicolle Grongnat, maître-échevin en 1421;

5° Isabelle, abbesse de Ste Glossinde en 1472, † en 1475.

VII. *Philippe II Desch*, fait chevalier en 1466 à la reprise de la ville de Heu, Huy, par les Bourguignons sur les Liégeois. Maître-échevin en 1461, il était mort en 1477 et avait épousé Contesse, fille de Jeoffroy de Warise, chevalier, maître-échevin en 1414, et de Jennette Roxin, morte le 1er février 1485, à 68 ans, dont il eut:

1° Nicolle Ier, qui suit;

2° Jacques, sgr. de Bazoncourt et des Etangs, maître-échevin en 1485 et échevin, qui épousa en 1488 Françoise de Gournay, fille de Mathieu, maitre-échevin en 1468 et en 1488, et de Marguerite George. Ils moururent tous deux en 1499, elle le 13 mai, enceinte, et lui le 22, et furent enterrés à St Euchaire, ne laissant que deux filles: Contesse, qui épousa Nicolle II de Raigecourt, écuyer, sgr. d'Ancerville, maître-échevin en 1530, lequel testa en 1539, et Marguerite, mariée à Thiebault de Gournay, écuyer, sgr. de Talange, maître-échevin en 1503, à qui elle apporta la terre de Bazoncourt.

VIII. *Nicolle Ier Desch*, chevalier en 1461, maître-échevin en 1483, † en 1487 dans le pélerinage de St Jacques en Galice, épousa Catherine Chaverson (fille de Jeoffroy et de Jennette Grognat), veuve de Pierre de Gournay, maître-échevin en 1473, † en 1474, laquelle se remaria en janvier 1489 à Louis de Lenoncourt, chevalier, vicomte de Meaux, sgr. de Gondrecourt; il en eut 7 enfants:

1° Philippe III, qui suit;

2° Nicolle II, chevalier, maître-échevin en 1506 et 1509, marié le 22 mai 1503 à Barbe, fille de François de Gournay, chevalier, morte sans enfants en 1520;

3° à 5° Contesse, Marguerite et Catherine;

6° Barbe, qui fut la troisième femme dudit François de Gournay, chevalier;

7° Jeannette.

IX. *Philippe III Desch*, chevalier, maître-échevin en 1502 et

1527, amant de St Etienne et échevin du Palais, sgr. de Neufchastel-devant-Metz, du chef de son aïeule, Contesse de Warise épousa Agnès, fille de Jean Dabrienne dit Xavin, maître-échevin en 1487 et 1494, dont il eut:

1° Renault, qui suit;

2° Jacques, chevalier, sgr. de Châtel-St-Blaise, maître-échevin en 1540, mort le 24 janvier 1560 et enterré à St Euchaire, lequel avait épousé Anne, fille de Philippe de Raigecourt, chevalier, sgr. de Mardigny, Ladonchamps, etc.; morte le 3 janvier 1552 et enterrée dans la chapelle Notre-Dame d'Epinal, dont:

a) Anne, deuxième femme de Flory de Marteau, chevalier de l'ordre du roi, sgr. de St Prin; elle mourut veuve, à 67 ans, le 2 septembre 1604, et fut enterrée à St Euchaire.

b) Agnès, morte le 13 octobre (*lisez:* décembre) 1581 et inhumée à Sainte-Croix [1]), mariée: 1° à Pierre de Beauvau, chevalier, sgr. de Pange, Mognéville, etc.; 2° à Regnault de Gournay, chevalier, sgr. de Villers, Genicourt, etc.

3° Philippe IV, écuyer, sgr. du Chény, qui épousa Ermengarde (fille de Claude de Gournay, chevalier, sgr. de Talange, et de Catherine de Crehange), laquelle se remaria, le 26 mars 1565, à François de Barisey, écuyer, sgr. de la Horgne au Sablon, dont il eut pour fille unique: Philippe Desch, mariée à Daniel de Barisey, écuyer, sgr. de Verny, frère puîné dudit François de Barisey.

X. *Renault Desch*, écuyer, sgr. des Etangs et voué de Montigny-lez-Metz, maître-échevin en 1526 et 1529, et échevin du palais, épousa Barbe, fille de Jean de Montarby, écuyer, sgr. de Charmoille, etc., et d'Anne de Gournay, laquelle se remaria à Roch de Marteau, écuyer, sgr. de Villette, et dont il eut:

1° Jacques III, qui suit;

2° Barbe, première femme de Flory de Marteau, chevalier de l'ordre du roi, sgr. de St Prin.

XI. *Jacques III Desch,* écuyer, sgr. des Etangs et voué de Montigny-lez-Metz, mort jeune et sans alliance, après son père et sa sœur.

---

1) »La dernière de son nom et de ses armes«, écrit en 1654 Perrin de Dommartin, dans son *Héraut de Lorraine* (publié en 1902, à Nancy, par G. de B. et E. des R[obert]).

Seconde branche.

VIbis. *Jeoffroy II Desch*, troisième fils de Jean Ier, était mineur en 1398. Il fut enterré aux Frères-Prêcheurs et avait épousé une sœur de la première femme de Guercire Boullay, chevalier, dont :

VII. *Jeoffroy III Desch*, chevalier en 1441, maître-échevin en 1450, amant de St Hilaire, et échevin du palais, † le 1er juillet 1455 et enterré près de son père, aux Frères-Prêcheurs. Il épousa : 1° Marguerite, veuve de Nicolle Drouin le jeune, maître-échevin en 1418, fille de Jean le Hungre le jeune, amant et échevin, morte le 29 novembre 1438 et inhumée aux Célestins; 2° le 11 février de la même année *(sic)*, Ville d'Aboncourt, veuve d'Aubert Boullay, maître-échevin en 1433, son cousin germain, morte le 14 octobre 1439 et aussi enterrée aux Célestins; 3° pendant l'hiver suivant, Lorette, fille de Jean de Herbévillers, qui se remaria avec Regnault de Gournay, chevalier, et vivait encore en 1480.

Les enfants de Jeoffroi III furent:

1° Philippe, † le 28 septembre 1448 et enterré aux Célestins, près de Ville d'Aboncourt, ce qui peut faire présumer qu'elle était sa mère.

Du troisième lit: 2° Philippe, qui suit;

3° Jeoffroy, † le 12 sept. 1463, inhumé aux Frères-Prêcheurs;

4° Philippe, morte le 7 octobre 1488, aussi inhumée aux Frères-Prêcheurs, ayant épousé: 1° Poincignon, fils de Regnault de Gournay, chevalier, † en avril 1469; 2° en 1470, Conrard de Serrières, chevalier, maître-échevin en 1472 et 1492.

VIII. *Philippe Desch*, maître-échevin en 1470 et échevin du palais, mort sans postérité. Il avait épousé: 1° en 1462, Henriette, fille dudit Regnault de Gournay, chevalier, morte le 17 juin 1470 et enterrée aux Frères-Prêcheurs; 2° le 23 octobre 1470, Bonne Chaverson, † en février 1498, remariée à Charles de Beauvau, chevalier, baron de Passavant, sgr. de Tigny, avec qui elle vivait dès 1487.

Les renseignements succincts que je viens de reproduire ici suffisent déjà pour se rendre compte du rôle important que les Dex ont dû jouer au sein des puissants paraiges messins; leur influence dut être considérable et nous ne devons pas nous étonner de voir le chroniqueur Philippe de Vigneulles observer, à propos d'une querelle très-vive qui avait éclaté en 1515 entre deux seigneurs des paraiges, Philippe Dex et Michel Chaverson, »que si

le seigneur Philippe ou son lignaige eussent voulu dire un mot à la commune d'Outre-Seille (un des quartiers de Metz), ils y fussent tous courrus à pal et à massue; parcillement ceux de Porte-Muzelle (autre quartier de la cité), bouchiers et aultres, eussent tous courrus à l'aide du seigneur Michel Chaversson; et cecy eust esté le grand dangier« [1]).

Comme les autres anciennes familles des paraiges, les Dex prirent une part brillante aux combats livrés pour la défense de la cité ou la poursuite d'aventures lointaines, aux tournois et aux fêtes chevaleresques qui se partageaient la vie du noble messin. Nous avons vu Joffroi et Jacques Dex défendre au prix de leur vie leur ville natale en 1372, Jacques Dex partir avec d'autres, en 1399, pour aller guerroyer contre les Prussiens. Ils ne se signalèrent pas moins dans les passes d'armes qui eurent lieu à diverses reprises à Metz; c'est ainsi qu'en février 1445 le vieux Jacques Dex n'hésita pas, quoiqu'âgé de 73 ans, à descendre dans l'arène avec deux autres septuagénaires; même, Jaicomin de Raigecourt, qui lui avait été opposé, ayant voulu l'épargner, fut porté par terre de la lance de ce dernier, à la grande hilarité de tous les assistants [2]).

Enfin, les Dex étaient connus à Metz par leur goût pour les lettres et les arts; les bibliothèques de Paris, de Metz, d'Epinal, de Montpellier possèdent un certain nombre de manuscrits signés du nom de divers membres de cette maison, ou marqués à la »guimbarde« ou trompe d'Allemagne, emblème bien connu de la famille d'Esch, qui avait chez eux la valeur d'un seing et accompagnait généralement la reproduction de leurs armoiries [3]). Bien plus, ainsi que l'a prouvé M. l'archiviste Wolfram dans une étude très-pénétrante [4]), Jacques II Dex est l'auteur d'une chronique fort intéressante pour l'histoire du pays messin.

Cette importance de la situation occupée à Metz par les Dex rend fort vraisemblable l'hypothèse, déjà émise à maintes reprises, qui les rattache aux dynastes d'Esch-sur-la-Sûre: Philippe d'Aix ou d'Ex, seigneur à Moyeuvre-Petite et à Rosselange en 1261,

---

[1]) Chronique de Phil. de Vigneulles, t. III, f. 81—258; rapporté par H. Klipffel, *Un épisode de l'histoire du régime municipal . . .*, t. XIX des *Mémoires de l'Acad. de Bèlgique,* in 8°, p. 97.

[2]) Klipffel, *op. cit.*, p. 107.

[3]) Renseignements fournis par M. Bonnardot, bibliothécaire de la ville de Verdun.

[4]) Dr G. Wolfram, *Die Metzer Chronik des Jaique Dex (Jacques D'Esch) über die Kaiser und Könige aus dem Luxemburger Hause*, Metz, 1906.

chevalier en 1271, n'est pas indigne de figurer parmi les descendants de nos puissants seigneurs de la Sûre Cependant, son prénom et celui de son fils Jacques, absolument inconnus dans l'arbre généalogique des sires d'Esch-sur-la-Sûre, devraient plutôt faire rejeter cette hypothèse, si les armoiries portées par la famille messine ne présentaient pas la plus grande analogie avec celles de la famille ardennaise. Qu'on en juge.

Joffroy d'Esch, citain et aman de Metz, reprenant en fief du duc de Bar, le 24 janvier 1426, n. st., ce qu'il tient à Solgne (canton actuel de Verny), scelle l'acte d'un sceau rond, en cire brune, de 24 mm. de diamètre, portant un écu *burelé de 10 pièces, les 1ère, 3me, 5e, 7e et 9e fasces chargées d'hermines* et *un heaume cimé de 2 proboscides burelées aux armes de l'écu* [1]).

Il appose le même sceau à un dénombrement du 24 mai 1434, par lequel il reprend de Hue d'Autel seigneur d'Apremont, ce qu'il tient à Rozérieulles (canton de Gorze) et ailleurs, et à un autre, du 9 février 1441, remis au même Hue, pour ce qu'il tient de lui à Chazelles (canton de Scy) 2).

Le sceau appendu le 1er décembre 1474, à un dénombrement rendu au duc de Lorraine, par Philippe d'Esch, citain de Metz (fils de Jacques), pour ce qu'il tient à Prény (canton de Pont-à-Mousson), présente de même un écu *burelé,* avec la légende ... PHILIPE DEXE 3).

Semblable burelé se remarque sur le scel de Nicolas d'Esch, chevalier, apposé à un dénombrement fourni au duc de Lorraine pour des fiefs à Marly (cant. de Verny), à Jouy (-aux-Arches, c. de Gorze), à Norroy-le-Sec (c. de Conflans), etc. 4).

Enfin, une charte du 5 juillet 1502, relative au rachat de la censive de Bouconville (c. de St Mihiel), a été munie par Philippe d'Esch, maître-échevin de Metz, d'un sceau à un écu également burelé 5).

---

1) La légende n'est plus lisible (Arch. de Meurthe et Moselle, B. 858, n° 60). Je dois la description de ce sceau, ainsi que celle des autres sceaux des Dex, à l'obligeance de M. Edm. des Robert, secrétaire de la Société lorraine d'archéologie. Il est vivement à désirer que ce consciencieux sigillographe publie le fruit de ses longues recherches dans le dépôt de Nancy.

2) Mêmes archives, B. 519, 48e liasse, n° 7; B. 514, 18e l. n° 4.

3) Ibidem, B. 854, n° 5. Le cimier est indéchiffrable.

4) Ibidem, B. 864, n° 66. En dehors de l'écu, on ne distingue que les lettres ... DAIX, de la légende.

5) Ibidem, B. 709, n° 46; de la légende, on voit encore; ... HELIPE DESC ...

Perrin de Dommartin [1]) a donc raison quand il écrit que »Desche, maison fort ancienne, originaire de Metz, porte *facé d'argent et de gueulles de 10 pièces, ce qui est burellé, et 11 hermines, 3, 2, 3, 2, 1* [2]). Par contre, Mathieu Husson l'Escossois se trompe lorsque, dans son *Simple Crayon* de 1674 [3]), il leur attribue un écu *de gueulle à 2 faces d'argent, la première chargée de 3, la seconde de 2 tourteaux de sable,* qui est celui des Burg-Esch. Quant à Jean Cayon [4]), il donne aux Desche de Metz à la fois l'écu burelé aux hermines et celui aux 2 fasces chargées de tourteaux.

En somme, nous pouvons admettre que les Dex de Metz portaient les armoiries d'Esch-sur-la-Sûre, *burelé d'argent et de gueules de dix pièces,* mais en les brisant d'onze mouchetures d'hermine, réparties sur les burelles impaires. Il est difficile, dès lors, de ne pas les considérer comme une branche cadette de notre famille ardennaise.

Quand cette branche se sépara-t-elle du tronc? Nous ne connaissons pas de frères à Robert II d'Esch (1220–1262): il est donc possible que la branche de Metz se rattache à un frère de Robert: dans ce cas, Philippe d'Esch, cité de 1261 à 1285, pourrait être le fils de ce père et neveu de Robert II par conséquent.

On pourrait aussi, d'autre part, supposer que Guillaume, l'oncle de Robert II, au sujet de la descendance du quel nous n'avons aucun renseignement, est l'ancêtre des Esch messins. Cette hypothèse me sourit cependant moins que la première: il est bien probable que la branche de Metz ne s'est détachée du tronc que lorsque nos Esch ardennais se furent créé d'étroites relations de famille du côté de la Lorraine, ce qui n'arriva (d'après ce que j'ai cru pouvoir admettre) que par le mariage du père de Robert avec une fille d'Eble de Conflans. De plus, il est difficile, précisément à cause de l'analogie des armoiries, de reporter la séparation des deux branches plus haut que la fin du XIIème siècle, époque où commencent à apparaître les sceaux armoriés.

---

[1]) *Op. cit.*, p. 57.

[2]) D'Hannoncelles assigne à la famille messine des armoiries quelque peu inexactes: *d'argent à 4 fasces de gueules, le champ moucheté d'hermines.*

[3]) Réimprimé dans les *Mémoires généal. pour servir à l'hist. des familles des Pays-Bas*, publiés en 1781 à Amsterdam (pp. 318–319).

[4]) *Ancienne Chevalerie de Lorraine*, Nancy, 1850, pp. 63 et 64. Le premier écu est mal dessiné, *burelé de gueules et d'argent*, avec les hermines sur les burelles d'argent.

IV. — La Famille de Hermalle (lez-Huy).

Ainsi que nous l'avons établi lorsque nous avons étudié les rapports qui existèrent entre les seigneurs d'Esch-sur-la-Sûre et le comté de Clermont, Giselbert, fils de Frédélon et frère des croisés Henri et Godefroid d'Esch, résidait à Hermalle en 1131 ; il eut un fils, Renard de Hermalle, cité de 1138 à 1157, qui laissa à son tour, de son épouse Lietgarde, un fils, Henri, mentionné de 1146 à 1154.

Ces personnages du nom de Hermalle constituant une branche cadette de notre famille d'Esch, il convient que nous relations rapidement ici ce que nous savons des destinées de cette terre jusqu'au commencement du XIVème siècle : jusqu'à cette époque, en effet, sont cités des de Hermalle, que j'ai tout lieu de considérer comme descendants directs du comte Giselbert d Esch, bien que je n'en aie pas la preuve certaine.

Un *Henricus de Harmala* (encore le fils de Renard et de Lietgarde ?) figure en 1182, comme témoin, en tête des »liberi homines«, à l'acte par lequel Conon, comte de Montaigu et de Duras, donne à l'abbaye de Flône tous ses droits sur l'église de St Martin de Hermalle (à l'exception de sa part de la grande dîme), ainsi que la chapelle de St Nicolas de Clermont, plus la moitié de la dîme d'un pré possédé par l'abbaye à Hottine [1]). *Henricus de Harmala* est encore cité comme témoin, après Pierre, frère de Conon, comte de Duras, à l'acte par lequel, en 1187, le dit Conon renonce, à l'intervention de son frère Gilles, à la dîme qu'il percevait sur les propriétés de l'abbaye de Flône à Hottine [2]).

En 1242, sire Gilles, chanoine de St Géréon, à Cologne, cède aux religieux de Flône tous ses droits sur l'église de Hermalle, et son parent *(cognatus)* sire Henri, chevalier, de Hermalle, fait don aux mêmes du droit qu'il possédait dans la collation de cette église. En même temps, par un autre acte, le chanoine et noble homme, sire Henri susdit, reconnaissent n'avoir aucun droit à présenter quelque personne à l'église en question, ce droit appartenant à l'abbaye de Flône.

En avril 1244, Henri, chevalier de *Hermale,* agissant du consentement de Guillaume d'Esneux, mari de sa sœur *(consentiente Wilelmo de Astenoit, sororio suo)*, engage au monastère de Flône, pour 50 marcs de Liége, toute la dîme, grosse et menue, qu'ils

1) Evrard, *Doc. relatifs à l'abbaye de Flône* (*Anal. pour servir à l'Hist. eccl. de Belgique*, t. XXIII, pp. 333—335).

2) *Ibidem*, pp. 337—338.

possèdent en fief de l'évêque de Liége, sur les bords de la Meuse depuis Engis jusqu'à la montagne d'Ombret. En novembre 1248, les religieux — prenant en considération la dévotion que leur cher et fidèle Henri de Hermalle, chevalier, et ses prédécesseurs ont manifestée envers eux et leur monastère et le don que Henri leur a fait de son droit de patronage sur l'église de Hermalle et de bien d'autres avantages, — lui donnent en fief les dîmes novales *(jus novalium)* que l'abbaye possède dans les paroisses de Hermalle et d'Engis. — Sire Henri de *Hermale,* chevalier, détenait encore la dîme de la paroisse de Hermalle au 16 novembre 1260, mais le 4 novembre 1261 il engagea à l'abbaye de Flône, pour 60 marcs de Liége, la dîme, grosse et menue, d'Engis, qu'il possédait et tenait en fief des religieux. — Le 10 avril 1262, Jacques, seigneur de Clermont, et Henri, seigneur de *Harmale,* reçoivent le transport d'une ferme relevant de leur fief de Hottine et en investissent l'abbaye de Flône [1]).

En 1264, la veille de la conversion de St Paul, c'est-à-dire le 24 janvier 1265 n. st., mourut Russulla, dame de Hermalle, qui fut ensevelie dans l'abbaye de Flône [2]).

En 1270, décéda Oda, dame de Hermalle, que l'on inhuma dans l'église de ce village [3]).

Le 7 juillet 1271, Henri *de Hermale, Herremalle* ou *Heremale,* chevalier, est mentionné dans trois chartes, relatives à la paix conclue à Huy entre l'évêque de Liége et son chapitre, d'une part, les bonnes villes de l'évêché, d'autre [4]); le même Henri, sire de Hermalle, chevalier, est encore cité dans une charte de Juillet 1275, relative aux dîmes perçues par l'abbaye de Flône à Hermalle, charte qui nous apprend que la femme de Guillaume d'Esneux, chevalier, beau-frère *(sororius)* de Henri — donc la sœur de Henri —, s'appelait Sibille [5]). «Messire Henri de Hermalle, chevalier«, mourut le jour de St Gilles (= 1er septembre) 1277 et fut inhumé à Flône [6]). C'est aussi à Flône que fut enterré Louis, seigneur de Hermalle, mort en 1288 [7]); d'autre part, un

---

1) Voir pour ces différents actes, Evrard, *op. cit.,* pp. 365—368, 377—378 et 394—398.

2) *De Reiffenberg, op. cit.,* p. 189.

3) *Annales du Cercle Hutois . . . .,* 1879, p. 163.

4) Bormans et Schoolmeesters, *Cartulaire de l'église St Lambert de Liége,* II, 1895, pp. 205 à 210.

5) Evrard, *op. cit.,* pp. 421—423.

6) De Reiffenberg, *op. cit.,* p. 189.

7) De Reiffenberg, *ibid.*

Thomas de Hermalle, écuyer, fut inhumé dans l'église de Hermalle en 128. [1]).

Le 1er août 1299, un »Henriz de Hermale« assiste comme témoin, à Moha, à la vente du château et de la châtellenie de Halloy [2]) et en 1300, Henri, sire de Hermalle, figure parmi les témoins cités dans un édit d'Adolphe, évêque de Liége [2bis]).

Le 23 août 1312, sire Henri de Hermalle fut surpris à Weer, près de St Trond, et grièvement blessé par le châtelain de Waremme, du parti des Awans; son neveu *(nepos)*, Jean de Phason, fut même tué dans la mêlée; le 8 juin 1313, encore, Henri et tous les partisans des Waroux se rencontrèrent avec le susdit châtelain et les amis des Awans, entre Ferme et Waremme [2ter]).

En juin 1316, Henri, sire de Hermalle, est cité parmi les signataires de la Paix de Fexhe [3]).

Le 24 septembre 1319, nous voyons l'archidiacre de Senlis approuver une sentence arbitrale que le chevalier Henri de Hermalle avait prononcée contre l'abbé de Flône [3bis]). Enfin, le dit chevalier est cité du 9 juillet 1315 au 3 décembre 1323 comme présent à différents reliefs de fiefs dépendant de l'évêché de Liége [4]) et, en 1325, Henri de Hermalle fut tué à la bataille de Dammartin et enterré dans l'église de Hermalle [5]).

C'est avec ce Henri que s'éteignit la maison de Hermalle, dans les mâles, car le 4 décembre 1331, la seigneurie de ce lieu appartenait à Arnould, chevalier, voué de Hesbaye, seigneur de Lumay et Chaumont, et le 15 juillet 1356 à Jean, sire de Wavre [6]).

Voici comment de Hemricourt, dans son *Miroir des Nobles de la Hesbaye*, et son éditeur Jalheau (édition de 1791) dressent la filiation des derniers degrés de cette famille.

I. — Thomas (de Warfusée [7]), chevalier bannerêt, sgr. de Hermalle sous Clermont, qui portait *de sable semé de fleurs de lis*

---

1) L. Naveau, *Analyse du Recueil d'Epitaphes des Le Fort, Liége*, 1899, p. 110.

2) Bormans et Schoolmeesters, *op. cit.*, p. 566.

2bis) Louvrex, *Recueil des Edits de Liége*, t. II, pp. 10—12.

2ter) *Gestorum abbatie Trudonensium continuatio tertia* (Mon. G. H., SS. X., pp 413 et 414).

3) Louvrex, *op. cit.*, II, p. 142.

(3bis) Evrard, *op. cit.*, dans le t. XXIV des *Analectes*, p. 407.

4) Ed. Poncelet, *Le livre des fiefs de l'église de Liége sous Ad. de La Marck*, Bruxelles, 1898, *passim*.

5) *Ann. du Cercle Hutois . . .*, 1879, p. 163.

6) Evrard, *op. cit.*, pp. 412 et 438.

7) D'après de Hemricourt, Thomas était fils d'Otto de Dammartin dit de Warfusée,

d'argent, gisant dans l'église de Hermalle [1]), épousa Rusula, morte en 1264, inhumée à Flône, dont:

II. — Henri (de Warfusée), sgr. de Hermalle, mort le 1er septembre 1275, gisant à Flône, épousa Agnès, citée en 1271, dont:

1° Louis, qui suit (III);

2° Lambert (de Chantemerle) [2])

3° Thomas (de Warfusée);

4° Fastré (de Warfusée);

5° Une fille, épouse de J. du Falcon, à Huy.

III. — Louis (de Warfusée), sgr. de Hermalle, vivant en 1271, mort en 1288, gisant à Flône, épousa Oda de Ville-en-Hesbaye, morte en 1270, gisant à Hermalle, dont:

1° Une fille, qui épousa Jean de Chanteraine;

2° Henri, qui suit (IV);

3° Une fille, qui épousa Jean de Dammartin, dit le Polain d'Aleur, tué à la bataille de Dammartin le 25 août 1325.

IV. — Henri (de Warfusée), dit »le vaillant, riche et bon«, sgr. de Hermalle, maréchal et général des troupes de Liége; scella la paix de Fexhe; fut du parti des Waroux dans leur guerre avec les Awans; vit en 1316 son château de Hermalle assiégé, pris et ruiné par les Liégeois; devint la même année gouverneur du château de Logne; fut tué au combat de Dammartin le 25 août 1325; enterré à Hermalle [3]).

Il épousa Juliane, morte en 1308 et gisant à Hermalle, fille d'Eustache de Dammartin, dit Persant de Haneffe, dont il n'eut qu'un enfant:

V. — Alix, dame de Hermalle, morte en 1356, enterrée à Hermalle [4]), épousa Arnoul, avoué de Hesbaye et sgr. de Lumay

---

fils lui-même de Libert Suréal, ce dernier issu du mariage de Raes (à la Barbe) de Dammartin, d'origine française, et d'Alix de Warfusée. Alix était fille unique de Libert Sureal, sgr. de Warfusée, et d'Agnès, fille de Hugues d'Awir, ce dernier fils de Michel, chevalier, demeurant à Awir, sgr. de Hermalle, Awir, Chaumont et Engis, La terre de Hermalle aurait passé de Libert Suréal I (de Warfusée) à son petit-fils. Libert Suréal II (de Dammartin).

Les documents authentiques montrent toute la fantaisie de cette filiation.

1) Il doit y avoir une erreur ici, car le Thomas enterré à Hermalle n'est mort qu'en 128. et n'était qu'écuyer; celui-ci devait plutôt être le frère de Louis et petit-fils de Thomas (I).

2) Un Ustace de Chantemielle, mort le 15 juillet 1317, fut inhumé dans l'église de Hermalle (*Ann. du Cercle Hutois*, 1879, p. 163, et L. Naveau, *op. cit.*, p. 110).

3) L'ouvrage de L. Naveau renseigne à Hermalle l'épitaphe de Henri de Hermale, chevalier, mort en 13.., et de sa femme.

4) En 1349, elle est citée comme veuve (E. Poncelet, *op. cit.*, à la table, d'après

(Lummen), »de l'illustre sang de Limbourg, de Diest et d'Audenaerde« [1]), dont cinq filles :

1° Yolande ou Idelette. épousa Louis de Looz, dit d'Agimont, sgr. de Neufchâteau en Ardenne ;

2° Juliane, qui suit (VI) ;

3° Une fille, épouse de Guillaume, sgr. de Gesves ;

4° Alix de Lumay, dite de Hermalle [2]), épousa Lambert, sgr. d'Oupeye ;

5° Une fille, épouse du sgr. de Beaurain.

VI. — Juliane de Lumay, dame de Hermalle, épousa Jean de Brabant, sgr. de Wavre [3]), dont elle eut, entre autres, Guillaume de Wavre [4]) et Marie de Wavre, qui devint dame de Hermalle, après avoir épousé Englebert de Haccourt.

On attribue communément aux de Hermalle un écu *de sable semé de fleurs de lis d'argent* (Cf. les manuscrits Lefort, à Liége). Malgré l'absence complète d'analogie entre ces armoiries et celles

---

une charte du Val-St-Lambert) ; elle a dû se remarier avec Lambert d'Ouppey, chevalier, car le 4 mai 1356 celui-ci fit relief de Chaumont et de Gistoul, »en vertu de ses convenances de mariage, avec dame Aelis, dame de Hermalles, et par décès de celle-ci« (St. Bormans, *Les sries féod. du pays de Liége*, Liége, 1871, p. 105).

1) Arnould (descendant de la famille d'Audenarde, fils de Louis, sgr. de Lummen et de Chaumont, avoué de Hesbaye, et d'Yolende de Diest) releva le 24 avril 1315, en fief de l'évêché de Liége, l'avouerie de Hesbaye, la seigneurie de Chaumont, etc. Il est cité comme avoué du 30 juin 1317 au 30 sept. 1335 et a dû mourir avant 1344, année où son gendre Louis de Looz d'Agimont est cité avec le titre d'avoué (v. St. Bormans, *op. cit.*, p. 105, et E. Poncelet, *op. cit., passim*).

2) Elle n'a pas, je pense, porté ce surnom ; il y a eu, ici, me semble-t-il, confusion avec sa mère, qui s'était remariée avec un autre Lambert, sgr. d'Oupeye. — En 1376, *Alidis, domina de Upey*, veuve de Lambert, sgr. de ce lieu, usait d'un sceau portant deux écus : l'un à 6 (3, 2 et 1) fleurs de lis, l'autre à un lion, et la légende : *S. Alis de Lumayn, dame d'Oupey* (de Raadt, *Sceaux armoriés*, II, 1898, p. 393).

3) Le 14 mai 1357, Jehan de Wavre relève »le manoir et terre de Hermalles et touttes ses appartenances«, du chef de sa femme et par succession de la dame de Hermalle (St. Bormans, *Les sries féod. du pays de Liége*, p. 221).

4) Le 29 juillet 1373, dame Juliane de Brumangne, dame de Wavere et de Spontin, transporte à Wilheame de Wavere, son fils, avec le consentement de son mari Messire Wilheame, sire de Spontin, son usufruit sur le »chasteaul, mayson, villes et justiches de Hermalle deseur Chamont«. — Le 26 sept. 1377, l'évêque de Liége fait savoir que Wilheame, sire de Wavres, écuyer, a donné à sa sœur Delle Marie, femme d'Englebert, fils de Messire R. de Haccourt, chevalier, échevin de Liége, un douaire dont elle jouira après la mort de dame Juliane de Lumaing, dame de Wavre, sa mère. — Englebert de Haccourt relève les terres de Hermalles et d'Ahiens les 30 juin 1381 et 24 avril 1391 (St. Bormans, *op. cit.*, pp. 221—222). — Il résulte de ces renseignements que Julienne de Lummen se remaria avec Guill. de Spontin.

adoptées par les seigneurs d'Esch-sur-la-Sûre, la famille de Hermalle peut fort bien constituer une branche masculine de la race des Esch : en effet, à l'époque où Giselbert d'Esch fonda sa branche, les armoiries n'étaient pas encore connues 1).

V. Descendants illustres de la Maison d'Esch.

Par les familles de Rodemacher, de Cobern et de Lorraine-Vaudémont, figurant toutes trois, nous l'avons vu, dans la descendance féminine de la famille d'Esch, cette antique race prend place dans l'ascendance de plusieurs souverains actuels.

Le Grand-Duc de Luxembourg.

En tout premier lieu, il convient de signaler ici, à ce point de vue, les liens directs qui rattachent aux seigneurs d'Esch la maison régnant aujourd'hui sur notre pays: Guillaume de Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, descend en effet, par différents de ses ancêtres, de nos anciens dynastes de la Sûre.

C'est ce que montrent fort bien les tableaux qui vont suivre:

A. — Par les Rodemacher.

Tableau n° 1.

VIII. — Gérard, sgr. de Rodemacher, de la moitié d'Esch, etc. (1439—1486), † avant novembre 1492, descendant au huitième degré d'Ermengarde d'Esch.
Ép. Marguerite de Nassau-Saarbrück (née 1426, † 1490).

IX. — Marguerite de Rodemacher.
Ép. Everard de Sayn, comte de Wittgenstein (1469—1478, † 1499).

X. — Guillaume I de Sayn, comte de Wittgenstein (1499, † 1568).
Ép. Jeannette d'Isembourg.

XI. — Louis, comte de Wittgenstein (né 1532, † 1605).
Ép. Anna, comtesse de Solms-Braunfels († 1565).

XII. — Georges II, comte de Sayn-Berlebourg (né 1565, † 1631).
Ép. en 1596 Elisabeth, comtesse de Nassau-Sarrbrück (née 1572, † 1607).

1) L'un des premiers sceaux armoriés connus est, on le sait, celui de Philippe d'Alsace, comte de Flandre, appendu à des chartes de 1161 à 1177 (Cf. de Raadt, *Sceaux armoriés*, I, 1897, p. 55).

XIII. Ernest, comte de Sayn-Berlebourg-Hombourg (né 1599, † 1649).
Ép. 1° Elisabeth, comtesse de Sayn-Wittgenstein ; 2° Chrétienne, comtesse de Waldeck.

XIV. — Elisab.-Christine, comtesse de Sayn-Berlebourg († 1678).
Ép. en 1663 Frédéric, comte de Nassau-Weilbourg (né 1640, † 1675).

XV. — Jean-Ernest, comte de Nassau-Weilbourg (né 1664, † 1719).
Ép. en 1683 Marie-Polyxène, comtesse de Linange-Hartebourg († 1725).

XVI. — Charles-Auguste, comte, puis prince de Nassau-Weilbourg (né 1685, † 1753).
Ép. en 1723 Auguste-Frédérique-Wilhelmine, princesse de Nassau-Idstein (née 1699, † 1750).

XVII. — Charles-Chrétien, prince de Nassau-Weilbourg (né 1735).
Ép. Caroline, princesse d'Orange-Nassau (née 1743).

XVIII. — Frédéric-Guillaume, prince de Nassau-Weilbourg (né 1768, † 1816).
Ép. Louise de Kirchberg, héritière de Sayn-Hachenbourg († 1827).

XIX. Guillaume-Georges, prince de Nassau-Weilbourg (né 1792, † 1839).
Ép. en 1813 Louise-Charlotte, duchesse de Saxe-Altenbourg (née 1794, † 1825).

XX. — Adolphe, grand-duc de Luxembourg, duc de Nassau, etc., Altesse Royale (né 1817, † 1905).
Ép. en 1851 Adelaïde, princesse d'Anhalt (née 1833).

XXI. — Guillaume, grand-duc de Luxembourg, duc de Nassau, etc., Altesse Royale (né 1852).

Tableau n° 2.

XI. — Louis, comte de Wittgenstein (né 1532, † 1605), cité au Tableau n° 1.
Ép. 2° Elisabeth, comtesse de Solms-Laubach († 1599).

XII. — Guillaume, comte de Sayn-Wittgenstein, né 1569 † 1623).
Ép. 1° Anne-Elisabeth, comtesse héritière de Sayn-Sayn († 1608).

XIII. — Ernest, comte de Sayn-Wittgenstein à Hachenbourg (né 1600, † 1632).
Ép. Louise-Julienne, comtesse d'Erbach († 1640).

XIV. — Ernestine, comtesse de Sayn-Wittgenstein (née 1626, † 1658).
Ép. Salentin-Ernest, comte de Manderscheid-Blankenheim († 1705).

XV. — Madeleine-Christine, comtesse de Manderscheid-Blankenheim († 1729).
Ép. Georges-Louis, burggraf de Kirchberg († 1686).

XVI. — Georges-Frédéric, burggraf de Kirchberg (né 1683, † 1749).
Ép. en 1708 Sophie-Amélie, comtesse de Nassau-Ottweiler (née 1688).

XVII. — Guillaume-Louis, burggraf de Kirchberg (né 1709 † 1751).

XVIII. — Guillaume-Georges, burggraf de Kirchberg († 1777).

XIX. — Louise de Kirchberg, héritière de Sayn-Hachenbourg († 1827).
Ép. Frédéric-Guillaume, prince de Nassau-Weilbourg (né 1768, † 1816). Bisaïeux (v. Tableau n° 1) de :

. . . . . .

XXII. — Guillaume, grand-duc de Luxembourg, etc. (né 1852).

Tableau n° 3.

XIII. — Ernest, comte de Sayn-Wittgenstein à Hachenbourg (né 1600, † 1632) (v. Tableau n° 2).

XIV. — Jeannette, comtesse de Sayn-Wittgenstein (née 1632, † 1701).
Ép. 2° Jean-Georges, duc de Saxe-Eisenach (né 1634, † 1686).

XV. — Eléonore, princesse de Saxe-Eisenach (née 1662, † 1696).
Ép. Jean-Frédéric, marquis de Brandenbourg-Anspach (né 1654, † 1686).

XVI. — Guillemine-Charlotte, princesse de Brandenbourg-Anspach (née 1683, † 1737).
Ép. Georges-Auguste de Brunswick-Lunebourg, roi d'Angleterre (né 1683, † 1760).

XVII. — Anne, princesse royale d'Angleterre (née 1709, † 1759).
Ép. Guill.-Charles-Henri-Frison, prince d'Orange-Nassau (né 1711, † 1751).

XVIII. — Caroline, princesse d'Orange-Nassau (née 1743).
Ép. Charles-Chrétien, prince de Nassau-Weilbourg (né 1735).
Ancêtres (v. Tableau n° 1) de: . . . . . .
. . . . . .

XXII. — Guillaume, grand-duc de Luxembourg (né 1852).

Tableau n° 4.

XII. — Guillaume, comte de Sayn-Wittgenstein (né 1569, † 1623), cité au Tableau n° 2.
Ép. 2° en 1609 Anne-Ottilie, comtesse de Nassau-Saarbrück (née 1582, † 1635).

XIII. — Anne-Marie, comtesse de Sayn († 1656).
Ép. en 1634 Ernest-Casimir, comte de Nassau-Weilbourg (né 1607, † 1655).

XIV. — Frédéric, comte de Nassau-Weilbourg (né 1640, † 1675).
Ép. en 1663 Elisabeth-Christine, comtesse de Sayn-Berlebourg.
Ancêtres (v. Tableau n° 1) de:
. . . . . ,

XXII. — Guillaume, grand-duc de Luxembourg (né 1852).

Tableau n° 5.

XI. — Louis, comte de Wittgenstein (né 1532, † 1605), (cité au Tableau n° 1).
Ép. 2°) Elisabeth, comtesse de Solms-Braunfels († 1599).

XII. — Agnès, comtesse de Sayn-Wittgenstein (née 1568, † 1617).
Ép. en 1590 Jean-Albert, comte de Solms-Braunfels (né 1563, † 1623).

XIII. — Amélie, comtesse de Solms-Braunfels (née 1602, † 1675).
Ép. en 1625 Frédéric-Henri, prince d'Orange-Nassau (né 1584, † 1647).

XIV. — Henriette-Catherine, princesse d'Orange-Nassau (née 1637, † 1708).
Ép. Jean-Georges II, prince d'Anhalt-Dessau (né 1627, † 1693).

XV. — Henriette-Amélie, princesse d'Anhalt-Dessau (née 1666).
Ép. Henri-Casimir, prince de Nassau-Dietz (né 1657, † 1696).

XVI. — Jean-Guillaume-Frison, prince d'Orange-Nassau-Dietz (né 1687, † 1711).
Ép. Marie-Louise de Hesse-Cassel (née 1688, † 1765).

XVII. — Guillaume IV.-Charles-Henri-Frison, prince d'Orange-Nassau-Dietz (né 1711, † 1751).
Ép. Anne, princesse royale d'Angleterre (née 1709, † 1759).
Ancêtres (v. Tableau nº 3) de:

. . . . . .

XXII. — Guillaume, grand-duc de Luxembourg (né 1852).

Tableau nº 6.

VIII. — Françoise de Rodemacher († en février 1483, sœur de Gérard (v. Tableau nº 1) et descendant au VIIIe degré d'Ermengarde d'Esch.
Ép. avant juillet 1446 Guillaume, comte de Virnembourg († avant 1474).

IX. — Mathilde, comtesse de Virnembourg († 1501).
Ép. Conon, comte de Manderscheid-Schleiden (1471, † 1489).

X. — Thierri IV, comte de Manderscheid-Virnembourg († 1551).
Ép. Marguerite de Sombreffe († 1518).

XI. — Thierri V, comte de Manderscheid-Virnembourg (né 1508, † 1560).
Ép. Erica, comtesse de Waldeck († 1560).

XII. — Joachim, comte de Manderscheid-Virnembourg († 1582).
Ép. Madeleine, comtesse de Nassau-Wiesbaden (née vers 1546, † 1597).

XIII. — Anne-Salomé, comtesse de Manderscheid-Virnembourg († 1648).
Ép. Charles, comte de Manderscheid-Blankenheim (né 1574, † 1649).

XIV. — Antonia-Elise, comtesse de Manderscheid-Gerolstein (née 1607, † 1638).
Ép. Jean-Arnold, comte de Manderscheid-Blankenheim († 1644).

XV. — Salentin-Ernest, comte de Manderscheid-Blankenheim († 1705).
Ép. Ernestine, comtesse de Sayn-Wittgenstein (née 1626, † 1658).
Ancêtres (v. Tableau nº 2.) de:

. . . . . .

XXIII. — Guillaume, grand-duc de Luxembourg (né 1852).

B. — Par les Cobern.

Tableau n° 7.

I. — Robin de Cobern, fils puîné de Frédéric de Neuerbourg et d'Ermengarde d'Esch (cité de 1272 à décembre 1300).
Ép. en 1272 Lyse d'Eppenstein.

II. — Cunégonde de Cobern (citée 1309, † avant 1340).
Ép. Jean II, comte de Sayn (cité depuis 1283, † 1324).

III. — Jean III, comte de Sayn (1329—1359).
Ép. Elisabeth de Juliers (1340).

IV. — Jean IV, comte de Sayn (1351—1403).
Ép. Aleide de Westerbourg.

V. — Gérard Ier, comte de Sayn (1378, † 1419).
Ép. Sophie de Stein.

VI. — Gérard II, comte de Sayn (né 1417, † 1493).
Ép. en 1453 Elisabeth de Sierck (née 1435, † 1489).

VII. — Sébastien Ier, comte de Sayn (né 1464, † 1498).
Ép. Marie, comtesse de Limbourg.

VIII. — Jean V, comte de Sayn († 1529).
Ép. en 1516 Ottilie, comtesse de Nassau-Saarbrück (née 1492, † après 1536).

IX. — Jean VI, comte de Sayn (né 1518, † 1560).
Ép. Elisabeth, comtesse de Holstein-Schauenbourg († 1545).

X. — Herman, comte de Sayn (né 1543, † 1588).
Ép. Elisabeth, comtesse d'Erbach.

XI. — Anne-Elisabeth, comtesse héritière de Sayn-Sayn († 1608).
Ép. Guillaume, comte de Sayn-Wittgenstein (né 1569, † 1623).
Ancêtres (v. Tableau n° 2) de:

. . . . . .

XXI. — Guillaume, grand-duc de Luxembourg (né 1852).

Le tableau ci-contre permet de se rendre fort bien compte, d'un seul coup d'œil, de la façon dont la dynastie de Nassau-Luxembourg se rattache par de multiples liens à l'une des races les plus considérables de notre ancienne chevalerie luxembourgeoise.

On pourrait peut-être, en approfondissant les recherches, trouver encore d'autres ancêtres de notre maison régnante parmi

les descendants de la maison d'Esch: qu'il nous suffise de signaler ici ceux que je viens d'énumérer.

La Maison Impériale de Lorraine-Autriche.

Le Grand-Duc actuel de Luxembourg n'est pas le seul des souverains de notre pays que l'on puisse rattacher en ligne directe à la famille d'Esch-sur-la-Sûre.

L'impératrice Marie-Thérèse, duchesse de Luxembourg de 1740 à 1780, épousa en 1736, on le sait, François-Etienne de Lorraine (né en 1708, † 1765), fils de Léopold, duc de Lorraine et de Bar, comte de Vaudémont, etc., et d'Elisabeth-Charlotte d'Orléans.

Or, Léopold était — par son père, le duc Charles V (né en 1643, † en 1690, époux d'Eléonore d'Autriche, née en 1676, † en 1744) — le petit-fils de Nicolas-François de Lorraine († en 1670) et de Claude de Lorraine: Nicolas-François était, lui, l'un des quatre enfants de François, comte de Vaudémont, qui vendirent en 1628 la quart de la terre d'Esch, provenant de leur mère, Christine de Salm, descendante de Jean de Brandenbourg, sire de Falkenstein et du quart d'Esch.

Dès lors, nous pouvons inscrire parmi les descendants des Esch l'époux de Marie-Thérèse, François Ier, empereur d'Allemagne du 13 septembre 1745 au 18 août 1765, et leurs deux fils, les empereurs Joseph II (né en 1741) et Léopold II (né en 1747), ducs de Luxembourg (du 29 novembre 1780 au 20 février 1790 et de cette dernière date au 1er mars 1792, respectivement); de même, le fils de Léopold II, l'empereur François II (né en 1768), duc de Luxembourg du 1er mars 1792 au 7 juin 1795, jour de la reddition de Luxembourg aux Français.

De même, nous pourrons aussi rattacher directement à nos anciens dynastes d'Esch, parmi les descendants de Léopold de Lorraine: son fils puîné, Charles-Alexandre, le populaire gouverneur général des Pays-Bas de 1744 à 1780; ses petites-filles (enfants de Marie-Thérèse), Marie-Christine, qui gouverna les Pays-Bas de 1781 à 1792, avec son mari, Albert de Saxe-Teschen, et Marie-Antoinette, la malheureuse épouse de Louis XVI de France; le fils de François II, l'empereur Ferdinand Ier (1835—1848), et son petit-fils, l'empereur actuel (depuis 1848), François-Joseph.

De même encore, — pour clôturer par des pays ayant eu les rapports les plus étroits avec le Luxembourg cette liste (que l'on pourrait allonger considérablement) — la Reine-Mère d'Espagne,

Ermengarde d'Esch,
fille de Robert, seigneur d'Esch, et d'Ermengarde d'Apremont.
Épousa *Frédéric de Neuerbourg.*

Frédéric de Neuerbourg.

Ermengarde de Boulay.
Ép. *Jean de Rodemacher.*

Robin de Cobern.

Gérard, sgr. de Rodenmacher et de la moitié d'Esch.

Françoise de Rodemacher.
Ép. *Guill.*, comte de Virnembourg.

Louis, comte de Wittgenstein.

Georges II, comte de Sayn-Berlebourg.

Guillaume, comte de Sayn-Wittgenstein. Ép. 2° Ottilie, comtesse de Nassau-Saarbrück.

Anne-Marie, comtsse de Sayn. Ép. *Ernest-Casimir*, comte de Nassau-Weilburg.

Agnès, comtesse de Sayn-Wittgenstein. Ép. *Jean-Alb.*, comte de Solms-Braunfels.

Le susdit *Guillaume*, comte de Sayn-Wittgenstein. Ép. en premières noces = *Anne-Elisabeth*, comtesse-héritière de Sayn-Sayn.

Elisabeth-Christine, ctesse de Sayn-Berleb.

Frédéric, comte de Nassau-Weilbourg.

Ernest, comte de Sayn-Wittgenstein.

Ernestine, comtesse de Sayn-Wittgenstein.

Ép.: *Salentin-Ernest*, comte de Manderscheid-Blankhm.

Jean-Ernest, comte de Nassau-Weilbourg.

Guillaume-Charles, prince d'Orange-Nassau.

Anne, princesse royale d'Angleterre.

Charles-Chrétien, prince de Nassau-Weilbourg.

Caroline, princesse d'Orange-Nassau.

Frédéric-Guillaume, prince de Nassau-Weilbourg. Ép. *Louise de Kirchberg*, héritière de Sayn-Hachenbourg.

Guillaume-Georges, prince de Nassau-Weilbourg, Grand-Père de *Guillaume de Nassau*, Grand-Duc de Luxembourg.

Marie-Christine d'Autriche, se rattache aux Esch par son grand-père, l'archiduc Charles (né en 1771, † en 1847), fils de l'empereur Léopold II, et la Reine de Belgique défunte, Marie-Henriette d'Autriche, était petite-fille du même empereur, par son père, l'archiduc Joseph (né en 1776, † en 1847). C'est ce qui se trouve condensé sur le tableau ci-dessous.

Ermengarde d'Esch.
Épouse Frédéric de Neuerbourg.

Christine de Salm.
Ép. *François de Lorraine,* comte de Vaudémont.

Nicolas-François de Lorraine.
Ép. *Claude de Lorraine.*

Léopold, duc de Lorraine et de Bar.

François-Etienne de Lorraine (né 1708, † 1765), Empereur d'Allemagne (1745—1765).
Ép. en 1736, *Marie-Thérèse de Habsbourg*, impératrice, duchesse de Luxembourg (née 1717, † 1780).

Charles-Alexandre de Lorraine, (né 1712, † 1780). Gouverneur général des Pays-Bas (1744—1780).

Joseph II (né 1741), Empereur; duc de Luxembourg (1780—1790).

Marie-Christine, (née 1742). Ép. *Albert de Saxe-Teschen.* Gouverneurs généraux des Pays-Bas (1781—1792).

Léopold II (né 1747), Empereur; duc de Luxembourg (1790—1792).

Marie-Antoinette (née 1753). Ép. *Louis XVI*, roi de France.

François II, (né 1768), empereur; duc de Luxembourg (1792—1795).

Charles, archiduc (né 1771, † 1847).
Ép. *Henriette,* princesse de Nassau-Weilbourg.

Joseph (né 1776, † 1847). Archiduc d'Autriche.

Ferdinand I, empereur d'Autriche (1835—1848).

François-Charles-Joseph, archiduc.

Archiduc *Charles-Ferdinand* (né 1818, † 1874).

Marie-Henriette, (née 1836). Ép. *Léopold II*, Roi des Belges.

François-Joseph, empereur d'Autriche depuis 1848.

Maximilien, empereur du Mexique (1864—1867).

Marie-Christine d'Autriche (née 1858), Reine-Mère d'Espagne.

Alphonse XIII, roi d'Espagne.

La Maison Royale des Pays-Bas.

Comme souverains du Luxembourg descendant de la famille d'Esch, nous devons encore signaler les rois des Pays-Bas, grands-ducs de Luxembourg, ainsi que le montre le tableau qui suit :

XVII. — Guillaume IV, prince d'Orange-Nassau (né 1711, † 1751).
Descendant des Esch par sa grand-mère, Henriette-Amélie d'Anhalt-Dessau (v. Tableau n° 5).
Ép. Anne, princesse royale d'Angleterre (née 1709, † 1759).
Descendante des Esch par sa mère, Guillemine-Charlotte, princesse de Brandenbourg-Anspach (v. Tableau n° 3).

XVIII. — Guillaume V, prince d'Orange-Nassau (né 1748, † 1806).
Ép. Frédérique-Sophie-Wilhelmine de Prusse (née 1751, † 1820).

XIX. — Guillaume Ier, prince souverain des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, prince d'Orange-Nassau (né 1772, † 1843).
Ép. en 1791 Wilhelmine, princesse de Prusse (née 1774, † 1837).

XX. — Guillaume II, roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, prince d'Orange-Nassau (né 1792, † 1849).
Ép. Anna-Paulowna, grande-duchesse de Russie (née 1795, † 1865).

XXI. — Guillaume III, roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, prince d'Orange-Nassau (né 1817, † 1890).
Ép. en 1879 Emma, princesse de Waldeck-Pyrmont (née 1858).

XXII. — Wilhelmine, reine des Pays-Bas, princesse d'Orange-Nassau (née 1880).
Ép. en 1901 Henri, Prince des Pays-Bas, duc de Mecklembourg (né 1876).

D'autre part, la Reine des Pays-Bas descend également des Esch par la famille de Prusse, comme nous allons le montrer plus loin.

Signalons encore, parmi les descendants des Esch par la ligne Orange-Nassau, le prince Henri des Pays-Bas (né 1820, † 1879), lieutenant, dans le Grand-Duché, de son frère le roi Guillaume III.

La Maison Impériale de Hohenzollern.

Enfin, il est encore intéressant de montrer comment les

empereurs d'Allemagne de la maison de Hohenzollern comptent également les Esch au nombre de leurs ancêtres.

XIII. — Amélie, comtesse de Solms-Braunfels (née 1602, † 1675). (v. plus haut le Tableau 5).
Ép. en 1625 Frédéric-Henri, prince d'Orange-Nassau (né 1584, † 1647).

XIV. — Louise-Henriette, princesse d'Orange-Nassau (née 1627, † 1667).
Ép. en 1646 Frédéric-Guillaume, électeur de Brandenbourg (né 1620, † 1688).

XV. — Frédéric Ier, électeur de Brandenbourg, roi de Prusse (né 1657, † 1713).
Ép. en 1684 Sophie-Charlotte, princesse de Brunswick-Hanovre (née 1668, † 1705).

XVI. — Frédéric-Guillaume Ier, électeur de Brandenbourg, roi de Prusse (né 1688, † 1740).
Ép. en 1706 Sophie-Dorothée, princesse de Brunswick-Hanovre (née 1687, † 1757).

XVII. — Auguste-Guillaume de Brandenbourg, prince de Prusse (né 1722, † 1758).
Ép. en 1742 Louise-Amélie, duchesse de Brunswick-Wolffembuttel (née 1722, † 1780).

XVIII. — Frédéric-Guillaume II, électeur de Brandenbourg, roi de Prusse (né 1744, † 1797).
Ép. en 1769 Frédérique-Louise, princesse de Hesse-Darmstadt (née 1751, † 1805).

XIX. — Frédéric-Guillaume III, roi de Prusse (né 1770, † 1840).
Ép. en 1793 Louise, grande-duchesse de Mecklembourg-Strelitz (née 1776, † 1810).

XX. — Guillaume Ier, roi de Prusse et empereur d'Allemagne (né 1797, † 1888).
Ép. en 1829 Augusta, grande-duchesse de Saxe-Weimar (née 1811, † 1890).

XXI. — Frédéric Ier, empereur d'Allemagne, roi de Prusse (né 1831, † 1888).
Ép. en 1858 Victoire, princesse royale de Grande-Bretagne (née 1840).

XXII. — Guillaume II, empereur d'Allemagne, roi de Prusse, (né 1859).

VI. — Notices sur diverses familles d'Esch.

A. — Dans la région d'Esch-sur-la-Sûre.

Au XIIIème et au XIVème siècles apparaissent à Esch même ou dans les environs différents personnages du nom d'Esch, qui ne semblent pas, bien que revêtus des titres de chevalier et d'écuyer, se rattacher à la dynastie seigneuriale.

C'est ainsi qu'en 1267, Wéry, doyen de Mersch, déclare qu'un différend avait surgi entre le couvent de Marienthal et Agnès, veuve de Wautier, chevalier *de Eshc,* actuellement épouse de Henri de Noville, au sujet des biens de Donnange *(Doningen)*; il s'agissait de 20 sols de Trèves, que Ludolphe, autrefois chevalier *de Rupe*, et Elisabeth, sa femme, avaient donnés audit couvent, pour recevoir après leur mort, sur l'alleu qu'ils avaient en cette localité, alleu possédé actuellement par la dite Agnès, par droit d'achat.

Un accord intervient à ce sujet: Agnès et ses successeurs paieront ces 20 sols sur cet alleu, annuellement, sous obligation de l'alleu.

Le 21 novembre *(feria secunda ante festum sancti Clementis)* de la même année 1267, le même doyen de Mersch et le curé de Hobscheid déclarent — en leur qualité d'arbitres désignés dans le différend surgi entre Marienthal et Henri et dame Agnès, son épouse, *de Aix,* au sujet des 20 sols de Trèves donnés au couvent par Ludolphe, chevalier, et Elisabeth, son épouse, *de Rupe*, sur l'alleu de *Donnegen*, — que, les parties ayant été convoquées par eux ce jour à Marienthal, ils ont jugé que les religieuses devaient percevoir cette rente [1]).

Quel était ce Wautier, chevalier d'Esch? Je ne possède aucun renseignement positif à son égard. Nous savons par le *Cartulaire de Marienthal* (I, pp. 40 à 42) que c'est à la mi-mai 1245 que *Ludolfus*, chevalier de Larochette [2]) *(miles de Rupe)*, et Elisabeth, son épouse, de Larochette *(de Rupe)*, donnèrent à Marienthal 20 sols de Trèves par an sur leur alleu de Donnange. C'est donc entre mai 1245 et 1267 qu'Agnès acquit cet alleu; la mention de sa viduité dans l'acte de 1267 semble devoir faire admettre que cet achat a été fait du vivant de Wautier d'Esch.

D'autre part, nous voyons dans le relevé des biens et re-

---

1) N. van Werveke, *Cart. de Marienthal,* I, pp. 81, 89 et 90.

2) Et non „seigneur de Larochette", comme le dit l'analyse du *Cartulaire;* le seigneur était Arnold, cité à cette date bomme *dominus de Rupe.*

venus de Marienthal dressé le 11 novembre 1317 [1]), que le monastère levait à Donnange 20 sols de Trèves, dûs par *Henricus, filius Rufi, et sui successores, prope ecclesiam*, sur tous leurs biens en prés, champs, jardins, maison et tout l'héritage dépendant de cette maison; si Henri et les siens ne payaient pas cette rente sur lesdits biens, les religieuses pouvaient prendre leur recours sur tout l'alleu et l'héritage que les successeurs d'un certain Brunkart d'Esch (*cujusdam dicti Brunkart de Esch)* ont et possèdent à Donnange. Ce *Brunkardus de Esch,* défunt, avait même légué au monastère, pour le repos de son âme, un muid de seigle et un muid d'avoine, à prendre dans sa dîme audit Donnange.

Il est donc certain que Brunkart d'Esch a succédé à Agnès dans la possession de l'alleu de Donnange et il devient dès lors probable qu'il est né de son premier mariage, avec Wautier d'Esch.

Quelques années après, le 19 juin 1276, nous rencontrons un *Johannes, miles, advocatus de Esch,* cité comme témoin dans une charte de Jean, fils de feu Gérard, chevalier d'Ansenbourg; cet acte nous apprend que la mère de ce dernier Jean, Ermengarde, était alors remariée avec un certain *dominus Johannes*; ainsi que nous le montrent d'autres documents postérieurs, ces deux *Johannes* ne forment qu'un seul et même personnage.

Cet avoué d'Esch (déjà mentionné, sans doute, dans une charte du 30 janvier 1274 où l'on parle des possessions de l'avoué d'*Eisch* près d'Ansenbourg et de Dondelange) mourut avant le 2 juillet 1293, jour où *Yrmengardis, advocata de Esch*, donne au couvent de Marienthal ses biens allodiaux de Tuntange et de Born. Il ne peut y avoir de doute sur l'identité de cette Irmengarde et de la dame de ce nom qui était en 1276 veuve de Gérard d'Ansenbourg et épouse de Jean, chevalier, avoué d'Esch; différents actes du Cartulaire de Marienthal le prouvent à suffisance [2]).

Il se pourrait que la mention, dans le nécrologe de St Maximin, à la date du 27 septembre, d'un *Joannes miles de Esche* [3]),

---

[1]) N. van Werveke, *op. cit.*, p. 339.

[2]) N. van Werveke, *Cart. de Marienthal*, I, n°s 135, 142, 218, 219, 230 et 234.

Le relevé des biens et revenus du monastère de Marienthal en novembre 1317 parle (*ibid.*, p. 338) d'une partie de la dîme de Thiaumont, acquise par le vicaire de Freylange de Jean dit d'Esch et de ses héritiers: l'absence du prédicat *dominus*, précédant habituellement le nom des chevaliers, me fait croire qu'il ne s'agit par ici de l'avoué d'Esch.

[3]) de Hontheim, *Prodromus Hist. Trevir.*, 1757, p. 987.

se rapporte au second mari de notre Ermengarde. D'autre part, le nécrologe de Marienthal renseigne, à la date du 14 mai, l'anniversaire suivant: *Anniversarium domini Thome de Esch et uxoris ejus, domine Gertrudis, et domini Johannis, filii eorum* [1]): s'agit-il peut-être ici, également, de notre avoué d'Esch?

Quoi qu'il en soit, *Yrmengardis, advocata de Esch, dame Yrmegart, la weresse d'Aise,* ou *dame Yrmegart, la voerasse d'Aisse,* est encore citée, avec ses nombreux enfants, dans des actes des 3 juillet 1293, 25 juin 1296 et 23 juillet 1297.

De ces enfants: Jean, Robin, Hue (prêtre), Catherine, Alice et Thomasette, aucun ne semble né de l'avoué Jean d'Esch. Par contre, celui-ci dut laisser au moins un enfant de son union avec Ermengarde.

En effet, le 12 novembre *(lendemain de feste saint Martin en yver)* 1298, *Watiers, escuiers, fils jadis monsignour Jehan de Aixe,* et Mahaut, sa femme, mise hors de mambournie, déclarent avoir vendu à »noble home monsignour Robert, signour de Wseldenges«, comme franc-alleu, leur cense de Welscheid *(grange de Walxeit),* avec ses dépendances, pour 40 livres de Trèves. Ils garantiront l'acheteur, spécialement contre Godefroid de Kantfen et Isabelle, sa femme, *serourge* et *sereur* de Wautier.

Wautier prie „noble home monsignour Ferri, signour de Neufchasteil", dont il est homme et *wardains,* et Sohier, sgr. de Bourscheid, justicier des nobles du comté, de sceller l'acte, ce qu'ils font, le premier en promettant de faire observer le contrat par Wautier [2]).

Wautier d'Aix, escuier, est encore mentionné le 5 juillet 1311, comme assesseur du siège des nobles du comté de Luxembourg, lors de la renonciation, par Jean d'Ouren, à ses droits sur la terre d'Esch-sur-la-Sûre. Son prénom semble bien indiquer une parenté avec Wautier, chevalier d'Esch, cité dans la charte de 1267.

Une trentaine d'années après, nous rencontrons un Ponsin d'Esch(-sur-la-Sûre), que nous font connaître deux chartes: par la première, du 14 août 1345, Thierri de Honcherange et Herman de Brandenbourg, chevaliers, informent, de Prague, le noble ecuyer *(knecht)* Ponsin d'Esch que Frédéric de Cronenbourg est convenu avec le roi de Bohême, que si celui-ci n'aura pas payé à Frédéric le prix d'acquisition de la maison de Cronenbourg à

1) Extraits Wiltheim, no 6907 des manuscrits de la Bibl. royale de Bruxelles.
2) N. van Werveke, *Arch. d'Ansenbourg,* nº 11.

la St Remi prochaine, il aura à remettre Frédéric en possession de cette maison.

Par le second document, daté du 16 juin 1347, Pontzin d'Esch, écuyer, et Hille, sa femme, reconnaissent que moyennant 50 petits fl. de Florence Pontzin est devenu de nouveau homme de fief de l'archevêque de Trèves. Il a relevé de lui ses biens et rentes de Feulen, c'est-à-dire annuellement 5 petits florins, 4 foudres de foin et 2 maldres de grain *(rocken)*, le tout aux village et ban de *Voylen*. Jean, sgr. de Falkenstein, et Frédéric, sgr. de Neuerbourg, scellent l'acte [1]).

Après Poncin, je ne vois plus à signaler que deux personnages qui pourraient se rapporter à notre Esch, au XIVème siècle: le 31 octobre 1360, Blanchefleur, dame de Bettingen et de Falkenstein, promet de tenir indemne Hermann de Brandenbourg, chevalier, qu'elle avait constitué caution envers Aleide, veuve de Wautier d'Esch [2]); et le 22 août 1371, à la bataille de Bäsweiler un Henri, *voeght van Esch,* combattait dans les rangs brabançons, dans la „rotte" de Simon de Spanheim, comte de Vianden [3]).

Le 18 janvier 1375, *Heynrich, vogt zu Esche*, délivre au comte de Vianden, une quittance relative aux pertes qu'il a subies, sous ses ordres, lors de la malheureuse défaite du duc Wenceslas [4]). C'est probablement le même avoué d'Esch qui est renseigné dans le nécrologe de St Maximin, au 27 juin, comme *Henricus advocatus de Esch* [5]).

B. — La Famille d'Esch de Burg-Esch.

Bourguesch, en allemand Burg-Esch, sous Schwerdorf (Boulay, Lorraine allemande), était autrefois le siège d'une importante seigneurie, faisant partie de la prévôté lorraine de Siersberg. Autour du centre principal, où se trouvait le château, s'élevaient trois villages qui en dépendaient, sous les noms d'Esch, Mittel-Esch et Ober-Esch; les deux premiers ont été totalement détruits

---

1) *Table* de W.-P., 1866, p. 55, n° 1746, d'après les reg. Eltester; *ibid.*, 1868, p. 24, n° 90, d'après le *Balduineum.*

2) *Arch. de Clervaux*, n° 385.

3) *Ann. de la Soc. d'arch. de Bruxelles*, t. XII, p. 88.

4) Orig., aux Arch. du Gvt. à Luxembourg; il ne reste du sceau, malheureusement, qu'un fragment insignifiant.

5) Hontheim, *op. cit.*, p. 980.

A la même époque vivait une Mathilde d'Esch, que Bertholet (t. V, pr., p. 4) renseigne comme abbesse du St. Esprit vers 1373.

par l'invasion suédoise en 1635; le dernier a été cédé à la Prusse en 1815 [1]).

Alors que le village apparaît déjà au Xme siècle, le château n'est cité pour la première fois qu'en 1303. Le plus ancien seigneur qu'on lui connaisse est Aubertin de Dalem (lez-Bouzonville), dont le fils, Hennequin de Dalem, vendit Burg-Esch, le 28 juin 1353, à Hesse d'Esch, pour 500 livres tournois; ce Hesso d'Esch est mentionné en 1358, comme fils de feu Emfried, chevalier de *Schowenberg* [2]).

Le 22 juin 1385, Gérard d'Esch, abbé de Bouzonville, et Bertram d'Esch, abbé de Mettlach, son frère, scellent une charte relative à Warsberg. Le 22 juillet 1390, le même abbé de Bouzonville fait sceller par son parent *(neben)*, sire Frédéric de Sierck, et par son frère, *here Eynffret van Esche*, tous deux chevaliers, une déclaration concernant sa libération de certaine prison. Le 4 avril 1391, *Enffrid von Esche*, chevalier, appose encore son scel au contrat de mariage de Frédéric de Rappweiler avec Marguerite de Numagen [3]).

Le 24 avril 1395, Arnold de Sierck, sg. de Frauenberg, fait une déclaration au sujet de pertes qu'il avait subies au service du Luxembourg, entre autres avec Jean, *herrn Enffritzes son von Esche* [4]).

Le 19 mars 1402, Jean, sgr. de Raville, justicier au nom du duc de Lorraine aux assises de Waudrevange, prie son assesseur, l'abbé de Bouzonville, sire Gérard d'Esch, de sceller un jugement avec lui [5]).

Le 4 décembre 1422, Gérard d'Esch, écuyer, non marié, engage à Robin de Sassenheim, sgr. d'Ansenbourg, son oncle *(oemcn)*, pour 70 fl. du Rhin, tous ses biens et revenus en la seigneurie de Soleuvre et à Rœser, lui échus de feu sa mère.

---

1) De Bouteiller, *Dict. topogr. de l'anc. dép. de la Moselle.*

Jean-Werner de Veyder, évêque d'Eleutropolis, suffragant de Cologne, etc., cité de 1713 à 1723, s'intitulait seigneur de Malberg et d'Oberesche (Neyen, *Biogr. lux.*, t. III, p. XXX).

2) Renseignements dûs à l'extrême obligeance de mon collègue, le Dr G. Wolfram, de Metz (principalement d'après *Das Reichsland Elsass-Lothringen*, t. III, pp. 149 et 197).

3) *Arch. de Reinach*, n°s 784 et 872; N. van Werveke, *Arch. de Betzdorf*, n° 72. — *Jeckell von Esch*, écoutète de Sierck, qui scelle une charte du 28 juin 1389 (*Arch. de Reinach*, n° 845), appartiendrait-il à la même famille ?

4) *Annales de l'Inst. arch.* d'Arlon, t. 36, 1901, p. 72.

5) N. van Werveke, *Arch. d'Ansenbourg*, n° 46, d'après l'orig., dont les sceaux sont tombés.

L'original de cet acte, sur parchemin, présente encore une partie du sceau de Gérard, avec un écu *à un fascé de 5 pièces, dont la 2e et la 4e sont chargées de 3 respectivement 2 lourteaux* [1]).

En 1431, un Anchefrid (= Enffrid) d'Esch, chevalier, est caution [2]).

Le 3 mai 1436, Nykelmann d'Esch, mayeur de noble écuyer, Gérard d'Esch, prend en fief de Jean de Sierck un bien sis à Cottendorf (lez-Schwerdorf) [3]).

Gérard d'Esch — ou Gérard, sgr. d'Esch — apparaît dans de multiples actes du 8 novembre 1440 au 18 octobre 1464 [4]); il n'était nullement, comme on l'a écrit, seigneur à Esch-sur-la-Sûre et n'est pas à confondre avec son contemporain, Gérard de Rodemacher, possesseur de la moitié du même Esch.

A en croire Fahne, il avait épousé une sœur d'Aleide de Brandenbourg, épouse de Frédéric d'Autel et d'Adam de Dalstein, et d'Elisabeth de Brandenbourg, femme de François d'Orne [5]). Aleide, on le sait, se maria trois fois : 1° avec Frédéric de Gymnich; 2° par contrat du 24 janvier 1435, avec Frédéric d'Autel (mort entre le 23 mars 1438 et le 2 sept. 1440) ; 3° avant le 2 juin 1444, avec Adam de Dalstein (mort entre le 9 août 1456 et le 23 février 1460); elle décéda entre le 12 juillet 1465 et le 9 janvier 1469. Quant à Elise, elle apparaît comme épouse de François d'Orne, sire de Brouennes, du 24 janvier 1435 au 15 novembre 1446 et mourut avant le 5 juin 1450. Les dates s'accordent donc avec l'assertion de Fahne. Cependant, lorsque, le 23 mars 1438, Frédéric d'Autel et François d'Orne procèdent au partage de la succession échue à leurs femmes par le décès de leurs beaux-parents, Jean de Brandenbourg et Catherine de Mensdorf, dame de Meysenbourg, l'acte ne parle pas d'autres héritiers. Bien plus, une charte du 18 mars 1441 nous apprend en termes exprès que Jean de Brandenbourg n'avait alors que deux filles, Aleide et Elisabeth [6]).

---

[1]) N. van Werveke, *op. cit.*, n° 53.

[2]) Dufourny, *Inventaire* de Nancy, t. X, p. 580.

[3]) J. Florange, *Hist. des seigneurs et comtes de Sierck en Lorraine*, 1895, p. 100.

[4]) *Arch. de Clervaux*, n° 876; N. van Werveke, *Arch. de Betzdorf*, nos 71 et 183 ; etc.

[5]) *Salm-Reifferscheid*, I, 2e p., p. 18.

[6]) *Arch. de Clervaux*, nos 864, 881, etc.; la date de l'un de ces actes semble erronée, puisque celui de 1438 cite Jean comme défunt, alors que la charte de 1441 émane de lui.

Si Fahne n'a pas versé dans l'erreur, nous devons donc admettre que l'épouse de Gérard d'Esch ne vivait plus au 23 mars 1438 et que son mari n'avait plus, alors, aucun droit à exercer sur la succession des parents de sa femme.

Je ne sais si Gérard laissa de la postérité. Le 19 décembre 1443, Werner d'Esch, écuyer, fait une déclaration relative au château de Kettenheim et le 19 décembre 1482 Werner d'Esch et Anne de *Schoneburch,* sa femme, déclarent avoir vendu à Henri de Warsberg et à Marguerite d'Ellentz, sa femme, leurs parent et belle-sœur, des biens à Argentz [1]). Ce Werner pourrait bien se rattacher à Burg-Esch.

La description du sceau dont usait Gérard d'Esch en 1422 doit nous faire attribuer aux seigneurs de Burg-Esch l'écu »*de gueulles à 2 fasces d'argent, la première chargée de 3 et la seconde de 2 tourteaux de sable*«, que Perrin de Dommartin attribuait en 1654, dans son *Héraut de Lorraine,* aux Desch, »maison esteinte« [2]). C'est donc bien à tort que l'on a considéré ces armoiries comme ayant été portées par les d'Esch-sur-la-Sûre ou par les Dex de Metz.

C. — La Famille d'Esch de Bitbourg.

A la fin du XVIème siècle et dans la première moitié du XVIIème, apparait à Bitbourg une famille noble du nom d'Esch, dont j'ignore l'origine.

Elle semble s'y être établie par suite du mariage de Marie, fille de Laudolf de Bitbourg et de Marie d'Utrecht, avec un certain Jean d'Esch, auquel elle apporta — à en croire du moins Bärsch, ma source [3]) — une part de Bitbourg, part en la possession de laquelle se trouvait encore en 1642 son arrière petit-fils *(urenkel)*, Christophe d'Esch. Ce renseignement de Bärsch semble être exact en ce qui concerne l'alliance d'Esch-Laudolf de Bit-

Il est à noter que Gérard d'Esch intervient comme arbitre dans un arrangement conclu le 15 novembre 1446 entre les consorts de Puttelange, d'une part, François d'Orne et Adam de Dalstein, avec leurs épouses, d'autre, au sujet de la succession de Catherine, veuve de Claude de Mensdorf (*Table* de W.-P., t. 29, n° 129).

1) *Table* de W.-P. t. 28, n° 250, et t. 35, n° 35, p. 160; *Arch. de Reinach,* n° 2084.

2) Ce sont aussi les armes que leur donne De Bouteiller, dans son *Dictionnaire . . . de la Moselle.*

Il est intéressant de noter l'analogie de ces armoiries avec celles des Gondersdorf: *d'azur à 2 fasces d'or, la première chargée de 3 et la seconde de 2 tourteaux de sable.* (Rietstap, verbo Guntersdorf, met 3 tourteaux également sur la seconde fasce).

3) Bärsch, *Eifl. ill.,* II, 1ère p., 1829, p. 54; cf. III, 2e p., 1852, p. 463.

bourg; par contre, il est certain que ce n'est qu'une part de fief castral, et non de la seigneurie de Bitbourg, appartenant au duc de Luxembourg, que Marie (Laudolf) de Bitbourg a pu apporter à son mari.

Si la filiation indiquée par Bärsch pour Christophe d'Esch est bien exacte, nous devons admettre que Jean (I) d'Esch et son épouse Marie furent les parents de Jean (II) d'Esch, que je rencontre à Bitbourg de 1587 à 1615.

Le 19 février 1587, Jean d'Esch est investi d'un fief relevant de Mœstroff (lez Reisdorf), au nom d'une mineure, Marguerite, fille de Thierri Kob de Nudingen et de Marguerite de Herverdingen [1]); le 25 octobre 1594, il est mentionné comme bailli à Mœstroff [2]).

Le 2 novembre 1596, un contrat de mariage fut conclu à Butgenbach, entre Jean-Jacques d'Esch, fils de nobles Jean d'Esch et Anne de Waver, et Catherine de Reiffenbergh, fille de nobles Christophe de Reyffenbergh, défunt, et Marguerite de Dave.

Il fut, entre autres stipulations, convenu que les futurs s'installeraient chez leur père et beau-père, dans sa maison; si l'entente ne se maintenait pas, le jeune ménage irait habiter le bien de Biersdorf *(den hocff Bcesdorff)*; il aura aussi le tiers de toutes les rentes et revenus de Jean d'Esch, sauf la maison de Bitbourg, avec dépendances, qui restera aux parents leur vie durant, puis sera partagée également entre leurs deux enfants [3]).

En 1600, l'autre enfant de Jean d'Esch, Marie, épousa Guillaume Schweisdall, seigneur à *Beyfeltz,* homme féodal à Bitbourg [4]); la noble demoiselle Marie d'Esch, fille de Jean d'Esch, homme féodal et échevin à Bitbourg, et d'Anna de Waver, se voyait assigner comme douaire la maison et la seigneurie de *Beyfeltz;* elle apportait en dot 200 dalers, plus trousseau et joyaux suivant sa condition, et devait hériter des biens meubles de ses parents; pour favoriser sa famille dans les mâles, elle n'avait

---

1) Arch. Gvt. Luxb.; Ch. et titres divers, Mœstroff, à la date du 13 sept. 1583; analyse ancienne, qui n'est pas très claire.

2) *Arch. de Reinach*, nº 3514.

3) Arch. du Gouv. à Luxembourg, Fonds de Reiffenberg.

L'acte est signé: *Johann van Eschs, amptman zu Muerssdroff. Hans Jacob von Eschs. Bernhardt von Breidtscheidt. Hans Heinrich von Herverdingen genandt Keyffingen. — Margreta van Daff. H. Frederich van Ryffennberch. Matthies van Reyffenbergh. H. Wylhelm van Ryffenberch D. vonn Mensschrien(?), amptman in Ess(?). Hans Jacob Brosinger von Aernnenberg.*

4) Le 30 avril 1639, dans une enquête tenue lors d'un procès avec la communauté de Bitbourg (dont je parle plus loin), Guillaume Schweisthall se qualifie

à prétendre uniquement qu'au bien de Biersdorf, la maison de Bitbourg et les autres immeubles allant à son frère Jean-Jacques.

Signèrent l'acte: avec le futur, ses oncles Pierre Kilburg, curé de St Pierre à Bitbourg, et Guill. Kilburg, bourgmestre de Trèves, ainsi que Mathias Kilburg et Pierre Stro, licenciés en droit, et Thierri Kilburg, homme de fief: de l'autre côté, Bernard de Breitscheidt, Adam de Herverdingen dit Kiewigen, un Kob de Nüdingen et les Esch ci-dessus nommés [1]).

»Johann von Esch, stat richter, lehn unnd probstey gerichtsman (*ajouté:* adelss genöss)«, figure en 1605, parmi les exempts des charges du pays, sur la liste des habitants de Bitbourg; en 1611, encore, est cité au nombre des exempts et non dénombrés »Johann von Esch, edell unnd lehenman«. Le 29 décembre 1615 le conseil de Luxembourg ordonne aux maîtres des métiers et à la commune bourgeoisie de Bitbourg de laisser Jean d'Esch jouir de la franchise et exemption des aides [2]).

Jean d'Esch dut mourir peu de temps après, car le 22 mai 1617, Jean de Brandenbourg, sgr. de Meysembourg, etc., conseiller, investit son cher Jean-Jacques d'Esch, *probstman unnd Meysembourgischen manrichter zu Biedbourgh,* pour lui et sa sœur, Anne Laudolffin, épouse de Bernard de Breidtscheidt, des biens féodaux que ses prédécesseurs et lui-même ont tenus de Jean et de ses ancêtres [3]).

En 1626, Jean-Jacques d'Esch s'adresse de nouveau au conseil de Luxembourg pour réclamer l'exemption des contributions de guerre [4]), demandant des letres exécutoriales, afin que la com-

---

d'„eschevin et féodal, aussy sinodal de l'église de St. Pierre à B."; âgé de 63 ans, il était beau-frère du père de l'impétrant (Fr.-Christ. d'Esch); en 1606, il avait été justicier élu entre les bourgeois et en 1628, justicier élu entre les échevins. Il signe *W. Schweistal.*

1) Renseignements dûs à l'obligeance de M. Martin Schweisthal, de Bruxelles, d'après les arch. de Neuerbourg.

2) Pièces jointes au procès de Fréd.-Christ. d'Esch (v. plus loin).

3) „Zu wissen unsser angebuer dess zehendes ambt der kirchengifft zu Birssdorff", etc. — Arch. du Gouvt. à Luxbg., Fonds de Reiffenberg, l. III; orig. sur parch.

Anne Laudolffin était la demi-sœur de Jean-Jacques d'Esch, comme étant née de la même mère, Anne de Waver, de l'union conclue par celle-ci avec Thomas (Laudolf) de Bitbourg, fils de Thierri et de Catherine Merll de Retterich. (Bärsch, *op. cit.*, II, première p., 1829, p. 54). — Bernard de Breidscheid, demeurant à Altlinster, et Anne Laudolff de Bitbourg, sa femme, vendent le 15 février 1630 des cens et rentes à Reisdorf, Bettendorf, etc. (*Publ. S. A. L.*, vol. 42, 1895, p. XL).

4) „Remonstre . . . noble et honoré Hans-Jacob d'Esch, justicier féodal et eschevin à Bidbourg, combien que après ses prédicesseures, tant du costé paternel,

munauté de Bitbourg soit ajournée par devant le conseil et s'abstienne de le gager; le 8 juillet 1626, la cour cite la bourgeoisie à comparaître à Luxembourg le 24 juillet suivant. Le 14 octobre 1628, le conseil ordonne de laisser provisionnellement Jean-Jacques d'Esch franc et exempt des aides [1]).

Le 10 juillet 1627, Jean-Jacques d'Esch, agissant comme tuteur de Marie de Reiffenbergh, fille de François et de Marguerite Koeb de Nudingen, vend à J.-Henri de Herferdingen, pour 250 fl., un cens héréditaire de 8 fl., relevant en fief de la seigneurie de Mœstroff [2]). Le 2 mars 1630, à Linster, Jean-Jacques scelle un acte par lequel Bernard de Breitscheid et sa sœur Anne Laudolf de Biedburg, épouse dudit Bernard, demeurant à Altlinster, vendent à Bernard de Metzenhausen et à Régine-Elis. de Hagen, conjoints, un jardin et quelques terres à Bourglinster [3]).

En novembre 1637, Jean-Jacques étant mort, son fils Frédéric-Christophe d'Esch, alors marié avec Anne-Marguerite de Franckenstein (en premières noces), vit recommencer les difficultés avec la communauté de Bitbourg, pour l'exemption des contributions de guerre; en mars 1639, il prit son recours au conseil de Luxembourg [4]), demandant enquête et maintien de ses privilèges: le 18 mars 1639, la cour prescrivit une information à ce sujet, avec

---

que maternel, depuis cent ans ençà et plus, il soit esté tenu francq et exempt des aides et contributions, voir que son pére, feu Jehan d'Esche, en at par droict et sentence de Voz Seigneuries du 29e décembre 1615 esté déclaré francq et exempt contre les maistres des mestiers et commune bourgeoisie de Bidbourg et iceulx condamnéz en 42 fl. d'or 10 sols de despens . . .".

1) Procès de Fréd.-Christ. d'Esch.

2) Arch. Gvt. Luxbg., Ch. et t. divers, Mœstroff, à la date du 13 sept. 1583; analyse ancienne.

3) Arch. Sect. Hist., Cart. Linster, II, 213 (anal. van Werveke).

4) „Remonstre . . Ferry-Christoff d'Esch, résident à Bidtbourgh, qu'estant issu de parens nobles en cestuy pays, ses grand-père, ayeul et tous aultres prédécesseurs sont de temps immémorial et nommément èz derniers dénombremens des feuz de l'an 1605 et 1611 estez annotez pour personnes nobles, exemptes de toutes charges de bourgeoisie, aussy tout le temp d'auparavant et depuis jouy de tous priviléges et immunitéz des nobles, sy avant que lorsque les justicier et eschevins de Bidtbourg environ l'an 1615 et 28 ont voullu tirer en doubte la qualité noble du père et grand-père du suppliant, ils sont chasque fois esté déclarez non fundéz et les prédécesseurs du suppliant maintenuz par sentence de Voz Seigneuries en leur qualité noble . . . ce nonobstant ayant le suppliant naguaires s'allié par mariage avecq une personne aussy noble de nom Anne Margte de Frankenstein, et se retiré sur son bien à Bidtbourg, lesdits justicier, eschevins et commune bourgeoisie dudit lieu ont osé le menacer de le constraindre au payement de la contribution pour les gens de guerre et ce par gens arméz et main forte . . .".

ordre à ceux de Bitbourg de se conformer éventuellement aux sentences de 1615 et de 1628.

Le 28 mars 1639, les justicier et échevins de Bitbourg déclarent à l'huissier instrumentant admettre volontiers que »le suppliant estoit extraict et issu de parens nobles et que son grand père et ayeul ont joy et prouffícté des exemptions, franchises et immunitez de ceulx de la noblesse en tant que touche les aydes du prince, mais dénient qu'ils soient esté tenuz francqz et exempts de charges de la bourgeoisie, contributions de guerre et aultres charges de bourgeois . . . .«

Enquête fut tenue; le 30 avril 1639, les témoins produits par la communauté déposèrent que Jean-Jacques, le père de Fr.-Christ. d'Esch, avait joui des privilèges des bourgeois (entre autres de l'usage du bois commun de la bourgeoisie dit *Boetardts* ou *Bittardts* = Bedhart); que lui-même devait donc bien contribuer aux charges.

Quoi qu'il en soit, la cause traîna encore longtemps: le 21 avril 1640, le conseil de Luxembourg ordonna de joindre ce procès à celui intenté à la commune par Jean-Jacques d'Esch et dans lequel sentence provisionnelle avait été rendue en 1628; en attendant, le suppliant devait être laissé franc et exempt, aussi bien pour la charge des aides et logement des gens de guerre que pour toutes autres charges communes. Le 11 mai 1641, la communauté en appella de ce jugement au grand conseil de Malines, sans que je connaisse la suite de ce long différend [1]).

Frédéric-Christophe avait une sœur, qui apparaît avec lui dans un acte du 9 mars 1650. Ce jour, à *Biedtburgh*, Fréd.-Christ. d'Esch et Catherine d'Esch, veuve de Rolsshaussen, dame à *Turnich*, frère et sœur, reconnaissent, à cause d'une dette provenant de leurs parents défunts, devoir à leur cousin *(vetter)*, le très noble Christophe de Reiffenbergh, et à son épouse Marie-Salomé de Lontzen dite Roben, suivant accord du 9 décembre 1649, 263 mauvais florins luxembourgeois à 10 sols; ne pouvant payer cette somme, ils vendent aux dits époux 2 maldres de grain *(2 malter weitzen, Biedtburger mass)* de rente annuelle, à recevoir de la maison Kahren, au village de *Stall, vermoegh davon sprechender Meissenburgischer lehen verschreibungh.*

Ils signent et scellent »mit unseren angebornen petschafft«; signatures: *Friedrich Christophre von Esch. Catharina von Esch,*

1) Liasse 561 des procès d'appel du Luxembourg au Grand Conseil de Malines (Arch. gén. du Royaume, à Bruxelles).

wittib von Rolsshausin. Ignatius von Rolshausen. Le cachet de Frédéric-Christophe montre un écu à *3 coquilles (2, 1), accompagnées de 9 croisettes pattées (3, 3, 3)*; heaume; cimier: un vol. Sur le second cachet, un écu *à 2 pelles passées en sautoir, les manches, terminés en forme de T, en haut*; heaume; cimier: *les 2 pelles de l'écu, entre 2 cornes de bœuf munies, chacune, d'une embouchure*).

Le mari de Catherine d'Esch s'appelait Renier de Rolshausen).

Frédéric-Christophe laissa de la descendance: en effet, le 10 juin 1666, nous voyons à *Doussemont* (Dusemond, près Berncastel), Philippe-Thierri d'Esch et Sophie-Claire de Daun, son épouse, reconnaître envers leur cousin *(vetter)*, le très-noble Christophe de Reiffenbergh, sgr. à Nœdlange *(Neudlingen)*, une certaine dette, avec arrérages. Sous obligation de tous les biens ayant appartenu à leurs parents, ils s'engagent à payer au créditeur, à la SS. Pierre et Paul prochaine, 29 juin, 150 *reisdaller*, en acompte du capital. Ils signent *(Philips Diderich von Esch* et *Sophia Clara von Dhaun)* et scellent; le cachet porte un écu avec les armoiries de 1650 (dont les croisettes ne sont pas pattées, cependant), sommé d'une couronne à 9 perles (6, 3) 3).

J'ignore quel fut le sort ultérieur de cette famille d'Esch; Rietstap, dans son *Armorial général*, décrit comme suit les armoiries d'une famille d'Esch de Westphalie: *de gueules à 3 coquilles d'argent, accompagnées de 9 croisettes du même; casque couronné; cimier: un demi-vol aux armes de l'écu.* Ce sont bien les armoiries de notre famille d'Esch de Bitbourg et de Dusemond 4), qui aura donc jeté une branche en Westphalie. Pour en finir, voici comment s'établit la filiation de cette famille:

---

1) Arch. du Gvt. à Luxbg.; Fonds de Reiffenberg; orig., sur pap.

2) Le 14 avril 1654, Marsilius de Rolshausen envoie au conseil de Luxembourg une requête pour obtenir liquidation contre Cath. d'Esch, veuve de Renier de R. (Requêtes, l. 77, n° 9; anal. van Werveke).

Renier et Catherine sont les ancêtres de Wilhelmine de Rolshausen qui épousa François-Charles d'Ahr. En effet un tableau des seize quartiers (avec armoiries coloriées) de Joseph-François et de Jean-Philippe d'Ahr, fils de Wilhelmine, daté de Dusseldorf, le 15 décembre 1768, indique parmi leurs quartiers *Rolshausen* et *Esch*. (Arch. Sect. Hist. Luxbg., Famille d'Ahr; anal. van Werveke).

3) Acte annexé à celui du 9 mars 1650.

4) Notons, à ce propos, que le 14 décembre 1785, à Düsseldorf, F. R. de Collenbach, syndic des états nobles de Juliers, atteste que les armoiries des familles d'Esch à Dusemont et de Pranck à Puchs, dont il donne la reproduction, ont été reçues maintes fois *im Gülisch-ritterburtigen Kollegio bei abgehaltenen offenen*

I. Jean Ier d'Esch et Marie Laudolph de Bitbourg eurent, semble-t-il :

II. Jean II d'Esch (1587—1615), épousa Anne de Waver, veuve de Thomas Laudolph de Bitbourg, dont:

1° Jean-Jacques, qui suit;

2° Marie, qui épousa en 1600 Guill. Schweisthal.

III. Jean-Jacques d'Esch (1617—1630), épousa en 1596 Catherine de Reiffenberg, dont :

1° Frédéric-Christophe, qui suit;

2° Catherine, épouse de Renier de Rolshausen, mort avant 1650.

IV. Frédéric-Christophe d'Esch (1637—1650), épousa en premières noces Anne-Marguerite de Franckenstein.

Il laissa, semble-t-il, au moins un fils :

V. Philippe-Thierri d'Esch, habitant en 1666 à Dusemond, avec son épouse Sophie-Claire de Daun.

FIN.

Je ne veux pas terminer ce travail sans témoigner à ceux qui ont bien voulu m'aider dans mes longues recherches sur les Esch toute la reconnaissance que je leur dois pour leur utile collaboration.

En premier lieu, je tiens à remercier tout particulièrement M. le Conseiller *Ruppert*, archiviste grand-ducal, pour l'inépuisable obligeance avec laquelle il m'a facilité la consultation des riches collections confiées à sa garde. Je suis, d'autre part, redevable à MM. les Professeurs *N. van Werveke* et *J. Wilhelm* de mainte note intéressante tirée des archives de la Section Historique de l'Institut.

A Luxembourg encore, M. *J. Depoin*; en Belgique, mes collègues, MM. *Verkooren*, chef de section aux Archives générales du Royaume, *Diegerick* et *Brouwers*, archivistes de l'État à Gand et à Namur; en France, MM *L. Germain de Maidy, E. Duvernoy* et *E. des Robert*, de Nancy, *Bonnardot*, de Verdun, *d'Arbois de*

Gülisch- und Bergischen landtägen ; les armoiries qu'il donne pour les Esch correspondent en tous points à la description de Rietstap, sauf que les croisettes sont pattées. (Arch. Sect. Hist. Luxbg. ; Famille d'Esch, n° 1847).

Jubainville, de Bar-le-Duc, et Comte, *de Commercy*; à Metz, MM. *Larue* et Dr *G. Wolfram*; à Strasbourg, M. le Dr *Kaiser*; à Coblence, M. le Dr *Reimer*; ont également droit à toute ma gratitude pour l'amabilité avec laquelle ils ont répondu à des demandes réitérées de renseignements.

A eux, ainsi qu'à M. *Ch. Arendt* — qui a collaboré à l'illustration de ces articles, — et, en général, à tous ceux qui m'ont apporté quelque aide au cours de cette publication, un cordial merci!

Bruxelles, le 24 novembre 1909.

Avis relatif aux Tables des matières de l'article „Les dynastes d'Esch-sur-la-Sûre".

Pour ne pas retarder l'expédition du dernier cahier de la „Hémecht" de 1909, nous sommes forcés à remettre à un prochain envoi l'expédition des différentes Tables des matières du travail sus-dit de Mr *Jules Vannérus.*

Todesanzeige.

Zu unserem größten Bedauern haben wir wiederum das Hinscheiden eines Vereinsmitgliedes zu registrieren. Der hochw. Herr **Peter REITER,** Pfarrer zu Hagen, starb daselbst am 16. November 1909. R. I. P.

Litterarische Novitäten u. Luxemburg. Drucksachen.

*__Arendt Karl__. Mauritius, Graf von Nassau-Vianden, Prinz von Oranien, Statthalter der Niederlande. (Mit 2 Abbildungen.) Luxemburg-Bahnhof. Druck von Fr. Bourg-Bourger. 1909. — 3 SS. in 8°, mit 1 Porträt und 1 Illustration.

*__Blum Martin__. Bericht über den Ausflug der „Hémecht" nach Vianden, am 16. September 1909. (Separat-Abdruck aus „Ons Hémecht"). Luxemburg-Bahnhof. Druck von Fr. Bourg-Bourger. 1909. — 16 SS. in 8°.

Dr. Feltgen Ernst. Landhygiene. Ein Beitrag zur Gesundheitspflege der ackerbautreibenden Bevölkerung. 2. Auflage. — 3. Tausend. Buchdruckerei der Obermosel-Zeitung (J. Eßlen). (Eßlen, Söhne, Nachfolger). Grevenmacher. 1909. — 112 SS. in 8°.

* = Separat-Abdruck aus „Ons Hémecht".

*P. Fox Wilhelm S. J. Graf Johann von Aldringen, nicht Verfasser der ihm zugeschriebenen Flugschrift. Luxemburg. Bahnhof-Druckerei Fr. Bourg-Bourger. 1909. — 3 SS. in 8°.

Dr. François Edouard. Le Cautionnement mutuel en Suisse, en France, en Hollande, en Belgique et dans le Grand-Duché de Luxembourg. Luxembourg. 1909. Imprimerie Th. Schrœll (Emile Schrœll, successeur.) — 55 pp. in 8°.

Institut archéologique du Luxembourg. Annales. Tome XLIV, Année 1909. Arlon. Imprimerie et Lithographie F. Brück. 1909. — 357 + 2 pp. in 8°, avec 4 planches, 3 grav. et 2 plans. — Ce volume renferme les travaux suivants:

Vannérus Jules. Les avoués de Luxembourg et de Chiny. — p. 1—58, avec 1 planche.

Fréson Jules. Dom Spirlet, dernier abbé du monastère de St. Hubert. — p. 59—84.

Douret Jean-Baptiste. Notice des ouvrages composés par les écrivains du Duché de Bouillon. 2e Supplément. — p. 85—106.

Jacob-Duchesne. Miettes historiques. Meix-le-Tige. — p. 107—117.

Idem. Miettes historiques. Schoppach et Sesselich. — p. 117—124.

Liégeois E. Compte de la Recette de Chiny pour l'année 1378—1379. — p. 125—166.

Vannérus Jules. Les Biens et les Revenus du Clergé Luxembourgeois. Le Doyenné de Bastogne en 1602. — p. 167—190.

Jottrand Gustave. Supplément aux Communes Luxembourgeoises". Note historique sur le Comté de Salm. — p. 193—212, avec 1 planche et 3 grav.

Tillière Nicolas. Histoire de Jamoigne. 1re partie. — p. 213—321, avec 2 planches.

Loes François. Le Cimetière romain d'Arlon. Des particularités que présentent les poteries et objets de l'époque romaine trouvés à Arlon. — p. 322—328.

Idem. Varia. Ara romaine et sceau de reliques provenant de l'église de Mussy-la-Ville. — p. 329—330.

Idem. Découvertes romaines faites à Arlon en 1907. — p. 330—332, avec 2 plans.

Idem. Cimetière franc à Ebly. — p. 333.

Idem. Monnaie romaine. — p. 333—334.

Idem. Trouvailles romaines à Martelange. — p. 334.

Idem. Assemblée générale du 17 mars 1909 dans la grande salle du Musée archéologique. — p. 345—344.

Idem. Assemblée générale du 16 août 1909. — p. 345—351.

Idem. Excursion au Kasselknap, près de Bonnert. — p. 351—354.

Idem. Dons en 1908—1909. — p. 355—357.

Idem. Nécrologie de 1908—1909. — p. 358.

**Dr. Klein Joseph Edmund. Literarisches. Er. Wasmann S. J. Die psy.

** = Separat-Abdruck aus der „Fauna".

chischen Fähigkeiten der Ameisen. Mit einem Ausblick auf die vergleichende Tierpsychologie. (Zugleich 164. Beitrag zur Kenntnis der Myrmekophilen und Termitophilen). 2. bedeutend vermehrte Auflage. Mit 5 Tafeln. Stuttgart, E. Schweizerbart'sche Verlagsbuchhandlung (Erw. Nagele) 1909. — Recension. — O. O. n. D. n. Drucker. (Luxemburg. P. Worré-Mertens. 1909.) — 8 SS. in 8°.

Koerperich Jacques. Kleine Grammatik der Weltsprache Ido. Imprimisto: Gustav Soupert, Luxemburg. Vendebla che l'autoro ipsa. 1909. — 8 SS. in 8°.

Lech Frédéric. Oeuvre des Jeunes-Économes de la Ville de Luxembourg. Compte-Rendu des résultats de la 59e année suivi de la Liste des Jeunes-Économes et des souscripteurs de l'Oeuvre. Aidez-nous! Août 1909. Luxembourg. Imprimerie de la Société St.-Paul. 1909. — 18 pp. in 8°.

Loes Franz. Ausgrabungen und Funde auf und neben dem alten Areler Kirchhofe im Jahre 1907. Die dortige St. Martinus-Kirche. O. O. u. D. (Arel. Willems. 1909.) — 30 + 2 SS. in 8° mit 2 Plänen.

Paul H. Geschichte der Stenographie in Luxemburg. 1909. Buchdruckerei M. W. Sophar. Wiesbaden-Bierstadt. — 4 + 61 + 2 SS in 8°, mit 3 Porträts und 1 photographischen Gruppenbild.

Publications de la Section historique de l'Institut G.-D. de Luxembourg (ci-devant „Société archéologique du Grand-Duché") sous le Protectorat de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg. Volume LVII. Diekirch. Imprimerie J. Schrœll (Paul Schrœll, successeur). 1909. — Ce volume renferme le travail suivant: **Dr. Schaack Charles:** N. 1792—1815. Les Luxembourgeois, Soldats de la France. (Tome I). — VII + 735 + 1 pp. in 8°, avec 2 planches, 17 portraits, 9 gravures et très-nombreux fac-simile.

Publikationen der ständigen Kommission für Statistik (im Großherzogtum Luxemburg). Heft XX. Statistik der Landwirtschaftl. Anbauflächen, Saatenstand, Ernteerträge, Geldwert und Ernteschäden im Jahr 1908. Luxemburg. Druck von Charles Beffort. 1909. — 56 + 26* + 1 SS. in Lex. 8°.

Sevenig Joseph. Don Pedro de Gomez. Schauspiel in drei Aufzügen von E. Lasfargues. Frei nach dem Französischen bearbeitet. Bonn a. Rh. Druck und Verlag von Anton Heidelmann. O. D. (1909.) — 54 + 10 SS in 8°.

Warker Nikolaus. Die deutschen Orts- und Gewässernamen der belgischen Provinz Luxemburg. Gotha. Justus Perthes. 1909. — 11 SS in 4°, mit 1 geographischen Karte (Das deutsche Sprachgebiet in Belgien. In Quart-Folio).

Idem. De Baltes vum Bichenhaf. Volksteck a véier Akten. Arel. Verlag beim N. Warker, Letzeburger-Str. 32. G. Everling, Buchhändler, Krautmârt. A. Willems, Buchhändler, Groûszgâsz, 1909. Drock vum G. Everling. Krautmârt, Arel. — 106 + 1 SS. in 8°.

Université populaire de Luxembourg. 6me Année Programme des Conférences et Cours qui seront faits pendant le semestre d'hiver 1909—1910. — Luxemburger Volkshochschule. 6tes Jahr. Verzeichnis der Vorträge und Lehrkurse für das Winterhalbjahr 1909—1910. S. l. ni nom d'impr. (Luxembourg. M Huss. 1909.) — 16 pp. in 8°.

Inhaltsverzeichnis.

Allgemeines. — Vereinssachen.

Seite

Bitte bezüglich Bezahlung der Vereinsgelder für 1909 80
Auszug aus dem vom Sekretär der Gesellschaft erstatteten Berichte über das Wirken des Vereines im Jahre 1908, vorgetragen in der General-Versammlung vom 28. Januar 1909 162
Ankündigung einer General-Versammlung des Vereins 168
Verzeichnis der Mitglieder des Vereines für Luxemburger Geschichte, Litteratur und Kunst. (Ons Hémecht) 169
Personalien. (Todesfälle.) 278
Auszeichnungen im Orden der Eichenlaubkrone 278
Bericht über den Ausflug der „Hémecht" nach Vianden, am 16. September 1909 397
Bemerkung 400
Vorträge, gehalten zu Vianden, am 16. September, gelegentlich des Ausfluges der „Hémecht." 401
Personal-Nachrichten. 436
Todesanzeige 492
Avis relatif aux Tables des matières de l'article „Les dynastes d'Esch-s.-l.-Sûre". 492

Geschichtliches.

Freundschaftliches Vergißmeinnicht an den in voller Manneskraft hingeschiedenen Herrn Dr. Franz Jos. Weber L. D. S., den unvergeßlichen Präsidenten des Vereines „Ons Hémecht." 1, 41, 81, 121
Das Großherzogtum Luxemburg unter Wilhelm III. 1849—1890. (Fortsetzung und Schluß.) 65
5. Die Mitglieder der Regierung. 1849—1890 . . . . . 65, 107
6. Die Ministerien unter Wilhelm III. 1849—1890 107
7. Militärwesen 108
8. Verdienstorden. 109
9. Bau der Eisenbahnen 137, 178
10. Post, Telegraph und Telephon 181
11. Das Unterrichtswesen 185
A. Der mittlere Unterricht 185
B. Die Primärschulen 214
12. Handel, Ackerbau und Gewerbe 216, 253
13. Die luxemburger Frage 1867 255
14. Der deutsch-französische Krieg von 1870 und seine Folgen für Luxemburg 292
15. Weitere Ereignisse. Regentschaft Adolfs von Nassau. Tod Wilhelms III. am 23. November 1890 296
Johannes Bertels, Abt zu Echternach. (Fortsetzung und Schluß.) 114
Das Jahr 1597 117
Das Jahr 1598 143
Surprise d'Arlon par les gueux, 1598 143
Das Jahr 1599 145
Das Jubeljahr 1600 190
Das Jahr 1601 192
Das Jahr 1602 194

Seite

Das Jahr 1603 194
Das Jahr 1604 223
Beschützung der Willibrordusskinder 223
Das Jahr 1605 273
Das Jahr 1606 274
Das Jahr 1607 276
Springprozession 306
Bertels als Pate 307
Bertels als Schriftsteller 308

Aktenstücke zur Geschichte des Gnadenbildes der Trösterin der Betrübten. (Fortsetzung.) 312
XXVIII. Ablaßerneuerung 312

Geschichte des Herzogtums Luxemburg während des achtzehnten Jahrhunderts 329
I. Teil. Von dem Beginn des spanischen Erbfolgekrieges bis zum Regierungsantritt Maria Theresias 329
XXXII. Philipp V. von Anjou. (1. Nov. 1700 bis 17. Juli 1711) . . . 329
1. Die große Allianz 329
2. Der spanische Erbfolgekrieg 331
3. Neugestaltung der Zentralregierung 332
4. Einführung der Militär-Konskription. Das luxemburgische Regiment Montfort. 333
5. Neue Steuern 335
6. Einfälle der Verbündeten. Abkommen mit dem König von Preußen 336
7. Ausschreitungen der französischen Truppen 387
8. Die Schlacht bei Höchstädt und ihre Folgen 388
9. Vorgänge im Herzogtum Luxemburg. Überrumpelung von Echternach 389
10. Marlborough an der Mosel (1705) 391
11. Bestürzung in Luxemburg 392
12. Verhaftung und Hinrichtung eines Hochverräters 393
13. Neue Erfolge der Verbündeten 424
14. Die Lage im Herzogtum Luxemburg 425
15. Friedensunterhandlungen 427
16. Der Winter 1708—1709 428
17. Teuerung und Hungersnot 429
18. Umschwung in der politischen Lage Europas 431
19. Abtretung des Herzogtums Luxemburg an den Kurfürsten von Bayern (1711) 442
20. Die Luxemburger Bistumsfrage 443
21. Die Anfänge des Luxemburger Postwesens 445

XXXIII. Maximilian Emmanuel von Bayern. (11. Juli 1711 bis 1. Dezember 1714.) 447
1. Regierungsantritt 447
2. Reformen 449

Reise-Erinnerungen von N. Funck, Ehemaliger Professor am Athenäum zu Luxemburg 345
Einleitendes. (Biographisches über den Verfasser) 345
Meine erste Seereise 348, 370, 433

Seite

Abschätzungsprotokoll der Möbel verschiedener Kirchen aus dem Kanton Hesperingen zur Zeit der französischen Revolution 352, 394
Mauritius, Graf von Nassau-Vianden, Prinz von Oranien, Statthalter der Niederlande. (Mit 2 Abbildungen.) 403
Les anciens dynastes d'Esch-sur-la-Sûre. (Suite et fin.) 57, 97, 148, 201, 243, [282, 337, 362, 411, 451
Études sur le Luxembourg à l'époque carolingienne. (Suite.) . . . 69
Les Ducs de Lotharingie 69
VII. Les Comtes de l'Ardenne luxembourgeoise de 870 à 907 72
VIII. Les deux Comtés du pays de Vévre 110, 132
IX. Les Comtes du Verdunois 134, 174, 219
X. Le Duc Meingaud, Abbé de Saint-Maximin, Neveu du Roi Eudes de France 221, 260, 298
XI. Etienne. Comte du Chaumontois, bénéficiaire de Weimerskirche 304, 321
XII. Le roman de Saint Meingaud 321, 378
A propos d'enseignement primaire. Les Écoles dans la paroisse de Mondorf au XVIIIme siècle 141
A) Mondorf 141
B) Altwies 186
C) Elvange 187
Mélanges relatifs à l'Histoire du Pays de Luxembourg. (Suite.) 195
VII. Tableau des foires (Jahrmärkte) du Département des Forêts, fixé par Napoléon Ier, le 14 mars 1808 195
VIII. Supplique adressée par plusieurs curés du Département des Forêts à S. E. le Ministre de l'Intérieur, à Paris 227
IX. Supplique adressée par le Conseil de fabrique de l'Église St Pierre à Luxembourg, au Préfet du Département des Forêts, à propos de divers biens et rentes appartenant à la dite fabrique . . . 316
X. Révendication, par le Conseil de fabrique de l'Église St Pierre à Luxembourg de l'orgue provenant de l'ancienne abbaye de Münster, au faubourg du Grund 317
XI. Lettre dn Ministre de l'Intérieur et Réponse du Ministre de la Police générale au sujet des Religieux Mendiants 318
1. Lettre du Ministre de l'Intérieur 318
2. Réponse du Ministre de la Police générale 319

Kunsti-Historisches.

Allgemeines über Burgenkunde mit Bezugnahme auf inländische Burgen und Schlösser 266
Einleitendes 266
Geschichtliches 268
Hauptbestandteile der Burgen 269
A) das Wohngebäude 269
B) Nebengebäude 271
C) Defensivbauten 271
Schlußworte 273
Ein historisches Gedenkblatt 313

Litterar-Historisches.

Vianden in seiner Litteratur und in seinen Schriftstellern 405

Seite

Graf Johann von Aldringen, nicht Verfasser der ihm zugeschriebenen Flugschrift 421

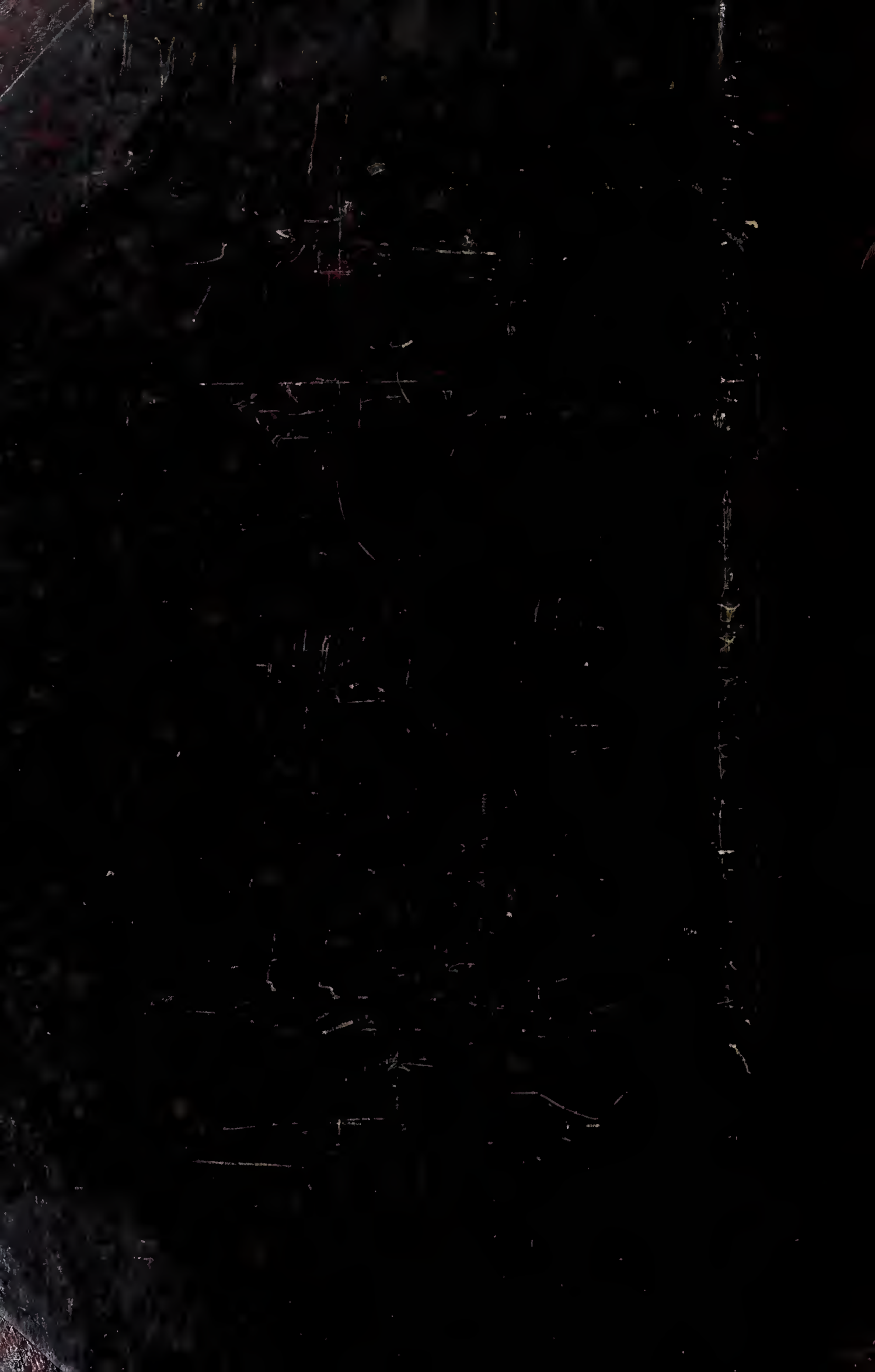
Gedichte.

Hĕch ons Sprôch! 28
Zwĕn Dŏdekränz. 127
Wann d'Klacke lauden. 161
Sôen aus dem Syrdal 189
D'Bichelgreitchen I. 189
II. 218
III. 259
IV. 281
Eng So 241
Sôen aus dem Syrdall 361
D'Frâ fum „weisze Bierg“. 361
De Klackebur bei Schötter 441
Ons Hémechtssprôch 401
Der Bergmann 201

Litterarisches. — Rezensionen.

Luxemburgische Dialektdichtung. 1) Kandsléif toder t'Vergissmeinnicht vum Mammegrâf. Volks- an Zaldotesteck vum N. Warker, Arel. Verlag beim N. Warker, Arel 1906.
2) Op Niklôsdâg. — Dem alle Fieschter sei Bittgank. Zwe Gedichter vum N. Warker. — Arel. 1908 77
Lebens- und Anstandsfragen. Altes und Neues über die Kunst zu leben, über Liebe und Ehe, die geselligen Sitten und den Anstand in besonderen Verhältnissen. Von J. v. Elz. (Zweiter Band des „Goldenen Anstandsbuches“.) 1. bis 5. Tausend. Essen-Ruhr. (1909) . . . 158
D'n dawe Jang. Lostspill an zwin Akten, voam Andréi Duchscher. 1908. 220
E Buch am letzeburger Dialekt (Kandsléift etc. [siehe weiter oben] vum N. Warker.) 236
F. Mack: Trennung von Kirche und Staat 237
Heinrich Belletable, Hauptmann des belgischen Ingenieurkorps und der Verein der heiligen Familie. Von P. Franz Rollmann. C. SS. R. . 279
Gregor Spedener. Die Stenographie Duployé dem Luxemburger Dialekte angepaßt vom Herausgeber der „Stenographenpost“. Luxemburg. 1909 279
Litterarische Novitäten u. Luxemb. Drucksachen. — 78, 118, 159, 199, 239, 280. [320, 358, 437, 492

Illustrationen.

Porträt des Dr. Franz-Joseph Weber 1
Ansicht der Burg Vianden. 206
Krönungsbild, entworfen und gezeichnet 1866 von Karl Arendt, Staatsarchitekt in Luxemburg, zum 200jährigen Jubiläum der Trösterin der Betrübten 315
Porträt des Grafen Mauritius von Vianden-Nassau. (Nach einem alten Holzstich.) 403
Grabmal des Grafen Mauritius von Vianden zu Cleve. (Nach einer Photographie). 405

GETTY CENTER LIBRARY
3 3125 00688 3439